KE

72

C381

17-3

Bill A -

LIST OF ACTS

SESSION 1902

THE PARLIAMENT OF CANADA HAS PASSED THE FOLLOWING ACTS:

ACTS OF PUBLIC ACTS OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF PRIVATE ACTS OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

ACTS OF THE PROVINCES OF CANADA WITH SHORT TITLES AND DATES OF ASSENT

10687

LIST OF ACTS

SESSION 1932

THIRD SESSION, SEVENTEENTH PARLIAMENT, 22-23 GEORGE V, 1932

LIST OF PUBLIC ACTS OF CANADA WITH CHAPTER NUMBERS AND DATES OF ASSENT

CHAP.	ASSENTED TO APRIL 4, 1932.	BILL No.
1.	Appropriation Act, No. 1.....	39
	ASSENTED TO APRIL 14, 1932.	
2.	Appropriation Act, No. 2.....	43
	ASSENTED TO MAY 13, 1932.	
3.	Appropriation Act, No. 3.....	82
	ASSENTED TO APRIL 4, 1932.	
4.	Admiralty Act.....	15
5.	Alberta-British Columbia Boundary.....	2
6.	Canadian National Railways Financing Act, 1931, No. 2.....	21
7.	Criminal Code (Cheques without Funds and Grand Juries).....	22
8.	Criminal Code (Conveyance of prohibited articles).....	11
9.	Criminal Code (Summary Trials).....	7
10.	Marriage and Divorce Act.....	17
11.	Ottawa, agreement with City of.....	12
12.	Regulations and Orders in Council.....	13
13.	Unemployment and Farm Relief.....	24
	ASSENTED TO APRIL 14, 1932.	
14.	Boards of Trade Act.....	3
15.	Canadian National Railways Guarantee Act, 1931, No. 2.....	40
16.	Judges Act.....	9
17.	Juvenile Delinquents.....	8
	ASSENTED TO MAY 3, 1932.	
18.	Debts due to the Crown.....	25
19.	Destructive Insect and Pest Act.....	18
20.	Opium and Narcotic Drug Act.....	26
21.	Patent Act.....	4
22.	Petroleum and Naphtha Inspection Act.....	20
23.	Yukon Quartz Mining Act.....	30

DROPPED BILLS, 1932.

Bill No.

Bank Act (Mr. Spencer) (negatived).....	16
Bankruptcy Act (Locality of a debtor)(Sp. Com- mittee recommend not to proceed).....	36
Canada Shipping Act(Constituting Trade)(Minister of Marine) (only first reading).....	74
Civil Service Act(Vacancies, Outside Service)(Mr. Gagnon)(ref. to Sp. Committee re Civil Service)	14
Companies Act(Registration and Transfer Offices) (added to Bill 61).....	69
Criminal Code(Promoting Changes)(Mr. Woodsworth) (negatived).....	28
Finance Act (Mr. Spencer)(negatived).....	23
Port-Smith-Fitzgerald Railway Co. (Withdrawn)....	37
Montreal Central Terminal Co. (withdrawn).....	33
Ontario-Quebec Canal and Power Co. (only first reading).....	38
Railway Act (Mr. Nicholson) (Preamble not proven)	29
Railway Act (Mr. Reid) (defeated on 2nd reading).	44

BILLS DROPPED IN SENATE.

Cowan, Gordon Alexander (Divorce)(negatived).....	VI
Hospital Sweepstakes(negatived on 2nd reading)...	A1
Insurance Companies, Dominion, Status and Powers of (withdrawn).....	C1
Insurance Companies, in Canada, Status and Powers of British and Foreign (withdrawn).....	B1
Quebec, Montreal and Southern Railway Co. (Pre- amble not proven).....	D1

Honorable Member Bernard

OFFICE
OF THE CLERK

PARLIAMENTS OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL A¹.

Loi concernant les loteries dites sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi des sweepstakes pour hôpitaux.*

Le procureur général d'une province pourra autoriser des sweepstakes pour hôpitaux dans la province.

2. Nonobstant toute législation à l'effet contraire et nonobstant toute disposition contraire de quelque autre loi, le procureur général d'une province dans laquelle sera tenue une loterie dite sweepstakes, aux fins de prélever des fonds au bénéfice d'un ou plusieurs hôpitaux dans les limites de cette province, pourra autoriser, à l'occasion, au moyen d'un certificat sous son seing, la tenue dans les limites de cette province de telle loterie par une ou plusieurs personnes mentionnées dans ce certificat (ci-après dénommées «le Comité»).

Le procureur général pourra établir des règlements.

3. (1) Par ce certificat, le procureur général pourra établir les règlements, non contraires à l'esprit de la présente loi, qu'il jugera nécessaires ou opportuns; et, sans limiter la portée générale des dispositions ci-dessus, le pouvoir du procureur général d'établir des règlements en exécution du présent article s'étendra aux objets suivants:

Pouvoirs définis.

- a) Désigner l'hôpital ou les hôpitaux devant bénéficier de la loterie, et fixer le montant selon lequel, ou la proportion selon laquelle chaque hôpital ainsi désigné devra bénéficier; 20
- b) Désigner la personne ou les personnes à qui devront être versées les sommes à affecter à cet hôpital ou à ces hôpitaux, et fixer le mode de cette affectation; 25
- c) Déterminer l'épreuve ou les épreuves à la suite desquelles le gagnant ou les gagnants de la loterie seront désignés, ainsi que l'époque, le lieu et le mode de désignation du gagnant ou des gagnants; 30

- d) Limiter la période de vente des billets;
- e) Fixer le prix auquel chaque billet sera ou pourra être vendu;
- f) Spécifier la forme et le libellé des billets à vendre;
- g) Déterminer quelle proportion ou quel montant à 5
prélever sur le produit de la vente des billets sera affecté:
(i) au bénéfice de l'hôpital ou des hôpitaux;
(ii) au paiement des frais de tenue de la loterie;
(iii) aux lots;
- h) Déterminer quelle pourra être l'allocation couvrant 10
les frais de la tenue de la loterie;
- i) Déterminer le nombre de lots à attribuer, ainsi que la
proportion ou la somme à affecter à chaque lot, sur
l'ensemble des fonds disponibles pour les lots; assurer
le partage, en unités égales ou inégales, de l'ensemble 15
des fonds disponibles pour les lots; et déterminer
l'époque, le lieu et le mode d'attribution des lots
aux gagnants;
- j) Assurer la surveillance de la tenue de la loterie et de
la vente des billets s'y rapportant, ainsi que la garde 20
des fonds en provenant; en vérifier les comptes, et
assurer le paiement des frais de cette surveillance et de
cette vérification, à même les fonds à affecter au paie-
ment des frais de tenue de la loterie;
- k) Désigner celui ou ceux de ses membres ou de ses em- 25
ployés à qui le Comité pourra confier l'exercice de ses
pouvoirs relativement à la tenue de la loterie;
- l) Déterminer les endroits, les termes et conditions que le
Comité précisera dans l'exercice de ses pouvoirs en
vertu de l'article quatre de la présente loi. 30

Gazette
officielle.

Preuve.

(2) Chaque certificat délivré sous le régime de la présente loi sera, dès sa délivrance, publié par le Comité dans un numéro de la gazette officielle de la province, et la production d'un exemplaire de cette gazette officielle paraissant contenir une copie du certificat pourra faire foi devant 35
tout tribunal du Canada.

Autorisation
de vendre des
billets de
loterie.

4. Dans les limites de la province où le procureur général aura autorisé par certificat la tenue d'une loterie conformément à la présente loi, toute personne que le procureur général aura par écrit autorisée à cet effet pourra légalement: 40

Agents.

- a) Vendre, en tout lieu de cette province, des billets pour cette loterie;
- b) Être l'agent du Comité pour distribuer les billets, percevoir l'argent et autoriser des personnes à vendre 45
des billets, ainsi qu'il est dit ci-dessus;
- et par cet écrit le Comité pourra préciser les endroits où la personne mentionnée dans l'écrit pourra, selon le cas, vendre des billets ou être l'agent du Comité, ainsi que le mode, les termes et conditions de cette vente ou de cette agence. 50

Usage de la
poste.

5. Les billets d'une loterie dont la tenue aura été autorisée conformément aux dispositions de la présente loi ne seront pas vendus en Canada par la poste ou par l'entremise de la poste, sauf pour en faire la livraison dans les limites de la province où la tenue de cette loterie aura ainsi été autorisée. 5

Agents
hors du
Canada.

6. Rien dans la présente loi n'empêchera la vente, hors du Canada, par le Comité ou ses agents autorisés par écrit à cet effet, de billets d'une loterie dont la tenue aura été autorisée conformément aux dispositions de la présente loi. 10

Tenue d'une
loterie, con-
trairement
aux règle-
ments.

7. Tout individu tenant, autrement qu'en conformité des règlements prescrits dans le certificat, une loterie autorisée, et tout individu autorisé qui sera l'agent du Comité ou qui vendra des billets autrement qu'en conformité des dispositions de la présente loi et/ou de ces règlements et/ou des termes de l'autorisation du Comité, sera coupable d'un acte criminel et passible de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de deux mille dollars au maximum. Toutefois, la commission d'un pareil acte criminel et toute autre irrégularité dans la tenue d'une loterie pour laquelle un certificat aura été accordé, ou dans la vente de billets pour la loterie, ne rendra pas illégale ou nulle la loterie, non plus que l'achat de billets de la loterie. 15 20

Peine.

Le Code
criminel ne
s'applique
pas.

8. Les dispositions du *Code criminel* concernant les paris, la vente de poules, la prise de paris au livre et les loteries, ne s'appliqueront pas aux loteries pour hôpitaux autorisées sous le régime de la présente loi. 25

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL B¹.

Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies
d'assurance britanniques et étrangères au Canada.

Lu pour la première fois, le mardi, 9 février 1932.

Le Très Honorable Sénateur ARTHUR MEIGHEN.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL B¹.

Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères au Canada.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ.

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères, 1932.*

5

INTERPRÉTATION.

Définitions.

«Affaires d'assurance», «opérations d'assurance», «entreprise d'assurance».

2. En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, et dans tout permis sous son régime, l'expression a) «affaires d'assurance», «opérations d'assurance» ou «entreprise d'assurance» signifie l'opération par laquelle une personne entreprend d'indemniser une autre personne de pertes ou responsabilités à l'égard de certains risques ou périls auxquels l'objet de l'assurance peut être exposé, ou de payer une somme d'argent ou autre chose de valeur lorsque se produit une certaine éventualité; et comprend la publicité, la sollicitation ou l'acceptation couvrant des risques, l'émission ou la remise d'un récépissé ou d'une police, l'allocation, en rémunération de primes ou versements, d'une rente viagère ou de rentes viagères, la perception ou réception de primes, l'inspection de risques, le règlement de pertes, ou l'institution ou la poursuite d'instances, actions ou procédures ayant trait à l'assurance, ou l'accomplissement ou l'exécution d'un ou plusieurs des actes ci-dessus, ou la nomination d'un agent pour les accomplir ou exécuter;

25

«Agence principale.»

«Agent»
ou «mandataire».

«Agent principal»
ou «mandataire principal».

«Assurance-cautionnement.»

«Assurance contre la grêle.»

«Assurance contre la maladie.»

«Assurance contre le bris des conduites d'eau.»

«Assurance contre le bris des glaces.»

«Assurance contre le faux.»

«Assurance contre les accidents.»

«Assurance contre les intempéries.»

«Assurance contre les tornades.»

- b) «agence principale» signifie le bureau principal ou siège social de la compagnie au Canada;
- c) «agent» ou «mandataire» signifie un agent reconnu ou autre personne qui, de quelque manière, avec l'autorisation de la compagnie, aide à l'exercice des affaires d'assurance de la compagnie, et comprend un courtier d'assurance; 5
- d) «agent principal» ou «mandataire principal» signifie l'agent ou le mandataire principal de la compagnie au Canada, nommé en cette qualité dans la procuration mentionnée ci-après, sous quelque désignation que ce soit; 10
- e) «assurance-cautionnement» signifie la garantie de la fidélité de personnes qui occupent des charges de confiance, soit publiques, soit privées, et le cautionnement pour la fidèle exécution de contrats ou marchés ou de fonctions de toute charge; ainsi que l'exécution des obligations dans les actions et procédures en justice; 15
- f) «assurance contre la grêle» signifie l'assurance contre la perte de biens ou le dommage qui leur est causé par la grêle; 20
- g) «assurance contre la maladie» signifie l'assurance contre les pertes causées par la maladie, ou par l'invalidité ne provenant pas d'accident ni de vieillesse, mais ne comprend pas l'assurance contre les pertes résultant de décès à la suite de maladie ou d'invalidité; 25
- h) «assurance contre le bris des conduites d'eau» signifie l'assurance des marchandises ou des locaux contre les pertes ou dommages causés par l'eau à la suite de bris d'appareils d'arrosage, pompes, conduites d'eau, plomberie, ou par des fuites qui s'y produisent; 30
- i) «assurance contre le bris des glaces» signifie l'assurance contre le bris des glaces ou autre verrerie, soit en place, soit en cours de transport; 35
- j) «assurance contre le faux» signifie l'assurance contre la perte subie par suite de faux;
- k) «assurance contre les accidents» signifie l'assurance contre les blessures corporelles et la mort par accident; et l'assurance contre la responsabilité en cas de perte ou dommage résultant d'accidents aux employés ou autres personnes, ou aux biens, ou contre la perte ou le dommage que subissent des biens personnels par suite d'accidents autres que l'incendie; 40
- l) «assurance contre les intempéries» signifie l'assurance contre les pertes occasionnées par pluie, tempête, inondation ou autres conditions climatiques, à l'exception de la perte de biens ou des dommages causés aux biens par la grêle, l'ouragan, le cyclone ou la tornade; 45
- m) «assurance contre les tornades» signifie l'assurance contre la perte de biens ou les dommages occasionnés par ouragan, cyclone ou tornade; 50

The first part of the report deals with the general situation in the country and the progress of the work done during the year. It is followed by a detailed account of the various projects and schemes which have been carried out, and a summary of the results achieved. The report concludes with a statement of the views of the Committee on the future of the work.

The Committee has been pleased to note the progress made during the year, and to see that the work has been carried out in accordance with the programme of work approved by the Council in 1954. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of co-operation and collaboration with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of economy and efficiency, and that the resources available have been used to the best advantage. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of flexibility and adaptability, and that the Committee has been able to respond to the changing needs of the country.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of openness and transparency, and that the public has been kept well informed of the progress of the work. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of innovation and creativity, and that the Committee has been able to develop new and original ideas and schemes. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of initiative and enterprise, and that the Committee has been able to take the lead in the development of the country.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of dedication and commitment, and that the Committee has been able to attract and retain the services of the best and brightest people. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of hard work and perseverance, and that the Committee has been able to overcome the many difficulties and obstacles which have been encountered.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of teamwork and collaboration, and that the Committee has been able to work closely with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of mutual respect and understanding, and that the Committee has been able to build a strong and effective working relationship with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of responsibility and accountability, and that the Committee has been able to take full responsibility for the work done during the year. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of openness and transparency, and that the public has been kept well informed of the progress of the work. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of innovation and creativity, and that the Committee has been able to develop new and original ideas and schemes. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of initiative and enterprise, and that the Committee has been able to take the lead in the development of the country.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of dedication and commitment, and that the Committee has been able to attract and retain the services of the best and brightest people. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of hard work and perseverance, and that the Committee has been able to overcome the many difficulties and obstacles which have been encountered.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of teamwork and collaboration, and that the Committee has been able to work closely with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of mutual respect and understanding, and that the Committee has been able to build a strong and effective working relationship with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of responsibility and accountability, and that the Committee has been able to take full responsibility for the work done during the year. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of responsibility and accountability, and that the Committee has been able to take full responsibility for the work done during the year. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of openness and transparency, and that the public has been kept well informed of the progress of the work. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of innovation and creativity, and that the Committee has been able to develop new and original ideas and schemes. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of initiative and enterprise, and that the Committee has been able to take the lead in the development of the country.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of dedication and commitment, and that the Committee has been able to attract and retain the services of the best and brightest people. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of hard work and perseverance, and that the Committee has been able to overcome the many difficulties and obstacles which have been encountered.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of teamwork and collaboration, and that the Committee has been able to work closely with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of mutual respect and understanding, and that the Committee has been able to build a strong and effective working relationship with the various departments of the Government, and with the various bodies and organizations concerned.

The Committee has also been pleased to see that the work has been carried out in a spirit of responsibility and accountability, and that the Committee has been able to take full responsibility for the work done during the year. It is particularly pleased to see that the work has been carried out in a spirit of honesty and integrity, and that the Committee has been able to maintain the confidence of the public.

«Assurance contre le vol par effraction.»

n) «assurance contre le vol par effraction» signifie l'assurance contre les pertes ou dommages causés par le vol avec ou sans effraction, le vol à main armée, ou le bris de maison;

«Assurance contre l'explosion.»

o) «assurance contre l'explosion» signifie l'assurance contre les dommages aux biens de toute sorte, causés par l'explosion de gaz naturel ou autre, ou causés par le bombardement, l'invasion, l'insurrection, l'émeute, la guerre ou l'agitation civile, la domination des forces militaires ou l'usurpation du pouvoir; 5

«Assurance de l'automobile.»

p) «assurance de l'automobile» signifie l'assurance contre la responsabilité relative aux pertes ou dommages causés aux personnes ou aux biens par une automobile; et l'assurance contre la perte d'une automobile ou les dommages causés à une automobile; 10

«Assurance de navigation aérienne.»

q) «assurance de navigation aérienne» signifie l'assurance contre la responsabilité relative à la perte ou aux dommages causés aux personnes ou aux biens par un aéronef; et l'assurance contre la perte d'un aéronef ou le dommage causé à un aéronef; 15

«Assurance des chaudières à vapeur.»

r) «assurance des chaudières à vapeur» signifie l'assurance des chaudières à vapeur et des tuyaux, machines et mécanismes s'y rattachant ou actionnés par elles, contre l'explosion, les ruptures et autres accidents, et contre les blessures corporelles ou les pertes de vie, et contre la destruction de biens ou les dommages à la propriété, qui en résultent; 20

«Assurance des obligations.»

s) «assurance des obligations» signifie la garantie de la validité et de la légalité d'obligations émises par une province du Canada, ou par une cité, un comté, une ville, un village, un arrondissement scolaire, une municipalité ou autre division civile de la province ou par une corporation privée ou publique; 25

«Assurance des transports à l'intérieur.»

t) «assurance des transports à l'intérieur» signifie l'assurance contre les pertes ou la détérioration que peuvent éprouver les effets, denrées, marchandises ou biens de toute espèce, y compris les objets transmis par la poste, en cours de transport autrement que par eau, d'un lieu à un autre au Canada; 30

«Assurance du bétail.»

u) «assurance du bétail» signifie l'assurance contre la mort, les accidents ou la maladie des animaux, et comprend l'assurance contre la perte des petits de ces animaux; 40

«Assurance du crédit.»

v) «assurance du crédit» signifie la garantie et l'indemnisation contre les pertes ou dommages provenant d'ouvertures de crédit; 45

«Assurance populaire.»

w) «assurance populaire» signifie l'assurance sur la vie, dont les primes sont payables à moindres intervalles que trimestriellement et sont normalement perçues au domicile de l'assuré; 50

« Assurance sur la navigation intérieure. »

x) « assurance sur la navigation intérieure » signifie l'assurance qui porte sur des choses assurables et courant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal;

« Assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada ».

y) « assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada » signifie, relativement à l'assurance sur la vie, toute personne sur la vie de laquelle une compagnie, munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations d'assurance sur la vie au Canada, a émis une police pendant que cette personne résidait au Canada; 5 10

« Assuré » ou « porteur de police ».

z) « assuré » ou « porteur de police », en matière d'assurance sur la vie, lorsque cette expression est employée relativement à la personne à laquelle le ministre fait une offre sur demande de libération de dépôt par une compagnie qui cesse d'exercer ses opérations, signifie la personne à laquelle la police a été émise et avec laquelle a été conclu le contrat d'assurance, et comprend l'ayant-cause de cette personne; 15

« Assureur. »

aa) « assureur » signifie un assureur individuel, ne résidant ordinairement pas au Canada, qui, par lui-même ou conjointement avec d'autres personnes, exerce les opérations d'assurances, et comprend toute association de personnes formée hors du Canada suivant le plan connu sous le nom de Lloyds, d'après lequel chaque assureur associé devient responsable pour l'entier montant fixe ou limité assuré par la police, ou pour une part proportionnelle de ce montant, ou formée aux fins d'échanger des contrats réciproques d'indemnité d'après le plan connu sous le nom d'interassurance; 20 25 30

« Autorisation. »

bb) « autorisation » ou « permis » comprend le certificat d'enregistrement;

« Compagnie. »

cc) « compagnie » signifie toute corporation constituée en vertu des lois du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande ou de tout Dominion ou possession britannique, autre que le Canada ou une province du Canada, ou de tout pays étranger, pour les fins d'exercer des opérations d'assurance; et comprend toute société fraternelle de bénéfices telle que définie dans la présente loi; 35 40

« Département. »

dd) « département » signifie le département des assurances constitué par la présente loi;

« Etat annuel. »

ee) « état annuel » comprend à la fois le compte rendu des opérations au Canada et celui des affaires générales de la compagnie, exigé par la présente loi; 45

« Fonctionnaire. »

ff) « fonctionnaire » comprend le gérant, le secrétaire, le trésorier, l'actuaire et toute autre personne désignée comme « fonctionnaire » dans les statuts de la compagnie;

« Ministre ».

gg) « ministre » signifie le ministre des Finances; 50

«Police.»	<i>hh</i>) «police» comprend un certificat d'association se rattachant de quelque manière à l'assurance sur la vie, ainsi que tout autre contrat d'assurance passé par écrit, qu'il soit contenu en une seule ou en plusieurs pièces, et comprend tout contrat de rente sur une ou plusieurs têtes;	5
«Police canadienne», assurance sur la vie.	<i>ii</i>) «police canadienne» ou «police au Canada», en ce qui concerne l'assurance sur la vie, signifie une police ou un contrat de rente viagère qu'une compagnie, munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations d'assurance sur la vie au Canada, a émise en faveur d'une ou plusieurs personnes qui, à l'époque où cette police a été souscrite, résidaient au Canada;	10
«Police canadienne», assurance contre l'incendie.	<i>jj</i>) «police canadienne» ou «police au Canada», en ce qui concerne les assurances contre l'incendie, signifie une police d'assurance sur tous biens ou propriétés au Canada, émise par une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations d'assurance contre l'incendie;	20
«Président.»	<i>kk</i>) «président» signifie et comprend le président du conseil d'administration, le gouverneur, le gérant ou autre principal fonctionnaire de la compagnie;	
«Secrétaire.»	<i>ll</i>) «secrétaire» signifie et comprend le fonctionnaire qui remplit les fonctions ordinaires de secrétaire;	25
«Société fraternelle de bénéfécies.»	<i>mm</i>) «société fraternelle de bénéfécies» signifie une corporation possédant un système représentatif de gouvernement, et constituée en vertu des lois du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou d'un Dominion ou possession britannique autre que le Canada ou une province du Canada, ou d'un pays étranger, pour fins de fraternité, de bienfaisance ou de religion, entre autres pour assurer exclusivement ses membres, ou les enfants à leur charge, contre les accidents, la maladie, l'invalidité ou la mort; et comprend une corporation ainsi constituée sur le plan de la mutualité aux fins d'assurer ainsi exclusivement ses membres ou les enfants à leur charge;	30 35
«Surintendant.»	<i>nn</i>) «surintendant» signifie le surintendant des assurances.	40

APPLICATION DE LA LOI.

Application de la loi.

3. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas

Assurance maritime et de navigation intérieure.

- a*) aux compagnies ni aux assureurs à l'égard de leurs opérations, exercées au Canada, d'assurance maritime ou d'assurance sur la navigation intérieure, et
- b*) sauf dans les cas ci-après prévus, ses dispositions ne s'appliquent pas non plus

Polices antérieures

- (i) aux compagnies qui, depuis le vingt-deuxième jour de mai mil huit cent soixante-huit, n'ont pas

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

PART I

CHAPTER I

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

au 22 mai
1868.

Polices
émises par
compagnies
non autori-
sées, à des
non-
résidents
au Canada.

Sociétés
fraternelles
de bénéfiques
non tenues
de posséder
un permis
antérieure-
ment à 1920.

Sociétés
exemptées
en vertu du
ch. 101,
art. 3 (2),
S.R.C., 1927.

obtenu un permis les autorisant à exercer des opérations au Canada, à l'égard de toute police d'assurance-vie au Canada émise avant ladite date;

(ii) aux compagnies non munies du permis exigé par la présente loi, à l'égard de la perception ou réception de primes sur toute police d'assurance-vie, ou sur autres opérations relatives à toute police d'assurance-vie, émise à une personne ne résidant pas au Canada à l'époque de l'émission de cette police; 5

(iii) aux sociétés fraternelles de bénéfiques qui, antérieurement au premier jour de janvier mil neuf cent vingt, n'étaient pas tenus d'obtenir un permis du ministre, et qui n'ont pas depuis ladite date obtenu un permis, à l'égard de toute police ou certificat émis au Canada avant ladite date; 10 15

iv) aux sociétés ou organisations de personnes qui, sous le régime des dispositions du paragraphe deux de l'article trois de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés, 1927*, ont été exemptées des dispositions de ladite loi, tant que n'a pas expiré la période d'exemption, si l'exemption était pour une période limitée. 20

PARTIE I.

PERMIS ET DEPÔTS.

Les
opérations
ne peuvent
être exercées
sans auto-
risation.

4. Aucune compagnie ou aucun assureur ne peut entrer au Canada, ni, en cas d'entrée (que ce soit avant ou après la mise en vigueur de la présente loi), rester au Canada pour y exercer les opérations d'assurance (sauf les dispositions de l'article quatre-vingt-dix de la présente loi), à moins que cette compagnie ou cet assureur n'ait obtenu et ne détienne un permis du ministre. 25

Cas où une
compagnie
est censée
entrer eu
Canada.

2. Une compagnie ou un assureur est censé être entré au Canada, ou, en cas d'entrée, est censé être resté au Canada, pour y exercer les opérations d'assurance, si cette compagnie ou cet assureur fait ou accomplit au Canada l'un quelconque ou plusieurs des actes qui constituent les opérations d'assurance. 30 35

Sont censées
autorisées
les
compagnies
munies du
permis exigé
par la Loi
des
assurances.

5. Chaque compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, détient un permis en vertu des dispositions de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés, 1927*, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente loi antérieures à l'obtention d'un permis, et le permis que la compagnie détient à ladite date est censé avoir été obtenu en vertu des dispositions de la présente loi, et la compagnie est assujettie aux dispositions de ladite loi. 40

1. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

2. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France.

3. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions.

4. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions et que la société ait été constituée en vertu d'un acte authentique.

5. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions et que la société ait été constituée en vertu d'un acte authentique, à moins que la société n'ait été constituée en vertu d'un acte sous signature privée.

6. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions et que la société ait été constituée en vertu d'un acte authentique, à moins que la société n'ait été constituée en vertu d'un acte sous signature privée et que le capital de la société ne soit pas divisé en actions.

7. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions et que la société ait été constituée en vertu d'un acte authentique, à moins que la société n'ait été constituée en vertu d'un acte sous signature privée et que le capital de la société ne soit pas divisé en actions.

8. Les dispositions de la présente loi relatives aux élections des membres du conseil d'administration des sociétés par actions sont applicables aux sociétés par actions qui ont été constituées après le 1er janvier 1900 et qui ont leur siège social en France, à condition que le capital de la société ne soit pas divisé en actions et que la société ait été constituée en vertu d'un acte authentique, à moins que la société n'ait été constituée en vertu d'un acte sous signature privée et que le capital de la société ne soit pas divisé en actions.

Dépôt
en cas de
permis.

6. Dès que la compagnie qui demande un permis a déposé entre les mains du ministre les valeurs ci-après mentionnées, et qu'elle s'est par ailleurs conformée aux prescriptions de la présente loi, le ministre peut, sous réserve des dispositions ci-après contenues, délivrer le permis.

5

Nom de la
compagnie.

7. Avant de délivrer un permis à une compagnie ou à un assureur, le ministre doit se convaincre que le nom corporatif de la compagnie n'est pas celui d'une autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, ni un nom susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie ou par ailleurs inacceptable pour raisons d'ordre public.

10

Permis de
l'assureur.

8. Le permis accordé à tout assureur peut autoriser cet assureur à exercer des opérations autres que celles d'assurance-vie au Canada, de la même manière et aux mêmes termes et conditions que dans le cas d'une compagnie, et toutes les dispositions et prescriptions de la présente loi qui régissent les opérations des compagnies munies de permis sont, en tant qu'applicables, censées être les termes et conditions d'un permis ainsi accordé.

15

Vérification
des états par
l'assureur.

2. Les états dont la présente loi prescrit le dépôt au département doivent, dans le cas d'un pareil assureur, être vérifiés de la manière que le surintendant peut ordonner et prescrire.

20

Formule du
permis.

9. Le permis doit être selon la formule ou les formules que le ministre détermine, quand il y a lieu, pour les différentes catégories de compagnies, et doit spécifier les opérations à exercer par la compagnie, de même que toutes les restrictions ou conditions que le ministre, conformément aux dispositions de la présente loi, juge convenables.

25

Durée du
permis.

2. Le permis expire le trente et unième jour de mars de chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, subordonné à toute réserve ou restriction jugée opportune. Toutefois, ce permis peut, quand il a lieu, être renouvelé pour toute période de moins d'une année.

30

Validité.

3. La validité d'un permis censé délivré par le ministre en vertu de la présente loi, ne peut être contestée ni au nom ni à la demande d'une personne autre que le ministre.

35

Classes
d'assurance
autorisées.
Clause condi-
tionnelle
quant à
l'assurance
sur la vie
combinée
avec une
autre classe.

10. Le permis peut autoriser les opérations de la classe ou des classes d'assurances, mentionnées en la présente loi ou non, que le ministre peut juger à propos. Toutefois, et subordonné au renouvellement des permis accordés avant l'adoption de la présente loi, aucune compagnie ne peut obtenir un permis l'autorisant à entreprendre l'assurance-vie combinée avec une autre classe d'assurance, à moins qu'elle ne maintienne au Canada, relativement à ses opérations d'assurance-vie, un actif séparé et distinct disponible pour la seule protection des détenteurs des polices d'assurance-vie

40

45

de cette compagnie et non applicable au paiement de tout
mandat émis par elle et les autres classes d'opérations qui la concernent.

1. Aucune compagnie ne doit émettre de billets courants
sans garantie d'or ou d'argent qui n'est pas déposée dans le
banque pour être en dépôt.

12. Toute société commerciale ou financière qui demande
le paiement d'un billet par le présent loi, doit, avant la délivrance
de ce billet, déposer au moins un million de dollars en valeurs
solides que le ministre apprécie à son égard, la somme de dix
mille dollars.

13. Toute compagnie, autre qu'une société commerciale de
banque, qui demande de payer un billet par le présent loi,
doit, avant la délivrance de ce billet, déposer dans une banque
un million de dollars en espèces ou en valeurs.

14. Il est interdit à toute compagnie d'émettre des billets
pour le paiement de ses obligations, sans avoir déposé dans
une banque, la somme qui peut être fixée par le Conseil du Trésor.

15. Toute compagnie qui a des dépôts de fonds dans une
banque, peut se servir de ces dépôts pour le paiement de ses
obligations, à condition qu'elle en dépose le montant dans
une banque canadienne.

16. Les valeurs déposées en vertu de la présente loi peuvent être
utilisées pour le paiement de tout billet émis par la
compagnie du Canada, ou en vertu de la présente loi
dans les provinces de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Écosse,
de la Nouvelle-Bretagne et du Nord de l'Irlande,
ou de tout Dominion ou colonie britannique, ou dans
tout autre pays.

17. La compagnie a été autorisée en vertu de la présente loi
à émettre des billets en vertu de la présente loi, et à déposer
dans une banque canadienne, en vertu de la présente loi, des
valeurs étrangères ou garanties par le gouvernement de
tout pays étranger.

18. Les valeurs de son bilan qui sont en dépôt au
moment de l'adoption de la présente loi, sont en dépôt de
son valeur actuelle.

19. Il est interdit à toute compagnie d'émettre des billets
sans avoir déposé dans une banque canadienne, en vertu de la présente loi,
un million de dollars en espèces ou en valeurs.

20. Si la valeur marchande de l'un des titres déposés
par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur
pour laquelle il a été déposé, le ministre peut ordonner à la
compagnie d'effectuer un dépôt supplémentaire qui assure
à la totalité des titres déposés par elle une valeur égale
à celle qui est en dépôt au moment de l'adoption de la présente
loi.

21. A défaut par la compagnie d'effectuer le dépôt exigé
par le présent article, le ministre peut ordonner à la compagnie
de suspendre le paiement de ses obligations.

de cette compagnie et non applicable au paiement de réclamations résultant d'autres classes d'opérations que la compagnie exerce.

Les opérations spécifiées sont seules autorisées.

2. Aucune compagnie ne doit émettre de polices couvrant une catégorie d'assurance qui n'est pas spécifiée dans le permis pour lors en vigueur. 5

Dépôt entre mains du ministre par société fraternelle de bénéfiques.

11. Toute société fraternelle de bénéfiques qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, déposer entre les mains du ministre, en valeurs telles que ci-après spécifiées à cet égard, la somme de dix mille dollars. 10

Par autres compagnies.

2. Toute compagnie, autre qu'une société fraternelle de bénéfiques, qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, faire entre les mains du ministre un dépôt, en lesdites valeurs, 15

- a) s'il s'agit d'un permis d'assurance-vie ou d'assurance contre l'incendie, la somme de cent mille dollars, et
- b) s'il s'agit d'un permis pour une autre classe d'assurance, la somme que peut fixer le Conseil du trésor.

Valeurs acceptables.

12. Tous ces dépôts et tous les autres dépôts que requièrent les dispositions de la présente loi peuvent être effectués par toute compagnie, 20

- a) en valeurs fédérales du Canada ou garanties par le Dominion du Canada; ou en valeurs d'une province du Canada ou garanties par elle, ou en valeurs du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande ou de tout Dominion ou colonie britannique, ou garanties par ces pays; 25
- b) si la compagnie a été constituée en corporation dans un pays étranger, en valeurs du gouvernement de ce pays étranger ou garanties par ce gouvernement. 30

Estimation.

2. La valeur de ces titres doit être cotée au cours du marché au moment du dépôt, mais non pas au-dessus de leur valeur nominale.

Acceptation d'autres valeurs.

13. S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que détermine le Conseil du trésor. 35

Dépôt supplémentaire, si la valeur des titres diminue.

2. Si la valeur marchande de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur pour laquelle il a été déposé, le ministre peut notifier à la compagnie d'effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité des titres déposés par elle une valeur admise égale au montant du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer. 40

Défaut.

3. A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans les soixante jours après en avoir été requise, le ministre peut lui retirer son autorisation. 45

1.4. Une compagnie qui a obtenu le permis...
...pour le faire...
...de la province...

Section 14
14.1
14.2

1.5. Toute personne...
...qui a obtenu le permis...
...de la province...

Section 15
15.1
15.2

1.6. Toute personne...
...qui a obtenu le permis...
...de la province...

Section 16
16.1
16.2

1.7. Toute personne...
...qui a obtenu le permis...
...de la province...

Section 17
17.1
17.2

1.8. Toute personne...
...qui a obtenu le permis...
...de la province...

Section 18
18.1
18.2

Faculté de
d'effectuer
des dépôts
plus consi-
dérables.

14. Une compagnie qui a obtenu le permis exigé par la présente loi peut toujours déposer entre les mains du ministre d'autres valeurs, en sus du montant qu'elle est tenue de déposer en vertu des présentes.

Mode
d'emploi.

2. Le ministre doit garder en sa possession les titres qui lui sont ainsi remis de surcroît, et il en dispose conformément aux prescriptions de la présente loi applicables au dépôt exigé de cette compagnie, et comme si ces titres en faisaient partie. 5

Actif placé
en fiducie.

15. Toute pareille compagnie peut placer au Canada un montant d'actif en fiducie pour le compte de la compagnie, en application de la présente loi, entre les mains de deux ou plus de deux personnes résidant au Canada, ou dans une corporation de fiducie constituée par ou sous l'autorité d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des provinces du Canada, cette corporation, ou ces personnes devant être nommées par la compagnie et approuvées par le ministre. 10 15

Nature de
l'actif.

2. L'actif et les placements qui peuvent ainsi être mis en fiducie doivent consister en obligations, débentures, actions et prêts hypothécaires des classes autorisées par les lois du Dominion du Canada, à titre de placements ou prêts de corporations constituées en vertu desdites lois avec pouvoir d'entreprendre la classe d'opérations d'assurance que, sous le régime de la présente loi, la compagnie est autorisée à exercer. 20 25

Contrat
fiduciaire.

3. Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé par le ministre qui, avec l'assentiment du Conseil du trésor, doit déterminer la valeur à laquelle cet actif doit, quand il y a lieu, être admis pour les fins de la présente loi; et les fiduciaires peuvent disposer de cet actif de toute manière stipulée dans le contrat fiduciaire qui les nomme, mais de façon que la valeur admise de l'actif entre leurs mains ne tombe pas au-dessous de la valeur prescrite en la présente loi. Cette valeur admise ne doit cependant pas excéder quatre-vingt-dix pour cent du cours du marché, ni en aucun cas dépasser sa valeur au pair. 30 35

Compagnies
fiduciaires
à titre de
fiduciaires.

4. Dorénavant, le ministre n'agrèera pas de fiduciaires autres que les corporations fiduciaires désignées ci-dessus.

Retrait de
l'excédent
de dépôt.

16. Si, à quelque moment, il appert qu'une compagnie a déposé entre les mains du ministre une somme supérieure au montant requis par les dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut, s'il est convaincu que les intérêts des assurés canadiens de la compagnie n'en souffriront pas, et après avoir fait la notification et pris les autres mesures qu'il croit opportunes, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent, qu'il juge convenable; mais ce retrait peut être autorisé sans préavis. 40 45

Remise de
l'intérêt sur
les dépôts.

17. Tant qu'une compagnie se conforme aux conditions prescrites par la présente loi et qu'il n'est signifié au ministre aucun avis d'un jugement définitif contre la compagnie, ou d'une ordonnance d'une cour compétente pour sa mise en liquidation ou pour la distribution de son actif, l'intérêt sur les valeurs constituant le dépôt doit être remis à la compagnie, aux échéances. 5

Production
de docu-
ments.
Copie de
la charte.

18. Avant d'obtenir un permis, toute compagnie doit déposer au département:

Procuration.

a) Une copie de sa charte, de sa loi de constitution ou de ses statuts, certifiée conforme par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa garde; cependant, tout pareil document qui serait admis comme preuve devant une cour de justice est tenu pour suffisamment authentiqué aux termes de la présente clause; 10 15

b) Une procuration de la compagnie à son agent ou mandataire principal au Canada, revêtue du sceau de la compagnie, si elle en a un, et signée par le président et le secrétaire ou par d'autres fonctionnaires compétents, en présence d'un témoin attestant sous serment ou par affirmation qu'elle a été dûment signée; et les charges officielles qu'occupent les signataires dans la compagnie doivent être attestées sous serment ou par affirmation par les fonctionnaires qui signent cette procuration ou attestées par affirmation par quelqu'un qui soit dûment renseigné sous ce rapport; et 20 25

Etat de la
situation et
des affaires.

c) Un état, dans la forme prescrite par le ministre, de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre qui précède, ou au jour où la compagnie a coutume d'établir son bilan, pourvu que ce jour ne soit pas antérieur de plus de douze mois à celui du dépôt de l'état. 30

Contenu de la
procuration.

19. Cette procuration doit:

a) Déclarer en quel lieu du Canada est ou doit être établi le siège social ou l'agence principale de la compagnie; et 35

b) Autoriser expressément le fondé de pouvoirs à recevoir les significations de toutes actions et procédures exercées contre la compagnie dans toute province du Canada, en raison d'engagements qu'elle a contractés, et aussi à recevoir du ministre et du surintendant les avis prescrits par la loi ou qu'il peut paraître opportun de donner; et 40

c) Déclarer que la signification des pièces relatives à ces engagements et la réception de ces avis, au siège social ou à l'agence principale, ou personnellement au fondé de pouvoirs ou par lui, à l'endroit où est situé ce siège social ou cette agence principale, sont légales et obligent la compagnie à tous égards. 45

20. Cette loi sur les sociétés commerciales est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

1. Les sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867, sont régies par la loi du 24 juillet 1867.

2. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

2. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

3. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

3. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

4. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

4. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

5. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

5. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

6. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

6. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées après le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

7. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

7. Cette loi est applicable aux sociétés qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900, et qui n'ont pas encore été régies par la loi du 24 juillet 1867.

Changement
d'agent
principal.

20. Chaque fois qu'une compagnie remplace son agent principal ou change son agence principale au Canada, elle doit déposer une procuration comme susdit, contenant les changements qu'elle opère à ce propos, et une déclaration semblable en ce qui concerne les significations et les avis sus- 5 mentionnés.

Déclaration
dans l'état
annuel.

2. Toute compagnie, lorsqu'elle dresse l'état annuel prescrit ci-dessous, doit déclarer qu'il n'a été apporté aucune modification à sa charte, à sa loi de constitution ou à ses statuts, ni aucun changement en ce qui concerne la situation 10 de son agence principale ou la personne de son agent ou mandataire principal, sans que la chose ait été dûment notifiée au surintendant.

Doubles à
déposer au
greffe d'une
cour
supérieure.

21. Des doubles de toutes ces pièces, dûment certifiés comme susdit, doivent être déposés au greffe d'une cour 15 supérieure dans la province où est située l'agence principale de la compagnie; ou, si l'agence principale se trouve dans la province de Québec, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district dans lequel elle est établie.

Signification
à l'agence
principale,
pour la
compagnie.

22. Après que cette procuration et ces doubles ont été 20 déposés comme susdit, toute signification d'action ou de procédures instituées contre la compagnie relativement à des engagements contractés dans une province du Canada, peut se faire valablement à la compagnie, à son agence princi- 25 pale; et cette signification est réputée faite à la compagnie.

Signification
substitutive.

2. Si la procuration déposée cesse d'être valable ou utile pour quelque cause que ce soit, ou si une signification ne peut se faire autrement, la cour ou le juge peut ordonner qu'une signification substitutive de pièces ou procédures soit faite au moyen de la publication de tel avis qui lui 30 paraît nécessaire dans les circonstances, pendant au moins un mois, dans au moins un journal; et cette publication est censée une signification de pièces ou procédures dûment faite à la compagnie.

Avis de
l'obtention
d'autorisa-
tion.

23. Toute compagnie qui obtient pour la première fois 35 un permis, doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou du lieu où est établie son agence principale; et l'avis, en ce cas, doit être publié pendant quatre semaines.

Publication
de la liste des
compagnies
autorisées.

24. Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans 40 la *Gazette du Canada*, une liste des compagnies qui ont obtenu le permis exigé par la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chacune d'elles.

Nouvelles
compagnies.

2. Lorsqu'une nouvelle compagnie a reçu un permis, ou lorsque le permis d'une compagnie lui a été retiré dans 45 l'intervalle de deux publications trimestrielles de cette liste, le ministre doit en donner avis pendant quatre semaines dans la *Gazette du Canada*.

Département des assurances.

Département
des assu-
rances.

25. Est institué un département du gouvernement du Canada, appelé département des assurances, que préside le ministre.

Surintendant
des assu-
rances.

2. Le gouverneur en conseil peut nommer un fonctionnaire appelé surintendant des assurances, qui est le sous-chef du département et qui occupe cette fonction durant bon plaisir; et il doit être payé à ce fonctionnaire le traitement autorisé par la loi. 5

Le titulaire
actuel reste
en fonctions.

3. Le présent titulaire de la charge de surintendant des assurances continuera à exercer ses fonctions durant bon plaisir, et il recevra le traitement autorisé par la loi. 10

Fonction-
naires et
commis.

4. Peuvent être nommés, de la manière autorisée par la présente loi, les fonctionnaires, commis et serviteurs nécessaires à la bonne administration du département.

Le surinten-
dant est sous
la direction
du ministre.

26. Le surintendant doit agir d'après les instructions du ministre, et, quand il y a lieu, faire pour ce dernier un examen et un compte rendu de toutes les affaires qui se rattachent aux assurances, telles que pratiquées par les diverses compagnies autorisées par permis à exercer des opérations au Canada, ou auxquelles la présente loi prescrit de rendre compte de leurs affaires. 15 20

Le surinten-
dant ne peut
être action-
naire dans
compagnies
d'assurance.

27. Le surintendant, non plus que tout fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne peut, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie d'assurance exerçant des opérations au Canada ou munie du permis exigé par la présente loi. 25

Fonctions du
surintendant.

28. Le surintendant doit:

a) Tenir un registre des diverses pièces que chaque compagnie est obligée par la présente loi de déposer devant les cours supérieures du Canada; 30

Effets
déposés.

b) Incrire dans un livre, sous l'en-tête de la compagnie, les valeurs déposées à son compte entre les mains du ministre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; et ce livre doit être accessible au public pour consultation; 35

Rapport
relatif à
l'autorisation.

c) Dans chaque cas, avant la délivrance d'un nouveau permis ou le renouvellement d'un permis, présenter un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des prescriptions de la loi et lui apprendre que la compagnie, d'après l'état qu'elle a fourni de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements; 40

Registre des
autorisations.

d) Tenir un registre où les permis sont inscrits à mesure qu'ils sont délivrés;

Visite au
siège social.

e) Visiter en personne, ou faire visiter par un membre compétent de son personnel, l'agence principale de chaque compagnie au Canada, au moins une fois par 45

Les articles 10 et 11 de la loi du 10 août 1870, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, ont été abrogés par la loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

La loi du 25 février 1875, relative à l'organisation des tribunaux de commerce, a été promulguée le 27 février 1875.

- année; examiner soigneusement l'exposé de sa situation et de ses affaires comme le prescrit la présente loi, et faire rapport au ministre sur les choses qui réclament son attention et une décision de sa part;
- Rapport annuel. f) Préparer pour le ministre, d'après cet exposé, un rapport annuel, contenant le détail complet des opérations de chaque compagnie, un résumé de ses opérations dans chaque branche d'assurance, avec mention du nom de chaque compagnie et une classification des faits extraits des états fournis par chaque compagnie. 5 10
- Visite d'inspection aux compagnies. **29.** Si, après avoir soigneusement étudié la situation et les affaires d'une compagnie autorisée par permis à exercer des affaires au Canada, le surintendant juge, d'après les états annuels ou autres fournis par elle au ministre, ou pour toute autre cause, qu'il y a nécessité d'examiner plus à fond ses affaires, et s'il adresse à cet effet un rapport au ministre, ce dernier, usant de sa discrétion, peut charger le surintendant de se rendre à l'agence principale de cette compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires et opérer les autres recherches nécessaires afin de constater sa situation, ses moyens de remplir ses engagements et de s'assurer si elle s'est conformée à toutes les dispositions de la présente loi applicables à ses opérations. 15 20
- Communication des livres de la compagnie au surintendant. 2. Les fonctionnaires ou agents de cette compagnie doivent faire ouvrir leurs livres pour l'inspection du surintendant, et autrement faciliter à tous égards ses recherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire. 25
- Interrogatoire sous serment. 3. Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de cette compagnie relativement à ses affaires. 30
- Rapport des inspections. **30.** Après cette enquête, le surintendant doit inscrire, dans un livre tenu à cette fin, un rapport relatif à toutes les compagnies ainsi visitées, l'accompagnant de notes et mémoires indiquant la situation de chaque compagnie.
- Rapport spécial au ministre. 2. Le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial, par écrit, exprimant son opinion sur la position et la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée et contenant tous autres renseignements qu'il est à propos de faire connaître au ministre. 35
- Questions à une compagnie et réponses. **31.** Pour la mise à exécution de la présente loi, le présent article confère au surintendant l'autorisation et le pouvoir de demander des renseignements à toute compagnie d'assurance munie du permis exigé par la présente loi, ou au président de la compagnie, à son gérant, actuaire ou secrétaire, relativement à son actif, ses placements, ses engagements, ses opérations ou sa situation, ou au sujet de toute autre matière se rattachant à ses affaires ou opérations; et il est du devoir de toute compagnie à laquelle il s'adresse 40 45

Les dispositions de la loi relative à la procédure pénale, en matière de poursuites pénales, ont été modifiées par la loi n° 100 du 15 mai 1957.

2. La loi n° 100 du 15 mai 1957, relative à la procédure pénale, a été promulguée le 17 mai 1957.

3. La loi n° 100 du 15 mai 1957, relative à la procédure pénale, a été promulguée le 17 mai 1957.

4. La loi n° 100 du 15 mai 1957, relative à la procédure pénale, a été promulguée le 17 mai 1957.

5. La loi n° 100 du 15 mai 1957, relative à la procédure pénale, a été promulguée le 17 mai 1957.

100

100

100

100

ainsi, de répondre promptement par écrit à ces demandes. Le surintendant peut, à sa discrétion, incorporer dans son rapport annuel au ministre les questions posées par lui sous l'autorité du présent article et les réponses qui y ont été faites.

Examen au siège social d'une compagnie étrangère.

32. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant de se transporter au siège social de toute compagnie munie du permis exigé par la présente loi, et d'examiner la situation et les affaires générales de cette compagnie. 5

Constatation des dépenses du département.

33. Chaque année, aussitôt que faire se peut après la clôture de chaque année financière, en se référant aux comptes publics et par toute autre enquête ou investigation qu'il peut juger nécessaire, le surintendant doit constater et vérifier le montant total des frais subis par l'Etat, durant l'année financière précédente, pour administrer la présente loi ou concernant son administration, et le montant des frais ainsi constaté et vérifié par le surintendant est définitif et péremptoire pour toutes fins du présent article. 10 15

Constatation des primes reçues par les compagnies.

2. Avant le trente et unième jour de décembre de chaque année financière, le surintendant doit aussi constater, d'après les rapports faits en vertu des prescriptions de la présente loi et d'après tout autre renseignement qui peut être nécessaire ou utilisable, le montant total des primes brutes encaissées au Canada au cours de la dernière année civile par chaque compagnie munie du permis exigé par la présente loi, et par chaque compagnie non autorisée par permis en vertu de la présente loi, mais exerçant, sous son régime, des opérations d'assurance-vie. Il doit aussi, dans chaque cas, constater le montant des primes brutes ainsi encaissées et en déduire le montant des dividendes servis ou alloués par chaque pareille compagnie à ses porteurs de polices au Canada durant ladite année civile, et la constatation du surintendant quant au montant susdit, lorsque certifiée sous son seing, est définitive et péremptoire. 20 25 30

Dividendes doivent être déduits.

REMARQUE:—

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 33 indiqués entre crochets ne font pas partie du présent bill. Ils sont imprimés aux seules fins d'indication, et ils seront disjointes avant l'adoption du bill par le S nat. Il est projeté de les présenter à la Chambre des communes.

[3. Le surintendant doit alors constater la proportion ou le pourcentage que la totalité des frais ainsi déterminés et vérifiés comporte à l'égard de l'ensemble des recettes nettes susdites, et il doit veiller à ce que soit préparée une cotisation, relativement à chacune des compagnies susdites, d'une somme égale à ce pourcentage du montant total des primes brutes encaissées au Canada par chacune desdites compagnies respectivement, moins les dividendes qu'elle a ainsi servis, et dès que le surintendant a certifié cette cotisation, elle devient obligatoire pour lesdites compagnies et chacune d'elles, et elle est définitive et péremptoire.

4. La cotisation ainsi évaluée à l'égard de chaque compagnie constitue une dette payable à Sa Majesté, et elle est payable sur demande du surintendant, et peut être recouvrée à titre de dette devant tout tribunal compétent.]

Dépôt du rapport annuel du surintendant devant le Parlement.

34. Le ministre est tenu de déposer devant le Parlement le rapport annuel du surintendant, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de chaque session.

Pouvoirs des compagnies.

Assurance contre invalidité totale.

35. Toute compagnie munie, du permis exigé par la présente loi pour autoriser les opérations d'assurance-vie au Canada et dont la charte autorise ces opérations, peut: 5

a) Inclure, dans toute police d'assurance-vie au Canada, l'assurance

(i) contre l'invalidité totale et permanente résultant d'accident ou de maladie, sauf restriction que, advenant pareille invalidité, la compagnie est libre de renoncer aux primes devant échoir par la suite, mais l'indemnité payable ne doit pas excéder un montant égal à la somme assurée qui, lors de la survenue de cette invalidité, était payable en cas de décès; 10 15

Autre invalidité.

(ii) contre l'invalidité résultant d'accident ou de maladie, autre que l'invalidité totale et permanente, sauf restriction que l'indemnité d'invalidité ne doit pas excéder un taux hebdomadaire de un demi de un pour cent de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité, était payable en cas de décès, et que cette indemnité ne doit pas excéder en tout la moitié de ladite somme assurée; 20

Mort par accident.

(iii) contre la mort résultant d'accident, sauf restriction que le montant assuré en cas de mort par accident ne doit pas excéder le double de la somme assurée qui, lors cette mort par accident, était payable en cas de décès provenant d'autres causes. Toutefois, les pouvoirs que confère le présent alinéa n'a pas l'effet d'accroître le montant de l'indemnité d'invalidité qui peut être assurée d'après les sous-alinéas (i) et (ii) du présent alinéa; 25 30

Annuités.

b) Vendre des annuités de toutes sortes, qu'elles dépendent de la vie humaine ou d'autres causes, qu'elles soient perpétuelles ou à terme, immédiates ou différées, contingentes ou d'autre nature; et 35

Polices de rachat et d'amortissement.

c) Emettre des polices pourvoyant à l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, de dépréciation, de renouvellement ou de bénéfices d'assurance à capital différé. 40

Pouvoir restreint d'entreprendre assurance-vie combinée avec autres classes.

36. Le pouvoir d'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer les opérations d'assurance-vie, ne doit pas être exercé de manière à combiner cette assurance dans la même police avec d'autres classes d'assurance, sauf dans la mesure autorisée par l'article précédent de la présente loi. 45

2. Le présent article a été adopté à une séance tenue le 17 mars 1904 par le conseil d'administration de la compagnie et a été approuvé par le conseil d'administration de la compagnie le 17 mars 1904. Les articles 1 et 2 ont été adoptés par le conseil d'administration de la compagnie le 17 mars 1904.

17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

Table of contents

1. The first part of the report deals with the general situation of the company and the results of its operations during the year. It also deals with the financial position of the company and the results of its investments.

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

2. The second part of the report deals with the operations of the company in the various branches of its business. It also deals with the results of the company's investments in the various branches of its business.

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300

3. The third part of the report deals with the financial position of the company and the results of its investments. It also deals with the results of the company's operations in the various branches of its business.

301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400

4. The fourth part of the report deals with the financial position of the company and the results of its investments. It also deals with the results of the company's operations in the various branches of its business.

401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500

Restriction
du pouvoir
dans
l'assurance
contre
l'incendie.

2. Le pouvoir conféré à une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer les opérations d'assurance contre l'incendie, ne l'autorise pas à émettre de polices couvrant une période de plus de trois années.

5

Une copie
des polices
à déposer
chez le
surintendant.

3. Aucune compagnie munie du permis exigé par la présente loi, ne doit émettre de polices au Canada tant qu'une copie du formulaire de ces polices n'a pas été communiquée au surintendant, par lettre recommandée et affranchie.

10

Etats et rapports.

Etats
annuels.

37. Toute compagnie munie d'un permis en vertu ou sous réserve des dispositions de la présente loi, doit dresser des états annuels de sa situation et de ses affaires, à la date de l'établissement du bilan de la compagnie, chaque année, et la forme de ces états et la manière de les dresser doivent, 15
relativement aux affaires canadiennes de cette compagnie, être semblables, dans la mesure du possible, à celle qu'exigent les lois du Dominion du Canada des corporations constituées sous l'autorité desdites lois avec pouvoir d'exercer 20
des opérations d'assurance; et relativement à ses affaires 20
générales, ces états doivent être dans la forme que cette compagnie est par la loi tenue d'observer pour les rapports à fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social.

Forme des
états.

2. Lorsqu'une pareille compagnie n'est pas tenue par la 25
loi de fournir un état au gouvernement du pays où est situé son siège social, l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit alors être dans la forme sous laquelle la compagnie le soumet ordinairement à ses membres ou 30
actionnaires.

30

Forme en
certains cas.

3. Advenant qu'aucun pareil état ne soit soumis à ces membres ou actionnaires, l'état doit alors indiquer, sous une forme concise, l'actif et le passif de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année finissant à la date 35
de cet établissement du bilan.

Date du
dépôt.

4. Les états annuels des affaires canadiennes prévus au présent article, doivent être déposés au département le premier jour de janvier qui suit la date à laquelle sont établis les états de la situation et des affaires de la compagnie, ou 40
dans les deux mois qui suivent.

Formules
fournies.

5. Les formules des états des affaires canadiennes doivent être fournies par le surintendant.

Etats
semestriels
par fiduciaires
de compa-
gnies d'assu-
rance.

38. Doit aussi être dressé semestriellement, pour les périodes prenant fin les derniers jours de décembre et de 45
juin, chaque année, par les fiduciaires à qui un actif est mis en fiducie pour le compte de la compagnies en vue de

l'application de la présente loi à l'égard de toute compagnie munie, sous son régime, d'un permis l'autorisant à exercer les opérations d'assurance-vie, et doit être déposé au département dans les quinze jours qui suivent lesdits derniers jours de décembre et de juin chaque année, respectivement, 5 un état selon la formule que le surintendant doit fournir, indiquant en détail toutes les obligations, actions, dében- 10 tures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté sur hypothèques et polices, au cours du semestre prenant fin à la date de la préparation de l'état, mention- 15 nant leurs montants, les dates de leur émission et échéance, et leur valeur au pair, le taux d'intérêt y afférent et le prix payé pour ces valeurs, et, dans les cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur 20 polices d'assurance, le détail des garanties de ces prêts. Ledit état doit aussi indiquer en détail toutes les valeurs 25 vendues ou aliénées au cours du semestre et mentionner de même leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, leur valeur portée aux livres de la compagnie, le taux d'intérêt y afférent et le prix ou 30 l'équivalent reçu pour ces valeurs.

Vérification.

2. Les états mentionnés au présent article doivent être attestés sous serment par un ou plusieurs fiduciaires, et dans le cas où une corporation de fiducie est seule fiduciaire ou l'un des fiduciaires, l'état semestriel peut être attesté par le 25 gérant et le secrétaire ou par d'autres fonctionnaires principaux de cette corporation de fiducie.

A inclure dans le rapport du surintendant.

3. L'état mentionné au présent article doit être inclus par le surintendant dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre, sous forme d'appendice ou autrement. 30

Délai pour dépôt de l'état général.

39. L'état relatif aux affaires générales, prescrit à l'article trente-sept de la présente loi, doit être déposé au département dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la compagnie qui le prépare est tenue par la loi de le fournir au gouvernement du pays où est situé son siège 35 social, ou dans les trente jours qui suivent celui où il a été soumis à l'assemblée annuelle des actionnaires ou membres de la compagnie, quelle que soit la première de ces deux dates. Néanmoins, il n'est pas nécessaire de déposer un semblable état relatif aux affaires générales avant le 40 premier jour de juin; mais cet état ne doit pas être déposé après le trentième jour de juin qui suit la date à laquelle la situation et les affaires de la compagnie y sont indiquées.

Attestation sous serment.

40. Pour ce qui a trait aux opérations exercées au Canada, ces états doivent être attestés par le serment de 45 l'agent principal de la compagnie au Canada; et, pour ce qui a trait aux affaires générales, ils doivent être attestés par le serment du président, du vice-président ou de l'adminis-

trateur-gérant, et du secrétaire, du gérant ou de l'actuaire de la compagnie.

Estimation
des valeurs.

2. Dans tout état annuel d'opérations au Canada, dont l'article trente-sept de la présente loi prescrit le dépôt, les obligations, débetures, actions et autres valeurs doivent être portées en compte aux cours applicables auxdites valeurs à la date de l'état, ou, à la discrétion du surintendant, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état. 5

Variation en
cas de
fléchissement
anormal
des valeurs.

3. Lorsque ledit cours subit, de l'avis du ministre, un fléchissement temporairement anormal, le ministre peut, sur le rapport du surintendant, autoriser, s'il s'agit d'obligations et de débetures rachetables à date fixe, l'emploi de valeurs en excédent desdits cours du marché, ne dépassant pas cependant le cours auquel lesdites obligations et débetures étaient portées dans l'état annuel précédent, ou s'il s'agit d'acquisitions faites depuis la date dudit état précédent, ne dépassant pas les valeurs portées aux livres, à la date de l'état. 10 15

Livres et
documents
que doit
garder
l'agent
principal.

41. Toute pareille compagnie doit tenir, à son agence principale au Canada, des registres et documents suffisants pour permettre à son agent principal de dresser et fournir l'état prescrit des opérations effectuées au Canada, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après les écritures. 20 25

Moins de
livres requis
en certains
cas.

2. Dans le cas de toute compagnie qui a au Canada, outre cet agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant directement rapport au siège social, et non à cet agent principal, il suffit à la compagnie de garder en dépôt au bureau de l'agent principal, en sus des registres et pièces nécessaires se rattachant aux opérations faites par lui-même ou par son entremise, des états annuels des opérations de chacun de ces agents généraux, dûment attestés par le serment de chacun de ces agents généraux, et telles écritures et pièces supplémentaires transmises par le siège social de la compagnie qui, prises ensemble, font connaître toutes les opérations de la compagnie au Canada. 30 35

Examen au
siège social.

3. Il est loisible au surintendant, s'il le juge nécessaire ou à propos, de visiter le siège social de la compagnie et d'examiner les livres, registres, pièces justificatives, quittances ou autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier ledit état de ces opérations et les annexes et autres documents se rapportant à cet état ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans ledit état toutes corrections nécessaires d'après les renseignements puisés auxdits livres, registres et documents; et si la compagnie refuse de permettre cet examen ou refuse de donner les renseignements qui sont nécessaires à cet objet et qui sont en sa possession ou qu'elle peut fournir, le ministre peut suspendre ou annuler le permis de cette compagnie. 40 45 50

4. Lesdits États annuels des opérations de ces sociétés
générales, publiés en double exemplaire, doivent être
présentés au bureau et au moins pour de documents de
soutien; et les feuilles-journaux sont, sur demande, fournies
par le surintendant.

Annexes
1884

42. Tout avis relatif auxdites sociétés ou autres affaires de ces
sociétés, toutes les formes exigées par la présente loi, dans
ou distribué au Canada, qui contiennent un état du montant
du capital autorisé de la compagnie, doit aussi contenir un
état du montant versé sur ce capital.

Actes relatifs
aux sociétés
1884

43. Si l'avis relatif auxdites sociétés ou autres affaires contient un
état du montant de capital autorisé, il doit aussi contenir
un état du montant de capital versé et du montant versé
sur ce capital; et dans tout avis, le montant de capital
autorisé doit être mentionné en caractères qui ne soient pas
plus petits que ceux employés pour indiquer le capital au-
torisé en souscrit.

Capital
autorisé
et versé

44. Il est interdit de publier ou distribuer au Canada partie
quelconque d'un rapport ou document, s'il contient dans l'avis
de la compagnie un état du capital autorisé, à moins que le montant
de ce capital autorisé ou versé ne soit explicitement déclaré
et mentionné comme étant dans ledit état.

Parties
de documents
contenant
le capital
autorisé

45. Si à l'examen de l'état au Canada d'une compa-
gnie quelconque est décelé un défaut au paragraphe deux de
l'article cinquante de la présente loi, le surintendant con-
sulte ou a recours de rapport que la valeur déclarée de
la compagnie aux membres de la présente loi a été
partie de ces documents est trop élevée, il peut requérir
la compagnie de faire établir l'évaluation par un ou plu-
sieurs évaluateurs experts ou faire établir l'évaluation seule-
ment par un ou plusieurs experts de la compagnie, et si l'évaluation
d'un ou plusieurs évaluateurs experts est inférieure à celle
de la compagnie, la valeur déclarée par la présente loi
sera réduite dans le rapport annuel que le surintendant
présente pour le trimestre.

Evaluation
des documents
1884

46. Si lors de cet examen le surintendant constate qu'à
raison de l'absence de la somme garantie par lesdites
hypothèques sur toute partie d'un immeuble, aucune des
parties d'un immeuble ou que toute partie d'un immeuble n'est
pas une garantie suffisante pour un tel prêt, il peut
interdire à tout particulier requérir la compagnie de
faire établir l'évaluation de son immeuble par un ou plu-
sieurs évaluateurs experts de la compagnie, et si cette nouvelle
évaluation démontre que cette partie d'immeuble n'est
pas une garantie suffisante du prêt avec lequel il peut
être attaché, il est interdit de faire un tel prêt et les
parties d'immeuble qui sont la garantie de ce prêt
seront vendues au profit de la compagnie, ledit

Evaluation
des documents
1884

Date des états.

4. Lesdits états annuels des opérations de ces agents généraux, gardés en dépôt comme susdit, doivent être établis au trente et unième jour de décembre de chaque année; et les feuilles-formules sont, sur demande, fournies par le surintendant.

5

Avis concernant le capital et l'excédent.

42. Tout avis, relevé, annonce ou autre imprimé d'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi, émis ou distribué au Canada, qui contient un état du montant du capital souscrit de la compagnie, doit aussi contenir un état du montant versé sur ce capital.

10

Capital autorisé, souscrit et versé.

2. Si ledit avis, relevé, annonce ou imprimé contient un état du montant de capital autorisé, il doit aussi contenir un état du montant du capital souscrit et du montant versé sur ce capital; et dans tout pareil avis, le montant de capital versé doit être imprimé en caractères qui ne soient pas plus petits que ceux employés pour indiquer le capital autorisé ou souscrit

15

L'excédent ne doit pas inclure le capital, à moins d'indication.

3. Il est interdit de publier ou distribuer au Canada pareil avis, relevé, annonce ou imprimé, s'il comprend dans l'excédent le capital souscrit ou versé, à moins que le montant de ce capital souscrit ou versé ne soit spécifiquement énoncé et mentionné comme inclus dans ledit excédent.

20

Evaluation des biens-fonds.

43. Si, à l'examen de l'actif au Canada d'une compagnie, tel que cet actif est défini au paragraphe deux de l'article cinquante de la présente loi, le surintendant constate ou a raison de supposer que la valeur qu'attribue la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque partie de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou faire établir lui-même cette évaluation aux frais de la compagnie, et si l'évaluation d'experts diffère sensiblement du chiffre porté à l'état de la compagnie, la valeur prise par expertise peut y être substituée dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre.

25

30

35

Evaluation des biens-fonds garantissant l'hypothèque.

2. Si, lors de cet examen, le surintendant constate ou a raison de supposer que la somme garantie par mort-gage ou hypothèque sur toute partie d'un immeuble, accrue des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cette partie d'immeuble, ou que cette partie d'immeuble n'offre pas une garantie suffisante pour un tel prêt ajouté aux intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou en faire établir lui-même l'évaluation aux frais de la compagnie, et si cette nouvelle évaluation démontre que cette partie d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt avec les intérêts, il peut retrancher du chiffre représentant ledit prêt et les intérêts une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable au moyen de cette garantie, ledit

40

45

... et il sera tenu de faire état de ces dépenses dans son rapport annuel.

4.4. Dans le rapport annuel qu'il présente pour la première fois en vertu des dispositions de l'article 10 de la Loi, le président de la compagnie doit mentionner les dépenses effectuées par la compagnie pour la période qui précède, pour les dépenses effectuées par la compagnie pendant la période qui précède, et pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède.

4.5. Le président de la compagnie doit mentionner dans son rapport annuel les dépenses effectuées par la compagnie pendant la période qui précède, pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède, et pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède.

4.6. Le président de la compagnie doit mentionner dans son rapport annuel les dépenses effectuées par la compagnie pendant la période qui précède, pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède, et pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède.

4.7. Le président de la compagnie doit mentionner dans son rapport annuel les dépenses effectuées par la compagnie pendant la période qui précède, pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède, et pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède.

Article 10 - 1000

10.1. Toute compagnie qui a été autorisée à émettre des obligations en vertu de la Loi doit mentionner dans son rapport annuel les dépenses effectuées par la compagnie pendant la période qui précède, pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède, et pour les dépenses effectuées pendant la période qui précède.

1000

1000

1000

1000

1000

montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son rapport annuel.

Ne sont comptés comme actifs que les placements autorisés.

44. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre en exécution des dispositions de l'alinéa *f*) de l'article vingt-huit de la présente loi, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif, pour les différentes compagnies, que les placements qui sont autorisés par la présente loi, ou par leur loi de constitution ou par les lois générales applicables aux placements de cette nature. 5

Correction des états annuels.

2. Dans son rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il est libre d'augmenter ou diminuer les engagements de ces compagnies à leurs chiffres véritables et exacts, constatés par lui dans l'examen de leurs affaires à leur siège social au Canada, ou autrement. 10

Appel à la cour de l'Echiquier.

3. La décision du surintendant sur l'admissibilité de tout actif qu'il rejette, ou sur tout article ou toute somme qu'il ajoute au passif, ou sur toute correction ou modification par lui apportée à un état, ou sur toute autre chose qui se présente dans l'application des dispositions de la présente loi, est sujette à appel par voie sommaire à la cour de l'Echiquier du Canada, qui a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels en vertu du présent article. 15

Procédure en appel.

4. Pour les fins de cet appel, le surintendant, à la demande de la compagnie intéressée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision sujette à appel et les raisons qui l'appuient. Cette décision oblige cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne fasse signifier au surintendant un avis de son intention d'en appeler, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel entre les mains du registraire de ladite cour et ne le poursuive avec la diligence qui convient. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement. 20 25 30 35

Retrait des permis—Peines.

Peines dans le cas d'opérations sans permis.

45. Toute compagnie ou tout assureur qui, sans être régulièrement muni du permis exigé par la présente loi, fait ou accomplit au Canada l'un ou l'autre des actes qui constituent des opérations d'assurance (sauf le cas prévu à l'article quatre-vingt-neuf de la présente loi), et toute personne qui, agissant pour le compte de telle compagnie ou de tel assureur, fait ou accomplit au Canada l'un de ces actes, est coupable d'infraction et passible, à la suite de mise en accusation et après déclaration sommaire de 40 45

culpabilité, d'une amende, pour chaque infraction en particulier, de dix mille dollars au maximum dans le cas d'une compagnie ou d'un assureur, et de mille dollars au maximum dans le cas d'une personne agissant pour le compte de telle compagnie ou de tel assureur; et, en sus, dans le cas d'un particulier, d'un emprisonnement dont le terme ne doit pas dépasser six mois. 5

Compagnies
tenues pour
insolvables.

46. Toute compagnie ou tout assureur qui, sans être régulièrement muni du permis exigé par la présente loi, fait ou accomplit au Canada l'un ou l'autre des actes qui constituent des opérations d'assurance, est tenu pour insolvable et sujet à la mise en liquidation en vertu des dispositions de la *Loi des liquidations*, chapitre 213 des *Statuts révisés du Canada, 1927*; et toutes les dispositions de ladite loi qui sont applicables aux corporations et aux compagnies d'assurance constituées s'appliquent *mutatis mutandis* à la liquidation d'un assureur. 10 15

Mise en liqui-
dation.

2. Le surintendant des assurances peut présenter une pétition à l'effet de mettre telle compagnie ou tel assureur en liquidation, et si le tribunal ordonne la mise en liquidation de la compagnie ou de l'assureur, le tribunal peut en même temps ordonner que les procédures en liquidation soient exercées par la surintendant ou sous sa direction, 20

La Loi des
liquidations
s'applique.

3. Dans la liquidation d'une telle compagnie ou d'un tel assureur, tout l'actif que possède au Canada la compagnie ou l'assureur, quelle que soit la nature de cet actif, doit servir et être appliqué au règlement des réclamations de la compagnie ou de l'assureur au Canada, d'après l'ordre de priorité établi à l'article 162 de la *Loi des liquidations*, et toutes les autres dispositions de ladite loi s'appliquent *mutatis mutandis* aux procédures de liquidation. 25 30

Communica-
tion, au
ministre des
Postes,
des noms de
toutes les
compagnies
autorisées.
Saisie des
matières
postales des
assureurs
sans permis.

47. Le surintendant doit promptement communiquer au ministre des Postes les noms de toutes les compagnies et de tous les assureurs de temps à autre munis d'un permis pour exercer les opérations d'assurance au Canada sous le régime de la présente loi. 35

2. Par dérogation à toute disposition de la *Loi des postes*, le ministre des Postes a le devoir de faire saisir toutes matières, sous forme de documents, communications ou prospectus écrits ou imprimés, trouvées dans les malles du Canada et se rapportant de quelque façon à l'exercice des opérations d'assurance au Canada d'une compagnie ou d'un assureur non régulièrement muni du permis exigé par la présente loi, de les faire prendre et transmettre sans délai, avec les bandes ou enveloppes qui les contiennent, au ministre des Postes à Ottawa. 40 45

Relâchement
en certains
cas.

3. Si le ministre des Postes se rend compte, après l'examen des matières ainsi saisies et prises, qu'elles se rapportent à l'accomplissement au Canada, par telle compagnie ou par

- tel assureur, d'actes autorisés sous le régime de l'article quatre-vingt-neuf de la présente loi ou que ces matières peuvent être relâchées sans détriment pour l'intérêt public, il doit les faire transmettre à la personne ou aux personnes auxquelles ces matières sont adressées; mais, sauf en pareil cas, toutes les matières ainsi saisies et prises doivent être confisquées au nom de Sa Majesté, et il doit en être disposé selon les instructions du ministre des Postes. 5
- Confiscation.
- Défaut de déposer l'état annuel. 48. Toute compagnie qui manque de déposer au département l'état annuel et les autres états en la présente loi prescrits, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut. 10
- Recouvrement des amendes. 2. Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, au moyen d'une action intentée au nom de Sa Majesté par le procureur général du Canada; et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département. 15
- Suspension de l'autorisation, si l'amende n'est pas payée. 3. Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du trésor, peut ordonner soit la suspension, soit le retrait du permis de la compagnie, selon qu'il le juge opportun, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le permis de cette compagnie n'est pas renouvelé après expiration. 20
- Peines en cas d'insuffisance d'actif au Canada—compagnie d'assurance contre l'incendie. 49. S'il ressort des états annuels ou d'un examen des affaires et de la situation d'une compagnie autorisée à exercer l'assurance contre l'incendie, que l'évaluation de la réassurance de tous ses risques en cours au Canada, avec les autres engagements qu'elle y a, excède son actif dans ce pays, le ministre doit notifier à la compagnie d'avoir à combler le déficit; et si elle manque de le combler dans les soixante jours de cette notification, le ministre peut lui retirer son permis. 25 30
- Peines en cas d'insuffisance d'actif au Canada—compagnie d'assurance-vie. 50. Subordonnément aux pouvoirs et devoirs ci-après attribués et imposés au Conseil du trésor, relativement au retrait de l'autorisation d'une compagnie ou à la détermination d'un délai pour combler le déficit de son actif, s'il ressort des états annuels ou d'un examen, prévu dans la présente loi, des affaires et de la situation d'une compagnie autorisée à exercer l'assurance sur la vie, que les engagements de cette compagnie envers les assurés au Canada, y compris les indemnités exigibles, et la réserve pour les polices en cours que l'article cinquante-sept de la présente loi prescrit d'inclure au passif dans l'état annuel, déduction faite de toutes créances de la compagnie contre les polices, excèdent son actif au Canada, le ministre doit exiger qu'elle comble le déficit, et si elle ne le comble pas dans un délai de soixante jours après en avoir été requise, il doit lui retirer son autorisation. 35 40 45

Article 1. - Le présent règlement est applicable à toutes les sociétés de crédit et de banque qui ont été constituées en vertu de la loi du 24 juillet 1867 et qui ont leur siège social en France.

Article 2. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 3. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 4. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 5. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 6. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 7. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Article 8. - Les sociétés de crédit et de banque sont régies par les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en ce qui concerne les formalités de constitution, les pouvoirs de l'assemblée générale, les attributions du conseil d'administration et les obligations des administrateurs.

Définition
d'actif au
Canada.

2. L'actif au Canada mentionné au présent article et à l'article précédent est réputé consister en tous les dépôts que la compagnie a effectués entre les mains du ministre en vertu des dispositions de la présente loi, ainsi qu'en l'actif confié en fiducie pour le compte de la compagnie 5 en application de la présente loi.

Compagnies
exceptées du
présent
article.

3. Si pareille compagnie a notifié par écrit au ministre, avant le trente et unième jour de mars mil huit cent soixante-dix-huit, son intention de se prévaloir de la restriction contenue dans l'article sept de l'*Acte d'assurance refondu*, 10 1877, les prescriptions qui précèdent du présent article ne sont pas applicables aux polices émises par cette compagnie antérieurement à cette date.

En cas de
diminution
de dépôt.

4. En pareil cas, le dépôt de la compagnie, qui était entre les mains du ministre le vingt-huitième jour d'avril mil huit 15 cent soixante-dix-sept, est traité, relativement à ces polices, conformément aux articles quatre et cinq du chapitre neuf des lois de 1871 intitulé: *Acte pour amender l'acte relatif aux compagnies d'assurance*; et chaque fois que la somme totale des engagements de la compagnie du chef de ces 20 polices tombe au-dessous du montant dont le ministre est dépositaire, ce dernier peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, ordonner que toute différence, ou telle portion qu'il en juge convenable, soit libérée et remise à la compa- 25 gnie, et ainsi de suite, quand il y a lieu, jusqu'à ce que le dépôt total entre les mains du ministre soit réduit à la somme de cinquante mille dollars.

Rapport
spécial.

51. Si, aux yeux du surintendant, l'actif d'une compa- 30 gnie n'est pas suffisant pour la justifier de continuer ses opérations, eu égard aux prescriptions des articles quarante-neuf et cinquante de la présente loi, ou s'il est d'avis qu'il n'est pas prudent pour le public de se faire assurer par elle, il doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie.

Suspension
de l'autori-
sation par le
gouverneur
en conseil.

2. Si le ministre, après mûr examen de ce rapport et, 35 après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, et après les autres recherches et enquêtes qu'il juge opportunes, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion exprimée par le surintendant dans son rapport, le gouverneur en conseil 40 peut, s'il partage aussi cette opinion, suspendre ou annuler le permis de la compagnie.

Effet de la
suspension.

3. Tant que dure cette suspension ou annulation, la 45 compagnie est réputée sans permis et manquer de l'autorisation nécessaire pour exercer de nouvelles opérations. Le ministre peut, cependant, délivrer un permis modifié ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de polices, mais la délivrance de ce permis modifié ou conditionnel, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, n'est pas censée être un renouvellement du permis 50

10

1. Le...
2. Le...
3. Le...

4. Le...
5. Le...
6. Le...

7. Le...
8. Le...
9. Le...

10. Le...
11. Le...
12. Le...

13. Le...
14. Le...
15. Le...

16. Le...
17. Le...
18. Le...

19. Le...
20. Le...

21. Le...
22. Le...
23. Le...

24. Le...
25. Le...
26. Le...

27. Le...
28. Le...
29. Le...

de la compagnie au sens de l'article cent soixante et un de la *Loi des liquidations*.

Autorisation conditionnelle peut pourvoir à réassurance.

4. Si le ministre le juge à propos, ledit permis modifié ou conditionnel peut prescrire que la compagnie, pendant la durée de ce permis modifié ou conditionnel, doit prendre des arrangements en vue de la réassurance de ses polices au Canada dans une ou plusieurs compagnies munies du permis exigé par la présente loi, mais nul arrangement en vue de cette réassurance ne doit être exécuté avant d'avoir été soumis au surintendant et approuvé par lui. 5 10

Défaut de réassurer.

5. Si, à l'expiration du permis modifié ou conditionnel mentionné au paragraphe précédent, nul arrangement n'a été conclu à la satisfaction du surintendant pour la réassurance des polices de la compagnie comme susdit, et si la situation de la compagnie n'est pas alors de nature à justifier la remise en vigueur de son permis, la compagnie est censée insolvable, et le surintendant peut demander au procureur général du Canada d'instituer des procédures pour sa liquidation. Si, à la suite de ces procédures, la cour ordonne la liquidation de la compagnie, elle doit aussi ordonner que cette liquidation soit faite par le surintendant ou sous sa direction. 15 20

Suspension de l'autorisation pour violation de la loi.

52. Advenant la violation de quelqu'une des dispositions de la présente loi par une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations au Canada, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion, retirer le permis de la compagnie, ou refuser de le renouveler, ou il peut le suspendre pour la période qu'il juge convenable. 25 30

Refus de laisser faire l'examen.

53. Si la compagnie refuse de laisser faire l'examen autorisé par l'article trente-deux de la présente loi, ou refuse de donner quelque renseignement nécessaire à cette fin et qu'elle possède ou qu'elle peut fournir, son permis lui est retiré par le ministre. 35

Amendes pour contraventions non autrement prévues.

54. Toute compagnie ou personne qui fait, fait faire ou permet de faire quelque chose ou un acte contraire à quelqu'une des dispositions de la présente loi, ou aux arrêtés ou instructions du gouverneur en conseil, ou du ministre ou du surintendant, rendus en vertu de la présente loi, ou omet de faire quelque chose ou un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait en son nom sous le régime de la présente loi, est, si aucune autre peine n'est prévue en la présente loi pour cet acte ou cette omission, passible, pour chaque pareille contravention, d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinq mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable. 40 45

Responsabilité quant au préjudice.

2. Cette compagnie ou personne est aussi, en sus de cette amende, responsable envers toute personne du préjudice résultant de cet acte ou de cette chose, ou causé par cette omission.

Recouvrement.

3. Toutes ces amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, sur poursuite de Sa Majesté, instituée par le procureur général du Canada, et une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

Application.

PARTIE II.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE-VIE.

Compagnies d'assurance-vie.

55. La présente Partie s'applique uniquement aux compagnies munies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer seulement les opérations d'assurance-vie, et aux autres compagnies ainsi munies d'un permis et autorisées à exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

Fusion, cession de portefeuille et réassurance.

56. Toute compagnie munie du permis exigé par la présente loi, à qui sa charte confère le pouvoir de le faire, peut conclure, avec toute autre compagnie ayant également le pouvoir de le faire, un ou plusieurs contrats aux fins de réassurer, en tout ou partie, les polices de cette autre compagnie; ou d'acquérir et prendre en charge l'entreprise ou les biens de cette autre compagnie, en tout ou partie; ou de fusionner ses biens et son entreprise avec ceux de toute autre semblable compagnie d'assurance-vie ou de céder, en tout ou partie, ses polices à toute autre pareille compagnie ou de les y réassurer, ou de céder ses biens et son entreprise, en tout ou partie, à toute autre semblable compagnie, sous réserve des conditions ci-après énoncées au présent article.

Permission du ministre.

2. La permission du ministre doit être obtenue avant qu'une compagnie passe un contrat ou conclue un traité avec une autre compagnie sous le régime du premier paragraphe du présent article.

Sanction du Conseil du trésor.

3. Lorsqu'un contrat en vue de toute pareille fusion, cession ou réassurance a été conclu, les administrateurs des compagnies qui sont parties à ce contrat peuvent par voie de pétition, demander au Conseil du trésor de le sanctionner et ratifier, et le Conseil du trésor, après avoir entendu les administrateurs et autres personnes qu'il estime avoir droit de se faire entendre sur cette pétition, ou après leur avoir donné l'occasion de se faire entendre, peut ratifier le contrat, s'il est convaincu qu'il n'a été établi aucune objection suffisante contre l'arrangement.

Avis de la
pétition au
Conseil.

4. Avant que cette demande soit portée devant le Conseil du trésor, un avis, accompagné
 a) d'un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance, selon le cas; et
 b) d'un précis des matières importantes contenues dans le traité en exécution duquel il est question d'effectuer la fusion, cession ou réassurance; et
 c) de copie des rapports d'actuaire ou autres sur lesquels est basé le traité, y compris un rapport par un actuaire indépendant,
 doit en être signifié aux actionnaires et aux porteurs de toutes les polices au Canada autres que les polices populaires de chaque compagnie. Toutefois, le surintendant peut dispenser les intéressés de la signification de ces documents aux porteurs de polices de la compagnie qui réassure, et aux porteurs de polices de la compagnie réassurée dont les risques ne sont pas compris dans la réassurance.

Signification
aux assurés.

5. Cet avis et ces documents doivent être signifiés par la poste, à l'adresse inscrite ou autre adresse connue de chaque actionnaire et assuré, et doivent être expédiés à temps pour être délivrés, dans le cours ordinaire du service postal, au moins trente jours avant le jour fixé pour l'audition de la demande.

Le traité est
assujéti à
l'examen.

6. Le traité en exécution duquel il est proposé d'effectuer la fusion, cession ou réassurance est assujéti à l'examen des assurés et des actionnaires, au siège de la compagnie ou des compagnies, pendant une période de trente jours après l'envoi du précis prévu au présent article.

Publication
de l'avis.

7. L'avis doit aussi être publié dans la *Gazette du Canada* au moins trente jours avant la présentation de la demande; mais le présent paragraphe ne s'applique à aucune compagnie qui émet des polices populaires.

Opposition
des assurés.

8. Le Conseil du trésor ne doit sanctionner une fusion, cession ou réassurance en aucun cas où il est d'avis que des assurés représentant un cinquième ou plus du montant total assuré dans une compagnie qu'il est question de fusionner, ou dans une compagnie dont il est question de céder le portefeuille ou de réassurer les risques, sont opposés à cette fusion, cession ou réassurance.

Capital doit
rester intact
après fusion.

9. Il n'est permis à aucune pareille compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille, ou d'y réassurer ses risques, si le capital réuni des compagnies, après la fusion, ou si le capital de la compagnie subsistante, après la cession ou la réassurance, doit par là même être amoindri, le passif de la compagnie subsistante ou résultant de la fusion, du chef des polices et des rentes, étant calculé conformément aux dispositions de la présente loi.

Dépôt des
pièces.

10. Quand une fusion s'opère entre des compagnies, ou quand le portefeuille d'une compagnie est cédé à une autre ou que ses polices y sont réassurées, la compagnie résultant de la fusion ou la compagnie subsistante, selon le cas, doit

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

déposer entre les mains du surintendant, dans les dix jours à compter de la conclusion de la fusion, cession ou réassurance, les documents suivants, savoir:

- a) Des copies certifiées conformes des états de l'actif et du passif des compagnies concernées dans cette fusion, cession ou réassurance; et 5
- b) Un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance; et
- c) Une copie certifiée conforme du traité de fusion, cession ou réassurance; et 10
- d) Des copies certifiées conformes des rapports d'actuai- res ou autres sur lesquels est basé le traité; et
- e) Une déclaration, sous les seings du président et du gérant de chaque compagnie, qu'au mieux de leur connaissance et croyance tout paiement fait ou à faire 15 à qui que ce soit en raison de ladite fusion, cession ou réassurance, y est pleinement énoncé, et que nul autre paiement que ceux indiqués n'a été effectué ni ne reste à effectuer soit en argent, soit en polices, en obligations, en valeurs ou en autres biens par les parties à la fusion, 20 cession ou réassurance, ou à leur connaissance.

La sanction du Conseil du trésor est essentielle.

11. Il est interdit à pareille compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille ou d'y réassurer ses polices, à moins que cette fusion, cession, ou réassurance ne soit sanctionnée par le Conseil du trésor 25 en conformité du présent article. Mais le présent article ne s'applique pas aux contrats de réassurance passés par des compagnies dans le cours ordinaire de leurs opérations.

Clause conditionnelle.

Définition de «compagnie.»

12. Le mot «compagnie», lorsque employé au présent article relativement à une autre partie avec laquelle une compagnie est autorisée à conclure un traité, vise et comprend toute corporation exerçant les opérations d'assurance-vie et constituée en vertu des lois du Canada ou en vertu des lois d'une province du Canada, ou de la ci-devant Province du Canada. 30 35

«Etat annuel.»

57. Dans le présent article, l'expression «état annuel» signifie l'état annuel déposé ou à déposer en vertu de l'article trente-sept de la présente loi relativement aux opérations canadiennes de la compagnie.

Etat annuel doit contenir réserve.

2. Le passif mentionné dans l'état annuel de chaque 40 compagnie doit comprendre une réserve pour couvrir toutes les obligations non échues, garanties par les termes de ses polices sur la vie, l'invalidité, la maladie, les accidents, ou toute autre éventualité, ou qui couvrent une période fixe.

Evaluation de la réserve.

3. En calculant la réserve nécessaire aux obligations non 45 échues garanties par les termes des polices qui ont trait à la vie seulement, l'évaluation doit être établie conformément aux prescriptions suivantes, savoir:

- a) Le taux de l'intérêt assumé ne doit pas excéder le taux prescrit en la Première Annexe de la présente loi; 50

- b) Les tables de mortalité employées sont celles que prescrit ladite Annexe de la présente loi. Toutefois, s'il appert à une compagnie que les réserves pour une catégorie particulière de polices ne peuvent pas être calculées convenablement au moyen d'une table de mortalité prescrite dans ladite Annexe de la présente loi pour ce genre de calcul, la compagnie doit alors demander au surintendant d'approuver la table que la compagnie juge la plus propre à ce calcul; 5
- c) La méthode d'évaluation doit être celle que spécifie ladite Annexe ou toute adaptation de cette Annexe, qu'approuve le surintendant sous le régime de l'Annexe, ou toute autre méthode que la compagnie juge appropriée. Cependant, la méthode employée doit être telle que la réserve calculée selon cette méthode ne doit pas être moindre, pour une durée quelconque, que la réserve calculée d'après les dispositions concernant l'évaluation contenues dans ladite Annexe; en outre, la méthode doit faire provision adéquate pour les valeurs garanties pendant les durées subséquentes de la police conformément au taux d'intérêt et à la table de mortalité utilisée dans l'évaluation; 10 15 20
- d) Il n'est pas nécessaire que, dans aucun cas, la réserve, pendant la première année de la police, excède la réserve calculée d'après le taux d'intérêt et la table de mortalité employée dans l'évaluation et la méthode d'évaluation décrite dans ladite Annexe. 25

Méthode
d'évaluation.

4. En calculant la réserve nécessaire pour couvrir toutes les obligations non échues, garanties par les termes des polices ou résultant des polices qui couvrent des éventualités autres que celles ayant trait à la vie seule, les bases et les méthodes d'évaluation employées par la compagnie doivent être telles qu'elles placent une valeur adéquate sur le passif qu'elles couvrent; et elles doivent être telles que la valeur des bénéfices prévus dans chaque police ne puisse en aucun cas être moindre que la valeur placée sur les primes futures. 30 35

Polices
émises
avant le
1er janvier
1927.

5. A l'égard des polices émises avant le premier jour de janvier mil neuf cent vingt-sept, la réserve nécessaire pour couvrir les obligations non échues garanties par ces polices sur la vie seule doit, nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, être calculée conformément aux dispositions de la *Loi des assurances* en vigueur à ladite date. 40

Sommaire
à inclure
dans l'état
annuel.

6. Doit être inclus dans l'état annuel, avec les détails que le surintendant peut exiger, un exposé sommaire des diverses bases et méthodes employées dans l'évaluation des catégories de polices et des montants d'assurance ainsi évalués et de la réserve comprise dans le passif, et il doit être annexé à l'exposé sommaire un certificat de l'actuaire de la compagnie, ou de l'actuaire responsable de l'évaluation si la compagnie n'a pas d'actuaire, attestant que les réserves 45 50

énoncées dans l'exposé sommaire ne sont pas inférieures aux réserves requises par les dispositions du présent article, et, de plus, qu'à son avis, les réserves constituent une provision bonne et suffisante pour couvrir toutes les obligations non échues de la compagnie et garanties par les termes de ses polices. 5

Calcul par le surintendant.

7. S'il appert au surintendant que la réserve comprise dans le passif de l'état annuel d'une compagnie n'a pas été calculée conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, il doit faire savoir à la compagnie à quels égards, à son avis, l'évaluation n'est pas conforme auxdites dispositions, afin de faire opérer dans l'évaluation les changements qui peuvent être nécessaires pour qu'elle soit conforme à ces dispositions, et si la compagnie néglige d'opérer ces changements, elle doit fournir au surintendant, sur demande, les détails complets de ses polices, nécessaires au calcul de la réserve requise conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, et la réserve ainsi calculée par le surintendant doit être substituée dans le passif de l'état annuel à la réserve calculée par la compagnie. 10 15 20

Evaluation tous les cinq ans.

8. Une fois tous les cinq ans ou plus souvent, à la discrétion du ministre, le surintendant doit lui-même évaluer ou faire évaluer sous sa surveillance toutes les polices canadiennes de chaque compagnie, et cette évaluation doit être établie sur les bases et d'après les méthodes que la compagnie est censée employer dans le calcul de la réserve comprise dans le passif de son état annuel à la date de l'évaluation, ou, si l'évaluation est établie à une autre date qu'à celle de l'état annuel, alors dans l'état annuel de la compagnie dressé en dernier lieu avant la date de l'évaluation, subordonné aux changements qui peuvent être effectués dans la réserve en vertu des dispositions du paragraphe sept du présent article. 25 30

Examen d'évaluation de la compagnie.

9. Au lieu de procéder à l'évaluation prescrite au paragraphe huit du présent article, le surintendant peut se contenter d'examiner l'évaluation établie par la compagnie, soit que la compagnie maintienne la réserve qu'elle est censée maintenir, soit que la réserve maintenue satisfasse aux dispositions de la présente loi. 35 40

La compagnie peut exiger que l'évaluation soit faite par le surintendant.

10. Au lieu de calculer elle-même la réserve à inclure dans le passif de son état annuel, toute compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant conformément aux dispositions du présent article, en lui payant un droit de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré ainsi évaluée, et le surintendant doit remettre ce droit au ministre. Toutefois, en préparant les détails de l'évaluation, la compagnie peut grouper n'importe quel nombre de polices d'une manière satisfaisante pour le surintendant afin qu'elles puissent être évaluées comme une seule police, et le droit pour l'évaluation de cha- 45 50

... et de ...

11. Il est ...

12. Il est ...

13. Il est ...

14. Il est ...

15. Il est ...

Article 11

Article 12

Article 13

Article 14

Article 15

que groupe est de trois cents. Un droit semblable doit être exigé et remis au ministre à l'égard des évaluations établies par le surintendant en exécution des dispositions du paragraphe sept du présent article.

Tables de mortalité.

11. Dans tous les cas où le surintendant approuve une table de mortalité conformément aux dispositions du présent article, il doit inclure dans son rapport annuel au ministre les renseignements que le surintendant juge nécessaires et utiles, concernant l'origine et les caractéristiques de la table, ainsi que les circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Le surintendant peut de la même manière refuser d'approuver cette table.

Avances aux agents.

58. Il est interdit à pareille compagnie, et à toute personne, firme ou corporation agissant en son nom, de consentir un prêt ou une avance sans garantie suffisante, à une personne, firme ou corporation qui sollicite ou entreprend de solliciter des risques d'assurance; néanmoins, il peut être consenti des avances à toute pareille personne, firme ou corporation pour frais de voyage ou à compte de commissions ou autre rémunération à gagner relativement à des primes, mais ces avances ne peuvent être portées comme actif dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre.

Evaluations interdites.

59. Il est interdit à toute pareille compagnie d'assurance sur la vie, à tout fonctionnaire, administrateur ou agent de cette compagnie, de publier ou mettre en circulation, ou de faire publier ou mettre en circulation, ou de permettre de publier ou mettre en circulation au Canada, un écrit ou imprimé contenant une évaluation, un exemple ou un état des dividendes ou des parts d'excédent à attendre d'une police émise par cette compagnie.

Dépôt des taux chez le surintendant.

60. Toute compagnie doit déposer et tenir en dépôt chez le surintendant une copie de ses taux établis pour tous les plans d'assurance, ces taux dans la branche ordinaire, distinctement de la branche populaire, étant basés sur une assurance de mille dollars, et devant s'appliquer à l'assurance pour ce montant et au prorata pour les montants plus élevés.

Excédents afférents aux polices à dividendes différés.

61. Si une compagnie émet des polices stipulant la répartition d'excédents ou de bénéfices à des intervalles moindres que cinq ans, et connues sous le nom de polices à dividendes différés, elle doit, pour ce qui est de ces polices, constater et répartir au moins une fois tous les cinq ans à compter de la date des polices, pour chaque catégorie de ces dernières, la part de ces excédents ou de ces bénéfices à laquelle la catégorie a équitablement droit. La somme totale des parts ainsi constatées et réparties, de même

que le fonds de réserve ou de réassurance, doit être et doit constituer un article du passif de la compagnie et être imputée et portée en conséquence dans ses comptes jusqu'à ce qu'elle ait été effectivement distribuée et versée aux assurés qui y ont droit.

5

Répartition
quinquennale
de bénéfices.

62. A dater du premier jour de janvier mil neuf cent onze, toute compagnie doit, à l'égard de toutes les polices à participation émises et en cours au Canada ledit premier jour de janvier mil neuf cent onze, et qui stipulent une répartition d'excédents ou de bénéfices à des intervalles 10 moins fréquents que tous les cinq ans, et qui sont connues sous le nom de polices à dividendes différés, constater la part de ces excédents ou bénéfices à laquelle chaque catégorie desdites polices a éventuellement droit, et attribuer éventuellement ladite part, au moins une fois tous les cinq 15 ans à compter de la date des polices, à chacune des catégories de ces dernières. La somme totale des parts ainsi constatées et éventuellement attribuées doit être portée aux comptes et y être tenue séparée et distincte de l'excédent non divisé et non attribué et y figurer comme telle. 20

Comptes
distincts
pour les
assurances
à partici-
pation et
sans partici-
pation.

63. Par dérogation aux dispositions contraires de toute loi spéciale ou autre, toute pareille compagnie doit tenir des comptes séparés et distincts des assurances à participation et des assurances sans participation.

Retrait de
l'autorisation
en cas de
non-paiement
de réclama-
tions.

64. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière 25 suffisante à ses yeux, qu'une réclamation non contestée et résultant d'une police d'assurance sur la vie au Canada, est restée non acquittée par la compagnie pendant soixante jours après son échéance, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après jugement définitif obtenu par 30 les voies juridiques régulières et après l'offre d'une libération légale et valable à l'agent de la compagnie, le ministre peut retirer son permis à cette compagnie.

Renouvelle-
ment d'auto-
risation.

65. Si, dans les trente jours après ce retrait, il est satisfait à cette réclamation non contestée ou à ce jugement 35 définitif contre la compagnie, le permis peut être renouvelé.

Renouvelle-
ment des
autorisations
tombées en
déchéance.

66. Lorsque le permis de pareille compagnie faisant l'assurance sur la vie a été retiré par le ministre en vertu de l'un des articles précédents de la présente loi, ce permis 40 peut être renouvelé si, dans les trente jours à dater du retrait, la compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi, à la satisfaction du ministre.

Certaines
compagnies
cessant leurs
opérations.

67. Dans le cas d'une compagnie qui, avant le vingt-huitième jour d'avril mil huit cent soixante-dix-sept, était 45 autorisée par permis à exercer des opérations d'assurance

sur la vie au Canada, et qui a cessé ces opérations avant le trente et unième jour de mars mil huit cent soixante-dix-huit, après en avoir préalablement donné avis à cet effet au ministre, les primes échues ou à échoir sur les polices réellement émises avant la date en dernier lieu mentionnée peuvent continuer à être perçues; et les réclamations résultant de ces polices peuvent être acquittées, et toutes les opérations qui s'y rattachent peuvent être exercées, de même que peuvent être continuées ou instituées et poursuivies toutes les procédures relatives à ces assurances, soit en droit soit en équité. 5 10

Mode
d'emploi
du dépôt.

2. En pareil cas, le dépôt effectué entre les mains du ministre doit être employé conformément à la loi en vigueur avant la première date mentionnée, comme si la présente loi n'avait pas été adoptée. 15

Cession ou
rachat de
polices.

68. Lorsqu'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi veut cesser ses opérations et dégager son actif au Canada, et qu'elle a donné au ministre un avis par écrit à cet effet, elle peut, du consentement des assurés, faire cession de ses polices en cours au Canada à une ou plusieurs compagnies munies du permis exigé par la présente loi au Canada, ou effectuer autant que possible le rachat des polices. 20

Emploi des
valeurs
confiées aux
fiduciaires.

2. Il est permis aux fiduciaires qui détiennent des valeurs de cette compagnie d'employer toute portion de l'actif qui leur a été confié à effectuer cette cession ou ce rachat. 25

Liste à
remettre au
ministre.

3. La compagnie doit déposer entre les mains du ministre la liste de tous les assurés canadiens dont les polices ont été ainsi cédées ou rachetées, ainsi que la liste de ceux dont les polices n'ont été ni cédées ni rachetées. 30

Avis dans la
Gazette du
Canada et un
journal.

4. En même temps, la compagnie doit publier et continuer à publier durant trois mois civils dans la *Gazette du Canada*, et dans au moins un journal du comté, de la cité ou du lieu où est établie l'agence principale, un avis annonçant son intention de demander au ministre, à une certaine date qui doit être postérieure d'au moins trois mois à la date de l'avis, la libération de son actif et de ses valeurs et invitant ses assurés canadiens qui seraient opposés à cette libération à faire connaître au ministre leur opposition, le ou avant le jour ainsi indiqué. 35 40

Valeurs
en cas de
transfert.

69. Après le jour ainsi fixé, la demande de libération ayant été faite, si le ministre, d'accord avec le Conseil du trésor, est d'avis qu'il y a eu cession ou rachat, il peut ordonner qu'une partie de l'actif confié aux fiduciaires, ou des valeurs qui sont en la possession du ministre, soit retenue, jusqu'à concurrence d'une somme suffisante pour couvrir pleinement l'équitable valeur nette de rachat avec l'augmentation du capital assuré et les bénéfices acquis, de celles des polices qui n'ont pas été cédées ni rachetées ou à l'égard 45

depuis qu'ont été produites les oppositions; et si par
ordres que le tiers de l'avis ou des valeurs indiquées ont
libré et transféré en faveur de la compagnie.

2. La portion des dividendes qui est affectée aux versements
la manière déterminée et décrite au premier article de la loi
relative au paiement des dividendes; et sur leur répartition
du dividende ainsi affecté, ces valeurs sont réparties par la
même manière.

3. Si cette offre est retirée par quelque actionnaire, la somme
ainsi affectée peut être ramené à la compagnie et la police reste
en vigueur; et l'assureur conserve tout recours qu'il peut avoir
en droit ou en équité contre la compagnie pour la somme
à exister au contact aux termes de cette police.

70. L'offre mentionnée à l'article précédent doit se faire
de la manière suivante:

a) Il doit être publié dans le Canada du Canada une liste
et un avis selon la formule A de la Première Annexe
de la présente loi, ou selon une formule au même effet,
pendant au moins trente jours avant la date indiquée
dans l'avis;

b) La compagnie doit avoir fait publier cette liste et
cet avis dans ceux des journaux au Canada que présente
le ministre et pendant la période ou il désigne;

c) Un avis selon la formule B de ladite Première Annexe
ou selon une formule au même effet, doit être expédié
du département soit par ou en franchise, à chacun
des agents inscrits sur la liste et dans le même délai
certain l'adresse; et cet avis doit être déposé à un
bureau de poste du Canada trente jours au moins
avant la date Y énoncée et qui doit être la même que
la date indiquée dans la liste et l'avis selon ladite loi;
ainsi A.

71. Tout assuré qui ne s'inscrit pas au sous-secours par
l'avis, le ou avant la date indiquée dans l'avis, son sous-secours
de moment certain, est censé l'avis retiré; mais le montant
peut continuer, avant la renonciation à la compagnie du montant
des primes payées, à l'assuré de signer du B accepté de
moment; et l'assuré ainsi certain à la même date
que et doit avoir été donnée la ou avant la date indiquée dans
l'avis.

72. Les valeurs de rachat pour la couverture de primes
est reconnue une portion de l'avis comme s'il devait être
déterminée par le sous-secours en la base de calcul
proportionnée à l'article énoncée sous de la présente loi.
Pour l'estimation des primes d'assurance sur la vie à
effectuer tous les cinq ans ou plus souvent à la direction
du ministre; et le sous-secours doit percevoir de la somme-
quo les frais de cette évaluation, au taux de trois cents
pour chaque prime ou augmentation de capital assuré, et

Article 70

Article 71

Article 72

Article 73

Article 74

Article 75

Article 76

desquelles ont été produites des oppositions; et il peut ordonner que le reste de l'actif ou des valeurs susdites soit libéré et transféré ou remis à la compagnie.

Offres aux assurés.

2. La portion retenue doit être offerte aux assurés susdits de la manière déterminée ci-dessous, au prorata, selon la valeur susdite de leurs polices respectives; et sur leur acceptation du montant ainsi offert, ces polices sont réputées par là même annulées. 5

Refus de l'offre.

3. Si cette offre est refusée par quelque assuré, la somme ainsi offerte peut être rendue à la compagnie, et la police reste en vigueur; et l'assuré conserve tout recours qu'il peut avoir en droit ou en équité contre la compagnie pour la forcer à exécuter son contrat aux termes de cette police. 10

Comment se fait l'offre.
Liste dans la Gazette.

70. L'offre mentionnée à l'article précédent doit se faire de la manière suivante: 15

a) Il doit être publié dans la *Gazette du Canada* une liste et un avis selon la formule A de la Deuxième Annexe de la présente loi, ou selon une formule au même effet, pendant au moins trente jours avant la date indiquée dans l'avis; 20

Liste dans journaux.

b) La compagnie doit aussi faire insérer cette liste et cet avis dans ceux des journaux au Canada que prescrit le ministre et pendant la période qu'il détermine;

Avis par la poste.

c) Un avis selon la formule B de ladite Deuxième Annexe, ou selon une formule au même effet, doit être expédié du département, port payé ou en franchise, à chacun des assurés inscrits sur la liste et dont le surintendant connaît l'adresse; et cet avis doit être déposé à un bureau de poste du Canada trente jours au moins avant la date y énoncée et qui doit être la même que la date indiquée dans la liste et l'avis selon ladite formule A. 25 30

Signification de l'avis d'acceptation.

2. Tout assuré qui ne signifie pas au surintendant, par écrit, le ou avant le jour indiqué dans l'avis, son acceptation du montant offert, est censé l'avoir refusé; mais le ministre peut toujours, avant la remise à la compagnie du montant ainsi refusé, permettre à l'assuré de signifier qu'il accepte ce montant; et l'acceptation ainsi permise a le même effet que si elle avait été donnée le ou avant le jour indiqué dans l'avis. 35 40

Valeur de rachat; détermination.

71. Les valeurs de rachat pour la couverture desquelles est retenue une portion de l'actif comme susdit doivent être déterminées par le surintendant sur la base de calcul mentionnée à l'article cinquante-sept de la présente loi pour l'estimation des polices d'assurance sur la vie à effectuer tous les cinq ans, ou plus souvent à la discrétion du ministre; et le surintendant doit percevoir de la compagnie les frais de cette évaluation, au taux de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré, et 45

Les pouvoirs et attributions de ces commissions sont définies par la loi.

72. Les lois de la présente loi n'ont pas d'effet rétroactif.

73. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

74. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

75. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

76. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

77. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

78. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

79. Les pouvoirs de cette commission sont définies par la loi.

PARTIE III

LES COMMISSIONS DE RECHERCHE

80. Les commissions de recherche sont constituées par la loi.

81. Les pouvoirs de ces commissions sont définies par la loi.

les remettre au ministre, avant que celui-ci rende les valeurs déposées.

Arrangements
spéciaux.

72. Rien dans la présente loi n'empêche un assuré de conclure avec la compagnie une convention spéciale aux termes de laquelle sa police peut être maintenu en vigueur. 5

Actions sur
preuve.

73. Sur preuve de cette convention, la police peut être omise des listes susdites déposées entre les mains du ministre, ou en être retranchée; et dès lors la présente loi cesse de s'appliquer à cette police.

Instances par
les porteurs
de polices
contre la
compagnie.

74. Toute poursuite, action ou procédure jugée nécessaire dans l'intérêt des assurés d'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi, ou dans l'intérêt d'une catégorie de ces assurés, peut, avec le consentement du surintendant, être instituée devant tout tribunal de juridiction compétente, de la part de ces assurés par le procureur général du Canada, contre la compagnie ou ses administrateurs, fiduciaires ou autres fonctionnaires, et tout jugement obtenu à la suite d'une telle poursuite, action ou procédure, soit pour une reddition de comptes, soit pour une somme d'argent, doit profiter à ces assurés ou à cette catégorie d'assurés et être appliqué à leur bénéfice. 10 15 20

Le procureur
général peut
instituer des
procédures.

2. A la demande ou avec le consentement du surintendant, le procureur général du Canada peut instituer, en vertu de la *Loi des liquidations*, des procédures contre toute compagnie munie du permis exigé par la présente loi, à l'effet d'obtenir une ordonnance pour la mise en liquidation de ses affaires au Canada et la répartition de son actif canadien en conformité de ladite loi. 25

Procédures
au cours de
la durée de
l'autorisation.

3. Les procédures mentionnées au paragraphe qui précède peuvent être instituées au cours de la durée du permis de la compagnie pour toute cause pour laquelle pareille ordonnance peut être rendue sous le régime des dispositions de la *Loi des liquidations* autres que celles de la Partie III de ladite loi, ou, après que la compagnie est devenue assujétie aux dispositions de la *Loi des liquidations*, en conformité de l'article cent soixante et un de ladite Partie III. 30 35

PARTIE III.

SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES.

Sociétés
fraternelles
de bénéfices.

75. La présente Partie s'applique uniquement aux sociétés fraternelles de bénéfices, munies du permis exigé par la présente loi.

Exemptions.

76. Toute société fraternelle de bénéfices munie du permis exigé par la présente loi doit, lorsqu'elle a obtenu cette autorisation, être exemptée des dispositions de l'article 40

Il de la présente loi à l'expiration des années énoncées...
et, cependant, et des articles précédents...
général, les deux années de la présente loi.

10 A. Avant toute modification de la présente loi, les articles...
la présente loi à l'expiration des années énoncées...
l'expiration de la présente loi à l'expiration des années énoncées...
l'expiration de la présente loi à l'expiration des années énoncées...

15 7.7. Toute société financière de personnes doit, avant...
que lui soit délivré le permis exigé par la présente loi...
différents et, le cas échéant, entre les autres déclarations...
et documents dont le versement est exigé, le dépôt, le...
rapport d'activité, soumis par la société, conformément...
avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les...
renseignements de l'évaluation annuelle établie par la société...
au moins et, en outre, pour le document précédent ou à...
la date ultérieure que peut exiger le surintendant de...
chaque des copies de données mentionnées par la société...
en tenant compte des obligations énoncées de chaque...
de ses copies et des conditions qui lui sont éventuelle-
ment imposées.

20 2. Le rapport doit aussi contenir une déclaration écrite...
concernant l'état de son actif à la fin de la période...
relatives à chaque année, établie selon une estimation...
du surintendant, en y ajoutant les primes...
les sommes dues et autres contributions à recevoir...
l'expiration des années selon les lois en vigueur à la...
date de l'évaluation, pour assurer le paiement à...
données de toutes les obligations de la caisse sans dédu-
tion ni réduction.

25 3. La société doit également déposer chez le surintendant...
un état de sa situation et de ses affaires, à la date de la...
évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant.

30 7.8. L'état annuel des affaires énoncées ci-dessus doit...
être déposé, conformément aux dispositions de la présente...
loi, par toute société mentionnée à un permis sans son...
délai, dans le nombre de jours possible, en la forme...
par les lois de l'Ontario de l'année des années...
de données mentionnées en vertu de la présente loi.

35 4. Le rapport annuel des affaires énoncées ci-dessus par...
une société doit être déposé dans le délai...
pour les données mentionnées, ou tous les facteurs...
dans lequel sont basés sur la table de mortalité...
tableau annuel et autres pour être établis ou...
autres données pour être établis ou autres données...
tableau en vertu de la loi ou la convention en vigueur.

10

15

20

25

30

35

40

trente-six de la présente loi et des dispositions de la Partie II de la présente loi, à l'exception des articles cinquante-six, cinquante-huit et des articles soixante-quatre à soixante-quatorze, les deux compris, de la présente loi

Cas où l'autorisation n'est pas accordée.

2. Aucune société fraternelle de bénéfiques ne peut obtenir le permis exigé par la présente loi si cette société est effectivement la propriété de tous ses fonctionnaires ou percepteurs ou si elle appartient à un propriétaire particulier, ou si elle est dirigée comme risque commercial ou mercantile, ou en vue d'un gain commercial. 5 10

Evaluation actuarielle avant délivrance de police.

77. Toute société fraternelle de bénéfiques doit, avant que lui soit délivré le permis exigé par la présente loi, déposer chez le surintendant, outre les autres déclarations et documents dont la présente loi requiert le dépôt, le rapport d'un actuaire, nommé par la société, renfermant, avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les résultats de l'évaluation actuarielle établie par ledit actuaire au trente et unième jour de décembre précédent ou à la date ultérieure que peut spécifier le surintendant, de chacune des caisses de bénéfiques maintenues par la société, en tenant compte des obligations éventuelles de chacune de ces caisses et des contributions qui lui sont éventuellement destinées. 15 20

Déclaration par actuaire.

2. Ce rapport doit aussi contenir une déclaration dudit actuaire à l'effet que, à son avis, l'actif que la société peut affecter à chaque caisse, évalué selon une estimation agréée du surintendant, est suffisant, en y ajoutant les primes, les sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres selon les taux en vigueur à la date de ladite évaluation, pour assurer le paiement à échéance de toutes les obligations de la caisse sans déduction ni réduction. 25 30

Etat de la situation et des affaires.

3. La société doit également déposer chez le surintendant un état de sa situation et de ses affaires, à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant. 35

Etat annuel des affaires canadiennes.

78. L'état annuel des affaires canadiennes déposé au département, conformément aux dispositions de la présente loi, par toute société munie d'un permis sous son régime, doit être, dans la mesure du possible, en la forme exigée par les lois du Dominion du Canada des sociétés fraternelles de bénéfiques constituées en vertu desdites lois. 40

Etat annuel des affaires générales.

2. Le rapport annuel des affaires générales déposé par une pareille société doit inclure dans le passif une réserve pour les bénéfiques mortuaires, où tous les facteurs entrant dans le calcul sont basés sur la table de mortalité du Congrès national fraternel et quatre pour cent d'intérêt, ou telle autre réserve plus élevée que la société est tenue de maintenir en vertu de la loi qui la constitue en corporation, 45

Caisse mortuaire.

et doit contenir le rapport d'un actuaire nommé par la société renfermant, avec les détails que le surintendant peut exiger quand il y a lieu, les résultats d'une évaluation actuarielle, à la date de l'état, de chacune des caisses de bénéfiques maintenues par la société, en tenant compte, 5 pour chaque caisse, de ses obligations éventuelles et des contributions qui lui sont éventuellement destinées; et l'actuaire doit, pour chaque caisse, certifier que, à son avis, la réserve qu'indique l'évaluation est suffisante, en y ajoutant les primes, sommes dues et autres contributions 10 à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de l'évaluation, pour le paiement à échéance de toutes les obligations au compte de la caisse sans déduction ni réduction.

Autres
fonds.

3. La réserve qu'indique ladite évaluation, par rapport 15 aux caisses autres que la caisse mortuaire, ou, au gré de la société, toutes réserves plus élevées, doivent être portées au passif des caisses, et si l'évaluation de la caisse mortuaire établie par l'actuaire indique une réserve inférieure à celle que le paragraphe précédent prescrit comme devant 20 être inclus dans le passif, ladite réserve inférieure peut y être substituée.

Etats
distincts en
certains cas.

4. Tout état mentionné au présente article doit, dans la mesure que peut l'exiger le surintendant, indiquer séparément les opérations concernant les polices émises au Canada 25 après la date à laquelle le permis a en premier lieu été obtenu du ministre

Engagements
envers les
assurés au
Canada.

5. Les engagements de pareille société envers les assurés au Canada sont, pour les fins de l'article cinquante de la présente loi, censés être ses engagements à l'égard des 30 polices canadiennes émises depuis ladite date, y compris une réserve basée sur les tables de mortalité et autres qui, de l'avis du surintendant, sont applicables, et un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année; et les polices de la société et ses assurés au Canada sont, 35 pour les fins de l'article cent soixante-trois de la *Loi des liquidations*, censés être les polices canadiennes émises depuis ladite date et les porteurs respectifs de ces polices.

Evaluation
spéciale,
si l'actif est
insuffisant.

79. S'il paraît au surintendant, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation 40 faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société fraternelle de bénéfiques munie du permis exigé par la présente loi, ou l'actif d'une de ses caisses de bénéfiques, est insuffisant pour le paiement à échéance de ses polices sans déduction ou réduction, ou sans une augmentation 45 des primes ou sans primes additionnelles, il doit établir une évaluation spéciale des polices de la société, et, si le résultat de cette évaluation le confirme dans son opinion, adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de

la société et l'indiquer dans le rapport le montant par lequel...

La société
pour le compte
de la société

2. Si la société a des dettes, elle doit en faire état dans le rapport...

La société
pour le compte
de la société

3. Sur réception de cette réponse, la société doit adapter...

La société
pour le compte
de la société

4. Si la société ne se conforme pas à la réponse du ministre...

La société
pour le compte
de la société

5. Toute société qui ne se conforme pas à la loi doit en faire état dans le rapport...

La société
pour le compte
de la société

6. Nulle disposition de la présente loi ne doit être interprétée comme empêchant une société d'être tenue de rendre compte...

La société
pour le compte
de la société

7. En la présente loi, l'expression "société" signifie un membre, admet par examen de l'Institut des Actuaraires de la Grande-Bretagne...

la société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque à l'actif de la société.

Le ministre doit exiger que le déficit soit comblé.

2. Si, après avoir pris ledit rapport en considération, le ministre partage l'opinion du surintendant, il doit exiger que, dans le délai qu'il prescrit, soit quatre années au maximum, la société comble le déficit, en augmentant ses primes ou en réduisant les bénéfices payables en vertu de ses contrats, ou de toute autre façon. 5

La société doit adopter les mesures prescrites.

3. Sur réception de cette requête, la société doit adopter les mesures prescrites par sa charte ou par la loi qui la constitue en corporation, ou par sa constitution et ses statuts, pour effectuer les changements approuvés par un actuaire en vue de combler le déficit. 10

Autorisation révoquée, en cas d'inobservation.

4. Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre dans le délai ainsi prescrit, son permis peut être révoqué. 15

Evaluation du bilan à transmettre aux assurés.

80. Toute société fraternelle de bénéfices munie du permis exigé par la présente loi, doit, au plus tard le premier jour de juin de chaque année, expédier par la poste à chaque assuré au Canada une copie du bilan évalué sur la base qui a servi à la préparation de l'état annuel mentionné au paragraphe deux de l'article soixante-dix-huit de la présente loi, ainsi qu'une explication des faits relatifs à la situation de la société, telle que cette situation y est exposée, ou, au lieu de ce faire, elle doit publier dans son bulletin officiel ce bilan et cette explication, et expédier par la poste à chacun de ses assurés au Canada un exemplaire du bulletin contenant ces informations. 20 25

Bénéfices de maladie par société ou loge subordonnée.

81. Nulle disposition de la présente loi ne doit être interprétée comme empêchant une société munie du permis exigé par la présente loi, ou une loge subordonnée d'une telle société ainsi autorisée, de conclure un contrat avec un membre de ladite société ou loge à l'effet de lui payer des bénéfices en maladie au montant et pour la durée que peut autoriser un règlement régulièrement adopté par la société et par le Conseil du trésor. 30 35

Définition d'«actuaire».

82. En la présente Partie, l'expression «actuaire» signifie un membre, admis par examen, de l'Institut des Actuaires de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaires d'Ecosse, de la Société actuarielle d'Amérique, ou de l'Institut américain des actuaires. Cependant, quiconque est admis à titre de membre autrement que par examen et, antérieurement au quatorzième jour d'avril mil neuf cent vingt-sept, a fait un rapport actuariel en conformité des dispositions du paragraphe deux de l'article cent douze de la *Loi des Assurances, 1917*, tel qu'édicté au chapitre cinquante-sept du Statut de 1927, est censé, pour l'application du présent article, être un membre admis par examen. 40 45

COMPAGNIES ASSURANTES VIE ET AUTRES ASSURANCES

44. Les présentes Parties ne s'appliquent qu'aux compagnies assurant la vie humaine par le paiement de primes régulières et périodiques à court terme ou par le paiement de primes à court terme ou par le paiement de primes à court terme à court terme ou par le paiement de primes à court terme à court terme.

Section 44
Compagnies assurant la vie humaine

45. A défaut par une compagnie d'effectuer à l'époque prescrite les déductions requises par la présente loi, ou lorsque la présente loi s'applique à une compagnie d'un autre pays, la présente loi s'applique à la compagnie en question pour une période de douze mois à compter de la date à laquelle la présente loi s'applique à la compagnie en question.

Section 45
Application de la présente loi

46. Le présent article s'applique à la compagnie en question si elle a été constituée en vertu de la présente loi ou si elle a été constituée en vertu de la présente loi d'un autre pays et si elle a été constituée en vertu de la présente loi d'un autre pays.

Section 46
Application de la présente loi

47. Les présentes Parties ne s'appliquent qu'aux compagnies assurant la vie humaine par le paiement de primes régulières et périodiques à court terme ou par le paiement de primes à court terme ou par le paiement de primes à court terme à court terme.

Section 47
Compagnies assurant la vie humaine

48. Les présentes Parties ne s'appliquent qu'aux compagnies assurant la vie humaine par le paiement de primes régulières et périodiques à court terme ou par le paiement de primes à court terme ou par le paiement de primes à court terme à court terme.

Section 48
Compagnies assurant la vie humaine

PARTIE IV.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

Compagnies
d'assurance
contre
l'incendie.

83. La présente Partie ne s'applique qu'aux compagnies munies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer seulement des opérations d'assurance contre l'incendie et aux compagnies ainsi munies d'un permis et autorisées à exercer des opérations d'assurance contre l'incendie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance de ces compagnies contre l'incendie. 5

Déchéance de
l'autorisation
pour omission
de faire les
dépôts ou de
payer les
réclamations.

84. A défaut par une compagnie d'effectuer à l'époque prescrite les dépôts requis par la présente loi, ou lorsque le ministre a reçu signification d'un avis par écrit, portant qu'une réclamation non contestée pour une perte garantie par une compagnie au Canada est restée impayée pendant soixante jours après être devenue exigible, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après un jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et une offre de libération valable et légale, le ministre peut révoquer le permis de cette compagnie. 10 15

Renouvelle-
ment de
l'autorisation
à certaines
conditions.

85. Ce permis peut être renouvelé et la compagnie peut continuer ses opérations, si, dans les soixante jours qui suivent l'avis au ministre qu'elle a manqué de satisfaire à une demande d'indemnité non contestée ou de payer le montant d'un jugement définitif, ainsi qu'il est dit à l'article qui précède, toutes les demandes d'indemnités non contestées ou tout jugement définitif contre la compagnie au Canada sont payés et réglés. 20 25

Compagnie
cessant ses
opérations de
réassurance.

86. Lorsqu'une compagnie a cessé ses opérations au Canada et notifié la chose par écrit au ministre, elle doit faire assurer, au nom des porteurs de ses polices au Canada, tous ses risques en cours dans une ou plusieurs compagnies munies de permis au Canada, ou racheter ses polices. 30

Remise
des valeurs.

2. Les valeurs de cette compagnie ne peuvent lui être remises que lorsque tous ses risques en cours sont assurés à la satisfaction du ministre.

Demande
des valeurs.

87. En demandant la remise de ses valeurs, la compagnie doit déposer chez le ministre une liste complète des assurés canadiens dont les risques n'ont pas été ainsi réassurés, ou dont les polices n'ont pas été rachetées; et en même temps elle doit publier dans la *Gazette du Canada* un avis qu'elle a demandé au ministre la libération de ses valeurs à une certaine date, qui doit être postérieure d'au moins trois mois à la date de l'avis, et invitant ses assurés canadiens qui seraient opposés à cette remise à faire parvenir au ministre avis de leur opposition, le ou avant le jour indiqué. 35 40

2. Après ce jour, si le capital d'un tel...
 du total est d'avis que la compagnie...
 simplement suffisant pour remplir ses engagements envers
 les agents assurés, il peut ordonner la remise à cette
 compagnie de toutes les valeurs déposées, ou la remise d'un
 montant suffisant pour couvrir tous les risques en cours ou à
 l'égard desquels il a été produit des oppositions, et la remise
 du capital à la compagnie.

3. Indépendamment, au cas où il est constaté que les
 engagements ou qu'il est établi qu'ils ont été payés de 10
 nouveaux montants peuvent être rendus en vertu de l'acte
 cité ci-dessus.

4. Nul n'est admis à déposer des valeurs en vertu de
 l'article précédent, si la compagnie est en liquidation.
 Les valeurs peuvent, sur l'ordonnance de tout tribunal
 ayant juridiction en vertu de la loi des liquidations, être
 vendues par le ministre au liquidateur.

5. Lorsqu'une compagnie cesse d'exercer des opérations
 dans un Canada après qu'elle a été déclarée en faillite par le
 tribunal de ce pays, et que son capital ait en conséquence été
 réalisé, elle peut néanmoins payer les pertes couvertes par
 son police sans recourir au trésoyer, comme si cette
 autorisation ne lui avait pas été retirée.

6. Pour les objets de l'actuel article que la présente
 loi exige de fournir au trésoyer, le capital de la compagnie
 doit être évalué en vertu de son bilan au Canada.
 Les pertes de quatre-vingts pour cent des primes non réalisées
 doivent être au moins à la date de l'actuel. Toutefois, pour
 l'application de l'article ci-dessus, le présent article
 s'applique à l'égard de l'évaluation de la prime mentionnée
 des primes non réalisées calculées au profit comme suit.

1. Pour ce qui est d'une telle compagnie qui soumet
 des assurances, soit basées sur la durée ou sur la durée
 à court terme, le montant de la prime par billet ou par
 le système de primes et par le système de primes
 de primes par billet, le montant de cette compagnie pour
 les fins du présent article, relativement à ses opérations de primes
 par billet, doit être de quatre-vingts pour cent de la prime
 non réalisée de l'actuel, moins à court terme et du profit ordinaire.
 Pour les opérations à court terme, les primes par billet en cours
 au moment de ces primes par billet au moment de l'actuel, et
 qui ont été effectivement remboursées, doivent être considérées
 comme appartenant à la compagnie.

2. Les dérogations aux dispositions de la présente loi
 dans les provinces pour lesquelles les lois en vigueur au Canada
 dans lesquelles elle a été appliquée, et les lois en vigueur
 par une compagnie d'assurances d'assurances ou d'assurances
 non assues d'un pays, ou par des assurances d'assurances

1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900
 1901
 1902
 1903
 1904
 1905
 1906
 1907
 1908
 1909
 1910
 1911
 1912
 1913
 1914
 1915
 1916
 1917
 1918
 1919
 1920
 1921
 1922
 1923
 1924
 1925
 1926
 1927
 1928
 1929
 1930
 1931
 1932
 1933
 1934
 1935
 1936
 1937
 1938
 1939
 1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025

Ordre de
remise.

2. Après ce jour, si le ministre, d'accord avec le Conseil du trésor, est d'avis que la compagnie possède un actif amplement suffisant pour remplir ses engagements envers les assurés canadiens, il peut ordonner la remise à cette compagnie de toutes les valeurs déposées, ou la retenue d'un montant suffisant pour couvrir tous les risques en cours ou à l'égard desquels il a été produit des oppositions, et la remise du reliquat à la compagnie. 5

Autres
remises.

3. Subséquemment, au fur et à mesure que ces risques s'éteignent ou qu'il est établi qu'ils ont été payés, de nouveaux montants peuvent être rendus en vertu de l'autorité susdite. 10

Remise au
liquidateur.

4. Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article précédent, si la compagnie est en liquidation, ses valeurs peuvent, sur l'ordonnance de tout tribunal ayant juridiction en vertu de la *Loi des liquidations*, être remises par le ministre au liquidateur. 15

S.R., c. 213.

Paiement
des pertes
après que
l'autorisation
a été retirée.

88. Lorsqu'une compagnie cesse d'exercer des opérations au Canada après qu'a été donné l'avis exigé par la présente Partie et que son permis lui a en conséquence été retiré, elle peut néanmoins payer les pertes couvertes par les polices non réassurées ni rachetées, comme si cette autorisation ne lui avait pas été retirée. 20

Passif de
la réserve
pour état
annuel.

89. Pour les objets de l'état annuel que la présente loi exige de fournir au surintendant, le passif de la compagnie, à l'égard de ses polices en cours non échues au Canada, doit être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état. Toutefois, pour l'application de l'article quarante-neuf de la présente loi, ladite valeur de réassurance doit être le plein montant des primes non acquises calculées au prorata comme susdit. 25 30

Clause con-
ditionnelle.

Système de
primes par
billets.

2. Pour ce qui est d'une pareille compagnie qui souscrit des assurances non hasardeuses et de trois ans de durée d'après le système de primes par billets ou partie d'après le système du comptant et partie d'après ledit système de primes par billets, le passif de cette compagnie, pour les fins dudit état, relativement à ses opérations de primes par billets, doit être de quatre-vingts pour cent de la partie non acquise de l'argent reçu à compte et du solde ordinairement recouvrable sur toutes les primes par billets en cours qu'elle possède, calculée au prorata à la date de l'état, et le montant de ces primes par billets en sus du montant qui en est ainsi ordinairement recouvrable doit être considéré seulement comme actif contingent. 35 40

Assurances
dans
compagnies
non
autorisées.

90. Par dérogation aux dispositions de la présente loi, toute personne peut faire assurer ses biens, ou tous biens dans lesquels elle a un intérêt assurable et situés au Canada, par une compagnie d'assurance britannique ou étrangère non munie d'un permis, ou par des assureurs britanni- 45

ques ou étrangers non autorisés, et peut aussi faire assurer ses biens par des personnes qui s'assurent réciproquement en vue de protection seulement et non de profit; et tous biens assurés ou à assurer sous le régime du présent article peuvent être inspectés, et toute perte subie à l'égard 5 de ces biens peut être réglée, pourvu que cette assurance soit effectuée en dehors du Canada et sans aucune sollicitation, directe ou indirecte, de la part de la compagnie, des assureurs ou des personnes qui ont effectué l'assurance; et pourvu, aussi, que cette compagnie, ces assureurs ou 10 ces personnes n'annoncent pas, dans les limites du Canada, leurs opérations dans un journal quelconque ou autre publication, ou par circulaire déposée à la poste au Canada ou ailleurs, ou n'aient ni bureau ni agence au Canada pour la réception de demandes d'assurance ou l'accomplisse- 15 ment de quelque acte ou chose se rattachant de quelque façon à leursdites opérations

2. Quiconque assure ainsi des biens situés au Canada, doit fournir au surintendant un rapport donnant une brève description des biens assurés et indiquant la situa- 20 tion de ces biens, le montant de l'assurance, et s'ils sont assurés par Lloyds ou une autre association semblable, ou par des assureurs mutuels, réciproques ou autres. Ce rapport doit être communiqué au surintendant par remise ou par envoi postal, sous pli recommandé, au plus tard le 25 premier jour de mars de chaque année, pour l'année expirée le trente et unième jour de décembre précédent.

3. Des formules en blanc pour ces déclarations sont fournies par le surintendant.

4. A défaut par l'assuré de se conformer aux prescrip- 30 tions du paragraphe deux du présent article, cet assuré est passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut. Cette amende est recouvrable et applicable de la manière prévue au paragraphe deux de l'article quarante-huit de la présente loi. 35

5. Si, en vertu des dispositions d'une autre loi du Parle- ment du Canada, ladite personne est tenue de faire au ministre un rapport contenant en substance les mêmes renseignements que ceux requis par le paragraphe deux du présent article, le ministre peut, sur la recommandation 40 du surintendant, dispenser de l'observation des prescrip- tions dudit paragraphe.

PARTIE V.

COMPAGNIES EXERÇANT DES ASSURANCES AUTRES QUE L'ASSURANCE SUR LA VIE OU CONTRE L'INCENDIE.

Application.

91. La présente Partie s'applique aux compagnies mu- nies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer les opérations d'assurance autres que celles d'assu- 45 rance sur la vie ou contre l'incendie.

20. À l'égard des opérations de l'article 19, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, mais les dispositions relatives aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ne s'appliquent pas aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

1987, c. 1, art. 20

21. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, mais les dispositions relatives aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ne s'appliquent pas aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

1987, c. 1, art. 21

PARTIE VI

22. Toute disposition de la présente loi n'est censée avoir été édictée ni en vertu d'une loi fédérale ni en vertu d'une loi provinciale, à moins que la disposition en question ne soit expressément désignée comme telle. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, mais les dispositions relatives aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ne s'appliquent pas aux opérations effectuées à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

1987, c. 1, art. 22

Dispositions applicables.

92. A l'exception des dispositions de l'article quatre-vingt-dix, les dispositions de la présente loi applicables aux compagnies autorisées à exercer l'assurance contre l'incendie, s'appliquent *mutatis mutandis* à toute pareille compagnie relativement à toutes choses non autrement prévues en la présente loi; mais les dispositions relatives au calcul du passif de la réserve ne s'appliquent pas aux compagnies autorisées à exercer les opérations d'assurance de titres. 5

Actif additionnel au Canada, pour assurance contre la grêle.

93. Dans le cas d'une compagnie autorisée à exercer au Canada les opérations d'assurance contre la grêle, l'actif que cette compagnie est tenue de conserver intact au Canada, conformément au deuxième paragraphe de l'article cinquante de la présente loi, doit à toute époque excéder le montant qu'elle doit conserver à l'égard de ses opérations autres que celles d'assurance contre la grêle, d'un montant au moins égal à cinquante pour cent du total des primes nettes par elle reçues à l'égard de ses opérations d'assurance contre la grêle au Canada durant l'année civile précédente. 15 20

PARTIE VI.

Sauvegarde des droits provinciaux.

94. Nulle disposition de la présente loi n'est censée avoir été édictée ni ne doit être interprétée comme ayant été établie dans l'intention ou pour l'objet de réglementer les contrats ou autres incidents des opérations d'assurance, à ce titre, en toute province, ou de traiter d'autre façon des matières législatives attribuées exclusivement aux législatures des provinces; et, en tant qu'il pourra être dorénavant décidé qu'une disposition quelconque de la présente loi comporte une application ou un effet outrepassant la compétence législative du Parlement du Canada, en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une pareille disposition est, à cet égard, nulle et inopérante, cette disposition doit être considérée comme pouvant être disjointe des autres dispositions de la présente loi, et ces autres dispositions continueront à avoir pleine vigueur et plein effet selon leur teneur. 25 30 35

PREMIÈRE ANNEXE.

Article 57. BASES ET MÉTHODES À EMPLOYER DANS LE CALCUL DE LA RÉSERVE MINIMUM QUI PEUT ÊTRE INCLUSE DANS LE PASSIF DE L'ÉTAT ANNUEL, EN DEHORS DES BÉNÉFICES GARANTIS SUR LA DISCONTINUATION DU PAIEMENT DES PRIMES SANS RACHAT.

(A) — Quant aux bénéfices qui dépendent uniquement des contingences de la vie dans les polices d'assurance-vie (autres que les polices populaires), ou qui en découlent, et à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

1. Polices à primes annuelles uniformes pour un montant d'assurance invariablement uniforme.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant. 5

Tables de mortalité.

- a) Table canadienne pour les hommes, Cm (5),
- b) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m (5),
- c) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m, 10
- d) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^{lml},
- e) Institut des actuaires de Grande-Bretagne, H^m,
- f) Table américaine pour les hommes, AM (5),
- g) Table d'expérience américaine, Exp. Am.

La valeur de la police à une époque quelconque après son émission doit être la différence entre la valeur de la somme assurée en vertu de cette police (y compris la valeur actuelle de toute gratification ou augmentation de capital assuré, ou réduction des primes à venir, établie après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation), et la valeur présente de la prime d'évaluation (telle que définie ci-après) censée exigible à chaque anniversaire de la police qui suit la date de l'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles, aux termes de la police à évaluer. 20 25

Si la prime ordinaire nette pour le risque d'assurance-vie, encouru par la compagnie lors de l'émission de la police, n'excède pas la prime ordinaire nette de vie entière, pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être la prime ordinaire nette pour une police semblable à un âge d'un an plus avancé que l'âge à l'inscription, et elle est censée exigible au commencement de la deuxième année et de chaque année subséquente de la police pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer. 35 35

Si la prime ordinaire nette pour le risque d'assurance-vie, encouru par la compagnie lors de l'émission de la police, excède la prime ordinaire nette payable pendant la vie entière pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être obtenue par l'addition à chaque prime ordinaire nette et annuelle, la première exceptée, d'un montant, censé exigible au commencement de la deuxième année de la police et de chaque année subséquente pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer, égal en valeur, à la date de l'émission de la police, à la différence qui existe entre les primes ordinaires nette et payables pendant toute la vie pour une police de vie entière et la prime annuelle versée, dans chaque cas, pour une police d'un montant semblable et couvrant le même âge à l'inscription que la police à évaluer.

2. Les polices autres que les polices à primes annuelles uniformes pour un montant uniforme et invariable d'assurance doivent être évaluées en conformité des dispositions ci-dessus de la présente Annexe avec telles adaptations, dans les méthodes d'évaluation, que le surintendant juge appropriées dans les circonstances.

(B) Quant aux bénéficiaires qui dépendent uniquement des contingences de la vie, dans les polices d'assurance-vie populaires ou qui en découlent, à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant.

Tables de mortalité.

a) Toute table désignée aux paragraphes (A) (1) ci-dessus.

b) La table type d'assurance populaire.

Nulle réserve ne doit être retenue dans une évaluation faite au cours de la première année qui suit l'émission d'une police. Dans les évaluations subséquentes, le risque d'assurance de la première année de la police doit être ignoré, et, pour les fins de l'évaluation, la date de l'émission de la police est censée d'un an postérieure à la date réelle de l'émission; l'âge à l'émission est censé d'un an plus avancé que l'âge réel à l'émission et la période de prime est censée commencer à la date présumée de l'émission et correspondre à la période de prime énoncée dans la police à évaluer.

La prime d'évaluation doit être une prime ordinaire correspondant à l'âge présumé à l'émission, payable pour la période présumée de prime, et, en valeur alors actuelle,

deuxième partie de la loi sur la détermination des valeurs

Il est à noter que les valeurs indiquées dans les tableaux
sont des valeurs moyennes et ne doivent pas être considérées
comme des valeurs exactes. Les valeurs indiquées dans les
tableaux sont des valeurs moyennes et ne doivent pas être
considérées comme des valeurs exactes.

Les valeurs indiquées dans les tableaux sont des valeurs
moyennes et ne doivent pas être considérées comme des
valeurs exactes.

(C) Quant aux valeurs indiquées dans les tableaux
elles sont des valeurs moyennes et ne doivent pas être
considérées comme des valeurs exactes.

Les bases d'évaluation doivent être les tables de mortalité
approuvées par le gouvernement établies d'après les
statistiques de la mortalité réelle durant la période 1900-30
publiées de la part de l'Institut des actuaires et de la
Société des actuaires à Londres, pour hommes et femmes.
Suivant le cas du titulaire, chaque taux d'intérêt n'exécute
dans les tableaux pour être par lui.

Dans l'évaluation des rentes différées, la méthode d'évaluation
doit être la méthode de la prime ordinaires. Les
adaptations aux adaptations que le surabondant peut justifier
appartiennent dans tous les cas à la prime d'une police peut
être par ailleurs durant toute la période de versement
des primes.

(D) Quant aux versements à faire, ils doivent
être effectués dans la mesure où les annuités à
payer sont déterminées de concert d'assurance.

L'évaluation doit se faire à un taux d'intérêt n'exécute
pas quatre pour cent par an, et la méthode d'évaluation
doit être celle de la prime ordinaires. Les adaptations aux
adaptations que le surabondant peut justifier appartiennent
dans tous les cas à la prime d'une police peut être par
ailleurs durant la période de versement des primes.

doit être égale au risque d'assurance encouru par la compagnie dès que l'âge présumé en question est révolu.

Dans les évaluations établies après que l'âge présumé en question est révolu, la valeur de la police doit représenter la différence entre la valeur actuelle des sommes assurées (y compris la valeur actuelle de toute gratification ou augmentation de capital assuré, ou réduction dans les primes à venir, effectuée après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation) et la valeur actuelle de la prime d'évaluation censée payable après la date d'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles aux termes de la police. 5 10

Si les termes d'une catégorie particulière ou d'un groupe de polices sont tels que la méthode d'évaluation ci-dessus paraisse inapplicable ou inappropriée, des adaptations à la méthode ci-dessus peuvent être faites subordonnement à l'approbation du surintendant. 15

(C)—Quant aux rentes viagères (immédiates ou différées), y compris les constitutions de rentes viagères (autres que les rentes d'invalidité), découlant de contrats d'assurance-vie.

Les bases d'évaluation doivent être les tables de mortalité approuvées par le surintendant, établies d'après les statistiques de la mortalité réelle durant la période 1900-1920, publiées de la part de l'Institut des actuaires et de la Faculté des actuaires d'Ecosse, pour hommes ou femmes, suivant le sexe du titulaire, avec un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an. 20

Dans l'évaluation des rentes différées, la méthode d'évaluation doit être la méthode de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime d'une police peut n'être pas uniforme durant toute la période de versement des primes. 25 30

(D)—Quant aux versements à venir qui dépendent uniquement d'une période fixe, y compris les annuités à périodes fixes découlant de contrats d'assurance-vie.

L'évaluation doit se faire à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, et la méthode d'évaluation doit être celle de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime d'une police peut n'être pas uniforme durant la période de versement des primes. 35

DEUXIÈME ANNEXE.

FORMULE A.

Dans l'affaire de _____ (insérer ici le
nom de la compagnie).

Avis est par le présent donné que le ministre des Finances a, conformément aux articles soixante-neuf et soixante-dix de la *Loi sur le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères, 1932*, ordonné de retenir un montant d'actif suffisant pour couvrir en entier la valeur de rachat nette et équitable des polices de la compagnie ci-dessus (y compris les augmentations de capitaux assurés et les bénéfices acquis) qui n'ont pas été cédées ni rachetées, ou à l'égard desquelles opposition a été produite, ainsi que le prévoit ledit article soixante-neuf; et que l'actif ainsi retenu est par le présent offert aux assurés susdits au prorata dudit prix de rachat de leurs polices respectives. Une liste de ces assurés et des sommes qui leur sont respectivement offertes, se trouve ci-dessous; et il est par le présent donné avis que tout assuré qui ne signifiera pas, par écrit, au surintendant des assurances, son acceptation de la somme ainsi offerte, le ou avant le _____ jour de _____ 19 _____, sera censé l'avoir refusée, et que la somme offerte pourra alors, conformément à ladite loi, être rendue à la compagnie.

LISTE des assurés et des sommes offertes:

Nom.	Adresse autant que connue.	Montant et numéro des polices.	Somme offerte.

Daté à Ottawa, ce _____ jour de _____ 19 _____.

(Signé),
Ministre des Finances,
Canada.

(Signé),

Surintendant des assurances.

(VERSO)

FORMULE B.

Article 69.

DÉPARTEMENT DES ASSURANCES,

OTTAWA,

19 .

Dans l'affaire de _____ (insérer ici le
nom de la compagnie).

Avis vous est par le présent donné que le ministre des Finances a, conformément à l'article soixante-neuf de la *Loi sur le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance britanniques et étrangères, 1932*, ordonné de retenir un montant d'actif suffisant pour couvrir en entier la valeur de rachat nette et équitable des polices de la compagnie ci-dessus (y compris les augmentations de capitaux assurés et les bénéfices acquis) qui n'ont pas été cédées ni rachetées, ou à l'égard desquelles opposition a été produite, ainsi que le prévoit ledit article soixante-neuf. Le montant d'actif ainsi retenu est offert aux susdits porteurs de polices au prorata de la valeur susdite de rachat de leurs polices respectives.

La somme qui vous est par le présent offerte, et la police ou les polices à l'égard desquelles cette offre est faite, sont indiquées ci-dessous, et avis vous est par le présent donné que si vous ne signifiez pas par écrit, au surintendant des assurances, le ou avant le jour de _____ 19 , votre acceptation de la somme par le présent offerte, cette offre sera tenue pour avoir été refusée par vous, et cette somme pourra alors, conformément à ladite loi, être rendue à la compagnie.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé),

Surintendant des assurances.

Nom.	Numéro et montant de la police.	Somme offerte.

SÉNAT DU CANADA

BILL C¹.

Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies
d'assurance fédérales.

Lu pour la première fois, le 11 février 1932.

Le Très Honorable Sénateur MEIGHEN.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL C¹.

Loi concernant le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance fédérales.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance fédérales, 1932.*

5

INTERPRÉTATION.

Définitions. **2.** En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, et dans tout permis délivré sous son régime, l'expression

«Affaires d'assurance», «opérations d'assurance», «entreprise d'assurance».

a) «affaires d'assurance», «opérations d'assurance» ou «entreprise d'assurance» signifie l'opération par laquelle une personne entreprend d'indemniser une autre personne de pertes ou responsabilités à l'égard de certains risques ou périls auxquels l'objet de l'assurance peut être exposé, ou de payer une somme d'argent ou autre chose de valeur lorsque se produit une certaine éven- tualité; et comprend la publicité, la sollicitation ou l'acceptation couvrant des risques, l'émission ou la remise d'un récépissé ou d'une police, l'allocation, en rémunération de primes ou versements, d'une rente viagère ou de rentes viagères, la perception ou réception de primes, l'inspection de risques, l'établissement de pertes, ou l'institution ou la poursuite d'instances, actions ou procédures ayant trait à l'assurance, ou l'accomplissement ou l'exécution d'un ou plusieurs des actes ci-dessus;

15
20
25

«Agent» ou «mandataire».

b) «agent» ou «mandataire» signifie un agent reconnu ou autre personne qui, de quelque manière, avec l'autorisation de la compagnie, aide à l'exercice des affaires d'assurance de la compagnie, et comprend un courtier d'assurance;

30

1	Assurance contre les incendies	Incendie
2	Assurance contre les vols	Vols
3	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
4	Assurance contre les accidents	Accidents
5	Assurance contre les maladies	Maladies
6	Assurance contre les dommages	Dommages
7	Assurance contre les pertes	Pertes
8	Assurance contre les fraudes	Fraudes
9	Assurance contre les séismes	Séismes
10	Assurance contre les explosions	Explosions
11	Assurance contre les inondations	Inondations
12	Assurance contre les grêle	Grêle
13	Assurance contre les épidémies	Épidémies
14	Assurance contre les incendies	Incendie
15	Assurance contre les vols	Vols
16	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
17	Assurance contre les accidents	Accidents
18	Assurance contre les maladies	Maladies
19	Assurance contre les dommages	Dommages
20	Assurance contre les pertes	Pertes
21	Assurance contre les fraudes	Fraudes
22	Assurance contre les séismes	Séismes
23	Assurance contre les explosions	Explosions
24	Assurance contre les inondations	Inondations
25	Assurance contre les grêle	Grêle
26	Assurance contre les épidémies	Épidémies
27	Assurance contre les incendies	Incendie
28	Assurance contre les vols	Vols
29	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
30	Assurance contre les accidents	Accidents
31	Assurance contre les maladies	Maladies
32	Assurance contre les dommages	Dommages
33	Assurance contre les pertes	Pertes
34	Assurance contre les fraudes	Fraudes
35	Assurance contre les séismes	Séismes
36	Assurance contre les explosions	Explosions
37	Assurance contre les inondations	Inondations
38	Assurance contre les grêle	Grêle
39	Assurance contre les épidémies	Épidémies
40	Assurance contre les incendies	Incendie
41	Assurance contre les vols	Vols
42	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
43	Assurance contre les accidents	Accidents
44	Assurance contre les maladies	Maladies
45	Assurance contre les dommages	Dommages
46	Assurance contre les pertes	Pertes
47	Assurance contre les fraudes	Fraudes
48	Assurance contre les séismes	Séismes
49	Assurance contre les explosions	Explosions
50	Assurance contre les inondations	Inondations
51	Assurance contre les grêle	Grêle
52	Assurance contre les épidémies	Épidémies
53	Assurance contre les incendies	Incendie
54	Assurance contre les vols	Vols
55	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
56	Assurance contre les accidents	Accidents
57	Assurance contre les maladies	Maladies
58	Assurance contre les dommages	Dommages
59	Assurance contre les pertes	Pertes
60	Assurance contre les fraudes	Fraudes
61	Assurance contre les séismes	Séismes
62	Assurance contre les explosions	Explosions
63	Assurance contre les inondations	Inondations
64	Assurance contre les grêle	Grêle
65	Assurance contre les épidémies	Épidémies
66	Assurance contre les incendies	Incendie
67	Assurance contre les vols	Vols
68	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
69	Assurance contre les accidents	Accidents
70	Assurance contre les maladies	Maladies
71	Assurance contre les dommages	Dommages
72	Assurance contre les pertes	Pertes
73	Assurance contre les fraudes	Fraudes
74	Assurance contre les séismes	Séismes
75	Assurance contre les explosions	Explosions
76	Assurance contre les inondations	Inondations
77	Assurance contre les grêle	Grêle
78	Assurance contre les épidémies	Épidémies
79	Assurance contre les incendies	Incendie
80	Assurance contre les vols	Vols
81	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
82	Assurance contre les accidents	Accidents
83	Assurance contre les maladies	Maladies
84	Assurance contre les dommages	Dommages
85	Assurance contre les pertes	Pertes
86	Assurance contre les fraudes	Fraudes
87	Assurance contre les séismes	Séismes
88	Assurance contre les explosions	Explosions
89	Assurance contre les inondations	Inondations
90	Assurance contre les grêle	Grêle
91	Assurance contre les épidémies	Épidémies
92	Assurance contre les incendies	Incendie
93	Assurance contre les vols	Vols
94	Assurance contre les tempêtes	Tempêtes
95	Assurance contre les accidents	Accidents
96	Assurance contre les maladies	Maladies
97	Assurance contre les dommages	Dommages
98	Assurance contre les pertes	Pertes
99	Assurance contre les fraudes	Fraudes
100	Assurance contre les séismes	Séismes

«Agent principal» ou «mandataire principal».

c) «agent principal» ou «mandataire principal» signifie l'agent ou le mandataire principal de la compagnie au Canada, nommé en cette qualité dans la procuration mentionnée ci-après, sous quelque désignation que ce soit;

5

«Assurance-cautionnement».

d) «assurance-cautionnement» signifie la garantie de la fidélité de personnes qui occupent des charges de confiance, soit publiques, soit privées, et le cautionnement pour la fidèle exécution de contrats ou marchés ou de fonctions de toute charge; ainsi que l'exécution des obligations dans les actions et procédures en justice;

«Assurance contre la grêle».

e) «assurance contre la grêle» signifie l'assurance contre la perte de biens ou le dommage qui leur est causé par la grêle;

«Assurance contre la maladie».

f) «assurance contre la maladie» signifie l'assurance contre les pertes causées par la maladie, ou par l'invalidité ne provenant pas d'accident ni de vieillesse; mais ne comprend pas l'assurance contre les pertes résultant de décès à la suite de maladie ou d'invalidité;

«Assurance contre le bris des conduites d'eau.»

g) «assurance contre le bris des conduites d'eau» signifie l'assurance des marchandises ou des locaux contre les pertes ou dommages causés par l'eau à la suite de bris d'appareils d'arrosage, pompes, conduites d'eau, plomberie, ou par des fuites qui s'y produisent;

«Assurance contre le bris des glaces.»

h) «assurance contre le bris des glaces» signifie l'assurance contre le bris des glaces ou autre verrerie, soit en place, soit en cours de transport;

«Assurance contre le faux.»

i) «assurance contre le faux» signifie l'assurance contre la perte subie par suite de faux;

«Assurance contre les accidents.»

j) «assurance contre les accidents» signifie l'assurance contre les blessures corporelles et la mort par accident; et l'assurance contre la responsabilité en cas de perte ou dommage résultant d'accidents aux employés ou autres personnes, ou aux biens, ou contre la perte ou le dommage que subissent des biens personnels par suite d'accidents autres que l'incendie;

«Assurance contre les intempéries.»

k) «assurance contre les intempéries» signifie l'assurance contre les pertes occasionnées par pluie, tempête, inondation ou autres conditions climatériques, à l'exception de la perte de biens ou des dommages causés aux biens par grêle, ouragan, cyclone ou tornade;

«Assurance contre les tornades.»

l) «assurance contre les tornades» signifie l'assurance contre la perte de biens ou les dommages causés aux biens par ouragan, cyclone ou tornade;

«Assurance contre le vol par effraction.»

m) «assurance contre le vol par effraction» signifie l'assurance contre les pertes ou dommages causés par le vol avec ou sans effraction, le vol à main armée, ou le bris de maison;

«Assurance contre l'explosion.»

n) «assurance contre l'explosion» signifie l'assurance contre les dommages aux biens de toute sorte, causés par l'explosion de gaz naturel ou autre, ou causés par

50

- 1) responsabilité relative aux pertes ou dommages causés aux personnes ou aux biens par une automobile; et l'assurance contre la perte d'une automobile en cas de dommages causés à une automobile.
- 2) assurance de responsabilité relative à la perte ou aux dommages causés aux personnes ou aux biens par un accident, et l'assurance contre la perte d'un véhicule ou dommages causés à un véhicule.
- 3) assurance des conducteurs à vapeur signifiant l'assurance des conducteurs à vapeur et des autres machines et mécanismes s'y rattachant ou actionnés par elles, contre l'explosion, les ruptures et autres accidents et contre les blessures corporelles ou les pertes de vie, et contre la destruction de biens ou les dommages à la propriété, qui en résultent.
- 4) assurance des obligations signifiant la garantie de la validité et de la légalité d'obligations émises par une province du Canada, ou par une cité, un comté, une ville, un village, un arrondissement scolaire, une municipalité ou autre division civile de la province ou par une corporation privée ou publique.
- 5) assurance des transports signifiant l'assurance contre les pertes ou la détérioration des biens ou la destruction des objets, débris, marchandises ou biens de toute espèce, y compris les objets transportés par la poste, en cours de transport autrement que par eau, d'un port à un autre au Canada.
- 6) assurance de détail signifiant l'assurance contre la perte des articles ou la mort des animaux, et comprend l'assurance contre la perte des pertes de ces animaux.
- 7) assurance de crédit signifiant la garantie de l'indemnité contre les pertes ou dommages provenant d'un défaut de crédit.
- 8) assurance populaire signifiant l'assurance sur la vie dans les termes suivants à moins d'indiquer autrement que l'investissement et sont néanmoins perçues au bénéfice de l'assuré.
- 9) assurance sur la navigation intérieure signifiant l'assurance qui porte sur des choses susceptibles et couvrant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal.
- 10) assuré au Canada ou partout de police au Canada signifiant, relativement à l'assurance sur la vie, toute personne sur la vie de laquelle une compagnie, toute ou partie exigée par la présente loi pour l'auto-

1. Assurance
2. Assurance
3. Assurance
4. Assurance
5. Assurance
6. Assurance
7. Assurance
8. Assurance
9. Assurance
10. Assurance

- le bombardement, l'invasion, l'insurrection, l'émeute, la guerre ou l'agitation civile, la domination des forces militaires ou l'usurpation du pouvoir;
- « Assurance de l'automobile. » o) « assurance de l'automobile » signifie l'assurance contre la responsabilité relative aux pertes ou dommages causés aux personnes ou aux biens par une automobile; et l'assurance contre la perte d'une automobile ou les dommages causés à une automobile; 5
- « Assurance de navigation aérienne. » p) « assurance de navigation aérienne » signifie l'assurance contre la responsabilité relative à la perte ou aux dommages causés aux personnes ou aux biens par un aéronef; et l'assurance contre la perte d'un aéronef ou le dommage causé à un aéronef; 10
- « Assurance des chaudières à vapeur. » q) « assurance des chaudières à vapeur » signifie l'assurance des chaudières à vapeur et des tuyaux, machines et mécanismes s'y rattachant ou actionnés par elles, contre l'explosion, les ruptures et autres accidents, et contre les blessures corporelles ou les pertes de vie, et contre la destruction de biens ou les dommages à la propriété, qui en résultent; 20
- « Assurance des obligations. » r) « assurance des obligations » signifie la garantie de la validité et de la légalité d'obligations émises par une province du Canada, ou par une cité, un comté, une ville, un village, un arrondissement scolaire, une municipalité ou autre division civile de la province ou par une corporation privée ou publique; 25
- « Assurance des transports à l'intérieur. » s) « assurance des transports à l'intérieur » signifie l'assurance contre les pertes ou la détérioration que peuvent éprouver les effets, denrées, marchandises ou biens de toute espèce, y compris les objets transmis par la poste, en cours de transport autrement que par eau, d'un lieu à un autre au Canada; 30
- « Assurance du bétail. » t) « assurance du bétail » signifie l'assurance contre la mort, les accidents ou la maladie des animaux, et comprend l'assurance contre la perte des petits de ces animaux; 35
- « Assurance du crédit. » u) « assurance du crédit » signifie la garantie et l'indemnisation contre les pertes ou dommages provenant d'ouvertures de crédit;
- « Assurance populaire. » v) « assurance populaire » signifie l'assurance sur la vie, dont les primes sont payables à moindres intervalles que trimestriellement et sont normalement perçues au domicile de l'assuré; 40
- « Assurance sur la navigation intérieure. » w) « assurance sur la navigation intérieure » signifie l'assurance qui porte sur des choses assurables et courant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal; 45
- « Assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada ». x) « assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada » signifie, relativement à l'assurance sur la vie, toute personne sur la vie de laquelle une compagnie, munie du permis exigé par la présente loi pour l'auto- 50

1. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 2. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 3. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 4. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 5. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 6. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 7. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 8. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 9. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 10. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 11. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 12. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 13. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 14. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 15. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 16. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 17. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 18. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 19. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...
 20. Les dispositions de la Loi sur le régime des assurances...

riser à exercer des opérations d'assurance sur la vie au Canada, a émis une police pendant que cette personne résidait au Canada;

«Assuré» ou
«porteur de
police».

y) «assuré» ou «porteur de police», en matière d'assurance sur la vie, lorsque cette expression est employée relativement à la personne à laquelle le ministre fait une offre sur demande de libération de dépôt par une compagnie qui cesse d'exercer ses opérations, signifie la personne à laquelle la police a été émise et avec laquelle a été conclu le contrat d'assurance, et comprend l'ayant-cause de cette personne; 5 10

«Compagnie.»

z) «compagnie» signifie toute corporation constituée en vertu des lois du Dominion du Canada, ou de la ci-devant Province du Canada, pour les fins d'exercer des opérations d'assurance; et comprend toute société fraternelle de bénéfices telle que définie dans la présente loi; 15

«Compagnie provinciale.»

aa) «compagnie provinciale» signifie une compagnie constituée en vertu des lois d'une province du Canada ou de toute ancienne province de l'Amérique britannique du Nord faisant aujourd'hui partie du Canada, autre que la ci-devant Province du Canada, aux fins d'exercer les opérations d'assurance; 20

«Département.»

bb) «département» signifie le département des assurances constitué par la présente loi; 25

«Fonctionnaire.»

cc) «fonctionnaire» comprend le gérant, le secrétaire, le trésorier, l'actuaire et toute autre personne désignée comme «fonctionnaire» dans les statuts de la compagnie; 30

«Ministre.»

dd) «ministre» signifie le ministre des Finances; 30

«Police.»

ee) «police» comprend un certificat d'association se rattachant de quelque manière à l'assurance sur la vie, ainsi que tout autre contrat d'assurance passé par écrit, qu'il soit contenu en une seule ou en plusieurs pièces, et comprend tout contrat de rente sur une ou plusieurs têtes; 35

«Police canadienne», assurance sur la vie.

ff) «police canadienne» ou «police au Canada», en ce qui concerne l'assurance sur la vie, signifie une police ou un contrat de rente viagère qu'une compagnie, munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations d'assurance sur la vie au Canada, a émise en faveur d'une ou plusieurs personnes qui, à l'époque où cette police a été souscrite, résidaient au Canada; 40

«Police canadienne», assurance contre l'incendie.

gg) «police canadienne» ou «police au Canada», en ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, signifie une police d'assurance sur tous biens ou propriétés au Canada, émise par une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer des opérations d'assurance contre l'incendie; 45 50

«Secrétaire.»

«Société fraternelle de bénéfiques.»

«Surintendant.»

- hh*) «secrétaire» signifie et comprend le fonctionnaire qui remplit les fonctions ordinaires de secrétaire;
- ii*) «société fraternelle de bénéfiques» signifie une corporation possédant un système représentatif de gouvernement, et constituée en vertu des lois du Dominion du Canada, pour fins de fraternité, de bienfaisance, ou de religion, entre autres pour assurer exclusivement ses membres, ou les enfants à leur charge, contre les accidents, la maladie, l'invalidité ou la mort; et comprend une corporation ainsi constituée sur le plan de la mutualité aux fins d'assurer ainsi exclusivement ses membres ou les enfants à leur charge;
- jj*) «surintendant» signifie le surintendant des assurances.

PARTIE I.

PERMIS, CERTIFICATS ET DÉPÔTS.

Pas d'opérations sans permis.

3. Aucune compagnie ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada, à moins qu'elle ne détienne un permis délivré par le ministre en vertu des dispositions de la présente loi.

Certificat à une compagnie provinciale.

4. Le ministre peut accorder un certificat à une compagnie provinciale qui a la faculté ou la capacité d'exercer ses opérations dans toute l'étendue du Canada et d'obtenir le certificat prévu ci-après, et qui a demandé ce permis et s'est conformée aux dispositions de la présente loi applicables, en l'espèce, à une compagnie.

Dispositions applicables à une compagnie provinciale.

2. Une compagnie provinciale à qui un certificat est accordé devient dès lors et en conséquence assujétie aux dispositions de la présente loi applicables à une compagnie munie d'un permis sous son régime, sauf et excepté toute disposition qui aurait pour effet d'élargir, à quelque égard que ce soit, les pouvoirs ou droits corporatifs d'une compagnie provinciale en vertu de son acte probant.

3. Lorsque le présent article rend une disposition de la présente loi applicable à une compagnie provinciale, les mots «permis» et «munie d'un permis», où qu'ils se trouvent, doivent se lire, à l'égard de l'application de pareille disposition à une compagnie provinciale, comme si les mots «certificat» et «porteur d'un certificat» leur étaient substitués.

Sont censées autorisées les compagnies munies du permis exigé par la Loi des assurances.

5. Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, détient un permis en vertu des dispositions de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés*, 1927, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente loi antérieurement à l'obtention d'un permis, et le permis que la compagnie détient à ladite date est censé avoir

été obtenu en vertu des dispositions de la présente loi, et la compagnie est assujétie aux dispositions de ladite loi.

Compagnies provinciales.

2. Toute compagnie provinciale qui, à ladite date, détient un permis sous le régime de ladite loi, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente loi antérieurement à l'obtention d'un certificat et avoir obtenu un certificat sous le régime de la présente loi, et elle est assujétie aux dispositions de la présente loi applicables à une compagnie provinciale. 5

Dépôt en cas de permis.

6. Dès que la compagnie qui demande un permis a 10 déposé entre les mains du ministre les valeurs ci-après mentionnées, et qu'elle s'est par ailleurs conformée aux prescriptions de la présente loi, le ministre peut, sous réserve des dispositions ci-après contenues, délivrer le permis.

Nom de la compagnie.

7. Avant de délivrer un permis à une compagnie ou à 15 une compagnie provinciale, le ministre doit se convaincre que le nom corporatif de la compagnie n'est pas celui d'une autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, ni un nom susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie ou par ailleurs inacceptable pour raisons 20 d'ordre public.

Formule du permis.

8. Le permis doit être selon la formule ou les formules que le ministre détermine, quand il y a lieu, pour les différentes catégories de compagnies, et doit spécifier les opérations à exercer par la compagnie, de même que toutes les restrictions ou conditions que le ministre, conformément aux dispositions de la présente loi, juge convenables. 25

Contenu du permis.

2. Le permis doit certifier que la compagnie s'est conformée aux dispositions et conditions de sa loi de constitution ou autre acte probant, ainsi qu'aux dispositions et conditions de la présente loi, avant l'obtention de son permis, et qu'elle est dans une situation financière convenable pour commencer à exercer, sous le régime et en conformité des dispositions de la présente loi, les pouvoirs que lui confère ladite loi de constitution ou autre acte probant. 30 35

Durée du permis.

3. Le permis expire le trente et unième jour de mars de chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, subordonné à toute réserve ou restriction jugée opportune. Toutefois, ce permis peut, quand il a lieu, être renouvelé pour toute période de moins d'une année. 40

Contenu du renouvellement.

4. Tout renouvellement d'un permis doit certifier, sur le rapport du surintendant, que la compagnie a continué de se conformer aux dispositions de sa loi de constitution et de la présente loi, et que, d'après un état de ses affaires, elle est solvable. 45

Validité.

5. La validité d'un permis censé délivré par le ministre en vertu de la présente loi, ne peut être contestée ni au nom ni à la demande d'une personne autre que le ministre.

17. Le permis peut autoriser les opérations de la classe ou des classes d'assurances mentionnées en la présente loi en tout ou en partie pour les lieux convenables. Toutefois, et en particulier, le permis peut autoriser les opérations de la classe d'assurances mentionnées en la présente loi, à condition que le titulaire du permis accorde avant l'adoption de la présente loi, aucune compagnie ne peut obtenir un permis d'assurance à entreprendre l'assurance-vie combinée avec une autre classe d'assurances, à moins qu'elle ne soit autorisée en vertu de la présente loi, et que des règlements soient faits en ce qui concerne les débiteurs de la présente loi pour la seule protection des débiteurs de la présente loi de cette compagnie et non appliqué à l'égard de réajustements résultant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations que la compagnie assure.

18. Aucune compagnie ne doit émettre de polices couvrant une catégorie d'assurances qui n'est pas spécifiée dans le permis pour lors en vigueur.

19. Toute société étrangère de bénéficiaires qui demande le permis exigé par la présente loi, avant la délivrance de ce permis, dépositaire des fonds du ministre, en valeurs de la présente loi, doit déposer, à cet égard, la somme de six mille dollars.

20. Toute compagnie, autre qu'une société étrangère de bénéficiaires, qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, dépositaire des fonds du ministre, en valeurs de la présente loi, en espèces, en lettres de change, en titres d'assurances, en titres de cinquante mille dollars, contre l'incendie, la somme de cinquante mille dollars.

21. Il s'agit d'un permis pour une autre classe d'assurances, la somme que peut fixer le Conseil du trésor.

22. Tous ces dépôts et tous les autres dépôts que requièrent les dispositions de la présente loi peuvent être effectués par toute compagnie.

23. En valeurs fédérales du Canada ou émanées par le Dominion du Canada; ou en valeurs d'une province du Canada ou émanées par elle, ou en valeurs du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande; ou de tout Dominion ou colonie britannique, ou émanées par ces pays.

24. La valeur de ces titres doit être cotée au cours du marché au moment du dépôt, mais non pas au-dessus de leur valeur nominale.

25. Il est fait en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que déterminent le Conseil du trésor.

26. Si la valeur marchande de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur

17. Le permis peut autoriser les opérations de la classe ou des classes d'assurances mentionnées en la présente loi en tout ou en partie pour les lieux convenables. Toutefois, et en particulier, le permis peut autoriser les opérations de la classe d'assurances mentionnées en la présente loi, à condition que le titulaire du permis accorde avant l'adoption de la présente loi, aucune compagnie ne peut obtenir un permis d'assurance à entreprendre l'assurance-vie combinée avec une autre classe d'assurances, à moins qu'elle ne soit autorisée en vertu de la présente loi, et que des règlements soient faits en ce qui concerne les débiteurs de la présente loi pour la seule protection des débiteurs de la présente loi de cette compagnie et non appliqué à l'égard de réajustements résultant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations que la compagnie assure.

18. Aucune compagnie ne doit émettre de polices couvrant une catégorie d'assurances qui n'est pas spécifiée dans le permis pour lors en vigueur.

19. Toute société étrangère de bénéficiaires qui demande le permis exigé par la présente loi, avant la délivrance de ce permis, dépositaire des fonds du ministre, en valeurs de la présente loi, doit déposer, à cet égard, la somme de six mille dollars.

20. Toute compagnie, autre qu'une société étrangère de bénéficiaires, qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, dépositaire des fonds du ministre, en valeurs de la présente loi, en espèces, en lettres de change, en titres d'assurances, en titres de cinquante mille dollars, contre l'incendie, la somme de cinquante mille dollars.

21. Il s'agit d'un permis pour une autre classe d'assurances, la somme que peut fixer le Conseil du trésor.

22. Tous ces dépôts et tous les autres dépôts que requièrent les dispositions de la présente loi peuvent être effectués par toute compagnie.

23. En valeurs fédérales du Canada ou émanées par le Dominion du Canada; ou en valeurs d'une province du Canada ou émanées par elle, ou en valeurs du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande; ou de tout Dominion ou colonie britannique, ou émanées par ces pays.

24. La valeur de ces titres doit être cotée au cours du marché au moment du dépôt, mais non pas au-dessus de leur valeur nominale.

25. Il est fait en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que déterminent le Conseil du trésor.

26. Si la valeur marchande de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur

Classes d'assurance autorisées. Clause conditionnelle quant à l'assurance sur la vie combinée avec une autre classe.

9. Le permis peut autoriser les opérations de la classe ou des classes d'assurances, mentionnées en la présente loi ou non, que le ministre peut juger convenables. Toutefois, et subordonnément au renouvellement des permis accordés avant l'adoption de la présente loi, aucune compagnie ne peut obtenir un permis l'autorisant à entreprendre l'assurance-vie combinée avec une autre classe d'assurance, à moins qu'elle ne maintienne au Canada, relativement à ses opérations d'assurance-vie, des fonds séparés et distincts, ainsi que des valeurs disponibles pour la seule protection des détenteurs des polices d'assurance-vie de cette compagnie et non applicables au paiement de réclamations résultant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations que la compagnie exerce.

Les opérations spécifiées sont seules autorisées.

2. Aucune compagnie ne doit émettre de polices couvrant une catégorie d'assurance qui n'est pas spécifiée dans le permis pour lors en vigueur.

Dépôt entre mains du ministre par société fraternelle de bénéfiques.

10. Toute société fraternelle de bénéfiques qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, déposer entre les mains du ministre, en valeurs telles que ci-après spécifiées à cet égard, la somme de dix mille dollars.

Par autres compagnies.

2. Toute compagnie, autre qu'une société fraternelle de bénéfiques, qui demande le permis exigé par la présente loi, doit, avant la délivrance de ce permis, déposer entre les mains du ministre, en lesdites valeurs,

a) s'il s'agit d'un permis d'assurance-vie ou d'assurance contre l'incendie, la somme de cinquante mille dollars, et

b) s'il s'agit d'un permis pour une autre classe d'assurance, la somme que peut fixer le Conseil du trésor.

Valeurs acceptables.

11. Tous ces dépôts et tous les autres dépôts que requièrent les dispositions de la présente loi peuvent être effectués par toute compagnie,

a) en valeurs fédérales du Canada ou garanties par le Dominion du Canada; ou en valeurs d'une province du Canada ou garanties par elle, ou en valeurs du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande ou de tout Dominion ou colonie britannique, ou garanties par ces pays.

Estimation.

2. La valeur de ces titres doit être cotée au cours du marché au moment du dépôt, mais non pas au-dessus de leur valeur nominale.

Acceptation d'autres valeurs.

12. S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que détermine le Conseil du trésor.

Dépôt supplémentaire, si la valeur des titres diminue.

2. Si la valeur marchande de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur

pour laquelle il a été déposé le mandat peut valoir à la compagnie d'effectuer un dépôt supplémentaire par lequel il la totalité des titres déposés par elle une valeur égale au montant du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer.

3. A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans les quinze jours après en avoir été avisé par le ministre, le ministre peut lui retirer son autorisation.

13. Une compagnie qui a obtenu le permis exigé par la présente loi peut toujours déposer entre les mains du ministre d'autres valeurs en sus du montant qu'elle est tenue de déposer en vertu de la présente loi.

14. Le ministre peut limiter en sa possession les titres qui lui sont remis de quelque façon qu'il en dispose conformément aux prescriptions de la présente loi applicables au dépôt exigé de cette compagnie, et comme si ces titres en étaient partie.

15. Si, à quelque moment, il éprouve qu'une compagnie a déposé entre les mains du ministre une somme supérieure au montant requis par les dispositions de la présente loi, (quel que soit le cas) s'il est convaincu que les intérêts des valeurs déposées de la compagnie n'en souffrent pas et après avoir fait la vérification et tiré les autres preuves qu'il croit opportunes, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent qu'il juge convenable; mais ce retrait peut être autorisé sans préavis.

16. Tant qu'une compagnie se conforme aux conditions prescrites par la présente loi et qu'il n'est survenu aucune violation de son engagement d'être tenu responsable pour sa part de l'organisation d'une compagnie pour sa part en fondation ou pour la distribution de son actif, l'excédent sur les valeurs existant le dépôt doit être remis à la compagnie aux échéances.

17. Avant délivrance d'un permis, toute compagnie doit déposer au département:

a) Un copie de sa charte, de sa loi de constitution ou de ses statuts, écrites, contenues par le lieutenant-gouverneur qui a l'original en sa garde; cependant, tout pareil document qui serait admis comme preuve devant une cour de justice est tenu pour valablement établi, ainsi que aux termes de la présente clause;

b) Une prescription de la compagnie à son agent ou mandataire principal au Canada, revêtue du sceau de la compagnie, et elle en a un, et signé par le président ou le secrétaire ou par d'autres fonctionnaires compétents en présence d'un témoin attestant sous serment ou par

17000

17000

17000

17000

17000

17000

17000

pour laquelle il a été déposé, le ministre peut notifier à la compagnie d'effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité des titres déposés par elle une valeur admise égale au montant du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer.

5

Défaut.

3. A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans les soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son autorisation.

Faculté d'effectuer des dépôts plus considérables.

13. Une compagnie qui a obtenu le permis exigé par la présente loi peut toujours déposer entre les mains du ministre d'autres valeurs, en sus du montant qu'elle est tenue de déposer en vertu de la présente loi.

Mode d'emploi.

2. Le ministre doit garder en sa possession les titres qui lui sont ainsi remis de surcroît, et il en dispose conformément aux prescriptions de la présente loi applicables au dépôt exigé de cette compagnie, et comme si ces titres en faisaient partie.

Retrait de l'excédent de dépôt.

14. Si, à quelque moment, il appert qu'une compagnie a déposé entre les mains du ministre une somme supérieure au montant requis par les dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut, s'il est convaincu que les intérêts des assurés canadiens de la compagnie n'en souffriront pas, et après avoir fait la notification et exercé les autres précautions qu'il croit opportunes, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent, qu'il juge convenable; mais ce retrait peut être autorisé sans préavis.

Remise de l'intérêt sur les dépôts.

15. Tant qu'une compagnie se conforme aux conditions prescrites par la présente loi et qu'il n'est signifié au ministre aucun avis d'un jugement définitif contre la compagnie, ou d'une ordonnance d'une cour compétente pour sa mise en liquidation ou pour la distribution de son actif, l'intérêt sur les valeurs constituant le dépôt doit être remis à la compagnie, aux échéances.

Production de documents.

16. Avant délivrance d'un permis, toute compagnie doit déposer au département:

Copie de la charte.

a) Une copie de sa charte, de sa loi de constitution ou de ses statuts, certifiée conforme par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa garde; cependant, tout pareil document qui serait admis comme preuve devant une cour de justice est tenu pour suffisamment authentiqué aux termes de la présente clause;

Procuration.

b) Une procuration de la compagnie à son agent ou mandataire principal au Canada, revêtue du sceau de la compagnie, si elle en a un, et signée par le président et le secrétaire ou par d'autres fonctionnaires compétents, en présence d'un témoin attestant sous serment ou par

10) la compagnie a continué d'être en liquidation pendant une période de six mois à compter de la date de la cessation des paiements; ou

11) la compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

12) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

13) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

14) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

15) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

16) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

17) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

18) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

19) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

20) La compagnie a été déclarée en faillite par un tribunal compétent.

Article 10

Article 11

Article 12

Article 13

Article 14

Article 15

17) Cette prescription s'applique à la compagnie et à ses dirigeants, à compter de la date de la cessation des paiements.

18) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

19) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

20) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

21) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

22) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

23) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

24) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

25) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

26) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

27) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

28) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

29) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

30) La compagnie et ses dirigeants sont responsables de la dette de la compagnie.

14) Chaque fois qu'une compagnie change son siège principal ou change son siège social au Canada, elle doit déposer une déclaration écrite, contenant le détail des changements qu'elle opère à ce propos, et contenant une déclaration écrite de ce qui concerne les obligations et les engagements de la compagnie.

15) Toute compagnie, lorsqu'elle change l'état annuel de son bilan, doit déposer au Québec, au moment de la modification à ce bilan, et au moment de la situation de son bilan, un document en ce qui concerne la situation de son bilan social ou de son bilan au mandataire principal, sans que la chose ait été déclarée au mandataire.

12) Les données de bilan des sociétés doivent être certifiées par un mandataire principal ou par un dirigeant de la compagnie, et être déposées dans le registre public de la compagnie, par le mandataire principal ou le dirigeant de la compagnie, au moment de la modification de son bilan social, dans le cas où il est déposé.

13) Les données de bilan des sociétés doivent être certifiées par un mandataire principal ou par un dirigeant de la compagnie, et être déposées dans le registre public de la compagnie, par le mandataire principal ou le dirigeant de la compagnie, au moment de la modification de son bilan social, dans le cas où il est déposé.

affirmation qu'elle a été dûment signée; et les charges officielles qu'occupent les signataires dans la compagnie doivent être attestées sous serment ou par affirmation par les fonctionnaires qui signent cette procuration, ou attestées par affirmation par quelqu'un 5
qui soit dûment renseigné sous ce rapport; et

c) Un état, dans la forme prescrite par le ministre, de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre qui précède, ou au jour où la compagnie a coutume d'établir son bilan, pourvu que 10
ce jour ne soit pas antérieur de plus de douze mois à celui du dépôt de l'état.

Etat de la situation et des affaires.

Contenu de la procuration.

17. Cette procuration doit:

a) Déclarer en quel lieu du Canada est ou doit être établi le siège social de la compagnie; et 15

b) Autoriser expressément le fondé de pouvoirs à recevoir les significations de toutes actions et procédures exercées contre la compagnie dans toute province du Canada, en raison d'engagements qu'elle a contractés, et aussi à recevoir du ministre et du surintendant les avis prescrits par la loi ou qu'il peut paraître opportun de donner; et 20

c) Déclarer que la signification des pièces relatives à ces engagements et la réception de ces avis, au siège social, ou personnellement au fondé de pouvoirs ou par lui, à 25
l'endroit où est situé ce siège social, sont légales et obligent la compagnie à tous égards.

Changement d'agent principal.

18. Chaque fois qu'une compagnie remplace son agent principal ou change son siège social au Canada, elle doit déposer une procuration comme susdit, contenant le 30
changement ou les changements qu'elle opère à ce propos, et contenant une déclaration semblable en ce qui concerne les significations et les avis susmentionnés.

Déclaration dans l'état annuel.

2. Toute compagnie, lorsqu'elle dresse l'état annuel prescrit ci-dessous, doit déclarer qu'il n'a été apporté aucune 35
modification à sa charte, à sa loi de constitution ou à ses statuts, ni aucun changement en ce qui concerne la situation de son siège social ou de son agent ou mandataire principal, sans que la chose ait été dûment notifiée au surintendant.

Doubles à déposer au greffe d'une cour supérieure.

19. Des doubles de toutes ces pièces, dûment certifiés 40
comme susdit, doivent être déposés au greffe d'une cour supérieure dans la province où est situé le siège social de la compagnie; ou, si le siège social se trouve dans la province de Québec, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district dans lequel il est établi. 45

Signification à son siège social, pour la compagnie.

20. Après que cette procuration et ces doubles ont été déposés comme susdit, toute signification d'action ou de 41826—2

20. La procuration déposé...
 21. Toute compagnie qui obtient...
 22. Le ministre doit faire...
 23. Lorsqu'une nouvelle...
 24. Le ministre doit en...
 25. Le ministre doit faire...
 26. Le ministre doit faire...
 27. Le ministre doit faire...
 28. Le ministre doit faire...
 29. Le ministre doit faire...
 30. Le ministre doit faire...

1870
 1871
 1872
 1873
 1874
 1875
 1876
 1877
 1878
 1879
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900
 1901
 1902
 1903
 1904
 1905
 1906
 1907
 1908
 1909
 1910
 1911
 1912
 1913
 1914
 1915
 1916
 1917
 1918
 1919
 1920
 1921
 1922
 1923
 1924
 1925
 1926
 1927
 1928
 1929
 1930
 1931
 1932
 1933
 1934
 1935
 1936
 1937
 1938
 1939
 1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025

Département des affaires

31. Le ministre doit faire...
 32. Le ministre doit faire...
 33. Le ministre doit faire...
 34. Le ministre doit faire...
 35. Le ministre doit faire...
 36. Le ministre doit faire...
 37. Le ministre doit faire...
 38. Le ministre doit faire...
 39. Le ministre doit faire...
 40. Le ministre doit faire...
 41. Le ministre doit faire...
 42. Le ministre doit faire...
 43. Le ministre doit faire...
 44. Le ministre doit faire...
 45. Le ministre doit faire...
 46. Le ministre doit faire...
 47. Le ministre doit faire...
 48. Le ministre doit faire...
 49. Le ministre doit faire...
 50. Le ministre doit faire...

procédures instituées contre la compagnie relativement à des engagements contractés dans une province du Canada, peut se faire valablement à la compagnie, à son siège social; et cette signification est réputée faite à la compagnie.

Signification substitutive.

2. Si la procuration déposée cesse d'être valable ou utile pour quelque cause que ce soit, ou si une signification ne peut se faire autrement, la cour ou le juge peut ordonner qu'une signification substitutive de pièces ou procédures soit faite au moyen de la publication de tel avis qui lui paraît nécessaire dans les circonstances, pendant au moins un mois, dans au moins un journal; et cette publication est censée être une signification de pièces ou procédures dûment faite à la compagnie. 5 10

Avis de l'obtention d'autorisation.

21. Toute compagnie qui obtient pour la première fois un permis, doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou du lieu où est établi son siège social; et l'avis, en ce cas, doit être publié pendant quatre semaines. 15

Publication de la liste des compagnies autorisées.

22. Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la *Gazette du Canada*, une liste des compagnies qui ont obtenu le permis exigé par la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chacune d'elles. 20

Nouvelles compagnies.

2. Lorsqu'une nouvelle compagnie a reçu un permis, ou lorsque le permis d'une compagnie lui a été retiré dans l'intervalle de deux publications trimestrielles de cette liste, le ministre doit en donner avis pendant quatre semaines dans la *Gazette du Canada*. 25

Département des assurances.

Département des assurances.

23. Est institué un département du gouvernement du Canada, appelé département des assurances, que préside le ministre. 30

Surintendant des assurances.

2. Le gouverneur en conseil peut nommer un fonctionnaire, appelé surintendant des assurances, qui est le sous-chef du département et qui occupe cette fonction durant bon plaisir; et il doit être payé à ce fonctionnaire le traitement autorisé par la loi. 35

Le titulaire actuel reste en fonctions.

3. Le présent titulaire de la charge de surintendant des assurances continuera à exercer ses fonctions durant bon plaisir, et il recevra le traitement autorisé par la loi.

Fonctionnaires et commis.

4. Peuvent être nommés, de la manière autorisée par la présente loi, les fonctionnaires, commis et serviteurs nécessaires à la bonne administration du département. 40

Le surintendant est sous la direction du ministre.

24. Le surintendant doit agir d'après les instructions du ministre, et, quand il y a lieu, faire pour ce dernier un examen et un compte rendu de toutes les affaires qui se 45

... les ...

25. La ...

...

26. La ...

...

27. La ...

...

28. La ...

...

29. La ...

...

30. La ...

...

31. La ...

...

32. La ...

...

33. La ...

...

rattachent aux assurances, telles que pratiquées par les diverses compagnies autorisées par permis à exercer des opérations au Canada, ou auxquelles la présente loi prescrit de rendre compte de leurs affaires.

- 25.** Le surintendant, non plus que tout fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne peut, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie d'assurance exerçant des opérations au Canada ou munie du permis exigé par la présente loi. 5
- 26.** Le surintendant doit: 10
- a)* Tenir un registre des diverses pièces que chaque compagnie est obligée par la présente loi de déposer devant les cours supérieures du Canada;
- b)* Inscrire dans un livre, sous l'en-tête de la compagnie, les valeurs déposées à son compte entre les mains du ministre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; et ce livre doit être accessible au public pour consultation; 15
- c)* Dans chaque cas, avant la délivrance d'un nouveau permis ou le renouvellement d'un permis, présenter un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des prescriptions de la loi et lui apprendre que la compagnie, d'après l'état qu'elle a fourni de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements; 20
- d)* Tenir un registre où les permis sont inscrits à mesure qu'ils sont délivrés; 25
- e)* Visiter en personne, ou faire visiter par un membre compétent de son personnel, le siège social de chaque compagnie au Canada, au moins une fois par année; 30 examiner soigneusement l'exposé de sa situation et de ses affaires comme le prescrit la présente loi, et faire rapport au ministre sur les choses qui réclament son attention et une décision de sa part;
- f)* Préparer pour le ministre, d'après cet exposé, un rapport annuel, contenant le détail complet des opérations de chaque compagnie, un résumé de ses opérations dans chaque branche d'assurance, avec mention du nom de chaque compagnie et une classification des faits extraits des états fournis par chaque compagnie. 40
- 27.** Si, après avoir soigneusement étudié la situation et les affaires d'une compagnie autorisée par permis à exercer des affaires au Canada, le surintendant juge, d'après les états annuels ou autres fournis par elle au ministre, ou pour toute autre cause, qu'il est nécessaire et opportun d'examiner plus à fond ses affaires, et s'il adresse à cet effet un rapport au ministre, ce dernier, usant de sa discrétion, peut charger le surintendant de se rendre au siège social de cette 45

Le surintendant ne peut être actionnaire dans compagnies d'assurance.

Fonctions du surintendant.

Effets déposés.

Rapport relatif à l'autorisation.

Registre des autorisations.

Visite au siège social.

Rapport annuel.

Visite d'inspection aux compagnies.

compagnie peut y passer et assister à tout instant ses affaires et après les avoir examinées nécessaires afin de constater sa situation et ses affaires de remplir ses obligations et de s'assurer en elle à ses conditions à toutes les dispositions de la présente loi applicables à ses opérations.

3. Les fondateurs ou agents de cette compagnie doivent tenir compte de tout ce qui se rapporte à son état, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

4. Pour les cas de cette compagnie le statut doit être tel qu'il est en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

Compagnie
Statut
Liquidation
Liquidation
Liquidation

5. Après cette époque le statut doit être tel qu'il est en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

6. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

7. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

8. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

Statut
Liquidation
Liquidation
Liquidation

9. Pour la mise à exécution de la présente loi, le président de la compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

10. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

11. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

12. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

Statut
Liquidation
Liquidation
Liquidation

13. Chaque année, avant que l'on se soit séparé de la compagnie, le président de la compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

14. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

15. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

16. La compagnie doit avoir en son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation, et en particulier de tout ce qui est relatif à son état de liquidation.

Statut
Liquidation
Liquidation
Liquidation

compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires et opérer les autres recherches nécessaires afin de constater sa situation et ses moyens de remplir ses engagements, et de s'assurer si elle s'est conformée à toutes les dispositions de la présente loi applicables à ses opérations. 5

Communication des livres de la compagnie au surintendant.

2. Les fonctionnaires ou agents de cette compagnie doivent faire ouvrir leurs livres pour que le surintendant puisse les examiner, et autrement faciliter à tous égards ses recherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire.

Interrogatoire sous serment.

3. Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut 10 interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de cette compagnie relativement à ses affaires.

Rapport des inspections.

28. Après cette enquête, le surintendant doit inscrire, dans un livre tenu à cette fin, un rapport relatif à toutes les compagnies ainsi visitées, l'accompagnant de notes et mé- 15 moires indiquant la situation de chaque compagnie.

Rapport spécial au ministre.

2. Le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial, par écrit, exprimant son opinion sur la position et la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée, et contenant tous autres renseignements qu'il est à propos de 20 faire connaître au ministre.

Questions à une compagnie et réponses.

29. Pour la mise à exécution de la présente loi, le présent article confère au surintendant l'autorisation et le pouvoir de demander des renseignements à toute compagnie d'assurance munie du permis exigé par la présente loi, ou au 25 président de la compagnie, à son gérant, actuaire ou secrétaire, relativement à son actif, ses placements, ses engagements, ses opérations ou sa situation, ou au sujet de toute autre matière se rattachant à ses affaires ou opérations; et il est du devoir de toute compagnie à laquelle il s'adresse 30 ainsi, de répondre promptement par écrit à ces demandes. Le surintendant peut, à sa discrétion, incorporer dans son rapport annuel au ministre les questions posées par lui sous l'autorité du présent article et les réponses qui y ont été faites.

Constatation des dépenses du département.

30. Chaque année, aussitôt que faire se peut après la clô- 35 ture de chaque année financière, en se référant aux comptes publics et par toute autre enquête ou investigation qu'il peut juger nécessaire, le surintendant doit constater et vérifier le montant total des frais subis par l'Etat, durant l'année financière précédente, pour appliquer la présente 40 loi ou concernant son application, et le montant des frais ainsi constaté et vérifié par le surintendant est définitif et péremptoire pour toutes fins du présent article.

Constatation des primes reçues par les compagnies.

2. Avant le trente et unième jour de décembre de chaque année financière, le surintendant doit aussi constater, 45 d'après les rapports faits en vertu des prescriptions de la présente loi et d'après tout autre renseignement qui peut être nécessaire ou utilisable, le montant total des primes

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 30 indiquent que les
compagnies d'assurance doivent déposer un rapport annuel
dans les délais prescrits. Il est également mentionné que
les compagnies doivent fournir des renseignements sur les
opérations effectuées pendant l'année écoulée. Ces
règles s'appliquent à toutes les compagnies d'assurance
opérant au Canada.

Article 30

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 30 indiquent que les
compagnies d'assurance doivent déposer un rapport annuel
dans les délais prescrits. Il est également mentionné que
les compagnies doivent fournir des renseignements sur les
opérations effectuées pendant l'année écoulée. Ces
règles s'appliquent à toutes les compagnies d'assurance
opérant au Canada.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 30 indiquent que les
compagnies d'assurance doivent déposer un rapport annuel
dans les délais prescrits. Il est également mentionné que
les compagnies doivent fournir des renseignements sur les
opérations effectuées pendant l'année écoulée. Ces
règles s'appliquent à toutes les compagnies d'assurance
opérant au Canada.

21. Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

Formule des compagnies

22. Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

(1) Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

(2) Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

(3) Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

(4) Les compagnies d'assurance doivent déposer un rapport
annuel dans les délais prescrits. Ce rapport doit
contenir les renseignements suivants :

1. Le nom de la compagnie
2. L'adresse de la compagnie
3. Le montant des primes
4. Le montant des sinistres

brutes encaissées au Canada au cours de la dernière année civile par chaque compagnie munie du permis exigé par la présente loi. Il doit aussi, dans chaque cas, constater le montant des primes brutes ainsi encaissées et en déduire le montant des dividendes servis ou alloués par chaque pareille compagnie à ses porteurs de polices au Canada durant ladite année civile, et la constatation du surintendant quant au montant susdit, lorsque certifiée sous son seing, est définitive et péremptoire. 5

REMARQUE:—

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 30 indiqués entre crochets ne font pas partie du présent bill. Ils sont imprimés aux seules fins d'indication, et ils seront disjointes avant l'adoption du bill par le Sénat. Il est projeté de les présenter à la Chambre des communes.

Dépôt du rapport annuel du surintendant devant le Parlement.

31. Le ministre est tenu de déposer devant le Parlement le rapport annuel du surintendant, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de chaque session. 10

Pouvoirs des compagnies.

Assurance contre invalidité totale.

32. Toute compagnie munie du permis exigé par la présente loi et autorisée par sa loi de constitution à exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, peut: 15

a) Inclure, dans toute police d'assurance-vie, l'assurance (i) contre l'invalidité totale et permanente résultant d'accident ou de maladie, sauf restriction que, advenant pareille invalidité, la compagnie est libre de renoncer aux primes devant échoir par la suite, mais l'indemnité payable ne doit pas excéder un montant égal à la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité, était payable en cas de décès; 20

Autre invalidité.

(ii) contre l'invalidité résultant d'accident ou de maladie, autre que l'invalidité totale et permanente, sauf restriction que l'indemnité d'invalidité ne doit pas excéder un taux hebdomadaire de un demi de un pour cent de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité, était payable en cas de décès, et 25

[3. Le surintendant doit alors constater la proportion ou le pourcentage que la totalité des frais ainsi déterminés et vérifiés comporte à l'égard de l'ensemble des recettes nettes susdites, et il doit veiller à ce que soit préparée une cotisation, relativement à chacune des compagnies susdites, d'une somme égale à ce pourcentage du montant total des primes brutes encaissées au Canada par chacune desdites compagnies respectivement, moins les dividendes qu'elle a ainsi servis; et dès que le surintendant a certifié cette cotisation, elle devient obligatoire pour lesdites compagnies et chacune d'elles, et elle est définitive et péremptoire.

4. La cotisation ainsi évaluée à l'égard de chaque compagnie constitue une dette payable à Sa Majesté, et elle est payable sur demande du surintendant, et peut être recouvrée à titre de dette devant tout tribunal compétent.]

- que cette indemnité ne doit pas excéder en tout la moitié de ladite somme assurée;
- Mort par accident. (iii) contre la mort résultant d'accident, sauf restriction que le montant assuré en cas de mort par accident ne doit pas excéder le double de la somme assurée qui, lors cette mort par accident, était payable en cas de décès provenant d'autres causes. Toutefois, les pouvoirs que confère le présent alinéa n'ont pas l'effet d'accroître le montant de l'indemnité d'invalidité qui peut être assuré en vertu des pouvoirs conférés par les sous-alinéas (i) et (ii) du présent alinéa; 5 10
- Annuités. b) Vendre des annuités de toutes sortes, qu'elles dépendent de la vie humaine ou d'autres causes, qu'elles soient perpétuelles ou à terme, immédiates ou différées, contingentes ou d'autre nature; et 15
- Polices de rachat et d'amortissement. c) Emettre des polices pourvoyant à l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, de dépréciation, de renouvellement ou de bénéfices d'assurance à capital différé. 15
- Pouvoirs conférés par charte tenus pour amendés. 2. Toute pareille compagnie peut exercer les pouvoirs mentionnés au présent article comme s'ils lui avaient été conférés par sa loi de constitution, et ladite loi de constitution de toute pareille compagnie est tenue pour amendée en conséquence. 20
- Pouvoir restreint d'entreprendre assurance-vie combinée avec autres classes. **33.** Le pouvoir d'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer les opérations d'assurance-vie, ne doit pas être exercé de manière à combiner cette assurance dans la même police avec d'autres classes d'assurance, sauf dans la mesure autorisée par l'article précédent de la présente loi. 25 30
- Restriction du pouvoir dans l'assurance contre l'incendie. 2. Le pouvoir conféré à une compagnie munie du permis exigé par la présente loi pour l'autoriser à exercer les opérations d'assurance contre l'incendie, ne l'autorise pas à émettre de polices couvrant une période de plus de trois années. 35
- Une copie des polices à déposer chez le surintendant. **34.** Aucune compagnie munie du permis exigé par la présente loi, ne doit émettre de polices au Canada tant qu'une copie du formulaire de ces polices n'a pas été communiquée au surintendant, par lettre recommandée et affranchie. 40
- Pouvoirs uniformes de faire des placements. **35.** Les pouvoirs d'opérer des prêts et des placements, prescrits par la présente loi, sont les pouvoirs, en matière de prêts et de placements, de toutes les compagnies autorisées à exercer les opérations d'assurance sur la vie. Est par la présente loi abrogée toute disposition contenue dans une loi spéciale ou ailleurs et conférant à une compagnie d'autres pouvoirs ou des pouvoirs plus étendus en matière de prêts et de placements. 45
- Abrogation.

Réaliser
dans les
cinq ans
les valeurs
ou biens non
autorisés.

2. Toute compagnie provinciale qui obtient le permis exigé par la présente loi et qui a en portefeuille ou en fiducie pour elle chez les fiduciaires, à la date de la délivrance de ce permis, des prêts ou des placements, ou des valeurs qui les représentent et qui ne sont pas valables et suffisants sous le régime de la présente loi, doit en disposer absolument et les réaliser dans les cinq ans à dater de la délivrance de ce permis, à moins que pareils prêts ou placements ne soient alors valables et suffisants sous le régime de la présente loi. 5 10

Prorogation
de délai.

3. Sur rapport du ministre, le gouverneur en conseil peut, s'il tient pour acceptables les motifs qui lui sont présentés, étendre d'une période d'un an au plus le délai mentionné au paragraphe précédent pour disposer des valeurs confiées à la compagnie ou aux fiduciaires, ainsi qu'il est prévu audit paragraphe. 15

Placement
des fonds
de compagnie
d'assurance-
vie.
En titres
de l'Etat.

36. Toute compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance sur la vie peut consacrer ses fonds ou toute partie de ses fonds à l'achat

a) Des débetures, obligations, actions ou autres valeurs émises ou garanties par le gouvernement fédéral du Canada ou émises ou garanties par le gouvernement d'une province du Canada; ou émises ou garanties par le gouvernement de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou de l'un de ses dominions, colonies ou dépendances; ou émises ou garanties par le gouvernement d'un pays étranger, ou d'un Etat formant partie de ce pays étranger; ou émises par une corporation municipale ou scolaire au Canada dans un autre pays où la compagnie exerce des opérations; ou garanties par une corporation municipale au Canada; ou garanties par des impôts ou taxes levés sous l'autorité du gouvernement d'une province du Canada sur des biens situés dans cette province, et percevables par les municipalités où sont situés ces biens; 20 25 30 35

Obligations
garanties par
hypothèque.

b) (i) Des obligations d'une corporation, si ces obligations sont garanties à des fiduciaires ou à une corporation de fiducie par hypothèque ou mort-gage sur des biens-fonds ou sur un autre actif d'une classe ou de classes que le présent article autorise, à titre de placements d'une compagnie canadienne d'assurance-vie; ou 40

Débetures.

(ii) Des débetures ou autres titres de créances d'une corporation qui a payé des dividendes réguliers sur ses actions privilégiées ou sur ses actions ordinaires pendant une période d'au moins cinq ans immédiatement avant la date de ce placement, en pareilles débetures ou autres titres de créances; ou 45

En actions
privilégiées.

(iii) Des actions privilégiées de toute corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ces actions ou sur ses actions ordinaires durant au moins les 50

une année qui est précédé l'achat de ces actions
privées ou des actions d'une corporation qui sont
garanties par une corporation qui a régulièrement
servi des dividendes sur ses actions privilégiées ou
actions ordinaires durant au moins les cinq années
qui ont précédé l'achat de ces actions privilégiées. Ce-
pendant, le montant des actions ainsi garanties ne
doit pas dépasser cinquante pour cent du montant
des actions privilégiées ou ordinaires selon le cas de
la corporation qui les garantit; et

Les actions
privées

(iv) Les actions ordinaires d'une corporation au mo-
ment où il a été réajusté par le paiement des dividendes
à un moins qu'un pour cent par année ou dans le
cas d'actions sans valeur au pair d'un moins qu'un
dollar par action annuellement durant les sept années
qui ont immédiatement précédé l'achat de ces actions
ordinaires; mais toute partie comprise ne peut
exéder plus de trois pour cent des actions ordinaires
et plus de quatre pour cent de l'émission totale des
actions d'une corporation et il est interdit à toute
corporation de placer des fonds en actions de son
propre capital ou en actions d'une autre corporation
autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie.

Les actions
ordinaires

Les actions
privées

D'autre part, si une partie est autorisée à la suite d'une
réorganisation volontaire de son compte capital et
sans affecter la valeur ni diminuer la valeur de ses titres
en circulation, y compris son capital social, à sub-
stituer des actions ordinaires sans valeur au pair à des
actions ayant une valeur au pair, ainsi les dividendes
désormais sur les dites actions sans valeur au pair sont
considérés être des dividendes de quatre dollars au moins
par action et par année, si le montant en est équivalent
à quatre pour cent au moins des dites actions ordinaires
ayant une valeur au pair et du produit d'une émission
substituée d'actions ordinaires faite à l'époque de
la substitution d'actions ordinaires ou postérieurement;
et dans ces circonstances, des dividendes de quatre
pour cent au moins par année sur les actions ordinaires
ayant une valeur au pair, immédiatement antérieures
à la substitution, sont considérés être des dividendes sur
les actions sans valeur au pair; ou

Les actions

Les actions
privées

(v) Les titres fonciers ou d'hypothèques ou droits-gages
sur biens-fonds au Canada, ou titres autres que les
la compagnie poursuit ses opérations, pourvu que le
montant payé pour établir les hypothèques ou droits-
gages ne dépasse en aucun cas soixante pour cent de la
valeur du bien-fonds ainsi grevé; ou

(vi) Les actions ou contrats d'assurance sur la vie ou l'as-
surance à capital théorique, émis par la compagnie ou par
toute autre compagnie autorisée à exercer les opéra-
tions d'assurance-vie au Canada.

Les actions
privées

- cinq années qui ont précédé l'achat de ces actions privilégiées, ou des actions d'une corporation qui sont garanties par une corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ses actions privilégiées ou actions ordinaires durant au moins les cinq années 5
 qui ont précédé l'achat de ces actions garanties. Cependant, le montant des actions ainsi garanties ne doit pas dépasser cinquante pour cent du montant des actions privilégiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation qui les garantit; ou 10
- Clause conditionnelle.
- En actions ordinaires. (iv) Des actions ordinaires d'une corporation sur lesquelles il a été régulièrement servi des dividendes d'au moins quatre pour cent par année, ou, dans le cas d'actions sans valeur au pair, d'au moins quatre dollars par action annuellement durant les sept années 15
 qui ont immédiatement précédé l'achat de ces actions ordinaires; mais nulle pareille compagnie ne peut acheter plus de trente pour cent des actions ordinaires ni plus de trente pour cent de l'émission totale des actions d'une corporation, et il est interdit à toute 20
 compagnie de placer des fonds en actions de son propre capital ou en actions d'une autre compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie.
- Clause restrictive.
- Restriction. D'autre part, si une pareille corporation, à la suite d'une réorganisation volontaire de son compte capital et 25
 sans affecter la cote ni diminuer la valeur de ses titres en circulation, y compris son capital social, a substitué des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur lesdites actions sans valeur au pair sont 30
 censés être des dividendes de quatre dollars au moins par action et par année, si la somme en est équivalente à quatre pour cent au moins desdites actions ordinaires ayant une valeur au pair et du produit d'une émission additionnelle d'actions ordinaires faite à l'époque de 35
 la substitution d'actions susdite ou postérieurement; et dans ces circonstances, des dividendes de quatre pour cent au moins par année sur les actions ordinaires ayant une valeur au pair, immédiatement antérieurs à la substitution, sont censés être des dividendes sur 40
 les actions sans valeur au pair; ou
- En hypothèques ou morts-gages sur biens-fonds. c) Des rentes foncières, ou d'hypothèques ou morts-gages sur biens-fonds au Canada, ou situés autre part où la compagnie poursuit ses opérations, pourvu que le montant payé pour semblable hypothèque ou mort- 45
 gage ne dépasse en aucun cas soixante pour cent de la valeur du bien-fonds ainsi grevé; ou
- En polices sur la vie. d) De polices ou contrats d'assurance sur la vie ou d'assurance à capital différé, émis par la compagnie ou par toute autre compagnie autorisée à exercer les opéra- 50
 tions d'assurance-vie au Canada.

2. L'actif comptable peut être en excès ou en déficit sur le passif.

a) L'obligation de déduction d'actions en déduction de l'actif comptable en pareille mesure que le montant porté sur le bilan de la compagnie au moment où les actions ont été émises, le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises, ou le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises, ou le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises.

b) L'obligation de déduction d'actions en déduction de l'actif comptable en pareille mesure que le montant porté sur le bilan de la compagnie au moment où les actions ont été émises, le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises, ou le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises, ou le montant des actions en excès sur le passif de la compagnie au moment où les actions ont été émises.

3. Le Conseil de la compagnie peut autoriser cette compagnie à recevoir des obligations, actions ou débiteurs en règlement de ses obligations précédentes au présent article.

a) Le paiement total ou partiel de valeurs vendues par cette compagnie en vertu d'un traité de bonne foi pour la réorganisation d'une compagnie dans les valeurs existantes précédemment possédées par cette compagnie, ou pour la fusion avec une autre compagnie de la réorganisation dont les valeurs existantes possédées par les obligations, actions ou débiteurs dont l'échange est autorisé, doivent être absolument vendus ou aliénés dans les cinq ans de leur acquisition, ou dans tout délai supplémentaire ne dépassant pas un an après l'expiration de ce délai par le décompte sur rapport du gouverneur en conseil par le décompte à la section 32, à moins qu'il ne puisse être démontré à la satisfaction du ministre que les obligations, actions ou débiteurs dont l'acquisition est autorisée n'ont pas été aliénés en vertu d'un traité de bonne foi.

4. Afin d'établir la valeur de placement conformément au présent article, des actions privilégiées ou ordinaires d'une compagnie dont le compte capital a été volontairement remboursé sans qu'il ait été porté atteinte à la valeur de ses titres en cours, y compris son capital, les dividendes servis sur les actions privilégiées et sur les actions ordinaires comme dividendes servis sur ces actions pendant la période de la réorganisation.

5. Il est interdit à toute compagnie de payer aucune partie de son fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires ou à l'épouse ou à un enfant de son administrateur.

1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050

Prêts de
fonds.

2. Pareille compagnie peut prêter ses capitaux en tout ou en partie sur la garantie

Restriction.

a) D'obligations, de débetures, d'actions ou d'autres valeurs mentionnées au paragraphe précédent; sauf, cependant, que le montant prêté sur la garantie de ces titres ne doit pas dépasser le montant qui aurait pu être placé en ces valeurs conformément aux dispositions du paragraphe précédent; ou

Restriction.

b) D'immeubles ou de baux pour un certain nombre d'années, ou d'autres biens ou d'intérêts dans ces biens au Canada ou ailleurs où la compagnie exerce des opérations; toutefois, nul prêt de cette nature ne doit excéder soixante pour cent de la valeur de l'immeuble ou de l'intérêt dans cet immeuble qui constitue la garantie du prêt; mais la présente restriction n'est pas censée interdire à une compagnie d'accepter, en paiement partiel d'immeubles vendus par elle, un mort-gage ou une hypothèque sur ces immeubles pour plus de soixante pour cent du prix de vente de ces immeubles.

Le Conseil
du trésor
peut auto-
riser l'accep-
tation
d'autres
valeurs.

3. Le Conseil du trésor peut autoriser cette compagnie à accepter des obligations, actions ou débetures ne répondant pas aux prescriptions précédentes du présent article

a) en paiement total ou partiel de valeurs vendues par elle; ou

b) obtenues en vertu d'un traité de bonne foi pour la réorganisation d'une corporation dont les valeurs étaient antérieurement possédées par cette compagnie; ou pour la fusion avec une autre corporation, de la corporation dont les valeurs étaient ainsi possédées; mais les obligations, actions ou débetures, dont l'acceptation est ainsi autorisée, doivent être absolument vendues et aliénées dans les cinq ans de leur acquisition, ou dans tout délai supplémentaire ne dépassant pas un an que le gouverneur en conseil fixe et détermine sur rapport du ministre, à moins qu'il ne puisse être démontré à la satisfaction du ministre que les obligations, actions ou débetures dont l'acceptation est ainsi autorisée ne sont pas inférieures en cote ou en valeur aux titres auxquels elles ont été substituées.

Comment les
dividendes
sont comptés,
en cas de
réorganisation
du compte
de capital.

4. Afin d'établir la valeur de placement, conformément au présent article, des actions privilégiées ou ordinaires d'une corporation dont le compte capital a été volontairement réorganisé sans qu'il ait été porté atteinte à la cote, ni à la valeur de ses titres en cours, y compris son capital social, les dividendes servis sur les actions privilégiées et ordinaires de la corporation avant cette réorganisation peuvent être comptés comme dividendes servis sur ces actions respectives de la corporation.

Défense de
consentir
prêts aux
administra-
teurs ou

5. Il est interdit à cette compagnie de prêter aucune partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires, ou à l'épouse ou à un enfant de ces administra-

faire en conséquence, et ce n'est sur la garantie des
grands fonds de la compagnie.

4. Etant dans les cas prévus ci-dessus, la valeur comptable
totale des placements de toute parcelle comprise en actions
ordinaires ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent de la
valeur comptable de l'actif total au grand-livre de la com-
pagnie.

5. Et toute parcelle comprise débet à la date de la
mise en vigueur du présent paragraphe, des placements en
actions ordinaires représentés dans leur totalité aux
valeur comptable excédant de vingt-cinq pour cent la
valeur comptable totale de son actif au grand-livre à la date
de la disposition du paragraphe précédent ne doivent
pas s'appliquer à cette compagnie avant le premier jour de
janvier prochain à l'année terminée par la date desdits

6. Les montants de la valeur des actions de capital ordinaires
représentés par toute parcelle comprise après la mise en
vigueur du présent paragraphe et des deux paragraphes
précédents du présent article, comme desdites actions ordinaires
ou desdites actions de capital ordinaires, ou des placements
effectués par cette compagnie en actions ordinaires, ne sont
pas assés pour un placement en actions ordinaires pour les
fins des deux paragraphes précédents.

7. Toute parcelle comprise peut déposer, en dehors
du Canada, des fonds de son fonds de valeurs qui ont
été placés en vue pour le placement en actions ordinaires
dans le pays étranger. Néanmoins, un tel dépôt en un pays
étranger pour toutes les transactions qui s'y déroulent, ne
doit pas dépasser le montant de plus de cent mille dollars
ou, excédant le montant de plus de cent mille dollars
le dépôt ou le montant des réserves au les fonds de cette
compagnie dans le pays étranger, quel que soit le plus élevé
de ces deux montants. Toute parcelle comprise doit
garder en tout temps au Canada et sous son propre contrôle
un actif représentant, au cours du marché, une valeur au
moins égale au montant de ses engagements envers
tous les déposants, et au plus égal à son actif au Canada.

8. Il est entendu que les placements en valeurs ordinaires en
actions ordinaires de la compagnie
ne doivent pas excéder de plus de vingt-cinq pour cent de la
valeur comptable de l'actif total au grand-livre de la com-
pagnie.

9. Et toute parcelle comprise débet à la date de la
mise en vigueur du présent paragraphe, des placements en
actions ordinaires représentés dans leur totalité aux
valeur comptable excédant de vingt-cinq pour cent la
valeur comptable totale de son actif au grand-livre à la date
de la disposition du paragraphe précédent ne doivent
pas s'appliquer à cette compagnie avant le premier jour de
janvier prochain à l'année terminée par la date desdits

10. Les montants de la valeur des actions de capital ordinaires
représentés par toute parcelle comprise après la mise en
vigueur du présent paragraphe et des deux paragraphes
précédents du présent article, comme desdites actions ordinaires
ou desdites actions de capital ordinaires, ou des placements
effectués par cette compagnie en actions ordinaires, ne sont
pas assés pour un placement en actions ordinaires pour les
fins des deux paragraphes précédents.

Vertical text on the right margin, possibly bleed-through or marginal notes, including words like "L'actif", "le passif", "la valeur", "le montant", "le dépôt", "le placement", "le montant", "le dépôt", "le placement", "le montant", "le dépôt", "le placement".

fonction-
naires.

Limitation
des place-
ments en
actions
ordinaires.

Exception.

Actions
acquises
comme
dividendes
ne consti-
tuent pas un
placement.

Dépôts en
dehors du
Canada.

Ces valeurs
doivent être
gardées au
Canada.

teurs ou fonctionnaires, si ce n'est sur la garantie des propres polices de la compagnie.

6. Sauf dans les cas prévus ci-après, la valeur comptable totale des placements de toute pareille compagnie en actions ordinaires ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent de la valeur comptable de l'actif total au grand-livre de la compagnie. 5

7. Si toute pareille compagnie détient, à la date de la mise en vigueur du présent paragraphe, des placements en actions ordinaires représentant, dans leur totalité, une valeur comptable excédant de vingt-cinq pour cent la valeur comptable totale de son actif au grand-livre à ladite date, les dispositions du paragraphe précédent ne doivent pas s'appliquer à cette compagnie avant le premier jour de janvier postérieur à l'année durant laquelle le chiffre desdits placements est en premier lieu réduit à vingt-cinq pour cent ou à une moindre proportion de l'actif total au grand-livre de cette compagnie; et lesdites dispositions s'appliquent à compter de ladite date, Mais jusqu'à ladite date, cette compagnie ne doit effectuer aucun placement en actions ordinaires. 10 15 20

8. Le montant ou la valeur des actions de capital ordinaire acquises par toute pareille compagnie, après la mise en vigueur du présent paragraphe et des deux paragraphes précédents du présent article, comme bénéfiques additionnels ou dividendes sur les actions ordinaires, ou acquises dans l'exercice de droits ou privilèges dérivant des placements effectués par cette compagnie en actions ordinaires, ne sont pas censés être un placement en actions ordinaires pour les objets des deux paragraphes précédents. 25 30

37. Toute pareille compagnie peut déposer, en dehors du Canada, telle portion de ses fonds et valeurs qui est nécessaire ou utile pour maintenir une ou plusieurs succursales à l'étranger. Néanmoins, un tel dépôt en un pays étranger, pour toutes les succursales qui s'y trouvent, ne doit pas dépasser d'une somme de plus de cent mille dollars, cours canadien, le montant dont la loi étrangère exige le dépôt ou le montant des réserves sur les polices de cette compagnie dans le pays étranger, quel que soit le plus élevé de ces deux montants. Toute pareille compagnie doit garder en tout temps au Canada et sous son propre contrôle un actif, représentant, au cours du marché, une valeur au moins égale au montant de ses engagements totaux envers ses assurés au Canada, et sur cet actif une somme au moins égale aux deux tiers de sesdits engagements au Canada doit se composer de placements en valeurs canadiennes ou en prêts sur ces valeurs. 35 40 45

2. Toutes les valeurs de chaque pareille compagnie, autres que celles dont il est question au premier paragraphe du présent article, doivent être gardées au siège social de la 50

compagnie ou autre part au Canada; cependant, si un
négociant de l'étranger veut du Canada une partie quel-
conque de ses valeurs en vue de les détenir contre d'autres
valeurs autorisées en vertu de la présente loi, ou pour
quelque fin semblable, elles peuvent être transférées à cet effet à
une banque, corporation fiduciaire ou autre corporation
responsable qui exerce des opérations au dehors du Canada.

22. Tant que les bons sont de propriété des plaignants
précédemment énumérés par eux, et admissibles à
l'application de l'article du présent loi, il est interdit à toute
compagnie ou à ses administrateurs ou représentants ou
à aucun d'eux ou son nom, sous quelque forme que ce soit,
de faire de la compagnie ou pour son compte, d'être
directement ou indirectement employé, concerné ou impliqué
dans l'opération ou la mise en pied de toute autre
opération, mais rien dans la présente loi n'est censé inter-
dire à pareille compagnie de placer ses fonds en valeurs
à une nouvelle opération, tel que prévu à l'article trente-
six de la présente loi.

23. Aucune pareille compagnie ne doit solliciter ou
participer aux fonds de la compagnie, ni employer les
fonds de la compagnie, dans les opérations d'un caractère
de nature pour l'achat ou la vente de valeurs ou de biens
de toute nature, et tant que les bons sont de propriété des
plaignants d'ici énumérés par la compagnie, aucun autre
particulier ou intermédiaire ne doit entreprendre de spé-
culer en vue de pareil achat ou de pareille vente pour le
compte de ladite corporation, conjointement avec une autre
personne, tirée ou corporation. Toutefois, la présente arti-
cle n'est pas censé interdire la souscription, comme capital
à des opérations en valeurs que la présente loi autorise
comme étant des placements permises de fonds, ou qui
peuvent être effectués de la part d'une telle compagnie.

24. Toute compagnie, autre qu'une compagnie auto-
risée à exercer des opérations d'assurance-vie, peut consentir
ses fonds, ou quelque partie de ses fonds, à l'achat de l'une
quelconque des obligations, actions, dérivés ou autres
valeurs dans lesquelles la présente loi autorise, par ses
dispositions qui précèdent, une compagnie ainsi autorisée à
contracter ses fonds, à l'exception de contrats de rétro-
cession d'assurance-vie, d'assurance à capital différé ou
d'autres formes d'assurance-vie; ou elle peut acheter ses
fonds, ou quelque partie de ses fonds, sans la garantie de
l'une quelconque de ces obligations, ou des dérivés ou
autres valeurs autorisées, à l'exception de contrats de rétro-
cession d'assurance-vie, d'assurance à capital différé ou
d'autres formes d'assurance-vie, comme capital.

1901-1902
L'ANNUAIRE
DU
CANADA

1901-1902
L'ANNUAIRE
DU
CANADA

1901-1902
L'ANNUAIRE
DU
CANADA

1901-1902
L'ANNUAIRE
DU
CANADA

compagnie ou autre part au Canada; cependant, s'il est nécessaire de transférer hors du Canada une partie quelconque de ces valeurs en vue de les échanger contre d'autres valeurs autorisées en vertu de la présente loi, ou pour quelque fin semblable, elles peuvent être confiées à cet effet à une banque, corporation fiduciaire ou autre corporation responsable qui exerce des opérations en dehors du Canada. 5

Intérêt dans l'organisation d'autres corporations.

38. Sauf aux fins *bona fide* de protéger des placements précédemment effectués par elle, et subordonnement à l'approbation du Conseil du trésor, il est interdit à pareille compagnie et à ses administrateurs ou fonctionnaires ou à chacun d'eux en son nom, sous prétexte de placement des fonds de la compagnie ou pour autre raison, d'être directement ou indirectement employés, concernés ou intéressés dans l'organisation ou la mise sur pied de toute autre corporation; mais rien dans la présente loi n'est censé interdire à pareille compagnie de placer ses fonds en valeurs d'une nouvelle corporation, tel que prévu à l'article trente-six de la présente loi. 10 15 20

Restriction au syndicat de garantie.

39. Aucune pareille compagnie ne doit souscrire ou participer aux fonds de la compagnie, ni employer les fonds de la compagnie, dans les opérations d'un syndicat de garantie pour l'achat ou la vente de valeurs ou de biens de toute nature; et, sauf aux fins *bona fide* de protéger des placements déjà effectués par la compagnie, aucun administrateur ou fonctionnaire ne doit entreprendre de négociation en vue de pareil achat ou de pareille vente pour le compte de ladite corporation, conjointement avec une autre personne, firme ou corporation. Toutefois, le présent article n'est pas censé interdire la souscription, comme susdit, à des obligations ou valeurs que la présente loi reconnaît comme étant des placements permanents de bonne foi qui peuvent être effectués de la part d'une telle compagnie. 25 30

Clause conditionnelle.

Placements de compagnies autres que celles d'assurance-vie.

40. Toute compagnie, autre qu'une compagnie autorisée à exercer des opérations d'assurance-vie, peut consacrer ses fonds, ou quelque partie de ses fonds, à l'achat de l'une quelconque des obligations, actions, débetures ou autres valeurs dans lesquelles la présente loi autorise, par ses dispositions qui précèdent, une compagnie ainsi autorisée à consacrer ses fonds, à l'exception de contrats de rentes, de polices d'assurance-vie, d'assurance à capital différé ou d'autres polices d'assurance-vie; ou elle peut prêter ses fonds, ou quelque partie de ses fonds, sous la garantie de l'une quelconque de ces obligations, actions, débetures ou autres valeurs susdites, à l'exception de contrats de rentes, de polices d'assurance-vie, d'assurance à capital différé ou d'autres polices d'assurance-vie, comme susdit. 35 40 45

1. Les déclarations aux dispositions de présent article
 par les compagnies pour opérer des placements en actions
 entièrement acquittées de toute autre compagnie existant
 les opérations d'assurance ou de toute corporation con-
 stituée dans le Canada et dans le présent article par les
 lois du Dominion du Canada pour l'autoriser à exercer ces
 opérations au Canada; mais la somme totale des fonds
 placés en actions de cette nature ne doit pas excéder quinze
 pour cent de la valeur de l'actif de cette compagnie; et
 seul dans les cas prévus au présent paragraphe cette
 compagnie ne doit pas effectuer de placements en actions
 d'une autre compagnie ou corporation excepté les ordres
 dans l'assurance.

Section 10
 10.1
 10.2
 10.3
 10.4
 10.5

2. Toute partie d'assurance peut déposer au début de
 l'année un état de ses opérations et valeurs qu'il est nécessaire
 pour maintenir une ou plusieurs assurances à l'étranger;
 mais les autres valeurs de cette compagnie doivent toutes
 être gardées au siège social de la compagnie ou ailleurs en
 l'année. Cependant, la condition existante dans le para-
 graphe deux de l'article quatre-vingt de la présente loi
 s'applique à ces valeurs.

Section 11
 11.1
 11.2

3. Par dérogation aux dispositions de la présente loi
 cette compagnie doit en tout temps garder au Canada et
 dans son propre contrôle un actif d'une valeur égale
 au moins égale au montant de ses obligations totales envers
 ses porteurs de primes au Canada, ses occupants pour
 ses obligations à l'étranger de primes en cours au Canada
 et non déduites, une réserve de primes non exigées calculée
 au Canada pour la somme des primes.

Section 12
 12.1
 12.2

4.1. Toute compagnie peut prendre des valeurs admi-
 nistrées de toute nature pour assurer contre le risque
 assuré de ses assurés, ou pour assurer éventuellement la sécurité
 de ses opérations des valeurs en espèces ou en actions
 ou par la présente loi autorisée à placer ses fonds, ou sur
 lesquelles elle est ainsi autorisée à les placer.

Section 13
 13.1
 13.2

4.2. Tous les placements et débits de fonds d'une
 compagnie doivent être effectués en son nom exprès et
 son administration en toute indépendance de la compagnie
 et les membres d'un comité ayant quelque autorité sous le
 placement ou le décaissement de ses fonds ne doit recevoir
 directement ou indirectement, ni honoraires, courtages
 commission, don ou autre avantage, ni en position
 pour les prêts, débits, ventes, paiements ou décaissements
 opérés par cette compagnie ou ses membres ou représentants de
 leurs intérêts dans aucune affaire, vente ou achat, soit
 comme représentants, commissionnaires, courtiers, agents,
 titulaires ou bénéficiaires, et pour eux-mêmes ou pour leurs
 héritiers à tout les décaissements qu'il doit effectuer d'après son
 contrat.

Section 14
 14.1
 14.2
 14.3

Pouvoir de
placer des
fonds en
actions
d'autres
compagnies
d'assurance.

2. Par dérogation aux dispositions du présent article, pareille compagnie peut opérer des placements en actions entièrement acquittées de toute autre compagnie exerçant les opérations d'assurance ou de toute corporation constituée hors du Canada et munie du permis exigé par les lois du Dominion du Canada pour l'autoriser à exercer ces opérations au Canada; mais la somme totale des deniers placés en actions de cette nature ne doit pas excéder quinze pour cent de la valeur de l'actif de cette compagnie; et sauf dans les cas prévus au présent paragraphe, cette compagnie ne doit pas effectuer de placements en actions d'une autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance. 5 10

Dépôts en
dehors du
Canada.

3. Toute pareille compagnie peut déposer en dehors du Canada autant de ses capitaux et valeurs qu'il est nécessaire pour maintenir une ou plusieurs succursales à l'étranger; mais les autres valeurs de cette compagnie doivent toutes être gardées au siège social de la compagnie ou ailleurs au Canada. Cependant, la condition contenue dans le paragraphe deux de l'article trente-sept de la présente loi s'applique à ces valeurs. 15 20

Actif gardé
au Canada.

4. Par dérogation aux dispositions de la présente loi, cette compagnie doit en tout temps garder au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur cotée au moins égale au montant de ses obligations totales envers ses porteurs de polices au Canada, en comprenant parmi ces obligations, à l'égard de ses polices en cours au Canada et non échues, une réserve de primes non acquises calculée au prorata pour le temps non expiré. 25

Garantie
additionnelle.

41. Toute compagnie peut prendre des valeurs additionnelles de toute nature pour mieux garantir le remboursement de ses créances, ou pour mieux garantir la suffisance de quelqu'une des valeurs en lesquelles cette compagnie est par la présente loi autorisée à placer ses fonds, ou sur lesquelles elle est ainsi autorisée à les prêter. 30 35

Placements,
au nom
corporatif
seulement.

42. Tous les placements et dépôts de fonds d'une compagnie doivent être effectués en son nom corporatif, et nul administrateur ou autre fonctionnaire de la compagnie, et nul membre d'un comité ayant quelque autorité dans le placement ou la disposition de ses fonds ne doit accepter, directement ou indirectement, un honoraire, courtage, commission, don ou autre équivalent, ni en bénéficiant, pour les prêts, dépôts, achats, ventes, paiements ou échanges opérés par cette compagnie ou en son nom, ni être pécuniairement intéressé dans pareils achats, ventes ou prêts, soit comme emprunteur, commettant, co-commettant, mandataire ou bénéficiaire, sauf que, s'il est porteur de police, il a droit à tous les bénéfices qu'il doit retirer d'après son contrat. 40 45

Exception.

2. Si les lois d'un Etat ou d'un pays dans lequel une compagnie exerce ou est sur le point d'exercer des opérations, exigent que les dépôts opérés ou à opérer par cette compagnie dans cet Etat ou ce pays soient opérés au nom de toute personne ou corporation autre que ladite compagnie, ou lui soient transférés ou cédés, le présent article ne doit pas empêcher cette compagnie d'opérer au nom de cette autre personne ou corporation, ni de lui transférer ou céder, les placements et dépôts nécessaires pour se conformer auxdites lois.

Termes, mode et montant des prêts.

43. Tout prêt autorisé par la présente loi peut être effectué aux termes et conditions, de la manière et aux époques, pour tels montants, et peut être remboursable en tels montants, soit du capital, soit des intérêts, soit du capital et des intérêts en même temps, que les administrateurs déterminent quand il y a lieu.

Possession d'immeubles.

44. Par dérogation à toute disposition de sa loi de constitution ou de toute loi qui la modifie, une compagnie peut posséder les immeubles qui sont réellement nécessaires à son usage et occupation ou qui peuvent raisonnablement être nécessaires au développement naturel de ses affaires (y compris ceux qui, après avoir été légalement acquis, sont en sa possession à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi), ou ceux qui lui sont hypothéqués de bonne foi par voie de garantie, ou qui lui sont transportés en paiement de dettes ou de jugements.

Quant à la Grande-Bretagne.

2. Toute compagnie qui exerce des opérations dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, peut, avec le consentement du Conseil du trésor, y acquérir et posséder les immeubles que ses administrateurs jugent nécessaires pour l'usage de la succursale de la compagnie, ou pour le développement de ses opérations dans cette succursale.

Quant à la durée de la possession.

3. Aucun bien-fonds ou intérêt dans un bien-fonds, acquis à quelque époque que ce soit par la compagnie et dont elle n'a pas réellement besoin pour son usage et occupation, soit pour le présent soit pour l'avenir, ainsi qu'il est dit plus haut dans le présent article, et qu'elle n'a pas en sa possession à titre de garantie, ne peut être gardé par elle non plus que par un fiduciaire agissant en son nom durant plus de douze mois à dater de l'acquisition; mais il doit, à l'expiration de ce délai ou auparavant, être vendu et aliéné sans réserve, de telle sorte que la compagnie n'y retienne aucun intérêt si ce n'est à titre de garantie.

Confiscation.

4. Tout bien-fonds, ou tout intérêt dans un bien-fonds qui n'entre point dans les cas d'exceptions ci-dessus, et que la compagnie a gardé durant plus de douze ans sans l'aliéner, est susceptible d'être acquis par confiscation à Sa Majesté pour le compte du Canada; mais

Clause conditionnelle.

1	<p>a) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
2	<p>b) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
3	<p>c) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
4	<p>d) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
5	<p>e) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
6	<p>f) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
7	<p>g) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
8	<p>h) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
9	<p>i) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
10	<p>j) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>
11	<p>k) Nulle disposition de cette nature ne peut être émise sans l'approbation d'un tiers ou d'un comité d'un tiers nommé par le ministre de la Reine en consultation avec le ministre de la Reine.</p>	<p>Section 104</p>

Préavis.	a) Nulle confiscation de cette nature ne peut être effectuée avant l'expiration d'au moins six mois civils à compter d'un avis, donné par écrit par le ministre à la compagnie, de l'intention de Sa Majesté de réclamer la confiscation; et	5
Vente avant confiscation.	b) Nonobstant cet avis, la compagnie peut, avant que la confiscation soit opérée, vendre ou aliéner le bien-fonds libre de toute contingence de confiscation.	
Etat quant aux immeubles détenus.	5. La compagnie doit, lorsqu'elle en est requise, soumettre au ministre un état complet et exact de tous les biens-fonds qui, à la date de cet état, sont en sa possession ou en fiducie pour elle et auxquels sont applicables les restrictions qui précèdent.	10
Vote par fondés de pouvoirs.	45. Les dispositions du présent article s'étendent et s'appliquent à toute compagnie, autre qu'une compagnie autorisée à exercer des opérations d'assurance-vie, ayant un capital social, que ce capital porte le nom de capital social, de capital-actions, de fonds de garantie ou tout autre nom, et aussi à toute compagnie mutuelle.	15
Application.	2. Lesdites dispositions s'étendent et s'appliquent ainsi, nonobstant toute disposition contraire d'une loi spéciale relative à la compagnie ou des statuts ou règlements de ladite compagnie.	20
Les fondés de pouvoirs doivent être actionnaires.	3. A toutes les assemblées où des porteurs d'actions du capital social ou du fonds de garantie, des assurés ou des membres, ont droit de voter, le vote peut s'exercer par fondé de pouvoirs, et tout fondé de pouvoirs doit être lui-même un actionnaire, un assuré ou un membre et avoir droit de voter.	25
Compagnie peut:	46. Par dérogation aux dispositions de sa loi de constitution, toute compagnie peut,	30
Par règlement des actionnaires,	a) Si elle n'a pas d'autres membres que des actionnaires ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé par le vote d'actionnaires représentant au moins les deux tiers en somme de son capital souscrit et présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer; ou	35
Par règlement des membres,	b) Si elle n'a pas d'actionnaires, par règlement adopté et approuvé par le vote des deux tiers des membres présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer; ou	40
Par règlement des actionnaires et des membres.	c) Si elle a à la fois des actionnaires et des membres ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé par les deux tiers au moins des voix données par ces actionnaires et membres à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer:	45
Changer siège social	(i) Transférer son siège social de tout endroit du Canada à tout autre endroit du Canada, ou	

(1) Chaque la date de son assemblée générale annuelle.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

47. Les administrateurs d'une compagnie peuvent toujours, quand il y a lieu, subordonner à la restriction d'actions, dans le cas où son capital versé est affaibli, après avoir préalablement reçu autorisation et pouvoir par une délibération extraordinaire par les votes d'extraordinaire représentant au moins les deux tiers de tout le capital versé de la compagnie à une assemblée générale extraordinaire. Dans ce cas, les administrateurs peuvent, sans être tenus de rendre compte de leur gestion, décider de verser tout montant que les administrateurs ont pu percevoir de la compagnie, dans le cas où son capital versé, mais telle partie de son capital versé distribuée à ses actionnaires. Toutefois, la loi ne peut être distribuée à ses actionnaires.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

a) Au cas où le montant fixé par la loi de répartition de la compagnie comme devant être versé préalable-ment au commencement de ses opérations;

b) Si la loi de répartition ne fixe pas de minimum, alors au cas où le conseil du conseil ou l'assemblée générale extraordinaire par le conseil ou l'assemblée générale extraordinaire de la compagnie, en vertu de la loi, a décidé de verser tout montant que les administrateurs ont pu percevoir de la compagnie, dans le cas où son capital versé, mais telle partie de son capital versé distribuée à ses actionnaires.

2. Le capital d'une compagnie est réputé affaibli lorsque son actif à l'expiration de son capital versé est inférieur à son passif calculé en vertu des prescriptions de la loi.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

3. Le règlement doit décider le valeur en plus ou en moins de l'actif de la compagnie et le capital social de la compagnie, ainsi que le montant de la réduction de l'actif de la compagnie, dans le cas où son capital versé est affaibli.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

4. La responsabilité des administrateurs demeure la même que si le capital versé de la compagnie n'avait pas subi de réduction.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

48. Les administrateurs peuvent :

a) En décidant quand il y a lieu, sur cette partie des bénéfices de la compagnie qui appartiennent aux actionnaires, en décidant d'actions ou de bons additionnels ou sur une chose ou un montant n'existant pas en chiffre ou en valeur de la compagnie, dans le cas où son capital versé est affaibli, et de verser tout montant que les administrateurs ont pu percevoir de la compagnie, dans le cas où son capital versé, mais telle partie de son capital versé distribuée à ses actionnaires.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

b) En décidant de nouvelles actions, dans le cas où son capital versé est affaibli, et de verser tout montant que les administrateurs ont pu percevoir de la compagnie, dans le cas où son capital versé, mais telle partie de son capital versé distribuée à ses actionnaires.

et dans le cas où la loi ne dispose pas autrement.

et date de
l'assemblée
annuelle.

(ii) Changer la date de son assemblée générale annuelle.

Réduction
du capital
par voie de
règlement.

47. Les administrateurs d'une compagnie peuvent toujours, quand il y a lieu, subordonnement à la restriction ci-dessous, dans le cas où son capital versé est affaibli, 5 après avoir régulièrement reçu autorisation et pouvoir par une délibération sanctionnée par les votes d'actionnaires représentant au moins les deux tiers de tout le capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer, adopter un 10 règlement ayant pour objet de retrancher dudit capital versé tout montant que les actionnaires leur ont, ainsi qu'il est dit ci-dessus, donné autorisation et pouvoir de retrancher de ce capital versé, mais nulle partie de son actif ne peut être distribué à ses actionnaires. Toutefois, le 15 capital versé ne peut être réduit

Restriction
concernant
la réduction
du capital.

- a) Au-dessous du minimum fixé par la loi de constitution de la compagnie comme devant être versé préalablement au commencement de ses opérations; ni
- b) Si la loi de constitution ne fixe pas ce minimum, 20 alors au-dessous du chiffre prévu par la présente loi ou déterminé par le Conseil du trésor, en exécution du deuxième paragraphe de l'article dix de la présente loi, comme montant du dépôt à effectuer avant d'obtenir un permis. 25

Capital qui
n'est plus
intact.

2. Le capital d'une compagnie est réputé affaibli lorsque son actif, à l'exclusion de son capital versé, est moindre que son passif calculé en conformité des prescriptions de la présente loi.

Déclaration
dans le
règlement.

3. Ce règlement doit déclarer la valeur au pair des 30 actions du capital ainsi réduit, et le capital social de la compagnie doit être réduit du montant de la réduction effectuée dans la partie versée de ce capital.

Responsa-
bilité des
actionnaires.

4. La responsabilité des actionnaires demeure la même que si le capital versé de la compagnie n'avait pas subi de 35 réduction.

Augmenta-
tion subsé-
quente du
capital.

- 48.** Les administrateurs peuvent,
- a) En déclarant quand il y a lieu, sur cette partie des bénéfiques de la compagnie qui appartient aux actionnaires, un dividende d'actions ou bénéfice additionnel 40 ou autre chose, en majorer le capital versé jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas le chiffre ou les chiffres de la réduction dudit capital qui peut avoir été effectuée en vertu des dispositions de l'article qui précède, et dès lors le capital versé et le capital social 45 et chaque action doivent représenter l'ensemble du montant tel que réduit et le montant de la majoration ainsi déclaré comme susdit; ou

Emission de
nouvelles
actions.

- b) Emettre de nouvelles actions jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas celui de ladite réduction, 50

lesquelles actions sont d'abord offertes, au moins à leur valeur au pair, aux actionnaires, en proportion des anciennes actions qu'ils possèdent; et cette offre doit s'effectuer par voie d'avis énonçant le nombre des actions du nouveau capital auquel a droit chaque actionnaire et fixant un délai à l'expiration duquel l'offre, si elle n'a pas été acceptée, est tenue pour refusée, et une fois le délai expiré, ou dès qu'un actionnaire à qui cet avis a été donné fait savoir qu'il refuse les actions qui lui sont offertes, les administrateurs peuvent disposer de ces actions au moins à leur valeur au pair, de la manière qu'ils jugent la plus avantageuse pour la compagnie. La valeur nominale des nouvelles actions ainsi émises doit être la même que la valeur nominale des actions du capital social versé réduit.

Elargissement des pouvoirs par le Conseil du trésor.

49. Toute compagnie peut, après y avoir été autorisée en vertu d'un règlement établi par les administrateurs et ratifiée à une assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet, et après avoir effectué tel nouveau dépôt et s'être conformée aux termes et conditions que détermine et prescrit le Conseil du trésor sur le rapport du surintendant, dans les limites établies aux articles neuf et trente-deux de la présente loi, la classe ou les classes d'assurance qui peuvent être autorisées par le permis délivré à la compagnie, quand il y a lieu, en conformité des dispositions contenues aux présentes.

Caisses séparées et distinctes, et garanties pour assurance-vie.

2. Lorsque ledit règlement, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance sur la vie, autorise les opérations d'une ou plusieurs classes d'assurance autres que l'assurance-vie, le Conseil du trésor doit exiger, comme condition de sa sanction dudit règlement, que soient tenus par la compagnie des comptes séparés et distincts, et qu'elle établisse et maintienne des caisses et garanties séparées et distinctes relativement à ses opérations d'assurance sur la vie et relativement aux autres classes d'assurances susdites, et ladite classe ou lesdites classes et lesdites caisses et garanties ne répondent que des créances et indemnités qui résultent des classes d'assurance pour lesquelles elles sont respectivement maintenues.

Montant de caisse séparée fixé par le Trésor.

3. Le montant des fonds de ladite caisse séparée et distincte à maintenir au sujet de la classe ou des classes d'opérations d'assurance autres que l'assurance sur la vie, doit être déterminé par le Conseil du trésor et dépendre du nombre et de la nature de la classe ou des classes supplémentaires d'opérations ainsi autorisées, mais il ne doit, dans aucun cas, être moindre que cinquante mille dollars.

Création de caisse distincte; mode.

4. En vue de la création de la caisse séparée et distincte mentionnée au paragraphe deux du présent article, la compagnie peut, par règlement, transférer, pour constituer cette caisse ou une partie de cette caisse, la totalité ou partie du

solde créditeur au compte d'excédent des actionnaires, ou si elle est régulièrement autorisée en vertu d'un règlement adopté par les administrateurs et approuvé par au moins les deux tiers des votes des membres présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire de la compagnie régulièrement convoquée à cette fin, transférer, pour constituer ladite caisse en tout ou en partie, un montant d'au plus vingt-cinq pour cent de l'excédent de la compagnie ou la somme de cent mille dollars, quel que soit le moins élevé des deux. 5 10

Définition d'«excédent».

5. Pour les objets du paragraphe précédent, le mot «excédent» est censé signifier l'excédent de l'actif sur la somme globale des engagements de la compagnie envers ses assurés, le montant du capital versé ou capital de garantie, s'il y en a, l'attribution provisoire d'excédent aux polices à dividendes différés et les fonds destinés aux dividendes acquis sur les polices à participation quinquennale sur l'échelle qui sert à la répartition de l'excédent aux polices à dividendes différés de la même durée, et tous ses autres engagements, de quelque nature qu'ils soient. 15 20

Dispositions du règlement, lorsque la caisse est créée à l'aide de l'excédent.

6. Si une partie de ladite caisse séparée et distincte est créée par un transfert provenant de l'excédent de la compagnie, le règlement doit prescrire qu'une part des bénéfiques de ladite caisse, égale à la proportion que le montant ainsi transféré dudit excédent constitue par rapport au montant total ainsi transféré ou porté au crédit de ladite caisse, doit par la suite être portée au crédit de la caisse d'assurance-vie de la compagnie. 25

Caisses séparées et distinctes, si le règlement autorise une autre compagnie à exercer les opérations d'assurance-vie.

7. Lorsque ledit règlement, s'il s'agit d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance sur la vie, autorise les opérations d'assurance sur la vie, le Conseil du trésor doit exiger, comme condition de son approbation dudit règlement, que la compagnie tienne des comptes séparés et distincts, et qu'elle crée et maintienne, relativement aux opérations d'assurance sur la vie, une caisse séparée et distincte jusqu'à concurrence d'au moins cent mille dollars, ainsi que des garanties séparées et distinctes; et cette caisse et ces garanties ne doivent répondre que des réclamations ou indemnités qui proviennent desdites opérations d'assurance sur la vie, et les autres caisses ne doivent pas répondre desdites réclamations ou indemnités. 30 35 40

Transfert de l'excédent disponible pour dividendes.

8. Aux fins de créer la caisse séparée et distincte mentionnée au paragraphe sept du présent article, la compagnie peut, par règlement, transporter à cette caisse tout ou partie de son excédent qui, en vertu des dispositions de la présente loi, est disponible pour le paiement de dividendes à ses actionnaires. 45

Liquidation de la caisse séparée et distincte.

9. Toute caisse séparée et distincte autorisée par le présent article peut, dans le cas de toute compagnie, être liquidée sous l'empire des dispositions de la présente loi ou de la Loi des liquidations, indépendamment des autres opérations 50

de la compagnie, et les dividendes de la présente loi et de la loi des amendements s'appliquent à ces actions d'une manière égale à moins que si la compagnie ne poursuivait que les classes d'opérations à l'égard desquelles ces actions sont maintenues.

19. Lors de la liquidation de la compagnie ou de l'un de ses capitaux, le capital social s'il en est, sera réparti avant la date de la liquidation des actions autorisées par la présente loi, sans égard, tant pour le montant versé que pour le montant non versé de ce capital social, aux des actions. Les titres ou instruments dérivant des classes d'opérations autorisées avant la date de la liquidation.

20. Une loi de continuation de compagnie, libellée selon la forme énoncée en la Première Annexe de la présente loi, soumise à la compagnie par elle soumise en coopération à tous les pouvoirs, privilèges et immunités et l'assujettit à toutes les obligations et dispositions énoncées en la présente loi et qui lui sont applicables.

21. A moins qu'il ne soit autrement prescrit par une loi spéciale de continuation de compagnie adoptée par le Parlement du Canada après le vingt-huitième jour d'avril de toute année, cette loi spéciale et toutes les lois qui en résultent cessent d'être en vigueur et prennent fin, sans en ce qui concerne exclusivement la liquidation des actions d'une telle compagnie, à l'expiration des deux années qui suivent leur adoption et dans ces deux années, la compagnie ainsi constituée n'a pas obtenu de ministre le permis exigé par la présente loi.

Plan et rapports

22. Le président, le vice-président ou l'administrateur en chef ou autre administrateur nommé à cette fin par le conseil d'administration, et le secrétaire de la compagnie ou le gérant de toute compagnie nommée de par la présente loi doivent annuellement, sous serment, présenter au état de la situation et des affaires de la compagnie au terme de chaque jour de décembre de chaque année. Les faits doivent être présentés l'année et le passé de la compagnie, ainsi que les résultats de ses dépenses pour l'année, et de continuer dans les autres renseignements périodiques, ainsi qu'il est requis par le ministre ou par le ministre.

23. Dans le cas d'une compagnie autorisée à exercer des opérations d'assurance-vie, un tel rapport doit être soumis au ministre par le Directeur Général de la présente loi, avec les changements appropriés pour les fins de la présente loi, libellés en la forme énoncée en la Première Annexe de la présente loi.

Capital social
de la compagnie
à la date de la liquidation

Forme de la loi de continuation
de la compagnie

La présente loi
s'applique à
toutes les
compagnies
qui ont été
constituées
avant le
vingt-huitième
jour d'avril
de toute
année.

Forme de la loi de continuation
de la compagnie

Forme de la loi de continuation
de la compagnie

de la compagnie, et les dispositions de la présente loi et de la *Loi des liquidations* s'appliquent à ces caisses d'une manière aussi absolue que si la compagnie ne poursuivait que les classes d'opérations à l'égard desquelles ces caisses sont maintenues. 5

Capital social ne répond que des caisses séparées.

10. Lors de la liquidation de la compagnie ou de l'une de ses caisses, le capital social, s'il en est, souscrit avant la date de la séparation des caisses autorisées par les présentes, ne répond, tant pour le montant versé que pour le montant non versé de ce capital social, que des réclama- 10 tions ou indemnités découlant des classes d'opérations poursuivies avant ladite date.

Formule de la loi de constitution.

50. Une loi de constitution de compagnie, libellée selon la formule figurant en la Première Annexe de la présente loi, confère à la compagnie qu'elle constitue en corporation 15 tous les pouvoirs, privilèges et immunités, et l'assujétit à toutes les obligations et dispositions énoncées en la présente loi et qui lui sont applicables.

La charte expire, à défaut d'autorisation.

51. A moins qu'il ne soit autrement prescrit par une loi spéciale de constitution de compagnie adoptée par le Par- 20 lement du Canada après le vingt-huitième jour d'avril mil huit cent soixante-dix-sept, cette loi spéciale et toutes les lois qui la modifient cessent d'être en vigueur et prennent fin, sauf en ce qui concerne exclusivement la liquidation des affaires d'une telle compagnie, à l'expiration des deux an- 25 nées qui suivent leur adoption si, dans ces deux années, la compagnie ainsi constituée n'a pas obtenu du ministre le permis exigé par la présente loi.

Etats et rapports.

Etat annuel.

52. Le président, le vice-président ou l'administrateur- 30 gérant ou autre administrateur nommé à cette fin par règlement ou par le conseil d'administration, et le secrétaire, l'actuaire ou le gérant de toute compagnie munie du permis exigé par la présente loi, doivent, annuellement, sous leur serment, préparer un état de la situation et des affaires de 35 la compagnie au trente et unième jour de décembre de chaque année. Cet état doit représenter l'actif et le passif de la compagnie, ainsi que ses recettes et ses dépenses pour ladite année, et contenir tous les autres renseignements périodi- 40 ques jugés nécessaires par le ministre ou par le surintendant.

Compagnie d'assurance-vie.

53. Dans le cas d'une compagnie autorisée à exercer des opérations d'assurance-vie, cet état annuel doit être selon la formule figurant en la Deuxième Annexe de la présente loi, avec les changements appropriés pour les sociétés fraternelles de bénéfices, et ledit état doit, chaque 45

année, être déposé au département dans les deux mois qui suivent le premier jour de janvier.

Etats
semestriels.

2. Doit aussi être dressé semestriellement, pour les périodes prenant fin les derniers jours de décembre et de juin, chaque année, par les mêmes fonctionnaires, sous leur serment, et être déposé au département dans les quinze jours qui suivent lesdits derniers jours de décembre et de juin de chaque année, respectivement, un état selon la formule figurant en la Troisième Annexe de la présente loi, indiquant en détail toutes les obligations, actions, dében- 5
tures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, 10
excepté sur hypothèques et polices, au cours du semestre prenant fin à la date de la préparation de l'état, mentionnant leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, le taux d'intérêt y afférent et le 15
prix payé pour ces valeurs, et, dans les cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur polices d'assurance, le détail des garanties de ces prêts. Ledit état doit aussi indiquer en détail toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du semestre et mentionner 20
de même leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, leur valeur portée aux livres de la compagnie, le taux d'intérêt y afférent et le prix ou l'équivalent reçu pour ces valeurs.

A inclure
dans le
rapport du
surintendant.

3. L'état semestriel mentionné au paragraphe précédent 25
et dont les formules doivent être fournies par le surintendant, doit être incorporé par le surintendant, comme appendice ou autrement, dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre.

Compagnies
d'assurance
contre
l'incendie.

4. Dans le cas de compagnies qui exercent les opérations 30
d'assurance contre l'incendie, l'état annuel doit être selon la formule figurant en la Quatrième Annexe de la présente loi.

Autres
compagnies.

5. Dans le cas de compagnies qui exercent des opérations d'assurance autres que celle sur la vie ou contre l'incendie, 35
l'état annuel doit être selon la formule figurant en ladite Quatrième Annexe, autant que les circonstances le permettent, seuls les changements nécessaires y étant apportés.

Etat
attesté sous
serment.

6. Cet état annuel doit être attesté sous serment, selon la formule figurant en la Cinquième Annexe de la présente 40
loi, devant une personne autorisée à recevoir les serments dans les procédures judiciaires; et les états semestriels doivent pareillement être attestés sous serment selon la formule B figurant en ladite Cinquième Annexe.

Le ministre
ou le surin-
tendant peut
modifier la
formule.

7. Le ministre ou le surintendant peut apporter, quand 45
il y a lieu, aux formules de ces états, les modifications qui lui paraissent les plus propres à procurer les renseignements jugés nécessaires ou opportuns, que lesdites modifications soient d'une application générale ou que, de l'avis du ministre ou du surintendant, elles soient nécessitées par 50
les circonstances de quelque cas particulier.

24. Tous les états annuels et les états financiers de la compagnie au cours de l'exercice, les obligations, les dividendes et autres valeurs doivent être comptés selon le cours applicable auxdites valeurs à la date de l'état ou à la date de la clôture de la compagnie, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

25. Lorsque, de l'avis du ministre, ce cours n'est pas satisfaisant pour l'évaluation des biens de la compagnie, le ministre peut, sur rapport du surintendant, autoriser qu'à l'égard d'actifs de la compagnie, les déductions admissibles à la date de l'état soient basées sur le cours du jour, sans toutefois excéder la valeur réelle qui était attribuée auxdites obligations et déductions dans l'état annuel précédent ou, dans le cas où elles n'ont pas été autorisées depuis lors, leur valeur comptable à la date de l'état.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

26. Tout avis, relevé, annonce ou autre avis de nature commerciale ou industrielle du genre exigé par la présente loi, dans ou distribué au Canada, qui contient un état du montant du capital autorisé de la compagnie, doit aussi contenir un état du montant versé sur ce capital.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

27. Si tout avis, relevé, annonce ou autre avis de nature commerciale ou industrielle du genre exigé par la présente loi, dans ou distribué au Canada, qui contient un état du montant du capital autorisé de la compagnie, est accompagné d'un état du montant de l'équité de la compagnie, tel état doit être imprimé en caractères qui ne soient pas plus petits que ceux employés pour imprimer le capital autorisé ou autorisé.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

28. Il est interdit de publier ou distribuer au Canada tout avis, relevé, annonce ou imprimé, s'il comprend dans l'état du capital autorisé ou versé, à moins que le montant de ce capital autorisé ou versé ne soit spécialement énoncé et mentionné comme tel dans ledit énoncé.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

29. Si, après examen de l'état d'une compagnie, le surintendant constate qu'il y a lieu de suspecter que la valeur déclarée par la compagnie aux membres qu'elle possède ou à quelque partie de ces membres est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou faire établir lui-même cette évaluation aux frais de la compagnie, et si l'évaluation d'experts diffère sensiblement du chiffre porté à l'état de la compagnie, la valeur prise par experts peut y être substituée dans le rapport annuel que la compagnie doit publier pour le ministre.

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

30. Si, après un examen, le surintendant constate qu'il y a lieu de suspecter que la somme garantie par mort-gage ou hypothèque sur toute partie d'un immeuble, moins des intérêts émis et remboursés depuis la valeur de cette partie d'immeuble, ou que cette partie d'immeuble a été payée une garantie suffisante pour ce prêt et ces intérêts,

Évaluation
des valeurs
des biens
de la compagnie
à la date
de l'état

Estimation
des valeurs
pour l'état
annuel.

54. Dans tout état annuel dont l'article cinquante-trois de la présente loi exige le dépôt, les obligations, débentures, actions et autres valeurs doivent être comptées selon le cours applicable auxdites valeurs à la date de l'état ou, à la discrétion du surintendant, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état. 5

Fluctuation
des valeurs,
en cas de
dépression
anormale
des cours.

2. Lorsque, de l'avis du ministre, ce cours subit temporairement une dépression anormale, le ministre peut, sur rapport du surintendant, autoriser qu'à l'égard d'obligations et de débentures rachetables à date fixe l'évaluation soit supérieure au cours du jour, sans toutefois excéder la valeur réelle qui était attribuée auxdites obligations et débentures dans l'état annuel précédent, ou, dans le cas où elles auraient été acquises depuis lors, leur valeur comptable à la date de l'état. 10 15

Avis concer-
nant le capi-
tal et l'excé-
dent.

55. Tout avis, relevé, annonce ou autre imprimé d'une compagnie munie du permis exigé par la présente loi, émis ou distribué au Canada, qui contient un état du montant du capital souscrit de la compagnie, doit aussi contenir un état du montant versé sur ce capital. 20

Capital
autorisé,
souscrit et
versé.

2. Si ledit avis, relevé, annonce ou imprimé contient un état du montant de capital autorisé, il doit aussi contenir un état du montant du capital souscrit et du montant versé sur ce capital; et dans tout pareil avis, le montant de capital versé doit être imprimé en caractères qui ne soient pas plus petits que ceux employés pour indiquer le capital autorisé ou souscrit. 25

L'excédent
ne doit pas
inclure le
capital, à
moins
d'indication.

3. Il est interdit de publier ou distribuer au Canada pareil avis, relevé, annonce ou imprimé, s'il comprend dans l'excédent le capital souscrit ou versé, à moins que le montant de ce capital souscrit ou versé ne soit spécifiquement énoncé et mentionné comme inclus dans ledit excédent. 30

Evaluation
des biens-
fonds.

56. Si, après examen de l'actif d'une compagnie, le surintendant constate ou a raison de supposer que la valeur qu'attribue la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque partie de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou faire établir lui-même cette évaluation aux frais de la compagnie, et si l'évaluation d'experts diffère sensiblement du chiffre porté à l'état de la compagnie, la valeur prisée par expertise peut y être substituée dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre. 35 40

Evaluation
des biens-
fonds
garantissant
l'hypothèque.

2. Si, après cet examen, le surintendant constate ou a raison de supposer que la somme garantie par mort-gage ou hypothèque sur toute partie d'un immeuble, accrue des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cette partie d'immeuble, ou que cette partie d'immeuble n'offre pas une garantie suffisante pour ce prêt et ces intérêts, 45

il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou en faire établir lui-même l'évaluation aux frais de la compagnie; et si cette nouvelle évaluation démontre que cette partie d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher du chiffre représentant ledit prêt et lesdits intérêts une somme suffisante pour réduire ce chiffre à un montant assez facilement réalisable au moyen de cette garantie, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son rapport annuel.

Vérification particulière des affaires d'une compagnie.

3. Si, après examen des affaires d'une compagnie, le surintendant, pour quelque raison, estime opportun qu'une vérification complète et générale des livres de la compagnie soit opérée, ou si une compagnie requiert par écrit cette vérification, le surintendant peut désigner un comptable d'expérience qui, sous la direction du surintendant, procédera à une vérification particulière des livres, comptes et valeurs de la compagnie, et en fera par écrit un rapport au surintendant, après avoir attesté sous serment la véracité de son rapport.

Frais de vérification.

4. Les frais de cette vérification spéciale sont à la charge de la compagnie, et la note du vérificateur pour ce service, lorsque approuvée par écrit par le surintendant, est définitive et dès lors payable par la compagnie.

Ne sont comptés comme actif que les placements autorisés.

57. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre en exécution des dispositions de l'alinéa f) de l'article vingt-six de la présente loi, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif, pour les différentes compagnies, que les placements qui sont autorisés par la présente loi, ou par leur loi de constitution ou par les lois générales applicables aux placements de cette nature.

Correction des états annuels.

2. Dans son rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il est libre d'élever ou d'abaisser les engagements de ces compagnies à leurs chiffres véritables et exacts, tels que constatés par lui dans l'examen de leurs affaires à leur siège social au Canada ou autrement.

Aliénation de placements non autorisés.

3. Le surintendant peut demander à toute compagnie d'aliéner et de réaliser tous placements quelconques acquis après le vingtième jour de septembre mil neuf cent dix-sept et non autorisés par la présente loi, et la compagnie doit, dans les soixante jours après avoir reçu cette demande, absolument aliéner et réaliser lesdits placements, et si le montant réalisé est moindre que le montant payé par la compagnie pour lesdits placements, les administrateurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables envers cette dernière du paiement du montant du déficit.

Responsabilité d'un administrateur.

4. Si un administrateur qui était présent lors de l'autorisation de ce placement, inscrit immédiatement, ou si un administrateur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures après qu'il a eu connaissance de ce placement et peut le faire, aux procès-verbaux du conseil d'administration sa protestation contre ce placement, et donne, dans la huitaine, par lettre recommandée, avis de sa protestation au surintendant, cet administrateur peut ainsi, mais pas autrement, se libérer de cette responsabilité. 5

Appel à la cour de l'Echiquier.

5. La décision du surintendant sur l'admissibilité de tout actif qu'il rejette, ou sur tout article ou toute somme qu'il ajoute au passif, ou sur toute correction ou modification par lui apportée à un état, ou sur toute autre chose qui se présente dans l'application des dispositions de la présente loi, est sujette à appel par voie sommaire à la cour de l'Echiquier du Canada, qui a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels en vertu du présent article. 10 15

Procédure en appel.

6. Pour les fins de cet appel, le surintendant, à la demande de la compagnie intéressée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision sujette à appel et les raisons qui l'appuient. Cette décision oblige cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne fasse signifier au surintendant un avis de son intention d'en appeler, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel entre les mains du registraire de ladite cour et ne le poursuive avec la diligence qui convient. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement. 20 25 30

Retrait des permis—Peines.

Peines dans le cas d'opérations sans permis.

58. Toute compagnie qui, sans être régulièrement munie du permis exigé par la présente loi, et toute personne agissant au nom de cette compagnie, exerce les opérations d'assurance au Canada, est coupable d'infraction et passible, à la suite de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cent dollars au maximum; et dans le cas d'un particulier, d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois. 35

Défaut de déposer états.

59. Toute compagnie qui manque de déposer au département l'état annuel et les autres états en la présente loi prescrits, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut. 40

Recouvrement des amendes.

2. Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, au moyen d'une action intentée au nom de Sa Majesté par le procureur général du Canada; et, une fois recouvrées, elle doivent être appliquées au paiement des dépenses du département. 45

Suspension de l'autorisation, si l'amende n'est pas payée.

3. Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du trésor, peut ordonner soit la suspension, soit le retrait du permis de la compagnie, selon qu'il le juge opportun, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le permis de cette compagnie n'est pas renouvelé après expiration. 5

Peines en cas d'insuffisance d'actif au Canada—compagnie d'assurance contre l'incendie.

60. S'il ressort des états annuels ou d'un examen des affaires et de la situation d'une compagnie autorisée à exercer l'assurance contre l'incendie, que l'évaluation de la réassurance de tous ses risques en cours au Canada, avec les autres engagements qu'elle y a, excède son actif dans ce pays, le ministre doit notifier à la compagnie d'avoir à combler le déficit; et si elle manque de le combler dans les soixante jours de cette notification, le ministre peut lui retirer son permis. 10 15

Peines en cas d'insuffisance d'actif au Canada—compagnie d'assurance-vie.

61. Subordonnement aux pouvoirs et devoirs ci-après attribués et imposés au Conseil du trésor, relativement au retrait de l'autorisation d'une compagnie ou à la détermination d'un délai pour combler le déficit de son actif, s'il ressort des états annuels ou d'un examen, prévus dans la présente loi, des affaires et de la situation d'une compagnie autorisée à exercer l'assurance sur la vie, que les engagements de cette compagnie envers les assurés au Canada, y compris les indemnités exigibles, et la réserve pour les polices en cours que l'article cinquante-huit de la présente loi prescrit d'inclure au passif dans l'état annuel, déduction faite de toutes créances de la compagnie contre ces polices, excèdent son actif au Canada, y compris le dépôt entre les mains du ministre, le ministre doit exiger qu'elle comble le déficit, et si elle ne le comble pas dans un délai de soixante jours après en avoir été requise, il doit lui retirer son autorisation. 20 25 30

Rapport, en cas d'insuffisance.

62. Si, aux yeux du surintendant, l'actif d'une compagnie n'est pas suffisant pour la justifier de continuer ses opérations, eu égard aux prescriptions des articles soixante et soixante et un de la présente loi, ou s'il est d'avis qu'il n'est pas prudent pour le public de se faire assurer par elle, il doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie. 35

Suspension de l'autorisation par le gouverneur en conseil.

2. Si le ministre, après mûr examen de ce rapport et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, et après les autres recherches et enquêtes qu'il juge opportunes, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion exprimée par le surintendant dans son rapport, le gouverneur en conseil peut, s'il partage aussi cette opinion, suspendre ou annuler le permis de la compagnie. 40 45

Effet de la suspension.

3. Tant que dure cette suspension ou annulation, la compagnie est réputée sans permis et manquer de l'autori-

La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de
la loi des privilèges.

Article 10
10. La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...

4. Si la Commission pour l'examen de nouvelles opérations...
...ou conditionnellement peut proposer que la Commission pour l'examen de nouvelles opérations...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de la loi des privilèges.

Article 11
11. La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...

5. Si l'expiration du terme modifié ou conditionnel...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de la loi des privilèges.

Article 12
12. La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...

6. Si la Commission constate que le projet d'une loi...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de la loi des privilèges.

Article 13
13. La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...

7. Aux termes et conditions qu'il sera avisé dans un...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de la loi des privilèges.

Article 14
14. La Commission pour l'examen de nouvelles opérations...

8. Si la Commission constate que le projet d'une loi...
...de la Commission au sein de l'Assemblée et de la loi des privilèges.

sation nécessaire pour exercer de nouvelles opérations. Le ministre peut, cependant, délivrer un permis modifié ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de polices, mais la délivrance de ce permis modifié ou conditionnel, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, n'est pas censée être un renouvellement du permis de la compagnie au sens de l'article cent soixante et un de la *Loi des liquidations*. 5

Autorisation conditionnelle peut pourvoir à réassurance.

4. Si le ministre le juge à propos, ledit permis modifié ou conditionnel peut prescrire que la compagnie, pendant 10 la durée de ce permis modifié ou conditionnel, doit prendre des arrangements en vue de la réassurance de ses polices au Canada dans une ou plusieurs compagnies munies du permis exigé par la présente loi, mais nul arrangement en vue de cette réassurance ne doit être souscrit avant d'avoir été 15 soumis au surintendant et approuvé par lui.

Défaut de réassurer.

5. Si, à l'expiration du permis modifié ou conditionnel mentionné au paragraphe précédent, nul arrangement n'a été conclu à la satisfaction du surintendant pour la réassurance des polices de la compagnie comme susdit, et si la 20 situation de la compagnie n'est pas alors de nature à justifier la remise en vigueur de son permis, la compagnie est censée insolvable, et le surintendant peut demander au procureur général du Canada d'instituer des procédures pour sa liquidation. Si, à la suite de ces procédures, la cour ordonne 25 la liquidation de la compagnie, elle doit aussi ordonner que cette liquidation soit faite par le surintendant ou sous sa direction.

Rapport au Conseil du trésor.

63. Si le surintendant constate que le passif d'une compagnie autorisée à exercer des opérations d'assurance sur la vie, y compris les engagements échus et la réserve pour les polices en vigueur calculée conformément aux dispositions de l'article soixante-huit de la présente loi, excède son actif, il doit rapporter le fait au Conseil du trésor; et ce dernier, après mûr examen de la question et après avoir 35 donné un délai raisonnable à la compagnie pour se faire entendre, peut

- a) Retirer immédiatement l'autorisation de la compagnie; ou
- b) Aux termes et conditions qu'il juge utiles, fixer un 40 délai d'au plus trois ans pendant lequel cette compagnie devra combler le déficit, la compagnie conservant son autorisation dans l'intervalle.

Défaut de se conformer.

2. Si la compagnie ne comble pas le déficit dans le délai ainsi fixé, son permis lui est retiré. Toutefois, si le passif 45 de la compagnie excède son actif de vingt pour cent ou plus, son permis lui est immédiatement retiré.

Des évaluateurs peuvent être nommés.

3. Pour l'exécution des dispositions du présent article, le Conseil du trésor peut, sur la recommandation du ministre, nommer les actuaire, évaluateurs ou autres personnes 50

que le Conseil juge à propos pour évaluer et établir le
passif et l'actif de la compagnie, et faire rapport sur sa
situation et sur ses moyens ou son insolvabilité de faire face
à ses engagements.

1870-1871
1871-1872
1872-1873
1873-1874

44. Advenant la violation de quelque une des disposi-
tions de la présente loi par une compagnie tenue de rendre
compte par la présente loi, ou en cas de défaut, par une com-
pagnie ainsi autorisée, de se conformer à quelque une des
dispositions de sa charte ou de sa loi de constitution, le
ministre en fera rapport au ministre au
après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour
se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion,
notifier le nom de la compagnie, ou celui de l'administrateur,
ou le fait de responsabilité pour la période qu'il juge conven-
nable.

45. Toute personne ou personne qui fait, ou fait faire
ou permet de faire quelque chose en un acte contraire à
quelque une des dispositions de la présente loi, ou aux
règles ou instructions du gouvernement en conseil, ou de
ministère ou de surintendant, tendant en vertu de la présente
loi, ou qui omet de faire quelque chose ou un acte que cette
compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être
fait en son nom sous le régime de la présente loi, est, si
cette autre personne n'est partie à la présente loi pour
cet acte ou cette omission, passible, pour chaque parcelle de
contrefaçon, d'une amende d'un mille quatre cents dollars et
d'un plus grand mille dollars à la discrétion du tribunal
devant lequel cette amende est recouvrable.

1874-1875
1875-1876
1876-1877
1877-1878

46. Cette compagnie ou personne est aussi, en sus de
cette amende, responsable envers toute personne du pré-
judice résultant de cet acte ou de cette chose, ou causé
par cette omission.

1878-1879
1879-1880
1880-1881

47. Toutes ces amendes sont impayables et recouvrables
avec dépens, sur poursuite de Sa Majesté, instituée par le
procureur général du Canada, et une fois recouvrées, elles
doivent être appliquées au paiement des dépenses du départe-
ment.

1881-1882
1882-1883
1883-1884

PARTIE II

COMPAGNIES KERRANT L'ASSURANCE-VIE

Application de la Partie I

48. La présente Partie s'applique uniquement aux
compagnies tenues de rendre compte par la présente loi et
autorisées à exercer seulement les opérations d'assurance-
vie et les opérations ainsi nommées en parties et autres
sous le régime des opérations d'assurance-vie et autres, ou de

1884-1885
1885-1886
1886-1887

que le Conseil juge à propos, pour évaluer et établir le passif et l'actif de la compagnie, et faire rapport sur sa situation et sur ses moyens ou son incapacité de faire face à ses engagements.

Suspension de l'autorisation pour violation de la loi.

64. Advenant la violation de quelque'une des dispositions de la présente loi par une compagnie munie du permis exigé par la présente loi, ou en cas de défaut, par une compagnie ainsi autorisée, de se conformer à quelque'une des dispositions de sa charte ou de sa loi de constitution, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion, retirer le permis de la compagnie, ou refuser de le renouveler, ou il peut le suspendre pour la période qu'il juge convenable.

Amendes pour contraventions non autrement prévues.

65. Toute compagnie ou personne qui fait, fait faire ou permet de faire quelque chose ou un acte contraire à quelque'une des dispositions de la présente loi, ou aux arrêtés ou instructions du gouverneur en conseil, ou du ministre ou du surintendant, rendus en vertu de la présente loi, ou qui omet de faire quelque chose ou un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait en son nom sous le régime de la présente loi, est, si aucune autre peine n'est prévue en la présente loi pour cet acte ou cette omission, passible, pour chaque pareille contravention, d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinq mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable.

Responsabilité quant au préjudice.

2. Cette compagnie ou personne est aussi, en sus de cette amende, responsable envers toute personne du préjudice résultant de cet acte ou de cette chose, ou causé par cette omission.

Recouvrement.

3. Toutes ces amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, sur poursuite de Sa Majesté, instituée par le procureur général du Canada, et une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

Application.

PARTIE II.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE-VIE.

Application de la Partie.

Compagnies d'assurance-vie.

66. La présente Partie s'applique uniquement aux compagnies munies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer seulement les opérations d'assurance-vie, et aux compagnies ainsi munies d'un permis et autorisées à exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce

qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

67. Toute compagnie autorisée à exercer l'entreprise d'assurance-vie peut conclure un contrat aux fins de fusion avec un autre assureur ou avec ceux d'un autre assureur, ou de céder tout ou partie de ses biens et de son portefeuille à une autre semblable compagnie; ou de les y réassurer; ou de céder tout ou partie de ses biens et de son portefeuille à une autre semblable compagnie; ou de réassurer tout ou partie des polices d'une autre semblable compagnie; ou d'accéder et prendre en charge le portefeuille et les biens d'une autre semblable compagnie; et une pareille compagnie est par la présente loi autorisée à conclure tous les contrats et traités nécessaires à cette fin, en vertu de la présente loi, sous réserve de ce qui est prescrit dans les règlements et conditions et après approbation du présent article.

2. La permission du ministre doit être obtenue avant qu'une compagnie fasse un contrat ou conclue un traité avec une autre compagnie sous le régime du présent paragraphe du présent article.

3. Lorsqu'un contrat en vue de toute pareille fusion, fusion ou réassurance a été conclu, les administrateurs des compagnies qui sont parties à ce contrat peuvent, par voie de pétition, demander au Conseil du Trésor, après avoir entendu les administrateurs et autres personnes qu'il estime avoir droit de se faire entendre sur cette pétition, ou après avoir donné l'occasion de se faire entendre, peut retirer le contrat, s'il est convaincu qu'il n'a été établi en vue de la fusion, fusion ou réassurance.

4. Avant que cette demande soit portée devant le Conseil du Trésor, un avis accompagné

a) d'un exposé de la nature et des conditions de la fusion, fusion ou réassurance, selon le cas; et
b) d'un précis des matières importantes contenues dans la loi en exécution de laquelle il est question d'effectuer la fusion, fusion ou réassurance; et
c) de copie des rapports à réaliser en autres sur lesquels est basé le traité, y compris un rapport par un notaire indépendant;

doit être signifié aux administrateurs et aux porteurs de toutes les polices au Canada autres que les polices appartenant à chaque compagnie. Toutefois, le notaire peut dispenser les intéressés de la signification de ces documents aux porteurs de polices de la compagnie qui réassure, et aux porteurs de polices de la compagnie réassurée, pourvu que les porteurs de polices de la compagnie réassurée soient

informés par un avis écrit en ces termes: «Le présent avis a pour objet de vous informer que les documents mentionnés ci-dessus ont été déposés à la Commission des assurances-vie et des assurances-maritimes et que vous pouvez en obtenir copie en vous adressant à la Commission des assurances-vie et des assurances-maritimes, 100, rue de la Montagne, Ottawa, Ontario, K1P 6K6.»

Section 67

Section 2

Section 3

Section 4

Section 67

qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

Fusion,
cession et
réassurance.

67. Toute compagnie autorisée à exercer l'entreprise d'assurance-vie peut conclure un contrat aux fins de fusionner ses biens et son portefeuille avec ceux d'une autre semblable compagnie, qui a le pouvoir de le faire, ou de céder tout ou partie de ses polices à une autre semblable compagnie, ou de les y réassurer; ou de céder tout ou partie de ses biens et de son portefeuille à une autre semblable compagnie; ou de réassurer tout ou partie des polices d'une autre semblable compagnie; ou d'acquérir et prendre en charge le portefeuille et les biens d'une autre semblable compagnie; et une pareille compagnie est par la présente loi autorisée à conclure tous les contrats et traités nécessaires à cette fusion, cession ou réassurance après avoir satisfait aux conditions ci-après énoncées au présent article. 5 10 15

Permission
du ministre.

2. La permission du ministre doit être obtenue avant qu'une compagnie passe un contrat ou conclue un traité avec une autre compagnie sous le régime du premier paragraphe du présent article. 20

Sanction du
Conseil du
trésor.

3. Lorsqu'un contrat en vue de toute pareille fusion, cession ou réassurance a été conclu, les administrateurs des compagnies qui sont parties à ce contrat peuvent, par voie de pétition, demander au Conseil du trésor de le sanctionner et ratifier, et le Conseil du trésor, après avoir entendu les administrateurs et autres personnes qu'il estime avoir droit de se faire entendre sur cette pétition, ou après leur avoir donné l'occasion de se faire entendre, peut ratifier le contrat, s'il est convaincu qu'il n'a été établi aucune objection suffisante contre l'arrangement. 25 30

Avis de la
pétition au
Conseil.

4. Avant que cette demande soit portée devant le Conseil du trésor, un avis, accompagné
a) d'un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance, selon le cas; et
b) d'un précis des matières importantes contenues dans le traité en exécution duquel il est question d'effectuer la fusion, cession ou réassurance; et
c) de copie des rapports d'actuaire ou autres sur lesquels est basé le traité, y compris un rapport par un actuaire indépendant; 35 40

doit être signifié aux actionnaires et aux porteurs de toutes les polices au Canada autres que les polices populaires de chaque compagnie, Toutefois, le surintendant peut dispenser les intéressés de la signification de ces documents aux porteurs de polices de la compagnie qui réassure, et aux porteurs de polices de la compagnie réassurée dont les risques ne sont pas compris dans la réassurance. 45

Signification
aux assurés.

5. Cet avis et ces documents doivent être signifiés par la poste, à l'adresse inscrite ou autre adresse connue de chaque actionnaire et assuré, et doivent être expédiés à 50

temps pour être délivrés, dans le cours ordinaire du service postal, au moins trente jours avant le jour fixé pour l'audition de la demande.

Le traité est assujéti à l'examen.

6. Le traité en exécution duquel il est proposé d'effectuer la fusion, cession ou réassurance est assujéti à l'examen des assurés et des actionnaires, au bureau principal de la compagnie ou des compagnies, pendant une période de trente jours après l'envoi du précis prévu au présent article. 5

Publication de l'avis.

7. L'avis doit aussi être publié dans la *Gazette du Canada* au moins trente jours avant la présentation de la demande; mais le présent paragraphe ne s'applique à aucune compagnie qui émet des polices populaires. 10

Opposition des assurés.

8. Le Conseil du trésor ne doit sanctionner une fusion, cession ou réassurance en aucun cas où il est d'avis que des assurés représentant un cinquième ou plus du montant total assuré dans une compagnie qu'il est question de fusionner, ou dans une compagnie dont il est question de céder le portefeuille ou de réassurer les risques, sont opposés à cette fusion, cession ou réassurance. 15

Capital doit rester intact après fusion.

9. Il n'est permis à aucune compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille ou d'y réassurer ses risques, si le capital réuni des compagnies, après la fusion, ou si le capital de la compagnie subsistante, après la cession ou la réassurance, doit par là même être amoindri, le passif de la compagnie subsistante ou résultant de la fusion, du chef des polices et des rentes, étant calculé conformément aux dispositions de la présente loi. 20

Dépôt des pièces.

10. Quand une fusion s'opère entre des compagnies, ou quand le portefeuille d'une compagnie est cédé à une autre ou que ses polices y sont réassurées, la compagnie résultant de la fusion, ou la compagnie subsistante, selon le cas, doit déposer entre les mains du surintendant, dans les dix jours à compter de la conclusion de la fusion, cession ou réassurance, les documents suivants, savoir: 25

- a) Des copies certifiées conformes de l'état de l'actif et du passif des compagnies concernées dans cette fusion, cession ou réassurance; et, 35
- b) Un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance; et
- c) Une copie certifiée conforme du traité en vertu duquel est effectuée cette fusion, cession ou réassurance; et 40
- d) Des copies certifiées conformes des rapports d'actuaires ou autres sur lesquels est basé le traité; et
- e) Une déclaration, sous les seings du président et du gérant de chaque compagnie, qu'au mieux de leur connaissance et croyance tout paiement fait ou à faire à qui que ce soit en raison de ladite fusion, cession ou réassurance, y est pleinement énoncé, et que nul autre paiement que ceux indiqués n'a été effectué ni ne reste à effectuer soit en argent, soit en polices, en obligations, en valeurs ou en autres biens par les parties à la fusion, cession ou réassurance, ou à leur connaissance. 45

11. Il est interdit à toute compagnie de faire un autre...
12. Les paragraphes quatre à huit, les deux paragraphes du...
13. Les paragraphes trois à huit, les deux paragraphes du...
14. La loi s'applique lorsque employé en présent...
15. Dans le présent article, l'expression "état amical"...
16. Le parti mentionné dans l'état annuel de chaque...
17. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
18. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
19. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
20. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
21. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
22. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
23. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
24. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
25. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...

11. Il est interdit à toute compagnie de faire un autre...
12. Les paragraphes quatre à huit, les deux paragraphes du...
13. Les paragraphes trois à huit, les deux paragraphes du...
14. La loi s'applique lorsque employé en présent...
15. Dans le présent article, l'expression "état amical"...
16. Le parti mentionné dans l'état annuel de chaque...
17. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
18. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
19. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
20. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
21. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
22. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
23. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...
24. La loi s'applique par les termes des paragraphes...
25. Les calculs de réserve nécessaires aux obligations non...

La sanction
du Conseil
du trésor est
essentielle.

11. Il est interdit à toute compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille ou d'y réassurer ses polices, à moins que cette fusion, cession, ou réassurance ne soit sanctionnée par le Conseil du trésor en conformité du présent article. Mais le présent article ne s'applique pas aux contrats de réassurance passés par des compagnies dans le cours ordinaire de leurs opérations.

5

Exemption.

12. Les paragraphes quatre à huit, les deux compris, du présent article, ne s'appliquent pas à la réassurance, par une compagnie, des affaires d'une compagnie qui n'est pas et n'a jamais été autorisée par permis à opérer au Canada.

10

Exemption.

13. Les paragraphes trois à huit, les deux compris, et le paragraphe onze du présent article, ne s'appliquent pas à la réassurance, par une compagnie, de quelque une des polices autres que les polices canadiennes d'une compagnie constituée en corporation en dehors du Canada.

15

Extension
de la
définition de
«compagnie.»

14. Le mot «compagnie», lorsque employé au présent article relativement à une autre partie avec laquelle une compagnie est autorisée à conclure un traité, vise et comprend toute corporation exerçant les opérations d'assurance-vie et constituée en vertu des lois d'un pays autre que le Canada ou en vertu des lois d'une province du Canada.

20

«Etat
annuel.»

68. Dans le présent article, l'expression «état annuel» signifie l'état annuel déposé ou à déposer en vertu de l'article cinquante-trois de la présente loi.

25

Indication
de la
réserve.

2. Le passif mentionné dans l'état annuel de chaque compagnie doit comprendre une réserve pour couvrir toutes les obligations non échues, garanties par les termes de ses polices sur la vie, l'invalidité, la maladie, les accidents, ou toute autre éventualité, ou qui couvrent une période fixe.

30

Méthode
d'évaluation.

3. En calculant la réserve nécessaire aux obligations non échues garanties par les termes des polices qui ont trait à la vie seulement, l'évaluation doit être établie conformément aux prescriptions suivantes, savoir:

35

a) Le taux de l'intérêt assumé ne doit pas excéder le taux prescrit en la Cinquième Annexe de la présente loi;

b) Les tables de mortalité employées sont celles que prescrit ladite Annexe de la présente loi. Toutefois,

s'il appert à une compagnie que les réserves pour une catégorie particulière de polices ne peuvent pas être calculées convenablement au moyen d'une table

de mortalité prescrite dans ladite Annexe pour ce genre de calcul, la compagnie doit alors demander au

surintendant d'approuver la table que la compagnie juge la plus propre à ce calcul;

45

c) La méthode d'évaluation doit être celle que spécifie ladite Annexe ou toute adaptation de cette Annexe qu'approuve le surintendant sous le régime de l'Annexe,

ou toute autre méthode que la compagnie juge convenable. Cependant, la méthode employée doit être telle

50

que la réserve est calculée selon cette méthode et doit être
calculée pour une durée déterminée, que la réserve
calculée à partir des dispositions concernant l'éva-
luation contenues dans l'article Annexe, en outre, la
méthode doit être précisée séparément pour les valeurs
garanties pendant les années subséquentes de la période
concernant au taux d'intérêt et à la table de mor-
talité utilisées dans l'évaluation.

4. Il n'est pas nécessaire que, dans aucun cas, la réserve
pendant la première année de la période, excède la 10
fois le montant des primes en cours à l'expiration et la méthode
d'évaluation décrite dans l'Annexe.

5. En calculant la réserve nécessaire pour couvrir toutes
les obligations non encore garanties par les primes des 10
années ou dépassant les 10 ans qui survient aux éventualités
autres que celles ayant trait à la vie seule, les bases et les
méthodes d'évaluation appliquées par la compagnie doivent
être telles qu'elles placent les valeurs séparées sur le pied
qu'elles couvrent, et elles doivent être telles que la valeur
des réserves prévues dans chaque police ne puisse en aucun
cas être inférieure que la valeur prévue sur les primes futures.

6. À l'égard des primes reçues avant le premier jour de
l'année, il ne faut pas oublier la réserve nécessaire pour
couvrir les obligations non encore garanties par ces primes
sur la vie seule doit, concernant les dispositions des poli-
ces précédentes de l'année, être calculée consé-
cutivement aux dispositions de la loi des assurances et s'ajoute
à cette date.

7. Toute fois, dans l'état annuel, avec les détails
que le surintendant peut exiger, un exposé sommaire des
diverses bases et méthodes employées dans l'évaluation de
la catégorie ou des catégories de polices et des montants
d'actifs nets déduits et de la réserve comprise dans le
passif, et il doit être annexé à l'exposé sommaire un certificat
de l'actuaire de la compagnie, ou de l'actuaire responsable
de l'évaluation si la compagnie n'a pas d'actuaire, attestant
que les réserves déduites dans l'exposé sommaire ne sont pas
inférieures aux réserves requises par les dispositions de l'ar-
ticle 10, et de plus, qu'à son avis, les réserves calculées
sont un provisionnement suffisant pour couvrir toutes
les obligations non éteintes de la compagnie et garantir
par les primes de ces polices.

8. Il est interdit au surintendant que la réserve comprise
dans le passif de l'état annuel d'une compagnie n'a pas
été calculée conformément aux dispositions des paragraphes
ci-dessus prévus de l'article 10, et dans tous les cas, la
compagnie à quel égard il est fait l'évaluation n'est
pas tenue de modifier ses dispositions, sans la faire approuver
dans l'évaluation par changements qui peuvent être faits
sans que celle-ci soit contraire à ces dispositions, et si

100

101

102

103

que la réserve calculée selon cette méthode ne doit pas être moindre, pour une durée quelconque, que la réserve calculée d'après les dispositions concernant l'évaluation contenues dans ladite Annexe; en outre, la méthode doit faire provision adéquate pour les valeurs garanties pendant les durées subséquentes de la police conformément au taux d'intérêt et à la table de mortalité utilisée dans l'évaluation; 5

d) Il n'est pas nécessaire que, dans aucun cas, la réserve, pendant la première année de la police, excède la réserve calculée d'après le taux d'intérêt et la table de mortalité employée dans l'évaluation et la méthode d'évaluation décrite dans ladite Annexe. 10

Evaluation
par la
compagnie.

4. En calculant la réserve nécessaire pour couvrir toutes les obligations non échues, garanties par les termes des polices ou résultant des polices qui couvrent des éventualités autres que celles ayant trait à la vie seule, les bases et les méthodes d'évaluation employées par la compagnie doivent être telles qu'elles placent une valeur adéquate sur le passif qu'elles couvrent; et elles doivent être telles que la valeur des bénéfices prévus dans chaque police ne puisse en aucun cas être moindre que la valeur placée sur les primes futures. 15 20

Polices
émises
avant le
1er janvier
1927.

5. A l'égard des polices émises avant le premier jour de janvier mil neuf cent vingt-sept, la réserve nécessaire pour couvrir les obligations non échues garanties par ces polices sur la vie seule doit, nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, être calculée conformément aux dispositions de la *Loi des assurances* en vigueur à ladite date. 25

Sommaire
à inclure
dans l'état
annuel.

6. Doit être inclus dans l'état annuel, avec les détails que le surintendant peut exiger, un exposé sommaire des diverses bases et méthodes employées dans l'évaluation, de la catégorie ou des catégories de polices et des montants d'assurance ainsi évalués et de la réserve comprise dans le passif, et il doit être annexé à l'exposé sommaire un certificat de l'actuaire de la compagnie, ou de l'actuaire responsable de l'évaluation si la compagnie n'a pas d'actuaire, attestant que les réserves énoncées dans l'exposé sommaire ne sont pas inférieures aux réserves requises par les dispositions du présent article, et, de plus, qu'à son avis, les réserves constituent une provision bonne et suffisante pour couvrir toutes les obligations non échues de la compagnie et garanties par les termes de ses polices. 30 35 40

Calcul par le
surintendant.

7. S'il appert au surintendant que la réserve comprise dans le passif de l'état annuel d'une compagnie n'a pas été calculée conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, il doit faire savoir à la compagnie à quels égards, à son avis, l'évaluation n'est pas conforme auxdites dispositions, afin de faire opérer dans l'évaluation les changements qui peuvent être nécessaires pour qu'elle soit conforme à ces dispositions, et si 45 50

la comptabilité régulière d'opérer ces changements, elle doit
tenir au sein de la commission, au moment de la tenue de la
de ses pouvoirs, nécessaires au sein de la réserve légale
concernant les dispositions des paragraphes précédents
du présent article, et la réserve ainsi calculée par la
tenue de la comptabilité dans le passé de l'état annuel
à la réserve calculée par la comptabilité.

En outre,
pour les
cas visés

8. Une fois tous les cinq ans ou plus souvent à la discrétion
du ministre, le statut de la compagnie doit être révisé
ou être révisé sous la surveillance de la commission
de chaque compagnie, et cette révision doit être établie
sur les bases et à l'égard des méthodes que la compagnie a
adoptées employées dans le calcul de la réserve comprise dans
le passé de son état annuel à la date de l'évaluation, ou si
l'évaluation est établie à une autre date qu'à celle de l'état
annuel, alors dans l'état annuel de la compagnie dressé en
dernier lieu avant la date de l'évaluation, indépendamment
des changements qui peuvent être effectués dans la réserve
en vertu des dispositions du paragraphe sept du présent
article.

En outre,
pour les
cas visés

9. Au lieu de procéder à l'évaluation présentée au par-
agraphe huit du présent article, le statut de la compagnie
peut être révisé par la compagnie, à l'égard de la réserve
comprise dans le passé de son état annuel, à la date de l'évaluation,
à condition que la compagnie maintienne la réserve qu'elle a
calculée dans le passé de son état annuel.

En outre,
pour les
cas visés

10. Au lieu de calculer elle-même la réserve à inclure
dans le passé de son état annuel, toute compagnie peut
exiger que l'évaluation soit établie par la commission, en
conformité aux dispositions du présent article, en lui
payant un droit de tous coûts pour chaque police ou poli-
ce, en plus de tout autre droit établi et de la commission.

En outre,
pour les
cas visés

11. Dans tous les cas où le statut de la compagnie prévoit
la tenue de la comptabilité conformément aux dispositions du pré-
sent article, il doit inclure dans son rapport annuel un
état descriptif des méthodes que la compagnie a employées
pour le calcul de la réserve légale, et de la réserve légale
calculée sur la base de ces méthodes, et de la réserve légale
calculée sur la base des méthodes que la compagnie a employées
pour le calcul de la réserve légale, et de la réserve légale
calculée sur la base de ces méthodes.

En outre,
pour les
cas visés

12. Dans tous les cas où le statut de la compagnie prévoit
la tenue de la comptabilité conformément aux dispositions du pré-
sent article, il doit inclure dans son rapport annuel un
état descriptif des méthodes que la compagnie a employées
pour le calcul de la réserve légale, et de la réserve légale
calculée sur la base de ces méthodes, et de la réserve légale
calculée sur la base des méthodes que la compagnie a employées
pour le calcul de la réserve légale, et de la réserve légale
calculée sur la base de ces méthodes.

En outre,
pour les
cas visés

la compagnie néglige d'opérer ces changements, elle doit fournir au surintendant, sur demande, les détails complets de ses polices, nécessaires au calcul de la réserve requise conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, et la réserve ainsi calculée par le surintendant doit être substituée dans le passif de l'état annuel à la réserve calculée par la compagnie. 5

Evaluation
tous les
cinq ans.

8. Une fois tous les cinq ans ou plus souvent, à la discrétion du ministre, le surintendant doit lui-même évaluer ou faire évaluer sous sa surveillance toutes les polices de chaque compagnie, et cette évaluation doit être établie sur les bases et d'après les méthodes que la compagnie est censée employer dans le calcul de la réserve comprise dans le passif de son état annuel à la date de l'évaluation, ou, si l'évaluation est établie à une autre date qu'à celle de l'état annuel, alors dans l'état annuel de la compagnie dressé en dernier lieu avant la date de l'évaluation, subordonnement aux changements qui peuvent être effectués dans la réserve en vertu des dispositions du paragraphe sept du présent article. 15

Examen de
l'évaluation
de la
compagnie.

9. Au lieu de procéder à l'évaluation prescrite au paragraphe huit du présent article, le surintendant peut se contenter d'examiner l'évaluation établie par la compagnie, soit que la compagnie maintienne la réserve qu'elle est censée maintenir, soit que la réserve maintenue satisfasse aux dispositions de la présente loi. 20

La compagnie
peut exiger
que
l'évaluation
soit établie
par le
surintendant.

10. Au lieu de calculer elle-même la réserve à inclure dans le passif de son état annuel, toute compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant conformément aux dispositions du présent article, en lui payant un droit de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré ainsi évaluée, et le surintendant doit remettre ce droit au ministre. Toutefois, en préparant les détails de l'évaluation, la compagnie peut grouper n'importe quel nombre de polices d'une manière satisfaisante pour le surintendant afin qu'elles puissent être évaluées comme une seule police, et le droit pour l'évaluation de chaque groupe est de trois cents. Un droit semblable doit être exigé et remis au ministre à l'égard des évaluations établies par le surintendant en exécution des dispositions du paragraphe sept du présent article. 25 35

Description,
dans le
rapport du
surintendant,
des tables
de mortalité
approuvées.

11. Dans tous les cas où le surintendant approuve une table de mortalité conformément aux dispositions du présent article, il doit inclure dans son rapport annuel au ministre les renseignements que le surintendant juge nécessaires et utiles, concernant l'origine et les caractéristiques de la table, ainsi que les circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Le surintendant peut de la même manière refuser d'approuver cette table. 40 45

Avances aux agents.

69. Il est interdit à pareille compagnie, et à toute personne, firme ou corporation agissant en son nom, de consentir un prêt ou une avance sans garantie suffisante, à une personne, firme ou corporation qui sollicite ou entreprend de solliciter des risques d'assurance; néanmoins, il peut être consenti des avances à toute pareille personne, firme ou corporation pour frais de voyage ou à compte de commissions ou autre rémunération à gagner relativement à des primes, mais ces avances ne peuvent être portées comme actif dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre. 5 10

Traitement des fonctionnaires et agents.

70. Il est interdit de payer un traitement, une rémunération ou des émoluments à un administrateur d'une compagnie pour ses services à titre d'administrateur, à moins que ce paiement ne soit autorisé par un vote des membres dans le cas d'une compagnie mutuelle, et par un vote des actionnaires et des autres membres, s'il en est, dans le cas d'une compagnie ayant un capital social. Il ne doit pas être payé de traitement, de rémunération ni d'émoluments à un fonctionnaire ou à un fiduciaire d'une pareille compagnie, à moins d'autorisation par vote des administrateurs, et aucun traitement, rémunération ou émolument s'élevant en une année à plus de cinq mille dollars ne doit être payé à un agent ou employé, à moins que le contrat en vertu duquel ce montant devient payable, s'il est fait après le quatrième jour de mai mil neuf cent dix, n'ait été approuvé par le conseil d'administration. 15 20 25

Convention d'appointments pour cinq ans au plus.

2. Aucune compagnie ne doit s'engager par convention, envers quelqu'un de ses administrateurs, fiduciaires, fonctionnaires ou agents, à leur payer, pour services rendus ou à rendre, un traitement, une rémunération ou des émoluments pendant une période de plus de cinq ans à compter de la date de cette convention, mais cette restriction ne s'applique pas aux conventions faites avec des agents au sujet d'assurances obtenues ou à obtenir par ces agents, ces assurances s'élevant en une année à moins de vingt pour cent des assurances totales obtenues durant cette année-là par la compagnie. 30 35

Disposition quant à la terminaison.

3. Tout contrat ou traité conclu après le vingtième jour de septembre mil neuf cent dix-sept, entre une compagnie et quelqu'un de ses administrateurs, fiduciaires, fonctionnaires ou agents, à l'effet de payer, pour services rendus ou à rendre, des traitements, rémunérations ou émoluments, doit être résoluble au choix de la compagnie sur avis de trois mois au plus, à moins qu'il ne contienne une disposition stipulant que, en cas de liquidation de la compagnie sous le régime de la *Loi des liquidations*, ou dans le cas du transfert ou de la réassurance de toutes les polices de la compagnie, ce contrat ou traité est résoluble au choix de la compagnie; mais le porteur de ce contrat ou traité a droit, 40 45 50

à son expiration, de prendre rang à titre de créancier ordinaire sur l'actif de la compagnie pour le montant qu'il aurait reçu en vertu de ce contrat ou de ce traité durant une période n'excédant pas les trois mois qui suivent l'ouverture de ladite liquidation ou la date dudit transfert ou de ladite réassurance. 5

Il n'est payé de commissions qu'aux agents.

71. Aucune compagnie ne doit s'engager par contrat, envers quelque administrateur, fiduciaire, fonctionnaire, employé ou serviteur de la compagnie, à l'exception des agents employés à la sollicitation de risques, à payer une rémunération ou récompense quelconque par voie de commissions sur les affaires ou partie des affaires de la compagnie; mais le présent paragraphe ne s'applique pas aux risques que sollicite et obtient personnellement, en dehors des heures de bureau, un employé ou un serviteur qui n'est pas un administrateur, un fiduciaire ni un fonctionnaire de la compagnie. 10 15

2. Afin de conduire les affaires de la compagnie avec le plus de succès possible dans l'intérêt des assurés et des actionnaires, les administrateurs peuvent adopter des règlements portant création d'un fonds de pension et d'assurance pour le personnel; mais ces règlements, avant d'être mis en vigueur, doivent être soumis et agréés à une assemblée annuelle de la compagnie ou à une assemblée générale extraordinaire de ses membres, après avis dûment donné, dans l'un et l'autre cas, de l'intention d'en délibérer. 20 25

Evaluations interdites.

72. Il est interdit à toute compagnie et à tout fonctionnaire, administrateur ou agent de cette compagnie, de publier ou mettre en circulation, ou de faire publier ou mettre en circulation, ou de permettre de publier ou mettre en circulation au Canada, un écrit ou imprimé contenant une évaluation, un exemple ou un état des dividendes ou des parts d'excédent à attendre d'une police émise par cette compagnie. 30

Dépôt des taux chez le surintendant.

2. Toute compagnie doit déposer et tenir en dépôt chez le surintendant une copie de ses taux établis pour tous les plans d'assurance, les taux dans la branche ordinaire, distinctement de la branche populaire, étant basés sur une assurance de mille dollars, et devant s'appliquer à l'assurance pour ce montant et au prorata pour les montants plus élevés. 35 40

Excédents afférents aux polices à dividendes différés.

73. Si une compagnie émet des polices stipulant la répartition d'excédents ou de bénéfices à des intervalles moindres que cinq ans, et connues sous le nom de polices à dividendes différés, elle doit, pour ce qui est de ces polices, constater et répartir au moins une fois tous les cinq ans à compter de la date des polices, pour chaque catégorie de ces dernières, la part de ces excédents ou de ces bénéfices 45

à laquelle la catégorie a également droit. La somme totale des parts ainsi constituées et réparties de même que le total de la réserve ou de réserves doit être et doit constituer un article du bilan de la compagnie et être inscrite et portée en conséquence dans ses comptes jusqu'à ce qu'elle ait été effectivement distribuée et versée aux assurés qui y ont droit.

74. A dater du premier jour de janvier qui suivra l'année, toutes compagnies doivent à l'égard de toutes les polices à participation émises et en cours au Canada le 1^{er} janvier 1919, jour de janvier qui suit, soit une fois par an, et par intervalles réguliers d'occasions ou de périodes à des intervalles moins fréquents que dans les cinq ans, et qui sont connues sous le nom de polices à dividendes différés, constater la part de ces assurés en dividendes à laquelle chaque cas échéant, les dividendes doivent être éventuellement droit, et établir éventuellement lesdites parts, au moins une fois dans les cinq ans à compter de la date des polices, à chacune des dates fixées de ces dernières. La somme totale des parts ainsi constatées et éventuellement attribuées doit être portée aux comptes et y être tenue séparée et distincte de l'ensemble non divisé et non attribuée et y figurer comme telle.

La somme des dividendes à verser aux assurés

75. Toute personne assurant ou procédant jugée admissible dans l'intérêt des assurés d'une compagnie ou dans l'intérêt d'une catégorie de ces assurés peut, avec le consentement de l'autorité compétente de la part de ces assurés, par le procureur général du Canada, contre la compagnie ou ses administrateurs, fiduciaires ou autres fonctionnaires, et sans jugement obtenu à la suite d'une telle poursuite, action ou procédure, soit pour une restriction de comptes, soit pour une somme d'argent, soit pour un autre motif, ou à cette catégorie d'assurés et être appliquée à leur bénéfice.

La somme des dividendes à verser aux assurés

76. A la demande ou avec le consentement du ministre dans le procureur général du Canada peut instituer, en vertu de la loi des procédures des procédures contre toute compagnie canadienne ou sous le nom de la loi des procédures, ce qu'il y a lieu d'obtenir, ce qu'il y a lieu de faire, ou de demander pour la mise en liquidation des affaires de cette compagnie.

La somme des dividendes à verser aux assurés

77. Les procédures mentionnées au paragraphe précédent peuvent être instituées au cours de la durée de toute la procédure pour toute cause pour laquelle pareille procédure peut être tenue sous le régime des dispositions de la loi des liquidations autres que celles de la Partie III de la loi sur les sociétés que la compagnie est devenue insolvable aux dispositions de la loi des procédures ou en vertu de l'article cent cinquante et un de la loi sur les sociétés.

La somme des dividendes à verser aux assurés

à laquelle la catégorie a équitablement droit. La somme totale des parts ainsi constatées et réparties, de même que le fonds de réserve ou de réassurance, doit être et doit constituer un article du passif de la compagnie et être imputée et portée en conséquence dans ses comptes jusqu'à ce qu'elle ait été effectivement distribuée et versée aux assurés qui y ont droit. 5

Répartition
quinquennale
des bénéfices.

74. A dater du premier jour de janvier mil neuf cent onze, toute compagnie doit, à l'égard de toutes les polices à participation émises et en cours au Canada ledit premier jour de janvier mil neuf cent onze, et qui stipulent une répartition d'excédents ou de bénéfices à des intervalles moins fréquents que tous les cinq ans, et qui sont connues sous le nom de polices à dividendes différés, constater la part de ces excédents ou bénéfices à laquelle chaque catégorie desdites polices a éventuellement droit, et attribuer éventuellement ladite part, au moins une fois tous les cinq ans à compter de la date des polices, à chacune des catégories de ces dernières. La somme totale des parts ainsi constatées et éventuellement attribuées doit être portée aux comptes et y être tenue séparée et distincte de l'excédent non divisé et non attribué, et y figurer comme telle. 10 15 20

Instances par
les porteurs
de polices
contre la
compagnie.

75. Toute poursuite, action ou procédure jugée nécessaire dans l'intérêt des assurés d'une compagnie ou dans l'intérêt d'une catégorie de ces assurés, peut, avec le consentement du surintendant, être instituée devant tout tribunal de juridiction compétente, de la part de ces assurés, par le procureur général du Canada, contre la compagnie ou ses administrateurs, fiduciaires ou autres fonctionnaires; et tout jugement obtenu à la suite d'une telle poursuite, action ou procédure, soit pour une reddition de comptes, soit pour une somme d'argent, doit profiter à ces assurés ou à cette catégorie d'assurés et être appliqué à leur bénéfice. 25 30

Le procureur
général peut
instituer des
procédures.

2. A la demande ou avec le consentement du surintendant, le procureur général du Canada peut instituer, en vertu de la *Loi des liquidations*, des procédures contre toute compagnie canadienne munie du permis exigé par la présente loi, à l'effet d'obtenir, en vertu de ladite loi, une ordonnance pour la mise en liquidation des affaires de cette compagnie. 35 40

Procédures
au cours de
la durée de
l'autorisation.

3. Les procédures mentionnées au paragraphe qui précède peuvent être instituées au cours de la durée du permis de la compagnie pour toute cause pour laquelle pareille ordonnance peut être rendue sous le régime des dispositions de la *Loi des liquidations* autres que celles de la Partie III de ladite loi, ou, après que la compagnie est devenue assujétie aux dispositions de la *Loi des liquidations*, en conformité de l'article cent soixante et un de ladite Partie III. 45

75. Par dérogation aux dispositions contraires de quel-
que loi spéciale ou autre toute compagnie doit tenir des
comptes distincts et séparés des assurances à participation
et des assurances sans participation.

Participation
sans participation
à capital
sans capital

77. Les dispositions du présent article s'entendent et s'ap-
pliquent à toute compagnie ayant un capital social, quo
qu'elle soit en tout ou en partie de capital social, de capital-actions,
de fonds de garantie ou tout autre nom.

Capital
Capital-actions
Fonds de garantie

78. Les dispositions s'entendent et s'appliquent à tout
par dérogation à toute disposition contraire de toute loi
spéciale relative à cette compagnie ou de tout règlement ou
autre règlement de cette compagnie.

Disposition

79. Toute partie d'administrateur doit, par règlement, déter-
miner le nombre d'administrateurs que doivent être les
administrateurs et les pouvoirs de chacun à participation sans
participation, ainsi qu'il est expressément prévu et le nombre
d'administrateurs pour les autres ainsi déterminés doit être
d'au moins un tiers de nombre total à être. La compagnie
peut, par ledit règlement, prescrire que tous les administra-

Administrateur
Participation
sans participation
à capital
sans capital

teurs des deux catégories doivent être élus pour un, deux ou
trois ans. Et le règlement fixe la durée des fonctions à deux
ou trois ans, il peut aussi prescrire (a) que la durée des
fonctions doit être indépendante pour tous les administra-
teurs des deux catégories ou (b) qu'une certaine proportion
des administrateurs, au moins un tiers de chaque catégorie,
doit se retirer chaque année. A chaque assemblée annuelle
il doit être élu un conseil, tel que déterminé par le règlement
et ce conseil doit se composer d'un nombre égal et d'un
plus ou moins de administrateurs, qui sont tous éligibles.

80. Les administrateurs pour les actions doivent être élus
par les actionnaires, et les administrateurs pour les autres
doivent être élus par les porteurs de lettres à participation.

81. Le conseil de la compagnie peut être un conseil distinct
de la compagnie, mais nul agent ou fonctionnaire contracté
autre que le conseil, n'est éligible au poste d'administrateur.
L'expression «fonctionnaire contracté», dans le présent
paragraphe, ne comprend pas le président et le vice-pré-
sident, ni le président et le premier vice-président, s'ils se pré-
sentent d'un bloc conformément aux dispositions du pré-
sent article.

Le conseil
de la compagnie
fonctionnaire contracté

82. Nul ne peut être administrateur pour les actions
à moins qu'il ne possède en son propre nom et pour son
propre compte des actions du capital social de la compagnie
pour un montant d'au moins deux mille cinq cents dollars
et qu'il n'ait opéré tous les versements échois au compte de
ces actions et acquittés toutes les obligations contractées par
lui envers la compagnie.

Administrateur
pour les actions
à capital
sans capital

83. A toutes les assemblées générales de la compagnie,
chaque actionnaire présent ou personnel ou représenté par
lui-même ou par un procureur pour les versements

Personnel
ou représenté

Comptes
séparés
pour les
assurances à
participation
et sans
participation.

76. Par dérogation aux dispositions contraires de quelque loi spéciale ou autre, toute compagnie doit tenir des comptes distincts et séparés des assurances à participation et des assurances sans participation.

Compagnies
à capital
social.

77. Les dispositions du présent article s'étendent et s'appliquent à toute compagnie ayant un capital social, que ce capital porte le nom de capital social, de capital-actions, de fonds de garantie ou tout autre nom. 5

Application.

2. Lesdites dispositions s'étendent et s'appliquent ainsi, par dérogation à toute disposition contraire de toute loi spéciale relative à cette compagnie ou de tout règlement ou tous règlements de cette compagnie. 10

Administra-
teurs pour
les action-
naires et ad-
ministrateurs
pour les
assurés.

3. Toute pareille compagnie doit, par règlement, déterminer le nombre d'administrateurs que doivent élire les actionnaires et les porteurs de polices à participation respectivement, ainsi qu'il est ci-après prévu, et le nombre d'administrateurs pour les assurés ainsi déterminé doit être d'au moins un tiers du nombre total à élire. La compagnie peut, par ledit règlement, prescrire que tous les administrateurs des deux catégories doivent être élus pour un, deux ou trois ans. Si le règlement fixe la durée des fonctions à deux ou trois ans, il peut aussi prescrire (a) que la durée des fonctions doit être ininterrompue pour tous les administrateurs des deux catégories, ou (b) qu'une certaine proportion des administrateurs, au moins un tiers de chaque catégorie, doit se retirer chaque année. A chaque assemblée annuelle, il doit être élu un conseil, tel que déterminé par le règlement susdit, et ce conseil doit se composer d'au moins neuf et d'au plus vingt et un administrateurs, qui tous sont rééligibles. Les administrateurs pour les actionnaires doivent être élus par les actionnaires, et les administrateurs pour les assurés doivent être élus par les porteurs de polices à participation. 15
20
25
30

Le gérant
peut être
administra-
teur.

4. Le gérant de la compagnie peut être un administrateur de la compagnie, mais nul agent ou fonctionnaire rémunéré, autre que le gérant, n'est éligible au poste d'administrateur. L'expression «fonctionnaire rémunéré», dans le présent paragraphe, ne comprend pas le président et le vice-président, ni le président et le premier vice-président, s'il en est plus d'un, élus conformément aux dispositions du paragraphe neuf du présent article. 35
40

Conditions
d'éligibilité
des adminis-
trateurs
pour les
actionnaires.

5. Nul ne peut être administrateur pour les actionnaires, à moins qu'il ne possède en son propre nom et pour son propre compte des actions du capital social de la compagnie pour un montant d'au moins deux mille cinq cents dollars et qu'il n'ait opéré tous les versement échus au compte de ces actions et acquitté toutes les obligations contractées par lui envers la compagnie. 45

Une voix par
action.

6. A toutes les assemblées générales de la compagnie, chaque actionnaire présent en personne ou représenté par fondé de pouvoirs et qui a acquitté tous les versements 50

dehors sur ses actions du capital social, ainsi que toutes les obligations qu'il a contractées envers la compagnie, à une voix pour chaque action dont il est porteur.

7. Toute personne actionnaire ou non de la compagnie, dont la vie est assurée pour deux mille dollars ou plus dans la compagnie par une ou plusieurs polices à participation sur lesquelles il n'est dû aucune prime, et ce-après décès, pour le paiement de la participation, est réputé de la compagnie et a droit d'être présent à toutes ses assemblées générales, mais les porteurs de polices à participation n'ont pas en cette qualité le droit de voter à l'élection des administrateurs pour la compagnie. Néanmoins, dans le cas de liquidation de la compagnie, le porteur de police, en sa qualité de créancier, n'a pas le droit de participer à la distribution de l'actif et n'est pas susceptible de réclamer sur la base des contributions. Tout porteur d'une ou plusieurs polices à participation de la compagnie pour quatre mille dollars ou plus, à l'exclusion des augmentations des capitaux assurés, sur lesquelles polices il n'est pas dû de primes, peut voter à une assemblée et il n'est pas tenu de payer sur cette

police ou ces polices pendant un nombre trois années après son administration pour les assurés.

8. Les administrateurs pour les années doivent se réunir avec les administrateurs pour les années suivantes, et ils ont droit de voter sur toutes les questions d'affaires.

9. Les administrateurs doivent élire un président et un ou plusieurs vice-présidents chaque année ou.

10. A toutes les assemblées des administrateurs l'expédition des affaires, la conduite des administrateurs ou autres questions ou autres affaires de la compagnie, ne doivent pas être traitées lorsque le nombre des administrateurs présents est de sept.

11. La compagnie doit avoir chaque année une date fixe pour ses assemblées annuelles, et cette date doit être inscrite sur ses statuts ou dans son acte de incorporation, et cette date doit être publiée par la compagnie, et être répétée dans deux semaines au moins avant l'assemblée dans deux ou plus de deux journaux quotidiens publiés en quelque lieu de la compagnie ou dans les bureaux.

12. A l'assemblée annuelle, nul actionnaire ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les actionnaires, et nul actionnaire ne peut voter un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les assurés.

13. Tout tiers de pouvoirs représentant un actionnaire doit être en forme écrite et avoir droit de vote, et son caractère n'est valable que si elle a été écrite, scellée et déposée dans les deux semaines qui ont précédé l'assemblée ou si elle est lue et si elle a été lue en présence de la compagnie ou avant l'assemblée et elle ne peut servir en cette assemblée ou à la tenue de cette

Les statuts
de la compagnie
à l'assemblée
pour 1910

Chaque
assemblée
de la compagnie
à l'assemblée
pour 1910

Statuts

Statuts

Statuts

Statuts

échus sur ses actions du capital social, ainsi que toutes les obligations qu'il a contractées envers la compagnie, a une voix pour chaque action dont il est porteur.

Est membre
tout porteur
de police à
participation
pour \$2,000.

7. Toute personne, actionnaire ou non de la compagnie, dont la vie est assurée pour deux mille dollars ou plus dans la compagnie par une ou plusieurs polices à participation sur lesquelles il n'est dû aucune prime, et ci-après désignée porteur de police à participation, est membre de la compagnie et a droit d'être présent à toutes ses assemblées générales, mais les porteurs de polices à participation n'ont pas en cette qualité le droit de voter à l'élection des administrateurs pour les actionnaires. Néanmoins, dans le cas de liquidation de la compagnie, le porteur de police, en sa qualité de membre, n'a pas le droit de participer à la distribution de l'actif et n'est pas susceptible de figurer sur la liste des contributeurs. Tout porteur d'une ou plusieurs polices à participation de la compagnie pour quatre mille dollars ou plus, à l'exclusion des augmentations des capitaux assurés, sur lesquelles polices il n'est pas dû de primes, peut, s'il n'est pas actionnaire et s'il a payé des primes sur cette police ou ces polices pendant au moins trois années, être élu administrateur pour les assurés.

Clause
condition-
nelle.
Conditions
d'éligibilité
des adminis-
trateurs
pour les
assurés.
Assemblée.

8. Les administrateurs pour les assurés doivent se réunir avec les administrateurs pour les actionnaires, et ils ont droit de voter sur toutes les questions d'affaires.

Président.

9. Les administrateurs doivent élire un président et un ou plusieurs vice-présidents choisis parmi eux.

Quorum.

10. A toutes les assemblées des administrateurs pour l'expédition des affaires, la majorité des administrateurs constitue un quorum lorsque le nombre des administrateurs ne dépasse pas treize; lorsque le nombre dépasse treize, le quorum est de sept.

Assemblée
annuelle.

11. La compagnie doit avoir chaque année une date fixe pour son assemblée annuelle, et cette date doit être imprimée en gros caractères sur chaque reçu de renouvellement délivré par la compagnie, et avis régulier doit aussi être donné au moins quinze jours avant l'assemblée dans deux ou plus de deux journaux quotidiens publiés au siège social de la compagnie ou dans les environs.

Vote.

12. A l'assemblée annuelle, nul actionnaire ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les actionnaires, et nul assuré ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les assurés.

Procuration.

13. Tout fondé de pouvoirs représentant un actionnaire doit être lui-même actionnaire et avoir droit de vote, et une procuration n'est valable que si elle a été signée, scellée et délivrée dans les trois mois qui ont précédé l'assemblée où il s'agit de l'utiliser et si elle a été remise au secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant l'assemblée, et elle ne peut servir qu'à cette assemblée ou à la reprise de cette

assemblée après ajournement. Elle peut être révoquée en tout temps avant cette assemblée.

Retrait de l'autorisation, en cas de non-paiement de réclamations.

78. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière suffisante à ses yeux, qu'une réclamation non contestée et résultant d'une police d'assurance sur la vie au Canada, est restée non acquittée par la compagnie pendant soixante jours après son échéance, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et après l'offre d'une libération légale et valable à l'agent de la compagnie, le ministre peut retirer le permis de cette compagnie. 5 10

Renouvellement d'autorisation.

79. Si, dans les trente jours après ce retrait, il est satisfait à cette réclamation non contestée ou à ce jugement définitif contre la compagnie, le permis peut être renouvelé.

Renouvellement des autorisations tombées en déchéance.

80. Lorsque le permis d'une compagnie a été retiré par le ministre en vertu de l'un des articles précédents de la présente loi, ce permis peut être renouvelé si, dans les trente jours à dater du retrait, la compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi, à la satisfaction du ministre. 15

Cessation des opérations.

81. Lorsqu'une compagnie veut cesser ses opérations et dégager son actif au Canada, et qu'elle a donné au ministre un avis par écrit à cet effet, elle peut, du consentement des assurés, faire cession de ses polices en cours au Canada à une ou plusieurs compagnies munies du permis exigé par la présente loi au Canada, ou effectuer autant que possible le rachat des polices. 20 25

Liste à remettre au ministre.

2. La compagnie doit déposer entre les mains du ministre la liste de tous les assurés canadiens dont les polices ont été ainsi cédées ou rachetées, ainsi que la liste de ceux dont les polices n'ont été ni cédées ni rachetées. 30

Avis dans la Gazette du Canada.

3. En même temps, la compagnie doit publier et continuer à publier durant trois mois civils dans la *Gazette du Canada*, et dans au moins un journal du comté, de la cité ou du lieu où est établi le siège social, un avis annonçant son intention de demander au ministre, à une certaine date qui doit être postérieure d'au moins trois mois à la date de l'avis, la libération de son actif et de ses valeurs, et invitant ses assurés canadiens qui seraient opposés à cette libération à faire connaître au ministre leur opposition, le ou avant le jour ainsi indiqué. 35 40

Libération des valeurs.

82. Après le jour ainsi fixé, la demande de libération ayant été faite, si le ministre, d'accord avec le Conseil du trésor, est d'avis qu'il y a eu cession ou rachat, il peut ordonner qu'une partie de l'actif confié aux fiduciaires, ou des valeurs qui sont en la possession du ministre, soit retenue, jusqu'à concurrence d'une somme suffisante pour 45

avoir plénement l'obligation de verser de l'impôt, y compris
que les attestations de revenus reçues et les déclarations
des revenus de celles des personnes qui y ont été citées en
raison ou à l'égard desquelles ont été produites des attestations
et il peut ordonner que le reste de l'impôt en sus
versé soit libéré et transféré en vertu de la présente
Loi.

1870-71

2. La présente loi ne s'applique pas aux personnes
de la manière déterminée ci-dessous au paragraphe 10
de la présente loi, et sur leur revenu
telle que mentionné dans l'article 10 de la présente loi
pour la même année.

1872-73

3. Cette loi ne s'applique pas aux personnes
citées dans le paragraphe 10 de la présente loi
et l'impôt en sus versé en vertu de la présente loi
peut être en tout ou en partie remis à la personne
laquelle s'applique son revenu de cette loi.

1873-74

4. L'impôt mentionné à l'article précédent doit se faire
de la manière suivante :

a) Il doit être payé dans le Canada au lieu
et au jour où le revenu A de la présente loi
de la présente loi ou selon une forme au même effet
pendant au moins trente jours avant la date indiquée
dans l'article 10;

1874-75

b) La personne doit aussi faire payer cette loi en
cas où elle a des revenus au Canada qui sont
le revenu et pendant la période du déclin;

1875-76

c) Le revenu de la présente loi de la présente loi
ou selon une forme au même effet doit être payé
du département port payé ou en transféré à l'étranger
des revenus mentionnés au paragraphe 10 de la présente loi
connaître l'adresse; et cet acte doit être déposé à un
bureau de poste du Canada trente jours au moins
avant la date y indiquée et qui doit être la même que
la date indiquée dans la liste et l'acte selon l'article
formule A.

1876-77

5. Tout revenu qui ne serait pas en vertu de la
présente loi ou avant le jour indiqué dans l'article 10 de la présente
loi ou pendant tout autre acte, ou avant l'acte indiqué; mais le
ministre peut toujours, avant la venue de la présente loi
de montant ainsi qu'il peut être à l'égard de personnes
qui n'acceptent pas l'impôt; et l'acceptation ainsi que
le même effet que si elle avait été donnée et ne serait la
présente loi dans l'acte.

1877-78

6. Les revenus de toutes les personnes mentionnées
et mentionnés dans l'article 10 de la présente loi
des personnes qui se trouvent en la base de calcul
mentionné à l'article précédent de la présente loi
pour l'extension des revenus mentionnés en la présente loi
pour une fois dans les dix ans, ou plus souvent, à la disposition

couvrir pleinement l'équitable valeur nette de rachat, y compris les augmentations de capitaux assurés et les bénéfices acquis, de celles des polices qui n'ont pas été cédées ni rachetées ou à l'égard desquelles ont été produites des oppositions; et il peut ordonner que le reste de l'actif ou des valeurs susdites soit libéré et transféré ou remis à la compagnie. 5

Offres aux assurés.

2. La portion retenue doit être offerte aux assurés susdits de la manière déterminée ci-dessous, au prorata, selon la valeur susdite de leurs polices respectives; et sur leur acceptation du montant ainsi offert, ces polices sont réputées par là même être annulées. 10

Refus de l'offre.

3. Si cette offre est refusée par quelque assuré, la somme ainsi offerte peut être rendue à la compagnie, et la police reste en vigueur; et l'assuré conserve tout recours qu'il peut avoir en droit ou en équité contre la compagnie pour la forcer à exécuter son contrat aux termes de cette police. 15

Comment se fait l'offre.

83. L'offre mentionnée à l'article précédent doit se faire de la manière suivante:

a) Il doit être publié dans la *Gazette du Canada* une liste et un avis selon la formule A de la Sixième Annexe de la présente loi, ou selon une formule au même effet, pendant au moins trente jours avant la date indiquée dans l'avis; 20

Liste dans journaux.

b) La compagnie doit aussi faire insérer cette liste et cet avis dans ceux des journaux au Canada que prescrit le ministre et pendant la période qu'il détermine; 25

Avis par la poste.

c) Un avis selon la formule B de ladite Sixième Annexe, ou selon une formule au même effet, doit être expédié du département, port payé ou en franchise, à chacun des assurés inscrits sur la liste et dont le surintendant connaît l'adresse; et cet avis doit être déposé à un bureau de poste du Canada trente jours au moins avant la date y énoncée et qui doit être la même que la date indiquée dans la liste et l'avis selon ladite formule A. 30 35

Signification de l'avis d'acceptation.

2. Tout assuré qui ne signifie pas au surintendant, par écrit, le ou avant le jour indiqué dans l'avis, son acceptation du montant ainsi offert, est censé l'avoir refusé; mais le ministre peut toujours, avant la remise à la compagnie du montant ainsi refusé, permettre à l'assuré de signifier qu'il accepte ce montant; et l'acceptation ainsi permise a le même effet que si elle avait été donnée le ou avant le jour indiqué dans l'avis. 40

Valeur de rachat: détermination.

84. Les valeurs de rachat pour la couverture desquelles est retenue une portion de l'actif comme susdit doivent être déterminées par le surintendant sur la base de calcul mentionnée à l'article soixante-huit de la présente loi pour l'estimation des polices d'assurance sur la vie à effectuer une fois tous les cinq ans, ou plus souvent, à la discrétion 50

du ministre; et le surintendant doit percevoir de la compagnie les frais de cette évaluation, au taux de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré, et les remettre au ministre, avant que celui-ci rende les valeurs déposées.

5

Arrangements
spéciaux.

85. Rien dans la présente loi n'empêche un assuré de conclure avec la compagnie une convention spéciale aux termes de laquelle sa police peut être maintenue en vigueur.

Actions sur
preuve.

86. Sur preuve de cette convention, la police peut être omise des listes de polices déposées entre les mains du ministre, comme susdit, ou en être retranchée; et dès lors la présente loi cesse de s'appliquer à cette police.

Les bénéfices
sur les
polices à
participation
seront tenus
distincts de
ceux d'autres
sources.

87. Les administrateurs des compagnies qui ont un capital social, peuvent, quand il y a lieu, distraire telle portion des bénéfices nets qu'ils jugent prudent et convenable de mettre de côté aux fins de distribution sous forme de dividendes ou de bénéfices additionnels aux actionnaires et aux porteurs de polices à participation, après avoir constaté quelle part de ces bénéfices provient des polices à participation et l'avoir séparée des bénéfices qui proviennent d'autres sources; et les porteurs de polices à participation ont droit de partager dans cette portion des bénéfices ainsi distraits qui a été séparée comme provenant des polices à participation (y compris une part des bénéfices provenant de la vente de valeurs, dans la proportion de la moyenne du fonds de participation par rapport à la moyenne de la totalité des fonds), jusqu'à concurrence d'au moins quatre-vingt-dix pour cent de ces bénéfices; et avant de déterminer ou de constater le montant des bénéfices à répartir, l'intérêt sur le montant du capital versé resté intact, non compris les primes ou bénéfices additionnels reçus sur ce capital ou du chef de ce capital, qui ont été dépensés pour l'établissement, la poursuite ou le développement des affaires de la compagnie ou qui ont été appliqués à remédier à tout affaiblissement du capital, et sur toute autre ou toutes autres sommes portées de temps à autre au crédit des actionnaires, peut être attribué ou crédité à ces actionnaires au taux moyen net de l'intérêt acquis, pendant l'année précédente ou autre période dont il s'agit, sur la moyenne des fonds placés de la compagnie; cependant, il doit être porté au débit de ces actionnaires une juste part des pertes subies sur les placements ou des autres pertes similaires, dans la proportion de la moyenne du fonds des actionnaires par rapport à la moyenne de la totalité des fonds.

Droit des
porteurs de
polices avec
participation
aux
bénéfices.

2. Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne doivent pas venir en conflit avec le droit des porteurs de polices à participation émises par cette com-

45

pagnie de participer aux bénéfices réalisés du chef de la catégorie des polices sans participation, dans les cas où les porteurs de ces polices ont ce droit en vertu de lois relatives à cette compagnie, en vigueur le quatrième jour de mai mil neuf cent dix.

5

PARTIE III.

SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES.

Sociétés fraternelles de bénéfices.

88. La présente Partie s'applique uniquement aux sociétés fraternelles de bénéfices munies du permis exigé par la présente loi.

Exemptions.

89. Toute société munie du permis exigé par la présente loi doit, lorsqu'elle a obtenu ce permis, être exemptée des dispositions de l'article trente-trois de la présente loi, des dispositions de la Partie II de la présente loi, à l'exception des articles soixante-sept, soixante-neuf à soixante et onze de ladite Partie II, les deux compris, de l'article soixante-quinze et des articles soixante-dix-huit à quatre-vingt-six de ladite Partie II, les deux compris, et des dispositions de la Partie VI de la présente loi.

Cas où l'autorisation n'est pas accordée.

2. Aucune société fraternelle de bénéfices ne peut obtenir le permis exigé par la présente loi si cette société est effectivement la propriété de tous ses fonctionnaires ou percepteurs, ou si elle appartient à un propriétaire particulier, ou si elle est dirigée comme risque commercial ou mercantile, ou en vue d'un gain commercial.

Évaluation actuarielle avant délivrance de police.

90. Toute société fraternelle de bénéfices doit, avant que lui soit délivré le permis exigé par la présente loi, déposer chez le surintendant, outre les autres déclarations et documents dont la présente loi requiert le dépôt, le rapport d'un actuaire, nommé par la société, renfermant, avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les résultats de l'évaluation actuarielle établie par ledit actuaire au trente et unième jour de décembre précédent ou à la date ultérieure que peut spécifier le surintendant, de chacune des caisses de bénéfices maintenues par la société, en tenant compte des obligations éventuelles de chacune de ces caisses et des contributions qui lui sont éventuellement destinées.

Déclaration par actuaire.

2. Ce rapport doit contenir une déclaration dudit actuaire à l'effet que, à son avis, l'actif que la société peut affecter à chaque caisse, évalué selon une estimation agréée du surintendant, est suffisant, en y ajoutant les primes, les sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de ladite évaluation, pour assurer le paiement à échéance de toutes les obligations de la caisse sans déduction ni réduction.

45

5. La société doit également déposer chez le commissaire un état de sa situation et de ses affaires à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le statut.

État de la situation et des affaires

61. Les états annuels déposés au département sous le régime de la présente loi par toute société latine de personnes ou de biens exigés par la présente loi, doivent être selon la forme figurant en la présente loi, avec les changements que le statut exige, et quand il y a lieu, faire nécessairement annexer pour mieux représenter la situation et les affaires de la société ainsi que l'état de ses diverses affaires.

Forme des états annuels

62. L'état annuel doit insérer dans le passé une réserve pour les dépenses antérieures, et tous les latins entrant dans le calcul sont basés sur le table de mortalité de l'ordre national français et quatre pour cent d'intérêt sur toute autre réserve plus élevée que la société est tenue de maintenir en vertu de la loi qui la constitue en corporation, et doit contenir le rapport d'un expert nommé par la société, notamment, avec les détails que le statut exige, quand il y a lieu, les résultats d'une évaluation actuarielle à la date de l'état, ou chacune des années de bénéfices maintenus par la société, en tenant compte pour chaque année, de ses obligations éventuelles et des contributions qui lui sont éventuellement destinées; et l'actif doit pour chaque année, contenir par à son actif, la réserve en l'absence d'évaluation est suffisante, en ajoutant les primes, sommes dues et autres contributions à recevoir éventuellement des membres selon les lois en vigueur à la date de l'évaluation, pour le paiement à l'égard de toutes les obligations au compte de la caisse sans distinction ni réduction.

État de la réserve

Table de mortalité

63. La réserve qu'une telle évaluation par rapport aux caisses autres que la caisse nationale, ou au régime de la société, toutes réserves plus élevées, doivent être portées au passif des caisses, et si l'évaluation de la caisse nationale établie par l'actif indique une réserve inférieure à celle que le paragraphe précédent prescrit comme devant être insérée dans le passif, ladite réserve inférieure peut être substituée.

Forme des états annuels

64. Si l'expert au statutaire, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société latine de personnes ou de biens est insuffisant pour le paiement à échéance de ses primes sans distinction ou réduction ou sans une augmentation des primes ou sans primes additionnelles, il doit déclarer une évaluation spéciale des primes de la société, et si le

Évaluation des primes

Etat de la situation et des affaires.

3. La société doit également déposer chez le surintendant un état de sa situation et de ses affaires, à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant.

Formule des états annuels.

91. Les états annuels déposés au département sous le régime de la présente loi, par toute société fraternelle de bénéfiques munie du permis exigé par la présente loi, doivent être selon la formule figurant en la Deuxième Annexe de la présente loi, avec les changements que le surintendant peut, quand il y a lieu, juger nécessaire d'y apporter pour mieux représenter la situation et les affaires de la société ainsi que l'état de ses diverses caisses. 5 10

Calcul de la réserve.

2. Ledit état annuel doit inclure dans le passif une réserve pour les bénéfiques mortuaires, où tous les facteurs entrant dans le calcul sont basés sur la table de mortalité du Congrès national fraternel et quatre pour cent d'intérêt, ou telle autre réserve plus élevée que la société est tenue de maintenir en vertu de la loi qui la constitue en corporation, et doit contenir le rapport d'un actuaire nommé par la société, renfermant, avec les détails que le surintendant peut exiger, quand il y a lieu, les résultats d'une évaluation actuarielle, à la date de l'état, de chacune des caisses de bénéfiques maintenues par la société, en tenant compte, pour chaque caisse, de ses obligations éventuelles et des contributions qui lui sont éventuellement destinées; et l'actuaire doit, pour chaque caisse, certifier que, à son avis, la réserve qu'indique l'évaluation est suffisante, en y ajoutant les primes, sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de l'évaluation, pour le paiement à échéance de toutes les obligations au compte de la caisse sans déduction ni réduction. 15 20 25 30

Caisse mortuaire.

Autres fonds.

3. La réserve qu'indique ladite évaluation, par rapport aux caisses autres que la caisse mortuaire, ou, au gré de la société, toutes réserves plus élevées, doivent être portées au passif des caisses, et si l'évaluation de la caisse mortuaire établie par l'actuaire indique une réserve inférieure à celle que le paragraphe précédent prescrit comme devant être inclus dans le passif, ladite réserve inférieure peut y être substituée. 35 40

Evaluation spéciale, si l'actif est insuffisant.

92. S'il paraît au surintendant, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société fraternelle de bénéfiques munie du permis exigé par la présente loi, ou l'actif d'une de ses caisses de bénéfiques, est insuffisant pour le paiement à échéance de ses polices sans déduction ou réduction, ou sans une augmentation des primes ou sans primes additionnelles, il doit établir une évaluation spéciale des polices de la société, et, si le 45

rendant de cette évaluation le surplus dans son opinion
adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de
la société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque
à l'actif de la société.

La société
doit avoir
un actif déduit
de ses dettes

2. Et après avoir pris ledit rapport en considération, le
ministre partage l'opinion du surintendant. Il doit être
dit, dans le délai qui lui est prescrit, soit quatre années au
maximum, la société soumise le dépôt, en augmentant ses
primes ou en réduisant les bénéfices payables en vertu de
ses contrats, ou de toute autre façon.

3. Sur réception de cette notice, la société doit adopter
les mesures prescrites par sa charte ou par la loi qui la
constitue en corporation, ou par sa constitution et ses
statuts, pour effectuer les changements approuvés par un
actuaire en vue de compléter le déficit.

La société
doit adopter
les mesures
prescrites

4. Les membres d'une semblable société peuvent, par
règlement adopté en conformité de ladite loi ou de sa
constitution et de ses statuts réduits les bénéfices ou aug-
menter les primes payables en vertu de ses contrats ou

La compagnie
peut établir
des règlements
convenables

à une ou plusieurs classes de ses contrats, ou enlever les
autres changements nécessaires pour se conformer à ladite
requête du ministre, et ce règlement, une fois ainsi adopté
est obligatoire pour les membres, nonobstant toute dispo-
sition contraire de la loi spéciale de la société, ou de sa cons-
titution et de ses statuts, ou d'une police ou d'un certificat
soit émis ou postérieurement dans par la société.

5. Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre
dans le délai ainsi prescrit, son permis peut être révoqué.

Après réception
de la notice
ou d'un permis
la société

93. Toute société fraternelle de bénéfices punie du
permis exigé par la présente loi doit, au plus tard le premier
jour de juin de chaque année, expédier par la poste à chaque
année au Canada une copie du bilan évalué sur la base
qui a servi à la préparation de l'état annuel mentionné au
paragraphe deux de l'article quatre-vingt-neuf de la présente

Prescription
de l'article 93
lorsqu'il y a
des contrats

loi ainsi qu'une explication des faits relatifs à la situation
de la société, telle que cette situation y est exposée, ou
au lieu de ce faire, elle doit publier dans son bulletin officiel
ce bilan et cette explication, et expédier par la poste à
chaque de ses assurés au Canada un exemplaire du bulletin
concernant ces renseignements.

94. Toute société fraternelle de bénéfices qui, le trente
et unième jour de décembre d'un quelconque des dix-neuf der-
niers le permis exigé par la Loi des assurances, 1917, doit
continuer à maintenir les mêmes dépenses que sa charte
ou sa constitution et ses statuts l'obligent à maintenir à
certain date.

La Loi
des assurances

95. Toute société fraternelle de bénéfices punie du
permis exigé par la présente loi peut maintenir les mêmes

La Loi
des assurances
relatives
à l'assurance

résultat de cette évaluation le confirme dans son opinion, adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de la société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque à l'actif de la société.

Le ministre doit exiger que le déficit soit comblé.

2. Si, après avoir pris ledit rapport en considération, le ministre partage l'opinion du surintendant, il doit exiger que, dans le délai qu'il prescrit, soit quatre années au maximum, la société comble le déficit, en augmentant ses primes ou en réduisant les bénéfices payables en vertu de ses contrats, ou de toute autre façon. 5 10

La société doit adopter les mesures prescrites.

3. Sur réception de cette requête, la société doit adopter les mesures prescrites par sa charte ou par la loi qui la constitue en corporation, ou par sa constitution et ses statuts, pour effectuer les changements approuvés par un actuaire en vue de combler le déficit. 15

La compagnie peut établir les règlements nécessaires.

4. Les membres d'une semblable société peuvent, par règlement adopté en conformité de ladite loi ou de sa constitution et de ses statuts, réduire les bénéfices ou augmenter les primes payables en vertu de ses contrats ou d'une ou plusieurs classes de ses contrats, ou effectuer les autres changements nécessaires pour se conformer à ladite requête du ministre, et ce règlement, une fois ainsi adopté, est obligatoire pour les membres, nonobstant toute disposition contraire de la loi spéciale de la société, ou de sa constitution et de ses statuts, ou d'une police ou d'un certificat antérieurement ou postérieurement émis par la société. 20 25

Autorisation révoquée en cas d'inobservation.

5. Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre dans le délai ainsi prescrit, son permis peut être révoqué.

Evaluation du bilan à transmettre aux assurés.

93. Toute société fraternelle de bénéfices munie du permis exigé par la présente loi doit, au plus tard le premier jour de juin de chaque année, expédier par la poste à chaque assuré au Canada une copie du bilan évalué sur la base qui a servi à la préparation de l'état annuel mentionné au paragraphe deux de l'article quatre-vingt-onze de la présente loi, ainsi qu'une explication des faits relatifs à la situation de la société, telle que cette situation y est exposée, ou, au lieu de ce faire, elle doit publier dans son bulletin officiel ce bilan et cette explication, et expédier par la poste à chacun de ses assurés au Canada un exemplaire du bulletin contenant ces informations. 30 35 40

Caisses distinctes.

94. Toute société fraternelle de bénéfices qui, le trente et unième jour de décembre mil neuf cent dix-neuf, détenait le permis exigé par la *Loi des assurances, 1917*, doit continuer à maintenir les caisses séparées que sa charte ou sa constitution et ses statuts l'obligeaient à maintenir à ladite date. 45

Caisses distinctes additionnelles.

95. Toute société fraternelle de bénéfices munie du permis exigé par la présente loi peut maintenir les caisses

distinctes additionnelles que lui permet d'insérer au régime
 n'est réglementairement adopté par la société, lorsqu'il y a lieu
 et que l'approbation du gouvernement.

2. Nulle disposition de la présente loi ou de la charte
 de la loi de constitution en corporation, ou des articles ou
 du règlement d'association d'une partie sociale, ne
 doit être interprétée comme empêchant la société d'acquiescer
 les enfants à la charge de ses membres. Toutefois, les
 versements et paiements relatifs aux contrats assurant des
 enfants doivent être portés au crédit ou au débit d'une
 caisse distincte maintenue par la société.

3. Cette société peut émettre en faveur de ses membres
 des contrats d'assurance à capital différé suivant à l'échéance
 avec qu'elle l'assure atteint l'âge de soixante-cinq ans ou
 un âge plus avancé ou à l'expiration d'une période d'un
 moins vingt ans.

4. Si cette société est réglementairement autorisée par la loi
 pour émettre sur la recommandation de son directeur elle
 peut émettre des lettres de crédit sur la vie ou à capital différé
 jusqu'à concurrence d'une somme de six mille dollars
 par sur la vie de l'un quelconque de ses membres.

5. Si cette société y a été réglementairement autorisée par
 la loi elle peut émettre sur la recommandation de son
 directeur, elle peut contracter des prêts sur des lettres de
 crédit des lettres de crédit ou autres privilèges en tout
 lieu et place dans le cas des membres qui demandent que
 leurs prêts ou lettres de crédit ou paiement des primes soient
 effectués par l'un des membres de la société ou par les lettres
 de crédit émis par les membres dans tout les pays.

6. Cette société est autorisée à recevoir en dépôt
 tout l'argent qui lui est remis aux paragraphes trois, quatre
 et cinq de la présente loi.

7. Nulle disposition de la présente loi ne doit être
 interprétée comme empêchant une société existante de
 déposer, même du permis exigé par la présente loi, en
 une loi autorisée de cette société ainsi autorisée de
 conclure un contrat avec un membre de cette société ou
 lors à l'effet de lui payer des primes en matière de non-
 tant et pour la durée autorisée au règlement régis-
 mentaire adopté par la société et par le Conseil du trésor.
 Par les présentes articles toute disposition de la charte
 de la loi de constitution en corporation, ou des articles ou
 du règlement d'association d'une société semblable
 n'est pas en violation de la loi de la province de
 l'Ontario, et les sociétés qui ont été autorisées à
 conclure des contrats.

8. En la présente loi, l'expression «chaque» signifie
 le ou membre, selon par examen, de l'Institut des Actuaires
 de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaires d'Écosse,

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

La société
pour assurer
les enfants
de la vie de
ses membres

distinctes additionnelles que lui permet d'instituer un règlement régulièrement adopté par la société, lorsqu'il y a lieu, et qui a reçu l'approbation du surintendant.

La société peut assurer les enfants à la charge de ses membres.

2. Nulle disposition de la présente loi, ou de la charte, de la loi de constitution en corporation, ou des articles ou du mémorandum d'association d'une pareille société, ne doit être interprétée comme empêchant la société d'assurer les enfants à la charge de ses membres. Toutefois, les recettes et paiements relatifs aux contrats assurant ces enfants doivent être portés au crédit ou au débit d'une caisse distincte maintenue par la société. 5 10

Polices à capital différé.

3. Cette société peut émettre en faveur de ses membres des contrats d'assurance à capital différé arrivant à échéance quand l'assuré atteint l'âge de soixante-cinq ans ou un âge plus avancé, ou à l'expiration d'une période d'au moins vingt ans. 15

Maximum de police \$10,000.

4. Si cette société est régulièrement autorisée par règlement adopté sur la recommandation de son actuaire, elle peut émettre des polices sur la vie ou à capital différé jusqu'à concurrence d'une somme d'au plus dix mille dollars sur la vie de l'un quelconque de ses membres. 20

Polices acquittées et autres privilèges.

5. Si cette société y a été régulièrement autorisée, par un de ses règlements adopté sur la recommandation de son actuaire, elle peut consentir des prêts sur des polices, consentir des polices acquittées ou autres privilèges en leur lieu et place dans le cas des membres qui désirent être exemptés, en tout ou partie, du paiement des primes futures, acquitter les valeurs de rachat au comptant sur les polices et acquérir l'intérêt des membres dans lesdites polices. 25

Modification des pouvoirs corporatifs.

6. Cette société est censée posséder le pouvoir corporatif pour les fins énoncées aux paragraphes trois, quatre et cinq du présent article. 30

Bénéfices en maladie par société ou loge subordonnée.

96. Nulle disposition de la présente loi ne doit être interprétée comme empêchant une société fraternelle de bénéfices, munie du permis exigé par la présente loi, ou une loge subordonnée de cette société ainsi autorisée, de conclure un contrat avec un membre de cette société ou loge à l'effet de lui payer des bénéfices en maladie au montant et pour la durée qu'autorise un règlement régulièrement adopté par la société et par le Conseil du trésor. Est par les présentes abrogée toute disposition de la charte, de la loi de constitution en corporation, ou des articles ou du mémorandum d'association d'une société semblable, constituée en corporation en vertu des lois du Canada, qui empêche une telle société ou une telle loge de conclure pareils contrats. 35 40 45

Définition d'«actuaire».

97. En la présente Partie, l'expression «actuaire» signifie un membre, admis par examen, de l'Institut des Actuaires de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaires d'Ecosse,

de la Société canadienne d'Amérique ou de l'Institut canadien des actuaires. Cependant, quiconque est admis à titre de membre actifement ou par examen et conformément au questionnaire joint d'avril mil neuf cent vingt-sept, a fait un rapport annuel en conformité des dispositions du paragraphe deux de l'article deux de la Loi des Assurances, 1917, tel qu'édité au chapitre cinquante-sept du Statut de 1927, est tenu pour l'application du présent article, être un membre actif par examen.

PARTIE IV.

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES EXERCICANT L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

100. La présente Partie ne s'applique qu'aux compagnies toutes les parties exigées par la présente loi et autorisées à exercer des opérations d'assurances contre l'incendie et aux autres compagnies ainsi nommées d'un permis et autorisées à exercer des opérations d'assurances contre l'incendie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurances de ces compagnies contre l'incendie.

Compagnies
d'assurances
étrangères

101. À défaut par une compagnie d'effectuer à l'époque prescrite les déclarations requises par la présente loi, ou lorsque la compagnie a reçu notification d'un avis par écrit, portant qu'une réclamation non contestée pour une perte assurée par une compagnie au Canada est restée impayée pendant soixante jours après être devenue exigible, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après un jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et que, après de libération valable et légale, la perte peut être payée le permis de cette compagnie.

Incendie de
l'assurance
pour les
de la loi
de la loi
de la loi

102. Ce permis peut être renouvelé et la compagnie peut continuer ses opérations, si, dans les soixante jours qui suivent l'avis au ministre qu'elle a manqué de satisfaire à une demande d'indemnité non contestée ou de payer le montant d'un jugement définitif, ainsi qu'il est dit à l'article 101, toutes les demandes d'indemnités non contestées ou tout jugement définitif contre la compagnie au Canada sont payés et réglés.

Renouvellement
de la loi
de la loi
de la loi

103. Lorsqu'une compagnie a cessé ses opérations au Canada et qu'elle a été déclarée en liquidation, elle doit faire passer, au nom des porteurs de ses polices au Canada, tous ses titres en cours dans une ou plusieurs compagnies nommées de permis au Canada, ou obtenir le rachat des polices.

Compagnies
d'assurances
étrangères

104. Les valeurs de cette compagnie ne peuvent être transférées aux risques sans son assentiment écrit, et la liquidation de la compagnie.

Permis
de la loi

de la Société actuarielle d'Amérique, ou de l'Institut américain des actuaires. Cependant, quiconque est admis à titre de membre autrement que par examen et, antérieurement au quatorzième jour d'avril mil neuf cent vingt-sept, a fait un rapport actuariel en conformité des dispositions du paragraphe deux de l'article cent douze de la *Loi des Assurances, 1917*, tel qu'édicte au chapitre cinquante-sept du Statut de 1927, est censé, pour l'application du présent article, être un membre admis par examen. 5

PARTIE IV.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

Compagnies
d'assurance
contre
l'incendie.

98. La présente Partie ne s'applique qu'aux compagnies munies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer des opérations d'assurance contre l'incendie, et aux autres compagnies ainsi munies d'un permis et autorisées à exercer des opérations d'assurance contre l'incendie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance de ces compagnies contre l'incendie. 10 15

Déchéance de
l'autorisation
pour omission
de faire les
dépôts ou de
payer les ré-
clamations.

99. A défaut par une compagnie d'effectuer à l'époque prescrite les dépôts requis par la présente loi, ou lorsque le ministre a reçu signification d'un avis par écrit, portant qu'une réclamation non contestée pour une perte garantie par une compagnie au Canada est restée impayée pendant soixante jours après être devenue exigible, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après un jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et une offre de libération valable et légale, le ministre peut révoquer le permis de cette compagnie. 20 25

Renouvelle-
ment de
l'autorisation
à certaines
conditions.

100. Ce permis peut être renouvelé et la compagnie peut continuer ses opérations, si, dans les soixante jours qui suivent l'avis au ministre qu'elle a manqué de satisfaire à une demande d'indemnité non contestée ou de payer le montant d'un jugement définitif, ainsi qu'il est dit à l'article qui précède, toutes les demandes d'indemnités non contestées ou tout jugement définitif contre la compagnie au Canada sont payés et réglés. 30 35

Compagnie
cessant ses
opérations de
réassurance.

101. Lorsqu'une compagnie a cessé ses opérations au Canada et notifié la chose par écrit au ministre, elle doit faire assurer, au nom des porteurs de ses polices au Canada, tous ses risques en cours dans une ou plusieurs compagnies munies de permis au Canada, ou obtenir le rachat des polices. 40

Remise
des valeurs.

2. Les valeurs de cette compagnie ne peuvent lui être remises que lorsque tous ses risques en cours sont assurés à la satisfaction du ministre.

Demande
des valeurs.

102. En demandant la remise de ses valeurs, la compagnie doit déposer chez le ministre une liste complète des assurés canadiens dont les risques n'ont pas été ainsi réassurés, ou dont les polices n'ont pas été rachetées; et en même temps elle doit publier dans la *Gazette du Canada* un avis qu'elle a demandé au ministre la libération de ses valeurs à une certaine date, qui doit être postérieure d'au moins trois mois à la date de l'avis, et invitant ses assurés canadiens qui seraient opposés à cette remise à faire parvenir au ministre avis de leur opposition, le ou avant le jour indiqué.

Ordre de
remise.

2. Après ce jour, si le ministre, d'accord avec le Conseil du trésor, est d'avis que la compagnie possède un actif amplement suffisant pour remplir ses engagements envers les assurés canadiens, il peut ordonner la remise à cette compagnie de toutes les valeurs déposées, ou la retenue d'un montant suffisant pour couvrir la valeur de tous les risques en cours ou à l'égard desquels il a été produit des oppositions, et la remise du reliquat à la compagnie.

Autres
remises.

3. Subséquemment, au fur et à mesure que ces risques s'éteignent ou qu'il est établi qu'ils ont été payés, de nouveaux montants peuvent être rendus en vertu de l'autorité susdite.

4. Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article précédent, si la compagnie est en liquidation, ses valeurs peuvent, sur l'ordonnance de tout tribunal ayant juridiction en vertu de la *Loi des liquidations*, être remises par le ministre au liquidateur.

Paiement des
pertes après
que
l'autorisation
a été retirée.

103. Lorsqu'une compagnie cesse d'exercer des opérations au Canada après qu'a été donné l'avis exigé par la présente Partie et que son permis lui a en conséquence été retiré, elle peut néanmoins payer les pertes couvertes par les polices non réassurées ni rachetées, comme si cette autorisation ne lui avait pas été retirée.

Calcul du
passif de
réserve.

104. Pour les objets de l'état annuel que la présente loi exige de fournir au surintendant, le passif de la compagnie, à l'égard de toutes ses polices en cours non échues au Canada, doit être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état.

Système de
primes par
billets.

2. Pour ce qui est d'une pareille compagnie qui souscrit des assurances non hasardeuses et de trois ans de durée, d'après le système de primes par billets ou partie d'après le système du comptant et partie d'après ledit système de primes par billets, le passif de cette compagnie, pour les fins dudit état, relativement à ses opérations de primes par billets, doit être de quatre-vingts pour cent de la partie non acquise de l'argent reçu à compte et du solde ordinairement recouvrable sur toutes les primes par billets en cours qu'elle possède, calculée au prorata à la date de l'état, et

le montant de ces primes par libelle au prix du montant qui en est ainsi arrivément remboursable, dont être com-
dés seulement comme seul contingent

M. de la

108. Toute compagnie doit constamment maintenir son actif allouable comme tel en vertu des dispositions de la présente loi ou de sa loi de constitution ou de la loi générale applicable à cette compagnie à une valeur d'au moins égale pour cent en excédent du montant total des primes non acquises sur toutes ses polices en cours et non échues, calculé au prorata de la période restant à courir de chaque police, en même temps que le montant des réserves déduites et de tous ses autres engagements, de quelque nature qu'ils soient; et dans le calcul de cet excédent, doit être déduit de l'actif de la compagnie le montant de tout placement au retour d'une autre compagnie existant dans les opérations d'assurance effectuées sous l'autorité de l'article précédent de la présente loi.

109. Toute réserve des dispositions du paragraphe quatre de l'article 108, il est interdit à toute pareille compagnie de verser au dividende lorsque son capital est affecté ou lors que son actif n'atteint pas le montant requis au paragraphe précédent, et elle ne doit pas payer de dividende qui dépasse son actif au-dessous dudit montant ou qui entraîne son capital.

Les articles 108 et 109 de la présente loi sont applicables à toute compagnie d'assurance sur la vie.

110. Si le subordonné constate que l'actif d'une pareille compagnie tombe au-dessous du montant prévu au premier paragraphe du présent article, il doit en faire un rapport au Conseil du Trésor et déclarer dans ce rapport et la compagnie au point ou non avoir obtenu de se conformer aux prescriptions du paragraphe précédent et le Conseil du Trésor, après avoir instruit et étudié la question, donne à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre par lui.

Le Conseil du Trésor

111. Immédiatement après le terme de la compagnie ou à d'autres termes et conditions qu'il juge à propos, par un état dans lequel la compagnie doit soumettre le détail de l'autorisation de la compagnie subsistant dans l'année, et à l'exécution de cet état sans que la compagnie n'a pas comblé ce déficit, par lequel lui est permis d'opérer et l'actif de la compagnie est inférieur au total du passif, y compris les primes non acquises et autres sommes il est interdit au premier paragraphe du présent article, et la compagnie a le droit de se conformer aux prescriptions du paragraphe deux du présent article, son passif est réduit.

Le Conseil du Trésor

112. Lorsqu'une pareille compagnie a, conformément au présent article, fait un état qui est inférieur au total du passif de son capital social au retour du dividende, ou d'autres à ses actions de priorité dans le dividende de

Le Conseil du Trésor

le montant de ces primes par billets, en sus du montant qui en est ainsi ordinairement recouvrable, doit être considéré seulement comme actif contingent.

Minimum
de l'actif.

105. Toute compagnie doit constamment maintenir son actif, allouable comme tel en vertu des dispositions de la présente loi ou de sa loi de constitution ou de la loi générale applicable à cette compagnie, à une valeur d'au moins quinze pour cent en excédent du montant total des primes non acquises sur toutes ses polices en cours et non échues, calculé au prorata de la période restant à courir de chaque police, en même temps que le montant des réclamations échues et de tous ses autres engagements, de quelque nature qu'ils soient; et dans le calcul de cet excédent, doit être déduit de l'actif de la compagnie le montant de tout placement en actions d'une autre compagnie exerçant les opérations d'assurance, effectué sous l'autorité de l'article quarante de la présente loi.

Les divi-
dendes ne
doivent pas
entamer le
capital.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe quatre du présent article, il est interdit à toute pareille compagnie de servir un dividende lorsque son capital est affaibli ou lorsque son actif n'atteint pas le montant requis au paragraphe précédent, et elle ne doit pas payer de dividende qui réduise son actif au-dessous dudit montant ou qui entame son capital.

Contraven-
tion.

3. Si le surintendant constate que l'actif d'une pareille compagnie tombe au-dessous du montant prévu au premier paragraphe du présent article, il doit en faire un rapport au Conseil du trésor, et déclarer dans ce rapport si la compagnie lui paraît ou non avoir manqué de se conformer aux prescriptions du paragraphe précédent, et le Conseil du trésor, après avoir mûrement étudié la question et donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, peut:

Peine.

- a) Immédiatement retirer le permis de la compagnie; ou
- b) Aux termes et conditions qu'il juge à propos, fixer un délai dans lequel la compagnie doit combler le déficit (l'autorisation de la compagnie subsistant dans l'intervalle), et si, à l'expiration du délai ainsi fixé, la compagnie n'a pas comblé ce déficit, son permis lui est retiré.

Restriction.

Cependant, si l'actif de la compagnie est inférieur au total du passif, y compris les primes non acquises calculées comme il est prescrit au premier paragraphe du présent article, ou si la compagnie a négligé de se conformer aux prescriptions du paragraphe deux du présent article, son permis est révoqué.

Dividendes
de préfé-
rence.

4. Lorsqu'une pareille compagnie a, antérieurement au quatrième jour de mai mil neuf cent dix, en vertu de sa loi de constitution et ses modifications, converti et émis une partie de son capital social en actions de priorité, en donnant à ses actions de priorité droit à un dividende de

préférence fixe, le mot «capital», au paragraphe deux du présent article, doit se lire et interpréter, en ce qui regarde pareille compagnie, comme signifiant son capital en actions de priorité exclusivement en vue du paiement de ces dividendes de préférence.

5

«Excédent»
défini.

106. Au présent article, le mot «excédent» signifie l'excédent de l'actif sur le capital versé de la compagnie et tous les engagements de cette dernière, y compris la réserve pour les primes non acquises.

Affectation
des bénéfices
au profit de
l'excédent.

2. Subordonnément au paiement du dividende de préférence prescrit au paragraphe quatre de l'article cent cinq, et jusqu'à ce que l'excédent de la compagnie égale ou excède la réserve des primes non acquises calculées ainsi que le prescrit l'article cent quatre sur toutes les polices non échues en cours au Canada et non réassurées, la compagnie doit, à la fin de chaque année, affecter à son excédent au moins vingt-cinq pour cent des profits qu'elle a réalisés l'année précédente.

Exemption.

3. Le présent article ne doit s'appliquer à aucune compagnie ayant un capital versé d'au moins un million de dollars, un excédent d'au moins cinq cent mille dollars et un capital versé et un excédent réunis d'au moins le montant de la réserve des primes non acquises calculées de la manière prévue au paragraphe précédent.

Valeur au pair
des actions
réduite par
règlement.

107. Nonobstant toute disposition de sa loi de constitution ou de la présente loi, toute compagnie ayant un capital social peut, moyennant un règlement adopté par les administrateurs et approuvé par les votes des actionnaires représentant au moins les deux tiers en somme du capital souscrit de la compagnie, présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée pour étudier ce règlement, réduire la valeur au pair des actions du capital social de la compagnie non encore émises à la date de l'adoption de ce règlement, au montant de cinq dollars par action ou de tout multiple de cinq dollars, et peut augmenter le nombre des actions non émises dans la proportion inverse de celle dans laquelle la valeur au pair desdites actions a été réduite, afin que la valeur au pair du capital total non émis après la date de l'adoption du règlement soit la même qu'avant ladite date.

Règlement
établissant
des actions
sans droit de
vote.

2. Ledit règlement peut aussi prescrire que quelque partie dudit capital social non émis soit émis en actions ne comportant pas le droit de voter, ou assujéties aux restrictions ou limitations considérées comme opportunes quant au droit de voter et quant à l'autorité de disposer des affaires de la compagnie. En pareil cas, le règlement doit stipuler que pareilles restrictions ou limitations soient exactement énoncées ou clairement indiquées dans les certificats de ces actions; et si ces restrictions ou limitations ne

ne sont pas énoncées ou indiquées comme valides elles ne sont pas valables pour constituer les droits des porteurs de quelques actions.

Droit de vote
dividendes
Votations
références

3. En conséquence aux dispositions du paragraphe précédent, tout règlement adopté en vertu du présent article et qui diminue la valeur au pair des actions du capital non émis, doit prévoir que tout porteur des actions de valeur au pair émise aura, à titre d'acquittement de la compagnie, un nombre de votes déterminé en divisant la valeur au pair totale de ses actions dans le capital social de la compagnie par la valeur au pair de chaque action antérieurement à la date de l'adoption dudit règlement.

PARTIE V.

COMPAGNIES EXERCICANT DES OPERATIONS D'ASSURANCE AUTRES QUE CELLES SUR LA VIE OU CONTRE L'INCENDIE.

108. La présente Partie s'applique seulement aux compagnies marines du genre exigé par la présente loi et autorisées à exercer les opérations d'assurance autres que celles d'assurance sur la vie ou d'assurance contre l'incendie; mais elle ne s'applique pas aux compagnies qui exercent exclusivement des opérations d'assurance maritimes ou d'assurance de navigation intérieure ou de ces deux sortes.

Application

109. La présente loi n'exige pas de permis pour les opérations d'assurance maritimes ou d'assurance de navigation intérieure.

Droit permis
à tout porteur
de la loi.

110. Les dispositions de la présente loi applicables aux compagnies autorisées à exercer l'assurance contre l'incendie, s'appliquent également à toutes choses non autrement prévues en la présente loi; mais les dispositions relatives au calcul du passif de la réserve ne s'appliquent pas aux compagnies autorisées à exercer les opérations d'assurance de biens.

Incendies
Application

Calcul des
réserves.

111. Toute compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance contre le grêle doit, chaque année, mettre de côté comme caisse d'excédent d'assurance contre le grêle, au moins équivalente pour cent des profits réalisés sur ces affaires durant ladite année, jusqu'à ce que ce soit une sorte que ladite caisse d'excédent ne soit pas en fonds; tandis qu'au contraire pour cent des profits réalisés d'assurance contre le grêle reçus durant l'année civile précédente.

Calcul
d'excédent
d'assurance
contre le
grêle.

sont pas énoncées ou indiquées comme susdit, elles ne sont pas tenues pour conditionner les droits des porteurs de pareilles actions.

Droit de vote
dérivant
d'actions
réduites.

3. Subordonnement aux dispositions du paragraphe précédent, tout règlement adopté en vertu du présent article et qui diminue la valeur au pair des actions du capital non émis, doit prévoir que tout porteur des actions de valeur au pair diminuée aura, à titre d'actionnaire de la compagnie, un nombre de votes déterminé en divisant la valeur au pair totale de ses actions dans le capital social de la compagnie par la valeur au pair de chaque action antérieurement à la date de l'adoption dudit règlement.

PARTIE V.

COMPAGNIES EXERÇANT DES OPÉRATIONS D'ASSURANCE AUTRES QUE CELLES SUR LA VIE OU CONTRE L'INCENDIE.

Application.

108. La présente Partie s'applique seulement aux compagnies munies du permis exigé par la présente loi et autorisées à exercer les opérations d'assurance autres que celles d'assurance sur la vie ou d'assurance contre l'incendie; mais elle ne s'applique pas aux compagnies qui exercent exclusivement des opérations d'assurance maritime ou d'assurance de navigation intérieure, ou de ces deux assurances.

Cas où permis
n'est pas re-
fusé.

109. La présente loi n'exige pas de permis pour les opérations d'assurance maritime ou d'assurance de navigation intérieure.

Dispositions
applicables.

110. Les dispositions de la présente loi applicables aux compagnies autorisées à exercer l'assurance contre l'incendie, s'appliquent *mutatis mutandis* à toute pareille compagnie relativement à toutes choses non autrement prévues en la présente loi; mais les dispositions relatives au calcul de la réserve ne s'appliquent pas aux compagnies autorisées à exercer les opérations d'assurance de titres.

Clause con-
ditionnelle.

Caisse
d'excédent;
assurance
contre la
grêle.

111. Toute compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance contre la grêle doit, chaque année, mettre de côté comme caisse d'excédent d'assurance contre la grêle, au moins cinquante pour cent des profits réalisés sur ces affaires durant ladite année, jusqu'à ce que ou de sorte que ladite caisse d'excédent ne soit pas, en toute année, moindre que cinquante pour cent des primes nettes d'assurance contre la grêle reçues durant l'année civile précédente.

PARTIE VI.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMPAGNIES D'ASSURANCE
PAR LE PARLEMENT AU CANADA LE 1er MAI 1910.

112. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, après le cinquante jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

113. Les dispositions de la présente Partie, autres que celles de l'article cent trente s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

114. Toute loi spéciale adoptée par le Parlement du Canada après l'entrée en vigueur de la présente Partie, en vue de modifier la présente loi, doit être soumise à l'Assemblée législative du Canada, et doit être adoptée par elle, avant d'être mise en vigueur.

115. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

116. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

117. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

118. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

112. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, après le cinquante jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

113. Les dispositions de la présente Partie, autres que celles de l'article cent trente s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

114. Toute loi spéciale adoptée par le Parlement du Canada après l'entrée en vigueur de la présente Partie, en vue de modifier la présente loi, doit être soumise à l'Assemblée législative du Canada, et doit être adoptée par elle, avant d'être mise en vigueur.

115. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

116. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

117. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

118. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale de l'Assemblée législative du Canada, à une date ou antérieurement, mais non avant le premier jour de mai qui suit l'entrée en vigueur de la présente Partie.

PARTIE VI.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMPAGNIES CONSTITUÉES
PAR LE PARLEMENT APRÈS LE 4 MAI 1910.

Application
aux compa-
gnies consti-
tuées après
le 4 mai 1910.

112. Les dispositions de la présente Partie s'appliquent à toute compagnie constituée par une loi spéciale du Parlement du Canada, après le quatrième jour de mai mil neuf cent dix.

Aux compa-
gnies consti-
tuées mais
non autorisées
avant le 4 mai
1910.

2. Les dispositions de la présente Partie, autres que celles de l'article cent treize, s'appliquent également à toute compagnie constituée par une loi spéciale dudit Parlement à cette date ou antérieurement, mais non munie d'un permis à cette date ou antérieurement. Dans tous les cas où ces dispositions sont incompatibles avec les dispositions de la loi spéciale ainsi adoptée à cette date ou avant cette date, les premières prévalent.

Dispositions
réglemen-
taires pour loi
de constitu-
tion en
corporation.

113. Toute loi spéciale adoptée par le Parlement du Canada après ladite date, pour la constitution d'une compagnie selon la formule de la Première Annexe de la présente loi, doit se lire comme si elle contenait les dispositions ci-dessous énoncées dans le présent article, et être interprétée à la lumière desdites dispositions.

Administra-
teurs
provisoires.

2. Les personnes désignées en cette qualité dans la loi spéciale doivent être les administrateurs provisoires de la compagnie, dont la majorité constitue quorum pour l'expédition des affaires. Les administrateurs provisoires doivent rester en fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des administrateurs régulièrement élus; ils peuvent ouvrir immédiatement des livres d'actions, faire souscrire le capital social de l'entreprise, faire des appels de fonds au compte des actions souscrites et recevoir des versements au compte de ces actions. Ils doivent déposer dans une banque à charte du Canada tous deniers reçus par eux sur les actions souscrites ou autrement reçus pour le compte de la compagnie, et ils peuvent les retirer, mais pour les objets de la compagnie seulement. Ils peuvent, de façon générale, accomplir tout ce qui est nécessaire pour organiser la compagnie.

Conseils
régionaux
et agences.

3. Les administrateurs peuvent établir des agences ou conseils consultatifs régionaux, soit au Canada soit ailleurs, aux époques et de la manière qu'ils jugent convenables.

Actions.

4. Le capital social de la compagnie doit être divisé en actions de cent dollars chacune, ou si la loi spéciale le prévoit, en actions de cinq dollars chacune ou de tout multiple de cinq dollars, mais ne dépassant pas cent dollars chacune.

Augmenta-
tion du
capital social.

5. Les administrateurs, après que tout le capital social autorisé a été souscrit et qu'il en a été versé cinquante pour cent en espèces, peuvent l'accroître, quand il y a lieu, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas la somme prévue

à cet égard dans la loi spéciale; mais le capital social ne doit pas être accru tant qu'une proposition du conseil d'administration autorisant cet accroissement n'a pas été présentée. L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par les deux tiers au moins des actionnaires présents ou représentés par leurs mandataires à une assemblée générale extraordinaire fondée de pouvoirs à une assemblée générale extraordinaire des membres de la compagnie légalement convoquée pour cet objet.

6. Dès qu'a été versé le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale, et qu'a été versé dix pour cent du dit montant dans une banque à charde du Canada, les administrateurs peuvent convoquer une assemblée générale extraordinaire de la compagnie de la compagnie en désignant de la compagnie ou se trouve le siège social de la compagnie, à cette assemblée, les actionnaires présents ou représentés par leurs mandataires de pouvoirs qui ont au moins dix pour cent du montant des actions par eux souscrites, doivent être les administrateurs pour les actionnaires, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, et les administrateurs autorisés, dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance sur la vie, tel qu'énoncé en l'article suivant.

7. Les actions souscrites au capital social doivent être acquittées en versements déterminés par les administrateurs et aux époques et lieux par eux désignés; le premier versement ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent, et nul versement ultérieur ne doit excéder dix pour cent, et tout appel de versement doit porter au moins trente jours de préavis.

8. La compagnie ne doit pas continuer ses opérations tant qu'il n'a pas été versé le montant de capital prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été versé et qu'un tiers du montant prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été versé en espèces à la caisse de la compagnie pour être affecté aux seuls objets de la compagnie, aux termes de ladite loi spéciale; mais les actions sur lesquelles a été versé moins de dix pour cent en espèces par le souscripteur ne doivent pas compter comme partie du capital de la compagnie et toutes les actions pour lesquelles il n'a été versé moins de dix pour cent de leur montant versé en espèces par un actionnaire sur les actions par lui souscrites, s'il ne s'élève à dix pour cent du montant par lui souscrit, ne peut compter comme partie du montant dont le versement est exigé sur ces actions aux termes de cette loi spéciale.

9. Une assemblée générale de la compagnie doit être convoquée au siège social une fois par année, après l'expiration de la compagnie et le commencement de ses opérations; et si cette assemblée doit être convoquée au siège de la compagnie, l'assemblée générale doit être convoquée par trois des administrateurs ou à la demande de vingt-cinq

Assemblée générale extraordinaire

Assemblée générale

Articles de la loi

Comptes et opérations

Assemblée générale

à cet égard dans la loi spéciale; mais le capital social ne doit pas être accru tant qu'une proposition du conseil d'administration autorisant cet accroissement n'a pas été préalablement soumise aux actionnaires et ratifiée par les deux tiers en somme des actionnaires présents ou représentés par fondés de pouvoirs à une assemblée générale extraordinaire des membres de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet. 5

Première
assemblée des
actionnaires.

6. Dès qu'a été souscrit le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale, et qu'a été versé dix pour cent dudit montant dans une banque à charte du Canada, les administrateurs provisoires doivent convoquer une assemblée générale des actionnaires de la compagnie en quelque lieu désigné de la municipalité où se trouve le siège social de la compagnie; à cette assemblée, les actionnaires présents ou représentés par fondés de pouvoirs qui ont versé au moins dix pour cent du montant des actions par eux souscrites, doivent élire les administrateurs pour les actionnaires, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, et les administrateurs ordinaires, dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance sur la vie, tel qu'énoncé en l'article suivant. 15 20

Election des
administrateurs.

Appels de
versements.

7. Les actions souscrites au capital social doivent être acquittées en versements déterminés par les administrateurs et aux époques et lieux qu'ils désignent; le premier versement ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent, et nul versement ultérieur ne doit excéder dix pour cent, et tout appel de versement doit porter au moins trente jours de préavis. 25

Commence-
ment des
opérations.

8. La compagnie ne doit pas commencer ses opérations tant qu'au moins le montant de capital prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été souscrit et qu'au moins le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été versé en espèces à la caisse de la compagnie pour être affecté aux seuls objets de la compagnie, aux termes de ladite loi spéciale; mais les actions sur lesquelles a été versé moins de dix pour cent en espèces par le souscripteur, ne doivent pas compter comme partie du capital dont la souscription est tenue pour nécessaire d'après la loi spéciale, et aucun montant versé en espèces par un actionnaire sur les actions par lui souscrites, s'il ne s'élève à dix pour cent du montant par lui souscrit, ne peut compter comme partie du montant dont le versement est exigé sur ces actions aux termes de cette loi spéciale. 30 35 40

Assemblée
annuelle.

9. Une assemblée générale de la compagnie doit être convoquée au siège social une fois par année, après l'organisation de la compagnie et le commencement de ses opérations; et à cette assemblée doit être soumis un état des affaires de la compagnie. Des assemblées générales ou extraordinaires peuvent en tout temps être convoquées par trois des administrateurs ou à la demande de vingt-cinq 45 50

substituer, et l'avis de convocation doit émaner de lui
de l'assemblée.

10. La compagnie peut se faire représenter contre tout
rapport par elle soumise, et elle peut résister contre tout
compagnie exerçant la même classe d'assurance contre tout
rapport soumise par cette autre compagnie.

11. Dans le présent article, l'expression compagnie
d'assurance-vie signifie une compagnie autorisée à exer-
cer les opérations d'assurance sur la vie.

10. e) Toute compagnie d'assurance-vie qui a un capital
social, soit que ce capital porte le nom de capital
social, de capital-actives, de fonds de garantie ou tout
autre nom, doit avoir deux catégories d'administra-
teurs, savoir: les administrateurs élus par les action-
naires et après désignés administrateurs pour les
assurances, et les administrateurs élus par les
actionnaires; mais les compagnies autres que les compa-
gnies d'assurance-vie qui ont un capital social ou
capital-actives ne doivent avoir qu'une seule caté-
gorie d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus
par les actionnaires et après désignés administra-
teurs ordinaires.

11. Aucune personne ne peut être élue à devenir, ni
ne doit être élu, administrateur pour les actions
dans une compagnie d'assurance-vie, non plus qu'ad-
ministrateur ordinaire d'une compagnie autre qu'une
compagnie d'assurance-vie à moins d'être actionnaire
et de posséder des actions du capital social ou du
capital de garantie, selon le cas de la compagnie, un
son propre nom pour son propre compte et absolu-
ment de plein droit, jusqu'à concurrence d'un nombre
deux mille cinq cents actions, et d'avoir effectué en
espèces tous les versements échu sur ces actions et
répondre tous ses engagements envers la compagnie;
et la majorité des administrateurs ainsi élus doit se
tout temps se composer de personnes résidant au
Canada, et de naissance ou par naturalisation sujettes
de ce pays;

12. Dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie
d'assurance-vie, doit être élu à la première assemblée
générale et à chaque assemblée annuelle subséquente
un conseil composé d'un moins de six et d'un plus de dix
et un administrateurs, lesquels doivent rester en fon-
ction durant une année, et sont rééligibles;

13. Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, doivent
être élus à la première et à la deuxième assemblée
générale un moins de six et un plus de dix administrateurs
pour les actions, lesquels doivent rester en fon-
ction durant une année, et sont rééligibles;

10. e) Toute compagnie d'assurance-vie qui a un capital social, soit que ce capital porte le nom de capital social, de capital-actives, de fonds de garantie ou tout autre nom, doit avoir deux catégories d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus par les actionnaires et après désignés administrateurs pour les assurances, et les administrateurs élus par les actionnaires; mais les compagnies autres que les compagnies d'assurance-vie qui ont un capital social ou capital-actives ne doivent avoir qu'une seule catégorie d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus par les actionnaires et après désignés administrateurs ordinaires.

11. Aucune personne ne peut être élue à devenir, ni ne doit être élu, administrateur pour les actions dans une compagnie d'assurance-vie, non plus qu'administrateur ordinaire d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance-vie à moins d'être actionnaire et de posséder des actions du capital social ou du capital de garantie, selon le cas de la compagnie, un son propre nom pour son propre compte et absolument de plein droit, jusqu'à concurrence d'un nombre de deux mille cinq cents actions, et d'avoir effectué en espèces tous les versements échu sur ces actions et répondre tous ses engagements envers la compagnie; et la majorité des administrateurs ainsi élus doit se tout temps se composer de personnes résidant au Canada, et de naissance ou par naturalisation sujettes de ce pays;

12. Dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance-vie, doit être élu à la première assemblée générale et à chaque assemblée annuelle subséquente un conseil composé d'un moins de six et d'un plus de dix et un administrateurs, lesquels doivent rester en fonction durant une année, et sont rééligibles;

13. Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, doivent être élus à la première et à la deuxième assemblée générale un moins de six et un plus de dix administrateurs pour les actions, lesquels doivent rester en fonction durant une année, et sont rééligibles;

actionnaires, et l'avis de convocation doit énoncer le but de l'assemblée.

Réassurance. 10. La compagnie peut se faire réassurer contre tout risque par elle souscrit, et elle peut réassurer toute autre compagnie exerçant la même classe d'assurance contre tout 5
risque souscrit par cette autre compagnie.

Deux
catégories
d'administra-
teurs.

114. Dans le présent article, l'expression «compagnie d'assurance-vie» signifie une compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance sur la vie.

2. a) Toute compagnie d'assurance-vie qui a un capital 10
social, soit que ce capital porte le nom de capital
social, de capital-actions, de fonds de garantie ou tout
autre nom, doit avoir deux catégories d'administra-
teurs, savoir: les administrateurs élus par les action- 15
naires ci-après désignés «administrateurs pour les
actionnaires», et les administrateurs élus par les
assurés, ci-après désignés «administrateurs pour les
assurés»; mais les compagnies autres que les compa-
gnies d'assurance-vie, qui ont un capital social ou
capital-actions, ne doivent avoir qu'une seule caté- 20
gorie d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus
par les actionnaires, ci-après désignés «administra-
teurs ordinaires».

Administra-
teurs pour les
actionnaires.

b) Aucune personne ne peut être éligible à devenir, ni 25
ne doit être élue, administrateur pour les actionnaires
dans une compagnie d'assurance-vie, non plus qu'ad-
ministrateur ordinaire d'une compagnie autre qu'une
compagnie d'assurance-vie, à moins d'être actionnaire
et de posséder des actions du capital social ou du 30
capital de garantie, selon le cas, de la compagnie, en
son propre nom, pour son propre compte et absolu-
ment de plein droit, jusqu'à concurrence d'au moins
deux mille cinq cents dollars, et d'avoir effectué en 35
espèces tous les versements échus sur ces actions et
acquitté tous ses engagements envers la compagnie;
et la majorité des administrateurs ainsi élus doit en
tout temps se composer de personnes résidant au
Canada, et de naissance ou par naturalisation sujettes
de Sa Majesté;

Administra-
teurs de
compagnies
d'assurance
autres que
sur la vie.

c) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie 40
d'assurance-vie, doit être élu à la première assemblée
annuelle et à chaque assemblée annuelle subséquente
un conseil composé d'au moins neuf et d'au plus vingt
et un administrateurs, lesquels doivent rester en fonc-
tions durant une année, et sont rééligibles; 45

Administra-
teurs des
compagnies
d'assurance
sur la vie.

d) Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, doivent 50
être élus à la première et à la deuxième assemblée
annuelle au moins cinq et au plus neuf administrateurs
pour les actionnaires, lesquels doivent rester en fonc-
tions durant une année, et sont rééligibles;

Il est permis de
révoquer les
mandats de
commissaire
de police

1) Toute compagnie d'assurances doit, par règlement
adopté au moins trois mois avant la troisième assem-
blée annuelle qui suit la détermination de cette compagnie,
les pouvoirs exercés par la présente loi, déléguer le
conseil d'administration que les actionnaires et les
porteurs de police à quelque titre qu'ils soient
Afin à la dite assemblée annuelle, ainsi qu'il est prévu
au présent article, et le nombre d'administrateurs pour
les années ainsi déterminées doit être d'un nombre au
moins du nombre total à dire, la compagnie pour 10
par les lois existantes, pourvu que tous les adminis-
trateurs des deux catégories soient élus pour une
durée de fonctions de deux ou trois années, il peut
aussi prévoir que (a) la durée des fonctions soit plus
longue pour les administrateurs des deux caté-
gories ou que (b) un certain nombre des administrateurs,
au moins le tiers de chaque catégorie, se retirent à une
année. A la dite assemblée annuelle et à chaque assem-
blée annuelle subséquente, il doit être élu un conseil
qui sera déterminé par règlement comme suit; mais
ce conseil doit se composer d'un nombre au moins de six
membres et un administrateur qui sera élu pour
trois ans. Les administrateurs pour les années dé-
terminées par les lois existantes et les administrateurs
pour les années déterminées par la présente loi
peuvent participer.

2) Le conseil d'une compagnie peut être un conseil
simple, mais dans le cas de fonctions déterminées
autres que le conseil, il est élu par les administrateurs
et les porteurs de police réunis dans la
présence d'un ou de plusieurs des membres et
le vice-président ou le président et le premier vice-
président, s'il est plus d'un vice-président, dans un
voisin de l'édifice de la présente loi.

3) A toutes les assemblées générales d'une compagnie,
chaque actionnaire présent ou représenté en personne
ou par un mandataire qui a été nommé en vertu de
la présente loi, ou par un actionnaire de la dite
compagnie, ou par un actionnaire de la dite compagnie,
disposé d'une voix pour chaque action dont il est por-
teur.

4) L'acte de une d'une compagnie d'assurances est, toute
résolution, recommandation ou acte de la compagnie, dont
le vote est requis dans la compagnie pour deux tiers
dollar ou plus par tout ou plusieurs parties à partie
électorales sur lesquelles il est dû, lorsque toutes les
parties ont été appelées par la loi à participer,
dont une majorité de la compagnie et avec deux tiers
dollar et de voter à toutes les assemblées générales de la
compagnie; mais les porteurs de police à partie

Il est permis de
révoquer les
mandats de
commissaire
de police

Il est permis de
révoquer les
mandats de
commissaire
de police

Il est permis de
révoquer les
mandats de
commissaire
de police

Nombre des administrateurs et composition du conseil.

e) Toute compagnie d'assurance-vie doit, par règlement adopté au moins trois mois avant la troisième assemblée annuelle qui suit la délivrance, à cette compagnie, du permis exigé par la présente loi, déterminer le nombre d'administrateurs que les actionnaires et les porteurs de polices à participation ont respectivement à élire à ladite assemblée annuelle, ainsi qu'il est prévu au présent article; et le nombre d'administrateurs pour les assurés ainsi déterminé doit être d'au moins un tiers du nombre total à élire. La compagnie peut, par ledit règlement, prescrire que tous les administrateurs des deux catégories soient élus pour une, deux ou trois années. Si le règlement prescrit une durée de fonctions de deux ou trois années, il peut aussi prescrire que (a) la durée des fonctions soit interrompue pour tous les administrateurs des deux catégories, ou que (b) un certain nombre des administrateurs, au moins le tiers, de chaque catégorie, se retirent chaque année. A ladite assemblée annuelle et à chaque assemblée annuelle subséquente, il doit être élu un conseil tel que déterminé par règlement comme susdit; mais ce conseil doit se composer d'au moins neuf et d'au plus vingt et un administrateurs, qui tous sont rééligibles. Les administrateurs pour les actionnaires doivent être élus par les actionnaires, et les administrateurs pour les assurés doivent être élus par les porteurs de polices à participation;

Le gérant peut être un administrateur.

f) Le gérant d'une compagnie peut être un administrateur, mais nul agent ou fonctionnaire rémunéré, autre que le gérant, n'est éligible au poste d'administrateur. Les mots «fonctionnaire rémunéré», dans le présent alinéa, ne comprennent pas le président et le vice-président, ou le président et le premier vice-président, s'il est plus d'un vice-président, élus en vertu de l'alinéa j) du présent article;

Une voix par action.

g) A toutes les assemblées générales d'une compagnie, chaque actionnaire présent en personne ou représenté par fondé de pouvoirs qui a acquitté en espèces tous les versements échus sur ses actions et toutes les obligations contractées par lui envers la compagnie, dispose d'une voix pour chaque action dont il est porteur;

Est membre tout porteur de police à participation pour \$2,000.

h) Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, toute personne, actionnaire ou non de la compagnie, dont la vie est assurée dans la compagnie pour deux mille dollars ou plus par une ou plusieurs polices à participation sur lesquelles il n'est dû aucune prime, laquelle personne est appelée porteur de police à participation, doit être membre de la compagnie et avoir droit d'assister et de voter à toutes les assemblées générales de la compagnie; mais les porteurs de polices à partici-

Clause conditionnelle.

pation n'ont pas, en cette qualité, le droit de voter à l'élection des administrateurs pour les actionnaires. Néanmoins, dans le cas de liquidation de la compagnie, le porteur de police, en sa qualité de membre, n'a pas le droit de participer à la distribution de l'actif, ni n'est susceptible de figurer sur la liste des contributeurs. Tout porteur d'une ou plusieurs polices à participation pour quatre mille dollars ou plus dans la compagnie, à l'exclusion des augmentations de capitaux assurés, sur lesquelles polices il n'est pas dû de prime, peut, s'il n'est pas actionnaire et s'il a payé des primes sur cette police ou ces polices pendant au moins trois années, être élu administrateur pour les assurés. Les administrateurs pour les assurés doivent se réunir avec les administrateurs pour les actionnaires, et ils ont droit de voter sur toutes les questions d'affaires;

Elections.
Président.

i) Les élections d'administrateurs se font au scrutin;
j) Les administrateurs doivent élire parmi eux un président et un ou plusieurs vice-présidents;

Quorum.

k) A toutes les assemblées des administrateurs pour l'expédition des affaires, la majorité du conseil constitue quorum lorsque le nombre des administrateurs n'excède pas treize; quand ce nombre dépasse treize, le quorum est de sept;

Avis des assemblées.

l) La compagnie doit avoir chaque année une date fixe pour son assemblée annuelle, et quinze jours au moins avant l'assemblée, avis régulier doit en être donné dans deux journaux quotidiens ou plus publiés au siège de la compagnie ou dans les environs; et, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, cette date doit être imprimée en gros caractères sur chaque reçu de renouvellement délivré par la compagnie;

Vote.

m) A l'assemblée annuelle, nul actionnaire d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance-vie, ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs ordinaires qu'il n'y en a à élire; et s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, nul actionnaire ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les actionnaires, et nul porteur de police à participation ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les assurés;

Fondés de pouvoirs.
Procuration.

n) Tout fondé de pouvoirs représentant un actionnaire doit lui-même être un actionnaire et avoir droit de vote, et une procuration n'est valable que si elle a été signée, scellée et délivrée dans les trois mois qui précèdent la date de l'assemblée où elle doit être utilisée et si elle a été remise au secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant l'assemblée; elle ne peut servir qu'à cette assemblée ou à la reprise de cette

Les administrateurs peuvent remplir les fonctions qui leur sont assignées par la loi, à condition qu'ils soient agréés par le conseil d'administration et qu'ils aient satisfait aux conditions de moralité et de solvabilité exigées par la loi.

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs
 Révoqués
 par le conseil d'administration

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs
 Révoqués
 par le conseil d'administration

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs
 Révoqués
 par le conseil d'administration

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs

Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres du conseil, à la demande de la moitié des membres du conseil.

Administrateurs
 Révoqués
 par le conseil d'administration

- assemblée après ajournement, et elle peut être révoquée en tout temps avant l'assemblée;
- Vacances dans le conseil d'administration. o) Les administrateurs peuvent remplir les vacances qui se produisent dans le conseil d'administration en y appelant, pour le reste du terme à courir, et selon le cas, des assurés ou des actionnaires ayant qualité pour remplir ces vacances; 5
- Si l'élection des administrateurs n'a pas lieu. p) S'il arrive, à une époque quelconque, qu'une élection d'administrateurs n'ait pas été faite ou n'ait pas son effet en temps opportun, la compagnie n'est pas tenue pour dissoute de ce chef; mais cette élection peut avoir lieu à toute assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet, et les administrateurs sortants doivent rester en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. 10 15
- Pouvoirs des administrateurs. **115.** Les administrateurs peuvent, en toutes choses, administrer les affaires de la compagnie, et ils peuvent conclure ou faire conclure pour la compagnie les contrats de toute espèce que peut en droit effectuer la compagnie. 20
- Règlements. **116.** Les administrateurs peuvent établir des règlements qui ne dérogent pas au droit, à la loi spéciale ni à la présente loi, pour les objets suivants:
- Actions. a) La réglementation de l'attribution des actions, des appels de versements, du paiement des versements appelés, de l'émission et de l'enregistrement des certificats d'actions, de la déchéance des actions à défaut de paiement, de la manière de disposer des actions tombées en déchéance et du produit de ces actions, ainsi que du transfert des actions; 25 30
- Dividendes. b) La déclaration et le service des dividendes;
- Fonctionnaires. c) La nomination, les fonctions, les devoirs et la révocation de tous les agents, fonctionnaires et serviteurs de la compagnie, la garantie qu'ils doivent donner à la compagnie et leur rémunération; 35
- Assemblées. d) La date et le lieu des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et extraordinaires des administrateurs et de la compagnie, les conditions relatives aux procurations et la manière de procéder en toute matière à ces assemblées; 40
- Peines. e) L'imposition et le recouvrement des amendes et les déchéances sur lesquelles il peut être statué par règlement; et 45
- Généralités. f) La conduite des affaires de la compagnie dans tous les autres détails.
- Modification des règlements. **117.** Les administrateurs peuvent, lorsqu'il y a lieu, révoquer ces règlements, les modifier ou les remettre en vigueur; mais ces règlements et ces modifications, révo- 50 tions ou remises en vigueur, à moins qu'ils ne soient ratifiés

- dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée à cette fin, ne doivent avoir d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie; et, s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils doivent cesser d'avoir vigueur ou effet à compter de ce défaut de ratification. 5
- 118.** Les actions de la compagnie sont réputées biens mobiliers; elles sont transférables seulement de la manière, aux conditions et sous les restrictions prescrites par la présente Partie, par la loi spéciale ou par les règlements de la compagnie. 10
- 119.** Si la loi spéciale ne contient pas d'autre disposition expresse à ce sujet, les actions de la compagnie doivent être réparties aux époques et de la manière que les administrateurs ordonnent par règlement ou autrement. 15
- 120.** Les administrateurs de la compagnie peuvent faire des appels de versement et exiger des actionnaires de la compagnie, respectivement, toutes les sommes d'argent par eux souscrites, aux époques, aux endroits et en tels paiements ou versements que prescrit ou permet la loi spéciale ou la présente loi. 20
2. L'intérêt doit courir et devenir exigible au taux de cinq pour cent par année sur le montant de tout versement impayé, à compter de la date fixée pour le paiement de ce versement appelé. 25
- 121.** Si, après l'appel ou l'avis prescrit par la loi spéciale ou les règlements de la compagnie, quelque versement exigé sur une ou plusieurs actions n'est pas effectué dans le délai fixé à cet égard par la loi spéciale ou par ces règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par délibération prise à cet effet énonçant les faits et dûment consignée aux procès-verbaux, sommairement prononcer la déchéance des actions sur lesquelles ce versement n'a pas été effectué. 30
2. De ce moment, les actions tombées en déchéance appartiennent à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les administrateurs l'ordonnent par règlement ou autrement. 35
- 122.** Nulle action ne peut être transférée avant qu'il ait été entièrement satisfait à tous les appels antérieurs de versements sur cette action, ou tant qu'elle n'a pas été déclarée en déchéance pour défaut d'acquiescement d'un ou de plusieurs versements échus. 40
- 123.** Il ne peut être payé de traitement, de rémunération, ni d'émoluments à un administrateur d'une compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie, pour ses 45

Ratification
nécessaire.

Actions répu-
tées biens
mobiliers.

Leur
répartition.

Appels de
versements.

Intérêt sur
les verse-
ments
impayés.

Déchéance
des actions
au cas de
non-paiement
des
versements.

Retour à la
compagnie.

Restriction
relative aux
transferts.

Traitement
des adminis-
trateurs et
des fonction-
naires.

revient en sa qualité d'administrateur, à moins que ce paiement n'ait été autorisé dans le cas d'une compagnie limitée par un vote des membres et dans le cas d'une compagnie possédant un capital-actions par un vote des actionnaires et autres membres, s'il en est. Il ne peut être payé de traitement, de rémunération ni d'émolument à un fonctionnaire ou à un fiduciaire de pareille compagnie à moins que ce paiement n'ait été autorisé par un vote des administrateurs. Il ne doit pas non plus être payé à un agent ou employé, de traitement, de rémunération ni d'émolument s'élevant en une année à plus de cinq mille dollars, à moins que le contrat en vertu duquel ce montant est payé n'ait été approuvé par le conseil d'administration.

124. La compagnie doit faire tenir par son secrétaire ou par quelques autres fonctionnaires spécialement chargés de ce soin, un ou des registres ou livres tels qu'il suit :

a) Les noms par ordre alphabétique de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires;

b) L'adresse et l'état au profession de chaque membre d'actives possédés par chaque actionnaire;

c) Les versements effectués et ceux restés en souffrance, respectivement, sur les actions de chaque actionnaire;

d) Tous les transferts d'actions, dans l'ordre de leur présentation à la compagnie, avec des inscriptions, avec la date et les autres détails de chaque transfert et la date de l'inscription du transfert;

e) Les noms, adresses et professions de toutes les personnes qui sont ou ont été administrateurs de la compagnie, avec les différentes dates auxquelles elles sont devenues ou ont cessé d'être administrateurs, avec la destination, dans le cas des comparés d'ancien, entre les administrateurs pour les actionnaires et les administrateurs pour les autres.

Registers
 1. Names of
 all persons
 who are or
 have been
 shareholders
 in alphabetical
 order
 2. Address and
 occupation of
 each active
 shareholder
 3. Payments
 made and
 those due
 on shares
 4. All transfers
 of shares
 in the order
 of their
 presentation
 to the
 company
 with the date
 and other
 particulars
 of each
 transfer and
 the date
 of the
 recording
 of the
 transfer
 5. Names, addresses
 and occupations
 of all persons
 who are or
 have been
 directors
 of the
 company
 with the
 dates when
 they became
 or ceased to
 be directors
 and the
 destination
 in the case
 of former
 directors

125. Les administrateurs peuvent permettre ou tenter de permettre l'inscription, dans ce ou ces registres, de tout transfert d'actions dont le montant total n'a pas été payé.

126. A moins qu'il n'ait été effectué par vote de l'assemblée en vertu d'un vote ou en exécution d'un décret, d'un ordonnance ou d'un jugement d'une cour de justice compétente, nul transfert d'actions n'est valide pour un objet quelconque tant que l'inscription n'en a pas été régulièrement faite dans ce ou ces registres, si ce n'est à l'effet de démontrer les droits particuliers des parties au procès, et de rendre la responsabilité personnelle dans l'acte, valide, conjointement et solidairement avec le défendeur, la compagnie et ses créanciers.

Directors
 may allow
 or attempt
 to allow
 the recording
 in these
 registers
 of any
 transfer of
 shares
 the total
 amount of
 which has
 not been
 paid
 126. Unless
 otherwise
 provided
 by a vote
 of the
 assembly
 or by a
 decree
 or order
 of a
 court
 of competent
 jurisdiction,
 no transfer
 of shares
 is valid
 for any
 purpose
 until it
 has been
 duly
 recorded
 in these
 registers
 except to
 show the
 special
 rights
 of the
 parties
 to a
 suit
 and to
 render
 the
 liability
 of the
 company
 and its
 creditors
 jointly
 and
 severally
 valid

services en sa qualité d'administrateur, à moins que ce paiement n'ait été autorisé, dans le cas d'une compagnie mutuelle, par un vote des membres, et dans le cas d'une compagnie possédant un capital-actions, par un vote des actionnaires et autres membres, s'il en est. Il ne peut être payé de traitement, de rémunération ni d'émoluments à un fonctionnaire ou à un fiduciaire de pareille compagnie, à moins que ce paiement n'ait été autorisé par un vote des administrateurs; il ne doit pas non plus être payé, à un agent ou employé, de traitement, de rémunération ni d'émoluments s'élevant en une année à plus de cinq mille dollars, à moins que le contrat en vertu duquel ce montant est payable n'ait été approuvé par le conseil d'administration.

Registres d'actions à tenir, contenant:

noms des actionnaires;

adresse et état;

nombre des actions; versements;

transferts d'actions;

noms, adresses et états des administrateurs.

124. La compagnie doit faire tenir par son secrétaire, ou par quelque autre fonctionnaire spécialement chargé de ce soin, un ou des registres où doivent être inscrits:

- a) Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires;
- b) L'adresse et l'état ou profession de chaque personne pendant qu'elle est actionnaire;
- c) Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire;
- d) Les versements effectués et ceux restés en souffrance, respectivement, sur les actions de chaque actionnaire;
- e) Tous les transferts d'actions, dans l'ordre de leur présentation à la compagnie pour être inscrits, avec la date et les autres détails de chaque transfert et la date de l'inscription du transfert; et
- f) Les noms, adresses et professions de toutes les personnes qui sont ou qui ont été administrateurs de la compagnie, avec les différentes dates auxquelles elles sont devenues ou ont cessé d'être administrateurs, avec la distinction, dans le cas des compagnies d'assurance sur la vie, entre les administrateurs pour les actionnaires et les administrateurs pour les assurés.

Pouvoirs des administrateurs concernant les inscriptions de transferts.

Le transfert n'est valide qu'après inscription.

Exception.

125. Les administrateurs peuvent permettre ou refuser de permettre l'inscription, dans ce ou ces registres, de tout transfert d'actions dont le montant total n'a pas été acquitté.

126. A moins qu'il n'ait été effectué par voie de vente en vertu d'une saisie ou en exécution d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement d'une cour de juridiction compétente, nul transfert d'actions n'est valable pour un objet quelconque tant que l'inscription n'en n'a pas été régulièrement faite dans ce ou ces registres, si ce n'est à l'effet de démontrer les droits mutuels des parties au transfert, et de rendre le cessionnaire responsable, dans l'intervalle, conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers.

127. Les registres doivent être tenus ouverts pour être consultés au siège ou bureau principal de la compagnie, tous les jours, les dimanches et jours de fêtes exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires et les créanciers de la compagnie ainsi que par leurs représentants personnels, et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, par les porteurs de polices à participation et tout actionnaire, créancier ou représentant personnel, et tout porteur de police à participation peuvent en faire des extraits.

Les registres à conserver pendant cinq années.

128. Les coupables d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans ou plus, tout administrateur, fonctionnaire ou serviteur de la compagnie qui volontairement fait ou aide à faire aucune fausse écriture dans un des registres dont la présente Partie est partie, la tenue à la compagnie, ou qui refuse ou néglige à dresser à l'égard de quelque écriture nécessaire au dit registre de connaître quel est le registre ou de permettre qu'on le consulte et qu'on en fasse des extraits.

Les registres à conserver pendant cinq années.

129. Est déchu de ses droits corporatifs, toute compagnie qui néglige de tenir assemblées à l'inspection, comme le prescrit la présente Partie, les registres que la présente Partie la requiert de tenir.

Le droit de faire des extraits pendant cinq années.

130. Tout actionnaire, jusqu'à ce qu'il ait payé le montant intégral de ses actions, est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie d'une somme égale à celle qui reste impayée sur ses actions; mais il n'est pas sujet à un recours en justice institué à ce propos par un créancier tant qu'il n'a pas été constaté par procès-verbal qu'une exécution existe contre la compagnie, ou l'instance de ce même créancier n'a-t-elle produit, ou n'a pas suffisamment produit.

Le droit de faire des extraits pendant cinq années.

1. La somme qui reste due, après cette exécution, dans les limites du montant non payé par l'actionnaire sur ses actions, est, avec les intérêts, la somme recouvrable de cet actionnaire.

Le droit de faire des extraits pendant cinq années.

131. Les actionnaires ne sont pas, comme tels, tenus responsables des actes, engagements ou obligations qu'ils ont contractés de la compagnie, ni des engagements, dettes, promesses, pertes, dommages, transactions, faits ou omissions quelconques concernant la compagnie, au delà du montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie.

Le droit de faire des extraits pendant cinq années.

132. Aucune personne qui détient des actions dans la compagnie à titre d'exécution testamentaire, testamentaire, testamentaire, n'est elle-même assujéti à...

Le droit de faire des extraits pendant cinq années.

- Les registres d'actions peuvent être consultés. **127.** Ces registres doivent être tenus ouverts pour être consultés au siège ou bureau principal de la compagnie, tous les jours, les dimanches et jour de fêtes exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires et les créanciers de la compagnie, ainsi que par leurs représentants personnels, et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, par les porteurs de polices à participation; et tout actionnaire, créancier ou représentant personnel, et tout porteur de police à participation peuvent en faire des extraits. 5 10
- Peine. **128.** Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans au plus, tout administrateur, fonctionnaire ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fait ou aide à faire quelque fausse écriture dans un des registres dont la présente Partie enjoint la tenue à la compagnie, ou qui refuse ou néglige à dessein d'y faire quelque écriture nécessaire, ou qui refuse de communiquer le registre ou de permettre qu'on le consulte et qu'on en fasse des extraits. 15
- Écritures fausses ou omises par négligence.
- Défaut de tenir les livres accessibles. Peine. **129.** Est déchue de ses droits corporatifs, toute compagnie qui néglige de tenir accessibles à l'inspection, comme le prescrit la présente Partie, les registres que la présente Partie la requiert de tenir. 20
- Responsabilité des actionnaires envers les créanciers. **130.** Tout actionnaire, jusqu'à ce qu'il ait payé le montant intégral de ses actions, est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie d'une somme égale à celle qui reste impayée sur ces actions; mais il n'est pas sujet à un recours en justice institué à ce propos par un créancier tant qu'il n'a pas été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée contre la compagnie à l'instance de ce même créancier n'a rien produit, ou n'a pas suffisamment produit. 25 30
- Mesure de responsabilité. 2. La somme qui reste due, après cette exécution, dans les limites du montant non payé par l'actionnaire sur ses actions, est, avec les dépens, la somme recouvrable de cet actionnaire. 35
- Mesure de la responsabilité des actionnaires. **131.** Les actionnaires ne sont pas, comme tels, tenus responsables des actes, manquements ou obligations, quels qu'ils soient, de la compagnie, ni des engagements, dettes, paiements, pertes, dommages, tractations, faits ou choses quelconques concernant la compagnie, au delà du montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie. 40
- Les fiduciaires ne sont pas responsables personnellement. **132.** Aucune personne qui détient des actions dans la compagnie à titre d'exécuteur testamentaire, régisseur, tuteur, curateur ou fiduciaire, n'est elle-même assujétie à 45

Les biens
répondent.

responsabilité comme actionnaire; mais les biens et deniers en sa possession répondent de la même manière et au même degré que répondrait lui-même le testateur ou l'intestat, s'il était vivant, ou le mineur, le pupille, l'interdit ou l'intéressé dans cette fiducie, s'il était capable d'agir et de posséder les actions en son propre nom. 5

Le gage est
seul
responsable.

2. Aucune personne qui détient des actions dans la compagnie, à titre de garantie accessoire, ne doit elle-même être tenue responsable comme actionnaire; mais la personne qui a engagé ces actions en est réputé le porteur, et est conséquemment responsable en qualité d'actionnaire. 10

Avis.

133. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans la loi spéciale, ou dans les règlements de la compagnie, ou dans la présente loi, avis de la date et du lieu des assemblées générales de la compagnie doit être donné, au moins dix jours d'avance, dans un journal publié dans la localité où est situé le siège social ou le bureau principal d'affaires de la compagnie, ou, s'il n'y a pas de journal publié à cet endroit, dans le journal publié dans la localité la plus rapprochée. 15

Les arrâ-
ges empê-
chent de
voter.
Autant de
voix que
d'actions.
Fondé de
pouvoirs.

134. Aucun actionnaire arriéré dans ses versements ne peut voter aux assemblées de la compagnie. 20

2. En l'absence d'autres dispositions comme susdit, chaque actionnaire, à toutes les assemblées générales de la compagnie, a droit à autant de votes qu'il possède d'actions dans la compagnie, et il peut voter par fondé de pouvoirs. 25

Les fidu-
ciaires et
gagistes
peuvent
voter comme
actionnaires.

135. A toutes les assemblées de la compagnie, tout exécuteur testamentaire, régisseur, tuteur, curateur ou fiduciaire représente les actions qu'il possède en sa qualité de fiduciaire, et peut voter comme actionnaire; et toute personne qui engage ses actions peut néanmoins, malgré ce nantissement, les représenter à ces assemblées et voter comme actionnaire. 30

Des assem-
blées extra-
ordinaires
peuvent être
convoquées
par
actionnaires.

136. Des actionnaires qui possèdent le quart en somme du capital souscrit de la compagnie peuvent en tout temps, par réquisition écrite signée par eux, convoquer une assemblée générale extraordinaire de la compagnie pour délibérer de toute affaire énoncée dans cette réquisition et dans l'avis en vue de la convocation de cette assemblée. 35

Contrats
conclus par les
agents et les
employés.

137. Les contrats, conventions, engagements ou marchés conclus, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées, et les billets à ordre et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie, par ses agents, fonctionnaires ou serviteurs, en conformité générale de leurs pouvoirs comme tels sous l'autorité des règlements de la compagnie, lient cette dernière. 45

L'apposition du sceau n'est pas de rigueur.

2. Dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie à ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets à ordre ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été conclus, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque règlement, ou vote ou ordre spécial. 5

Les agents ou fonctionnaires ne sont pas responsables.

3. La personne qui agit ainsi comme agent, fonctionnaire ou serviteur de la compagnie n'est, à ce titre, individuellement assujétie à aucune responsabilité envers les tiers.

La compagnie n'est pas responsable de l'exécution des fiducies.

138. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'une fiducie formelle, implicite ou présumée, ayant des actions pour objet. 10

Le reçu de l'actionnaire est une libération.

2. Le reçu de l'actionnaire au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est pour celle-ci une libération valable et obligatoire de tous dividendes ou deniers payables sur cette action, et soit qu'avis de la fiducie ait été ou non donné à la compagnie. 15

Emploi des fonds.

3. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés contre un tel reçu.

Responsabilité des administrateurs qui déclarent et paient des dividendes, lorsque la compagnie est insolvable.

139. Si les administrateurs de la compagnie déclarent et paient quelque dividende lorsque la compagnie est insolvable, ou quelque dividende dont le paiement la rend insolvable ou diminue son capital, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires individuellement et envers ses créanciers, et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, envers les porteurs de polices à participation, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles contractées subséquemment pendant qu'ils sont respectivement en fonctions. 25 30

Exonération de responsabilité.

2. Si un administrateur présent lors de la déclaration d'un tel dividende consigne immédiatement, ou si un administrateur alors absent consigne, dans un délai de cinq jours après qu'il a eu connaissance de la chose et qu'il peut le faire, aux procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre le dividende, et la fait insérer, dans les huit jours suivants, dans au moins un journal du lieu où la compagnie a son siège social ou bureau principal d'affaires, ou, s'il n'y paraît pas de journal, dans un journal du lieu le plus rapproché, cet administrateur peut ainsi, mais pas autrement, se libérer de cette responsabilité. 35 40

Responsabilité des administrateurs à l'égard des transferts d'actions.

140. Lorsqu'il est fait, dans le registre de la compagnie, une inscription de transfert d'actions non intégralement libérées, à une personne qui paraît être sans moyens suffisants, les administrateurs sont conjointement et solidairement responsables envers les actionnaires et les créanciers de la compagnie et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, envers les porteurs de ses polices à parti- 45

cipation, de la même manière et dans la même mesure que l'eût été l'actionnaire cédant si l'inscription n'eût pas eu lieu.

Exonération de responsabilité.

2. Si un administrateur présent lors de l'autorisation de cette inscription consigne immédiatement, ou si un administrateur alors absent consigne, dans un délai de cinq jours après avoir eu connaissance de cette inscription et qu'il peut le faire, aux procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre ce transfert, et, dans les huit jours qui suivent, fait insérer cette protestation dans au moins un journal de l'endroit où la compagnie a son siège social ou son bureau principal d'affaires, ou, s'il n'y paraît pas de journal, dans un journal de l'endroit le plus rapproché, cet administrateur peut ainsi, et pas autrement, se libérer de cette responsabilité.

Responsabilité, en cas de prêts par la compagnie aux administrateurs ou aux fonctionnaires.

141. Si, en violation des prescriptions de la présente Partie, la compagnie consent un prêt à un de ses administrateurs ou de ses fonctionnaires, tous les administrateurs et les autres fonctionnaires de la compagnie qui l'effectuent ou qui y consentent sont conjointement et solidairement responsables envers elle du montant prêté, et aussi, envers les tiers, jusqu'à concurrence du prêt avec intérêt légal, des dettes de la compagnie contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à son remboursement.

Relativement aux gages non payés.

142. Les administrateurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables, envers ses commis et serviteurs, de toutes dettes n'excédant pas une année de salaire, pour services rendus à la compagnie pendant l'administration de ces administrateurs respectivement.

Prescription des actions.

2. Nul administrateur ne peut être poursuivi pour dette de cette nature, à moins que la compagnie n'ait été poursuivie dans l'année à compter du jour où la dette est devenue exigible, ni à moins qu'il ne soit poursuivi à ce sujet dans l'année à compter du jour où il a cessé d'être administrateur, ni à moins qu'il n'ait été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée contre la compagnie à l'instance du commis ou serviteur n'a rien produit ou n'a pas suffisamment produit.

Montant recouvrable.

3. Ce qui reste impayé après cette exécution est le montant recouvrable, avec dépens, de la part des administrateurs.

Aucun prêt aux administrateurs ou fonctionnaires.

143. Il est interdit à la compagnie de prêter toute partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou de ses fonctionnaires, ou à l'épouse ou à tout enfant de ces administrateurs ou fonctionnaires; mais une compagnie autorisée à exercer l'assurance-vie peut prêter des fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires sur la garantie des propres polices de la compagnie.

144. La compagnie peut continuer au versement de tous les appels de fonds et des intérêts y afférents par voie de poursuites devant toute cour de justice compétente.

Section 144
Compagnie
Poursuites

145. Dans cette section, il n'est pas nécessaire d'énumérer les faits spécifiques, mais il suffit de déclarer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, avec indication du nom ou du titre de l'action, et de déclarer qu'il est en possession de la compagnie pour la somme d'appel et d'intérêt représentés par les appels de fonds, à l'égard d'une ou de plusieurs actions, sur une ou plusieurs actions, avec indication du nombre des appels et du montant de chaque appel, d'un ou de plusieurs appels et de l'ouverture à la compagnie en vertu de la présente partie.

Section 145
Défendeur
Action

146. La signification des pièces de procédure au cas où avis à la compagnie peut s'effectuer par l'un des copies soit au siège social ou bureau principal d'office de la compagnie, à une personne adulte et ayant charge du bureau, ou ailleurs, au président ou au secrétaire de la compagnie.

Section 146
Signification
Pièces de procédure

147. La compagnie n'a pas de siège ou bureau principal d'affaires connu, et n'a pas de président ni de secrétaire, le tout peut continuer la publication de cet avis en une ou plusieurs copies, en l'espèce pendant un mois au moins, dans un journal. Cette publication est censée être une signification réglementaire faite à la compagnie.

Section 147
Compagnie
Siège
Bureau principal
Affaires
Président
Secrétaire
Publication
Avis
Copies
Journal
Signification

148. La compagnie peut continuer et soutenir toute action d'instance en justice contre ses actionnaires, et tout autre actionnaire.

Section 148
Compagnie
Action d'instance
Justice
Actionnaires

149. La compagnie est soumise aux dispositions de toute loi fédérale concernant la liquidation des compagnies par faillite.

Section 149
Compagnie
Loi fédérale
Liquidation
Compagnies par faillite

150. Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtu du sceau de cette dernière et paraitant signé par un homme de la compagnie, doit être remis à titre de preuve devant toute cour de justice dans toute la cour de justice du Canada.

Section 150
Copie
Règlement
Sceau
Compagnie
Signature

151. Toute cour provinciale ou fédérale peut faire en son pouvoir de la présente partie, en ce qui concerne la compagnie, tout ce qu'elle en croit nécessaire pour l'accomplissement de son devoir, et pour l'accomplissement de son devoir.

Section 151
Cour provinciale
Fédérale
Pouvoir
Devoir

- Contrainte au paiement des appels de fonds. **144.** La compagnie peut contraindre au versement de tous les appels de fonds et des intérêts y afférents, par voie de poursuite devant toute cour de juridiction compétente.
- Forme de l'action. **145.** Dans cette action, il n'est pas nécessaire d'énoncer les faits spéciaux, mais il suffit de déclarer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, avec indication du nombre d'actions, et de déclarer qu'il est endetté envers la compagnie pour la somme d'argent que représente l'arriéré des appels de fonds, à l'égard d'un ou plusieurs appels, sur une ou plusieurs actions, avec indication du nombre des appels et du montant de chaque appel, d'où un recours en justice a été ouvert à la compagnie en vertu de la présente Partie. 5 10
- Signification des pièces judiciaires à la compagnie. **146.** La signification des pièces de procédure ou des avis à la compagnie peut s'effectuer par remise de copie, soit au siège social ou bureau principal d'affaires de la compagnie, à une personne adulte et ayant charge du bureau, soit ailleurs, au président ou au secrétaire de la compagnie. 15 20
- Signification substitutive. Publication. 2. Si la compagnie n'a pas de siège ou bureau principal d'affaires connu, et n'a pas de président ni de secrétaire connu, la cour peut ordonner la publication de tel avis qu'elle juge nécessaire en l'espèce, pendant un mois au moins, dans au moins un journal. Cette publication est censée être une signification régulièrement faite à la compagnie. 25
- Actions entre la compagnie et ses actionnaires. **147.** La compagnie peut intenter et soutenir toute espèce d'instances en justice contre ses actionnaires, et réciproquement. 30
- La Loi des liquidations s'applique. **148.** La compagnie est sujette aux dispositions de toute loi générale concernant la liquidation des compagnies par actions.
- Preuve des règlements. **149.** Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtue du sceau de cette dernière et paraissant signée par un fonctionnaire de la compagnie, doit être reçue à titre de preuve *primâ facie* de ce règlement dans toutes les cours de justice du Canada. 35
- Les livres de la compagnie font foi *primâ facie*. **150.** Dans toute poursuite ou procédure, tous livres ou registres dont la présente Partie exige la tenue par le secrétaire ou un autre fonctionnaire de la compagnie préposé à cette fin, constituent une preuve *primâ facie*, contre la compagnie ou contre un actionnaire, de tous les faits qui y paraissent énoncés. 40 45

157. Les frais de constitution d'une société par actions sont payés par le souscripteur au moment de son versement et sont imputés sur le capital social. Les frais de constitution d'une société par actions sont payés par le souscripteur au moment de son versement et sont imputés sur le capital social.

Article 157
L'assemblée générale des actionnaires approuve les comptes et le bilan de la société.

158. La société est tenue de publier dans un journal d'annonces légales le bilan de la société et le compte de répartition des bénéfices. Elle est tenue de publier dans un journal d'annonces légales le bilan de la société et le compte de répartition des bénéfices.

Article 158
La société est tenue de publier dans un journal d'annonces légales le bilan de la société et le compte de répartition des bénéfices.

159. A l'expiration de l'exercice, le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires. Le conseil de surveillance est tenu de présenter au conseil d'administration un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

Article 159
A l'expiration de l'exercice, le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

160. Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires. Le conseil de surveillance est tenu de présenter au conseil d'administration un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

Article 160
Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

161. Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires. Le conseil de surveillance est tenu de présenter au conseil d'administration un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

Article 161
Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

162. Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires. Le conseil de surveillance est tenu de présenter au conseil d'administration un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

Article 162
Le conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance un rapport sur les opérations de la société et sur la situation de ses affaires.

Preuve de la qualité d'actionnaire.

151. Dans toute action intentée par une compagnie pour contraindre au paiement d'un appel de fonds ou des intérêts y afférents, un certificat sous le sceau de la compagnie et apparemment signé par un de ses fonctionnaires, portant que le défendeur est un actionnaire, que le ou les versements dont l'action réclame le montant ou sur lesquels elle réclame l'intérêt ont été appelés, et que cette somme reste de ce chef due et impayée par le défendeur, doit être admis par toutes les cours à titre de preuve *primâ facie*. 5

Les frais de la constitution, à la charge des actionnaires.

152. La totalité des frais pour l'obtention de la constitution et des souscriptions au capital social doit être portée directement au compte des actionnaires, et le montant doit en être déterminé par pourcentage sur le capital social, ou déterminé en masse et indiqué à la face de la formule du contrat de souscription au capital, et ne doit pas être débité au compte du capital versé ni au compte des fonds d'assurance, ni payé sur l'un ou l'autre compte, ni d'aucune façon être porté en compte soit directement soit indirectement contre les assurés. 15

Déclarations sous serment des dépenses d'organisation.

153. A l'époque où une compagnie demande le permis exigé par la présente loi, il doit être soumis au ministre une déclaration sous serment énonçant les diverses sommes d'argent payées pour la constitution et l'organisation de la compagnie, et cette déclaration doit en outre comprendre une liste de tous les engagements impayés, s'il en est, qui se rattachent à cette constitution et organisation ou qui en découlent. 20

Restriction dans les dépenses.

2. Tant que le permis n'a pas été accordé, il ne doit être effectué aucun paiement pour les dépenses de constitution et d'organisation sur les fonds versés par les actionnaires, excepté le paiement de sommes raisonnables aux aides aux écritures, aux hommes de loi et pour loyers de bureaux, publicité, papeterie, frais de port et de voyage, s'il en est. 30

Conditions préalables à la délivrance du permis.

3. Le ministre ne doit pas délivrer de permis avant d'être convaincu qu'ont été observées toutes les prescriptions de la présente loi et de la loi spéciale constituant la compagnie en corporation, relativement aux souscriptions au capital social, au paiement d'argent par les actionnaires à compte de leurs souscriptions, à l'élection des administrateurs et autres préliminaires, et à moins qu'il ne soit convaincu que les frais de constitution et d'organisation, y compris la commission à payer pour la vente des actions de la compagnie, sont raisonnables. 35 40

Contrôle des paiements par les actionnaires, si l'autorisation n'est pas obtenue.

154. Si la compagnie n'obtient pas de permis avant l'expiration de sa loi de constitution, et si les livres d'actions ont été ouverts et si les souscriptions ont été versées en totalité ou en partie, nulle partie de l'argent ainsi versé 45

soit pour le compte de capital, soit en prime sur le capital, ou en intérêt remboursé sur ce capital, ou sur des déductions ou commissions, relatives à l'opération de service ou pour autres objets, soit un montant responsable pour payer les aides aux services, les services d'urgence de loi, le jour de l'annulation de l'opération, les frais de port et de voyage, s'il en est, à moins qu'il n'y soit pourvu par une délibération des souscripteurs à une assemblée convoquée après avis à laquelle assemblée la majeure partie de l'argent ainsi versé est représentée par les souscripteurs, ou par des fonds de souscripteurs à droit à un vote pour chaque dix dollars versés, soit comme capital soit comme prime sur le capital, au compte de sa souscription.

15 - 2. Si les administrateurs provisoires, ou les administrateurs, selon le cas, jugent que le montant ainsi par cette délibération pour commission, relative ou rétribution de services est insuffisant, ou si aucune délibération pour cet objet n'est adoptée après qu'une assemblée a été régulièrement convoquée, alors les administrateurs provisoires ou les administrateurs peuvent, à moins qu'il n'y ait eu un avis en ce sens, approuver en même lieu de même qu'ils ont le droit de régler et déterminer tous les frais et la modulation du montant des dépenses déjà effectuées et à effectuer, et l'intérêt, s'il en est, devant être affecté avant de servir pour le service aux souscripteurs.

21. Afin de l'assemblée et afin de la demande respective, tout mentionné aux paragraphes précédents, doivent être déposés par dépôt de l'avis au bureau de poste sous pli recommandé et affranchi, au moins vingt et un jours avant la date fixée pour cette assemblée ou pour l'adhésion de cette demande, adressée aux différents souscripteurs à leurs adresses respectives mentionnées aux livres à soulever, et chacun de ces avis doit contenir un état sous une forme concise des divers services pour commission, relative, rétribution de services et déboursés, au paiement desquels il est proposé de pourvoir par délibération, ou qui l'est proposé de faire régler et déterminer par un jury, selon le cas.

4. A cette assemblée, les votes des souscripteurs peuvent être donnés par l'adjoint de services, mais le fond du pouvoir doit être limité au souscripteur et les souscripteurs peuvent être éliminés en totalité ou par portions au sujet de cette demande.

5. Afin que les sommes payées se à payer sans le régime du présent article puissent être également réparties entre les souscripteurs, les administrateurs provisoires ou les administrateurs, selon le cas, doivent, après que le montant de ces sommes a été déterminé de la manière prévue au présent article, établir le plan proportionnel à

Assemblée
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

Assemblée
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

Assemblée
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

Assemblée
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

Assemblée
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

soit pour le compte du capital, soit en primes sur le capital, ou en intérêt accumulé sur ce capital, ne doit être déboursée en commissions, salaires, rétribution de services ou pour autres objets, sauf un montant raisonnable pour payer les aides aux écritures, les services d'hommes de loi, le loyer de bureaux, la publicité, la papeterie, les frais de port et de voyage, s'il en est, à moins qu'il n'y soit pourvu par une délibération des souscripteurs à une assemblée convoquée après avis, à laquelle assemblée la majeure partie de l'argent ainsi versé est représentée par les souscripteurs, ou par des fondés de pouvoirs des souscripteurs; et à cette assemblée, chaque souscripteur a droit à un vote pour chaque dix dollars versés, soit comme capital soit comme prime sur le capital, au compte de sa souscription.

Assemblée et
requête au
tribunal pour
fixation du
montant des
paiements.

2. Si les administrateurs provisoires, ou les administrateurs, selon le cas, jugent que le montant alloué par cette délibération pour commissions, salaires ou rétribution de services est insuffisant, ou si aucune délibération pour cet objet n'est adoptée après qu'une assemblée a été régulièrement convoquée, alors les administrateurs provisoires ou les administrateurs peuvent s'adresser à un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté ayant juridiction à l'endroit où est situé le siège social de la compagnie pour régler et déterminer tous les frais et la modération du montant des déboursés déjà effectués et auxquels cet argent et l'intérêt, s'il en est, doivent être affectés, avant de distribuer le solde aux souscripteurs.

Avis
d'assemblée.

3. Avis de l'assemblée et avis de la demande, respectivement mentionnés aux paragraphes précédents, doivent être donnés par dépôt de l'avis au bureau de poste sous pli recommandé et affranchi, au moins vingt et un jours avant la date fixée pour cette assemblée ou pour l'audition de cette demande, adressé aux différents souscripteurs à leurs adresses postales respectives inscrites aux livres d'actions; et chacun de ces avis doit contenir un état sous une forme succincte des divers montants pour commissions, salaires, rétribution de services et déboursés, au paiement desquels il est proposé de pourvoir par délibération, ou qu'il est proposé de faire régler et déterminer par un juge, selon le cas.

Votes.

4. A cette assemblée, les votes des souscripteurs peuvent être donnés par fondés de pouvoirs, mais le fondé de pouvoirs doit être lui-même un souscripteur, et les souscripteurs peuvent être entendus en personne ou par procureurs au sujet de cette demande.

Paiement
par les sous-
cripteurs.

5. Afin que les sommes payées et à payer sous le régime du présent article puissent être équitablement réparties entre les souscripteurs, les administrateurs provisoires ou les administrateurs, selon le cas, doivent, après que le montant de ces sommes a été déterminé de la manière prévue au présent article, établir la part proportionnelle à

en attribuer à chaque souscripteur dans la proportion de son versement par rapport au nombre total des actions souscrites de bonne foi.

6. Avant le remboursement aux souscripteurs des sommes qu'ils ont versées les montants respectifs ainsi déterminés doivent être débittés et si les sommes respectives n'ont été intégralement versées aux montants ainsi déterminés dans les différents cas, chaque cas doit être immédiatement versé par le souscripteur aux administrateurs provisionnels ou aux administrateurs selon le cas.

7. Le total des montants de la différence mentionnée au paragraphe précédent, que les administrateurs provisionnels ou les administrateurs sont tenus de faire verser au porteur dans un délai déterminé, doit être payé par eux dans un délai déterminé, et les sommes restant dues après l'extinction de l'émission des actions doivent être payées dans la proportion de leurs versements en distinguant de la base de calcul les actions qui ont été faites.

8. Les administrateurs provisionnels ou les administrateurs après avoir versé les sommes à payer en vertu du présent article doivent rembourser aux souscripteurs, avec tout intérêt accumulé, les sommes respectives d'argent versé par les souscripteurs.

135. Les administrateurs et commissaires d'actions au cas où ils ont un capital social, que ce dernier soit en tout ou en partie de fonds de réserve ou tout autre non affecté à tout autre objet, doivent faire débiter dans le compte courant et contraire de distribution aux actionnaires, après avoir constaté quelle part de ces bénéfices provient des bénéfices à participation et l'autre des bénéfices qui proviennent d'autres sources, et les actionnaires de la part à participation ont droit de partager dans cette part des bénéfices ainsi distribués qui a été distribuée comme provenant des bénéfices à participation. Les comptes sont part des bénéfices déduits de la part de réserve dans la proportion de la moyenne du fonds de participation par rapport à la moyenne des fonds totaux jusqu'à concurrence d'un mois quatre-vingt-dix jours après la clôture de l'exercice, et avant de déterminer le montant des bénéfices à distribuer, les comptes des bénéfices à distribuer sont les mêmes que ceux des bénéfices à distribuer, et les actionnaires de la part à participation ont droit de partager dans cette part des bénéfices à distribuer.

Administrateurs
Commissaires
Capital social
Bénéfices à distribuer
Bénéfices à participation
Bénéfices d'autres sources
Part à participation
Part à non-participation

en attribuer à chaque souscripteur dans la proportion du nombre des actions qu'il a souscrites par rapport au nombre total des actions souscrites de bonne foi.

Différence
à verser.

6. Avant le remboursement aux souscripteurs des sommes qu'ils ont versées, les montants respectifs ainsi déterminés doivent en être déduits, et si les sommes respectivement versées sont inférieures aux montants ainsi déterminés, alors la différence, dans chaque cas, doit être immédiatement versée par le souscripteur aux administrateurs provisoires ou aux administrateurs, selon le cas. 5 10

Perception
du montant
du déficit.

7. Le total des montants de la différence mentionnée au paragraphe précédent, que les administrateurs provisoires ou les administrateurs sont incapables de faire rentrer ou percevoir dans ce qui leur paraît être un délai raisonnable, doit, avec tous frais judiciaires subis, être par eux déduit 15 des sommes restant alors entre leurs mains au crédit des différents souscripteurs dans la proportion ci-dessus mentionnée, en éliminant de la base du calcul les actions sur lesquelles aucune pareille perception n'a été faite.

Remise aux
souscrip-
teurs.

8. Les administrateurs provisoires ou les administrateurs, 20 après avoir versé les sommes à payer en vertu du présent article, doivent rembourser aux souscripteurs, avec tout intérêt accumulé, les soldes respectifs d'argent versé par les souscripteurs.

Profits des
polices à par-
ticipation.

155. Les administrateurs de compagnies d'assurance sur 25 la vie qui ont un capital social, que ce dernier porte le nom de fonds de garantie ou tout autre nom, peuvent en tout temps distraire telle portion des bénéfices nets qu'ils jugent prudent et convenable de distraire, aux fins de la distribuer sous forme de dividendes ou de bénéfices addi- 30 tionnels aux actionnaires et aux porteurs de polices à participation, après avoir constaté quelle part de ces bénéfices provient des polices à participation et l'avoir distinguée des bénéfices qui proviennent d'autres sources; et les por- 35 teurs de polices à participation ont droit de partager dans cette portion des bénéfices ainsi distraite qui a été distinguée comme provenant des polices à participation (y compris une part des bénéfices dérivés de la vente des valeurs, dans la proportion de la moyenne du fonds de participation par rapport à la moyenne des fonds totaux), 40 jusqu'à concurrence d'au moins quatre-vingt-dix pour cent de ces bénéfices; et avant de déterminer ou de constater le montant des bénéfices à répartir, l'intérêt sur le montant du capital versé resté intact (non compris les primes ou les bénéfices additionnels reçus sur ce capital ou du chef 45 de ce capital qui ont été dépensés pour l'établissement, la poursuite ou le développement des affaires de la compagnie, ou qui ont été appliqués à remédier à tout affaiblissement du capital) et sur toute autre somme ou toutes autres sommes pouvant se trouver au crédit des action- 50

dans la proportion de la moyenne du fonds des actions
 sur les placements ou des autres parties similaires
 cependant être débite d'une partie de toutes les pertes
 des fonds placés de la compagnie; ces actions doivent
 être en toute sorte privilégiées dans le cas de liquidation
 sans moyen net de l'actif net pendant l'année précé-
 dente.

ADAMANT DU CANADA

PARTIE VII

150. Nulle disposition de la présente loi n'est censée
 avoir été faite ni en vertu d'aucune autre loi
 ou d'aucun autre acte de la législature fédérale
 en ce qui concerne les opérations d'assurance
 à ce titre en toute province, ou de tenir d'autre façon
 les comptes ou autres incidents des opérations d'assurance
 matières législatives strictement existant aux fins
 de la présente loi; et en tant qu'il pourra être fait
 par la présente loi, les dispositions législatives de la pro-
 vince qui ont trait aux opérations de la présente
 loi sont abrogées en ce qui concerne les opérations
 de la compagnie législative en ce qui concerne les
 matières d'assurance et de gestion et qu'une partie
 de la présente loi est en ce qui concerne cette dispo-
 sition est à cet égard nulle et inopérante, cette dispo-
 sition doit être considérée comme ayant été faite
 des autres dispositions de la présente loi et ces autres
 dispositions sont censées être parties d'un seul et même
 acte.

150. Nulle disposition de la présente loi n'est censée
 avoir été faite ni en vertu d'aucune autre loi
 ou d'aucun autre acte de la législature fédérale
 en ce qui concerne les opérations d'assurance
 à ce titre en toute province, ou de tenir d'autre façon
 les comptes ou autres incidents des opérations d'assurance
 matières législatives strictement existant aux fins
 de la présente loi; et en tant qu'il pourra être fait
 par la présente loi, les dispositions législatives de la pro-
 vince qui ont trait aux opérations de la présente
 loi sont abrogées en ce qui concerne les opérations
 de la compagnie législative en ce qui concerne les
 matières d'assurance et de gestion et qu'une partie
 de la présente loi est en ce qui concerne cette dispo-
 sition est à cet égard nulle et inopérante, cette dispo-
 sition doit être considérée comme ayant été faite
 des autres dispositions de la présente loi et ces autres
 dispositions sont censées être parties d'un seul et même
 acte.

151. La présente loi est en ce qui concerne les opérations
 de la compagnie législative en ce qui concerne les
 matières d'assurance et de gestion et qu'une partie
 de la présente loi est en ce qui concerne cette dispo-
 sition est à cet égard nulle et inopérante, cette dispo-
 sition doit être considérée comme ayant été faite
 des autres dispositions de la présente loi et ces autres
 dispositions sont censées être parties d'un seul et même
 acte.

152. La présente loi est en ce qui concerne les opérations
 de la compagnie législative en ce qui concerne les
 matières d'assurance et de gestion et qu'une partie
 de la présente loi est en ce qui concerne cette dispo-
 sition est à cet égard nulle et inopérante, cette dispo-
 sition doit être considérée comme ayant été faite
 des autres dispositions de la présente loi et ces autres
 dispositions sont censées être parties d'un seul et même
 acte.

naires, peut être attribué ou crédité à ces actionnaires au taux moyen net de l'intérêt acquis, pendant l'année précédente ou toute autre période dont il s'agit, sur la moyenne des fonds placés de la compagnie; ces actionnaires doivent cependant être débités d'une juste part de toutes les pertes subies sur les placements ou des autres pertes similaires, dans la proportion de la moyenne du fonds des actionnaires par rapport à la moyenne des fonds totaux. 5

PARTIE VII.

Sauvegarde
des droits
provinciaux.

156. Nulle disposition de la présente loi n'est censée avoir été édictée ni ne doit être interprétée comme ayant été établie dans l'intention ou pour l'objet de réglementer les contrats ou autres incidents des opérations d'assurance, à ce titre, en toute province, ou de traiter d'autre façon des matières législatives attribuées exclusivement aux législatures des provinces; et, en tant qu'il pourra être dorénavant décidé qu'une disposition quelconque de la présente loi comporte une application ou un effet outrepassant la compétence législative du Parlement du Canada, en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une pareille disposition est, à cet égard, nulle et inopérante, cette disposition doit être considérée comme pouvant être disjointe des autres dispositions de la présente loi, et ces autres dispositions continueront à avoir pleine vigueur et plein effet selon leur teneur. 10 15 20

157. Est par la présente loi abrogée la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés, 1927*. 25

NOTE.—Sept Annexes, contenant de nombreuses formules, forment un appendice au présent Bill C1. Ces Annexes seront ajoutées à la version française du Bill, dans sa réimpression pour 3e lecture.

SÉNAT DU CANADA

BILL D¹.

Loi concernant «The Quebec, Montreal and Southern
Railway Company».

Lu pour la première fois, le mercredi, 2e jour de mars 1932.

L'honorable sénateur BÉRIQUE.

SÉNAT DU CANADA

BILL D¹.

Loi concernant «The Quebec, Montreal and Southern Railway Company».

Préambule.
1905, c. 158;
1906, c. 150;
1911, c. 132;
1916, c. 49;
1921, c. 71;
1927, c. 88.

CONSIDÉRANT que «The Quebec, Montreal and Southern Railway Company» a, par voie de pétition, demandé que soient établies les dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

Prorogation
du délai
pour la
construction.

1. «The Quebec, Montreal and Southern Railway Company» peut achever la construction des chemins de fer autorisés par les articles huit et neuf du chapitre cent cinquante du Statut de 1906, et les mettre en service dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la présente loi; et si, dans ledit délai, ces chemins de fer n'ont pas été ainsi achevés et mis en service, les pouvoirs conférés par le Parlement à la Compagnie, relativement à la construction, s'éteindront et deviendront nuls et de nul effet pour ce qui desdits chemins de fer restera alors inachevé.

10

15

SÉNAT DU CANADA

BILL E¹.

Loi concernant le département des assurances.

Lu pour la première fois, le mercredi, 23 mars 1932.

Le très HON. SÉNATEUR MEIGHEN.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL E¹.

Loi concernant le département des assurances.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes, décrète:

Titre abrégé. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi du département des assurances.*

INTERPRÉTATION.

Définitions. **2.** En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, l'expression

«Département.» a) «département» signifie le département des assurances;

«Ministre.» b) «ministre» signifie le ministre des finances.

Constitution du département. **3.** Sera constitué un département du gouvernement du Canada, appelé département des assurances, sous la présidence du ministre.

Ministre. (2) Le ministre aura l'administration et la direction du département.

Surintendant des assurances; rang et traitement. **4.** Le gouverneur en conseil peut nommer un fonctionnaire, appelé surintendant des assurances (ci-après dénommé le surintendant), qui sera le sous-chef du département et occupera cette fonction durant bon plaisir.

(2) Ce fonctionnaire recevra le traitement autorisé par la loi. 20

Maintien en fonctions du titulaire actuel. (3) Le présent titulaire de la charge de surintendant des assurances continuera à exercer ses fonctions durant bon plaisir et à recevoir le traitement autorisé par la loi.

Nomination de fonctionnaires et commis. **5.** Peuvent être nommés, de la manière autorisée par la loi, les fonctionnaires, commis et serviteurs nécessaires à la bonne conduite des opérations du département. 25

(3) Les livres fonctionnaires, comptes et relevés relatifs au service du département continuent à servir leurs fins respectives durant son plaisir.

Relevés et comptes fonctionnaires

6. Au ministre est dévolue la mise à exécution des lois édictées à l'honneur de la présente loi, ainsi que de tous les règlements ou règlements tendant ou établis en exécution de l'une quelconque desdites lois.

Ministre

(2) Le surintendant doit agir suivant les instructions du ministre et, quand il y a lieu, présenter après examen un rapport au ministre sur toutes les affaires qui se rattachent à l'exécution de chacune desdites lois et les règlements tendant ou établis sous leur régime.

Instructions du ministre

7. Le surintendant, non plus qu'aucun fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne doit, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie d'assurance exerçant des opérations au Canada ou autre du permis exigé par l'une quelconque des lois édictées à l'honneur de la présente loi et concernant les compagnies d'assurance.

Compagnies d'assurance

8. Chaque année, aussitôt que faire se peut après la clôture de l'exercice financier, le surintendant doit, en se référant aux comptes publiés et par toute autre enquête ou investigation qu'il peut juger nécessaire, constater et certifier le montant total des dépenses subies par l'Etat et allouées à la mise à exécution des lois concernant les compagnies d'assurance édictées à l'honneur de la présente loi des comptes de fait et de la Loi des compagnies financières, respectivement, durant l'exercice financier précité; et le montant des dépenses ainsi constaté et certifié par le surintendant est déposé et pérennité pour toutes les fins du présent article.

Comptes de fait

(2) Avant le trentième et dernier jour de décembre de chaque exercice financier, le surintendant doit aussi, d'après les données annuelles déposées suivant les prescriptions desdites lois, et d'après tout autre renseignement qui peut être nécessaire ou utile, constater:

Comptes annuels

a) Le montant total des primes nettes perçues au Canada durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie mutuelle de permis exigé par lesdites lois concernant les compagnies d'assurance, ou l'une quelconque de ces lois, et par chaque compagnie non ainsi munie de permis mais exerçant les opérations d'assurance visées par la présente loi, et en déduire le montant des dividendes servis ou alloués par chaque pareille compagnie à ses porteurs de police au Canada durant ladite année civile; et

Montants des primes nettes

b) Le montant total du revenu perçu durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie de prêt mutuelle de permis exigé par la Loi des compagnies de prêt,

Revenu des compagnies de prêt

Maintien en fonctions des employés actuels.

(2) Les divers fonctionnaires, commis et serviteurs actuellement au service du département continueront à exercer leurs emplois respectifs durant bon plaisir.

Devoirs du ministre.

6. Au ministre est dévolue la mise à exécution des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi, ainsi que de tous les arrêtés ou règlements rendus ou établis en exécution de l'une quelconque desdites lois. 5

Le surintendant agit sous la direction du ministre.

(2) Le surintendant doit agir suivant les instructions du ministre et, quand il y a lieu, présenter, après examen, un rapport au ministre sur toutes les affaires qui se rattachent à l'exécution de chacune desdites lois et des arrêtés ou règlements rendus ou établis sous leur régime. 10

Le surintendant et les fonctionnaires ne peuvent être intéressés dans aucune compagnie.

7. Le surintendant, non plus qu'aucun fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne doit, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie d'assurance exerçant des opérations au Canada ou munie du permis exigé par l'une quelconque des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi et concernant les compagnies d'assurances. 15

Le surintendant doit vérifier les dépenses d'exécution des lois durant l'exercice précédent.

8. Chaque année, aussitôt que faire se peut après la clôture de l'exercice financier, le surintendant doit, en se référant aux comptes publics et par toute autre enquête ou investigation qu'il peut juger nécessaire, constater et certifier le montant total des dépenses subies par l'Etat et afférentes à la mise à exécution des lois concernant les compagnies d'assurances spécifiées à ladite annexe, de la *Loi des compagnies de prêt* et de la *Loi des compagnies fiduciaires*, respectivement, durant l'exercice financier précédent; et le montant des dépenses ainsi constaté et certifié par le surintendant est définitif et péremptoire pour toutes les fins du présent article. 25 30

(2) Avant le trente et unième jour de décembre de chaque exercice financier, le surintendant doit aussi, d'après les états annuels déposés suivant les prescriptions desdites lois, et d'après tout autre renseignement qui peut être nécessaire ou utilisable, constater: 35

Montant des primes nettes encaissées par chaque compagnie d'assurance.

a) Le montant total des primes nettes perçues au Canada durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie munie du permis exigé par lesdites lois concernant les compagnies d'assurance, ou l'une quelconque de ces lois, et par chaque compagnie non ainsi munie de permis mais exerçant les opérations d'assurance-vie sous leur régime, et en déduire le montant des dividendes servis ou alloués par chaque pareille compagnie à ses porteurs de polices au Canada durant ladite année civile; et 40 45

Montant du revenu de chaque compagnie de prêt.

b) Le montant total du revenu perçu durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie de prêt munie du permis exigé par la *Loi des compagnies de prêt*; et

Le montant total de revenu payé durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie sera moins le montant de permis exigé par la loi des compagnies

Montant de
revenu de
la dernière
année civile
précédente

et lorsque certifié sans son sceau, le décompte du surplus de la dernière année civile précédente par chaque compagnie sera moins le montant de permis exigé par la loi des compagnies

Article 10

La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

1. La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

Montant de
revenu de
la dernière
année civile
précédente

2. La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

3. La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

4. La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

5. La loi des compagnies sera modifiée de la manière suivante :

Montant de
revenu de
la dernière
année civile
précédente

Montant du
revenu de
chaque
compagnie
fiduciaire.

c) Le montant total du revenu perçu durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie fiduciaire munie du permis exigé par la *Loi des compagnies fiduciaires*;

et, lorsque certifiée sous son seing, la décision du surintendant quant au montant des recettes nettes résultant de ladite déduction et quant aux montants de revenu perçu, ainsi qu'il est dit ci-dessus, est définitive et péremptoire. 5

Le montant
cotisé
constitue
dette
payable à
Sa Majesté.

(4) La cotisation ainsi fixée à l'égard de chaque compagnie constitue une dette payable à Sa Majesté, et est payable sur demande du surintendant, et peut être recouvrée à titre de dette devant tout tribunal compétent. 10

Note,—

Le paragraphe 3 de l'article 8, indiqué entre crochets, ne fait pas partie du présent bill. Il est imprimé aux seules fins d'indication, et il sera disjoint avant l'adoption du bill par le Sénat. Il est projeté de le présenter à la Chambre des communes.

[(3) Le surintendant doit alors fixer la proportion ou le pourcentage que la totalité des dépenses, ainsi constatées et certifiées, subies dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance, de la *Loi des compagnies de prêt* et de la *Loi des compagnies fiduciaires*, respectivement, comporte à l'égard de l'ensemble des recettes nettes desdites compagnies d'assurance, du revenu total desdites compagnies de prêt et du revenu total desdites compagnies fiduciaires, respectivement, et il doit, pour chacune desdites compagnies, faire établir une cotisation, comme suit, savoir:

Base des
cotisations
des com-
pagnies.

a) Pour chacune desdites compagnies d'assurance, d'un montant équivalant au pourcentage desdites recettes nettes de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance comporte à l'égard du total des recettes nettes de toutes pareilles compagnies; et

b) Pour chacune desdites compagnies de prêt, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies de prêt* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies; et

c) Pour chacune desdites compagnies fiduciaires, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies fiduciaires* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies;

et, lorsque certifiée par le surintendant, cette cotisation est obligatoire pour lesdites compagnies et chacune d'elles, et elle est définitive et péremptoire.]

Rapport
annuel.

9. Le ministre est tenu de déposer devant le Parlement, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de chaque session, le rapport annuel du surintendant présenté au ministre sous le régime de chacune des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi.

5

Abrogation.

10. Sont abrogés l'article soixante-quinze de la *Loi des compagnies de prêt*, chapitre vingt-huit des *Statuts révisés, 1927*, et l'article soixante dix-huit de la *Loi des compagnies fiduciaires*, chapitre vingt-neuf des *Statuts révisés, 1927*.

10

Annexe.

ANNEXE.

Statuts révisés du Canada, 1927.

	Chapitre
Loi de l'assurance du service civil.....	23
Loi des compagnies de prêt.....	28
Loi des compagnies fiduciaires.....	29

Statuts du Canada, 1932.

Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932.

Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.

Lois modifiant l'une quelconque des lois susmentionnées.

SÉNAT DU CANADA

BILL E¹.

Loi concernant le département des assurances.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 28 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL E¹.

Loi concernant le département des assurances.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi du département des assurances.*

INTERPRÉTATION.

Définitions. **2.** En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, l'expression 5

«Département.» a) «département» signifie le département des assurances;

«Ministre.» b) «ministre» signifie le ministre des Finances.

Constitution du département. **3.** Sera constitué un département du gouvernement du Canada, appelé département des assurances, sous la présidence du ministre. 10

Ministre. (2) Le ministre aura l'administration et la direction du département.

Surintendant des assurances; rang et traitement. **4.** Le gouverneur en conseil peut nommer un fonctionnaire, appelé surintendant des assurances (ci-après dénommé le surintendant), qui sera le sous-chef du département et occupera cette fonction durant bon plaisir. 15

(2) Ce fonctionnaire recevra le traitement autorisé par la loi. 20

Maintien en fonctions du titulaire actuel. (3) Le présent titulaire de la charge de surintendant continuera à exercer ses fonctions durant bon plaisir et à recevoir le traitement autorisé par la loi.

Nomination de fonctionnaires et commis. **5.** Peuvent être nommés, de la manière autorisée par la loi, les fonctionnaires, commis et serviteurs nécessaires à la bonne conduite des opérations du département. 25

(1) Les divers fonctionnaires et commis et autres employés
liés au service du département continueront à exercer
leurs fonctions respectives durant son plaisir.

Le ministre
des Finances
en conseil

4. Au moment où l'acte est déposé la mise à exécution des lois
spécifiées à l'annexe de la présente loi, ainsi que de toutes les
autres lois ou règlements rendus ou établis en exécution de
l'une quelconque desdites lois.

Le ministre
des Finances

(2) Le ministre doit agir suivant les instructions
du ministre et, quand il y a lieu, présenter, après examen,
un rapport au ministre sur toutes les affaires qui se rattachent
à l'exécution de chaque desdites lois et des arrêtés
ou règlements rendus ou établis sous leur régime.

Le ministre
des Finances
en conseil

5. Les arrangements non plus de nature transactionnelle
ou connexes sans sa direction ne doivent être effectués ou
effectués sans son assentiment et il est entendu que dans une
compagnie exerçant des opérations au Canada et ailleurs
ou dans un pays en vertu de l'une quelconque des lois
spécifiées à l'annexe de la présente loi et concernant les
compagnies.

Le ministre
des Finances
en conseil

6. Chaque année, aussitôt que faire se peut après le 31-30
de l'année civile précédente, le ministre doit en se
référant aux comptes publics et par toute autre enquête
ou investigation qu'il peut juger nécessaire, constater et
certifier le montant total des dépenses engagées par l'Etat
et affectées à la mise à exécution des lois spécifiées à la
dite annexe et concernant les compagnies d'assurance de la
Loi des compagnies de fait et de la Loi des compagnies
financières, respectivement, durant l'exercice financier
précédent; et le montant des dépenses ainsi constaté et certifié
par le ministre est déposé et communiqué par écrit
aux fins du présent article.

Le ministre
des Finances
en conseil

(2) Avant le commencement de l'exercice financier de chaque
année, le ministre doit, d'après les
états annuels déposés suivant les prescriptions desdites
lois, et d'après tout autre renseignement qui peut être
nécessaire ou utilisable, constater:

Le ministre
des Finances
en conseil

a) Le montant total des primes nettes payées au Canada
durant la dernière année civile précédente par chaque
compagnie assuratrice régie par la Loi des compagnies
financières d'assurance, ou l'une quelconque des
dites lois, et par chaque compagnie non régie par
l'une quelconque desdites lois, et en déduisant le montant des dividendes
payés ou alloués par chaque pareille compagnie à ses
porteurs de primes au Canada durant ladite année
civile; et

Le ministre
des Finances
en conseil

b) Le montant total des revenus perçus durant la dernière
année civile précédente par chaque compagnie de fait
ainsi que par les lois des compagnies de fait;

Maintien en fonctions des employés actuels.

(2) Les divers fonctionnaires, commis et serviteurs actuellement au service du département continueront à exercer leurs emplois respectifs durant bon plaisir.

Devoirs du ministre.

6. Au ministre est dévolue la mise à exécution des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi, ainsi que de tous les arrêtés ou règlements rendus ou établis en exécution de l'une quelconque desdites lois. 5

Le surintendant agit sous la direction du ministre.

(2) Le surintendant doit agir suivant les instructions du ministre et, quand il y a lieu, présenter, après examen, un rapport au ministre sur toutes les affaires qui se rattachent à l'exécution de chacune desdites lois et des arrêtés ou règlements rendus ou établis sous leur régime. 10

Le surintendant et les fonctionnaires ne peuvent être intéressés dans aucune compagnie.

7. Le surintendant, non plus qu'aucun fonctionnaire ou commis sous sa direction, ne doit, directement ou indirectement, être intéressé à titre d'actionnaire dans une compagnie exerçant des opérations au Canada et enregistrée ou munie d'un permis en vertu de l'une quelconque des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi et concernant les compagnies. 15

Le surintendant doit vérifier les dépenses d'exécution des lois durant l'exercice précédent.

8. Chaque année, aussitôt que faire se peut après la clôture de chaque exercice financier, le surintendant doit, en se référant aux comptes publics et par toute autre enquête ou investigation qu'il peut juger nécessaire, constater et certifier le montant total des dépenses engagées par l'Etat et afférentes à la mise à exécution des lois spécifiées à la dite annexe et concernant les compagnies d'assurances, de la *Loi des compagnies de prêt* et de la *Loi des compagnies fiduciaires*, respectivement, durant l'exercice financier précédent; et le montant des dépenses ainsi constaté et certifié par le surintendant est définitif et péremptoire pour toutes les fins du présent article. 20 25 30

(2) Avant le trente et unième jour de décembre de chaque exercice financier, le surintendant doit aussi, d'après les états annuels déposés suivant les prescriptions desdites lois, et d'après tout autre renseignement qui peut être nécessaire ou utilisable, constater: 35

Montant des primes nettes encaissées par chaque compagnie d'assurance.

a) Le montant total des primes nettes perçues au Canada durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie enregistrée sous le régime desdites lois concernant les compagnies d'assurance, ou l'une quelconque de ces lois, et par chaque compagnie non ainsi enregistrée mais exerçant les opérations d'assurance-vie sous leur régime, et en déduire le montant des dividendes servis ou alloués par chaque pareille compagnie à ses porteurs de polices au Canada durant ladite année civile; et 40 45

Montant du revenu de chaque compagnie de prêt.

b) Le montant total du revenu perçu durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie de prêt munie du permis exigé par la *Loi des compagnies de prêt*; et

La somme totale des revenus perçus durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance

La somme de
l'impôt de
la succession
à payer

et lorsque certaines sont soustraites, la déduction de l'impôt de succession est faite sur le montant des revenus nettes résultant de la déduction et quant aux montants de revenus perçus ainsi qu'il est dit ci-dessus, est définitive et pérenne.

Les déductions sont faites en vertu de l'article 17 de la loi du 20 novembre 1915 et de l'article 17 de la loi du 17 juillet 1913.

La déduction est faite sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance, et sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance, et sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance.

La somme de
l'impôt de
la succession
à payer

La déduction est faite sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance, et sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance.

La déduction est faite sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance, et sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance.

La déduction est faite sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance, et sur le montant des revenus perçus par les compagnies d'assurance mutuelle ou par les compagnies d'assurance.

La somme de
l'impôt de
la succession
à payer

(1) La cotisation ainsi fixée à l'égard de chaque compagnie consistant en deux payements à sa Majesté, et en un payement qui demeure au surabondant et pour être reporté à l'été de l'année suivante tout montant excédant.

Montant du
revenu de
chaque
compagnie
fiduciaire.

c) Le montant total du revenu perçu durant la dernière année civile précédente par chaque compagnie fiduciaire munie du permis exigé par la *Loi des compagnies fiduciaires*;

et, lorsque certifiée sous son seing, la décision du surintendant quant au montant des recettes nettes résultant de ladite déduction et quant aux montants de revenu perçu, ainsi qu'il est dit ci-dessus, est définitive et péremptoire. 5

Le montant
cotisé
constitue
dette
payable à
Sa Majesté.

(4) La cotisation ainsi fixée à l'égard de chaque compagnie constitue une dette payable à Sa Majesté, et est 10 payable sur demande du surintendant, et peut être recouvrée à titre de dette devant tout tribunal compétent.

Note,—

Le paragraphe 3 de l'article 8, indiqué entre crochets, ne fait pas partie du présent bill. Il est imprimé aux seules fins d'indication, et il sera disjoint avant l'adoption du bill par le Sénat. Il est projeté de le présenter à la Chambre des communes.

[(3) Le surintendant doit alors fixer la proportion ou le pourcentage que la totalité des dépenses, ainsi constatées et certifiées, engagées dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance, de la *Loi des compagnies de prêt* et de la *Loi des compagnies fiduciaires*, respectivement, comporte à l'égard de l'ensemble des recettes nettes desdites compagnies d'assurance, du revenu total desdites compagnies de prêt et du revenu total desdites compagnies fiduciaires, respectivement, et il doit, pour chacune desdites compagnies, faire établir une cotisation, comme suit, savoir:

Base des cotisations des compagnies.

- a) Pour chacune desdites compagnies d'assurance, d'un montant équivalant au pourcentage desdites recettes nettes de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution desdites lois concernant les compagnies d'assurance comporte à l'égard du total des recettes nettes de toutes pareilles compagnies; et
- b) Pour chacune desdites compagnies de prêt, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses subies dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies de prêt* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies; et
- c) Pour chacune desdites compagnies fiduciaires, d'un montant équivalant au pourcentage dudit revenu de chaque compagnie que la totalité des dépenses engagées dans la mise à exécution de la *Loi des compagnies fiduciaires* comporte à l'égard du revenu total de toutes pareilles compagnies;

et, lorsque certifiée par le surintendant, cette cotisation est obligatoire pour lesdites compagnies et chacune d'elles, et elle est définitive et péremptoire.]

Rapport
annuel.

9. Le ministre est tenu de déposer devant le Parlement, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de chaque session, le rapport annuel du surintendant présenté au ministre sous le régime de chacune des lois spécifiées à l'annexe de la présente loi.

5

Abrogation.

10. Sont abrogés l'article soixante-quinze de la *Loi des compagnies de prêt*, chapitre vingt-huit des *Statuts révisés, 1927*, et l'article soixante-dix-huit de la *Loi des compagnies fiduciaires*, chapitre vingt-neuf des *Statuts révisés, 1927*.

10

Annexe.

ANNEXE.

Statuts révisés du Canada, 1927.

	Chapitre
Loi de l'assurance du service civil.....	23
Loi des compagnies de prêt.....	28
Loi des compagnies fiduciaires.....	29

Statuts du Canada, 1932.

Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932.

Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.

Lois modifiant l'une quelconque des lois susmentionnées.

SÉNAT DU CANADA

BILL F¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada.

Lu pour la première fois, le mercredi, 23 mars 1932.

Le très honorable SÉNATEUR MEIGHEN.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL F¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada.

CONSIDÉRANT qu'il a été décidé que le Parlement du Canada a juridiction, par une législation régulièrement établie, d'empêcher une compagnie d'assurance constituée en corporation par un Etat étranger d'exercer ses opérations au Canada sans être munie d'un permis, et

5

CONSIDÉRANT que certains articles de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés du Canada, 1927*, obligeant les compagnies d'assurance étrangères à obtenir un permis préalablement à l'exercice d'opérations au Canada, ont été déclarés, à cause d'autres dispositions de ladite loi, n'avoir pas été régulièrement édictés comme relevant de la compétence législative du Parlement du Canada, et

10

CONSIDÉRANT qu'il est contraire à l'intérêt public que les compagnies d'assurance constituées en corporation en des Etats étrangers, les associations et organismes d'échange non constitués en corporation et ayant leur principal lieu d'affaire en des Etats étrangers, qui sont insolubles ou incapables de remplir leurs engagements envers les assurés canadiens, soient autorisés à exercer les opérations d'assurance au Canada, et

20

CONSIDÉRANT que certaines de ces compagnies d'assurance et certains de ces organismes d'échange sont devenus insolubles au cours de leurs opérations au Canada, et que leurs assurés canadiens auraient subi de graves pertes, n'eût été la disposition contenue dans la législation alors existante qui obligeait ces compagnies et ces organismes d'échange à déposer un montant d'actif au Canada à titre de garantie de leurs engagements au Canada, à faire des rapports sur leurs affaires et sur leur situation financière, et à se soumettre à l'inspection des représentants du gouvernement, et

30

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de pourvoir, par un système d'enregistrement, au dépôt de valeurs, à l'inspec-

tion et aux rapports pour garantir les porteurs de polices au Canada contre les pertes, pour le motif que ces compagnies, associations ou organismes d'échange étrangers exercent ou continuent d'exercer des opérations au Canada tout en étant insolvable ou incapables de remplir leurs engagements envers ces porteurs de polices, et qu'il est aussi opportun de déclarer les conditions dans lesquelles ces compagnies seront tenues pour insolvable et sujettes à liquidation sous le régime de la *Loi des liquidations*: 5

A CES CAUSES, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 10

TITRE ABRÉGÉ.

Titre abrégé. 1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.*

INTERPRÉTATION.

2. En la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, l'expression

«Actif au Canada».

a) «actif au Canada» signifie tous les dépôts qu'une compagnie a effectués entre les mains du ministre et tous les biens qui ont été placés en fiducie pour le compte de la compagnie sous le régime et pour les fins de la présente loi; 20

«Affaires d'assurance», «opérations d'assurance», «entreprise d'assurance».

b) «affaires d'assurance», «opérations d'assurance» ou «entreprise d'assurance» signifie l'opération par laquelle une personne entreprend d'indemniser une autre personne de pertes ou responsabilités à l'égard de certains risques ou périls auxquels l'objet de l'assurance peut être exposé, ou de payer une somme d'argent ou autre chose de valeur lorsque se produit une certaine éventualité; et comprend tout acte ou tous actes d'incitation à participer à cette opération, et tout acte ou tous actes relatifs à leur accomplissement, ou l'action de rendre service à leur égard; 25

«Agence principale.»

c) «agence principale» signifie le bureau principal ou siège social de la compagnie au Canada;

«Agent principal» ou «mandataire principal».

d) «agent principal» ou «mandataire principal» signifie l'agent ou le mandataire principal de la compagnie au Canada, nommé en cette qualité dans la procuration mentionnée ci-après, sous quelque désignation que ce soit; 35

«Association.»

e) «association» signifie toute association de personnes formée en pays étranger suivant le plan connu sous le nom de Lloyds et d'après lequel chaque assureur associé devient responsable pour une part définie, limitée ou proportionnelle, de la totalité de la somme assurée par une police; 40

- « Assurance sur la navigation intérieure. »
- « Assuré canadien » ou « porteur de police au Canada ».
- « Compagnie. »
- « Département. »
- « Etat annuel. »
- « Fonctionnaire. »
- « Ministre. »
- « Organisme d'échange. »
- « Police. »
- « Police canadienne » — assurance-incendie, assurance-vie.
- f) « assurance sur la navigation intérieure » signifie l'assurance maritime qui porte sur des choses assurables et courant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal;
- g) « assuré canadien » ou « porteur de police au Canada » 5 signifie, relativement à l'assurance sur la vie, toute personne sur la vie de laquelle une compagnie, enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie au Canada, a émis une police pendant que cette personne résidait au 10 Canada;
- h) « compagnie » signifie toute corporation constituée en vertu des lois d'un pays étranger pour les fins d'exercer les opérations d'assurance, et comprend « société fraternelle de bénéfices », « association » et « organisa- 15 nisme d'échange », tel que ces expressions sont respectivement définies en la présente loi;
- i) « département » signifie le département des assurances constitué par la *Loi du département des assurances*;
- j) « état annuel » comprend à la fois l'état des opéra- 20 tions canadiennes et celui des affaires générales de la compagnie, exigés par la présente loi;
- k) « fonctionnaire » comprend le gérant, le secrétaire, le trésorier, l'actuaire et toute autre personne désignée comme « fonctionnaire » dans les statuts de la com- 25 pagnie;
- l) « ministre » signifie le ministre des Finances;
- m) « organisme d'échange » signifie un groupe de personnes formé en pays étranger aux fins d'échanger entre elles des contrats réciproques d'indemnité ou d'in- 30 terassurance par l'entremise du même fondé de pouvoirs, lorsque le bureau principal de l'organisme d'échange est en pays étranger;
- n) « police » signifie tout contrat d'assurance par écrit, qu'il soit contenu en une seule ou en plusieurs pièces, 35 et comprend, à l'égard de l'assurance-vie, tout contrat de rente sur une ou plusieurs têtes, et tout certificat d'association se rattachant de quelque manière à l'assurance sur la vie;
- o) « police canadienne » ou « police au Canada » signifie, 40 en ce qui concerne l'assurance-incendie, une police d'assurance sur tous biens au Canada, émise par une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie; et, en ce qui concerne l'assurance-vie, signifie 45 une police ou un contrat de rente émis par une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, en faveur d'une ou plusieurs personnes qui, à l'époque où cette police a été émise, résidaient au Canada; 50

- «Président.» p) «président» signifie et comprend le président du conseil d'administration, le gouverneur, le gérant ou autre principal fonctionnaire de la compagnie;
- «Secrétaire.» q) «secrétaire» signifie et comprend le fonctionnaire qui remplit les fonctions ordinaires de secrétaire; 5
- «Société fraternelle de bénéfices.» r) «société fraternelle de bénéfices» signifie une corporation possédant un système représentatif de gouvernement et constituée en vertu des lois d'un pays étranger, pour fins de fraternité, de bienfaisance ou de religion, entre autres pour assurer exclusivement ses membres, ou les enfants à leur charge, contre les accidents, la maladie, l'invalidité ou la mort; et comprend une corporation ainsi constituée sur le plan de la mutualité aux fins d'assurer ainsi exclusivement ses membres ou les enfants à leur charge; 10
- «Surintendant.» s) «surintendant» signifie le surintendant des assurances. 15

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, établir des règlements aux fins de déterminer et définir, pour les objets de la présente loi et de tout certificat d'enregistrement délivré sous son régime, ce qui est censé être une classe d'assurance distincte, ainsi que la nature de chaque pareille classe d'assurance. 20

(3) Tous règlements ainsi établis doivent être publiés dans la première édition suivante de la *Gazette du Canada*. 25

PARTIE I.

CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT ET DÉPÔTS.

Registre des compagnies.

3. Sera établi et maintenu, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies auxquelles des certificats d'enregistrement sont accordés en vertu des dispositions de la présente loi.

Nécessité du certificat d'enregistrement.

4. Nulle compagnie ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada (sauf dans les cas expressément prévus ci-après), à moins qu'elle n'ait été enregistrée et qu'elle ne détienne un certificat d'enregistrement délivré par le ministre en vertu des dispositions de la présente loi. 30

Dépôt de documents.

5. Comme condition préalable à l'obtention d'un certificat d'enregistrement, toute compagnie doit déposer au département: 35

Copie de la charte.

a) S'il s'agit d'une compagnie, autre qu'une association ou un organisme d'échange, une copie de la charte, de la loi de constitution ou des statuts de la compagnie, certifiée par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa garde; et s'il s'agit d'une association ou d'un organisme d'échange, le document ou les documents relatifs à sa constitution que le ministre pourra requérir; 40

- Procuration. b) Une procuration de la compagnie à son mandataire principal ou fondé de pouvoirs au Canada, dans la forme que le ministre pourra prescrire;
- Etat de la situation et des affaires. c) Un état, dans la forme prescrite par le ministre, de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre qui précède, ou à la date à laquelle la compagnie a coutume d'établir son bilan, pourvu que cette date ne soit pas antérieure de plus de douze mois à celle du dépôt de l'état, ainsi que les autres états ou renseignements que le ministre pourra requérir quant à la solvabilité de la compagnie et à ses moyens de faire face à tous ses engagements; et 5 10
- Engagement d'observer la loi. d) Un engagement de sa part, dans la forme que le ministre pourra prescrire, de se conformer aux prescriptions de la présente loi applicables à la compagnie, durant tout le temps qu'elle sera enregistrée en vertu des dispositions de la présente loi. 15
- Contenu de la procuration. **6.** Cette procuration doit:
- a) Déclarer en quel lieu du Canada doit être établie l'agence principale de la compagnie; et 20
- b) Autoriser expressément le fondé de pouvoirs à recevoir du ministre et du surintendant les avis prescrits par la loi ou qu'il peut être jugé opportun de donner; et
- c) Déclarer que la réception de ces avis, à cette agence principale, ou personnellement ou par ce fondé de pouvoirs, est légale et oblige la compagnie à tous égards. 25
- (2) Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi remplace son agent principal ou change son agence principale au Canada, cette compagnie doit déposer une nouvelle procuration de la compagnie qui nomme le nouvel agent ou fixe la nouvelle agence, selon le cas. 30
- Dépôt entre les mains du ministre. **7.** Toute compagnie doit, de plus, préalablement à l'obtention d'un certificat d'enregistrement, effectuer entre les mains du ministre un dépôt en quelque une des valeurs ci-après spécifiées à cet égard. 35
- (2) Dans le cas d'une société fraternelle de bénéfices, le montant à déposer doit être la somme de dix mille dollars.
- (3) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une société fraternelle de bénéfices, le montant doit être, 40
- a) dans le cas d'un certificat d'enregistrement pour l'assurance-vie, ou pour l'assurance-incendie, la somme de cent mille dollars;
- b) dans le cas d'un certificat d'enregistrement pour une autre classe d'assurance, la somme que le Conseil du trésor déterminera. 45
- Sont censées enregistrées les compagnies. **8.** Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, détient un permis délivré par le ministre, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente

munies du permis exigé par la Loi des assurances.

loi antérieurement à l'obtention d'un certificat d'enregistrement, et être enregistrée sous son régime, et cette compagnie est assujétie aux dispositions de la présente loi.

(2) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne détient pas un pareil permis, mais en détient un sous le régime des lois d'une province, et exerce les opérations d'assurance dans ladite province, n'est pas tenue d'effectuer le dépôt mentionné à l'article précédent; mais avant la délivrance d'un certificat d'enregistrement à cette compagnie sous le régime de la présente loi, cette compagnie doit posséder au Canada, pour les fins de la présente loi, un actif excédant son passif au Canada, au trente et unième jour de décembre 1931, tel que déterminé en conformité des dispositions de la présente loi.

Nom de la compagnie.

9. Avant de délivrer un certificat d'enregistrement à une compagnie, le ministre doit se convaincre que le nom corporatif de la compagnie n'est pas celui d'une autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, ni un nom susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, ou par ailleurs inacceptable pour raisons d'ordre public.

Délivrance du certificat.

10. Dès qu'une compagnie qui demande un certificat d'enregistrement a accompli les formalités de la présente loi, le ministre peut délivrer le certificat.

Forme du certificat.

11. Le certificat d'enregistrement doit, pour les différentes catégories de compagnies, être en la forme ou les formes que le ministre peut déterminer quand il y a lieu, et spécifier le genre d'opérations que la compagnie doit exercer. Toutefois, le certificat accordé à une association ou à

Certificat d'association.

organisme d'échange ne doit pas autoriser cette association ou cet organisme d'échange à exercer les opérations d'assurance-vie au Canada.

Durée.

(2) Le certificat d'enregistrement expire le trente et unième jour de mars, chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, ou pour une période de moins d'une année.

Restrictions.

(3) Tout certificat d'enregistrement, ou son renouvellement, peut contenir toutes les restrictions ou conditions que le ministre juge nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente loi.

Contenu du certificat ou renouvellement.

(4) Ce certificat d'enregistrement, et tout renouvellement, doit certifier que la compagnie, d'après l'état de sa situation et de ses affaires, se trouve, à la date de la délivrance ou du renouvellement du certificat, à l'égard de son actif et de son passif au Canada, tels que définis et déterminés en conformité des dispositions de la présente loi, en mesure de faire face à ses engagements, et qu'elle est autorisée à exercer au Canada ses opérations d'assurance, ou la partie de ces opérations, que le certificat peut spécifier.

12. Toute compagnie qui obtient pour la première fois un certificat d'enregistrement doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la Gazette du Canada et dans un journal ou journal de compte de la cité ou de la localité où est établie son agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines.

(2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la Gazette du Canada, une liste des compagnies étrangères sans le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie.

(3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée pour la première fois, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré, dans l'intervalle de deux états financiers, le ministre doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

13. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie doit, à toute époque, maintenir un montant d'actif au Canada à concurrence d'un montant non inférieur aux engagements de la compagnie envers les assurés au Canada, y compris les réclamations échues et la réserve pour les pertes en cours qui est nécessaire d'inclure dans l'état annuel, déduction faite de toute réclamation que la compagnie a contre ces pertes.

14. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'assurance autre que l'assurance-vie, doit constamment maintenir son actif au Canada à un montant non inférieur à la réserve des primes non réclamées sur tous ses risques en cours au Canada, en outre en conformité des dispositions de l'article précédent, pour de la présente loi, montant auquel doivent être ajoutés les autres engagements au Canada. Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie d'assurance-incendie prouvant annuelle ou d'un organisme d'épargne doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie ou de l'organisme d'épargne, disponible pour être payé pour tous ses membres ou membres au Canada ou hors du Canada, de la même manière que ses autres fonds; mais nulle partie de son actif ou organisme d'épargne ne doit, sans la sanction écrite de l'assuré, être affecté à un autre usage, à moins qu'il n'ait été expressément stipulé dans le contrat d'assurance que les fonds en question au Canada, et dans

15. Tout les dépôts exigés par la présente loi doivent être effectués par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par ses garanties, ou en valeurs d'une province du Canada ou par ses garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande

12. Toute compagnie qui obtient pour la première fois un certificat d'enregistrement doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la Gazette du Canada et dans un journal ou journal de compte de la cité ou de la localité où est établie son agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines.

(2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la Gazette du Canada, une liste des compagnies étrangères sans le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie.

(3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée pour la première fois, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré, dans l'intervalle de deux états financiers, le ministre doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie doit, à toute époque, maintenir un montant d'actif au Canada à concurrence d'un montant non inférieur aux engagements de la compagnie envers les assurés au Canada, y compris les réclamations échues et la réserve pour les pertes en cours qui est nécessaire d'inclure dans l'état annuel, déduction faite de toute réclamation que la compagnie a contre ces pertes.

Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'assurance autre que l'assurance-vie, doit constamment maintenir son actif au Canada à un montant non inférieur à la réserve des primes non réclamées sur tous ses risques en cours au Canada, en outre en conformité des dispositions de l'article précédent, pour de la présente loi, montant auquel doivent être ajoutés les autres engagements au Canada. Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie d'assurance-incendie prouvant annuelle ou d'un organisme d'épargne doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie ou de l'organisme d'épargne, disponible pour être payé pour tous ses membres ou membres au Canada ou hors du Canada, de la même manière que ses autres fonds; mais nulle partie de son actif ou organisme d'épargne ne doit, sans la sanction écrite de l'assuré, être affecté à un autre usage, à moins qu'il n'ait été expressément stipulé dans le contrat d'assurance que les fonds en question au Canada, et dans

Tout les dépôts exigés par la présente loi doivent être effectués par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par ses garanties, ou en valeurs d'une province du Canada ou par ses garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande

Tout les dépôts exigés par la présente loi doivent être effectués par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par ses garanties, ou en valeurs d'une province du Canada ou par ses garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande

Avis de l'obtention d'un certificat d'enregistrement.

12. Toute compagnie qui obtient pour la première fois ce certificat d'enregistrement, doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où est établie son agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines. 5

Publication de la liste des compagnies enregistrées.

(2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la *Gazette du Canada*, une liste des compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie. 10

Avis du premier enregistrement ou du retrait.

(3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée pour la première fois, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré, dans l'intervalle de deux états trimestriels, le ministre doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la *Gazette du Canada*. 15

Actif à maintenir au Canada; compagnies d'assurance-vie.

13. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie doit, à toute époque, maintenir un montant d'actif au Canada à concurrence d'un montant non inférieur aux engagements de la compagnie envers les assurés au Canada, 20 y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours qu'il est nécessaire d'inclure dans l'état annuel, déduction faite de toute réclamation que la compagnie a contre ces polices.

Actif à maintenir au Canada; autres compagnies.

14. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'assurance autre que l'assurance-vie, doit constamment maintenir son actif au Canada à un montant non inférieur à la réserve des primes non acquises sur tous ses risques en cours au Canada, calculée en conformité des dispositions de l'article quarante-neuf de la présente loi, montant auquel doivent être joints les autres engagements au Canada. Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie d'assurance-incendie purement mutuelle ou d'un organisme d'échange, doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie ou de l'organisme d'échange, disponible *pari passu* pour tous ses créanciers ou membres au Canada ou hors du Canada, de la même manière que ses autres fonds; mais nulle pareille compagnie ou organisme d'échange ne doit, sauf du consentement du Conseil du trésor, et aux termes et conditions que le Conseil du trésor peut fixer, réduire le montant de son actif au Canada au-dessous du montant dont la présente loi prescrit le maintien au Canada. 30 35 40

Valeurs admissibles.

15. Tous les dépôts exigés par la présente loi doivent être effectués par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par lui garanties, ou en valeurs d'une province du Canada ou par elle garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande 45

ou d'un Dominion ou d'une colonie britannique, ou par eux garanties; ou en valeurs du gouvernement du pays où la compagnie a été constituée en corporation ou organisée, ou par lui garantie.

Estimation.

(2) La valeur de ces titres doit être estimée au cours du marché au moment de leur dépôt. 5

Acceptation d'autres valeurs.

(3) S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que détermine le Conseil du trésor.

Dépôt supplémentaire, si la valeur des titres diminue.

16. Si le cours de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur à laquelle le titre a été déposé, le ministre peut notifier à la compagnie d'avoir à effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité des titres déposés par elle une valeur admise égale au montant du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer. 15

Défaut.

(2) A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 20

Faculté d'effectuer des dépôts plus considérables.

17. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi peut toujours déposer entre les mains du ministre d'autres valeurs, en sus du montant que la présente loi l'oblige à déposer. 25

Mode d'emploi.

(2) Le ministre doit garder en sa possession les titres qui lui sont ainsi remis de surcroît, et il en dispose conformément aux prescriptions de la présente loi applicables au dépôt exigé de cette compagnie, et comme si ces titres en faisaient partie. 30

Retrait de l'excédent de dépôt.

18. Si, à quelque moment, il appert qu'une compagnie a déposé entre les mains du ministre une somme supérieure au montant requis par les dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut, s'il est convaincu que les intérêts des assurés canadiens de la compagnie n'en souffriront pas, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent, qu'il juge convenable. 35

Remise des intérêts sur les valeurs.

19. Tant qu'une compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi et qu'il n'est signifié au ministre aucun avis d'un jugement définitif contre la compagnie ou d'une ordonnance d'une cour compétente pour sa mise en liquidation ou pour la distribution de son actif, les intérêts sur les valeurs constituant le dépôt doivent être remis à la compagnie, aux échéances. 40

Actif placé en fiducie.

20. Toute compagnie peut placer un montant d'actif au Canada en fiducie pour le compte de la compagnie, aux fins de la présente loi, dans une corporation de fiducie 45

constituée par ou sous l'autorité d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des provinces du Canada, cette corporation devant être nommée par la compagnie et approuvée par le ministre.

(2) Les montants d'actif et les placements qui peuvent être mis en fiducie doivent consister en obligations débiteuses, actions et prêts hypothécaires des classes autorisées par la loi du Dominion du Canada, à titre de placements en prêts de compagnie constituées en corporation en vertu desdites lois, avec pouvoir d'entreprendre la classe d'opérations d'assurance pour l'entreprise de laquelle la compagnie est constituée sous le régime de la présente loi.

(3) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé par le ministre qui, après l'assentiment du Conseil du Trésor, peut déterminer, quand il y a lieu, la valeur à laquelle cet actif doit être évalué pour les fins de la présente loi; et les fiduciaires peuvent disposer de cet actif de toute manière stipulée dans le contrat fiduciaire qui les nomme, mais de façon que la valeur admissible de l'actif entre leurs mains ne tombe pas au-dessous de la valeur prescrite en la présente loi.

ÉTATS ET RAPPORTS

21. Toute compagnie constituée sous le régime ou sous la réserve des dispositions de la présente loi, dont l'état ou les affaires sont en situation de ne pas satisfaire, à la date de l'établissement du bilan annuel de la compagnie, et la forme de son état et la manière de les dresser doivent, relativement aux affaires transactées de cette compagnie, être examinables, dans la mesure du possible, à celles qui ont été examinées, dans le Dominion du Canada, des compagnies constituées en corporation sous l'autorité desdites lois, avec pouvoir d'exercer les opérations d'assurance; et relativement à ses affaires générales, ces états doivent être dans la même forme que ceux des compagnies qui ont été examinées pour les rapports à fournir au gouvernement du pays où cet état est dressé.

(2) Lorsque la compagnie n'est pas tenue par la loi de fournir au état au gouvernement du pays où est situé son siège social, l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit être dressé dans la forme sous laquelle la compagnie le soumet ordinairement à ses membres ou actionnaires.

(3) Advenant qu'aucun parti d'un état ne soit soumis à ces membres ou actionnaires, l'état doit alors indiquer, sous une forme concise, l'actif et le passif de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année faisant à la date de son établissement du bilan.

constituée par ou sous l'autorité d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des provinces du Canada, cette corporation devant être nommée par la compagnie et approuvée par le ministre.

Nature de
l'actif.

(2) Les montants d'actif et les placements qui peuvent ainsi être mis en fiducie doivent consister en obligations, débetures, actions et prêts hypothécaires des classes autorisées par les lois du Dominion du Canada, à titre de placements ou prêts de compagnies constituées en corporation en vertu desdites lois, avec pouvoir d'entreprendre la classe d'opérations d'assurance pour l'entreprise de laquelle la compagnie est enregistrée sous le régime de la présente loi.

Contrat
fiduciaire.

(3) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé par le ministre qui, avec l'assentiment du Conseil du trésor, doit déterminer, quand il y a lieu, la valeur à laquelle cet actif doit être admis pour les fins de la présente loi; et les fiduciaires peuvent disposer de cet actif de toute manière stipulée dans le contrat fiduciaire qui les nomme, mais de façon que la valeur admise de l'actif entre leurs mains ne tombe pas au-dessous de la valeur prescrite en la présente loi.

ÉTATS ET RAPPORTS.

Etats
annuels.

21. Toute compagnie enregistrée sous le régime ou sous la réserve des dispositions de la présente loi, doit dresser des états annuels de sa situation et de ses affaires, à la date de l'établissement du bilan annuel de la compagnie, et la forme de ces états et la manière de les dresser doivent, relativement aux affaires canadiennes de cette compagnie, être semblables, dans la mesure du possible, à celles qu'exigent les lois du Dominion du Canada des compagnies constituées en corporation sous l'autorité desdites lois, avec pouvoir d'exercer les opérations d'assurance; et relativement à ses affaires générales, ces états doivent être dans la forme que cette compagnie est par la loi tenue d'observer pour les rapports à fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social.

Forme des
états.

(2) Lorsque la compagnie n'est pas tenue par la loi de fournir un état au gouvernement du pays où est situé son siège social, l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit alors être dans la forme sous laquelle la compagnie le soumet ordinairement à ses membres ou actionnaires.

Forme en
certains cas.

(3) Advenant qu'aucun pareil état ne soit soumis à ces membres ou actionnaires, l'état doit alors indiquer, sous une forme concise, l'actif et le passif de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année finissant à la date de cet établissement du bilan.

Date du
dépôt.

(4) Les états annuels des affaires canadiennes prévus au présent article, doivent être déposés au département le premier jour de janvier qui suit la date à laquelle sont établis les états de la situation et des affaires de la compagnie, ou dans les deux mois qui suivent.

5

Déclaration
dans l'état
annuel.

(5) Lorsqu'une compagnie dresse son état annuel, elle doit déclarer qu'aucun changement ou qu'aucune modification n'a été effectuée dans sa charte, sa loi de constitution ou ses statuts, et que l'agence principale n'a pas été changée ou que l'agent principal ou le fondé de pouvoirs n'a pas été remplacé, selon le cas, sans que ce changement, ce remplacement ou cette modification ait été régulièrement notifiée au surintendant.

10

Formules
ournies.

(6) Les formules des états des affaires canadiennes doivent être fournies par le surintendant.

15

Délai pour
dépôt de
l'état
général.

22. L'état des affaires générales, prescrit à l'article précédent, doit être déposé au département dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la compagnie qui le prépare est tenue par la loi de le fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social, ou dans les trente jours qui suivent celui où il a été soumis à l'assemblée annuelle des actionnaires ou membres de la compagnie, quelle que soit la première de ces deux dates. Néanmoins, il n'est pas nécessaire de déposer un semblable état des affaires générales avant le premier jour de juin; mais cet état ne doit pas être déposé après le trentième jour de juin qui suit la date à laquelle la situation et les affaires de la compagnie y sont indiquées.

20

25

Clauses
condition-
nelles.

Attestation
sous serment.

23. Pour ce qui a trait aux opérations canadiennes, ces états doivent être attestés par le serment de l'agent principal de la compagnie au Canada; et, pour ce qui a trait aux affaires générales, ils doivent être attestés par le serment du président, du vice-président ou de l'administrateur-gérant, et du secrétaire, du gérant ou de l'actuaire de la compagnie.

35

(2) Dans le cas d'une association ou d'un organisme d'échange enregistré sous le régime de la présente loi, ces états doivent être vérifiés de la manière que le surintendant peut ordonner et prescrire.

Registres
que doit
garder
l'agent
principal.

24. Toute compagnie doit tenir, à l'agence principale au Canada, les originaux de registres et pièces suffisants pour permettre à l'agent principal de dresser et fournir l'état prescrit des opérations canadiennes, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après ces écritures. Toutefois, dans le cas d'une compagnie qui n'émet pas des polices signées ou contresignées par un résident ou un agent ou une succursale au Canada, ces registres et pièces sont suffisants s'ils représentent, à l'égard de ses

45

Clause con-
ditionnelle.

opérations canadiennes: *a*) l'assurance souscrite et en vigueur, y compris les annulations et les dépôts de primes brutes sur cette assurance; *b*) les dividendes ou les remboursements des dépôts de primes non absorbées payés ou crédités aux porteurs de polices; *c*) les pertes subies et les pertes payées à l'égard de ces risques; et *d*) la totalité de l'actif au Canada. 5

Moins de registres requis en certains cas.

(2) Lorsqu'une compagnie qui a au Canada, outre cet agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant directement rapport au siège social et non à cet agent principal, il suffit à la compagnie de garder en dépôt à l'agence principale, en sus des registres et pièces nécessaires se rattachant aux opérations effectuées par cet agent principal ou par son entremise, des états annuels des opérations de chacun de ces agents généraux, dûment attestés par le serment de chacun de ces agents généraux, et tels registres et pièces supplémentaires transmis par le siège social de la compagnie qui, pris ensemble, font connaître toutes les opérations canadiennes de la compagnie. 10 15

Date des états.

(3) Lesdits états annuels des opérations de ces agents généraux, lorsque gardés en dépôt comme susdit, doivent être établis au trente et unième jour de décembre de chaque année; et les formules doivent, sur demande, être fournies par le surintendant. 20

(4) Il est loisible au surintendant, s'il le juge nécessaire ou à propos, de visiter le siège social de la compagnie et d'y examiner les livres, registres, pièces justificatives, quittances ou autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier ledit état de ces opérations et les annexes et autres documents se rapportant à cet état ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans ledit état toutes corrections nécessaires d'après les renseignements puisés auxdits livres, registres et documents. 25 30

Estimation des valeurs.

25. Dans tout état annuel d'opérations canadiennes, dont l'article vingt et un de la présente loi prescrit le dépôt, les obligations, débetures, actions et autres valeurs doivent être portées en compte aux cours applicables auxdites valeurs à la date de l'état, ou, à la discrétion du surintendant, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état. 35 40

Variation en cas de fléchissement anormal des valeurs.

(2) Lorsque lesdits cours subissent, de l'avis du ministre, un fléchissement temporairement anormal, le ministre peut, sur le rapport du surintendant, autoriser, s'il s'agit d'obligations et de débetures rachetables à date fixe, l'emploi de valeurs en excédent desdits cours, ne dépassant pas cependant les cours auxquels lesdites obligations et débetures étaient portées dans l'état annuel précédent, ou s'il s'agit d'acquisitions faites depuis la date dudit état précédent, ne dépassant pas les valeurs comptables, à la date de l'état. 45 50

Notes
généralistes
sur les
comptes
de l'exercice
1900

24. La corporation déclinera à son tour le montant d'annuités
est exigible aux fins de la présente loi, pour le compte de son
compte de l'exercice sous le régime de la présente loi
pour exercer les opérations d'assurance-vie, doit dresser un
état annuel, établi aux derniers jours de juin et de de-
cembre de chaque année, indiquant en détail :

a) Toutes les obligations, actions, dérivés et autres
valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté les
hypothèques et polices, au cours du semestre prenant
fin à la date de l'établissement de l'état, avec mention
de leurs montants, des dates de leur échéance et
échéances, et de leur valeur au pair, du taux d'intérêt
alloué et du prix payé pour ces valeurs, et, dans le
cas de prêts effectués uniquement pour un montant
de prêts fournis ou sur polices d'assurance, du détail
des garanties de ces prêts ; et

b) Toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du
semestre avec mention des dates de leur échéance, des
dates de leur émission et échéance et de leur valeur au
pair, de leur valeur portée aux livres de la compagnie,
du taux d'intérêt alloué et du prix ou de l'équiva-
lent pour ces valeurs.

(2) Cet état, selon la formule à fournir par le surintendant,
doit être déposé au département dans les quinze jours qui
suivent lesdites dates, et être vérifié par le général et par le
secrétaire ou autres fonctionnaires principaux de cette cor-
poration éducative.

(3) Les états ainsi déposés doivent être publiés par le
surintendant, sous forme d'appendice ou autrement, dans
le rapport annuel qu'il présente pour le ministre.

INSPECTION ET RAPPORT DU SURINTENDANT.

27. Le surintendant doit :

a) Inscrire dans un registre, sous l'en-tête de chaque com-
pagnie, les valeurs déposées à son compte entre les
mains du ministre, et indiquer en détail les divers titres,
leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur
qui leur est attribuée comme dépôt ; et ce registre doit
être accessible au public pour consultation ;

b) Prendre chaque année le dénombrement d'un inventaire
général d'engagement, ou le renouvellement d'un
certificat, présenter un rapport au ministre pour l'in-
tervenir à l'accomplissement des formalités de la loi
et lui en faire connaître le résultat, d'après l'état de l'in-
ventaire et les renseignements fournis par les compagnies ;

c) Prendre un inventaire des engagements d'engagement à l'in-
tervenir en son nom ;

d) Visiter les compagnies ou leurs agents par ses mandats
conformément à son pouvoir, l'agence principale ou

Notes de
surintendant
1900
1901

Notes
généralistes
sur les
comptes
de l'exercice
1900

Notes de
surintendant
1900
1901

États
semestriels
par fiduciaires
de compa-
gnies d'as-
surance.

26. La corporation fiduciaire à qui un montant d'actif est confié, aux fins de la présente loi, pour le compte d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente Partie pour exercer les opérations d'assurance-vie, doit dresser un état semestriel, établi aux derniers jours de juin et de décembre de chaque année, indiquant en détail: 5

- a) Toutes les obligations, actions, débetures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté sur hypothèques et polices, au cours du semestre prenant fin à la date de l'établissement de l'état, avec mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance, et de leur valeur au pair, du taux d'intérêt y afférent et du prix payé pour ces valeurs, et, dans le cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur polices d'assurance, du détail des garanties de ces prêts; et 10
- b) Toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du semestre, avec pareille mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, de leur valeur portée aux livres de la compagnie, du taux d'intérêt y afférent et du prix ou de l'équivalent reçu pour ces valeurs. 20

(2) Cet état, selon la formule à fournir par le surintendant, doit être déposé au département dans les quinze jours qui suivent lesdites dates, et être vérifié par le gérant et par le secrétaire ou autres fonctionnaires principaux de cette corporation fiduciaire. 25

(3) Les états ainsi déposés doivent être inclus par le surintendant, sous forme d'appendice ou autrement, dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre. 30

INSPECTION ET RAPPORT DU SURINTENDANT.

Devoirs du
surintendant.
Effets
déposés.

27. Le surintendant doit:

- a) Inscrire dans un registre, sous l'en-tête de chaque compagnie, les valeurs déposées à son compte entre les mains du ministre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; et ce registre doit être accessible au public pour consultation; 35
- b) Dans chaque cas, avant la délivrance d'un nouveau certificat d'enregistrement ou le renouvellement d'un certificat, présenter un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des formalités de la loi et lui apprendre que la compagnie, d'après l'état qu'elle a fourni de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements; 40
- c) Tenir un registre des certificats d'enregistrement à mesure qu'ils sont délivrés; 45
- d) Visiter en personne, ou faire visiter par un membre compétent de son personnel, l'agence principale au

Rapport
relatif aux
certificats
d'enregistre-
ment.

Registre des
certificats.

Visite au
siège social.

Canada de chaque compagnie enregistrée sous la régime
 les règlements loi, au moins une fois par année; examiner
 soigneusement les états de sa situation et de ses affaires
 comme le prescrit la présente loi, et faire rapport au
 ministre sur les choses qui méritent son attention et
 une décision de sa part;

4) Fournir pour le ministre, d'après ces états, un rap-
 port annuel contenant le détail complet des opérations
 de chaque compagnie, ainsi qu'un résumé de ses opé-
 rations dans chaque branche d'assurance, avec mention
 du nom de chaque compagnie et une classification des
 éléments extraits de l'état fourni par chaque compagnie.

28. Et après avoir soigneusement étudié la situation et
 les affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer des
 opérations au Canada, le surintendant juge, d'après les
 états annuels ou autres fournis par la compagnie au ministre,
 ou pour toute autre cause, qu'il y a nécessité d'examiner
 plus à fond ses affaires, et s'il adresse à cet effet un rapport
 au ministre, ce dernier, avant de se décider, peut charger
 le surintendant de se rendre à l'agence principale de cette
 compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses
 affaires, et opérer les autres recherches nécessaires afin de
 constater sa situation, ses moyens de remplir ses obliga-
 tions, et de s'assurer si elle s'est conformée à toutes les
 dispositions de la présente loi.

(2) Les fonctionnaires ou agents de cette compagnie doi-
 vent être ouverts leurs livres pour que le surintendant puisse
 les examiner et autrement faciliter à tout égard ses re-
 cherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire.

(3) Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut
 interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de cette
 compagnie.

29. Après cette enquête, le surintendant doit insérer
 dans un rapport fait à cette fin, un rapport relatif à toutes
 les compagnies ainsi visitées et y joindre des notes et
 remarques indiquant la situation de chaque compagnie.

30. Le surintendant doit rendre au ministre un rapport
 annuel, par écrit, exprimant son opinion sur la position et
 la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée, et
 contenant tous autres renseignements qu'il est à propos de
 faire connaître au ministre.

31. Le surintendant peut, sous l'autorisation et le pouvoir
 d'un approbation de la commission d'assurance, faire
 a) Fournir de ses affaires, les renseignements qu'il croit
 nécessaires pour le ministre de la présente loi, ou en
 conséquence d'un engagement, à son égard, obtenu ou sous-
 tance par lui, de la part de la compagnie, ou de la part
 et ses moyens de satisfaire à ses engagements; et il est de
 devoir de toute compagnie à laquelle le surintendant a adressé
 un tel de répondre promptement par écrit à ses demandes.

Section 28

Section 28

Section 28

Section 28

Section 29

Section 30

Section 31

Section 31

Canada de chaque compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, au moins une fois par année; examiner soigneusement les états de sa situation et de ses affaires comme le prescrit la présente loi, et faire rapport au ministre sur les choses qui réclament son attention et une décision de sa part; 5

Rapport annuel.

e) Préparer pour le ministre, d'après ces états, un rapport annuel contenant le détail complet des opérations de chaque compagnie, ainsi qu'un résumé de ses opérations dans chaque branche d'assurance, avec mention du nom de chaque compagnie et une classification des éléments extraits de l'état fourni par chaque compagnie. 10

Visite d'inspection aux compagnies.

28. Si, après avoir soigneusement étudié la situation et les affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer des opérations au Canada, le surintendant juge, d'après les états annuels ou autres fournis par la compagnie au ministre, ou pour toute autre cause, qu'il y a nécessité d'examiner plus à fond ses affaires, et s'il adresse à cet effet un rapport au ministre, ce dernier, usant de sa discrétion, peut charger le surintendant de se rendre à l'agence principale de cette compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires, et opérer les autres recherches nécessaires afin de constater sa situation, ses moyens de remplir ses engagements, et de s'assurer si elle s'est conformée à toutes les dispositions de la présente loi. 15 20 25

Communication des livres de la compagnie au surintendant.

(2) Les fonctionnaires ou agents de cette compagnie doivent faire ouvrir leurs livres pour que le surintendant puisse les examiner, et autrement faciliter à tous égards ses recherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire.

Interrogatoire sous serment.

(3) Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de cette compagnie. 30

Rapport des inspections.

29. Après cette enquête, le surintendant doit inscrire, dans un registre tenu à cette fin, un rapport relatif à toutes les compagnies ainsi visitées, et y ajouter des notes et mémoires indiquant la situation de chaque compagnie. 35

Rapport spécial au ministre.

(2) Le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial, par écrit, exprimant son opinion sur la position et la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée, et contenant tous autres renseignements qu'il est à propos de faire connaître au ministre. 40

Questions à une compagnie et réponses.

30. Le surintendant possède l'autorisation et le pouvoir de demander des renseignements à toute compagnie d'assurance enregistrée sous le régime de la présente loi, ou au président de la compagnie, à son gérant, actuaire ou secrétaire, aux fins de déterminer la situation de la compagnie et ses moyens de satisfaire à ses engagements; et il est du devoir de toute compagnie à laquelle le surintendant s'adresse ainsi, de répondre promptement par écrit à ces demandes. 45

(2) Le surintendant peut à sa discrétion, insérer dans son rapport annuel au ministre les questions qu'il a posées sous l'autorité du présent article et les réponses qu'il y a reçues.

Le surintendant peut à sa discrétion, insérer dans son rapport annuel au ministre les questions qu'il a posées sous l'autorité du présent article et les réponses qu'il y a reçues.

21. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant de se rendre au siège social de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, et d'examiner la situation et les affaires générales de cette compagnie.

Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant de se rendre au siège social de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, et d'examiner la situation et les affaires générales de cette compagnie.

22. Si, à l'examen de l'état du Canada d'une compagnie, le surintendant constate qu'à raison de supposer que la valeur attribuée par la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelques parties de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise d'après ces évaluateurs ou d'après le surintendant dans le rapport qu'il présente au ministre, (2) si le surintendant constate qu'à raison de supposer que la somme garantie par tout-ou-partiel ou hypothèque sur une partie d'immeubles, accrue des intérêts écumés et accumulés dépasse la valeur de cette partie, ou que cette partie n'offre pas une garantie suffisante pour ce prêt et ces intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise démontre que cette partie d'immeubles n'est pas une garantie adéquate de ce prêt et des intérêts, il peut détacher du chiffre représenté ledit prêt et les intérêts, une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable au moyen de cette garantie, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son rapport annuel.

Si le surintendant constate qu'à raison de supposer que la somme garantie par tout-ou-partiel ou hypothèque sur une partie d'immeubles, accrue des intérêts écumés et accumulés dépasse la valeur de cette partie, ou que cette partie n'offre pas une garantie suffisante pour ce prêt et ces intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise démontre que cette partie d'immeubles n'est pas une garantie adéquate de ce prêt et des intérêts, il peut détacher du chiffre représenté ledit prêt et les intérêts, une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable au moyen de cette garantie, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son rapport annuel.

23. Dans le rapport annuel qu'il présente pour le trimestre, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif au Canada que les placements des diverses compagnies qui sont autorisées par la présente loi, ou qui étaient autorisées par la loi à l'époque de leur acquisition.

Dans le rapport annuel qu'il présente pour le trimestre, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif au Canada que les placements des diverses compagnies qui sont autorisées par la présente loi, ou qui étaient autorisées par la loi à l'époque de leur acquisition.

(3) Dans son rapport, le surintendant doit offrir toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il lui est loisible d'ajouter ou d'enlever les renseignements de caractère général à leurs bilans vérifiés et examinés par les comités qui ont été nommés à cet effet, ou autrement, de façon à ce que les renseignements au Canada, en ce qui concerne les affaires de ces compagnies, soient exacts et complets.

Dans son rapport, le surintendant doit offrir toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il lui est loisible d'ajouter ou d'enlever les renseignements de caractère général à leurs bilans vérifiés et examinés par les comités qui ont été nommés à cet effet, ou autrement, de façon à ce que les renseignements au Canada, en ce qui concerne les affaires de ces compagnies, soient exacts et complets.

24. La décision du surintendant sur l'admissibilité de tout actif qu'il retient, ou sur tout article ou toute somme

La décision du surintendant sur l'admissibilité de tout actif qu'il retient, ou sur tout article ou toute somme

(2) Le surintendant peut, à sa discrétion, incorporer dans son rapport annuel au ministre les questions qu'il a posées sous l'autorité du présent article et les réponses qu'il y a reçues.

Examen au siège social d'une compagnie étrangère.

31. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant de se rendre au siège social de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, et d'examiner la situation et les affaires générales de cette compagnie. 5

Evaluation des biens-fonds.

32. Si, à l'examen de l'actif au Canada d'une compagnie, le surintendant constate ou a raison de supposer que la valeur attribuée par la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque parcelle de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prisée diffère sensiblement du chiffre porté à l'état de la compagnie, cette valeur prisée peut être substituée dans le rapport que le surintendant prépare pour le ministre. 10 15

Evaluation des biens-fonds garantissant l'hypothèque.

(2) Si le surintendant constate ou a raison de supposer que la somme garantie par mort-gage ou hypothèque sur une parcelle d'immeuble, accrue des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cette parcelle, ou que cette parcelle n'offre pas une garantie suffisante pour ce prêt et ces intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prisée démontre que cette parcelle d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher du chiffre représentant ledit prêt et les intérêts, une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable au moyen de cette garantie, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prisée, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son dit rapport annuel. 20 25 30

Ne sont admis comme actif que les placements autorisés.

33. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif au Canada que les placements des diverses compagnies qui sont autorisés par la présente loi, ou qui étaient autorisés par la loi à l'époque de leur acquisition. 35

Correction des états annuels.

(2) Dans son dit rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il lui est loisible d'augmenter ou diminuer les engagements de ces compagnies à leurs chiffres véritables et exacts, tels que constatés par lui dans l'examen de leurs affaires à leur agence principale au Canada, ou autrement. 40 45

Appel à la cour de l'Echiquier.

34. La décision du surintendant sur l'admissibilité de tout actif qu'il rejette, ou sur tout article ou toute somme

qu'il ajoute au passif, ou sur toute correction ou modification par lui apportée à un état, ou sur toute autre chose qui se présente dans l'application des dispositions de la présente loi, est sujette à appel par voie sommaire à la cour de l'Echiquier du Canada, qui a le pouvoir d'établir 5 toutes les règles nécessaires à la conduite des appels en vertu du présent article.

Procédure
en appel.

(2) Pour les fins de cet appel, le surintendant, à la demande de la compagnie intéressée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision sujette à appel et les raisons qui 10 l'appuient. Cette décision lie cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne signifie au surintendant un avis de son intention d'en interjeter appel, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, 15 elle ne dépose son appel entre les mains du registraire de ladite cour et ne le poursuive avec la diligence voulue. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement à cet égard.

CESSATION DES OPÉRATIONS DES COMPAGNIES.

Libération
des dépôts
à la
discontinua-
tion des
opérations.

35. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de 20 la présente loi désire discontinuer ses opérations et faire libérer son actif au Canada, et qu'elle en donne avis écrit au ministre, elle peut, avec l'assentiment des assurés, opérer le transfert de ses polices en cours au Canada à quelque compagnie ou à quelques compagnies enregistrées sous le régime 25 de la présente loi au Canada, ou obtenir le rachat des polices, autant que la chose peut se pratiquer.

(2) Les fiduciaires qui détiennent des valeurs pour le compte d'une telle compagnie peuvent employer une partie quelconque de l'actif à eux confié aux fins d'opérer ce trans- 30 fert ou ce rachat, mais non pas de façon à réduire l'actif de la compagnie au Canada au-dessous de la proportion que la présente loi exige à l'égard du maintien des assurés.

(3) Pareille compagnie doit déposer chez le ministre une liste de tous les assurés canadiens dont les polices ont été 35 ainsi transférées ou rachetées, de même qu'une liste des polices qui n'ont pas été transférées ou rachetées, avec un état financier de la situation et des affaires de la compagnie à la date où les transferts et rachats ont été complétés.

(4) En même temps, la compagnie doit publier et 40 continuer de publier, durant trois mois civils, dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où est établie son agence principale, un avis que la compagnie a adressé une requête au ministre pour faire libérer son actif et ses dépôts à une 45 certaine date qui doit être au moins de trois mois postérieure à la date de l'avis, et cet avis doit inviter les assurés canadiens de la compagnie qui objectent à cette libération

à présenter leurs objections au ministre à ou avant la date ainsi fixée.

(5) Postérieurement à la date qui a été ainsi fixée dans l'avis, le ministre peut à discrétion, et après s'être rendu compte que le dépôt qu'il détient au compte de la compagnie dépasse sensiblement la proportion que la présente loi exige à l'égard du maintien des assurés, rendre à la compagnie la partie de cet excédent qu'il estime raisonnable de libérer dans les circonstances, et il doit continuer à détenir le reste du dépôt pour sauvegarder le maintien des assurés, ainsi que la présente loi le requiert.

(6) Si la compagnie dépose chez le ministre un état financier de sa situation et de ses affaires au Canada, établissant qu'elle n'est responsable du chef d'aucune police d'assurance et qu'elle a satisfait à toutes ses obligations au Canada, le ministre doit rendre le dépôt à la compagnie, du moment qu'il s'est rendu compte que la compagnie s'est dégagée de toute responsabilité et qu'elle a satisfait à toutes ses obligations.

(7) Par dérogation aux dispositions du présent article, si la compagnie est en liquidation, le ministre peut livrer au liquidateur les valeurs de la compagnie, à la suite de l'ordonnance de tout tribunal de compétence reconnue par la *Loi des liquidations*.

Compagnies
en retraite.

36. Lorsqu'une compagnie a notifié par écrit au ministre, avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent-soixante-dix-huit, son intention de se prévaloir de la restriction contenue dans l'article sept de l'*Acte d'assurance refondu, 1877*, le dépôt de la compagnie, qui était entre les mains du ministre le vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent soixante-dix-sept, doit être traité, relativement aux polices émises antérieurement au trente et unième jour de mars, mil huit cent soixante-dix-huit, conformément aux articles quatre et cinq du chapitre neuf des lois de 1871 intitulé: *Acte pour amender l'acte relatif aux compagnies d'assurance*; et chaque fois que la somme totale des engagements de la compagnie du chef de ces polices tombe au-dessous du montant dont le ministre est dépositaire, ce dernier peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, ordonner que toute différence, ou telle portion qu'il en juge convenable, soit libérée et remise à la compagnie, et ainsi de suite, à sa discrétion, jusqu'à ce que le dépôt total entre les mains du ministre soit réduit à la somme de cinquante mille dollars.

PARTIE II.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE-VIE.

Compagnies
d'assurance-
vie.

37. La présente Partie s'applique uniquement aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, et aux

autres compagnies ainsi enregistrées pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

28. Les pouvoirs d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie ne doivent pas permettre la combinaison de l'assurance-vie avec d'autres classes d'assurance, à moins que la compagnie ne tienne, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, des comptes, des cahiers et des garanties séparés et distincts, servant uniquement à la production des pertes de ses polices d'assurance-vie et ne servant pas à d'autres classes d'assurance-vie ou d'autres opérations d'assurance-vie. Toutefois, la compagnie peut tenir, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie, des comptes, des cahiers et des garanties séparés et distincts, servant uniquement à la production des pertes de ses polices d'assurance-vie et ne servant pas à d'autres classes d'assurance-vie ou d'autres opérations d'assurance-vie.

a) L'assurance contre l'invalidité assurée par une compagnie par laquelle, et cette assurance particulière est assurée dans une police d'assurance-vie et si les bénéfices d'invalidité n'existent pas les termes suivants : le bénéficiaire des primes doit être déclaré dans la production de l'invalidité et une indemnité payable durant une période ou des périodes de tout nombre de semaines à un taux hebdomadaire n'existant pas au début de la période pour tout de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité était payable en cas de décès et par la suite une indemnité ne dépassant pas la moitié du taux assuré existant avec les termes d'assurance-vie à l'égard de cette invalidité d'invalidité n'existant pas le jour de cette période au contrat. L'expression « somme assurée » pour les fins de la présente loi, signifie la somme assurée au moment du premier versement de cette indemnité d'invalidité, est payable en cas de décès et le produit de l'assurance-vie doit être payé en une somme unique, ou la valeur comparative du revenu ou des versements qu'il a été convenu de payer à la suite du décès si le produit de l'assurance-vie doit être payé uniquement qu'en une somme unique sans versements ou versements supplémentaires qui, aux termes de la loi, sont payables au décès sans par un accident.

b) L'assurance contre le grand incendie est assurée dans une police d'assurance-vie et si l'indemnité d'assurance ne dépasse pas la somme assurée ou, lors de la survenance de la perte, est payable en cas de décès sans

autres compagnies ainsi enregistrées pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

38. Les pouvoirs d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie ne doivent pas permettre la combinaison de l'assurance-vie avec d'autres classes d'assurance, à moins que la compagnie ne tienne, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, des comptes, des caisses et des garanties séparés et distincts, servant uniquement à la protection des porteurs de ses polices d'assurance-vie et ne garantissant aucunement le paiement des réclamations provenant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations exercées par la compagnie. Toutefois, la compagnie peut, sans tenir des comptes, caisses et garanties séparés et distincts à l'égard de ses opérations d'assurance-vie, combiner ses opérations d'assurance-vie avec les classes suivantes d'assurance, savoir:

- a) L'assurance contre l'invalidité causée par accident ou par maladie, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si les bénéficiaires d'invalidité n'excèdent pas les termes suivants, savoir: le désistement des primes échéant durant la persistance de l'invalidité et une indemnité payable durant une période ou des périodes de cent semaines au maximum à un taux hebdomadaire n'excédant pas un demi de un pour cent de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité, était payable en cas de décès, et par la suite une indemnité ne dépassant pas la moitié du taux susdit, cessant avec les risques d'assurance-vie assurés par la police, et dans le cas de contrats de rentes différées, une indemnité d'invalidité n'excédant pas le taux de rente prévu au contrat. L'expression «somme assurée», pour les fins du présent alinéa, signifie toutefois le montant principal qui, au moment du premier versement de cette indemnité d'invalidité, est payable en cas de décès si le produit de l'assurance-vie doit être payé en une somme unique, ou la valeur commutative du revenu ou des versements qu'il a été convenu de servir à la suite du décès si le produit de l'assurance-vie doit être payé autrement qu'en une somme unique, mais sans comprendre un montant supplémentaire qui, aux termes de la police, serait payable au décès causé par un accident;
- b) L'assurance contre la mort causée par accident, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si l'indemnité d'accident ne dépasse pas la somme assurée qui, lors de la survenance de la mort par accident, était payable en cas de décès causé autrement que par accident;

- c) Les annuités de toutes sortes;
 d) Des polices stipulant l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, d'accumulation, de renouvellement ou de bénéfices d'assurance à capital différé.

5

Dépôt des
taux chez le
surintendant.

39. Aux fins de permettre au surintendant de préciser les engagements de chaque compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, toute compagnie doit déposer et tenir en dépôt chez le surintendant une copie de ses taux établis pour tous les plans d'assurance, ainsi qu'une copie de toutes les formules de polices émises au Canada.

L'état annuel
doit contenir
des réserves.

40. Le passif mentionné dans l'état annuel que toute compagnie dépose ou qu'elle est tenue de déposer sous le régime de la présente loi à l'égard de ses opérations canadiennes, doit comprendre une réserve pour couvrir toutes les obligations non échues, garanties par les termes de ses polices sur la vie, l'invalidité, la maladie, les accidents, ou toute autre éventualité, ou qui couvrent une période fixe, ainsi que les lois du Dominion du Canada le requièrent des compagnies constituées sous le régime desdites lois et qui sont autorisées à exercer les opérations d'assurance sur la vie.

PARTIE III.

SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES.

Sociétés
fraternelles
de bénéfices.

41. La présente Partie s'applique uniquement aux sociétés fraternelles de bénéfices enregistrées sous le régime de la présente loi.

42. L'octroi d'un certificat d'enregistrement à une société fraternelle de bénéfices est subordonné à la condition qu'aucun règlement de la société n'autorisera ou ne tendra à autoriser une succursale de la société au Canada à accorder des bénéfices de maladie à aucun participant de la succursale, à moins que ce règlement ne prenne les dispositions nécessaires pour assurer sur une base actuarielle la suffisance de la caisse constituée par la succursale pour subvenir aux bénéfices de maladie.

Exemptions.

43. Toute société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi doit, lorsqu'elle est ainsi enregistrée, être exemptée des dispositions de la Partie II de la présente loi.

Cas où le
certificat
n'est pas
accordé.

(2) Aucune société fraternelle de bénéfices ne peut être enregistrée sous le régime de la présente loi si cette société est effectivement la propriété de tous ses fonctionnaires ou percepteurs, ou si elle appartient à un propriétaire particulier, ou si elle est dirigée comme risque commercial ou mercantile, ou en vue d'un gain commercial.

4.4. L'annuaire doit être tenu à jour par les administrateurs de la société et doit être communiqué à tout moment aux actionnaires et aux créanciers de la société. L'annuaire doit contenir les noms, les adresses et les professions des administrateurs, des commissaires aux comptes, des membres du conseil de surveillance et des membres du conseil d'administration. Il doit également contenir les noms et les adresses des actionnaires et des créanciers de la société.

Administrateurs
Commissaires aux comptes
Membres du conseil de surveillance
Membres du conseil d'administration

(2) Le rapport doit contenir une déclaration écrite relative à l'état des affaires de la société pendant l'exercice écoulé. Le rapport doit également contenir les comptes de la société et les états financiers de la société. Le rapport doit être communiqué à tous les actionnaires et aux créanciers de la société.

Déclaration écrite
Comptes de la société
États financiers de la société

(3) La société doit également déposer chez le greffier un état de son situation et de ses affaires à la date de la clôture de l'exercice, avec tous les détails qui peuvent être exigés.

État de situation et de ses affaires
Date de la clôture de l'exercice
Détails exigés

4.5. L'état annuel des affaires commerciales de la société doit être communiqué, conformément aux dispositions de la présente loi, par tous les sociétés commerciales de la société, dans le ressort du territoire, ou la forme écrite par les sociétés de la société.

État annuel des affaires commerciales
Conformément aux dispositions de la présente loi
Sociétés commerciales de la société

(2) L'état annuel des affaires commerciales de la société doit être communiqué, conformément aux dispositions de la présente loi, par tous les sociétés commerciales de la société, dans le ressort du territoire, ou la forme écrite par les sociétés de la société. L'état annuel des affaires commerciales de la société doit être communiqué, conformément aux dispositions de la présente loi, par tous les sociétés commerciales de la société, dans le ressort du territoire, ou la forme écrite par les sociétés de la société.

État annuel des affaires commerciales
Conformément aux dispositions de la présente loi
Sociétés commerciales de la société

4.6. L'état annuel des affaires commerciales de la société doit être communiqué, conformément aux dispositions de la présente loi, par tous les sociétés commerciales de la société, dans le ressort du territoire, ou la forme écrite par les sociétés de la société. L'état annuel des affaires commerciales de la société doit être communiqué, conformément aux dispositions de la présente loi, par tous les sociétés commerciales de la société, dans le ressort du territoire, ou la forme écrite par les sociétés de la société.

État annuel des affaires commerciales
Conformément aux dispositions de la présente loi
Sociétés commerciales de la société

Evaluation
actuarielle
avant
délivrance
de certificat.

44. Toute société fraternelle de bénéfices doit, avant que lui soit délivré le certificat d'enregistrement exigé par la présente loi, déposer chez le surintendant, outre les autres déclarations et documents dont la présente loi requiert le dépôt, le rapport d'un actuaire, nommé par la société, renfermant, avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les résultats de l'évaluation actuarielle établie par ledit actuaire au trente et unième jour de décembre précédent ou à la date ultérieure que peut spécifier le surintendant, de chacune des caisses de bénéfices tenues par la société, en tenant compte des obligations éventuelles de chacune de ces caisses et des contributions qui lui sont éventuellement destinées. 5 10

Déclaration
par actuaire.

(2) Ce rapport doit contenir une déclaration dudit actuaire à l'effet que, à son avis, l'actif que la société peut affecter à chaque caisse, évalué selon une estimation agréée du surintendant, est suffisant, en y ajoutant les primes, les sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres selon les taux en vigueur à la date de ladite évaluation, pour assurer le paiement à échéance de toutes les obligations de la caisse sans déduction ni réduction. 20

Etat de la
situation
et des
affaires.

(3) La société doit également déposer chez le surintendant un état de sa situation et de ses affaires, à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant. 25

Etat annuel
des affaires
canadiennes.

45. L'état annuel des affaires canadiennes déposé au département, conformément aux dispositions de la présente loi, par toute société enregistrée sous son régime, doit être, dans la mesure du possible, en la forme exigée par les lois du Dominion du Canada des sociétés fraternelles de bénéfices constituées en vertu desdites lois. 30

Caisse
mortuaire.

(2) L'état annuel des affaires générales déposé par une pareille société doit être établi en la même forme, autant que possible, et doit inclure dans le passif une réserve pour les bénéfices mortuaires calculés sur la même base que les lois du Dominion du Canada exigent des sociétés fraternelles de bénéfices constituées sous le régime desdites lois et qui sont autorisées à exercer des opérations d'assurance, ou telle réserve plus élevée qui peut être exigée par la loi de constitution de la société ou par les lois générales auxquelles elle est sujette. 35 40

Evaluation
spéciale,
si l'actif est
insuffisant.

46. S'il paraît au surintendant, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi, ou de l'une de ses caisses de bénéfices, est insuffisant pour le paiement à échéance de ses polices sans déduction ou réduction, ou sans une augmentation 45

Les principes de base de la Loi sur l'accès à l'information sont énoncés dans l'article 1 de la Loi. Le but de la Loi est de permettre à tout citoyen d'accéder à l'information détenue par le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les organismes publics. La Loi vise à promouvoir la transparence et la responsabilité du gouvernement.

46. La présente Loi a pour objet de permettre à tout citoyen d'accéder à l'information détenue par le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les organismes publics. La Loi vise à promouvoir la transparence et la responsabilité du gouvernement.

47. En la présente Partie, l'expression "accès à l'information" signifie le droit de consulter, de reproduire ou de divulguer l'information détenue par le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les organismes publics.

48. Pour les objets de la Loi, le terme "information" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information. Le terme "gouvernement" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information.

49. Pour les objets de la Loi, le terme "organisme public" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information.

PARTIE IV

CONTRÔLE EXERCICÉ PAR LE GOUVERNEMENT

50. La présente Loi a pour objet de permettre à tout citoyen d'accéder à l'information détenue par le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les organismes publics. La Loi vise à promouvoir la transparence et la responsabilité du gouvernement.

51. Pour les objets de la Loi, le terme "information" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information. Le terme "gouvernement" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information.

52. Pour les objets de la Loi, le terme "organisme public" a le même sens que dans la Loi sur l'accès à l'information.

des primes ou sans surprimes, il doit établir une évaluation spéciale des polices de la société, et, si le résultat de cette évaluation le confirme dans son opinion, adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de la société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque à l'actif de la société. 5

Le ministre doit exiger que le déficit soit comblé.

(2) Si, après avoir pris ledit rapport en considération, le ministre partage l'opinion du surintendant, il doit exiger que, dans le délai qu'il prescrit, soit quatre années au maximum, la société comble le déficit, en augmentant ses primes ou en réduisant les bénéfiques payables en vertu de ses contrats, ou de toute autre façon. 10

Certificat révoqué, en cas d'inobservation.

(3) Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre dans le délai ainsi prescrit, son certificat d'enregistrement peut être révoqué. 15

Définition d'«actuaire».

47. En la présente Partie, l'expression «actuaire» signifie un membre, admis par examen, de l'Institut des Actuaire de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaire d'Ecosse, de la Société actuarielle d'Amérique, ou de l'Institut américain des actuaires. Cependant, quiconque est admis à titre de membre autrement que par examen et, antérieurement au quatorzième jour d'avril, mil neuf cent vingt-sept, a fait un rapport actuariel en conformité des dispositions du paragraphe deux de l'article cent douze de la *Loi des assurances, 1917*, tel qu'édicte au chapitre cinquante-neuf du Statut de 1927, est censé, pour l'application du présent article, être un membre admis par examen. 20 25

Clause conditionnelle.

PARTIE IV.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

Compagnies d'assurance-incendie.

48. La présente Partie ne s'applique qu'aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie, et aux autres compagnies ainsi enregistrées pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance-incendie de ces compagnies. 30

Passif de la réserve pour état annuel.

49. Pour les objets de l'état annuel que la présente loi exige de fournir au surintendant, le passif de la compagnie, à l'égard de ses polices en cours non échues au Canada, doit être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état. Toutefois, pour l'application du paragraphe deux de l'article huit et des articles quatorze et cinquante-quatre de la présente loi, le passif doit être: 35 40

Clause conditionnelle.

a) la totalité des primes non acquises calculées au prorata comme susdit; ou

et le double du coût annuel net pour les années de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel, tel que déterminé en déduisant des primes annuelles exigées de ces assurés, une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne établie des dividendes ou des retours versés ou crédités par l'assureur à ses assurés durant les cinq années précédentes;

quel que soit le nombre de ces incidents.

(2) Lorsqu'une partie contracte avec une autre partie non assurée et de trois ans ou plus à l'expiration de primes par billets ou parties d'après le système de comptant et parties d'après le système de primes par billets, le passif de cette compagnie pour les dix ans qui précèdent à ses opérations de primes par billets doit être de quatre-vingt pour cent de la partie non assurée des conditions qui ont été levées à l'égard de toutes les primes par billets au cours qu'elle possède, calculées au prorata à la date de l'état, et la partie non-cotisée de ces primes par billets doit être considérée seulement comme étant

Primes par billets

Primes par billets

54. Les compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie est tenue pour être par la même autorisée à signer, soit dans le même contrat ou dans un contrat distinct ou dans un avenant, le même incendie contre les pertes ou dommages pouvant résulter de tout accident ou d'une explosion d'objets contre lesquels une assurance peut être prise au vu de la présente loi, et être l'incendie assuré.

PARTIE V

COMPAGNIES ASSURANT DES BÂTIMENTS ACHETÉS PAR L'ASSURÉ

55. La présente loi s'applique aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur les bâtiments achetés par l'assuré.

56. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux compagnies enregistrées pour assurer l'assurance contre l'incendie, et les dispositions de la présente loi s'appliquent également aux compagnies enregistrées à l'égard de la présente loi s'appliquent aux compagnies enregistrées à exercer les opérations d'assurance de l'incendie.

b) le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel, tel que déterminé en déduisant, des primes annuelles exigées de ces assurés, une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne établie des dividendes ou des ristournes versées ou créditées par l'assureur à ses assurés durant les cinq années précédentes; 5

Système de primes par billets.

quel que soit le moindre de ces montants.

(2) Lorsqu'une pareille compagnie souscrit des assurances non hasardeuses et de trois ans de durée d'après le système de primes par billets, ou partie d'après le système du comptant et partie d'après ledit système de primes par billets, le passif de cette compagnie, pour les fins dudit état, relativement à ses opérations de primes par billets, doit être de quatre-vingts pour cent de la partie non acquise des cotisations qui ont été levées à l'égard de toutes les primes par billets en cours qu'elle possède, calculée au prorata à la date de l'état, et la partie non-cotisée de ces primes par billets doit être considérée seulement comme actif contingent. 15 20

Classes de risques couverts par certificat.

50. Une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie est tenue pour être par là même autorisée à assurer, soit dans le même contrat ou dans un contrat distinct ou dans un avenant, le même immeuble contre les pertes ou dommages pouvant résulter de tout accident ou d'une catégorie d'accidents contre lesquels une assurance peut être prise en vertu des lois de la province où est situé l'immeuble assuré. 25 30

PARTIE V.

COMPAGNIES EXERÇANT DES ASSURANCES AUTRES QUE L'ASSURANCE SUR LA VIE OU CONTRE L'INCENDIE.

Application.

51. La présente Partie s'applique aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance autres que celles d'assurance sur la vie ou contre l'incendie.

Dispositions applicables.

Clause conditionnelle.

52. Les dispositions de la présente loi applicables aux compagnie enregistrées pour exercer l'assurance contre l'incendie, s'appliquent *mutatis mutandis* à toute pareille compagnie relativement à toutes choses non autrement prévues en la présente loi; mais les dispositions relatives au calcul du passif de la réserve ne s'appliquent pas aux compagnies autorisées à exercer les opérations d'assurance de titres. 35 40

20. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...
21. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...
22. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...

20. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...
21. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...
22. Toute compagnie étrangère pour exercer au Canada...

PARTIE VI

ARTICLE 200

ARTICLE 201

201. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
202. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
203. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

201. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
202. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
203. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

204. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
205. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
206. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

204. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
205. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
206. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

207. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
208. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
209. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

207. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
208. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...
209. Il est interdit de faire aucun acte de commerce de la...

Actif additionnel au Canada, pour assurance contre la grêle.

53. Toute compagnie enregistrée pour exercer au Canada les opérations d'assurance contre la grêle, doit à toute époque maintenir au Canada un actif qui excède le montant qu'elle doit conserver à l'égard de ses opérations autres que celles d'assurance contre la grêle, d'un montant au moins égal à cinquante pour cent du total des primes nettes par elle reçues à l'égard de ses opérations d'assurance contre la grêle au Canada durant l'année civile précédente. 5

PARTIE VI.

RETRAIT DES CERTIFICATS—PEINES.

Retrait des certificats.

Retrait de certificat, pour cause de déficit dans l'actif au Canada—compagnies d'assurance-incendie.

54. S'il ressort des états annuels ou d'un examen de la situation et des affaires d'une compagnie, autre qu'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, que la réserve des primes non acquises sur tous ses risques en cours au Canada, calculée conformément aux dispositions de l'article quarante-neuf de la présente loi, avec les autres engagements de la compagnie au Canada, excède son actif au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requérir de combler la différence; et si la compagnie ne comble pas cette différence dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 10 15 20

Retrait de certificat—compagnies d'assurance-vie.

55. S'il ressort des états annuels ou d'un examen, prévus en la présente loi, de la situation et des affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, que les engagements de cette compagnie envers ses assurés au Canada, y compris les indemnités exigibles et la réserve pour les polices en cours que la présente loi prescrit d'inclure au passif de l'état annuel, déduction faite de toutes créances de la compagnie contre ces polices, excède l'actif de cette compagnie au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requérir de combler le déficit; et si la compagnie ne comble pas ce déficit dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 25 30

Rapport spécial en cas d'insuffisance.

56. Si, aux yeux du surintendant, l'actif d'une compagnie n'est pas suffisant pour la justifier de continuer ses opérations, ou s'il n'est pas prudent pour le public de se faire assurer par elle, le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie. 35

Suspension de certificat par le gouverneur en conseil.

(2) Si le ministre, après mûr examen de ce rapport et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, et après les autres recherches 40

et enquêtes qu'il juge opportunes, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion exprimée par le surintendant dans son rapport, le gouverneur en conseil peut, s'il partage aussi cette opinion, suspendre ou retirer le certificat d'enregistrement de cette compagnie; et durant cette suspension ou ce retrait cette compagnie doit être tenue pour non enregistrée et non autorisée à exercer de nouvelles opérations. 5

Effet de la suspension.

(3) Advenant cette suspension ou ce retrait, le ministre peut délivrer un certificat d'enregistrement modifié ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de polices, mais la délivrance de ce certificat modifié ou conditionnel, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, n'est pas censée être un renouvellement du certificat d'enregistrement de la compagnie au sens de l'article cent soixante et un de la *Loi des liquidations*. 15

Certificat conditionnel peut stipuler réassurance.

(4) Si le ministre le juge à propos, ledit certificat d'enregistrement modifié ou conditionnel peut prescrire que la compagnie, pendant la durée de ce certificat modifié ou conditionnel, doit prendre des arrangements en vue de la réassurance de ses polices au Canada dans une ou plusieurs compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi, mais nul arrangement en vue de cette réassurance ne doit être souscrit avant d'avoir été soumis au surintendant et approuvé par lui. 20

Défaut de réassurer.

(5) Si, à l'expiration du certificat d'enregistrement modifié ou conditionnel mentionné au paragraphe précédent, nul arrangement n'a été conclu à la satisfaction du surintendant pour la réassurance des polices de la compagnie comme susdit, et si la situation de la compagnie n'est pas alors de nature à justifier la remise en vigueur de son certificat, la compagnie doit être tenue pour insolvable, et le surintendant peut demander au procureur général du Canada d'instituer des procédures pour sa liquidation. 25

(6) Si, à la suite de ces procédures, la cour ordonne la liquidation de la compagnie, elle doit aussi ordonner que cette liquidation soit faite par le surintendant ou sous sa direction. 30

Suspension du certificat pour violation de la loi.

57. Advenant la violation de quelqu'une des dispositions de la présente loi par une compagnie enregistrée sous son régime, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion, retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie, ou refuser de le renouveler, ou il peut le suspendre pour la période qu'il juge convenable. 35

Retrait de certificat pour cause de refus de

58. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi refuse de permettre l'examen qu'autorise l'article vingt-quatre ou l'article trente et un de la pré- 50

... d'engagement.

...

32. Lorsque l'on démontre au ministre d'une manière satisfaisante à son tour, qu'une réclamation non soumise contre une compagnie enregistrée sous le régime de la loi sur les sociétés d'assurance en Canada, est...

...

(2) Si dans les trente jours après avoir reçu la compagnie en défaut à cette réclamation non soumise ou à sa poursuite déclinée contre elle, le défendeur peut être renvoyé...

...

33. Dès la receipt de tout certificat d'enregistrement d'une compagnie par l'opération de laquelle la disposition de la loi...

...

(3) Après que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été reçu par le ministre sous l'autorité de laquelle la disposition de la présente loi est certifiée pour être valide et dans un délai de trente jours à compter de la date...

...

34. Toute compagnie qui sera déclarée insolvable en vertu de la loi sur le régime de la présente loi, sera déclarée insolvable en vertu de la loi sur le régime de la présente loi...

...

35. Toute compagnie qui sera déclarée insolvable en vertu de la loi sur le régime de la présente loi, sera déclarée insolvable en vertu de la loi sur le régime de la présente loi...

donner des renseignements.

sente loi, ou qu'elle refuse de donner les renseignements demandés pour cet examen et qui sont en sa possession ou sous son contrôle, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

Retrait du certificat en cas de non-paiement de réclamations.

59. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière 5
suffisante à ses yeux, qu'une réclamation non contestée
contre une compagnie enregistrée sous le régime de la pré-
sente loi, résultant d'une police d'assurance au Canada, est
restée non acquittée pendant soixante jours après son
échéance, ou qu'une réclamation contestée est restée im- 10
payée après jugement définitif obtenu par les voies juridi-
ques régulières et après l'offre d'une libération légale et
valable à la compagnie, le ministre peut retirer à cette com-
pagnie son certificat d'enregistrement.

(2) Si, dans les trente jours après ce retrait, la compagnie 15
satisfait à cette réclamation non contestée ou à ce jugement
définitif contre elle, le certificat peut être renouvelé.

Radiation du registre.

60. Dès le retrait du certificat d'enregistrement d'une
compagnie par l'opération de quelque disposition de la pré-
sente loi, cette compagnie cesse d'être enregistrée et son nom 20
doit être radié du registre.

Renouvellement du certificat.

(2) Après que le certificat d'enregistrement d'une com-
pagnie a été retiré par le ministre sous l'autorité de quelque
disposition de la présente loi, ce certificat peut être renou-
velé si, dans un délai de trente jours à compter du retrait, 25
la compagnie se conforme aux prescriptions de la présente
loi à la satisfaction du ministre.

PEINES.

Peines dans le cas d'opérations sans certificats d'enregistrement.

61. Toute compagnie qui, sans être régulièrement enre-
gistrée sous la régime de la présente loi, exerce les opéra-
tions d'assurance au Canada, ou fait ou accomplit au 30
Canada l'un ou l'autre des actes qui constituent des opéra-
tions d'assurance (sauf le cas prévu à l'article soixante-
quatre de la présente loi), et toute personne qui, agissant
pour le compte de cette compagnie, exerce de telles opéra-
tions, ou fait ou accomplit au Canada l'un de ces actes, 35
est coupable d'infraction et passible, à la suite de mise
en accusation et après déclaration sommaire de culpabilité,
d'une amende, pour chaque infraction en particulier, de
cinq mille dollars au maximum dans le cas d'une compa-
gnie, et de mille dollars au maximum dans le cas d'une 40
personne agissant pour le compte de telle compagnie; et,
en sus, dans le cas d'un particulier, d'un emprisonnement
dont le terme ne doit pas dépasser six mois.

Défaut de déposer l'état annuel.

62. Toute compagnie qui manque de déposer au départe-
tement l'état annuel et les autres états en la présente loi 45

présent, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut.

(2) Les amendes sont imposées et recouvrables avec dépense, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

Amendes
pour les
dépenses.

(3) Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du Trésor, peut ordonner soit la suspension, soit le retrait du certificat d'enregistrement de la compagnie, selon qu'il le juge opportun, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le certificat d'enregistrement de cette compagnie n'est pas renouvelé après expiration.

Compagnies
de navigation
à vapeur
et autres
compagnies
de transport
maritime.

22. Toute compagnie ou personne qui fait faire à son profit de faire quelque chose en un acte contraire à quelque-une des dispositions de la présente loi, ou aux articles ou instructions du gouvernement en conseil, ou du ministre ou du surintendant, rendus en vertu de la présente loi, ou avant de faire quelque chose en un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait en son nom sous le régime de la présente loi, ou si aucune autre amende n'est prévue en la présente loi pour un acte ou cette omission, passible pour chaque pareille convention, d'une amende d'un moins vingt dollars et de dix mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable.

Amendes
pour les
dépenses
recouvrées
par le
ministre.

(2) Les amendes sont imposées et recouvrables avec dépense, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

Amendes
pour les
dépenses.

PARTIE VII

EXEMPTIONS

23. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent à aucune compagnie à l'égard de ses opérations, exercées au Canada, d'entreprises maritimes ou d'entreprises sur la navigation intérieure, ni à aucune compagnie, à l'égard de l'exercice de biens situés au Canada, pourvu que cette assurance soit effectuée hors du Canada et sans sollicitation quelconque, directe ou indirecte, de la part de la compagnie, et pourvu que la compagnie ne fasse au Canada, relativement à ses affaires, aucune publicité dans un journal ou autre publication ou par circulaires expédies par la poste du Canada ou d'ailleurs, et qu'elle ne tienne

Amendes
pour les
dépenses
recouvrées
par le
ministre.

prescrits, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut.

Recouvrement des amendes.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département. 5

Suspension du certificat d'enregistrement, si l'amende n'est pas payée.

(3) Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du trésor, peut ordonner soit la suspension, soit le retrait du certificat d'enregistrement de la compagnie, selon qu'il le juge opportun, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le certificat d'enregistrement de cette compagnie n'est pas renouvelé après expiration. 10

Amendes pour contraventions non autrement prévues.

63. Toute compagnie ou personne qui fait, fait faire ou permet de faire quelque chose ou un acte contraire à quelqu'une des dispositions de la présente loi, ou aux arrêtés ou instructions du gouverneur en conseil, ou du ministre ou du surintendant, rendus en vertu de la présente loi, ou omet de faire quelque chose ou un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait en son nom sous le régime de la présente loi, est, si aucune autre amende n'est prévue en la présente loi pour cet acte ou cette omission, passible, pour chaque pareille contravention, d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinq mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable. 20 25

Recouvrement.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département. 30

Application.

PARTIE VII.

EXEMPTIONS.

Application de la loi. Assurance maritime et de navigation intérieure.

64. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent

a) à aucune compagnie à l'égard de ses opérations, exercées au Canada, d'assurance maritime ou d'assurance sur la navigation intérieure, ni 35

b) à aucune compagnie, à l'égard de l'assurance de biens situés au Canada, pourvu que cette assurance soit effectuée hors du Canada et sans sollicitation quelconque, directe ou indirecte, de la part de la compagnie, et pourvu que la compagnie ne fasse au Canada, relativement à ses affaires, aucune publicité dans un journal ou autre publication ou par circulaires expédiées par la poste du Canada ou d'ailleurs, et qu'elle ne tienne 40

pas de bureau ou d'agence au Canada pour la réception des demandes ou l'exécution de choses se rapportant de près ou de loin à ses opérations; subordonnement aux réserves qui précèdent, par suite comparativement inspecter les biens assurés ou à assurer sous le régime du présent article et elle peut établir les postes suivants à l'égard de ces biens; et

2) à aucune compagnie qui antérieurement au vingt-huitième jour d'avril mil huit cent soixante-dix-sept était autorisée à exercer les opérations d'assurance au Canada, et qui a cessé d'exercer ces opérations avant le trente et unième jour de mars mil huit cent soixante-quinze, ayant obtenu cette date dans sa province d'origine, et qui a été relativement à la perception et réception des primes échues ou à débourser les primes échues avant la date mentionnée en dernier lieu, ou relativement au paiement des réclamations en décaissant ou à l'exercice d'opérations y allouées; et d) seul dans les cas et après avoir les dispositions de la présente loi ne s'appliquent davantage.

3) à aucune compagnie qui, depuis le vingt-deuxième jour de mai mil huit cent soixante-huit, n'a pas obtenu un permis l'autorisant à exercer des opérations au Canada, à l'égard de toute police d'assurance-vice au Canada émise avant ladite date;

4) à aucune compagnie non enregistrée sous le régime de la présente loi, à l'égard de la perception ou réception de primes sur toute police d'assurance-vice ou sur autres opérations relatives à toute police d'assurance-vice, émise à une personne ne résidant pas au Canada, à l'époque de l'émission de cette police;

5) à aucune société bâtarde de bâtiment qui antérieurement au premier jour de janvier mil huit cent vingt n'était pas tenue d'obtenir un permis du ministre, et qui n'a pas depuis ladite date obtenu un permis, à l'égard de toute police ou tout certificate émis au Canada avant ladite date;

6) à aucune société ou organisation de personnes qui, sous le régime des dispositions du paragraphe deux de l'article trois de la loi des assurances égarée, soit un des Statuts révisés, 1887, était exemptée des dispositions de ladite loi, tant qu'elle n'a pas expiré la période d'exemption, si l'exemption était pour une période limitée.

DISPOSITION DÉCLARATIVE.

33. Il est expressément déclaré que la présente loi a été adoptée dans le dessein et aux fins de permettre les conditions auxquelles des compagnies d'assurance étrangères seront autorisées à exercer les opérations d'assurances au

Loi sur les assurances
en 1887
en 1887

pas de bureau ou d'agence au Canada pour la réception des demandes ou l'exécution de choses se rapportant de près ou de loin à ses opérations; subordonnément aux réserves qui précèdent, pareille compagnie peut inspecter les biens assurés ou à assurer sous le régime du présent article, et elle peut établir les pertes subies à l'égard de ces biens; ni 5

c) à aucune compagnie qui, antérieurement au vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent soixante-dix-sept, était autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, et qui a cessé d'exercer ces opérations avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent soixante dix-huit, ayant avant cette date donné au ministre avis écrit à cet effet relativement à la perception et réception des primes échues ou à échoir sur les polices émises avant la date mentionnée en dernier lieu, ou relativement au paiement des réclamations en découlant ou à l'exercice d'opérations y afférentes; et, d) sauf dans les cas ci-après prévus, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent davantage 20

Polices
antérieures
au 22 mai
1868.

(i) à aucune compagnie qui, depuis le vingt-deuxième jour de mai, mil huit cent soixante-huit, n'a pas obtenu un permis l'autorisant à exercer des opérations au Canada, à l'égard de toute police d'assurance-vie au Canada émise avant ladite date; 25

Polices
émises par
compagnies
non enregis-
trées, à des
non-
résidents
au Canada.

(ii) à aucune compagnie non enregistrée sous le régime de la présente loi, à l'égard de la perception ou réception de primes sur toute police d'assurance-vie, ou sur autres opérations relatives à toute police d'assurance-vie, émise à une personne ne résidant pas au Canada à l'époque de l'émission de cette police; 30

Sociétés
fraternelles
de bénéfiques
non tenues
de posséder
un permis
antérieure-
ment à 1920.

(iii) à aucune société fraternelle de bénéfiques qui, antérieurement au premier jour de janvier, mil neuf cent vingt, n'était pas tenue d'obtenir un permis du ministre, et qui n'a pas depuis ladite date obtenu un permis, à l'égard de toute police ou tout certificat émis au Canada avant ladite date; 35

Sociétés
exemptées
en vertu du
ch. 101,
art. 3 (2),
S.R.C., 1927.

(iv) à aucune société ou organisation de personnes qui, sous le régime des dispositions du paragraphe deux de l'article trois de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés, 1927*, était exemptée des dispositions de ladite loi, tant que n'a pas expiré la période d'exemption, si l'exemption était pour une période limitée. 40

DISPOSITION DÉCLARATIVE.

Déclaration
d'intention.

65. Il est expressément déclaré que la présente loi a été adoptée dans le dessein et aux fins de prescrire les conditions auxquelles des compagnies d'assurance étrangères seront autorisées à exercer les opérations d'assurance au 45

Canada, d'écarter la validité de ces dispositions
 d'empêcher celles de ces dispositions qui pourraient
 trouver invalides, de commencer ou de poursuivre les
 opérations à exécuter au Canada; et, en tant qu'il pourra
 être dorénavant décidé par une disposition quelconque de la
 présente loi comporte une application ou un effet autre
 passant la compétence législative du Parlement du Canada
 en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une telle
 disposition est, à cet égard, valide et régulière, cette dispo-
 sition doit être considérée comme pouvant
 être distincte des autres dispositions de la présente loi et
 ces autres dispositions continueront à avoir plein effet
 et plein effet selon leur teneur.

BILL F.

Lequel concerne les dispositions d'urgence en matière de
 Canada.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 25 AVRIL 1912

Canada, d'établir la solvabilité de ces compagnies, et d'empêcher celles de ces compagnies qui pourraient être trouvées insolvables, de commencer ou de poursuivre les opérations d'assurance au Canada; et, en tant qu'il pourra être dorénavant décidé qu'une disposition quelconque de la présente loi comporte une application ou un effet outrepassant la compétence législative du Parlement du Canada, en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une pareille disposition est, à cet égard, nulle et inopérante, cette disposition doit, à pareil égard, être considérée comme pouvant être disjointe des autres dispositions de la présente loi, et ces autres dispositions continueront à avoir pleine vigueur et plein effet selon leur teneur.

5

10

... et réception des...
 ... la date...
 ... en...
 ... d'opérations...
 ... les dispositions de...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

...
 ...
 ...
 ...
 ...

SÉNAT DU CANADA

BILL F¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au
Canada.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 28 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL F¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance étrangères au Canada.

Préambule.

CONSIDÉRANT que le Parlement du Canada a juridiction, par une législation régulièrement établie, pour empêcher les étrangers, soit individuellement, soit constitués en compagnies étrangères, d'exercer les opérations d'assurance au Canada sans être munis d'un permis; et

5

CONSIDÉRANT qu'il a été déclaré que, à cause de leur relation avec d'autres dispositions de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés du Canada, 1927*, certains articles de la même loi, obligeant les compagnies d'assurance étrangères à obtenir un permis préalablement à l'exercice d'opérations au Canada, n'ont pas été convenablement établis et sont par conséquent inconstitutionnels; et

10

CONSIDÉRANT que des compagnies d'assurance étrangères sollicitent et obtiennent des polices d'assurance-vie qui constituent des moyens de protection et des placements à long terme des épargnes de leurs assurés au Canada, et que ces compagnies ont actuellement en cours plus de quatre millions quatre cent mille polices au Canada formant une somme globale excédant deux milliards de dollars; et

20

CONSIDÉRANT que des compagnies, associations et échanges d'assurance étrangers ont actuellement en cours, contre la destruction des propriétés par l'incendie au Canada, des assurances représentant un montant de plus de trois milliards et un quart de dollars, et des assurances qui pourvoient au paiement de fortes sommes dépendant d'autres éventualités; et

25

CONSIDÉRANT que ces assurances constituent un facteur important dans les relations commerciales internationales du Canada; et

30

CONSIDÉRANT que certaines compagnies et certains échanges d'assurance étrangers sont dans le passé devenus insolubles au cours de leurs opérations au Canada, et que leurs assurés au Canada auraient subi de graves pertes

35

sans les dispositions contenues dans la législation alors existante et qui obligeaient ces compagnies et ces échanges à déposer un montant d'actif au Canada à titre de garantie de leurs engagements au Canada, à faire des rapports sur leurs affaires et sur leur situation financière, et à se soumettre à l'inspection des représentants du gouvernement; et 5

CONSIDÉRANT que des compagnies, associations et échanges d'assurance étrangers, qui exercent les opérations d'assurance par tout le Canada, perçoivent chaque année des assurés au Canada plusieurs millions de dollars en primes, et contractent, envers ces assurés, des engagements qui doivent être déterminés au moyen d'une computation actuarielle ou autre, et que la capacité ou l'incapacité de ces compagnies, associations ou échanges à satisfaire à ces engagements, à mesure qu'ils échoient, dépend de la nature et de la valeur de leur actif en réserve à cette fin; et 10 15

CONSIDÉRANT qu'il est contraire à l'intérêt public que ces compagnies, associations et échanges d'assurance étrangers, s'ils sont incapables de faire face aux engagements qu'ils ont contractés envers leurs assurés au Canada, à mesure que ces engagements échoient, ou s'ils sont insolubles à d'autres égards, soient autorisés à exercer les opérations d'assurance au Canada; et 20 25

CONSIDÉRANT qu'il est opportun d'empêcher, par un système d'enregistrement, de dépôt de valeurs, d'inspection et de rapports, que ces compagnies, associations ou échanges étrangers exercent ou continuent d'exercer des opérations au Canada tout en étant incapables de remplir leurs engagements envers ces assurés à mesure qu'échoient ces engagements, ou tout en étant autrement insolubles, et qu'il est aussi opportun de déclarer les conditions dans lesquelles ces compagnies, associations et échanges seront tenus pour insolubles et sujets à liquidation sous le régime de la *Loi des liquidations*; 30 35

A CES CAUSES, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

TITRE ABRÉGÉ.

Titre abrégé. 1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi des 40 compagnies d'assurance étrangères, 1932.*

INTERPRÉTATION.

2. En la présente loi, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression

«Actif au Canada».

a) «actif au Canada» signifie tous les dépôts qu'une compagnie a effectués chez le ministre et tous les capitaux qui ont été placés en fiducie pour le compte de la compagnie sous le régime et pour les fins de la présente loi; 45

- « Agence principale. » b) « agence principale » signifie le bureau principal ou le siège social de la compagnie au Canada;
- « Agent principal » ou « mandataire principal ». c) « agent principal » ou « mandataire principal » signifie l'agent ou le mandataire principal de la compagnie au Canada, nommé en cette qualité dans la procuration mentionnée ci-après, quel que soit le nom sous lequel il puisse être désigné; 5
- « Association. » d) « association » signifie toute association de personnes formée en pays étranger suivant le plan connu sous le nom de Lloyds et d'après lequel chaque assureur associé devient responsable pour une part définie, limitée ou proportionnelle, de la totalité de la somme assurée par une police; 10
- « Assurance sur la navigation intérieure. » e) « assurance sur la navigation intérieure » signifie l'assurance maritime qui porte sur des choses assurables et courant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal; 15
- « Assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada ». f) « assuré au Canada » ou « porteur de police au Canada » signifie la personne qui est pour lors le porteur légal d'une « police au Canada »; 20
- « Compagnie. » g) « compagnie » signifie toute corporation constituée en vertu des lois d'un pays étranger pour les fins d'exercer les opérations d'assurance, et comprend « association », « échange » et « société fraternelle de bénéfices », tel que ces expressions sont respectivement définies en la présente loi; 25
- « Département. » h) « département » signifie le département des assurances constitué par la *Loi du département des assurances*;
- « Echange. » i) « échange » signifie, pour les objets particuliers de la présente loi (et par synecdoque), un groupe de personnes formé en pays étranger aux fins d'échanger entre elles des contrats réciproques d'indemnité ou d'interassurance par l'entremise du même fondé de pouvoirs, lorsque le bureau principal de l'échange est en pays étranger; 30
- « Etat annuel. » j) « état annuel » comprend à la fois l'état des opérations canadiennes et celui des affaires générales de la compagnie, exigés par la présente loi; 35
- « Fonctionnaire. » k) « fonctionnaire » comprend le gérant, le secrétaire, le trésorier, l'actuaire et toute autre personne désignée comme « fonctionnaire » dans les statuts de la compagnie; 40
- « Ministre. » l) « ministre » signifie le ministre des Finances;
- « Opérations d'assurance », « affaires d'assurance », « entreprise d'assurance ». m) « opérations d'assurance », « affaires d'assurance » ou « entreprise d'assurance » signifie la préparation d'un contrat d'assurance, et comprend tout acte ou tous actes d'incitation à conclure un pareil contrat, et tout acte ou tous actes relatifs à l'exécution du contrat, ou l'action de rendre service à cet égard; 45
- « Police. » n) « police » signifie tout contrat d'assurance par écrit, qu'il soit contenu en une seule ou plusieurs pièces, et, dans le cas d'assurance dans une société fraternelle 50

- de bénéfices, tout contrat d'assurance, qu'il soit attesté par une pièce écrite ou non, et tout certificat d'association se rattachant de quelque manière à l'assurance; et comprend tout contrat de rente émis conformément aux dispositions de la présente loi; 5
- «Police au Canada.» o) «police au Canada», à l'égard de l'assurance-vie, signifie une police émise ou effectuée par une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, sur la tête d'une personne résidant au Canada au moment où cette police a été émise ou effectuée; et, à l'égard de l'assurance-incendie, signifie une police émise ou effectuée par une pareille compagnie sur des biens au Canada; et, à l'égard de toute autre classe d'assurance, signifie une police émise ou effectuée par une pareille compagnie dans l'exercice de ses opérations d'assurance au Canada; 10 15
- «Président.» p) «président» comprend le président du conseil d'administration, le gouverneur, le gérant ou autre principal fonctionnaire de la compagnie;
- «Secrétaire.» q) «secrétaire» signifie et comprend le fonctionnaire qui remplit les fonctions ordinaires de secrétaire; 20
- «Société fraternelle de bénéfices.» r) «société fraternelle de bénéfices» signifie une corporation possédant un système représentatif de gouvernement et constituée en vertu des lois d'un pays étranger, pour fins de fraternité, de bienfaisance ou de religion, entre autres pour assurer exclusivement ses membres, ou les enfants à leur charge, contre les accidents, la maladie, l'invalidité ou la mort; et comprend une corporation ainsi constituée sur le plan de la mutualité aux fins d'assurer ainsi exclusivement ses membres ou les enfants à leur charge; 25 30
- «Surintendant.» s) «surintendant» signifie le surintendant des assurances.
- Règlements. (2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, établir des règlements déterminant et définissant, pour les objets de la présente loi et de tout certificat d'enregistrement accordé sous son régime, ce qui est censé être une classe d'assurance distincte, ainsi que la nature de chaque pareille classe d'assurance. 35
- Publication. (3) Tous règlements ainsi établis doivent être publiés dans l'édition suivante de la *Gazette du Canada*. 40

PARTIE I.

CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT ET DÉPÔTS.

Registre des compagnies.

3. Sera établi et maintenu, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi et auxquelles des certificats d'enregistrement sont accordés. 45

Nécessité
d'enregistre-
ment.

4. Nulle compagnie ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada (sauf dans les cas expressément prévus ci-après) à moins qu'elle n'ait été enregistrée et ne détienne un certificat d'enregistrement du ministre.

Dépôt de
documents.

5. Comme condition préalable de son enregistrement, 5
toute compagnie doit déposer au département:

Copie de la
charte.

a) S'il s'agit d'une compagnie, autre qu'une association ou un échange, une copie de la charte, de la loi de constitution ou des statuts de la compagnie, certifiée par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa 10
garde; et s'il s'agit d'une association ou d'un échange, le document ou les documents relatifs à sa constitu-
tion que le ministre peut requérir;

Procuration.

b) Une procuration de la compagnie à son mandataire principal ou fondé de pouvoirs au Canada, dans la 15
forme que le ministre peut prescrire;

Etat de la
situation et
des affaires.

c) Un état, dans la forme que le ministre peut prescrire, de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre qui précède, ou à la date à laquelle la compagnie a coutume d'établir son bilan, 20
pourvu que cette date ne soit pas antérieure de plus de douze mois à celle du dépôt de l'état, ainsi que les autres états ou renseignements que le ministre peut requérir quant à la solvabilité de la compagnie et à
ses moyens de faire face à tous ses engagements; et 25

Engagement
d'observer
la loi.

d) Un engagement de sa part, dans la forme que le ministre peut prescrire, de se conformer aux pres-
criptions de la présente loi applicables à la compagnie, durant tout le temps qu'elle sera enregistrée en vertu
des dispositions de la présente loi; et 30

Preuve d'au-
torisation
dans le pays
du siège
social.

e) Une preuve, satisfaisante aux yeux du ministre, que la compagnie est autorisée, en vertu des lois du
pays où est situé son siège social, à exercer en tel pays la classe d'opérations d'assurance à l'égard de
laquelle la compagnie désire être enregistrée au Canada. 35

Contenu de la
procuration.

6. La procuration doit:

a) Déclarer en quel lieu du Canada est ou doit être établie l'agence principale de la compagnie; et

b) Autoriser expressément le fondé de pouvoirs à rece-
voir du ministre et du surintendant tous les avis 40
prescrits par la loi ou qu'il peut être jugé opportun de donner; et

c) Déclarer que la réception des avis, à l'agence prin-
cipale, ou personnellement par le fondé de pouvoirs, est
légale et oblige la compagnie à toutes fins et intentions. 45

Remplace-
ment de
l'agent
principal.

(2) Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi remplace son agent principal ou change son agence principale au Canada, la compagnie doit déposer une nouvelle procuration qui nomme le nouvel agent principal ou désigne la nouvelle agence, selon le cas. 50

7. Toute compagnie qui, de plus, comme condition préalable de son engagement, effectuera, dans le délai qui précède, les versements spécifiés ci-dessous :

(1) Dans le cas d'une société française de banque, le dépôt sera la somme de dix mille dollars.

(2) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une société française de banque, le dépôt doit être :

a) Pour un capital d'engagement se rapportant à l'assurance-vie ou à l'assurance-incendie, la somme de 10 mille dollars ; et

b) Pour un capital d'engagement se rapportant à toute autre classe d'assurance, la somme que le Conseil du Trésor peut déterminer.

8. Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, débite un passif de nature quelconque, est assujéti à l'obligation de se libérer de ce passif avant le commencement de son exploitation en vertu de cette loi.

(1) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne débite pas un passif de nature quelconque, est assujéti à l'obligation de se libérer de ce passif avant le commencement de son exploitation en vertu de cette loi.

(2) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne débite pas un passif de nature quelconque, est assujéti à l'obligation de se libérer de ce passif avant le commencement de son exploitation en vertu de cette loi.

(3) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne débite pas un passif de nature quelconque, est assujéti à l'obligation de se libérer de ce passif avant le commencement de son exploitation en vertu de cette loi.

1900-1901
Canada

1900-1901
Canada

9. Si, dans le cas d'une compagnie qui demande d'être enregistrée en vertu de la présente loi, on se rend compte, au moment de la signature de la présente loi, que le capital de cette compagnie n'est pas suffisant pour garantir le paiement des obligations qu'elle contractera, le ministre du Trésor peut, avant de donner son assent à la présente loi, imposer à cette compagnie des conditions supplémentaires, et, dans ce cas, la présente loi n'aura pas d'effet.

(1) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne débite pas un passif de nature quelconque, est assujéti à l'obligation de se libérer de ce passif avant le commencement de son exploitation en vertu de cette loi.

1900-1901
Canada

1900-1901
Canada

Dépôt chez le ministre.

7. Toute compagnie doit, de plus, comme condition préalable de son enregistrement, effectuer chez le ministre un dépôt en quelque une des valeurs ci-après spécifiées à cet égard.

(2) Dans le cas d'une société fraternelle de bénéfiques, le dépôt doit être la somme de dix mille dollars. 5

(3) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une société fraternelle de bénéfiques, le dépôt doit être:

a) Pour un certificat d'enregistrement se rapportant à l'assurance-vie, ou à l'assurance-incendie, la somme de cent mille dollars; et 10

b) Pour un certificat d'enregistrement se rapportant à toute une autre classe d'assurance, la somme que le Conseil du trésor peut déterminer.

Sont censées enregistrées les compagnies munies du permis exigé par la Loi des assurances.

8. Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, détient un permis du ministre, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente loi antérieurement à l'octroi d'un certificat d'enregistrement et être enregistrée sous son régime, et cette compagnie est assujétie aux dispositions de la présente loi. 20

Compagnies détenant un permis des provinces. Dépôt initial non requis.

(2) Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, ne détient pas un pareil permis, mais en détient un sous le régime des lois d'une province, et exerce les opérations d'assurance dans ladite province, n'est pas tenue d'effectuer le dépôt requis à l'article précédent à l'égard d'un certificat d'enregistrement couvrant l'assurance-incendie ou les autres classes d'assurance dont, au premier jour de janvier 1932, les lois de la province autorisaient les opérations en vertu d'un permis d'assurance-incendie. Mais avant l'octroi d'un certificat d'enregistrement à cette compagnie sous le régime de la présente loi, cette compagnie doit posséder au Canada, pour les fins de la présente loi, un actif excédant son passif au Canada, au trente et unième jour de décembre 1931, tel que déterminé en conformité des dispositions de la présente loi. 25 30 35

Nom de la compagnie.

9. Si le nom d'une compagnie qui demande d'être enregistrée est celui d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, ou si ce nom, de l'avis du surintendant, est susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, ou est par ailleurs inacceptable pour raisons d'ordre public, le surintendant doit en faire rapport au ministre, et ce dernier peut refuser d'enregistrer la compagnie. 40

Appel du rapport du surintendant.

(2) Pareil rapport, s'il formule l'objection que le nom de la compagnie qui demande d'être enregistrée est le même que celui d'une autre compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi ou est susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, doit être tenu pour une décision du surintendant, dont appel peut être interjeté en vertu des dispositions de l'article trente-quatre de la présente loi, et conformément à ces dispositions. 45 50

10. Le certificat d'engagement doit, pour les entreprises catégoriques de compagnies, être en la forme ou les termes que le ministre peut déterminer quand il y a lieu et après la tenue d'entrevues avec la compagnie dans une ou plusieurs des catégories de sociétés d'assurance-vie ne doivent pas être spécifiées dans le certificat d'engagement accordé à une association ou à un délégué.

(2) Le certificat d'engagement, auquel le tiers et un autre jour de trois, chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, ou pour une période de trois à six ans.

(3) Tout certificat d'engagement, ou son renouvellement, peut, étant donné toutes les restrictions ou conditions que le ministre juge nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente loi.

10. Le certificat d'engagement doit, pour les entreprises catégoriques de compagnies, être en la forme ou les termes que le ministre peut déterminer quand il y a lieu et après la tenue d'entrevues avec la compagnie dans une ou plusieurs des catégories de sociétés d'assurance-vie ne doivent pas être spécifiées dans le certificat d'engagement accordé à une association ou à un délégué.

11. Toute compagnie qui élève pour la première fois un certificat d'engagement doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la Gazette du Canada et dans un journal ou journal du Canada, de la date de la localité où est établie l'agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines, tous les trois mois.

(2) Le ministre doit faire passer, tous les trois mois dans la Gazette du Canada, une liste des compagnies étrangères sous le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie.

(3) Des autres compagnies à des entreprises pour la première fois, ou dès que le certificat d'engagement d'une compagnie a été renouvelé dans l'intervalle entre la publication de deux périodes trimestrielles, le ministre peut en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

11. Toute compagnie qui élève pour la première fois un certificat d'engagement doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la Gazette du Canada et dans un journal ou journal du Canada, de la date de la localité où est établie l'agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines, tous les trois mois.

12. Toute compagnie étrangère sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie dans un autre territoire fédéral de ce pays, doit à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir à tout époque au Canada un montant d'actif au moins égal au montant de ses engagements envers les assurés au Canada, y compris les réserves pour les années de la période pour les années au Canada que le ministre juge nécessaires, et il doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

12. Toute compagnie étrangère sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie dans un autre territoire fédéral de ce pays, doit à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir à tout époque au Canada un montant d'actif au moins égal au montant de ses engagements envers les assurés au Canada, y compris les réserves pour les années de la période pour les années au Canada que le ministre juge nécessaires, et il doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

13. Toute société fédérale de fiduciers enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations de quelque classe d'assurance, doit à tout époque maintenir au Canada un montant d'actif au moins égal au montant de ses engagements envers les assurés au Canada, et il doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

13. Toute société fédérale de fiduciers enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations de quelque classe d'assurance, doit à tout époque maintenir au Canada un montant d'actif au moins égal au montant de ses engagements envers les assurés au Canada, et il doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la Gazette du Canada.

Forme du
certificat.

10. Le certificat d'enregistrement doit, pour les différentes catégories de compagnies, être en la forme ou les formes que le ministre peut déterminer quand il y a lieu, et spécifier le genre d'opérations que la compagnie doit exercer. Toutefois, les opérations d'assurance-vie ne doivent pas être spécifiées dans le certificat d'enregistrement accordé à une association ou à un échange. 5

Restriction
relative à
l'assurance-
vie.

Durée.

(2) Le certificat d'enregistrement expire le trente et unième jour de mars, chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, ou pour une période de moins d'une année. 10

Restrictions.

(3) Tout certificat d'enregistrement, ou son renouvellement, peut contenir toutes les restrictions ou conditions que le ministre juge nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente loi.

Avis de
l'obtention
d'un certificat
d'enregistre-
ment.

11. Toute compagnie qui obtient pour la première fois un certificat d'enregistrement, doit régulièrement et sans délai en donner avis dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où est établie l'agence principale, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines. 15 20

Publication
de la liste des
compagnies
enregistrées.

(2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la *Gazette du Canada*, une liste des compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie.

Avis du
premier
enregistrement
ou du
retrait.

(3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée pour la première fois, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré, dans l'intervalle entre la publication de deux pareilles listes trimestrielles, le ministre doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la *Gazette du Canada*. 25 30

Actif que les
compagnies
d'assurance-
vie doivent
maintenir au
Canada.

12. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie, autre qu'une société fraternelle de bénéfiques, doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, maintenir à toute époque au Canada un montant d'actif au moins égal au chiffre de ses engagements envers les assurés au Canada, y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours au Canada que la présente loi exige d'inclure dans l'état annuel, déduction faite de toute réclamation que la compagnie a contre ces polices, ainsi que ses autres engagements au Canada. 35 40

Actif que les
sociétés fra-
ternelles de
bénéfiques
doivent
maintenir.

13. Toute société fraternelle de bénéfiques enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations de quelque classe d'assurance, doit à toute époque maintenir au Canada un montant d'actif au moins égal au chiffre de ses engagements envers les assurés au Canada, aux termes des polices au Canada émises depuis le premier jour de janvier 1920, calculé conformément aux disposi- 45

pour les paragraphes deux de l'article deux-vingt-cinq de la loi.

14. Toute compagnie, autre qu'une société limitée par actions, autorisée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'activités sous l'égide de l'État, doit avoir un mandat valide en vertu de la loi.

15. L'objectif principal de toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État est de promouvoir le bien-être économique du Canada et de contribuer au développement de la compagnie au sein de son territoire d'activités.

16. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

17. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

18. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

19. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

20. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

21. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

22. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

23. Toute partie classée d'activités sous l'égide de l'État doit avoir un mandat valide en vertu de la loi. Le mandat doit être inscrit dans les statuts de la compagnie et doit être approuvé par le conseil d'administration de la compagnie.

Article 14

Article 15

Article 16

Article 17

Article 18

Article 19

tions du paragraphe deux de l'article quarante-cinq de la présente loi.

Actif à maintenir au Canada; autres compagnies.

14. Toute compagnie, autre qu'une société fraternelle de bénévoles, enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'assurance autre que l'assurance-vie, doit constamment maintenir un actif au Canada, à l'égard de toute pareille classe d'assurance, à un montant au moins égal aux engagements de la compagnie au Canada, y compris les engagements de la compagnie du chef de ses polices non échues et en cours au Canada, calculé en conformité des dispositions de l'article cinquante de la présente loi. 5 10

Restriction: actif au Canada ne protège pas exclusivement assurés au Canada.

Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie d'assurance-incendie purement mutuelle ou d'un échange, doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie ou de l'échange, disponible *pari passu* pour tous ses assurés ou souscripteurs au Canada ou hors du Canada, de la même manière que ses autres fonds. De plus, pareille compagnie ou échange doit faire imprimer en caractères apparents, à l'encre rouge et en lignes verticales, à la première page de chaque police par elle ou par lui émise au Canada, un avis libellé comme suit: « Cette compagnie (ou échange), étant rigoureusement mutuelle (ou réciproque), maintient conformément à la loi la totalité de son actif, en quelque lieu qu'il se trouve, au profit de tous ses assurés (ou souscripteurs) généralement, sans qu'aucune portion de son actif soit exclusivement gardée à l'intention d'une classe particulière ». Mais nulle pareille compagnie ou échange ne doit, sauf du consentement du Conseil du trésor, et aux termes et conditions que le Conseil du trésor peut déterminer, réduire le montant de son actif au Canada au-dessous du montant dont la présente loi prescrit d'autre part le maintien au Canada. 15 20 25 30

Notification imprimée sur polices.

Avis d'obtention d'exemption.

(2) Les restrictions formulées au premier paragraphe du présent article ne s'appliquent pas à une compagnie ou à un échange qui dépose chez le ministre une déclaration, dans la forme approuvée par le ministre, que l'actif au Canada de telle compagnie ou de tel échange est exclusivement gardé pour la protection des assurés au Canada de cette compagnie ou de cet échange. 35

Valeurs admissibles.

15. Tous les dépôts exigés par la présente loi doivent être effectués par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par lui garanties, ou en valeurs d'une province du Canada ou par elle garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande ou d'un dominion ou d'une colonie britannique, ou par eux respectivement garanties; ou en valeurs du gouvernement du pays où la compagnie est constituée en corporation ou organisée, ou par lui garanties. 40 45

Estimation.

(2) La valeur de ces titres doit être calculée au cours du marché au moment de leur dépôt. 50

Acceptation
d'autres
valeurs.

(3) S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que peut prescrire le Conseil du trésor.

Dépôt supplémentaire,
si la valeur
des titres
diminue.

16. Si le cours de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur à laquelle le titre a été déposé, le ministre peut notifier à la compagnie d'avoir à effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité des titres déposés par elle une valeur admise égale à la somme que la présente loi l'oblige à déposer. 5 10

Défaut
de dépôt
supplémentaire.

(2) A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

Faculté
d'effectuer
un dépôt
plus considérable.

17. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi peut toujours déposer chez le ministre d'autres valeurs, en sus du montant que la présente loi l'oblige à déposer. 15

Mode
d'emploi.

(2) Le ministre doit garder en sa possession les titres qui lui sont ainsi remis, et en disposer comme si ces titres 20
faisaient partie de la somme dont le dépôt est ainsi requis.

Retrait de
l'excédent
de dépôt.

18. Si, à quelque moment, le dépôt d'une compagnie chez le ministre excède le montant requis par les dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut, s'il est convaincu que les intérêts des assurés au Canada de la compagnie 25
n'en souffriront pas, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent.

Remise des
intérêts sur
les valeurs.

19. Tant qu'une compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi et qu'il n'est signifié au ministre aucun avis d'un jugement définitif contre la compagnie 30
ou d'une ordonnance d'une cour compétente pour sa mise en liquidation ou pour la distribution de son actif, les intérêts sur les valeurs constituant le dépôt doivent être remis à la compagnie, aux échéances.

Actif placé
en fiducie.

20. Toute compagnie peut placer au Canada un montant 35
d'actif en fiducie pour son propre compte, aux fins de la présente loi, dans une corporation de fiducie constituée par ou sous l'autorité d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des provinces du Canada, cette corporation devant être désignée par la compagnie et approuvée par le ministre. 40

Nature de
l'actif.

(2) Le montant d'actif qui peut être ainsi placé en fiducie pour les objets de la présente loi doit consister en obligations, débetures, actions et prêts garantis des classes autorisées à cet égard dans l'Annexe I de la présente loi, en tenant 45
compte de la classe ou des classes des opérations d'assurance

à l'égard de laquelle ou desquelles l'actif est ainsi placé en fiducie.

Contrat
fiduciaire.

(3) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé par le ministre qui, avec l'approbation du Conseil du trésor, doit déterminer, quand il y a lieu, la valeur à laquelle cet actif doit être admis pour les fins de la présente loi; et les fiduciaires peuvent disposer de cet actif de toute manière stipulée dans le contrat fiduciaire qui les nomme, mais de façon que la valeur admise de l'actif entre leurs mains ne tombe pas au-dessous de la valeur prescrite en la présente loi.

ÉTATS ET RAPPORTS.

Etats
annuels.

21. Toute compagnie enregistrée sous le régime ou sous la réserve de la présente loi, doit dresser des états annuels de sa situation et de ses affaires, à la date de l'établissement du bilan annuel de la compagnie, et la forme de ces états et la manière de les dresser doivent, relativement aux affaires canadiennes de la compagnie, être semblables, dans la mesure du possible, à celles qu'exigent les lois du Dominion du Canada des compagnies constituées en corporation sous l'autorité desdites lois, avec pouvoir d'exercer les opérations d'assurance; et relativement à ses affaires générales, ces états doivent être dans la même forme que celle que la compagnie est par la loi tenue d'observer pour les états à fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social.

Forme des
états.

(2) Lorsque la compagnie n'est pas tenue par la loi de fournir un état au gouvernement du pays où est situé son siège social, l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit alors être dans la forme dans laquelle la compagnie le soumet ordinairement à ses membres ou actionnaires.

Forme en
certains cas.

(3) Advenant qu'aucun état de ses opérations générales ne soit soumis aux membres ou actionnaires, l'état doit alors indiquer, dans une forme concise, l'actif et le passif de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année finissant à la date de cet établissement du bilan.

Date du
dépôt.

(4) Les états annuels des affaires canadiennes requis aux termes des dispositions du présent article, doivent être déposés au département le premier jour de janvier qui suit la date à laquelle y sont établies la situation et les affaires de la compagnie, ou dans les deux mois qui suivent.

Déclaration
dans l'état
annuel.

(5) Lorsqu'une compagnie dresse l'état annuel de ses affaires canadiennes, elle doit déclarer qu'aucun changement ou qu'aucune modification n'a été effectuée dans sa charte, sa loi de constitution ou ses statuts, et que l'agence principale n'a pas été changée ou que l'agent principal ou le fondé de pouvoirs n'a pas été remplacé, selon le cas, sans que le surintendant en ait été régulièrement avisé.

Formules
fournies.

(6) Les formules des états des affaires canadiennes doivent être fournies par le surintendant.

Délai pour
dépôt de
l'état
général.

22. L'état des affaires générales requis aux termes des dispositions de l'article précédent, doit être déposé au département dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la compagnie est tenue par la loi de le fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social, ou dans les trente jours qui suivent celui où il a été soumis à l'assemblée annuelle des actionnaires ou membres de la compagnie, quelle que soit la première de ces deux dates. Néanmoins, il n'est pas nécessaire de déposer un semblable état des affaires générales avant le premier jour de juin; mais cet état ne doit pas être déposé après le trentième jour de juin qui suit la date à laquelle la situation et les affaires de la compagnie y sont établies.

Clause
condition-
nelle.

Attestation
sous serment
des états.

23. L'état des affaires canadiennes de toute compagnie doit être attesté par le serment de l'agent principal de la compagnie au Canada; et l'état des affaires générales doit être attesté par le serment du président, vice-président ou administrateur-gérant, et du secrétaire, gérant ou actuaire de la compagnie. Dans le cas d'une association ou d'un échange enregistré sous le régime de la présente loi, ces états doivent être vérifiés de la manière que le surintendant peut ordonner et prescrire.

Registres
que doit
garder
l'agent
principal.

24. Toute compagnie doit tenir, à l'agence principale au Canada, les originaux de registres et de documents suffisants pour permettre à l'agent principal de dresser et fournir l'état prescrit des opérations canadiennes, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après ces écritures. Toutefois, dans le cas d'une compagnie qui n'émet pas de polices signées ou contresignées par un agent résident ou par un fonctionnaire d'une succursale au Canada, ces registres et documents sont suffisants s'ils représentent, à l'égard de ses opérations canadiennes: *a*) l'assurance souscrite et en vigueur, y compris les annulations et les dépôts de primes brutes sur cette assurance; *b*) les dividendes ou les remboursements des dépôts de primes non absorbées payés ou crédités aux porteurs de polices au Canada; *c*) les pertes subies et les pertes payées aux porteurs de polices au Canada; et *d*) la totalité de l'actif au Canada.

Clause
conditionnelle.

Registres
supplémentaires
requis en
certains cas.

(2) Lorsqu'une compagnie qui a au Canada, outre un agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant rapport au siège social et non à l'agent principal, il suffit à la compagnie de garder en dépôt à l'agence principale, en sus des registres et documents nécessaires se rattachant aux opérations effectuées par l'agent principal ou par son entreprise; des états annuels des opérations de chaque agent général, dûment attestés par le serment de chaque agent général,

Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(3) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(4) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(5) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(6) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(7) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(8) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

(9) Les dispositions de la loi relative à la réorganisation des services de l'Etat, en ce qui concerne les services de l'Etat, sont applicables à compter du 1er janvier 1963.

ainsi que les registres et documents supplémentaires transmis par le siège social de la compagnie et qui, pris ensemble, font connaître toutes les opérations canadiennes de la compagnie.

Date des états.

(3) Lesdits états annuels des opérations de ces agents généraux, lorsque gardés en dépôt comme susdit, doivent être établis au trente et unième jour de décembre de chaque année; et les formules doivent, sur demande, être fournies par le surintendant. 5

Examen au siège social.

(4) Le surintendant peut examiner les livres, registres, pièces justificatives, quittances et autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier ledit état de ces opérations et les annexes ou autres documents se rapportant à cet état ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans ledit état toutes corrections nécessaires d'après les renseignements puisés auxdits livres, registres et documents. 10 15

Estimation des valeurs.

25. Dans tout état annuel d'opérations canadiennes, dont l'article vingt et un de la présente loi prescrit le dépôt, les obligations, débentures, actions et autres valeurs doivent être portées en compte aux cours applicables auxdites valeurs à la date de l'état, ou, à la discrétion du surintendant, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état. 20

Variation en cas de fléchissement anormal des cours.

(2) Lorsque lesdits cours subissent, de l'avis du ministre, un fléchissement anormal, le ministre peut, sur le rapport du surintendant, autoriser l'emploi de valeurs en excédent desdits cours, ne dépassant pas cependant les cours auxquels lesdites valeurs étaient portées dans l'état annuel précédent, ou, s'il s'agit d'acquisitions faites depuis la date dudit état précédent, ne dépassant pas les valeurs comptables à la date de l'état à déposer. 25 30

Etats semestriels par fiduciaires de compagnies d'assurance-vie.

26. La corporation fiduciaire à qui un montant d'actif est confié, aux fins de la présente loi, pour le compte d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie, doit dresser un état semestriel, établi aux derniers jours de juin et de décembre de chaque année, indiquant en détail: 35

a) Toutes les obligations, actions, débentures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté sur hypothèques et polices, au cours du semestre prenant fin à la date de l'établissement de l'état, avec mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, du taux d'intérêt y afférent et du prix payé pour ces valeurs, et, dans le cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur polices d'assurance, du détail des garanties de ces prêts; et 40 45

1) Les données relatives aux dépenses de chaque année, ainsi qu'elles sont indiquées dans les comptes de l'année, doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

2) Les données relatives aux dépenses de chaque année, ainsi qu'elles sont indiquées dans les comptes de l'année, doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

3) Les données relatives aux dépenses de chaque année, ainsi qu'elles sont indiquées dans les comptes de l'année, doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

INSPECTION ET RAPPORT DE SUPERVISION

27. La supervision doit

a) être exercée par le rapporteur, dans les limites de son mandat, et les dépenses de chaque année doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

b) être exercée par le rapporteur, dans les limites de son mandat, et les dépenses de chaque année doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

c) être exercée par le rapporteur, dans les limites de son mandat, et les dépenses de chaque année doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

d) être exercée par le rapporteur, dans les limites de son mandat, et les dépenses de chaque année doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

e) être exercée par le rapporteur, dans les limites de son mandat, et les dépenses de chaque année doivent être vérifiées par le rapporteur et le rapporté, et les données de l'année précédente doivent être vérifiées par le rapporté.

1974-1975
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1975-1976
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1976-1977
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1977-1978
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1978-1979
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1979-1980
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1980-1981
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

1981-1982
Rapport de l'inspecteur
des dépenses

b) Toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du semestre, avec pareille mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, de leur valeur portée en compte, du taux d'intérêt y afférent et du prix ou de l'équivalent reçu pour ces valeurs. 5

Dépôt et vérification de l'état.

(2) Cet état, selon la formule à fournir par le surintendant, doit être déposé au département dans les quinze jours qui suivent chacune desdites dates, et être vérifié par le gérant et par le secrétaire ou autres fonctionnaires principaux de cette corporation fiduciaire. 10

A inclure dans le rapport du surintendant.

(3) Les états ainsi déposés doivent être inclus par le surintendant, sous forme d'appendice ou autrement, dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre.

INSPECTION ET RAPPORT DU SURINTENDANT.

Devoirs du surintendant. Inscription des valeurs.

27. Le surintendant doit: 15

a) Inscrire dans un registre, sous l'en-tête de chaque compagnie, les valeurs déposées à son compte chez le ministre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; et ce registre doit être accessible au public pour consultation; 20

Rapport relatif aux certificats d'enregistrement.

b) Dans chaque cas, avant l'octroi d'un certificat d'enregistrement ou le renouvellement du certificat, présenter un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des formalités de la présente loi et lui apprendre que la compagnie, d'après l'état de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements; 25

Registre des certificats.

c) Tenir un registre des certificats d'enregistrement à mesure qu'ils sont délivrés;

Visite au siège social.

d) Visiter en personne, ou faire visiter par un membre compétent de son personnel, l'agence principale au Canada de chaque compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, au moins une fois par année; examiner les états de sa situation et de ses affaires comme le prescrit la présente loi, et faire rapport au ministre sur les choses qui réclament son attention et une décision de sa part; 30 35

Rapport annuel.

e) Préparer pour le ministre, d'après ces états, un rapport annuel donnant le détail complet de la situation et des affaires de chaque compagnie. 40

Visite d'inspection aux compagnies.

28. Si, après avoir étudié la situation et les affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer des opérations au Canada, tel que cette situation et ces affaires ressortent de l'état annuel ou des autres états fournis par la compagnie au ministre, ou pour toute autre raison, le surintendant 45

juge qu'il est nécessaire ou opportun d'examiner plus à fond ses affaires, et s'il adresse à cet effet un rapport au ministre, ce dernier, usant de sa discrétion, peut charger le surintendant de se rendre à l'agence principale de la compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires, et opérer les autres recherches nécessaires afin de constater sa situation, ses moyens de remplir ses engagements, et de s'assurer si elle s'est conformée à toutes les dispositions de la présente loi. 5

Communica-
tion des
livres de la
compagnie au
surintendant.

(2) Les fonctionnaires ou agents de la compagnie doivent faire ouvrir les livres de la compagnie pour que le surintendant puisse les examiner, et autrement faciliter ses recherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire. 10

Interroga-
toire sous
serment.

(3) Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de la compagnie. 15

Rapport des
inspections.

29. Le surintendant doit inscrire, dans un registre tenu à cette fin, un rapport relatif à toutes les compagnies ainsi visitées, et y ajouter des notes et mémoires indiquant la situation de chaque compagnie. 20

Rapport
spécial au
ministre.

(2) Le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial, par écrit, exprimant son opinion sur la position et la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée, et contenant tous autres renseignements qu'il lui paraît opportun de communiquer au ministre. 25

Questions à
une compa-
gnie et
réponses.

30. Le surintendant peut demander des renseignements à toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, ou au président de la compagnie, à son gérant, actuaire ou secrétaire, aux fins de déterminer la situation de la compagnie et ses moyens de satisfaire à ses engagements; et il est du devoir de toute compagnie à laquelle le surintendant s'adresse ainsi, de répondre promptement par écrit à ces demandes. 30

(2) Le surintendant peut, à sa discrétion, incorporer dans son rapport annuel au ministre les questions qu'il a posées sous l'autorité du présent article et les réponses qu'il y a reçues. 35

Examen au
siège social
d'une compa-
gnie étran-
gère.

31. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant d'examiner la situation et les affaires générales de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, au siège social de la compagnie. 40

Evaluation
des biens-
fonds.

32. Si, à l'examen de l'actif au Canada d'une compagnie, le surintendant constate que la valeur attribuée par la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque parcelle de ces immeubles est trop élevée, il peut requérir 45

la compagnie d'en faire établir l'évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prisée est sensiblement inférieure au chiffre porté au relevé de la compagnie, cette valeur prisée peut être substituée à ce chiffre dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre. 5

Evaluation des biens-fonds garantissant l'hypothèque.

(2) Si le surintendant constate que la somme de tout prêt garanti par mort-gage ou hypothèque sur une parcelle d'immeuble, accrue des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de cette parcelle, ou que cette parcelle n'offre pas une garantie suffisante pour le prêt et les intérêts, il peut pareillement requérir la compagnie d'en faire établir l'évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prisée démontre que la parcelle d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher, du chiffre représentant ledit prêt et les intérêts, une somme suffisante pour le réduire à un montant assez facilement réalisable sur cet immeuble, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prisée de l'immeuble, et il peut porter le chiffre ainsi réduit dans son dit rapport annuel. 10 15 20

Rapport doit inclure les éléments d'actif.

33. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre, le surintendant doit inclure une liste des éléments d'actif au Canada de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi. 25

Correction des états annuels.

(2) Dans son dit rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il peut augmenter ou diminuer les engagements de ces compagnies aux chiffres véritables et exacts, tels que constatés par lui dans l'examen de leurs affaires à leurs agences principales au Canada, ou autrement. 30

Appel à la cour de l'Echiquier.

34. Appel peut être interjeté, par voie sommaire, à la cour de l'Echiquier du Canada, de la décision du surintendant quant à l'admissibilité de tout actif qu'il a refusé d'admettre, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification apportée dans un état, ou quant à toute chose qui se présente dans l'application des dispositions de la présente loi; et cette cour a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels sous l'autorité du présent article. 35 40

Procédure en appel.

(2) Pour les fins de cet appel, le surintendant, à la demande de la compagnie concernée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision faisant l'objet de l'appel et les motifs de cet appel. Cette décision lie cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne signifie au surintendant un avis de 45

son intention d'un intérêt quel, avec équilibre les
moyens d'argent et à moins que dans les quinze jours qui
suivent elle ne dispose son argent pour le paiement de l'impôt
ou de la contribution avec la diligence voulue. Dans ce
cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à
ce que le cont ait rendu jugement à cet égard.

LIMITATION DE L'ACTIF AU CANADA.

25. Toute entreprise enregistrée sous la région de la
présente loi, qui desire obtenir la limitation de son actif
en Canada pour la raison qu'elle a déjà de ce côté ses
opérations au Canada, peut demander par écrit au ministre
la limitation de son actif au Canada.

(1) Toute disposition contraire de la présente loi, l'acte
en Canada d'une pareille entreprise ne peut être libéré à
moins

a) Que la compagnie n'ait obtenu le mandat de ses pouvoirs
en cours au Canada ou qu'elle n'ait transféré ses
pouvoirs à quelque compagnie ou plusieurs compagnies
enregistrées sous la région de la présente loi; et

b) Que la compagnie ne dispose chez le ministre une liste
de tous les biens au Canada, s'il en est, dont les
pouvoirs n'ont pas été ainsi transférés ou transférés
avant qu'un acte financier de situation et des biens
de la compagnie, et de la compagnie ait été
pour servir les obligations énumérées, que les
biens des biens au Canada dans les biens ont été
et les biens ont transférés; et

c) Que la compagnie ne fournisse la preuve de la publi-
cation, dans tous les cas, dans le Canada, de
Canada, et dans un autre au point de vue de la
sûreté ou de la facilité ou l'agent principal ou associé
d'un autre point au cas où elle adresse une réponse au
ministre pour être libéré au Canada à une
certaine date, laquelle doit être au moins de trois mois
postérieure à la date de l'avis et invitant ses associés
en Canada qui ont voté à cette libération à présenter
leur avis sur le point de vue de la date de la

(2) L'engagement à la date, sous leur loi, et
le ministre, avec l'assentiment du Canada du total des
convenir que la compagnie est responsable de tout ce
d'autres biens énumérés, et qu'elle a consenti à tout ce
engagement au Canada, il peut restreindre la compagnie
en tout au Canada.

(3) La présente loi, avec l'assentiment du Conseil de
l'Etat, s'applique à l'industrie à qui un mandat d'argent est
cette en même que le cas d'une pareille entreprise.

1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

son intention d'en interjeter appel, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel chez le registraire de ladite cour et ne le poursuive avec la diligence voulue. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement à cet égard. 5

LIBÉRATION DE L'ACTIF AU CANADA.

Libération de l'actif au Canada.

35. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, qui désire obtenir la libération de son actif au Canada pour la raison qu'elle a décidé de cesser ses opérations au Canada, peut demander par écrit au ministre la libération de son actif au Canada. 10

Condition de la libération.

(2) Sauf dispositions contraires de la présente loi, l'actif au Canada d'une pareille compagnie ne peut être libéré, à moins

- a) Que la compagnie n'ait obtenu le rachat de ses polices en cours au Canada, ou qu'elle n'ait transféré ces polices à quelque compagnie ou quelques compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi; et 15
- b) Que la compagnie ne dépose chez le ministre une liste de tous les assurés au Canada, s'il en est, dont les polices n'ont pas été ainsi rachetées ou transférées, ainsi qu'un état financier de la situation et des affaires de la compagnie, et, si la compagnie est enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, une liste de tous les assurés au Canada dont les polices ont été ainsi rachetées ou transférées; et 20 25
- c) Que la compagnie ne fournisse la preuve de la publication, durant trois mois civils dans la *Gazette du Canada*, et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où l'agence principale est établie, d'un avis portant qu'elle adressera une requête au ministre pour faire libérer son actif au Canada à une certaine date, laquelle doit être au moins de trois mois postérieure à la date de l'avis, et invitant ses assurés au Canada qui objectent à cette libération à présenter leurs objections au ministre à ou avant la date ainsi fixée. 30 35

Le ministre peut libérer.

(3) Postérieurement à la date ainsi fixée dans l'avis, si le ministre, avec l'assentiment du Conseil du trésor, est convaincu que la compagnie n'est responsable du chef d'aucune police d'assurance, et qu'elle a satisfait à tous ses engagements au Canada, il peut restituer à la compagnie son actif au Canada. 40

L'actif en fiducie peut servir au rachat ou transfert.

(4) Le ministre peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, autoriser le fiduciaire à qui un montant d'actif est confié en fiducie pour le compte d'une pareille compagnie, 45

à employer une partie quelconque de cet actif aux fins d'effectuer le rachat ou le transfert des polices en cours au Canada comme il est dit ci-dessus, mais non de façon à réduire l'actif au Canada de la compagnie au-dessous du chiffre prescrit par la présente loi à l'égard du maintien des assurés. 5

Libération
d'une partie
du dépôt.

(5) S'il appert qu'une pareille compagnie n'a pas obtenu le rachat, ou le transfert comme il est dit ci-dessus, de ses polices en cours au Canada, mais que le dépôt de la compagnie chez le ministre excède sensiblement le chiffre prescrit par la présente loi à l'égard du maintien des assurés, le ministre peut à discrétion, postérieurement à la date ainsi fixée dans l'avis susdit, restituer à la compagnie la partie de l'excédent qu'il estime convenable dans les circonstances, et il doit continuer à détenir le reste du dépôt pour sauvegarder le maintien des assurés, selon les prescriptions de la présente loi. 10 15

Remise du
dépôt au li-
quidateur.

(6) Par dérogation aux dispositions du présent article, si la compagnie est en liquidation, les valeurs de la compagnie peuvent, sur l'ordonnance d'un tribunal de compétence reconnue par la *Loi des liquidations*, être remises par le ministre au liquidateur. 20

Compagnies
en retraite.

36. Lorsqu'une compagnie a notifié par écrit au ministre, avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent-soixante-dix-huit, son intention de se prévaloir de la restriction contenue dans l'article sept de l'*Acte d'assurance refondu, 1877*, le dépôt de la compagnie, qui était entre les mains du ministre le vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent-soixante-dix-sept, doit être traité, relativement aux polices au Canada émises antérieurement au trente et unième jour de mars, mil huit cent-soixante-dix-huit, conformément aux articles quatre et cinq du chapitre neuf des Statuts de 1871, intitulé: *Acte pour amender l'acte relatif aux compagnies d'assurance*; et chaque fois que la somme totale des engagements de la compagnie du chef de ces polices tombe au-dessous du montant dont le ministre est ainsi dépositaire, ce dernier peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, ordonner que toute différence, ou telle portion qu'il en juge convenable, soit libérée et remise à la compagnie, et ainsi de suite, à sa discrétion, jusqu'à ce que le dépôt total entre les mains du ministre soit réduit à la somme de cinquante mille dollars. 25 30 35 40

PARTIE II.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE-VIE.

Compagnies
d'assurance-
vie.

37. La présente Partie s'applique aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, et aux autres compa- 45

Les opérations de la compagnie sont effectuées par ses agents et ses employés, et les fonds de la compagnie sont investis dans des valeurs sûres.

2. L'assurance contre l'invalidité est assurée par la compagnie et les primes sont payées par les assurés. Les fonds de la compagnie sont investis dans des valeurs sûres et les opérations de la compagnie sont effectuées par ses agents et ses employés.

3. L'assurance contre l'invalidité est assurée par la compagnie et les primes sont payées par les assurés. Les fonds de la compagnie sont investis dans des valeurs sûres et les opérations de la compagnie sont effectuées par ses agents et ses employés.

4. L'assurance contre l'invalidité est assurée par la compagnie et les primes sont payées par les assurés. Les fonds de la compagnie sont investis dans des valeurs sûres et les opérations de la compagnie sont effectuées par ses agents et ses employés.

Vertical text on the right side of the page, possibly a list of items or a table of contents, including words like "L'assurance", "les fonds", "les opérations", "les agents", "les employés", "les valeurs", "les primes", "les assurés", "les fonds de la compagnie", "les opérations de la compagnie", "les agents et ses employés".

gnies ainsi enregistrées pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce qui a trait seulement aux opérations d'assurance-vie de ces compagnies.

Caisses
séparées.

38. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie combine, dans l'exercice de ses pouvoirs, ces opérations avec celles d'autres classes d'assurance, elle doit tenir des comptes, des caisses et des garanties séparés et distincts à l'égard de ses opérations d'assurance-vie au Canada, et ces caisses et garanties doivent servir uniquement à la protection des porteurs de polices d'assurance-vie au Canada, et ne garantir aucunement le paiement de réclamations provenant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations exercées par la compagnie. Toutefois, la tenue de comptes, de caisses et de garanties séparés et distincts à l'égard des opérations d'assurance-vie d'une compagnie ne doit pas être exigée pour le seul motif que cette compagnie combine, avec ses opérations d'assurance-vie, l'une ou l'autre des classes suivantes d'assurance, savoir:

Clause condi-
tionnelle.

Assurance-
invalidité.

a) L'assurance contre l'invalidité causée par accident ou par maladie, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si les bénéfices d'invalidité n'excèdent par les termes suivants, savoir: le désistement des primes échéant durant la persistance de l'invalidité et une indemnité d'invalidité payable durant une période ou des périodes de cent semaines au maximum à un taux hebdomadaire n'excédant pas un demi de un pour cent de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette invalidité, était payable en cas de décès, et par la suite une indemnité ne dépassant pas la moitié du taux susdit, cessant avec les risques d'assurance-vie assurés par la police, ou un montant global d'indemnité couvrant la totalité et la permanence de l'invalidité et qui, joint à toute autre indemnité d'invalidité d'autre façon payée à quelque époque que ce soit aux termes de la police, ne dépasse pas ladite somme assurée, et, dans le cas de contrats de rentes différées, une indemnité d'invalidité ne dépassant pas le taux de rente prévu au contrat;

Assurance
contre mort
accidentelle.

b) L'assurance contre la mort causée par accident, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si le bénéfice supplémentaire payable dans le cas de décès accidentel ne dépasse pas la somme assurée qui, à la date de la mort accidentelle, était payable en cas de décès causé autrement que par accident;

Annuités.
Fonds
d'amortisse-
ment et autre
assurance.

c) Les annuités de toutes sortes;
d) L'assurance pourvoyant à l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de

Article 10. Le présent décret est applicable aux sociétés de crédit agricole et aux sociétés de crédit mutuel qui ont été créées avant le 1er janvier 1900.

Article 11. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées avant le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 12. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées après le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 13. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées avant le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 14. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées après le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 15. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées avant le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 16. Les sociétés de crédit agricole et de crédit mutuel qui ont été créées après le 1er janvier 1900 et qui ont été reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, sont soumises aux dispositions de la loi du 17 mai 1900.

Article 10

Article 11

Article 12

Article 13

Article 14

Article 15

Article 16

rachat, d'accumulation, de renouvellement ou de fonds à capital différé.

«Somme assurée.»

(2) Au cours du présent article, les mots «somme assurée» signifient, partout où ils se rencontrent, le montant principal qui est payable en cas de décès, si le produit de l'assurance-vie doit être payé en une somme unique, ou la valeur commutative du revenu ou des versements qu'il a été convenu de servir à la suite du décès, si le produit de l'assurance-vie doit être payé autrement qu'en une somme unique, mais sans comprendre un montant supplémentaire qui, aux termes de la police, serait payable en cas de décès causé par accident.

Autorisation d'exercer les classes d'assurance énumérées.

(3) Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie, peut, si sa charte l'y autorise, et subordonnément aux dispositions du présent article, exercer les classes d'assurance énumérées aux alinéas *a*), *b*), *c*) et *d*) du premier paragraphe du présent article.

Calcul de la réserve dans l'état annuel.

39. Le passif accusé dans l'état annuel dont les dispositions de la présente loi exigent le dépôt à l'égard des opérations canadiennes de toute compagnie, doit inclure une réserve couvrant tous les engagements non échus et garantis aux termes de ses polices, et cette réserve doit être calculée conformément aux dispositions de l'Annexe II de la présente loi, et les dispositions de ladite Annexe auront vigueur et effet d'après leurs termes mêmes.

Dépôt chez le surintendant des taux et des formules de polices.

40. Aux fins de mettre le surintendant en mesure de déterminer les engagements des compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi, chaque pareille compagnie doit déposer, et tenir en dépôt chez le surintendant, une copie du tarif établi de ses primes pour tous les plans d'assurance, ainsi que les détails concernant les divers privilèges, s'il en est, que garantit chaque plan d'assurance en prévision du rachat de la police ou de la terminaison de paiement des primes à quelque époque que ce soit, et à l'égard de plans spéciaux d'assurance la compagnie doit déposer semblables indications à la demande du surintendant; et elle doit aussi déposer des copies de toutes les formules de polices émises au Canada.

PARTIE III.

SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES.

Sociétés fraternelles de bénéfices.

41. La présente Partie s'applique uniquement aux sociétés fraternelles de bénéfices enregistrées sous le régime de la présente loi.

Exemption.

(2) Toute société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi est, en devenant ainsi enregistrée, soustraite aux dispositions de l'article trente-neuf de la présente loi.

4.1. L'objectif principal de la présente loi est de...

Article 1

4.2. L'objectif de la présente loi est de...

Article 2

4.3. L'objectif de la présente loi est de...

Article 3

4.4. L'objectif de la présente loi est de...

Article 4

4.5. L'objectif de la présente loi est de...

Article 5

4.6. L'objectif de la présente loi est de...

Article 6

Cas où le
certificat
n'est pas
accordé.

42. Aucune société fraternelle de bénéfices ne peut être enregistrée sous le régime de la présente loi si cette société est effectivement la propriété de tous ses fonctionnaires ou percepteurs, ou si elle appartient à un propriétaire particulier, ou si elle est dirigée comme risque commercial ou mercantile, ou en vue d'un gain commercial. 5

Bénéfices
de maladies
servis par
succursales
de société.

43. L'octroi ou tout renouvellement d'un certificat d'enregistrement à une société fraternelle de bénéfices est sujet à la condition qu'aucun règlement de la société n'autorisera ni ne tendra à autoriser une succursale subordonnée de la société au Canada à accorder des bénéfices de maladie à aucun membre de la succursale, à moins que ce règlement ne prenne les dispositions nécessaires pour assurer sur une base actuarielle la suffisance de la caisse constituée par la succursale pour subvenir aux bénéfices de maladie. 10 15

Evaluation
actuarielle
avant
octroi
de certificat.

44. Toute société fraternelle de bénéfices doit, avant que lui soit accordé le certificat d'enregistrement exigé par la présente loi, déposer chez le surintendant, outre les autres états et documents dont la présente loi requiert le dépôt, le rapport d'un actuaire, nommé par la société, renfermant, avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les résultats de l'évaluation actuarielle établie par ledit actuaire au trente et unième jour de décembre précédent ou à la date ultérieure que peut spécifier le surintendant, de chacune des classes de bénéfices tenues par la société, en tenant compte des engagements éventuels de chacune de ces caisses et des contributions qui lui sont éventuellement destinées. 20 25

Déclaration
par actuaire.

(2) Ce rapport doit contenir une déclaration dudit actuaire à l'effet que, à son avis, l'actif que la société peut affecter à chaque caisse, établi à la valeur agréée par le surintendant, est suffisant, en y ajoutant les primes, les sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de ladite évaluation, pour garantir le paiement à échéance de tous les engagements de la caisse, sans déduction ni réduction. 30 35

Etat de la
situation
et des
affaires.

(3) La société doit également déposer chez le surintendant un état de sa situation et de ses affaires, à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant.

Etat annuel
des affaires
canadiennes.

45. L'état annuel des affaires canadiennes que toute société fraternelle de bénéfices est tenue de déposer au département conformément aux dispositions de la présente loi, doit, dans la mesure où le surintendant peut l'exiger, indiquer séparément les opérations se rapportant aux polices au Canada émises depuis le premier jour de janvier 1920, et indiquer également les engagements qui se rap- 40 45

1. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités.

2. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

3. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

4. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

5. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

6. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

7. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

8. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

9. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

10. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

11. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

12. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

13. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

14. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

15. Les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information s'appliquent à l'information détenue par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.

portent à ces opérations; et, pour les objets de la Partie III de la *Loi des liquidations*, les polices au Canada de la société et les porteurs de ces polices au Canada sont censés être respectivement les polices au Canada émises depuis ladite date, et les porteurs de ces polices. 5

Calcul des engagements.

(2) Pour les objets des articles treize et cinquante-cinq de la présente loi, les engagements de toute pareille société envers les porteurs de ses polices au Canada d'une classe d'assurance ou d'une autre, sont censés être ses engagements à l'égard de ses polices au Canada de pareille classe émises depuis ladite date, en comprenant dans ces engagements une réserve basée sur telle table de mortalité ou sur telles autres tables que le surintendant estime appropriées, et un taux d'intérêt ne dépassant pas quatre pour cent par année. 10 15

Rapport d'évaluation.

(3) L'état annuel des affaires canadiennes que toute société fraternelle de bénéfices est tenue de déposer conformément aux dispositions de la présente loi, doit contenir un rapport d'évaluation, dressé par un actuaire nommé par la société, indiquant, avec les détails que le surintendant peut à sa discrétion requérir, les résultats d'une évaluation actuarielle, arrêtée à la date de l'état, de chacune des caisses de bénéfices maintenues par la société, en tenant compte des engagements susceptibles de grever chaque caisse et des contributions qui lui sont destinées; et l'actuaire doit certifier, à l'égard de chaque caisse, qu'à son avis la réserve indiquée par cette évaluation, jointe aux primes, sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de l'évaluation, suffit à garantir le paiement à échéance de tous les engagements de la caisse, sans déduction ni réduction. 20 25 30

Réserve pour chaque caisse de bénéfices, à inclure dans passif.

(4) Les réserves attribuées à chaque caisse de bénéfices dans ledit rapport, à l'égard de toutes les opérations de la société et à l'égard de toutes les opérations canadiennes de la société, doivent être incluses, respectivement, dans le passif de la société tel que figurant à son état annuel des affaires générales et à son état annuel des affaires canadiennes; mais les réserves ainsi inscrites ne doivent pas être inférieures aux réserves, s'il en est, que la société est tenue de maintenir aux termes de sa loi constitutive ou des lois générales auxquelles elle est assujétie. 35 40

Evaluation spéciale, si l'actif est insuffisant.

46. S'il paraît au surintendant, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi, ou de l'une de ses caisses de bénéfices, est insuffisant pour garantir le paiement à échéance de ses polices, sans déduction ou réduction, ou sans une augmentation des primes ou sans surprimes, le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de la 45 50

société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque à l'actif de la société et que révèle l'état annuel ou un examen ou une évaluation opérée comme susdit. Le surintendant peut, toutefois, avant de faire ainsi rapport au ministre, procéder à une évaluation spéciale des engagements de la société aux termes desdites polices. 5

Le ministre doit exiger que le déficit soit comblé.

(2) Si, après avoir pris ledit rapport en considération, le ministre partage l'opinion du surintendant, il doit exiger que, dans le délai qu'il peut prescrire, soit quatre années au maximum, la société comble le déficit. 10

Certificat retiré si déficit n'est pas comblé.

(3) Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre dans le délai ainsi prescrit, son certificat d'enregistrement peut être retiré.

Définition d'«actuaire».

47. En la présente Partie, l'expression «actuaire» signifie un membre, admis par examen, de l'Institut des Actuaire 15
 tuaires de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaire
 d'Ecosse, de la Société actuarielle d'Amérique, ou de
 l'Institut américain des actuaires. Cependant, quiconque
 est admis à titre de membre autrement que par examen et,
 antérieurement au quatorzième jour d'avril, mil neuf cent 20
 vingt-sept, a fait un rapport actuariel en conformité des
 dispositions du paragraphe deux de l'article cent douze
 de la *Loi des assurances, 1917*, tel qu'édicte au chapitre
 cinquante-sept du Statut de 1919, est censé, pour l'applica- 25
 tion du présent article, être un membre admis par examen.

Clause conditionnelle.

PARTIE IV.

COMPAGNIES, AUTRES QUE LES SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES, EXERÇANT D'AUTRES ASSURANCES QUE L'ASSURANCE-VIE.

Opérations autres que celles d'assurance-vie.

48. La présente Partie s'applique à toutes les compa- 30
 gnies, autres que les sociétés fraternelles de bénéfices, enre-
 gistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les
 opérations d'assurance, en ce qui a trait à n'importe quelle
 classe d'assurance autre que celle d'assurance-vie.

Engagements de réserve pour l'état annuel.

49. Pour les objets de l'état annuel que les dispositions de la présente loi exigent de déposer au département, les engagements de toute compagnie à l'égard de ses polices au Canada non échues et en cours doivent, sauf dans les cas d'exception que le présent article prévoit ci-après, 35
 être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état.

Système de primes par billets.

(2) Lorsqu'une compagnie souscrit des assurances non hasardeuses et de trois années de durée d'après le système de primes par billets, ou partie d'après le système de 40
 comptant et partie d'après le système de primes par billets, les engagements de la compagnie, relativement à ses opérations de primes par billets, doivent être de quatre-vingts

pour cent de la partie non acquise des cotisations qui ont été levées à l'égard de toutes les primes par billets en cours qu'elle possède, calculée au prorata à la date de l'état, et la partie non-cotisée de ces primes par billets doit être traitée seulement comme actif éventuel.

Assurance non-résoluble contre la maladie et contre les accidents.

(3) Toute compagnie qui exerce au Canada les opérations d'assurance non-résoluble contre la maladie et contre les accidents, doit inclure dans les engagements figurant audit état annuel, à l'égard de ses polices au Canada d'assurance non-résoluble contre la maladie et contre les accidents, non échues et en cours, une réserve calculée sur les bases et d'après les méthodes employées par la compagnie pour calculer la réserve couvrant ces polices des diverses classes dans l'état de ses opérations générales, ou telle réserve plus élevée que le surintendant peut juger nécessaire afin de pourvoir adéquatement aux engagements que la compagnie a contractés aux termes de ces polices.

Engagements de réserve pour déterminer l'actif requis au Canada.

50. Aux fins de déterminer le montant d'actif que toute compagnie doit garder au Canada conformément aux dispositions du paragraphe deux de l'article huit et des dispositions de l'article quatorze de la présente loi, les engagements de toute compagnie à l'égard de ses polices en cours au Canada doivent représenter:

- a) la totalité des primes non acquises calculées au prorata des périodes restant à couvrir des polices; ou
- b) le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel tel que déterminé en déduisant, des primes annuelles exigées de ces assurés, une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne établie des dividendes ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie à ses assurés durant les cinq années précédentes;

Restrictions. Réserve pour couvrir polices non-résolubles d'assurance contre maladie et accidents.

quel que soit le moindre de ces montants. Toutefois, les engagements du chef des polices en cours au Canada d'assurance non-résoluble contre la maladie et contre les accidents doivent inclure une réserve calculée sur les bases et d'après les méthodes employées par la compagnie pour calculer la réserve couvrant ces polices des diverses classes dans l'état de ses opérations générales, ou telle réserve plus élevée que le surintendant peut juger nécessaire afin de pourvoir adéquatement aux engagements que la compagnie a contractés aux termes de ces polices.

Addition à la réserve dans le cas d'assurance contre la grêle.

(2) Aux engagements ainsi calculés à l'égard de toute compagnie qui exerce les opérations d'assurance contre la grêle au Canada, doit être ajouté un montant au moins égal à cinquante pour cent de la totalité des primes nettes qui ont été perçues par la compagnie à l'égard de ses opérations d'assurance contre la grêle au Canada durant l'année civile précédente.

21. Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux opérations effectuées en vertu de la présente loi par une compagnie d'assurance de biens existant au Canada par une compagnie d'assurance sous le régime de la présente loi.

Section 21

22. Toute compagnie d'assurance sous le régime de la présente loi doit assurer les opérations d'assurance contre incendie à condition que cette compagnie ait été autorisée à recevoir en vertu d'un règlement du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles des classes autorisées d'assurance par une police d'assurance-contre-incendie de cette compagnie, avant d'être autorisée à émettre des polices d'assurance-contre-incendie de cette compagnie dans le cas d'une compagnie qui n'est pas un débiteur, par une classe de biens classés d'assurance doivent être autorisés par la loi existante ou par sa charte.

Section 22

(2) Toute police d'assurance si elle est présentée au public, a le droit de bénéficier de la restriction ajoutée au premier paragraphe de l'article quatre de la présente loi à l'égard des opérations de ces classes additionnelles d'assurance, avant que de ses opérations d'assurance-contre-incendie.

Section 22

23. Chaque compagnie doit déposer et tenir au dépôt public, sous le contrôle d'un officier de la loi, un état de son bilan au Canada.

Section 23

PARTIE 7

RÈGLES DES COMPAGNIES-ASSURÉES

Section des règlements

24. Si tout état financier est soumis en vertu de la présente loi, les dispositions de la présente loi de la présente loi s'appliquent à une compagnie d'assurance sous le régime de la présente loi, à moins que la loi ne dispose autrement. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à une compagnie d'assurance au Canada, à l'égard de ses opérations d'assurance-contre-incendie, à moins que la loi ne dispose autrement. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à une compagnie d'assurance au Canada, à l'égard de ses opérations d'assurance-contre-incendie, à moins que la loi ne dispose autrement. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à une compagnie d'assurance au Canada, à l'égard de ses opérations d'assurance-contre-incendie, à moins que la loi ne dispose autrement.

Section 24

Assurance
de titres.

51. Les dispositions des articles quarante-neuf et cinquante de la présente loi ne s'appliquent pas aux opérations d'assurance de titres exercées au Canada par une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi.

Classes de
risques
couvertes
par le
certificat.

52. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie a droit, dès qu'elle a rempli les conditions prescrites en la présente loi, autres que celles qui se rapportent à l'augmentation du montant déposé chez le ministre, de recevoir un certificat d'enregistrement pour l'autoriser à exercer une ou plusieurs des classes suivantes d'assurance limitées à l'assurance des mêmes biens qui sont assurés par une police d'assurance-incendie de cette compagnie, savoir: chutes d'aéronef, tremblements de terre, tornades, grêle, bris de conduites d'eau, explosions restreintes ou internes et soulèvements de peuple. Toutefois, dans le cas d'une compagnie qui n'est pas un échange, pareille classe ou pareilles classes d'assurance doivent être autorisées par sa loi constitutive ou par sa charte.

Sauvegarde.

(2) Toute pareille compagnie, si elle est purement mutuelle, a le droit de bénéficier de la restriction ajoutée au premier paragraphe de l'article quatorze de la présente loi à l'égard des opérations de ces classes additionnelles d'assurance, aulant que de ses opérations d'assurance-incendie.

Formules à
déposer
chez le surin-
tendant.

53. Chaque compagnie doit déposer et tenir en dépôt chez le surintendant une copie de chacune des polices qu'elle émet au Canada.

PARTIE V.

RETRAIT DES CERTIFICATS—PEINES.

Retrait des certificats.

Retrait de
certificat,
en cas
d'insuffi-
sance d'actif,
compagnies
d'assurance-
vie.

54. S'il ressort des états annuels ou d'un examen, effectué selon les prescriptions de la présente loi, de la situation et des affaires d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie, autre qu'une société fraternelle de bénéfices, que les engagements de cette compagnie envers les assurés au Canada, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie, y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours que la présente loi prescrit d'inclure au passif de l'état annuel, déduction faite de toute réclamation de la compagnie contre ces polices, avec ses autres engagements au Canada, excèdent son actif au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requérir de combler le déficit; et si elle ne comble pas ce déficit dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

52. Si l'essai des épreuves annuelles ou d'un examen effectué selon les prescriptions de la présente loi de la situation et des affaires d'une société internationale de base dans une entreprise sous le régime de la présente loi pour évaluer les opérations d'une classe ou de quelques classes d'actifs, que ses engagements à l'égard des parties en cause au Canada soient depuis le premier jour de janvier 1930, y compris les résolutions déduites et une déduction faite de la présente loi, déduction faite de toute autre action de la société contre ses parties, existant ou en cours au Canada, le ministre doit donner avis à la société et la requête de renvoyer la différence; et si elle ne compte pas cette différence dans un délai de soixante jours après qu'il aura été requis, le ministre peut lui retirer son certificat d'engagement.

Interdit
certificat
en cas de
d'engagement
de la société
de la présente
loi

53. Si l'essai des épreuves annuelles ou d'un examen effectué selon les prescriptions de la présente loi, de la situation et des affaires d'une compagnie, autre qu'une société internationale de base, enregistrée sous le régime de la présente loi pour évaluer toute autre classe d'opérations que celles d'assurances-vie, que ses engagements à l'égard de toutes ses parties en cause au Canada soient dans l'exercice de toute partie classe d'opérations, calculés conformément aux dispositions de l'article cinquante de la présente loi, joints aux autres engagements au Canada, existant ou en cours au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requête de renvoyer la différence; et si elle ne compte pas ce déficit dans un délai de soixante jours après qu'il aura été requis, le ministre peut lui retirer son certificat d'engagement.

Interdit
certificat
en cas de
d'engagement
de la société
de la présente
loi

54. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière suffisante à ses yeux, qu'une résolution non valide contre une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi résultant d'une police au Canada, est restée en vigueur pendant soixante jours après son émission, ou qu'une résolution contraire est restée en vigueur pendant soixante jours après son émission, le ministre peut retirer à cette compagnie son certificat d'engagement.

Interdit
certificat
en cas de
d'engagement
de la société
de la présente
loi

55. Si, aux yeux du surintendant, les engagements au Canada d'une compagnie par rapport à son actif au Canada sont tels qu'ils tendent à compromettre le surintendant de la présente loi, le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie.

Interdit
certificat
en cas de
d'engagement
de la société
de la présente
loi

Retrait de
certificat
en cas
d'insuffi-
sance
d'actif—
sociétés
fraternelles
de bénéfices.

55. S'il ressort des états annuels ou d'un examen, effectué selon les prescriptions de la présente loi, de la situation et des affaires d'une société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'une classe ou de quelques classes d'assurance, que ses engagements à l'égard des polices en cours au Canada émises depuis le premier jour de janvier 1920, y compris les réclamations échues et une réserve calculée conformément aux dispositions de l'article quarante-cinq de la présente loi, déduction faite de toute réclamation de la société contre ces polices, excèdent son actif au Canada, le ministre doit donner avis à la société et la requérir de combler la différence; et si elle ne comble pas cette différence dans un délai de soixante jours après en avoir été requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

5

10

15

Retrait de
certificat
en cas
d'insuffi-
sance
d'actif—
autres com-
pagnies.

56. S'il ressort des états annuels ou d'un examen, effectué selon les prescriptions de la présente loi, de la situation et des affaires d'une compagnie, autre qu'une société fraternelle de bénéfices, enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer toute autres classe d'opérations que celles d'assurance-vie, que ses engagements à l'égard de toutes ses polices en cours au Canada émises dans l'exercice de toute pareille classe d'opérations, calculés conformément aux dispositions de l'article cinquante de la présente loi, joints aux autres engagements au Canada, excèdent son actif au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requérir de combler le déficit; et si elle ne comble pas ce déficit dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

20

25

30

Retrait du
certificat
en cas de
non-paiement
de réclama-
tions.

57. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière suffisante à ses yeux, qu'une réclamation non contestée contre une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, résultant d'une police au Canada, est restée non acquittée pendant soixante jours après son échéance, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et après l'offre d'une libération légale et valable à la compagnie, le ministre peut retirer à cette compagnie son certificat d'enregistrement.

35

40

Rapport
spécial.

58. Si, aux yeux du surintendant, les engagements au Canada d'une compagnie par rapport à son actif au Canada sont tels qu'ils rendent la compagnie incapable de se conformer aux prescriptions de la présente loi, le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie.

45

(2) Si le ministre après examen du rapport et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui et après les autres formalités exigées par le jour opportun, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion ainsi exprimée par le ministre pendant dans son rapport et si le gouverneur en conseil partage aussi cette opinion le ministre peut retirer le certificat d'enregistrement de cette compagnie.

(3) Nonobstant ce retrait le ministre peut assumer la responsabilité d'enregistrement mobile ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de parts au Canada, sans l'octroi de ce certificat mobile ou conditionnel dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie n'est pas créé par un renouvellement du certificat d'enregistrement de la compagnie au sens de la Partie III de la loi des hypothèques, ou de l'article soixante et un de la présente loi.

29. Advenant la violation de quelque-une des dispositions de la présente loi par une compagnie suscrite sous son régime, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors à sa discrétion retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie.

30. Lorsque une compagnie suscrite sous le régime de la présente loi refuse de permettre l'examen par le surintendant de l'article vingt-quatre de la présente loi ou de la présente loi ou de la partie de la présente loi qui concerne les renseignements demandés pour cet examen et qui sont en sa possession ou sous son contrôle le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

31. Lorsque le certificat d'enregistrement accordé à une compagnie lui est retiré, ou lorsque ce certificat n'est pas renouvelé au moment de son expiration, cette compagnie sera tenue d'engager de nouveau ses affaires dans un délai de trente jours à compter de la date de son expiration ou de la date de son refus de renouveler. Une telle réouverture sera soumise aux mêmes conditions que les affaires de la compagnie qui ont été réouvertes. Le ministre peut à sa discrétion retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie si elle ne se conforme aux prescriptions de la présente loi à la satisfaction du ministre, et le port de cette compagnie doit être rétabli dans le registre.

(3) Lorsque le certificat d'enregistrement d'une compagnie n'est pas renouvelé à son expiration, ou si le rapport de l'état des affaires de la compagnie, le surintendant qui a été nommé au ministre représentant que n'est pas dans une situation à faire face à ses engagements.

Section 28

Section 29

Section 30

Section 31

Section 32

Section 33

Section 34

Retrait du
certificat.

(2) Si le ministre, après examen du rapport et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, et après les autres recherches et enquêtes qu'il juge opportunes, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion ainsi exprimée par le surintendant dans son rapport, et si le gouverneur en conseil partage aussi cette opinion, le ministre peut retirer le certificat d'enregistrement de cette compagnie. 5

Certificat
conditionnel
ou modifié.

(3) Nonobstant ce retrait, le ministre peut accorder ce certificat d'enregistrement modifié ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de polices au Canada, mais l'octroi de ce certificat modifié ou conditionnel, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, n'est pas censé être un renouvellement du certificat d'enregistrement de la compagnie, au sens de la Partie III de la *Loi des liquidations*, ou de l'article soixante et un de la présente loi. 15

Retrait
du certificat
pour violation
de la loi.

59. Advenant la violation de quelque une des dispositions de la présente loi par une compagnie enregistrée sous son régime, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion, retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie. 20

Retrait de
certificat
pour cause
de refus de
donner des
renseigne-
ments.

60. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi refuse de permettre l'examen qu'autorise le paragraphe quatre de l'article vingt-quatre ou l'article trente et un de la présente loi, ou qu'elle refuse de donner les renseignements demandés pour cet examen et qui sont en sa possession ou sous son contrôle, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 30

Radiation du
registre.

61. Lorsque le certificat d'enregistrement accordé à une compagnie lui est retiré, ou lorsque ce certificat n'est pas renouvelé au moment de son expiration, cette compagnie cesse d'être enregistrée et son nom doit être radié du registre. 35

Renouvele-
ment du
certificat.

(2) Après que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré par le ministre sous l'autorité de quelque disposition de la présente loi, ce certificat peut être renouvelé si, dans un délai de trente jours à compter du retrait, la compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi à la satisfaction du ministre, et le nom de cette compagnie doit dès lors être rétabli dans le registre. 40

Compagnie
sujette à
liquidation.

(3) Lorsque le certificat d'enregistrement d'une compagnie manque d'être renouvelé à son expiration, sur rapport du surintendant au ministre représentant que, d'après l'état des affaires de la compagnie, la compagnie n'est pas dans une situation à faire face à ses engagements, 45

ou lorsque le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré par l'opération de l'article cinquante-quatre, de l'article cinquante-cinq, de l'article cinquante-six, de l'article cinquante-sept ou de l'article cinquante-huit de la présente loi, et n'a pas été renouvelé dans un délai de 5 trente jours à compter de l'expiration ou du retrait de ce certificat, cette compagnie est tenue pour insolvable, et elle est sujette à liquidation selon les prescriptions de la *Loi des liquidations*.

PEINES.

Peines dans le cas d'opérations sans certificat d'enregistrement.

62. Toute compagnie qui, sans être régulièrement enregistrée sous le régime de la présente loi, exerce les opérations d'assurance au Canada, ou fait ou accomplit au Canada l'un ou l'autre des actes qui constituent des opérations d'assurance (sauf le cas prévu à l'article soixante-cinq de la présente loi), et toute personne qui, agissant 15 pour le compte de cette compagnie, exerce de telles opérations, ou fait ou accomplit au Canada l'un de ces actes, est coupable d'infraction et passible, par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende, pour toute et chaque pareille infraction, de 20 cinq mille dollars au maximum dans le cas d'une compagnie, et de mille dollars au maximum dans le cas d'une personne agissant pour le compte de telle compagnie, et, en sus, dans le cas d'un individu, d'un emprisonnement dont le terme ne doit pas dépasser six mois. 25

Peines pour opérations d'une classe d'assurance à l'égard de laquelle la compagnie n'est pas enregistrée.

(2) Toute compagnie qui, étant dûment enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer une ou plusieurs classes spécifiées d'assurance, et toute personne qui, agissant de la part d'une compagnie ainsi enregistrée, exerce au Canada les opérations de quelque classe d'assu- 30 rance à l'égard de laquelle la compagnie n'est pas ainsi enregistrée, ou qui fait ou accomplit au Canada un acte ou des actes constituant des opérations d'assurance relativement à toute pareille classe d'assurance (sauf dans les cas prévus à l'article soixante-cinq de la présente loi), 35 est coupable d'infraction et passible, par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende, pour toute et chaque pareille infraction, ne dépassant pas cinq mille dollars dans le cas d'une compagnie, et ne dépassant pas mille dollars dans le cas d'une 40 personne agissant de la part de telle compagnie, et, en sus, dans le cas d'un individu, d'un emprisonnement dont le terme ne doit pas dépasser six mois.

Défaut de déposer l'état annuel.

63. Toute compagnie qui manque de déposer au département l'état annuel ou les autres états dont elle est tenue 45 de faire ainsi le dépôt, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut.

Recouvrement des amendes.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

5

Suspension du certificat d'enregistrement, si l'amende n'est pas payée.

(3) Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du trésor, peut ordonner le retrait du certificat d'enregistrement de la compagnie, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le certificat d'enregistrement de la compagnie n'est pas renouvelé après 10 expiration.

Amendes pour contraventions non autrement prévues.

64. Toute compagnie ou personne qui fait, fait faire ou permet de faire quelque chose ou un acte contraire à quelqu'une des dispositions de la présente loi, ou aux règles du gouverneur en conseil, ou aux ordonnances ou 15 instructions du ministre ou du surintendant, édictées en vertu de la présente loi, ou omet de faire quelque chose ou un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait en son nom sous le régime de la présente loi, est, si aucune autre amende n'est prévue en la présente loi pour 20 cet acte ou cette omission, passible, pour chaque pareille infraction, d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinq mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable.

Recouvrement.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec 25 dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

Application.

PARTIE VI.

EXEMPTIONS.

Application de la loi.
Assurance maritime et de navigation intérieure.
Assurance-incendie.

- 65.** Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent:
- a) A aucune compagnie à l'égard de ses opérations, 30 exercées au Canada, d'assurance maritime ou d'assurance sur la navigation intérieure; ni
 - b) A aucune compagnie, à l'égard de l'assurance contre l'incendie de biens situés au Canada, si cette assurance est effectuée hors du Canada et sans sollicitation quel- 35 conque, directe ou indirecte, de la part de la compagnie, et si la compagnie ne fait au Canada, relativement à ses affaires, aucune publicité dans un journal ou autre publication ou par circulaires mises à la poste au Canada ou en pays étranger, et ne tient aucun 40 bureau ou agence au Canada pour la réception des demandes ou l'exécution de choses se rapportant de près ou de loin à ses opérations; subordonnément aux dispositions qui précèdent, pareille compagnie peut

inspecter les biens ainsi assurés ou à assurer sous le régime du présent article, et elle peut établir les pertes subies à l'égard de ces biens; ni

Compagnies en retraite— perception de primes et paiement de réclamations.

c) A aucune compagnie qui, antérieurement au vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent soixante-dix-sept, 5
était autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, et qui a cessé d'exercer ces opérations avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent soixante dix-huit, ayant avant cette date donné au ministre avis écrit à cet effet relativement à la percep- 10
tion et réception des primes échues ou à échoir sur les polices au Canada émises avant la date mentionnée en dernier lieu, ou relativement au paiement des réclama-
tions en découlant ou à l'exercice d'opérations y affé- 15
rentes; et,

d) Sauf dans les cas ci-après prévus, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent davantage

Polices antérieures au 22 mai 1868.

(i) à aucune compagnie qui, depuis le vingt-deuxième jour de mai, mil huit cent soixante-huit, n'a pas obtenu un permis l'autorisant à exercer des opérations 20
au Canada, à l'égard de toute police d'assurance-vie au Canada émise avant ladite date;

Polices émises par compagnies non enregistrées, à des non-résidents au Canada.

(ii) à aucune compagnie non enregistrée sous le régime de la présente loi, à l'égard de la perception ou réception de primes sur toute police d'assurance-vie, ou 25
sur autres opérations relatives à toute police d'assurance-vie, émise à une personne ne résidant pas au Canada à l'époque de l'émission de cette police;

Sociétés fraternelles de bénéfiques non tenues de posséder un permis antérieurement à 1920.

(iii) à aucune société fraternelle de bénéfiques qui, antérieurement au premier jour de janvier, mil neuf 30
cent vingt, n'était pas tenue d'obtenir un permis du ministre, et qui n'a pas depuis ladite date obtenu un permis, à l'égard de toute police ou tout certificat émis au Canada avant ladite date;

Sociétés exemptées en vertu du ch. 101, art. 3 (2), S.R.C., 1927.

(iv) à aucune société ou organisation de personnes 35
qui, sous le régime des dispositions du paragraphe deux de l'article trois de la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés, 1927*, était exemptée des dispositions de ladite loi, tant que n'a pas expiré la période d'exemption, si l'exemption était pour une période 40
limitée.

Rapport annuel des assurances dans compagnies non enregistrées.

(2) Quiconque assure contre l'incendie ses biens ou tous biens dans lesquels il possède un intérêt assurable et situés au Canada, dans une compagnie non enregistrée sous le régime de la présente loi, doit, le ou avant le premier jour 45
de mars de chaque année, adresser au ministre un rapport indiquant la situation et donnant une description sommaire de tous les biens ainsi assurés au cours de l'année civile précédente, et déclarant le montant d'assurance ainsi que le nom de la compagnie où cette assurance a été prise. 50

Amende pour défaut.

(3) Quiconque manque de se conformer aux dispositions du paragraphe précédent est passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour que persiste son manquement, et cette amende est imposable et recouvrable, avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada. 5

Registre statistique de ces assurances.

(4) Le ministre doit faire tenir un registre statistique de toutes les assurances qui lui sont rapportées dans les rapports auxquels pourvoit le présent article.

DISPOSITION DÉCLARATIVE.

Déclaration d'intention.

66. Il est expressément déclaré que la présente loi a été 10 adoptée dans le dessein et aux fins de prescrire les conditions auxquelles des compagnies d'assurance étrangères peuvent être enregistrées pour exercer les opérations d'assurance au Canada, de déterminer dans quelles conditions ces compagnies seront tenues pour insolvables, et d'empêcher celles 15 de ces compagnies qui sont insolvables de commencer ou de poursuivre les opérations d'assurance au Canada; et, en tant qu'il pourra être dorénavant décidé qu'une disposition quelconque de la présente loi comporte une application ou un effet outrepassant la compétence législative du Parle- 20 ment du Canada, en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une pareille disposition est, à cet égard, nulle et inopérante, cette disposition doit, à pareil égard, être considérée comme pouvant être disjointe des autres dispo- 25 sitions de la présente loi, et ces autres dispositions continueront à avoir pleine vigueur et plein effet selon leur teneur.

Ordonnances ou règles.

67. Le gouverneur en conseil a le pouvoir d'édicter les ordonnances ou règles qu'il estime nécessaires ou opportunes afin de modifier, suspendre, abroger ou augmenter toute disposition de la présente loi en vue d'effectuer un 30 accord pouvant être conclu entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces, ou l'un de ces gouvernements, pour coopérer à l'établissement ou à la mise à exécution de la législation de l'assurance.

Durée.

(2) Toutes ordonnances et règles édictées par le gouver- 35 neur en conseil en vertu du présent article auront force de loi et demeureront en vigueur jusqu'à la prorogation de la session suivante du Parlement, mais non plus longtemps, à moins que le Parlement n'en décrète autrement.

ANNEXE I.

Actif pouvant être placé en fiducie pour les objets de la présente loi.

Valeurs actives en lesquelles la compagnie a placé ses fonds.
Titres d'Etat.

1. Valeurs actives des classes suivantes en lesquelles la 40 compagnie a placé ses fonds:

a) Débentures, obligations, actions ou autres valeurs émises ou garanties par le gouvernement fédéral du

Canada ou émise ou garantie par le gouvernement d'une province du Canada; ou émise ou garantie par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande, ou de l'un de ses dominions, colonies ou dépendances; ou émise ou garantie par le gouvernement d'un pays étranger; ou d'un Etat étranger partie de ce pays étranger; émise par une corporation municipale ou sociale en Canada, ou dans un autre pays où la corporation exerce des opérations; ou garantie par une corporation municipale au Canada; ou garantie par des impôts ou taxes levées sous l'autorité du gouvernement d'une province du Canada sur des biens situés dans cette province, et garantis par les municipalités où sont situés ces biens - ou

30 b) (i) Obligations d'une corporation, si ces obligations sont intégralement garanties ou remboursées par hypothèque ou nantissement sur des biens-fonds ou sur l'outillage et le matériel de cette corporation employés dans l'exercice de ses opérations; ou sur obligations, décrets ou autres titres de créances ou actions qui possèdent cette corporation d'une classe ou de classes que la présente Annexe spécifie comme actifs de cette corporation, et l'insolvent, et l'insolvent, comme garantie additionnelle, dans laquelle hypothèque ou nantissement d'autres valeurs actives d'une classe qui n'est pas ainsi spécifiée ne doit pas être considérée comme tenant ses obligations correspondantes à titre d'actif pouvant être ainsi placé en fiduciaire; ou

35 (ii) Obligations ou autres titres de créances d'une corporation qui a servi les intérêts régularisés ou les actions privilégiées de ses sections ordinaires pendant une période d'un an ou plus, et qui n'ont pas été remboursés ou placés en fiduciaire; ou

40 (iii) Actions privilégiées d'une corporation qui a été régulièrement servies des dividendes sur ces actions ou sur ses actions ordinaires durant au moins les deux années qui ont précédé le placement en fiduciaire; ou

45 (iv) Actions ordinaires d'une corporation sur lesquelles il a été régulièrement servi des dividendes pendant au moins les deux années qui ont précédé leur placement en fiduciaire. Cependant le montant des actions ainsi garanties ne doit pas dépasser cinquante pour cent du montant des actions privilégiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation qui les garantit; ou

50 (v) Actions ordinaires d'une corporation sur lesquelles il a été régulièrement servi des dividendes pendant au moins quatre pour cent par année, ou dans le cas d'un bon sans valeur au pair, d'un bon sans

Obligations
garanties par
hypothèque

Obligations

Actions
priviliéees

Class. 2nd
Priviléees

Actions
ordinaires

- Canada ou émises ou garanties par le gouvernement d'une province du Canada; ou émises ou garanties par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou de l'un de ses dominions, colonies ou dépendances; ou émises ou 5 garanties par le gouvernement d'un pays étranger, ou d'un Etat formant partie de ce pays étranger; ou émises par une corporation municipale ou scolaire au Canada, ou dans un autre pays où la compagnie exerce des opérations; ou garanties par une corporation 10 municipale au Canada; ou garanties par des impôts ou taxes levées sous l'autorité du gouvernement d'une province du Canada sur des biens situés dans cette province, et percevables par les municipalités où sont situés ces biens; ou 15
- Obligations garanties par hypothèque. b) (i) Obligations d'une corporation, si ces obligations sont intégralement garanties au fiduciaire par hypothèque ou mort-gage sur des biens-fonds ou sur l'outillage et le matériel de cette corporation employés dans l'exercice de ses opérations; ou sur obligations, dében- 20 tures ou autres titres de créance ou actions que possède cette corporation d'une classe ou de classes que la présente Annexe spécifie comme actif qu'une compagnie peut placer en fiducie, et l'inclusion, comme garantie additionnelle, dans pareille hypothèque ou mort- 25 gage, d'autres valeurs actives d'une classe qui n'est pas ainsi spécifiée, ne doit pas être considérée comme rendant ces obligations inacceptables à titre d'actif pouvant être ainsi placé en fiducie; ou
- Débetures. (ii) Débetures ou autres titres de créance d'une cor- 30 poration qui a servi des dividendes réguliers sur ces actions privilégiées ou sur ses actions ordinaires pendant une période d'au moins cinq ans immédiatement avant leur placement en fiducie; ou
- Actions privilégiées. (iii) Actions privilégiées d'une corporation qui a 35 régulièrement servi des dividendes sur ces actions ou sur ses actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé leur placement en fiducie, ou actions d'une corporation qui sont garanties par une corporation qui a régulièrement servi des divi- 40 dendes sur ses actions privilégiées ou actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé leur placement en fiducie. Cependant, le montant des actions ainsi garanties ne doit pas dépasser cinquante pour cent du montant des actions 45 privilégiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation qui les garantit; ou
- Clause conditionnelle. (iv) Actions ordinaires d'une corporation sur les- 50 quelles il a été régulièrement servi des dividendes d'au moins quatre pour cent par année, ou, dans le cas d'actions sans valeur au pair, d'au moins quatre

doivent par leurs actions actuellement émise les sept années qui ont immédiatement précédé leur placement en public, mais toutes les autres années ne sont pas placées en public plus de quatre ans avant leur émission. Le plus de quatre ans de l'émission totale des actions d'une corporation, et toute compagnie ne doit placer en public ses propres actions, et toute compagnie autorisée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie ne doit placer en public à l'émission de ses fonds d'assurance-vie des actions d'une autre compagnie qui exerce les opérations d'assurance-vie.

10) Plus si une pareille corporation, à la suite d'une reorganisation volontaire de son compte capital et sans affecter la note ni diminuer la valeur de ses titres ni en émettre, y compris le capital social, a été émise des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur lesdites actions sans valeur au pair sont considérés être des dividendes de quatre dollars au moins par action et par année, si la somme en est émise, et à quatre dollars au moins desdites actions ordinaires ayant une valeur au pair et du produit d'une émission supplémentaire d'autres actions ordinaires faite à l'époque de la répartition d'actions nouvelles ou postérieurement; et dans ces circonstances, les dividendes de quatre dollars au moins par année sur les actions ordinaires ayant une valeur au pair, immédiatement avant la répartition, sont considérés être des dividendes sur les actions sans valeur au pair.

11) Les actions (autres que les actions sans valeur au pair) émises dans un État, pourvu que les paiements soient effectués par lesdites compagnies ou leurs agents, au moins pendant l'année précédente au moment de la répartition, sont considérées être des actions sans valeur au pair.

12) Les actions sans valeur au pair qui sont émises dans un État, pourvu que les paiements soient effectués par lesdites compagnies ou leurs agents, au moins pendant l'année précédente au moment de la répartition, sont considérées être des actions sans valeur au pair.

13) Les actions sans valeur au pair qui sont émises dans un État, pourvu que les paiements soient effectués par lesdites compagnies ou leurs agents, au moins pendant l'année précédente au moment de la répartition, sont considérées être des actions sans valeur au pair.

14) Les actions sans valeur au pair qui sont émises dans un État, pourvu que les paiements soient effectués par lesdites compagnies ou leurs agents, au moins pendant l'année précédente au moment de la répartition, sont considérées être des actions sans valeur au pair.

15) Les actions sans valeur au pair qui sont émises dans un État, pourvu que les paiements soient effectués par lesdites compagnies ou leurs agents, au moins pendant l'année précédente au moment de la répartition, sont considérées être des actions sans valeur au pair.

Section 10

Section 11

Section 12

Section 13

Section 14

Section 15

Clause
restrictive.

dollars par action annuellement durant les sept années qui ont immédiatement précédé leur placement en fiducie; mais nulle pareille compagnie ne peut ainsi placer en fiducie plus de trente pour cent des actions ordinaires ni plus de trente pour cent de l'émission totale des actions d'une corporation, et nulle compagnie ne doit placer en fiducie ses propres actions, et nulle compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie ne doit placer en fiducie, à l'égard de ses fonds d'assurance-vie, des actions d'une autre compagnie qui exerce les opérations d'assurance-vie. 5 10

Restriction.

De plus, si une pareille corporation, à la suite d'une réorganisation volontaire de son compte capital et sans affecter la cote ni diminuer la valeur de ses titres en circulation, y compris le capital social, a substitué des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur lesdites actions sans valeur au pair sont censés être des dividendes de quatre dollars au moins par action et par année, si la somme en est équivalente à quatre pour cent au moins desdites actions ordinaires ayant une valeur au pair et du produit d'une émission additionnelle d'actions ordinaires faite à l'époque de la substitution d'actions susdite ou postérieurement; et, dans ces circonstances, des dividendes de quatre pour cent au moins par année sur les actions ordinaires ayant une valeur au pair, immédiatement avant la substitution, sont censés être des dividendes sur les actions sans valeur au pair; ou 15 20 25 30

Hypo-
thèques ou
morts-gages
sur biens-
fonds.

c) Rentes foncières, ou hypothèques ou morts-gages sur biens-fonds au Canada, pourvu que ne puisse être placée aucune pareille hypothèque ou mort-gage en fiducie pour un montant dépassant de soixante pour cent la valeur de l'immeuble qui garantit cette hypothèque ou ce mort-gage. 35

2. Morts-gages et autres titres pour le remboursement de prêts garantis par:

Hypothèques
et autres
titres.

a) Des obligations, débentures, actions ou autres valeurs qui peuvent être placées en fiducie par la compagnie conformément aux dispositions de la première clause de la présente Annexe. Toutefois, le montant pour lequel peut être placé en fiducie un mort-gage ou autre titre ainsi garanti ne doit pas dépasser le montant pour lequel ces obligations, débentures, actions et autres valeurs pourraient être placées en fiducie conformément aux dispositions de ladite clause; ou 40 45

Restriction.

b) Des immeubles ou des baux pour un certain nombre d'années, ou d'autres biens ou intérêts dans ces biens au Canada. Toutefois, aucun pareil mort-gage ou 50

Restriction.

pour être de plus en plus...
 l'ensemble pour un montant de plus de...
 10

2. Obligations...
 15

3. La valeur comptable totale de l'actif...
 20

4. Afin d'établir la...
 25

5. La valeur comptable totale de l'actif...
 30

6. La valeur comptable totale de l'actif...
 35

7. La valeur comptable totale de l'actif...
 40

1000000

1000000

1000000

1000000

autre titre ne peut être placé en fiducie pour un montant dépassant de soixante pour cent la valeur de l'immeuble, ou de l'intérêt dans cet immeuble, qui garantit ce mort-gage ou autre titre. Nonobstant les termes ci-dessus de la présente restriction, toute compagnie peut cependant placer en fiducie un mort-gage ou hypothèque, acceptée en paiement partiel d'un immeuble vendu par elle et gagée sur l'immeuble, pour un montant de plus de soixante pour cent du prix de vente de cet immeuble.

Autres placements.

3. Obligations, actions et débetures qui ne remplissent pas les conditions de la première clause de la présente Annexe,

a) si elles sont reçues en paiement total ou partiel des valeurs vendues par une pareille compagnie; ou

b) si elles sont obtenues en vertu d'un traité de bonne foi pour la réorganisation d'une corporation dont les valeurs étaient antérieurement possédées par la compagnie; ou pour la fusion, avec une autre corporation, de la corporation dont les valeurs étaient ainsi possédées;

Restriction.

et si le Conseil du trésor approuve l'inclusion de pareilles obligations, actions et débetures dans l'actif placé en fiducie; mais pareilles obligations, actions et débetures ne doivent pas être comprises dans cet actif durant une période de plus de cinq années à compter de leur acquisition, ou durant telle période prolongée que le gouverneur en conseil peut déterminer sur rapport du ministre, à moins qu'il ne puisse être démontré à la satisfaction du ministre que les obligations, actions ou débetures ne sont pas inférieures en cote ou en valeur aux titres auxquels elles ont été substituées.

Comment les dividendes sont comptés, en cas de réorganisation du compte capital.

4. Afin d'établir la faculté de placement, comme actif placé en fiducie pour les objets de la présente loi, des actions privilégiées ou ordinaires d'une corporation dont le compte capital a été volontairement réorganisé sans qu'il ait été porté atteinte à la cote, ni à la valeur de ses titres en cours, y compris son capital social, les dividendes servis sur les actions privilégiées et ordinaires de la corporation avant cette réorganisation peuvent être comptés comme dividendes servis, respectivement, sur ces actions de la corporation.

Limitation relative aux actions ordinaires.

5. La valeur comptable totale de l'actif placé en fiducie de toute compagnie en actions ordinaires ne doit pas dépasser quinze pour cent de la valeur comptable de l'actif de la compagnie placé en fiducie; mais, par dérogation aux dispositions précédentes de la présente clause, toutes actions privilégiées ou ordinaires du capital, acquises par toute pareille compagnie après la mise en vigueur de la présente loi, comme bénéfices additionnels ou dividendes sur les

actions privilégiées ou ordinaires, ou acquises dans l'exercice de droits ou privilèges dérivant des placements de cette compagnie en actions privilégiées ou ordinaires, peuvent être incluses dans l'actif de la compagnie placé en fiducie aux fins de la présente loi. 5

Actions
d'autres
compagnies
d'assurance.

6. Par dérogation aux dispositions de la présente Annexe, toute compagnie peut inclure dans son actif placé en fiducie, sauf à l'égard des fonds d'assurance-vie de la compagnie, si la compagnie est enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, les actions intégralement libérées de toute autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance et enregistrée sous le régime des lois du Dominion du Canada pour exercer pareilles opérations au Canada; mais la valeur de ces actions placées en fiducie ne doit pas dépasser quinze pour cent de la valeur de l'actif de la compagnie ainsi placé en fiducie; et, sauf dans le cas prévu en la présente clause, aucune compagnie ne doit placer en fiducie des actions de toute autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance. 10 15

ANNEXE II.

Réserve pour tous engagements non échus.

Calcul de
la réserve.

1. En calculant la réserve nécessaire à tous les engagements non échus et garantis par les termes des polices qui dépendent des contingences de la vie seulement, l'évaluation doit être établie conformément aux prescriptions suivantes, savoir: 20

Restriction.

a) Le taux de l'intérêt assumé ne doit pas excéder le taux prescrit au Supplément de la présente Annexe; 25

b) Les tables de mortalité employées sont celles que prescrit ledit Supplément. Toutefois, s'il paraît à une compagnie que les réserves pour une catégorie particulière de polices ne peuvent pas être calculées convenablement au moyen d'une table de mortalité prescrite dans ledit Supplément pour le calcul, la compagnie doit alors demander au surintendant d'approuver la table que la compagnie juge la plus propre à ce calcul; 30 35

Restriction.

c) La méthode d'évaluation doit être celle que spécifie ledit Supplément ou toute adaptation de cette méthode qu'approuve le surintendant sous le régime de la présente Annexe, ou toute autre méthode que la compagnie juge convenable. Cependant, la méthode employée doit être telle que la réserve calculée selon cette méthode ne doit pas être moindre, pour une durée quelconque, que la réserve calculée d'après les dispositions concernant l'évaluation contenues dans ledit Supplément; en outre, la méthode doit faire provision adéquate pour les valeurs garanties 40 45

pendant les durées subséquentes de la police conformément au taux d'intérêt et à la table de mortalité servant à l'évaluation;

- d) Il n'est pas nécessaire que, dans aucun cas, la réserve pendant la première année de la police excède la réserve calculée d'après le taux d'intérêt et la table de mortalité servant à l'évaluation, et d'après la méthode d'évaluation décrite dans ledit Supplément. 5

Evaluation
par la
compagnie.

2. En calculant la réserve nécessaire pour couvrir tous les engagements non échus, garantis par les termes des polices ou résultant des polices qui dépendent d'éventualités autres que celles ayant trait à la vie seulement, les bases et les méthodes d'évaluation employées par la compagnie doivent être telles qu'elles placent une valeur adéquate sur les engagements que ces polices comportent; et elles doivent être telles que la valeur des bénéfices prévus dans chaque police ne puisse en aucun cas être moindre que la valeur placée sur les primes futures. 10 15

Sommaire
à inclure
dans l'état
annuel.

3. Doit être inclus dans l'état annuel, un certificat de l'actuaire de la compagnie, ou de l'actuaire responsable de l'évaluation si la compagnie n'a pas d'actuaire, attestant que les réserves énoncées dans l'exposé sommaire ne sont pas inférieures aux réserves requises par les dispositions de la présente Annexe, et, de plus, qu'à son avis, les réserves constituent une provision bonne et suffisante pour couvrir tous les engagements non échus de la compagnie et garantis par les termes de ses polices. 20 25

Calcul par le
surintendant.

4. S'il paraît au surintendant que la réserve comprise dans le passif de l'état annuel d'une compagnie n'a pas été calculée conformément aux dispositions des clauses précédentes de la présente Annexe, il doit faire savoir à la compagnie à quels égards, à son avis, l'évaluation n'est pas conforme auxdites dispositions, afin de faire opérer dans l'évaluation les changements qui peuvent être nécessaires pour qu'elle soit conforme à ces dispositions, et si la compagnie néglige d'opérer ces changements, elle doit fournir au surintendant, sur demande, les détails complets de ses polices, nécessaires au calcul de la réserve requise conformément aux dispositions des clauses précédentes de la présente Annexe, et la réserve ainsi calculée par le surintendant doit être substituée dans le passif de l'état annuel à la réserve calculée par la compagnie. 30 35 40

Evaluation
tous les
cinq ans.

5. Une fois tous les cinq ans ou plus souvent, à la discrétion du ministre, le surintendant doit lui-même évaluer ou faire évaluer sous sa surveillance toutes les polices au Canada de chaque compagnie, et cette évaluation doit être établie sur les bases et d'après les méthodes que la compagnie 45

les fonds affectés dans le cadre de la réserve spéciale
pour le paiement de ses dettes et à la date de l'évaluation
de l'évaluation en vertu de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi

6. Au lieu de prévoir à l'évaluation prévue à la date
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi

7. Au lieu de stipuler elle-même la réserve à inscrire
dans le cadre de ses dettes, toute compagnie peut
avoir une réserve spéciale pour le paiement de ses
dettes et à la date de l'évaluation de la loi sur la date
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi

8. Dans le cadre de la réserve spéciale, la compagnie
peut avoir une réserve spéciale pour le paiement de ses
dettes et à la date de l'évaluation de la loi sur la date
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi
de la loi sur la date de la loi sur la date de la loi

Article
de la
loi

La compagnie
peut avoir
une réserve
spéciale

Article
de la
loi

Article
de la
loi

est censée employer dans le calcul de la réserve comprise dans le passif de son état annuel à la date de l'évaluation, ou, si l'évaluation est établie à une autre date qu'à celle de l'état annuel, alors dans l'état annuel de la compagnie dressé en dernier lieu avant la date de l'évaluation, subordonné aux changements qui peuvent être effectués dans la réserve en vertu des dispositions de la clause quatre de la présente Annexe. 5

Examen de l'évaluation de la compagnie.

6. Au lieu de procéder à l'évaluation prescrite à la clause cinq de la présente Annexe, le surintendant peut se contenter d'examiner l'évaluation établie par la compagnie, soit que la compagnie maintienne la réserve qu'elle est censée maintenir, soit que la réserve maintenue satisfasse aux dispositions de la présente Annexe. 10

La compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant.

7. Au lieu de calculer elle-même la réserve à inclure dans le passif de son état annuel, toute compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant conformément aux dispositions de la présente Annexe, en lui payant un droit de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré ainsi évaluée, et le surintendant doit remettre ce droit au ministre. Toutefois, en préparant les éléments de l'évaluation, la compagnie peut grouper n'importe quel nombre de polices d'une manière satisfaisante pour le surintendant afin qu'elles puissent être évaluées comme une seule police, et le droit pour l'évaluation de chaque groupe est de trois cents. Un droit semblable doit être exigé et remis au ministre à l'égard des évaluations établies par le surintendant en exécution des dispositions de la clause quatre de la présente Annexe. 15
20
25

Clause conditionnelle.

Tables de mortalité.

8. Dans tous les cas où le surintendant approuve une table de mortalité conformément aux dispositions de la présente Annexe, il doit inclure dans son rapport annuel au ministre les renseignements que le surintendant juge nécessaires et utiles, concernant l'origine et les caractéristiques de la table, ainsi que les circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Le surintendant peut de la même manière retirer l'approbation qu'il a donnée de cette table. 30
35

REGLAMENT A PARAGRAF II

Prințul este obligat să plătească în termen de 15 zile după data emiterii a sumelor necesare pentru plata...

Art. 1. - Prințul este obligat să plătească în termen de 15 zile după data emiterii a sumelor necesare pentru plata...

Art. 2. - Prințul este obligat să plătească în termen de 15 zile după data emiterii a sumelor necesare pentru plata...

Tablă de referință

- a) Tablă europeană pentru bănești, C.M. (5)
- b) Tablă de vânzări bănești britanice, 1893, C.M. (3)
- c) Tablă de vânzări bănești britanice, 1893, C.M. (3)
- d) Tablă de vânzări bănești britanice, 1893, C.M. (3)
- e) Institutul de Bănești de Londra-Batavia, H.
- f) Tablă americană pentru bănești, A.M. (3)
- g) Tablă de referință americană, P.P. Am.

La data de la care se face referință în această tablă, valoarea este în funcție de valoarea...

Art. 3. - Prințul este obligat să plătească în termen de 15 zile după data emiterii a sumelor necesare pentru plata...

SUPPLÉMENT À L'ANNEXE II.

BASES ET MÉTHODES À EMPLOYER DANS LE CALCUL DE LA RÉSERVE MINIMUM QUI PEUT ÊTRE INCLUSE DANS LE PASSIF DE L'ÉTAT ANNUEL, EN DEHORS DES BÉNÉFICES GARANTIS SUR LA DISCONTINUATION DU PAIEMENT DES PRIMES SANS RACHAT.

(A)—Quant aux bénéficiaires qui dépendent uniquement des contingences de la vie dans les polices d'assurance-vie (autres que les polices populaires), ou qui en découlent, et à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

1. Polices à primes annuelles uniformes pour un montant d'assurance invariablement uniforme.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant.

Tables de mortalité.

- a) Table canadienne pour les hommes, Cm (5),
- b) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m (5),
- c) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m,
- d) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^[m],
- e) Institut des Actuaire de Grande-Bretagne, H^m,
- f) Table américaine pour les hommes, AM (5),
- g) Table d'expérience américaine, Exp. Am.

La valeur de la police à une date quelconque après son émission doit être la différence entre la valeur existant alors de la somme assurée en vertu de cette police (y compris la valeur existant alors de tout bénéfice additionnel ou augmentation de capital assuré, ou réduction des primes à venir, établie après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation), et la valeur existant alors de la prime d'évaluation (telle que définie ci-après) censée exigible à chaque anniversaire de la police qui suit la date de l'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles, aux termes de la police à évaluer.

Si la prime ordinaire nette pour les risques d'assurance-vie, encourus par la compagnie lors de l'émission de la police, n'excède pas la prime ordinaire nette de vie entière, pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être la prime ordinaire nette pour une police semblable à un âge d'un an plus avancé que l'âge à l'inscription, et elle est censée exigible au commencement de la deuxième année et de chaque année subséquente de la

police pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer.

Si la prime ordinaire nette pour les risques d'assurance-vie, encourus par la compagnie lors de l'émission de la police, excède la prime ordinaire nette payable pendant la vie entière pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être obtenue par l'addition à chaque prime ordinaire nette et annuelle, la première exceptée, d'un montant, censé exigible au commencement de la deuxième année de la police et de chaque année subséquente pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer, égal en valeur, à la date de l'émission de la police, à la différence qui existe entre les primes ordinaires nettes et payables pendant toute la vie pour une police de vie entière et la prime d'un an, dans chaque cas, pour une police d'un montant semblable et couvrant le même âge à l'inscription que la police à évaluer.

2. Les polices autres que les polices à primes annuelles uniformes pour un montant uniforme et invariable d'assurance doivent être évaluées en conformité des dispositions ci-dessus de la présente Annexe avec telles adaptations, dans les méthodes d'évaluation, que le surintendant juge appropriées dans les circonstances.

(B) Quant aux bénéfiques qui dépendent uniquement des contingences de la vie, dans les polices d'assurance-vie populaires ou qui en découlent, à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant.

Tables de mortalité.

- a) Toute table désignée sous la lettre (A) (1) ci-dessus.
- b) La table type d'assurance populaire.

Nulle réserve ne doit être retenue dans une évaluation faite au cours de la première année qui suit l'émission d'une police. Dans les évaluations subséquentes, les risques d'assurance de la première année de la police doivent être ignorés, et, pour les fins de l'évaluation, la date de l'émission de la police est censée d'un an postérieure à la date réelle de l'émission; l'âge à l'émission est censé d'un an plus avancé que l'âge réel à l'émission, et la période de prime est censée commencer à la date présumée de l'émission et correspondre à la période de prime énoncée dans la police à évaluer.

Le premier de ces points est la question de la responsabilité à l'égard de l'Etat pour les dommages causés par les entreprises privées. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

Il faut se demander également si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public. On se demande si l'Etat doit être tenu responsable des dommages causés par les entreprises privées lorsqu'elles exercent une activité d'intérêt public.

La prime d'évaluation doit être la prime ordinaire correspondant à l'âge présumé à l'émission, payable pour la période présumée de prime, et, en valeur alors actuelle, doit être égale aux risques d'assurance encourus par la compagnie dès que l'âge présumé en question est révolu.

Dans les évaluations établies à quelque date après que l'âge présumé en question est révolu, la valeur de la police doit représenter la différence existant alors entre la valeur des sommes assurées (y compris la valeur existant alors de tout bénéfice additionnel ou augmentation de capital assuré, ou réduction dans les primes à venir, établie après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation), et la valeur existant alors de la prime d'évaluation censée payable après la date d'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles aux termes de la police.

Si les termes d'une catégorie particulière ou d'un groupe de polices sont tels que la méthode d'évaluation ci-dessus paraisse inapplicable ou inappropriée, des adaptations à la méthode ci-dessus peuvent être faites subordonnement à l'approbation du surintendant.

(C)—Quant aux rentes viagères (immédiates ou différées), y compris les constitutions de rentes viagères (autres que les rentes d'invalidité), découlant de contrats d'assurance-vie.

Les bases d'évaluation doivent être les tables de mortalité approuvées par le surintendant, établies d'après les statistiques de la mortalité réelle durant la période 1900-1920, publiées de la part de l'Institut des Actuaire et de la Faculté des Actuaire d'Ecosse, pour hommes ou femmes, suivant le sexe du titulaire, avec un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an.

Dans l'évaluation des rentes différées, la méthode d'évaluation doit être la méthode de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime d'une police peut n'être pas uniforme durant toute la période de versement des primes.

(D)—Quant aux versements à venir qui dépendent uniquement d'une période fixe, y compris les annuités à périodes fixes découlant de contrats d'assurance-vie.

L'évaluation doit se faire à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, et la méthode d'évaluation doit être celle de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime de la police peut n'être pas uniforme durant toute la période de versement des primes.

SÉNAT DU CANADA

BILL G¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes
et britanniques.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 28 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL G¹.

Loi concernant les compagnies d'assurance canadiennes
et britanniques.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'il est désirable de définir le statut
et les pouvoirs des compagnies d'assurance constituées
en corporation par le Parlement du Canada et par la légis-
lature de ci-devant Province du Canada, et de prescrire
les restrictions à mettre sur l'exercice de ces pouvoirs; et

5

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de pourvoir à l'enregis-
trément de ces compagnies ainsi que des compagnies et
associations d'assurance britanniques qui peuvent désirer
exercer les opérations d'assurance au Canada, et à l'enre-
gistrement facultatif des compagnies provinciales; et

10

CONSIDÉRANT que lesdites compagnies constituées en
corporation par le Parlement du Canada et par la législature
de la ci-devant Province du Canada, exercent des opérati-
ons dans plus d'une province du Canada et que nombre
d'entre elles exercent des opérations en Grande-Bretagne,
dans les autres dominions et en pays étrangers; et

15

CONSIDÉRANT que lesdites compagnies d'assurance bri-
tanniques, lorsque autorisées à exercer des opérations au
Canada, exercent ces opérations dans plus d'une province;
et

20

CONSIDÉRANT que les opérations d'assurance exercées
au Canada et hors du Canada par les compagnies cons-
tituées en corporation par le Parlement du Canada et par
la législature de la ci-devant Province du Canada, et au
Canada par les compagnies d'assurance britanniques, cons-
tituent un important facteur dans les relations commer-
ciales internationales et interprovinciales du Canada; et

25

CONSIDÉRANT qu'il est contraire à l'intérêt public que
des compagnies ou associations d'assurance qui sont inca-
pables de remplir leurs engagements envers les assurés au
Canada, à leur échéance, ou qui sont par ailleurs insolvables,
soient autorisées à exercer les opérations d'assurance au
Canada; et

30

CONSIDÉRANT qu'il est opportun d'empêcher, par un système de rapports et d'inspection, que ces compagnies ou associations exercent ou continuent d'exercer des opérations au Canada pendant qu'elles sont incapables de remplir leurs engagements envers ces assurés, à leur échéance, ou qu'elles sont par ailleurs insolubles, et qu'il est aussi opportun de déclarer les conditions dans lesquelles ces compagnies doivent être tenues pour insolubles et sujettes à liquidation sous le régime de la *Loi des liquidations*: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

- Titre.** 1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932.*
- Définitions.** 2. En la présente loi, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression
- «Agent» ou «mandataire». a) «agent» ou «mandataire» signifie un agent reconnu ou une autre personne qui, de quelque manière, avec l'autorisation de la compagnie, aide à l'exercice des affaires d'assurance de la compagnie, et comprend un courtier d'assurance;
- «Association.» b) «association» signifie toute association de personnes formée hors du Canada, suivant le plan connu sous le nom de Lloyds et d'après lequel chaque assureur associé devient responsable pour une part définie, limitée ou proportionnelle, de la totalité de la somme assurée par une police;
- «Assurance sur la navigation intérieure.» c) «assurance sur la navigation intérieure» signifie l'assurance maritime qui porte sur des choses assurables et courant des risques sur les eaux canadiennes en amont du port de Montréal;
- «Assuré au Canada» ou «porteur de police au Canada». d) «assuré au Canada» ou «porteur de police au Canada» signifie le porteur légal pour lors d'une «police au Canada»;
- «Compagnie.» e) «compagnie» signifie toute corporation constituée en vertu des lois du Dominion du Canada ou de la ci-devant Province du Canada pour les fins d'exercer les opérations d'assurance, et comprend «société fraternelle de bénéfiques» telle que définie en la présente loi;
- «Compagnie britannique.» f) «compagnie britannique» signifie toute corporation constituée en vertu des lois du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande ou de quelque dominion ou possession britannique, autre que le Canada ou une province du Canada, pour les fins d'exercer les opérations d'assurance, et comprend «association», tel que cette expression est définie en la présente loi;
- «Compagnie provinciale.» g) «compagnie provinciale» signifie une compagnie constituée en vertu des lois d'une province du Canada ou de toute ancienne province de l'Amérique britannique du Nord faisant aujourd'hui partie du Canada,

autre que la ci-devant Province du Canada, aux fins d'exercer les opérations d'assurance;

- «Département.» h) «département» signifie le département des assurances constitué par la *Loi du département des assurances*;
- «Fonctionnaire.» i) «fonctionnaire» comprend le gérant, le secrétaire, le trésorier, l'actuaire et toute autre personne désignée comme «fonctionnaire» dans les statuts de la compagnie; 5
- «Ministre.» j) «ministre» signifie le ministre des Finances;
- «Opérations d'assurance», «affaires d'assurance», «entreprise d'assurance». k) «opérations d'assurance», «affaires d'assurance» ou «entreprise d'assurance» signifie la préparation d'un contrat d'assurance, et comprend tout acte ou tous actes d'incitation à conclure un pareil contrat, et tout acte ou tous actes relatifs à l'exécution du contrat, ou l'action de rendre service à cet égard; 10 15
- «Police.» l) «police» signifie tout contrat d'assurance par écrit, qu'il soit contenu en une seule ou plusieurs pièces, et, s'il s'agit d'assurance dans une société fraternelle de bénéfiques, tout contrat d'assurance, qu'il soit attesté par une pièce écrite ou non, et tout certificat d'association se rattachant de quelque manière à l'assurance; et comprend tout contrat de rente émis en vertu des dispositions de la présente loi; 20
- «Police au Canada.» m) «police au Canada», à l'égard de l'assurance-vie, signifie une police émise ou effectuée par une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, sur la tête d'une personne résidant au Canada au moment où cette police a été émise ou effectuée; et, à l'égard de l'assurance-incendie, signifie une police émise ou effectuée par une pareille compagnie sur des biens au Canada; et, à l'égard de toute autre classe d'assurance, signifie une police émise ou effectuée par une pareille compagnie dans l'exercice de ses opérations d'assurance au Canada; 25 30
- «Secrétaire.» n) «secrétaire» comprend le fonctionnaire qui remplit les fonctions ordinaires de secrétaire; 35
- «Société fraternelle de bénéfiques.» o) «société fraternelle de bénéfiques» signifie une corporation possédant un système représentatif de gouvernement et constituée en vertu des lois du Dominion du Canada, pour fins de fraternité, de bienfaisance ou de religion, entre autres pour assurer exclusivement ses membres, ou les enfants à leur charge, contre les accidents, la maladie, l'invalidité ou la mort; et comprend une corporation ainsi constituée sur le plan de la mutualité aux fins d'assurer ainsi exclusivement ses membres ou les enfants à leur charge; 40 45
- «Surintendant.» p) «surintendant» signifie le surintendant des assurances.
- Règlements. (2) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, établir des règlements déterminant et définissant, pour les objets de la présente loi et de tout certificat d'enregistrement accordé sous son régime, ce qui 50

est... dans l'édifice... de la... de...

PARTIE I

APPLICATION

2. Les dispositions de la Partie II de la présente loi s'appliquent à toute compagnie constituée en corporation par une loi spéciale du Parlement du Canada postérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Les dispositions de la Partie II, autres que celles de la Partie III, s'appliquent également à toute compagnie constituée en corporation par une loi spéciale adoptée par le Parlement à un certain jour, mais non moins de six mois avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) Les dispositions de la Partie II, autres que celles de la Partie III, s'appliquent également à toute compagnie constituée en corporation par une loi spéciale adoptée par le Parlement à un certain jour, mais non moins de six mois avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(4) Les dispositions des articles vingt-six, quarante et quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, ainsi que les dispositions des Parties III à VII inactivement de la présente loi s'appliquent à toute compagnie, indépendamment de la date de constitution en corporation.

4. Toute compagnie constituée en corporation par une loi dans le territoire d'un des Premiers Ministres de la présente loi doit être constituée dans les territoires mentionnés et nommés dans la présente loi et les dispositions de la présente loi s'appliquent à cette compagnie.

(2) Toute disposition contenue dans la présente loi, autre que celle de la Partie III, s'applique à toute compagnie constituée en corporation par le Parlement du Canada, et toutes les lois modificatives de cette loi spéciale sont pérennes et restent en vigueur, excepté aux seules fins de modifier les affaires de cette compagnie, à l'expiration de deux années à compter de leur adoption, à moins que, dans ce délai, de deux années, la compagnie concernée par cette loi ne soit constituée en corporation en vertu d'une loi spéciale.

(3) Lorsque, dans toute loi de constitution d'une compagnie ou dans toute loi modifiant les dispositions de quelque loi générale du Parlement relative aux compagnies d'assurance, ou des modifications y apportées, sont en tout ou partie figurées applicables à la compagnie, les dispositions correspondantes ou analogues de la présente loi et des modifications y apportées doivent se lire en tout ou en partie, et la loi de constitution et les modifications y apportées doivent s'interpréter en conséquence.

Application
de la loi
à la date
de l'entrée
en vigueur
de la présente
loi.

Application
de la loi
à la date
de l'entrée
en vigueur
de la présente
loi.

Application
de la loi
à la date
de l'entrée
en vigueur
de la présente
loi.

est censé être une classe d'assurance distincte, ainsi que la nature de chaque pareille classe d'assurance.

Publication.

(3) Tous règlements ainsi établis doivent être publiés dans l'édition suivante de la *Gazette du Canada*.

PARTIE I.

APPLICATION.

Application aux compagnies constituées après le 4 mai 1910.

3. Les dispositions de la Partie II de la présente loi s'appliquent à toute compagnie constituée en corporation par une loi spéciale du Parlement du Canada postérieurement au quatrième jour de mai, mil neuf cent dix. 5

Compagnies constituées mais non munies de permis avant le 4 mai 1910.

(2) Les dispositions de la Partie II, autres que celles de l'article cinq, s'appliquent également à toute compagnie constituée en corporation par une loi spéciale dudit Parlement à ou avant ladite date, mais non munie d'un permis du ministre, à ou avant ladite date, et dans tous les cas où les dispositions de ladite Partie II sont incompatibles avec celles de la loi spéciale ainsi adoptée à ou avant ladite date, les dispositions de la Partie II prévalent. 10 15

Dispositions applicables à toutes les compagnies.

(3) Les dispositions des articles vingt-six, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, ainsi que les dispositions des Parties III à VII inclusivement de la présente loi, s'appliquent à toute compagnie, indépendamment de la date de constitution en corporation. 20

Forme de la loi de constitution.

4. Toute compagnie constituée en corporation par une loi dans la forme établie à la Première Annexe de la présente loi, doit être investie de tous les pouvoirs, privilèges et immunités, et être assujétie à toutes les obligations et dispositions qu'énonce la présente loi et applicables à cette compagnie. 25

Expiration de la charte, à moins d'obtention de certificat d'enregistrement.

(2) Sauf dispositions contraires de la présente loi, toute loi spéciale de constitution de compagnie jusqu'ici ou dorénavant adoptée par le Parlement du Canada, et toutes les lois modificatives de cette loi spéciale, sont périmées et cessent d'être en vigueur, excepté aux seules fins de liquider les affaires de cette compagnie, à l'expiration de deux années à compter de leur adoption, à moins que, dans ce délai de deux années, la compagnie constituée par cette loi spéciale n'ait été enregistrée et n'ait obtenu un certificat d'enregistrement sous le régime de la présente loi. 30 35

Substitution de la présente loi aux anciennes lois générales dans les chartes.

(3) Lorsque, dans toute loi de constitution d'une compagnie ou dans toute loi la modifiant, les dispositions de quelque loi générale du Parlement relatives aux compagnies d'assurance, ou des modifications y apportées, sont en tout ou partie rendues applicables à la compagnie, les dispositions correspondantes ou analogues de la présente loi et des modifications y apportées doivent se lire en leur lieu et place, et ladite loi de constitution et les modifications y apportées doivent s'interpréter en conséquence. 45

PARTIE II

CLASSES RELATIVES AUX COMPAGNIES

5. Toute loi spéciale du Parlement du Canada, adoptée après le centième jour de son entrée en vigueur, qui a pour objet de modifier la constitution d'une compagnie selon la forme de la Première Annexe de la présente loi, doit se lire comme si elle contenait les dispositions ci-dessous énoncées dans la présente loi, et être interprétée à la lumière desdites dispositions.

100-101
100-102
100-103
100-104
100-105
100-106
100-107
100-108
100-109
100-110

100-111
100-112
100-113
100-114

100-115
100-116
100-117

100-118
100-119
100-120

100-121
100-122
100-123
100-124

(2) Les personnes désignées comme administrateurs provinciaux dans la loi spéciale doivent être les administrateurs provinciaux de la compagnie, dans la mesure où les lois provinciales pour l'exécution des affaires. Les administrateurs provinciaux doivent rester en fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des administrateurs provinciaux élus; ils peuvent ouvrir immédiatement des registres d'actions, faire inscrire le capital social de l'entreprise, faire des appels de fonds au compte des actions émises, et recevoir des versements au compte des actions émises. Ils doivent déposer dans une banque à charge du Canada tous deniers par eux reçus sur les actions émises ou autrement reçus pour le compte de la compagnie, et ils peuvent les retirer, mais pour les objets de la compagnie seulement. Ils peuvent, de façon générale, accomplir tout ce qui est nécessaire à l'organisation de la compagnie.

(3) Les administrateurs peuvent établir des agences ou bureaux provinciaux relevant, soit au Canada soit ailleurs, aux dépens de la compagnie ou de ses administrateurs.

(4) Le capital social de la compagnie doit être divisé en actions de cinq dollars chacune, et la loi spéciale le doit être en actions de cinq dollars chacune ou de trois millions de dollars, mais le déposant peut être d'un autre capital social.

(5) Les administrateurs, après que tout le capital social autorisé a été versé et qu'il en a été versé cinquante pour cent en espèces, peuvent l'acquiescer, quand il y a lieu, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas la somme prévue à cet égard dans la loi spéciale, mais le capital social doit être versé en espèces, et les administrateurs doivent être responsables de la manière dont le capital social est versé.

(6) Les administrateurs peuvent, en vertu de la loi spéciale, faire des appels de fonds de manière à être en mesure de payer les obligations de la compagnie, et ils peuvent, en vertu de la loi spéciale, faire des appels de fonds de manière à être en mesure de payer les obligations de la compagnie, et ils peuvent, en vertu de la loi spéciale, faire des appels de fonds de manière à être en mesure de payer les obligations de la compagnie.

(7) Dès qu'a été versé le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale, et qu'a été versé dix pour cent du montant dans une banque à charge du Canada, les administrateurs provinciaux doivent convoquer une assemblée générale des actionnaires en quelque lieu désiré de la

10
15
20
25
30
35
40
45
50
55
60
65
70
75
80
85
90
95
100

PARTIE II.

CLAUSES RELATIVES AUX COMPAGNIES.

Dispositions
spéciales
applicables
aux com-
pagnies
constituées
après le 4
mai 1910.

5. Toute loi spéciale du Parlement du Canada, adoptée après le quatrième jour de mai, mil neuf cent dix, pour la constitution d'une compagnie selon la formule de la Première Annexe de la présente loi, doit se lire comme si elle contenait les dispositions ci-dessous énoncées dans le présent article, et être interprétée à la lumière desdites dispositions. 5

Administra-
teurs
provisaires.

(2) Les personnes dénommées comme administrateurs provisoires dans la loi spéciale doivent être les administrateurs provisoires de la compagnie, dont la majorité constitue quorum pour l'expédition des affaires. Les administrateurs provisoires doivent rester en fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des administrateurs régulièrement élus; ils peuvent ouvrir immédiatement des registres d'actions, faire souscrire le capital social de l'entreprise, faire des appels de fonds au compte des actions souscrites et recevoir des versements au compte de ces actions. Ils doivent déposer dans une banque à charte du Canada tous deniers par eux reçus sur les actions souscrites ou autrement reçus pour le compte de la compagnie, et ils peuvent les retirer, mais pour les objets de la compagnie seulement. Ils peuvent, de façon générale, accomplir tout ce qui est nécessaire à l'organisation de la compagnie. 10 15 20

Conseils
régionaux
et agences.

(3) Les administrateurs peuvent établir des agences ou conseils consultatifs régionaux, soit au Canada soit ailleurs, aux époques et de la manière qu'ils jugent convenables. 25

Actions.

(4) Le capital social de la compagnie doit être divisé en actions de cent dollars chacune, ou, si la loi spéciale le prévoit, en actions de cinq dollars chacune ou de tout multiple de cinq dollars, mais ne dépassant pas cent dollars chacune. 30

Augmenta-
tion du
capital social.

(5) Les administrateurs, après que tout le capital social autorisé a été souscrit et qu'il en a été versé cinquante pour cent en espèces, peuvent l'accroître, quand il y a lieu, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas la somme prévue à cet égard dans la loi spéciale; mais le capital social ne doit pas être accru tant qu'une délibération du conseil d'administration autorisant cet accroissement n'a pas été préalablement soumise aux actionnaires et ratifiée par les deux tiers en somme des actionnaires présents ou représentés par fondés de pouvoirs à une assemblée générale extraordinaire des membres de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet. 35 40

Première
assemblée des
actionnaires.

(6) Dès qu'a été souscrit le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale, et qu'a été versé dix pour cent dudit montant dans une banque à charte du Canada, les administrateurs provisoires doivent convoquer une assemblée générale des actionnaires en quelque lieu désigné de la 45

Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...
Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...

(7) Les actions émises au capital social doivent être...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...
Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...

(8) La compagnie ne doit pas commencer ses opérations...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...
Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...

(9) Les assemblées générales de la compagnie doivent être...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...
Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...

(10) Dans le présent article, l'expression compagnie désigne...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...
Les actions de la compagnie sont émises en vertu de la loi...
Le montant des actions payées par les actionnaires doit être...

Article 10

Article 11

Article 12

Article 13

Article 14

Article 15

municipalité où se trouve le siège social de la compagnie; à cette assemblée, les actionnaires présents ou représentés par fondés de pouvoirs qui ont versé au moins dix pour cent du montant des actions par eux souscrites, doivent élire les administrateurs pour les actionnaires, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, et les administrateurs ordinaires, dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance sur la vie, ainsi qu'il est énoncé à l'article suivant. 5

Appels de versements.

(7) Les actions souscrites au capital social doivent être acquittées en versements déterminés par les administrateurs et aux époques et lieux qu'ils désignent; le premier versement ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent, et nul versement ultérieur ne doit excéder dix pour cent, et tout appel de versement doit porter au moins trente jours de préavis. 10 15

Commencement des opérations.

(8) La compagnie ne doit pas commencer ses opérations tant qu'au moins le montant de capital prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été souscrit et qu'au moins le montant prévu à cet égard dans la loi spéciale n'a pas été versé en espèces à la caisse de la compagnie pour être affecté aux seuls objets de la compagnie, aux termes de ladite loi spéciale; mais les actions sur lesquelles a été versé moins de dix pour cent en espèces par le souscripteur, ne doivent pas compter comme partie du capital dont la souscription est tenue pour nécessaire d'après la loi spéciale, et aucun montant versé en espèces par un actionnaire sur les actions par lui souscrites, s'il ne s'élève à dix pour cent du montant par lui souscrit, ne peut compter comme partie du montant dont le versement est exigé sur ces actions aux termes de cette loi spéciale. 20 25 30

Clause restrictive.

Assemblée annuelle.

(9) Une assemblée générale de la compagnie doit être convoquée à son siège social une fois par année, après l'organisation de la compagnie et le commencement de ses opérations; et à cette assemblée doit être soumis un état des affaires de la compagnie. Des assemblées générales spéciales ou extraordinaires peuvent en tout temps être convoquées par trois des administrateurs ou à la demande de vingt-cinq actionnaires, et l'avis de convocation doit énoncer le but de l'assemblée. 35 40

Réassurance.

(10) La compagnie peut se faire réassurer contre tout risque par elle souscrit, et elle peut réassurer toute autre compagnie exerçant la même classe d'assurance contre tout risque souscrit par cette autre compagnie.

Deux catégories d'administrateurs.

6. Dans le présent article, l'expression «compagnie d'assurance-vie» signifie une compagnie autorisée à exercer les opérations d'assurance sur la vie. 45

(2) a) Toute compagnie d'assurance-vie qui a un capital social, que ce capital porte le nom de capital social, de capital-actions, de fonds de garantie ou tout autre 50

Les administrateurs ont le devoir de veiller à ce que les intérêts de la compagnie soient protégés et de rendre compte de leur gestion à l'assemblée générale. Ils doivent également veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée.

2) Aucune personne ne peut être élue à moins qu'elle ne soit un résident habituel au Canada et qu'elle ait au moins 18 ans à la date de son élection. Les administrateurs doivent être élus par l'assemblée générale de la compagnie. Les administrateurs ont le devoir de veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée.

3) Les administrateurs ont le devoir de veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée. Ils doivent également veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée.

4) Les administrateurs ont le devoir de veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée. Ils doivent également veiller à ce que la compagnie soit gérée de manière efficace et que les fonds de la compagnie soient utilisés de manière appropriée.

Administrateur
Nom et adresse

nom, doit avoir deux catégories d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus par les actionnaires, ci-après désignés «administrateurs pour les actionnaires», et les administrateurs élus par les assurés, ci-après désignés «administrateurs pour les assurés»; 5
 mais les compagnies autres que les compagnies d'assurance-vie, qui ont un capital social ou capital-actions, ne doivent avoir qu'une seule catégorie d'administrateurs, savoir: les administrateurs élus par les actionnaires, ci-après désignés «administrateurs 10 ordinaires»;

Administrateurs pour les actionnaires.

b) Aucune personne ne peut être éligible à devenir, ni ne doit être élue, administrateur pour les actionnaires d'une compagnie d'assurance-vie, non plus qu'administrateur ordinaire d'une compagnie autre qu'une 15 compagnie d'assurance-vie, à moins d'être actionnaire et de posséder des actions du capital social ou du capital de garantie, selon le cas, de la compagnie, en son propre nom, pour son propre compte et absolument de plein droit, jusqu'à concurrence d'au moins 20 deux mille cinq cents dollars, et d'avoir effectué en espèces tous les versements échus sur ces actions et acquitté tous ses engagements envers la compagnie; et la majorité des administrateurs ainsi élus doit en tout temps se composer de personnes résidant au 25 Canada, et de naissance ou par naturalisation sujettes de Sa Majesté;

Administrateurs de compagnies d'assurance autres que sur la vie.

c) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie d'assurance-vie, doit être élu, à la première assemblée annuelle et à chaque assemblée annuelle subséquente, 30 un conseil composé d'au moins neuf et d'au plus vingt et un administrateurs, lesquels doivent rester en fonctions durant une année, et sont rééligibles;

Administrateurs des compagnies d'assurance-vie.

d) Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, doivent être élus, à la première et à la deuxième assemblée 35 annuelle, au moins cinq et au plus neuf administrateurs pour les actionnaires, lesquels doivent rester en fonctions durant une année, et sont rééligibles;

Nombre des administrateurs et composition du conseil.

e) Toute compagnie d'assurance-vie doit, par règlement adopté au moins trois mois avant la troisième assem- 40 blée annuelle qui suit l'octroi, à cette compagnie, d'un certificat d'enregistrement sous le régime de la présente loi, déterminer le nombre d'administrateurs que les actionnaires et les porteurs de polices à participation ont respectivement à élire à ladite assemblée annuelle, ainsi 45 qu'il est prévu au présent article; et le nombre d'administrateurs pour les assurés ainsi déterminé doit être au moins le tiers du nombre total à élire. La compagnie peut, par ledit règlement, prescrire que tous les administrateurs des deux catégories soient élus pour 50 une, deux ou trois années. Si le règlement prescrit une

durée de fonctions de deux ou trois années, il peut aussi prescrire que *a*) la durée des fonctions soit ininterrompue pour tous les administrateurs des deux catégories, ou que *b*) un certain nombre des administrateurs, au moins le tiers, de chaque catégorie, se retirent chaque année. A ladite assemblée annuelle et à chaque assemblée annuelle subséquente, doit être élu un conseil tel que déterminé par règlement comme il est dit ci-dessus; mais ce conseil doit se composer d'au moins neuf et d'au plus vingt et un administrateurs, qui tous sont rééligibles. Les administrateurs pour les actionnaires doivent être élus par les actionnaires, et les administrateurs pour les assurés doivent être élus par les porteurs de police à participation;

Le gérant peut être un administrateur.

f) Le gérant d'une compagnie peut être un administrateur, mais nul agent ou fonctionnaire rémunéré, autre que le gérant, n'est éligible au poste d'administrateur. Les mots «fonctionnaire rémunéré», dans le présent alinéa, ne doivent pas comprendre le président du conseil d'administration, ou le président et le vice-président, ou le président et le premier vice-président, s'il est plus d'un vice-président, élus en vertu de l'alinéa *j*) du présent article;

Une voix par action.

g) A toutes les assemblées générales d'une compagnie, chaque actionnaire présent en personne ou représenté par fondé de pouvoirs, qui a acquitté en espèces tous les versements échus sur ses actions et tous les engagements par lui contractés envers la compagnie, dispose d'une voix pour chaque action dont il est porteur;

Est membre tout porteur de police à participation pour \$2,000.

h) Dans le cas d'une compagnie d'assurance-vie, toute personne, actionnaire ou non de la compagnie, dont la vie est assurée dans la compagnie pour deux mille dollars ou plus, par une ou plusieurs polices à participation sur lesquelles il n'est dû aucune prime, laquelle personne est appelée porteur de police à participation, doit être membre de la compagnie et avoir droit d'assister et de voter à toutes les assemblées générales de la compagnie; mais les porteurs de polices à participation n'ont pas, en cette qualité, le droit de voter à l'élection des administrateurs pour les actionnaires. Néanmoins, dans le cas de liquidation de la compagnie, le porteur de police, en cette qualité de membre, n'a pas le droit de participer à la distribution de l'actif, ni n'est susceptible de figurer sur la liste des contributeurs. Tout porteur d'une ou plusieurs polices à participation pour quatre mille dollars ou plus dans la compagnie, à l'exclusion des augmentations de capitaux assurés, sur lesquelles polices il n'est pas dû de primes, peut, s'il n'est pas actionnaire et s'il a payé des primes sur cette police ou ces polices pendant au

Clause conditionnelle.

- moins trois années, être élu administrateur pour les assurés. Les administrateurs pour les assurés doivent se réunir avec les administrateurs pour les actionnaires, et ils ont droit de voter sur toutes les questions d'affaires; 5
- Elections. *i)* Les élections d'administrateurs se font au scrutin;
- Président. *j)* Les administrateurs doivent élire parmi eux un président et un ou plusieurs vice-présidents, et ils peuvent élire un président du conseil d'administration;
- Quorum. *k)* A toutes les assemblées des administrateurs pour l'expédition des affaires, la majorité du conseil constitue quorum lorsque le nombre des administrateurs n'excède pas treize; quand ce nombre dépasse treize, le quorum est de sept; 10
- Avis des assemblées. *l)* La compagnie doit avoir chaque année un jour et une heure fixes pour son assemblée annuelle, et, quinze jours au moins avant l'assemblée, avis régulier doit en être donné dans deux ou plus de deux journaux quotidiens publiés au siège de la compagnie ou dans les environs; et, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, cette date doit être imprimée en gros caractères sur chaque reçu de renouvellement délivré par la compagnie; 15 20
- Vote. *m)* A l'assemblée annuelle, nul actionnaire d'une compagnie, autre qu'une compagnie d'assurance-vie, ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs ordinaires qu'il n'y en a à élire; et s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie, nul actionnaire ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les actionnaires, et nul porteur de police à participation ne peut voter pour un plus grand nombre d'administrateurs qu'il n'y en a à élire pour les assurés; 25 30
- Fondés de pouvoirs. Procuration. *n)* Tout fondé de pouvoirs représentant un actionnaire doit lui-même être un actionnaire et avoir droit de vote, et une procuration n'est valable que si elle a été signée, scellée et délivrée dans les trois mois qui précèdent la date de l'assemblée où elle doit être utilisée et si elle a été remise au secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant l'assemblée; elle ne peut servir qu'à cette assemblée ou à la reprise de cette assemblée après ajournement, et elle peut être révoquée en tout temps avant l'assemblée; 35 40
- Vacances dans le conseil d'administration. *o)* Les administrateurs peuvent remplir les vacances qui se produisent dans le conseil d'administration en y appelant, pour le reste du terme à courir, et selon le cas, des assurés ou des actionnaires ayant qualité pour remplir ces vacances; 45
- Si l'élection des administrateurs n'a pas lieu. *p)* S'il arrive, à une époque quelconque, qu'une election d'administrateurs n'ait pas eu lieu ou n'ait pas son effet en temps opportun, la compagnie n'est pas tenue pour dissoute de ce chef; mais cette election peut avoir 50

10. Les actions de la compagnie sont transférables
selon les conditions, aux conditions et sous les restrictions
prescrites par la présente charte, par la loi spéciale
ou par les règlements de la compagnie.

Article
10

11. Les administrateurs peuvent, lorsqu'il y a lieu, révoquer ou démettre de leurs fonctions les administrateurs qui ne sont pas nommés en vertu de la présente charte, et ils peuvent faire ou faire faire pour la compagnie les actes et les conventions qui peuvent concerner la compagnie.

Article
11

12. Les administrateurs peuvent établir des règlements qui ne dérogent pas au droit de la loi spéciale ni à la présente charte pour les objets suivants :

Article
12

a) La réglementation de la répartition des actions, des appels de versements sur ces actions, du paiement des versements appelés de l'ordonnance et de l'échéance des actions à des certificats d'actions, de la échéance des actions à défaut de paiement, de la manière de déposer des actions tombées en déshérence et du produit de ces actions ainsi que du transfert des actions;

Article
12

b) La détermination de la valeur des dividendes ;
c) La nomination, les fonctions, les devoirs et la révocation de tous les agents, contractuels et services de la compagnie, la garantie qu'ils doivent donner à la compagnie et leur rémunération ;

Article
12

d) La date et le lieu des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et extraordinaires, les modalités de la convocation, les modalités relatives aux procédures et la manière de procéder en toute matière dans les assemblées ;

Article
12

e) L'application de tout règlement qui s'applique aux dividendes et aux intérêts et le paiement de ces dividendes et intérêts ;
f) La conduite des affaires de la compagnie dans tous les autres détails.

Article
12

13. Les administrateurs peuvent, lorsqu'il y a lieu, révoquer ou démettre de leurs fonctions les administrateurs qui ne sont pas nommés en vertu de la présente charte, et ils peuvent faire ou faire faire pour la compagnie les actes et les conventions qui peuvent concerner la compagnie.

Article
13

14. Les actions de la compagnie sont transférables selon les conditions, aux conditions et sous les restrictions prescrites par la présente charte, par la loi spéciale ou par les règlements de la compagnie.

Article
14

lieu à toute assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet, et les administrateurs sortants doivent rester en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

- Pouvoirs des administrateurs.** 7. Les administrateurs peuvent, en toutes choses, administrer les affaires de la compagnie, et ils peuvent faire ou faire faire pour la compagnie les contrats de toute espèce que peut conclure la compagnie. 5
- Règlements.** 8. Les administrateurs peuvent établir des règlements qui ne dérogent pas au droit, à la loi spéciale ni à la présente loi, pour les objets suivants: 10
- Actions.** a) La réglementation de la répartition des actions, des appels de versements sur ces actions, du paiement des versements appelés, de l'émission et de l'enregistrement des certificats d'actions, de la déchéance des actions à défaut de paiement, de la manière de disposer des actions tombées en déchéance et du produit de ces actions, ainsi que du transfert des actions; 15
- Dividendes.** b) La déclaration et le service des dividendes;
- Fonctionnaires.** c) La nomination, les fonctions, les devoirs et la révocation de tous les agents, fonctionnaires et serviteurs de la compagnie, la garantie qu'ils doivent donner à la compagnie et leur rémunération; 20
- Assemblées.** d) La date et le lieu des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées régulières et extraordinaires des administrateurs et de la compagnie, les conditions relatives aux procurations et la manière de procéder en toute matière à ces assemblées; 25
- Peines.** e) L'imposition et le recouvrement des amendes et les déchéances sur lesquelles il peut être statué par règlement; et 30
- Généralités.** f) La conduite des affaires de la compagnie dans tous les autres détails.
- Modification des règlements. Clause restrictive.** 9. Les administrateurs peuvent, lorsqu'il y a lieu, révoquer ces règlements, les modifier ou les remettre en vigueur; mais ces règlements et ces modifications, révocations ou remises en vigueur, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée à cette fin, ne doivent avoir d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie; et, s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils doivent cesser d'avoir vigueur ou effet à compter de ce défaut de ratification. 35
- Ratification nécessaire.** 40
- Actions transférables.** 10. Les actions de la compagnie sont transférables seulement de la manière, aux conditions et sous les restrictions prescrites par la présente Partie, par la loi spéciale ou par les règlements de la compagnie. 45

11. Si la loi spéciale ne contient pas d'autres dispositions expressives, les actions de la compagnie doivent être réparties aux époques et de la manière que les administrateurs ordonnent par règlement ou autrement.

Section 11

12. Les administrateurs de la compagnie peuvent appeler et exiger des actionsnaires de la compagnie, respectivement le versement de toutes les sommes d'argent payées ou à payer aux époques, aux endroits et en tels paiements ou versements que prescrit ou permet la loi spéciale ou la présente loi.

Section 12

(3) Les intérêts doivent courir et devenir exigibles au taux de cinq pour cent par année sur le montant de tout versement impayé, à compter de la date fixée pour le paiement de ce versement appelé.

Section 13

14. Et après l'appel ou l'avis prescrit par la loi spéciale ou les règlements de la compagnie, quelques versements exigés sur une ou plusieurs actions n'est pas effectué dans le délai fixé à cet égard par la loi spéciale ou par ces règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par délibération prise à cet effet et devant les faits et documents concernant

Section 14

aux procès-verbaux, ordonnances, résolutions et décisions des actions sur lesquelles ce versement n'a pas été effectué, (3) De ce moment, les actions touchées en décidant apparteniront à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les administrateurs l'ordonnent par règlement ou autrement.

Section 15

15. Nulles actions ne sont les transférées avant qu'il n'ait été entièrement payées à tous les appels antérieurs de versements sur cette action, ou tant qu'elle n'a pas été libérée en libération pour défaut de paiement de la somme de plusieurs versements exigés.

Section 16

16. La compagnie doit faire tenir par son secrétaire ou par quelque autre fonctionnaire spécialement chargé de ce soin, un ou des registres où doivent être inscrits :

Section 17

1) Les noms, par ordre alphabétique de toutes les personnes qui ont payé les actions de la compagnie, les noms de toutes les personnes qui ont payé les actions de la compagnie, les noms de toutes les personnes qui ont payé les actions de la compagnie, les noms de toutes les personnes qui ont payé les actions de la compagnie.

Section 18

2) Les versements effectués et ceux restés en arriéré, respectivement sur les actions de chaque actionnaire, et tous les transferts d'actions dans l'ordre de leur présentation à la compagnie pour être inscrits avec la date et les autres détails de chaque transfert et la date de l'inscription de transfert.

Section 19

3) Les noms, adresses et professions de toutes les personnes qui sont ou qui ont été administrateurs de la

Section 20

Leur répartition.

11. Si la loi spéciale ne contient pas d'autre disposition expresse, les actions de la compagnie doivent être réparties aux époques et de la manière que les administrateurs ordonnent par règlement ou autrement.

Appels de versements.

12. Les administrateurs de la compagnie peuvent appeler et exiger des actionnaires de la compagnie, respectivement, le versement de toutes les sommes d'argent par eux souscrites, aux époques, aux endroits et en tels paiements ou versements que prescrit ou permet la loi spéciale ou la présente loi. 5

Intérêts sur les versements impayés.

(2) Les intérêts doivent courir et devenir exigibles au taux de cinq pour cent par année sur le montant de tout versement impayé, à compter de la date fixée pour le paiement de ce versement appelé. 10

Déchéance des actions au cas de non-paiement des versements.

13. Si, après l'appel ou l'avis prescrit par la loi spéciale ou les règlements de la compagnie, quelque versement exigé sur une ou plusieurs actions n'est pas effectué dans le délai fixé à cet égard par la loi spéciale ou par ces règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par délibération prise à cet effet et énonçant les faits et dûment consignée aux procès-verbaux, sommairement prononcer la déchéance des actions sur lesquelles ce versement n'a pas été effectué. 15

Retour à la compagnie.

(2) De ce moment, les actions tombées en déchéance appartiennent à la compagnie, et il peut en être disposé selon que les administrateurs l'ordonnent par règlement ou autrement. 20

Restriction relative aux transferts.

14. Nulle action ne peut être transférée avant qu'il ait été entièrement satisfait à tous les appels antérieurs de versements sur cette action, ou tant qu'elle n'a pas été déclarée en déchéance pour défaut d'acquiescement d'un ou de plusieurs versements échus. 25

Registres d'actions à tenir, contenant:

15. La compagnie doit faire tenir par son secrétaire, ou par quelque autre fonctionnaire spécialement chargé de ce soin, un ou des registres où doivent être inscrits:

noms des actionnaires;

a) Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires; 35

adresse et qualité;

b) L'adresse et la qualité ou profession de chaque semblable personne pendant qu'elle est actionnaire;

nombre des actions; versements;

c) Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire;

d) Les versements effectués et ceux restés en souffrance, respectivement, sur les actions de chaque actionnaire; 40

transferts d'actions;

e) Tous les transferts d'actions, dans l'ordre de leur présentation à la compagnie pour être inscrits, avec la date et les autres détails de chaque transfert et la date de l'inscription du transfert; et 45

noms, adresses et qualité des administrateurs.

f) Les noms, adresses et professions de toutes les personnes qui sont ou qui ont été administrateurs de la

compagnie, avec les différentes dates auxquelles elles sont devenues ou ont cessé d'être administrateurs, distinction faite, dans le cas des compagnies d'assurance sur la vie, entre les administrateurs pour les actionnaires et les administrateurs pour les assurés. 5

Pouvoirs des administrateurs concernant les inscriptions de transferts.

16. Les administrateurs peuvent permettre ou refuser de permettre l'inscription, dans ce ou ces registres, de tout transfert d'actions dont le montant total n'a pas été acquitté.

Le transfert n'est valide qu'après inscription.

17. A moins qu'il n'ait été effectué par voie de vente en vertu d'une saisie ou en exécution d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement d'une cour de juridiction compétente, nul transfert d'actions n'est valable pour un objet quelconque tant que l'inscription n'en a pas été régulièrement faite dans ce ou ces registres, si ce n'est à l'effet de démontrer les droits réciproques des parties au transfert, et de rendre le cessionnaire responsable, dans l'intervalle, conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers. 10 15

Exception.

Les registres d'actions peuvent être consultés.

18. Ces registres doivent être tenus ouverts pour être consultés au siège ou bureau principal de la compagnie, tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires, par les actionnaires et les créanciers de la compagnie, ainsi que par leurs représentants personnels, et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, par les porteurs de polices à participation; et tout actionnaire, créancier ou représentant personnel, et tout porteur de police à participation peut en faire des extraits. 20 25

Peine.

19. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans au plus, tout administrateur, fonctionnaire ou serviteur de la compagnie qui, sciemment, fait ou aide à faire quelque fausse écriture dans un des registres dont la présente Partie enjoint la tenue à la compagnie, ou qui refuse ou néglige à dessein d'y faire quelque écriture nécessaire, ou qui refuse de communiquer le registre ou de permettre qu'on le consulte et qu'on en fasse des extraits. 30 35

Ecritures fausses ou omises par négligence.

Défaut de tenir les registres accessibles.
Peine.

20. Toute compagnie qui néglige de tenir accessibles à l'inspection, comme le prescrit la présente Partie, les registres que la présente Partie la requiert de tenir, est passible d'une amende de cinquante dollars au maximum pour chaque jour que dure cette négligence. 40

Responsabilité des actionnaires envers les créanciers.

21. Tout actionnaire, jusqu'à ce qu'il ait payé le montant intégral de ses actions, est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie d'une somme 45

égale à celle qui reste impayée sur ces actions; mais il n'est pas sujet à un recours en justice institué de ce chef par un créancier tant qu'il n'a pas été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée contre la compagnie à l'instance de ce créancier n'a rien produit, ou n'a pas suffisamment produit.

5

Mesure de responsabilité.

(2) La somme qui reste due, après cette exécution, dans les limites du montant non payé par l'actionnaire sur ses actions, est, avec les dépens, la somme recouvrable de cet actionnaire.

Mesure de la responsabilité des actionnaires.

22. Les actionnaires de la compagnie ne sont pas, comme tels, tenus responsables des actes, manquements ou obligations, quels qu'ils soient, de la compagnie, ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, tractations, faits ou choses quelconques concernant la compagnie, au delà du montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie.

15

Les fiduciaires ne sont pas responsables personnellement.

23. Aucune personne qui détient des actions dans la compagnie à titre d'exécuteur testamentaire, régisseur, tuteur, curateur ou fiduciaire, n'est elle-même assujétie à responsabilité comme actionnaire; mais les biens et fonds en sa possession répondent de la même manière et au même degré que répondrait lui-même le testateur ou l'intestat, s'il était vivant, ou le mineur, le pupille, l'interdit ou l'intéressé dans cette fiducie, s'il était capable d'agir et de posséder les actions en son propre nom.

25

Les biens répondent.

Le gagiste est seul responsable.

(2) Aucune personne qui détient des actions dans la compagnie, à titre de nantissement, ne doit elle-même être tenue responsable comme actionnaire; mais la personne qui a gagé ces actions en est réputé le porteur, et est conséquemment responsable en qualité d'actionnaire.

30

Avis.

24. En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans la loi spéciale, ou dans les règlements de la compagnie, ou dans la présente loi, avis du jour, de l'heure et du lieu des assemblées générales de la compagnie doit être donné, au moins dix jours d'avance, dans un journal publié dans la localité où est situé le siège social ou le bureau principal d'affaires de la compagnie, ou, s'il n'y a pas de journal publié à cet endroit, dans le journal publié dans la localité la plus rapprochée.

35

Les arrérages empêchent de voter. Autant de voix que d'actions. Fondé de pouvoirs.

25. Aucun actionnaire arriéré dans ses versements ne peut voter aux assemblées de la compagnie.

40

(2) En l'absence d'autres dispositions, de la manière susdite, chaque actionnaire, à toutes les assemblées générales de la compagnie, a droit à autant de votes qu'il possède d'actions dans la compagnie, et il peut voter par fondé de pouvoirs.

45

Vote par
fondés de
pouvoirs.

26. Les dispositions du présent article s'étendent et s'appliquent à toute compagnie, autre qu'une compagnie autorisée à exercer l'assurance-vie, ayant un capital social, que ce capital porte le nom de capital social, de capital- 5
actions, de fonds de garantie ou tout autre nom, et aussi à toute compagnie mutuelle, nonobstant toute disposition contraire d'une loi spéciale relative à pareille compagnie, des statuts ou d'un règlement de ladite compagnie.

Application.

Les fondés
de pouvoirs
doivent être
actionnaires.

(2) A toutes les assemblées où des porteurs d'actions du capital social ou du capital de garantie, des assurés ou des 10
membres ont droit de voter, le vote peut s'exercer par fondé de pouvoirs, et tout fondé de pouvoirs doit être lui-même un actionnaire, un assuré ou un membre et avoir droit de voter.

Les fidu-
ciaires et
gagistes
peuvent voter
comme
actionnaires.

27. A toutes les assemblées de la compagnie, tout 15
exécuteur testamentaire, régisseur, tuteur, curateur ou fiduciaire représente les actions qu'il possède en sa qualité de fiduciaire, et peut voter comme actionnaire; et toute personne qui nantit ses actions peut, malgré ce nantissement, les représenter à ces assemblées et voter comme actionnaire. 20

Des assem-
blées extra-
ordinaires
peuvent être
convoquées
par
actionnaires.

28. Des actionnaires qui possèdent le quart en somme du capital souscrit de la compagnie peuvent en tout temps, par réquisition écrite signée d'eux, convoquer une assemblée générale extraordinaire de la compagnie pour délibérer de toute affaire énoncée dans cette réquisition et dans 25
l'avis en vue de la convocation de cette assemblée.

Contrats
conclus par les
agents et les
fonction-
naires.

29. Les contrats, conventions, engagements ou marchés conclus, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées, et les billets à ordre et chèques faits, tirés ou endossés au nom de la compagnie, par ses agents, fonctionnaires ou serviteurs, en conformité générale de leurs 30
pouvoirs comme tels sous l'autorité des règlements de la compagnie, lient cette dernière.

L'apposition
du sceau
n'est pas
de rigueur.

(2) Dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie à ces contrats, conventions, engagements, 35
marchés, lettres de change, billets à ordre ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été conclus, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque règlement, ou vote ou ordre spécial.

Les agents ou
fonctionnaires
ne sont pas
responsables.

(3) La personne qui agit ainsi comme agent, fonctionnaire 40
ou serviteur de la compagnie n'est, à ce titre, individuellement assujétie à aucune responsabilité envers les tiers.

La compa-
gnie n'est pas
responsable
de l'exécution
des fiducies.
Le reçu de
l'actionnaire
est une
libération.

30. La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'une fiducie formelle, implicite ou présumée, ayant des actions pour objet. 45

(2) Le reçu de l'actionnaire au nom duquel l'action est inscrite dans les registres de la compagnie, est pour celle-ci

une libération valable et obligatoire de tous dividendes ou deniers payables sur cette action, et soit qu'avis de la fiducie ait été ou non donné à la compagnie.

Emploi des fonds.

(3) La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi des deniers payés contre un tel reçu.

5

Responsabilité des administrateurs qui déclarent et paient des dividendes, lorsque la compagnie est insolvable.

31. Si les administrateurs de la compagnie déclarent et paient quelque dividende lorsque la compagnie est insolvable, ou quelque dividende dont le paiement la rend insolvable ou diminue son capital-actions, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires individuellement et envers ses créanciers, et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, envers les porteurs de polices à participation, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, et de toutes celles contractées subséquemment pendant qu'ils sont respectivement en fonctions.

Exonération de responsabilité.

(2) Si un administrateur présent lors de la déclaration d'un tel dividende consigne immédiatement, ou si un administrateur alors absent consigne, dans un délai de cinq jours après qu'il a eu connaissance de la chose et qu'il peut le faire, aux procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre le dividende, et la fait insérer, dans la huitaine, dans au moins un journal du lieu où la compagnie a son siège social ou bureau principal d'affaires, ou, s'il n'y paraît pas de journal, dans un journal du lieu le plus rapproché, cet administrateur peut ainsi, mais non d'autre manière, se libérer de cette responsabilité.

Responsabilité des administrateurs à l'égard des transferts d'actions.

32. Lorsqu'il est fait, dans le registre de la compagnie, une inscription de transfert d'actions non intégralement libérées, à une personne qui paraît être sans moyens suffisants, les administrateurs sont conjointement et solidairement responsables envers les actionnaires et les créanciers de la compagnie et, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, envers les porteurs de ses polices à participation, de la même manière et dans la même mesure que l'eût été l'actionnaire cédant si l'inscription n'eût pas eu lieu.

Exonération de responsabilité.

(2) Si un administrateur présent lors de l'autorisation de cette inscription consigne immédiatement, ou si un administrateur alors absent consigne, dans un délai de cinq jours après avoir eu connaissance de la chose et qu'il peut le faire, aux procès-verbaux du conseil d'administration, sa protestation contre ce transfert, et, dans la huitaine, fait insérer cette protestation dans au moins un journal de l'endroit où la compagnie a son siège social ou son bureau principal d'affaires, ou, s'il n'y paraît pas de journal, dans un journal de l'endroit le plus rapproché, cet administrateur peut ainsi, et non d'autre manière, se libérer de cette responsabilité.

Aucun prêt aux administrateurs ou fonctionnaires.

33. Il est interdit à la compagnie de prêter toute partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires, ou à l'épouse ou à tout enfant de ces administrateurs ou fonctionnaires; mais une compagnie autorisée à exercer l'assurance-vie peut prêter des fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires sur la garantie des propres polices de la compagnie.

5

Responsabilité, en cas de prêts par la compagnie aux administrateurs ou aux fonctionnaires.

34. Si, en violation des prescriptions de la présente Partie, la compagnie consent un prêt à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires, tous les administrateurs et les autres fonctionnaires de la compagnie qui l'effectuent ou qui y consentent sont conjointement et solidairement responsables envers elle du montant prêté, et aussi, envers les tiers, jusqu'à concurrence du prêt avec intérêt légal, de toutes dettes de la compagnie contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à son remboursement.

10

15

Relative-ment aux gages non payés.

35. Les administrateurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables, envers ses commis et serviteurs, de toutes dettes n'excédant pas une année de salaire, pour services rendus à la compagnie pendant l'administration de ces administrateurs respectivement.

20

Prescription des actions.

(2) Nul administrateur ne peut être poursuivi pour dette de cette nature, à moins que la compagnie n'ait été poursuivie dans l'année à compter du jour où la dette est devenue exigible, ni à moins qu'il ne soit poursuivi à ce sujet dans l'année à compter du jour où il a cessé d'être administrateur, ni à moins qu'il n'ait été constaté par procès-verbal qu'une exécution exercée contre la compagnie à l'instance du commis ou serviteur n'a rien produit ou n'a pas suffisamment produit.

30

Montant recouvrable.

(3) Ce qui reste impayé après cette exécution est le montant recouvrable, avec dépens, des administrateurs.

Contrainte au paiement des appels de fonds.

36. La compagnie peut contraindre au versement de tous appels de fonds et des intérêts y afférents, par voie de poursuite devant toute cour de juridiction compétente.

35

La Loi des liquidations s'applique.

37. La compagnie est sujette aux dispositions de toute loi générale concernant la liquidation des compagnies par actions.

Preuve des règlements.

38. Une copie d'un règlement de la compagnie, revêtue du sceau de cette dernière et paraissant signée par un fonctionnaire de la compagnie, est recevable à titre de preuve *primâ facie* de ce règlement dans toutes les cours de justice du Canada.

40

Les livres de la compagnie font foi *primâ facie*.

39. Dans toute poursuite ou procédure, tous livres ou registres dont la présente Partie exige la tenue par le

45

...de la compagnie ou un autre fonctionnaire de la compagnie par
...à cette fin, consistant une preuve par un acte, contre
...compagnie ou contre un actionnaire, de tous les faits qui
...y paraissent énoncés.

40. Il est toute fois possible intention par une compagnie
pour contracter un paiement d'un appel de fonds ou des
intérêts y relatifs, au condition sous le sceau de la compa-
gnie et apparemment signés par lui de ses fonctionnaires,
et portant que le débiteur est un actionnaire, que si on lui
verrait dans la poursuite relative le montant ou un tiers
de la somme elle relative les intérêts ont été appelés, et que telle
somme reste de sa part due et payée par le débiteur,
doit être admis par toutes les cours à titre de preuve par
acte.

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

41. Par dérogation aux dispositions de sa loi de consti-
tution, toute compagnie peut :

a) Si elle n'a pas d'autres membres que des actionnaires
ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé
par le vote d'actionnaires représentant au moins les
deux tiers en somme de son capital souscrit et en valeur
ou représentés à une assemblée générale extraordinaire
régulièrement convoquée pour en délibérer, ou

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

b) Si elle n'a pas d'actionnaires, par règlement adopté et
approuvé par le vote des deux tiers au moins des
membres présents ou représentés à une assemblée
générale extraordinaire régulièrement convoquée pour
en délibérer, ou

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

c) Si elle a à la fois des actionnaires et des membres
ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé
par les deux tiers au moins des voix données par les
actionnaires et inscrits à une assemblée générale extra-
ordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer ;

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

(i) Trancher son siège social de son territoire
Canada à tout autre endroit du Canada, ou
(ii) Changer la date de son assemblée générale
annuelle.

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

42. Les amendements d'une compagnie peuvent être
faits, quand il y a lieu, subordonnement à la restriction
ci-dessus, dans le cas où son capital versé est affecté
soit avoir régulièrement pour autorisation et pouvoir par
une délibération sanctionnée par le vote d'actionnaires
représentant au moins les deux tiers de tout le capital sous-
crit de la compagnie, à une assemblée générale extraordi-
naire régulièrement convoquée pour en délibérer, adopter un
règlement ayant pour objet de trancher dudit capital
versé tout montant que les actionnaires leur ont, ainsi
qu'il est dit ci-dessus, donné autorisation et pouvoir de
trancher de ce capital versé, mais nulle partie de l'actif

La compagnie
ou l'actionnaire
ou le débiteur

secrétaire ou un autre fonctionnaire de la compagnie préposé à cette fin, constituent une preuve *primâ facie*, contre la compagnie ou contre un actionnaire, de tous les faits qui y paraissent énoncés.

Preuve de la qualité d'actionnaire.

40. Dans toute poursuite intentée par une compagnie pour contraindre au paiement d'un appel de fonds ou des intérêts y afférents, un certificat sous le sceau de la compagnie et apparemment signé par un de ses fonctionnaires, et portant que le défendeur est un actionnaire, que le ou les versements dont la poursuite réclame le montant ou sur lesquels elle réclame les intérêts ont été appelés, et que telle somme reste de ce chef due et impayée par le défendeur, doit être admis par toutes les cours à titre de preuve *primâ facie*. 5 10

La compagnie peut:

41. Par dérogation aux dispositions de sa loi de constitution, toute compagnie peut: 15

par règlement des actionnaires;

a) Si elle n'a pas d'autres membres que des actionnaires ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé par le vote d'actionnaires représentant au moins les deux tiers en somme de son capital souscrit et présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer; ou 20

par règlement des membres;

b) Si elle n'a pas d'actionnaires, par règlement adopté et approuvé par le vote des deux tiers au moins des membres présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer; ou 25

par règlement des actionnaires et des membres;

c) Si elle a à la fois des actionnaires et des membres ayant droit de vote, par règlement adopté et approuvé par les deux tiers au moins des voix données par ces actionnaires et membres à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer: 30

changer siège social et date de l'assemblée annuelle.

(i) Transférer son siège social de tout endroit du Canada à tout autre endroit du Canada, ou

(ii) Changer la date de son assemblée générale annuelle. 35

Réduction du capital par voie de règlement.

42. Les administrateurs d'une compagnie peuvent toujours, quand il y a lieu, subordonnement à la restriction ci-dessous, dans le cas où son capital versé est affaibli, après avoir régulièrement reçu autorisation et pouvoir par une délibération sanctionnée par le vote d'actionnaires représentant au moins les deux tiers de tout le capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée pour en délibérer, adopter un règlement ayant pour objet de retrancher dudit capital versé tout montant que les actionnaires leur ont, ainsi qu'il est dit ci-dessus, donné autorisation et pouvoir de retrancher de ce capital versé; mais nulle partie de l'actif 40 45

Restriction concernant la réduction.

de la compagnie ne peut être distribué aux actionnaires de la compagnie.

1) Au-dessous de minimum fixé par la loi de constitution de la compagnie comme devant être versé préalable-

ment au commencement de ses opérations; ou

2) Si la loi de constitution ne fixe pas ce minimum, au-dessous de chiffre prévu par la présente loi ou

déterminé par le Conseil de régie, en exécution de l'article paragraphe de l'article cinquième-jour de

la présente loi comme montant du dividé à effectuer avant d'obtenir un certain d'approbation.

3) Le capital d'une compagnie est réputé affecté lorsque son actif à l'exclusion de son capital versé est moindre que son passif calculé en conformité des prescriptions de la

présente loi.

4) Le réajustement doit déclarer la valeur au pair des actions de capital ainsi réduites et le capital social de la

compagnie doit être réduit du montant de la réduction effectuée dans la partie versée de ce capital.

5) La responsabilité des actionnaires demeure la même que si le capital versé de la compagnie n'avait pas subi de réduction.

42. Les administrateurs peuvent:

a) En déclarant qu'il y a lieu sur cette partie des bénéfices de la compagnie qui appartient aux action-

naires en dividendes d'actions ou intérêts additionnels ou autre chose, en mettant le capital versé jusqu'à

conformité d'un montant n'excédant pas le chiffre de la somme de la réserve établie spécialement pour

les dividendes au versement de dividendes et de la somme de la réserve établie spécialement pour

les dividendes d'actions additionnelles, de verser un dividende aux actionnaires en conformité de la présente loi.

b) Distribuer de nouvelles actions jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas celui de ladite réserve.

Les nouvelles actions sont d'abord offertes au moins à leur valeur au pair, aux actionnaires en proportion de

leur participation dans le capital versé de la compagnie.

43) Les administrateurs d'une compagnie peuvent, pour tout, quand il y a lieu, redistribuer le capital versé de la compagnie - dans le cas où l'actif est affecté

à l'accomplissement de ses obligations - à l'achat de nouvelles actions de la compagnie, en versant le montant

de ces actions sur le capital versé de la compagnie, et que les actions ainsi achetées ont été distribuées

à leur valeur au pair, aux actionnaires en proportion de leur participation dans le capital versé de la compagnie.

44) Les administrateurs peuvent, quand il y a lieu, redistribuer le capital versé de la compagnie - dans le cas où l'actif est affecté

à l'accomplissement de ses obligations - à l'achat de nouvelles actions de la compagnie, en versant le montant

de ces actions sur le capital versé de la compagnie, et que les actions ainsi achetées ont été distribuées

à leur valeur au pair, aux actionnaires en proportion de leur participation dans le capital versé de la compagnie.

Capital
et
autres
fonds

Déclaration
de
la
compagnie

Responsabilité
des
actionnaires

Administrateurs
de la
compagnie

Dividendes
et
intérêts

Distribution
de
nouvelles
actions

Redistribution
du
capital
versé

de la compagnie ne peut être distribué aux actionnaires de la compagnie. Toutefois, le capital versé ne peut être réduit

- a) Au-dessous du minimum fixé par la loi de constitution de la compagnie comme devant être versé préalablement au commencement de ses opérations; ou 5
- b) Si la loi de constitution ne fixe pas ce minimum, au-dessous du chiffre prévu par la présente loi ou déterminé par le Conseil du trésor, en exécution du troisième paragraphe de l'article cinquante-trois de la présente loi, comme montant du dépôt à effectuer 10 avant d'obtenir un certificat d'enregistrement.

Capital qui n'est plus intact.

(2) Le capital d'une compagnie est réputé affaibli lorsque son actif, à l'exclusion de son capital versé, est moindre que son passif calculé en conformité des prescriptions de la présente loi.

Déclaration dans le règlement.

(3) Ce règlement doit déclarer la valeur au pair des actions du capital ainsi réduit, et le capital social de la compagnie doit être réduit du montant de la réduction effectuée dans la partie versée de ce capital. 15

Responsabilité des actionnaires.

(4) La responsabilité des actionnaires demeure la même que si le capital versé de la compagnie n'avait pas subi de réduction. 20

43. Les administrateurs peuvent,

Augmentation subéquent du capital.

a) En déclarant, quand il y a lieu, sur cette partie des bénéfices de la compagnie qui appartient aux actionnaires, un dividende d'actions ou bénéfice additionnel ou autre chose, en majorer le capital versé jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas le chiffre ou les chiffres de la réduction dudit capital qui peut avoir été effectuée en vertu des dispositions de l'article qui précède, et dès lors le capital versé et le capital social et chaque action doivent représenter l'ensemble du montant tel que réduit et le montant de la majoration ainsi déclaré comme susdit; ou 25 30

Emission de nouvelles actions.

b) Emettre de nouvelles actions jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas celui de ladite réduction, lesquelles actions sont d'abord offertes, au moins à leur valeur au pair, aux actionnaires, en proportion des anciennes actions qu'ils possèdent; et cette offre doit s'effectuer par voie d'avis énonçant le nombre des actions du nouveau capital auquel a droit chaque actionnaire et fixant un délai à l'expiration duquel l'offre, si elle n'a pas été acceptée, est tenue pour refusée; et une fois le délai expiré, ou dès qu'un actionnaire à qui cet avis a été donné fait savoir qu'il refuse les actions qui lui sont offertes, les administrateurs peuvent disposer de ces actions au moins à leur valeur au pair, de la manière qu'ils jugent la plus avantageuse pour la compagnie. La valeur nominale des nouvelles actions ainsi émises doit être la même que la valeur nominale des actions du capital social versé réduit. 35 40 45 50

CAISSES D'ASSURANCE DISTINCTES.

Approbation
des règle-
ments par le
Conseil du
trésor.

44. Après y avoir été autorisée en vertu d'un règlement établi par les administrateurs et ratifié à une assemblée générale de la compagnie régulièrement convoquée pour cet objet, et après avoir effectué le dépôt en excédent du montant dont les dispositions de la Partie III de la présente loi exigent par ailleurs le dépôt, et après s'être conformée aux termes et conditions que peut fixer et prescrire le Conseil du trésor, toute compagnie peut, sur le rapport du surintendant, exercer la classe ou les classes d'assurance qui peuvent être spécifiées dans le certificat d'enregistrement périodiquement accordé à la compagnie en conformité des dispositions ci-dessous de la présente loi. Cependant, la compagnie doit maintenir des comptes, caisses et garanties distincts selon les prescriptions de l'article quatre-vingt-un de la présente loi.

Clause addi-
tionnelle.

Montant
de caisse
séparée fixé
par le Trésor.

(2) Le montant des fonds de ladite caisse séparée et distincte à maintenir à l'égard de toute classe ou de toutes classes d'opérations d'assurance autres que l'assurance sur la vie, doit être déterminé par le Conseil du trésor et dépendre du nombre et de la nature des opérations de la classe ou des classes additionnelles ainsi autorisées, mais il ne doit, dans aucun cas, être moindre que cinquante mille dollars.

Création
de caisse
distincte;
mode.

(3) Dans le cas d'une compagnie enregistrée pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, la compagnie peut, par règlement, en vue de créer ladite caisse séparée et distincte, transférer, pour constituer cette caisse ou une partie de cette caisse, la totalité ou partie du solde créditeur au compte d'excédent des actionnaires, ou, si elle y est régulièrement autorisée en vertu d'un règlement adopté par les administrateurs et approuvé par au moins les deux tiers des votes des membres présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire de la compagnie régulièrement convoquée à cette fin, transférer, pour constituer ladite caisse en tout ou en partie, un montant d'au plus vingt-cinq pour cent de l'excédent de la compagnie ou la somme de cent mille dollars, quel que soit le moindre des deux montants.

Définition
d'«excé-
dent».

(4) Pour les objets du paragraphe précédent, le mot «excédent» signifie l'excédent de l'actif sur la somme globale des engagements de la compagnie envers ses assurés, le montant du capital versé ou capital de garantie, s'il en est, la répartition éventuelle d'excédent entre les polices à dividendes différés, la provision pour dividendes acquis sur les polices à participation quinquennale d'après l'échelle qui sert à la répartition de l'excédent entre les polices à dividendes différés de la même durée, et tous ses autres engagements, de quelque nature qu'ils soient.

17. Si une partie de ladite somme est affectée à un autre usage, le montant de la somme affectée est imputé sur le montant de la somme affectée à l'usage principal.

18. L'annulation de la somme affectée à un autre usage ne fait pas obstacle à l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

19. Toute somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

20. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

21. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

22. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

23. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

24. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

25. La somme affectée à un autre usage est affectée à l'usage principal à compter de la date de l'annulation de la somme affectée à l'usage principal.

Dispositions
du règle-
ment, lorsque
la caisse est
créée à
l'aide de
l'excédent.

(5) Si une partie de ladite caisse séparée et distincte est créée par un transfert provenant de l'excédent de la caisse d'assurance-vie de la compagnie, le règlement doit prescrire qu'une part des bénéfices de ladite caisse, égale à la proportion que le montant ainsi transféré dudit excédent constitue par rapport au montant total ainsi transféré ou porté au crédit de ladite caisse, soit par la suite portée au crédit de la caisse d'assurance-vie de la compagnie. 5

Transfert
de l'excédent
disponible
pour
dividendes.

(6) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une compagnie enregistrée pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, la compagnie peut, par règlement, transporter à cette caisse tout ou partie de son excédent qui, en vertu des dispositions de la présente loi, est disponible pour le paiement de dividendes à ses actionnaires, et le montant de cette caisse séparée et distincte ne doit pas être inférieur à 15 cent mille dollars. 10

Liquidation
de la caisse
séparée et
distincte.

(7) Toute caisse séparée et distincte dont il est fait mention au présent article peut, dans le cas de toute compagnie, être liquidée sous l'empire des dispositions de la présente loi ou de la *Loi des liquidations*, indépendamment des autres opérations de la compagnie, et les dispositions de la présente loi et de la *Loi des liquidations* s'appliquent à ces caisses, d'une manière aussi absolue que si la compagnie ne poursuivait que la classe ou les classes d'opérations à l'égard de laquelle ou desquelles ces caisses sont maintenues. 20 25

Capital social
ne répond que
des caisses
séparées.

(8) Lors de la liquidation de la compagnie ou de l'une de ses caisses, le capital social, s'il en est, souscrit avant la date de la séparation des caisses mentionnées aux présentes, ne répond, tant pour le montant versé que pour le montant non versé de ce capital social, que des réclamations ou indemnités découlant des classes d'opérations poursuivies avant ladite date. 30

Les frais de
la constitu-
tion, à la
charge des
actionnaires.

45. La totalité des frais pour l'obtention de la constitution et des souscriptions au capital social doit être portée directement au compte des actionnaires, et le montant doit en être déterminé par pourcentage sur le capital social, ou déterminé en masse et indiqué à la face de la formule du contrat de souscription au capital, et ne doit pas être débité au compte du capital versé ni au compte des fonds d'assurance, ni payé sur l'un ou l'autre compte, ni d'aucune façon être porté, soit directement soit indirectement, au débit des assurés. 35 40

Déclaration
sous serment
des dépenses
d'organisa-
tion.

46. A l'époque où une compagnie demande le certificat d'enregistrement exigé par la présente loi, il doit être soumis au ministre une déclaration sous serment énonçant les diverses sommes d'argent payées pour la constitution et l'organisation de la compagnie, et cette déclaration doit en outre comprendre une liste de tous les engagements impayés, s'il en est, qui se rattachent à cette constitution et organisation ou qui en découlent. 45 50

(2) Tant que le certificat d'insolvabilité n'a pas été accordé, il ne doit être effectué aucun paiement pour les dépenses de constitution et d'organisation sur les fonds versés par les souscripteurs, excepté le paiement de sommes nécessaires aux idées aux débiteurs, aux honoraires de loi et pour l'oyer de bureaux, publications, papeterie, frais de port et de voyage, s'il en est.

(3) Le liquidateur ne doit pas accorder de certificat d'insolvabilité avant d'être convaincu qu'il n'y a pas d'actifs suffisants pour payer les dettes de la compagnie en vertu de la loi spéciale. Les souscriptions au capital social aux versements par les actionnaires à compte de leurs souscriptions, et à moins qu'il ne soit convenu que les frais de constitution et d'organisation, y compris la commission à payer pour la vente des actions de la compagnie, sont remboursables.

47. Si la compagnie n'obtient pas un certificat d'insolvabilité avant l'expiration de sa loi de constitution, et si les fonds à action ont été versés et si les souscripteurs ont été versés en totalité ou en partie, toute portion des sommes ainsi versées soit pour le compte du capital, soit en prime sur le capital, ou en intérêts accumulés sur ce capital, ne doit être déboursée en mandats, salaires, rétribution de services ou pour autres objets, sauf un montant raisonnable pour payer les aides aux débiteurs, les services d'homme de loi, le loyer de bureaux, la publication de prospectus, les frais de port et de voyage s'il en est, à moins qu'il n'y soit pourvu par une délibération des souscripteurs à une assemblée convoquée spécialement à cet effet.

48. Les sommes ainsi versées ont été représentées par les souscripteurs ou par des fonds de provision des souscripteurs, et à cette occasion, chaque souscripteur a droit à un vote pour chaque dix dollars versés, soit comme capital, soit comme prime sur le capital, au compte de sa souscription.

49. Les administrateurs provisionnels, ou les administrateurs...

50. Les administrateurs provisionnels, ou les administrateurs... doivent convoquer dans les administrateurs provisionnels ou les administrateurs provisionnels devant adresser une requête à un juge d'un court suprême ou d'un autre de haute juridiction pour faire établir et déterminer tous les frais et la modicité du montant des déboursés déjà effectués et auxquels ont agant et les intérêts, s'il en est dûment été alloué avant de distribuer le solde aux souscripteurs.

51. Avis de l'assemblée et parts de la compagnie respective...

Vertical text on the right margin, likely bleed-through from the reverse side of the page.

Restriction
dans les
dépenses.

(2) Tant que le certificat d'enregistrement n'a pas été accordé, il ne doit être effectué aucun paiement pour les dépenses de constitution et d'organisation sur les fonds versés par les actionnaires, excepté le paiement de sommes raisonnables aux aides aux écritures, aux hommes de loi et pour loyer de bureaux, publicité, papeterie, frais de port et de voyage, s'il en est. 5

Conditions
préalables à
l'octroi
du certificat
d'enregist-
rement.

(3) Le ministre ne doit pas accorder de certificat d'enregistrement avant d'être convaincu qu'ont été observées toutes les prescriptions de la présente loi et de la loi spéciale constituant la compagnie en corporation, relativement aux souscriptions au capital social aux versements par les actionnaires à compte de leurs souscriptions, à l'élection des administrateurs et autres préliminaires, et à moins qu'il ne soit convaincu que les frais de constitution et d'organisa- 10
tion, y compris la commission à payer pour la vente des actions de la compagnie, sont raisonnables. 15

Contrôle des
paiements
par les
actionnaires,
si le certificat
d'enregist-
rement
n'est pas
obtenu.

47. Si la compagnie n'obtient pas un certificat d'enregistrement avant l'expiration de sa loi de constitution, et si les registres d'actions ont été ouverts et si les souscrip- 20
tions ont été versées en totalité ou en partie, nulle portion des sommes ainsi versées soit pour le compte du capital, soit en primes sur le capital, ou en intérêts accumulés sur ce capital, ne doit être déboursée en commissions, salaires, rétribution de services ou pour autres objets, sauf un montant raison- 25
nable pour payer les aides aux écritures, les services d'hommes de loi, le loyer de bureaux, la publicité, la papeterie, les frais de port et de voyage, s'il en est, à moins qu'il n'y soit pourvu par une délibération des souscripteurs à une assem- 30
blée convoquée après avis, à laquelle assemblée la majeure portion des sommes ainsi versées est représentée par les souscripteurs, ou par des fondés de pouvoirs des souscrip-
teurs; et à cette assemblée, chaque souscripteur a droit à un vote pour chaque dix dollars versés, soit comme capital soit comme prime sur le capital, au compte de sa souscrip- 35
tion.

Assemblée et
requête au
tribunal pour
fixation du
montant des
paiements.

(2) Si les administrateurs provisoires, ou les administra-
teurs, selon le cas, estiment que le montant alloué par cette
délibération pour commissions, salaires ou rétribution de
services est insuffisant, ou si aucune délibération pour cet 40
objet n'est prise après qu'une assemblée a été régulièrement convoquée, alors les administrateurs provisoires ou
les administrateurs peuvent adresser une requête à un juge
d'une cour supérieure ou d'une cour de comté ayant juridic-
tion à l'endroit où est situé le siège social de la compagnie 45
pour faire établir et déterminer tous les frais et la modéra-
tion du montant des déboursés déjà effectués et auxquels
cet argent et les intérêts, s'il en est, doivent être affectés,
avant de distribuer le solde aux souscripteurs.

Avis
d'assemblée.

(3) Avis de l'assemblée et avis de la requête respective- 50
ment mentionnés aux paragraphes précédents, doivent être

établi par décret de l'Etat au budget de l'Etat, sous les
 renseignements et détails, en même temps et au jour même
 la date fixe pour cette assemblée ou pour l'adhésion de cette
 société, ainsi que différents renseignements à leurs adhérents
 postales respectives inscrites aux registres de l'Etat; et que
 un de ces avis doit contenir un état sous une forme spéciale,
 des divers montants pour commissions, salaires, honoraires,
 tant de services et de travaux, au paiement desquels il est
 proposé de pourvoir par déduction, ou qu'il est proposé
 de leur établir et déterminer par un acte, selon le cas.

(4) A cette occasion, les votes des souscripteurs peuvent
 être donnés par l'ordre de préférence, mais le fonds de préférence
 doit être inclus dans le souscription, et les souscripteurs
 peuvent être admis en paiement ou par préférence sur
 cette ressource.

(5) Afin que les sommes payées et à payer sous le régime
 du présent article puissent être également réparties
 entre les souscripteurs les administrations provinciales ou
 les administrations, selon le cas, doivent, après que le
 montant de ces sommes a été déterminé de la manière
 prévue au présent article, en établir le part proportionnelle
 à attribuer à chaque souscripteur dans la proportion du
 compte des sommes qu'il a souscrites par rapport au nombre
 total des actions souscrites de bonne foi.

(6) Avant le remboursement aux souscripteurs des sommes
 versées par eux, les administrations provinciales ainsi déter-
 minées doivent en être avisées, et si les sommes respectives
 sont versées aux administrations provinciales, elles doivent
 être avisées de la différence, dans chaque cas, d'office, et
 doivent verser par le souscripteur aux administrations
 provinciales les sommes respectives, selon le cas.

(7) Le total des montants de la différence mentionnée
 au paragraphe précédent, que les administrations provin-
 ciales ou les administrations sont responsables de faire verser
 ou de percevoir dans ce qui leur parait être un délai raison-
 nable, doit être versé dans les indications établies par eux
 devant les sommes versées dans leurs lettres au crédit
 des différents souscripteurs dans la proportion respective
 indiquée au présent article, et le tout au plus tard
 six semaines après l'expiration de la période de souscription
 indiquée dans le présent article, et avant le versement de
 l'excédent des sommes à payer en vertu du présent
 article, doivent attribuer aux souscripteurs, avec une
 intérêt convenable, les sommes respectives de sommes versées
 par les souscripteurs.

Administrations provinciales

Administrations provinciales

Administrations provinciales

Administrations provinciales

- donnés par dépôt de l'avis au bureau de poste, sous pli recommandé et affranchi, au moins vingt et un jours avant la date fixée pour cette assemblée ou pour l'audition de cette requête, envoyé aux différents souscripteurs à leurs adresses postales respectives inscrites aux registres d'actions; et cha- 5
- acun de ces avis doit contenir un état, sous une forme succincte, des divers montants pour commissions, salaires, rétribu- tion de services et déboursés, au paiement desquels il est proposé de pourvoir par délibération, ou qu'il est proposé de faire établir et déterminer par un juge, selon le cas. 10
- Votes. (4) A cette assemblée, les votes des souscripteurs peuvent être donnés par fondés de pouvoirs, mais le fondé de pouvoirs doit être lui-même un souscripteur, et les souscripteurs peuvent être entendus en personne ou par procureurs sur cette requête. 15
- Paiement par les souscripteurs. (5) Afin que les sommes payées et à payer sous le régime du présent article puissent être équitablement réparties entre les souscripteurs, les administrateurs provisoires ou les administrateurs, selon le cas, doivent, après que le montant de ces sommes a été déterminé de la manière 20 prévue au présent article, en établir la part proportionnelle à attribuer à chaque souscripteur dans la proportion du nombre des actions qu'il a souscrites par rapport au nombre total des actions souscrites de bonne foi.
- Différence à verser. (6) Avant le remboursement aux souscripteurs des som- 25 mes qu'ils ont versées, les montants respectifs ainsi déterminés doivent en être déduits, et si les sommes respectivement versées sont inférieures aux montants ainsi déterminés, alors la différence, dans chaque cas, doit être immédiatement versée par le souscripteur aux administrateurs 30 provisoires ou aux administrateurs, selon le cas.
- Perception du montant du déficit. (7) Le total des montants de la différence mentionnée au paragraphe précédent, que les administrateurs provi- 35 soires ou les administrateurs sont incapables de faire rentrer ou de percevoir dans ce qui leur paraît être un délai raisonnable, doit, avec tous frais judiciaires subis, être par eux déduit des sommes restant alors entre leurs mains au crédit des différents souscripteurs dans la proportion ci-dessus mentionnée, en éliminant de la base du calcul les actions sur lesquelles aucune pareille perception n'a été faite. 40
- Remise aux souscripteurs. (8) Les administrateurs provisoires ou les administrateurs, après avoir versé les sommes à payer en vertu du présent article, doivent rembourser aux souscripteurs, avec tous intérêts accumulés, les soldes respectifs des sommes versées par les souscripteurs. 45

PARTIE III

CHAPITRE D'ENREGISTREMENT

47. Tout être établi et résident au département des affaires étrangères enregistre son nom dans les livres de la présente Partie et auxiliaires des certificats d'enregistrement sont accordés.

Enregistrer les noms

48. Les pouvoirs d'une compagnie ne doivent pas être exercés pour entreprendre les opérations d'assurance au Canada, à moins que la compagnie n'ait été enregistrée et ne détienne un certificat d'enregistrement du ministre.

Les opérations d'assurance au Canada

49. Comme condition préalable de son enregistrement,

10 toute compagnie doit déposer au département :

a) Une copie de sa charte, de sa loi de constitution ou de ses statuts certifiée par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa garde;

Copie de la charte

b) Une procuration de la compagnie à son mandataire principal ou fondé de pouvoir au Canada, dans le cas où le ministre peut présenter;

Procuration

c) Un état dans la forme que peut prescrire le ministre de la situation et des affaires de la compagnie au temps et régime pour de décembre qui précède ou à la date à laquelle la compagnie a commencé d'établir son bilan.

État de la situation et des affaires de la compagnie

50. Pourvu que cette date ne soit pas antérieure de plus de deux mois à celle du dépôt de l'état, ainsi que les autres états ou renseignements que le ministre peut exiger avant à la sollicitude de la compagnie et à ses moyens de faire face à tous ses engagements.

51

51. La procuration doit :

La procuration doit

a) Identifier en quel lieu du Canada est en fait ou établi le siège social de la compagnie; et

b) Autoriser expressément le fondé de pouvoir à recevoir du ministre et du surintendant tous les avis qui lui en sont par la loi ou qui peuvent être jugés opportuns de donner; et

c) Désigner que la réception de ces avis à ce siège social ou par un autre moyen de communication sera en fait le pouvoir de la compagnie et de la compagnie à toutes fins de loi.

52

52. Lorsque toute compagnie étrangère soit le régime de la présente loi change son agent principal ou son agent au Canada, elle doit déposer une nouvelle procuration nommant le nouvel agent ou désignant le nouveau siège social, selon le cas.

53

53. Toute compagnie doit, de plus comme condition préalable de son enregistrement, effectuer chez le ministre

Effectuer chez le ministre

PARTIE III.

CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT.

Registre des
compagnies.

48. Sera établi et maintenu, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies enregistrées sous le régime de la présente Partie et auxquelles des certificats d'enregistrement sont accordés.

Nécessité
de l'enre-
gistrement et
du certificat
d'enregistre-
ment.

49. Les pouvoirs d'une compagnie ne doivent pas être exercés pour entreprendre les opérations d'assurance au Canada, à moins que la compagnie n'ait été enregistrée et ne détienne un certificat d'enregistrement du ministre. 5

50. Comme condition préalable de son enregistrement, toute compagnie doit déposer au département: 10

Copie de la
charte.

a) Une copie de sa charte, de sa loi de constitution ou de ses statuts, certifiée par le fonctionnaire compétent qui a l'original en sa garde;

Procuration.

b) Une procuration de la compagnie à son mandataire principal ou fondé de pouvoirs au Canada, dans la forme que le ministre peut prescrire; 15

Etat de la
situation et
des affaires.

c) Un état, dans la forme que peut prescrire le ministre, de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre qui précède, ou à la date à laquelle la compagnie a coutume d'établir son bilan, pourvu que cette date ne soit pas antérieure de plus de douze mois à celle du dépôt de l'état, ainsi que les autres états ou renseignements que le ministre peut requérir quant à la solvabilité de la compagnie et à ses moyens de faire face à tous ses engagements. 20 25

Contenu de la
procuration.

51. La procuration doit:

a) Déclarer en quel lieu du Canada est ou doit être établi le siège social de la compagnie; et

b) Autoriser expressément le fondé de pouvoirs à recevoir du ministre et du surintendant tous les avis prescrits par la loi, ou qu'il peut être jugé opportun de donner; et 30

c) Déclarer que la réception de ces avis, à ce siège social, ou personnellement par ce fondé de pouvoirs, est légale et lie la compagnie à toutes fins et intentions. 35

Changement
de mandatai-
re principal.

52. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi change son agent principal ou son siège social au Canada, elle doit déposer une nouvelle procuration nommant le nouvel agent ou désignant le nouveau siège social, selon le cas. 40

Dépôt chez
le ministre.

53. Toute compagnie doit, de plus, comme condition préalable de son enregistrement, effectuer chez le ministre

un dépôt en quelqu'une des valeurs spécifiées ci-après à cet égard.

(2) Dans le cas d'une société fraternelle de bénéfiques, le montant à déposer doit être la somme de dix mille dollars.

(3) Dans le cas d'une compagnie autre qu'une société 5 fraternelle de bénéfiques, le montant à déposer doit être,

a) pour un certificat d'enregistrement aux fins d'exercer l'assurance-vie, ou l'assurance-incendie, la somme de cinquante mille dollars; et

b) pour un certificat d'enregistrement aux fins d'exercer 10 toute autre classe d'assurance, la somme que le Conseil du trésor peut déterminer.

Sont censées enregistrées les compagnies munies du permis exigé par la Loi des assurances.

54. Toute compagnie qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, détient un permis du ministre, est censée s'être conformée aux dispositions de la présente loi antérieurement à l'octroi d'un certificat d'enregistrement, et être enregistrée sous son régime, et la compagnie est assujétie aux dispositions de la présente loi. 15

Forme du certificat d'enregistrement.

55. Le certificat d'enregistrement doit être en la forme ou les formes que le ministre peut déterminer à sa discrétion, et spécifier le genre d'opérations que la compagnie doit exercer. 20

Contenu du certificat.

(2) Le certificat d'enregistrement, et tout renouvellement du certificat, doit certifier que la compagnie s'est conformée aux dispositions et conditions de sa loi de constitution ou autre acte probant, ainsi qu'aux dispositions et conditions de la présente loi, antérieurement à l'octroi d'un certificat d'enregistrement. 25

Durée.

(3) Le certificat d'enregistrement expire le trente et unième jour de mars, chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, ou pour une période de moins d'une année. 30

Restrictions.

(4) Tout certificat d'enregistrement, ou tout renouvellement du certificat, peut contenir toutes restrictions ou conditions que le ministre peut juger nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente loi. 35

Classes d'assurance autorisées.

56. Le certificat d'enregistrement peut spécifier la classe ou les classes d'assurance que le ministre peut juger convenable.

(2) Aucune compagnie ne doit émettre de polices couvrant une classe d'assurance qui n'est pas spécifiée dans le certificat d'enregistrement pour lors en vigueur, et une copie de chaque formule de police émise par la compagnie doit être communiquée, port payé et sous pli recommandé, au surintendant. 45

Avis de l'obtention d'un certificat

57. Toute compagnie qui obtient pour la première fois ce certificat, doit sans délai en donner avis dans la *Gazette*

de l'année et dans un journal au compte de la
cité ou de la localité où est établi le siège social, et elle
doit contenir la publication de cet avis durant quatre
semaines.

(2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois,
dans le Gazette de l'année une liste des compagnies enregis-
trées sous le régime de la présente loi avec mention du
montant du dépôt effectué par chaque compagnie.

(3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée par la
présente loi, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une
compagnie a été retiré, dans l'intervalle entre la
publication de deux paragraphes précédents, le ministre
doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la
Gazette de l'année.

84. Tous les dépôts que la présente loi exige d'effectuer
chez le ministre peuvent être exigés par une compagnie en
vue de la Dominion du Canada ou par lui fournisseur; ou en
vue de l'Empire du Canada ou par elle fournisseur; ou de
Néel de l'Inde ou d'un domaine ou d'une colonie
britannique, ou par eux respectivement fournisseur.

(1) La valeur de ces titres doit être calculée au cours du
marché au moment de leur dépôt.

(2) S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les sus-
dites, elles peuvent être appréciées suivant l'évaluation et les
autres conditions que le Conseil du trésor peut prescrire.

85. Si le cours de l'un des titres déposés par une compa-
gnie vient à tomber au-dessous de la valeur pour laquelle
il a été déposé, le ministre peut ordonner à la compagnie
d'effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité
des titres déposés par elle une valeur adéquate à la
somme du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer.

(2) A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt sup-
plémentaire dans un délai de soixante jours après un avis
écrit ainsi requis, le ministre peut lui retirer son certificat
d'enregistrement.

86. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la
présente loi peut toujours déposer chez le ministre d'autres
valeurs, en sus du montant qu'elle est tenue de déposer
en vertu de la présente loi.

(2) Le ministre doit garder en sa possession les titres qui
lui sont ainsi remis, et en disposer comme s'ils étaient partie
de la somme dont le dépôt entre en matière est obligatoire.

87. Si, à quelque moment, le dépôt d'une compagnie
chez le ministre est supérieur au montant requis par les
dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut

- d'enregistrement. *du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où est établi le siège social, et elle doit continuer la publication de cet avis durant quatre semaines.
- Publication de la liste des compagnies enregistrées. (2) Le ministre doit faire insérer, tous les trois mois, dans la *Gazette du Canada*, une liste des compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi, avec mention du montant du dépôt effectué par chaque compagnie. 5
- Nouvelles compagnies. (3) Dès qu'une compagnie a été enregistrée pour la première fois, ou dès que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré, dans l'intervalle entre la publication de deux pareilles listes trimestrielles, le ministre doit en faire publier un avis durant quatre semaines dans la *Gazette du Canada*. 10
- Valeurs admissibles. **58.** Tous les dépôts que la présente loi exige d'effectuer chez le ministre peuvent être opérés par une compagnie en valeurs du Dominion du Canada ou par lui garanties; ou en valeurs d'une province du Canada ou par elle garanties; ou en valeurs du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou d'un dominion ou d'une colonie britannique, ou par eux respectivement garanties. 15 20
- Estimation. (2) La valeur de ces titres doit être calculée au cours du marché au moment de leur dépôt.
- Acceptation d'autres valeurs. (3) S'il est offert en dépôt d'autres valeurs que les susdites, elles peuvent être acceptées suivant l'évaluation et aux conditions que le Conseil du trésor peut prescrire. 25
- Dépôt supplémentaire, si la valeur des titres diminue. **59.** Si le cours de l'un des titres déposés par une compagnie vient à tomber au-dessous de la valeur pour laquelle il a été déposé, le ministre peut notifier à la compagnie d'effectuer un dépôt supplémentaire qui assure à la totalité des titres déposés par elle une valeur admise égale à la somme du dépôt que la présente loi l'oblige à effectuer. 30
- Défaut. (2) A défaut par la compagnie d'effectuer ce dépôt supplémentaire dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 35
- Faculté d'effectuer des dépôts plus considérables. **60.** Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi peut toujours déposer chez le ministre d'autres valeurs, en sus du montant qu'elle est tenue de déposer en vertu de la présente loi. 40
- Mode d'emploi. (2) Le ministre doit garder en sa possession les titres qui lui sont ainsi remis, et en disposer comme s'ils faisaient partie de la somme dont le dépôt entre ses mains est obligatoire.
- Retrait de l'excédent de dépôt. **61.** Si, à quelque moment, le dépôt d'une compagnie chez le ministre est supérieur au montant requis par les dispositions de la présente loi, le Conseil du trésor peut, 45

s'il est convaincu que les intérêts des assurés de la compagnie n'en souffriront pas, autoriser le retrait du montant de cet excédent, ou toute portion de cet excédent.

Remise de l'intérêt sur les dépôts.

62. Tant qu'une compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi et qu'il n'est signifié au ministre aucun avis d'un jugement définitif contre la compagnie, ou d'une ordonnance d'une cour compétente pour sa mise en liquidation ou pour la distribution de son actif, l'intérêt sur les valeurs constituant le dépôt doit être remis à la compagnie, aux échéances. 5 10

Placements.

Placement des fonds de la compagnie.

En titres d'Etat.

63. Sauf dans les cas ci-après prévus, toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi peut consacrer ses fonds ou toute partie de ses fonds à l'achat :

a) De débetures, obligations, actions ou autres valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Dominion du Canada ou émises ou garanties par le gouvernement d'une province du Canada; ou émises ou garanties par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou de l'un de ses dominions, colonies ou dépendances; ou émises ou garanties par le gouvernement d'un pays étranger, ou d'un Etat formant partie de ce pays étranger; ou émises par une corporation municipale ou scolaire au Canada, ou dans un autre pays où la compagnie exerce des opérations; ou garanties par une corporation municipale au Canada; ou garanties par des impôts ou taxes levées sous l'autorité du gouvernement d'une province du Canada sur des biens situés dans cette province, et percevables par les municipalités où sont situés ces biens; ou 15 20 25

Obligations garanties par hypothèques.

b) (i) D'obligations d'une corporation, si ces obligations sont intégralement garanties à un fiduciaire par hypothèque ou mort-gage sur des biens-fonds ou sur l'outillage et le matériel de cette corporation employés dans l'exercice de ses opérations; ou sur des obligations, débetures ou autres titres de créance ou actions que possède cette corporation, d'une classe ou de classes que le présent article autorise à titre de placement d'une compagnie; et l'inclusion, dans cette hypothèque ou ce mort-gage, à titre de garantie additionnelle, d'un autre montant d'actif d'une classe que la présente loi n'autorise pas à titre de placement d'une compagnie, n'est pas censée rendre ces obligations inadmissibles comme placement; ou 30 35 40

Débetures.

(ii) De débetures ou autres titres de créance d'une corporation qui a servi des dividendes réguliers sur ses actions privilégiées ou sur ses actions ordinaires 45

pendant un délai d'un mois et les dividendes
n'ont été la date de ce paiement, les dividendes doivent
être en attente d'être distribués.

(iii) Les actions privilégiées de toute corporation qui
à l'égard de la date de ce paiement, les dividendes doivent
être en attente d'être distribués, les dividendes doivent être
payés aux actionnaires privilégiés pendant un délai
avec elles ou sur les actions ordinaires durant un mois
les cinq années qui ont précédé l'achat de ces actions
privilegiées; ou

(iv) L'actionnaire d'une corporation qui sont garanties
par une corporation qui a régulièrement servi des
dividendes sur ses actions privilégiées ou actions
ordinaires durant au moins les cinq années qui ont
précédé l'achat de ces actions garanties; cependant, le
montant des actions ainsi garanties ne doit pas être
dépasser, indépendamment de tout le montant des actions
privilegiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation
qui les garantit; ou

(v) Les actions ordinaires d'une corporation sur les
quelles il a été régulièrement servi des dividendes d'un
moins quatre pour cent par année, ou, dans le cas
d'actions sans valeur au point d'un moins quatre dollars
par action annuellement durant les sept années qui
ont immédiatement précédé l'achat de ces actions
ordinaires; mais toute pareille compagnie ne peut être
achetée plus de trente pour cent des actions ordinaires
si plus de trente pour cent de l'émission totale des
actions d'une corporation et il est interdit à toute
compagnie de payer des dividendes à aucune compagnie ne
peut être autorisée à effectuer des paiements de ses
propres actions et de payer aucune compagnie autre
qu'elle pour acheter les actions d'une autre compagnie
autorisée à faire un paiement de ses actions
de toute compagnie qui a été autorisée à faire
un paiement.

(vi) Plus d'une pareille corporation à la fois d'une
corporation autorisée de son propre capital et de son
porter attention à la date de la valeur de son propre
circulation, y compris son capital social, à savoir
des actions ordinaires sans valeur ou par les actions
privilegiées sans valeur ou par les actions ordinaires
sans valeur ou par les actions ordinaires sans valeur
ou par les actions ordinaires sans valeur ou par les
actions et par capital de la somme en est distribuée
d'une part sur les actions ordinaires ordinaires
avant une valeur au point de la production d'une émission
indivisible d'actions ordinaires faite à l'origine de
la répartition d'actions ordinaires ou postérieurement;
et dans ce trimestre, les dividendes de quatre
pour cent au moins par année sur les actions ordinaires
ayant une valeur au point immédiatement avant la

Les actions
privilegiées

- pendant une période d'au moins cinq ans immédiatement avant la date de ce placement, en pareilles dében-
 tures ou autres titres de créance; ou
- En actions privilégiées. (iii) D'actions privilégiées de toute corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ces actions ou sur ses autres actions privilégiées prenant rang égal avec elles ou sur ses actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé l'achat de ces actions privilégiées; ou 5
- Actions garanties. (iv) D'actions d'une corporation qui sont garanties par une corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ses actions privilégiées ou actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé l'achat de ces actions garanties; cependant, le montant des actions ainsi garanties ne doit pas dépasser cinquante pour cent du montant des actions privilégiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation qui les garantit; ou 10
- Clause conditionnelle. (v) D'actions ordinaires d'une corporation sur lesquelles il a été régulièrement servi des dividendes d'au moins quatre pour cent par année, ou, dans le cas d'actions sans valeur au pair, d'au moins quatre dollars par action annuellement durant les sept années qui ont immédiatement précédé l'achat de ces actions ordinaires; mais nulle pareille compagnie ne peut acheter plus de trente pour cent des actions ordinaires ni plus de trente pour cent de l'émission totale des actions d'une corporation, et il est interdit à toute compagnie de placer des fonds et aucune compagnie ne peut être autorisée à effectuer des placements en ses propres actions et, de plus, aucune compagnie enregistrée pour exercer l'entreprise d'assurance-vie n'est autorisée à placer ses fonds d'assurance-vie en actions de toute compagnie qui exerce les opérations d'assurance-vie. 15
- En actions ordinaires. 20
- Clause restrictive. 25
- 30
- 35
- Restriction. De plus, si une pareille corporation, à la suite d'une réorganisation volontaire de son compte capital et sans porter atteinte à la cote ni à la valeur de ses titres en circulation, y compris son capital social, a substitué des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur lesdites actions sans valeur au pair sont censés être des dividendes de quatre dollars au moins par action et par année, si la somme en est équivalente à quatre pour cent au moins desdites actions ordinaires ayant une valeur au pair et du produit d'une émission additionnelle d'actions ordinaires faite à l'époque de la substitution d'actions susdite ou postérieurement; et dans ces circonstances, des dividendes de quatre pour cent au moins par année sur les actions ordinaires ayant une valeur au pair, immédiatement avant la 40
- 45
- 50

- substitution, sont censés être des dividendes sur les actions sans valeur au pair; ou
- Hypothèques sur biens-fonds. c) De rentes foncières, ou hypothèques ou morts-gages sur biens-fonds au Canada, ou situés dans un autre pays où la compagnie poursuit ses opérations, pourvu que le montant payé pour semblable hypothèque ou mort-gage ne dépasse en aucun cas soixante pour cent de la valeur du bien-fonds ainsi grevé; ou 5
- En polices sur la vie. d) De polices d'assurance-vie émises par la compagnie ou par toute autre compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, subordonné-ment aux dispositions du paragraphe neuf du présent article. 10
- Prêts de fonds. (2) Pareille compagnie peut prêter ses capitaux en tout ou en partie sur la garantie 15
- Restriction. a) D'obligations, de débentures, d'actions ou autres valeurs en lesquelles toute compagnie peut placer ses fonds en vertu des dispositions du paragraphe précédent; sauf, cependant, que le montant prêté sur la garantie de ces titres ne doit pas dépasser le montant qui pourrait être placé en ces valeurs conformément aux dispositions dudit paragraphe; ou 20
- Restriction. b) D'immeubles ou de baux pour un certain nombre d'années, ou d'autres biens ou d'intérêts dans ces biens au Canada ou dans un autre pays où la compagnie exerce des opérations. Toutefois, nul prêt de cette nature ne doit excéder soixante pour cent de la valeur de l'immeuble, ou de l'intérêt dans cet immeuble, qui constitue la garantie du prêt; mais la présente restriction n'est pas censée interdire à une compagnie d'accepter, en paiement partiel d'immeuble vendu par elle, un mort-gage ou une hypothèque sur cet immeuble pour plus de soixante pour cent du prix de vente de l'immeuble. 25
- Le Conseil du trésor peut autoriser l'acceptation d'autres valeurs. (3) Le Conseil du trésor peut autoriser la compagnie à accepter des obligations, actions ou débentures ne répondant pas aux prescriptions précédentes du présent article, 35
- a) en paiement total ou partiel de valeurs vendues par elle; ou
- b) obtenues en vertu d'un traité de bonne foi pour la réorganisation d'une corporation dont les valeurs étaient antérieurement possédées par la compagnie; ou pour la fusion, avec une autre corporation, de la corporation dont les valeurs étaient ainsi possédées; mais les obligations, actions ou débentures, dont l'acceptation est ainsi autorisée, doivent être vendues et aliénées sans réserve dans les cinq ans de leur acquisition, ou dans tout délai supplémentaire que le gouverneur en conseil fixe et détermine sur rapport du ministre, à moins qu'il ne puisse être démontré à la satisfaction du ministre que les obligations, actions ou débentures dont l'acceptation 40 45 50

14. Afin d'établir la facilité de placement, conformément
 au présent article, des actions privilégiées ou ordinaires
 d'une corporation de ce genre, il est permis d'attribuer à la
 dite corporation sans qu'il ait été porté atteinte à la
 valeur de ses titres en cours, et toujours le capital
 social, les dividendes réservés sur les actions privilégiées et
 ordinaires de la corporation avant toute répartition par-
 ticulière de ces dividendes réservés sur ces actions
 respectives de la corporation.

15. Il est interdit à pareille compagnie de prêter aucune
 partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou fon-
 dateurs, ou à l'épouse ou à un enfant de ces administra-
 teurs ou fondateurs, si ce n'est en la garantie des pro-
 pres biens de la compagnie.

16. Sauf dans les cas prévus ci-après, la valeur comptable
 totale des placements de toute pareille compagnie en actions
 ordinaires ne doit pas excéder quinze pour cent de la valeur
 comptable de l'actif total au grand-livre de la compagnie.

17. Si pareille compagnie détient, à la date de la mise
 en vigueur du présent paragraphe, des fonds placés en
 actions ordinaires représentant dans leur totalité une
 valeur comptable excédant de quinze pour cent la valeur
 comptable de son actif total au grand-livre à la date de
 la mise en vigueur du présent paragraphe, elle doit
 s'acquiescer à cette disposition avant le premier jour de
 janvier prochain à l'année durant laquelle la limite desdits
 placements est en premier lieu réduite à quinze pour cent
 ou à une moindre proportion de l'actif total au grand-
 livre de cette compagnie, ou lesdites dispositions s'appli-
 quent à compter de la date. Mais jusqu'à la date
 cette compagnie ne doit effectuer aucun placement en
 actions ordinaires.

18. Le montant de la valeur des actions ordinaires de
 toute nature possédées par toute pareille compagnie sera la-
 rné en vigueur du présent paragraphe et des deux para-
 graphes précédents du présent article, comme s'il s'agissait
 d'actions ordinaires ou privilégiées sur les actions privilégiées ou
 ordinaires, en ce qui concerne l'exécution de droit au titre
 d'un dividende ou d'un autre dividende sur les actions
 ordinaires privilégiées ou ordinaires, et les actions
 de ce genre en actions ordinaires pour les objets
 des deux paragraphes précédents.

19. Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent
 article, aucune compagnie, autre qu'une compagnie en-
 treprise pour exercer les opérations d'assurance, ne
 peut effectuer de placement ou de prêt de tout ou partie
 de ses fonds dans l'achat ou la garantie de primes d'assu-
 rance.

14. Afin d'établir la facilité de placement, conformément
 au présent article, des actions privilégiées ou ordinaires
 d'une corporation de ce genre, il est permis d'attribuer à la
 dite corporation sans qu'il ait été porté atteinte à la
 valeur de ses titres en cours, et toujours le capital
 social, les dividendes réservés sur les actions privilégiées et
 ordinaires de la corporation avant toute répartition par-
 ticulière de ces dividendes réservés sur ces actions
 respectives de la corporation.

15. Il est interdit à pareille compagnie de prêter aucune
 partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou fon-
 dateurs, ou à l'épouse ou à un enfant de ces administra-
 teurs ou fondateurs, si ce n'est en la garantie des pro-
 pres biens de la compagnie.

16. Sauf dans les cas prévus ci-après, la valeur comptable
 totale des placements de toute pareille compagnie en actions
 ordinaires ne doit pas excéder quinze pour cent de la valeur
 comptable de l'actif total au grand-livre de la compagnie.

17. Si pareille compagnie détient, à la date de la mise
 en vigueur du présent paragraphe, des fonds placés en
 actions ordinaires représentant dans leur totalité une
 valeur comptable excédant de quinze pour cent la valeur
 comptable de son actif total au grand-livre à la date de
 la mise en vigueur du présent paragraphe, elle doit
 s'acquiescer à cette disposition avant le premier jour de
 janvier prochain à l'année durant laquelle la limite desdits
 placements est en premier lieu réduite à quinze pour cent
 ou à une moindre proportion de l'actif total au grand-
 livre de cette compagnie, ou lesdites dispositions s'appli-
 quent à compter de la date. Mais jusqu'à la date
 cette compagnie ne doit effectuer aucun placement en
 actions ordinaires.

18. Le montant de la valeur des actions ordinaires de
 toute nature possédées par toute pareille compagnie sera la-
 rné en vigueur du présent paragraphe et des deux para-
 graphes précédents du présent article, comme s'il s'agissait
 d'actions ordinaires ou privilégiées sur les actions privilégiées ou
 ordinaires, en ce qui concerne l'exécution de droit au titre
 d'un dividende ou d'un autre dividende sur les actions
 ordinaires privilégiées ou ordinaires, et les actions
 de ce genre en actions ordinaires pour les objets
 des deux paragraphes précédents.

19. Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent
 article, aucune compagnie, autre qu'une compagnie en-
 treprise pour exercer les opérations d'assurance, ne
 peut effectuer de placement ou de prêt de tout ou partie
 de ses fonds dans l'achat ou la garantie de primes d'assu-
 rance.

est ainsi autorisée ne sont pas inférieures en cote ou en valeur aux titres auxquels elles ont été substituées.

Comment les dividendes sont comptés, en cas de réorganisation du compte de capital.

(4) Afin d'établir la faculté de placement, conformément au présent article, des actions privilégiées ou ordinaires d'une corporation dont le compte capital a été volontairement réorganisé sans qu'il ait été porté atteinte à la cote ni à la valeur de ses titres en cours, y compris le capital social, les dividendes servis sur les actions privilégiées et ordinaires de la corporation avant cette réorganisation peuvent être comptés comme dividendes servis sur ces actions respectives de la corporation. 5 10

Défense de consentir prêts aux administrateurs ou fonctionnaires.

(5) Il est interdit à pareille compagnie de prêter aucune partie de ses fonds à l'un de ses administrateurs ou fonctionnaires, ou à l'épouse ou à un enfant de ces administrateurs ou fonctionnaires, si ce n'est sur la garantie des propres polices de la compagnie. 15

Limitation des placements en actions ordinaires.

(6) Sauf dans les cas prévus ci-après, la valeur comptable totale des placements de toute pareille compagnie en actions ordinaires ne doit pas excéder quinze pour cent de la valeur comptable de l'actif total au grand-livre de la compagnie. 20

Exception.

(7) Si pareille compagnie détient, à la date de la mise en vigueur du présent paragraphe, des fonds placés en actions ordinaires représentant, dans leur totalité, une valeur comptable excédant de quinze pour cent la valeur comptable de son actif total au grand-livre à ladite date, 25 les dispositions du paragraphe précédent ne doivent pas s'appliquer à cette compagnie avant le premier jour de janvier postérieur à l'année durant laquelle le chiffre desdits placements est en premier lieu réduit à quinze pour cent ou à une moindre proportion de l'actif total au grand-livre de cette compagnie; et lesdites dispositions s'appliquent à compter de ladite date. Mais jusqu'à ladite date, cette compagnie ne doit effectuer aucun placement en actions ordinaires. 30

Actions acquises comme dividendes ou droits ne constituent pas un placement.

(8) Le montant ou la valeur des actions ordinaires de capital, acquises par toute pareille compagnie après la mise en vigueur du présent paragraphe et des deux paragraphes précédents du présent article, comme bénéfices additionnels ou dividendes sur les actions privilégiées ou ordinaires, ou acquises dans l'exercice de droits ou privilèges dérivant des placements effectués par cette compagnie en actions privilégiées ou ordinaires, n'est pas censée être un placement en actions ordinaires pour les objets des deux paragraphes précédents. 40

Restriction des placements par compagnies autres que les compagnies d'assurance-vie.

(9) Nonobstant les dispositions ci-dessus du présent article, aucune compagnie, autre qu'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, ne peut effectuer de placement ou de prêt de tout ou partie de ses fonds dans l'achat ou la garantie de polices d'assurance-vie. 45 50

41. Les fonds de l'Etat...
 42. Toute compagnie...
 43. Les fonds de l'Etat...
 44. Toute compagnie...
 45. Les fonds de l'Etat...

Section 41
 Section 42
 Section 43
 Section 44
 Section 45

46. Toute compagnie...
 47. Les fonds de l'Etat...
 48. Toute compagnie...
 49. Les fonds de l'Etat...

Section 46
 Section 47
 Section 48
 Section 49

50. Les fonds de l'Etat...
 51. Toute compagnie...
 52. Les fonds de l'Etat...
 53. Toute compagnie...
 54. Les fonds de l'Etat...

Section 50
 Section 51
 Section 52
 Section 53
 Section 54

55. Les fonds de l'Etat...
 56. Toute compagnie...
 57. Les fonds de l'Etat...
 58. Toute compagnie...
 59. Les fonds de l'Etat...

Section 55
 Section 56
 Section 57
 Section 58
 Section 59

60. Les fonds de l'Etat...
 61. Toute compagnie...
 62. Les fonds de l'Etat...
 63. Toute compagnie...

Section 60
 Section 61
 Section 62
 Section 63

Pouvoir de
placer des
fonds en
actions
d'autres
compagnies
d'assurance.

64. Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, toute compagnie peut placer ses fonds, autres que ses fonds d'assurance-vie, si la compagnie est enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, en actions entièrement libérées de toute autre compagnie exerçant les opérations d'assurance, ou de toute corporation constituée hors du Canada et enregistrée sous le régime des lois du Dominion du Canada pour exercer ces opérations au Canada; mais la somme totale des fonds placés en actions de cette nature ne doit pas excéder quinze pour cent de la valeur de l'actif de cette compagnie; et sauf dans les cas prévus au présent article, cette compagnie ne doit pas effectuer de placements en actions d'une autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance.

Garantie
additionnelle.

65. Toute compagnie peut accepter des valeurs additionnelles de toute nature pour mieux garantir le remboursement à la compagnie de tout prêt ou fonds placé, ou pour mieux garantir la suffisance de quelque une des valeurs en lesquelles cette compagnie est par la présente loi autorisée à placer ses fonds, ou sur lesquelles elle est ainsi autorisée à les prêter.

Placements,
au nom
corporatif
seulement.

66. Tous les placements et dépôts des fonds d'une compagnie doivent être effectués en son nom corporatif, et nul administrateur ou autre fonctionnaire de la compagnie, et nul membre d'un comité ayant quelque autorité dans le placement ou la disposition de ses fonds, ne doit accepter, directement ou indirectement, un honoraire, courtage, commission, don ou autre équivalent, ni en bénéficiant, pour les prêts, dépôts, achats, ventes, paiements ou échanges opérés par la compagnie ou en son nom, ni être pécuniairement intéressé dans pareils achats, ventes ou prêts, soit comme emprunteur, commettant, co-commettant, mandataire ou bénéficiaire, sauf que, s'il est porteur de police, il a droit à tous les bénéfices qu'il doit retirer d'après son contrat.

Exception.

(2) Si les lois d'un Etat ou d'un pays dans lequel une compagnie exerce ou est sur le point d'exercer des opérations, exigent que les dépôts opérés ou à opérer par cette compagnie dans cet Etat ou ce pays soient opérés au nom de toute personne ou corporation autre que ladite compagnie, ou lui soient transférés ou cédés, le présent article ne doit pas empêcher cette compagnie d'opérer au nom de cette autre personne ou corporation, ni de lui transférer ou céder, les placements et dépôts nécessaires pour se conformer auxdites lois.

Termes,
mode et
montant
des prêts.

67. Tout prêt autorisé par la présente loi peut être effectué aux termes et conditions, de la manière et aux époques, et pour les montants, que les administrateurs déterminent quand il y a lieu.

427. Par dérogation aux dispositions de sa loi de concession ou de quelque loi qui la modifie, toute compagnie a le pouvoir de posséder les immeubles qui sont réellement nécessaires à son usage ou occupation ou qui peuvent raisonnablement être nécessaires au développement naturel de ses affaires (y compris ceux qui, après avoir été légalement acquis, lui sont dévolus à la date de l'adoption de la présente loi), ou ceux qui lui sont transférés ou hypothéqués de bonne foi par voie de garantie, ou qui lui sont transférés en paiement de dettes ou en exécution de paiements.

(2) Aucune parcelle d'immeuble, ou intérêt y afférent, acquise par une compagnie et non réellement nécessaire à son usage et emploi présent ou futur, ainsi qu'il est prévu ci-dessus au présent article, et non détenue par voie de garantie, ou acquise afin de protéger la garantie de la compagnie, ou acquise en paiement total ou partiel d'une créance de la compagnie, ne doit être détenue par la compagnie, non plus que par un fiduciaire en son nom, durant plus de deux ans à compter de son acquisition.

A moins que le Conseil de trésor ne propose la période durant laquelle cette parcelle d'immeuble peut être ainsi détenue, mais elle doit à cet égard être vendue et aliénée sans réserve, de telle sorte que la compagnie n'y retienne plus aucun intérêt si ce n'est à titre de garantie.

(3) Aucune disposition des présentes ne doit être interprétée comme exemptant une compagnie de son obligation de se conformer aux lois de la province où elle possède immeubles, à l'égard de la maintenance...

L'ensemble des amendements

Titre de la loi

Le présent article a été adopté par le conseil d'administration de la compagnie le...

Cet amendement

Le présent article a été adopté par le conseil d'administration de la compagnie le...

428. Le président, le vice-président ou l'administrateur en chef ou autre administrateur nommé à cette fin par résolution ou par le conseil d'administration, et le secrétaire, l'actuaire ou le trésorier de toute compagnie enregistrée sous la présente loi, doivent, annuellement, sous leur serment, déposer au chef de la section et des affaires de la compagnie au moins et au maximum deux exemplaires de chaque année. Cet état doit représenter l'état de la compagnie de la compagnie ainsi que ses recettes et ses dépenses pour l'année alors terminée, et contenir tous les autres renseignements périodiques jugés nécessaires par le ministre.

(2) Lorsqu'une compagnie dressé son état annuel, elle doit déposer un tel état annuellement ou qu'aucune modification n'a été effectuée dans sa charte, sa loi de constitution ou ses statuts, et que le régime social n'a pas été changé, ou que l'agent principal n'a pas été remplacé, sans que le ministre en ait préalablement reçu notification.

Possession
d'immeubles.

68. Par dérogation aux dispositions de sa loi de constitution ou de quelque loi qui la modifie, toute compagnie a le pouvoir de posséder les immeubles qui sont réellement nécessaires à son usage ou occupation ou qui peuvent raisonnablement être nécessaires au développement naturel de ses affaires (y compris ceux qui, après avoir été légalement acquis, lui sont dévolus à la date de l'adoption de la présente loi), ou ceux qui lui sont mort-gagés ou hypothéqués de bonne foi par voie de garantie, ou qui lui sont transportés en paiement de dettes ou en exécution de jugements. 5

Durée de la
possession.

(2) Aucune parcelle d'immeuble, ou intérêt y afférent, acquise par une compagnie et non réellement nécessaire à son usage et emploi, présent ou futur, ainsi qu'il est prévu ci-dessus au présent article, et non détenue par voie de garantie, ou acquise afin de protéger la garantie de la compagnie, ou acquise en paiement total ou partiel d'une créance de la compagnie, ne doit être détenue par la compagnie, non plus que par un fiduciaire en son nom, durant plus de douze ans à compter de son acquisition, à moins que le Conseil du trésor ne prolonge la période durant laquelle cette parcelle d'immeuble peut être ainsi détenue; mais elle doit, à ou avant l'expiration de cette période, ou de cette période prolongée, être vendue et aliénée sans réserve, de telle sorte que la compagnie n'y retienne plus aucun intérêt si ce n'est à titre de garantie. 10 15 20 25

Sauvegarde
des lois
provinciales
de main-
morte.

(3) Aucune disposition des présentes ne doit être interprétée comme exemptant une compagnie de son obligation de se conformer aux lois de la province où tout pareil immeuble est situé, à l'égard de la mainmorte.

Etats et rapports.

Etat annuel.

69. Le président, le vice-président ou l'administrateur-gérant ou autre administrateur nommé à cette fin par règlement ou par le conseil d'administration, et le secrétaire, l'actuaire ou le gérant de toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, doivent, annuellement, sous leur serment, préparer un état de la situation et des affaires de la compagnie au trente et unième jour de décembre de chaque année. Cet état doit représenter l'actif et le passif de la compagnie, ainsi que ses recettes et ses dépenses pour l'année alors terminée, et contenir tous les autres renseignements périodiques jugés nécessaires par le ministre. 30 35 40

Déclaration
dans l'état
annuel.

(2) Lorsqu'une compagnie dresse son état annuel, elle doit déclarer qu'aucun changement ou qu'aucune modification n'a été effectuée dans sa charte, sa loi de constitution ou ses statuts, et que le siège social n'a pas été changé, ou que l'agent principal n'a pas été remplacé, sans que le surintendant en ait régulièrement reçu notification. 45

(37) Les états annuels doivent être en la forme ou les formes que le ministre peut, quand il y a lieu, déterminer pour les fins de la présente loi.

1906-1907
L. 100

70. Dans le cas d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, l'état annuel, en ce qui concerne les opérations d'assurance-vie de la compagnie, doit être déposé au département dans les deux mois qui suivent le premier jour de janvier.

1906-1907
L. 100

(2) Tout état doit être déposé semestriellement, pour les périodes prévues, au sein de chaque jour de fin de trimestre, pour chaque année, par les mêmes fonctionnaires, sous leur serment, et être déposé au département dans les quinze jours qui suivent lesdits derniers jours de fin de trimestre de chaque année, respectivement, au sein de la lettre que le ministre peut déterminer pour les fins de la présente loi.

1906-1907
L. 100

indiquant en détail toutes les obligations, actions, débits, et autres valeurs achetées et tous les profits effectués, exemple des hypothèques et autres, au cours de l'exercice précédent, et la date de la prescription de l'état mention-

nant leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, le taux d'intérêt y afférent et le prix payé pour ces valeurs, et, dans le cas de prêts effectués, l'indication que sur leurs-titres de leurs locataires ou sur tout autre titre, le détail de la garantie de ces prêts.

L'état doit aussi indiquer en détail toutes les valeurs reçues ou libérées, et toutes les sommes de mandats et de chèques, les montants, les dates de leur émission et échéance, et leur valeur au pair, leur nombre, leurs montants, le taux d'intérêt y afférent et le prix ou l'échéance pour ces valeurs.

1906-1907
L. 100

(3) L'état mentionné précédemment doit être présenté au ministre, dans un instrument, dans le rapport annuel qu'il présente pour le ministre.

1906-1907
L. 100

(4) Joint à chaque état annuel et à chaque état semestriel, doit être déposé au département un affidavit des fonctionnaires ou agents de la compagnie, en vertu duquel ils déclarent que les informations et les données contenues dans l'état sont vraies et exactes.

1906-1907
L. 100

Il est également tenu compte des informations et des données contenues dans les états annuels et les états semestriels, les dispositions de la loi 40 relatives au paiement de dividendes.

1906-1907
L. 100

71. Dans tout état annuel dont la présente loi exige le dépôt, les obligations, débits, actions et autres titres doivent être compris selon les cours applicables auxdits titres à la date de l'état, ou à la dernière date avant l'émission, à une date qui ne précède pas de plus de six mois la date de l'état.

1906-1907
L. 100

Formules des états annuels.

(3) Les états annuels doivent être en la forme ou les formes que le ministre peut, quand il y a lieu, déterminer pour les fins de la présente loi.

Compagnie d'assurance-vie.

70. Dans le cas d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, l'état annuel, en ce qui concerne les opérations d'assurance-vie de la compagnie, doit être déposé au département dans les deux mois qui suivent le premier jour de janvier. 5

Etat semestriel,

(2) Doit aussi être dressé semestriellement, pour les périodes prenant fin les derniers jours de juin et de décembre, chaque année, par les mêmes fonctionnaires, sous leur serment, et être déposé au département dans les quinze jours qui suivent lesdits derniers jours de juin et de décembre de chaque année, respectivement, un état en la forme que le ministre peut déterminer pour les fins de la présente loi, indiquant en détail toutes les obligations, actions, débentures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté sur hypothèques et polices, au cours du semestre prenant fin à la date de la préparation de l'état, mentionnant leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, le taux d'intérêt y afférent et le prix payé pour ces valeurs, et, dans le cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur polices d'assurance, le détail de la garantie de ces prêts. Ledit état doit aussi indiquer en détail toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du semestre et mentionner de même leurs montants, les dates de leur émission et échéance et leur valeur au pair, leur valeur portée aux comptes de la compagnie, le taux d'intérêt y afférent et le prix ou l'équivalent reçu pour ces valeurs. 10 15 20 25 30

A^r inclure dans le rapport du surintendant.

(3) L'état semestriel mentionné au paragraphe précédent doit être incorporé par le surintendant, comme appendice ou autrement, dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre.

Attestation jointe aux états. Ministre peut modifier formules. Formules à fournir.

(4) Joint à chaque état annuel et à chaque état semestriel, doit être déposé au département un affidavit des fonctionnaires qui ont préparé l'état, comme il est dit ci-dessus, en la forme ou les formes que le ministre peut déterminer. 35

(5) Le surintendant doit fournir les formules des états annuels et des états semestriels dont les dispositions de la présente loi prescrivent le dépôt. 40

Estimation des valeurs pour l'état annuel.

71. Dans tout état annuel dont la présente loi exige le dépôt, les obligations, débentures, actions et autres titres doivent être comptés selon les cours applicables auxdits titres à la date de l'état, ou, à la discrétion du surintendant, à une date qui ne précède pas de plus de soixante jours la date de l'état. 45

1900
1901
1902
1903
1904

1905
1906
1907
1908

1909

1910
1911
1912

1913
1914

1915
1916
1917

1918
1919
1920

1921
1922
1923

INSTRUCTION ET RAPPORT DU COMMISSAIRE

22. Le commissaire doit

a) Vérifier dans un registre, sous l'entête de chaque compagnie, les valeurs déposées à son compte dans le registre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; ce registre doit être tenu au public pour consultation.

b) Dans chaque cas avant l'octroi d'un certificat d'inscription ou le renouvellement du certificat, faire un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des formalités de la présente loi et six semaines que la compagnie, d'après l'état de ses livres de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements.

c) Faire un registre détaillé de tous les engagements de la compagnie.

d) Vérifier au moment de faire signer par un ministre ou un officier de son personnel, le acte relatif de chaque compagnie au Canada, au moment où les titres sont déposés, les états de sa situation et de ses affaires, et faire signer au ministre ou à son officier par le ministre ou un officier de son personnel un acte relatif de sa situation et de ses affaires.

e) Rédiger pour le ministre, d'après ces données, un rapport annuel donnant le détail complet de sa situation et des affaires de chaque compagnie.

23. Si, après avoir examiné la situation et les affaires d'une compagnie étrangère pour savoir des renseignements au Canada, sur cette situation et ces affaires, le ministre de l'état, ou les autres titres fournis par la compagnie, ou par toute autre raison, le ministre de l'état juge qu'il est nécessaire de procéder à l'examen de la situation et des affaires de la compagnie, avant de lui donner son rapport au ministre, ce dernier, avant de se rendre sur les lieux, peut charger le commissaire de se rendre sur les lieux de la compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires et autres documents relatifs à son entreprise afin de constater sa situation et ses affaires de

Fluctuation
en cas de
fléchissement
anormal des
cours.

(2) Lorsque, de l'avis du ministre, lesdits cours ont subi une dépression anormale, le ministre peut, sur le rapport du surintendant, autoriser l'emploi de valeurs en excédent desdits cours, ne dépassant pas cependant les valeurs auxquelles ces titres figuraient dans l'état annuel précédent, ou, si ces titres ont été acquis depuis la date de l'état annuel précédent, alors ne dépassant pas les valeurs comptables à la date de l'état annuel à déposer. 5

INSPECTION ET RAPPORT DU SURINTENDANT.

Devoirs du
surintendant.
Effets
déposés.

72. Le surintendant doit:

- a) Incrire dans un registre, sous l'en-tête de chaque compagnie, les valeurs déposées à son compte chez le ministre, et indiquer en détail les divers titres, leur valeur au pair, la date de leur échéance et la valeur qui leur est attribuée comme dépôt; et ce registre doit être accessible au public pour consultation; 10
- Rapport. b) Dans chaque cas, avant l'octroi d'un certificat d'enregistrement ou le renouvellement du certificat, présenter un rapport au ministre pour l'informer de l'accomplissement des formalités de la présente loi et lui apprendre que la compagnie, d'après l'état qu'elle a fourni de ses affaires, est en mesure de satisfaire à ses engagements; 15
- Registre des certificats. c) Tenir un registre des certificats d'enregistrement à mesure qu'ils sont accordés; 20
- Visite au siège social. d) Visiter en personne, ou faire visiter par un membre compétent de son personnel, le siège social de chaque compagnie au Canada, au moins une fois par année, examiner les états de sa situation et de ses affaires, et faire rapport au ministre sur les choses qui réclament son attention et une décision de sa part; 25
- Rapport annuel. e) Préparer pour le ministre, d'après ces états, un rapport annuel donnant le détail complet de la situation et des affaires de chaque compagnie. 30

Visite
d'inspection
aux
compagnies.

73. Si, après avoir examiné la situation et les affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer des opérations au Canada, tel que cette situation et ces affaires ressortent de l'état annuel ou des autres états fournis par la compagnie au ministre ou pour toute autre raison, le surintendant juge qu'il est nécessaire ou opportun d'examiner plus à fond les affaires de la compagnie et adresse à cet effet un rapport au ministre, ce dernier, usant de sa discrétion, peut charger le surintendant de se rendre au siège social de la compagnie pour y inspecter et examiner à fond toutes ses affaires et opérer toutes les autres recherches nécessaires afin de constater sa situation et ses moyens de 40

Communication des livres de la compagnie au surintendant.

remplir ses engagements, et de s'assurer si elle s'est conformée aux dispositions de la présente loi.

(2) Les fonctionnaires ou agents de cette compagnie doivent faire ouvrir les livres de la compagnie pour que le surintendant puisse les examiner, et autrement faciliter à tous égards ses recherches, autant qu'il est en leur pouvoir de le faire. 5

Interrogatoire sous serment.

(3) Pour les fins de cette enquête, le surintendant peut interroger sous serment les fonctionnaires ou agents de la compagnie. 10

Rapport des inspections.

74. Le surintendant doit inscrire, dans un registre tenu à cette fin, un rapport relatif à toutes les compagnies ainsi visitées, et y joindre des notes et mémoires indiquant la situation de chaque compagnie.

Rapport spécial au ministre.

(2) Le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial, par écrit, exprimant son opinion sur la position et sur la situation financière de chaque compagnie ainsi visitée, et contenant tous autres renseignements qu'il juge à propos de faire connaître au ministre. 15

Evaluation des biens-fonds.

75. Si, après examen de l'actif d'une compagnie, le surintendant constate que la valeur qu'attribue la compagnie aux immeubles qu'elle possède ou à quelque parcelle de ces immeubles est trop élevée, il peut demander à la compagnie d'en faire établir une évaluation par un ou plusieurs évaluateurs experts ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie, et si la valeur prise est sensiblement inférieure au chiffre porté au relevé de la compagnie, la valeur prise peut y être substituée dans le rapport annuel que le surintendant prépare pour le ministre. 20 25

Evaluation des biens-fonds garantissant l'hypothèque.

(2) Si le surintendant constate que le montant de tout prêt garanti par mort-gage ou hypothèque sur toute parcelle d'immeuble, accru des intérêts échus et accumulés, dépasse la valeur de la parcelle, ou que la parcelle n'offre pas une garantie suffisante du prêt et des intérêts, il peut pareillement demander à la compagnie d'en faire établir une évaluation ou la faire établir lui-même aux frais de la compagnie; et si la valeur prise démontre que la parcelle d'immeuble n'est pas une garantie adéquate du prêt et des intérêts, il peut retrancher du chiffre représentant ledit prêt et lesdits intérêts une somme suffisante pour réduire ce chiffre à un montant assez facilement réalisable sur l'immeuble, ledit montant ne devant être en aucun cas supérieur à la valeur prise, et il peut porter le chiffre réduit dans son rapport annuel. 30 35 40

Vérification particulière des affaires d'une compagnie.

(3) S'il paraît au surintendant qu'une vérification complète et générale des livres de la compagnie doit être opérée, ou si une compagnie requiert par écrit cette vérification, le surintendant peut désigner un comptable d'expérience 45

qui, sous la direction du surintendant, procédera à une vérification particulière des livres, comptes et valeurs de la compagnie, et en fera par écrit un rapport au surintendant, après avoir attesté sous serment la véracité de son rapport.

Frais de
vérification.

(4) Les frais de cette vérification spéciale sont à la charge de la compagnie, et la note du vérificateur pour ce service, lorsque le surintendant l'approuve par écrit, doit dès lors être payable par la compagnie.

5

Questions à
une compa-
gnie et
réponses.

76. Le surintendant peut demander des renseignements à toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi, ou au président de la compagnie, à son gérant, actuaire ou secrétaire, aux fins de déterminer la situation de la compagnie et ses moyens de satisfaire à ses engagements; et il est du devoir de toute compagnie à laquelle le surintendant s'adresse ainsi, de répondre diligemment par écrit à ces demandes.

10

15

(2) Le surintendant peut, à sa discrétion, incorporer dans son rapport annuel au ministre les questions qu'il a posées sous l'autorité du présent article et les réponses qu'il y a reçues.

Ne sont
allouables
comme actif
que les
placements
admissibles.

77. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre, le surintendant ne doit allouer à titre d'actif que les placements des diverses compagnies qui sont autorisés par la présente loi, ou qui étaient autorisés par la loi à l'époque de leur acquisition.

20

Correction
des états
annuels.

(2) Dans ledit rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, comme le prescrit la présente loi, et il peut augmenter ou diminuer les engagements de ces compagnies aux chiffres véritables et exacts tels que constatés par lui dans l'examen de leurs affaires à leur siège social au Canada, ou autrement.

25

30

Appel à la
cour de
l'Echiquier.

78. Appel peut être interjeté, par voie sommaire, à la cour de l'Echiquier du Canada, de la décision du surintendant quant à l'admissibilité de tout actif qu'il a refusé d'admettre, ou quant à tout article ou montant ainsi ajouté au passif, ou quant à toute correction ou modification apportée dans un état, ou quant à toute chose qui se présente dans l'application des dispositions de la présente loi; et cette cour a le pouvoir d'établir toutes les règles nécessaires à la conduite des appels sous l'autorité du présent article.

35

40

Procédure
en appel.

(2) Pour les fins de tout appel, le surintendant, à la demande de la compagnie concernée, doit donner un certificat par écrit énonçant la décision faisant objet de l'appel et les motifs de l'appel. Cette décision lie cependant la compagnie, à moins que cette dernière, dans les quinze jours de l'avis de la décision, ne signifie au surintendant

45

PARTIE IV

COMPAGNIES EXERCANT L'ACTIVITE FINANCIERE

78. La présente partie s'applique aux compagnies exerçant une activité financière de nature à leur permettre de réaliser des bénéfices et de distribuer des dividendes. Elle ne s'applique pas aux compagnies exerçant une activité commerciale ou industrielle.

79. Les dispositions de l'article six de la présente loi en tant qu'appliquées à une compagnie soumise à l'article 78 s'appliquent sous le régime de la présente loi pour les opérations effectuées par la compagnie.

80. Lorsqu'une compagnie soumise à l'article 78 de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance sur la vie conclut, dans l'exercice de ses pouvoirs, une convention avec une autre compagnie soumise à l'article 78, elle doit tenir des comptes des sommes et des gains réalisés par elle au cours de l'exercice de ses opérations d'assurance sur la vie et les rendre publics conformément à l'article 78 de la présente loi.

81. Lorsque, dans l'exercice de ses pouvoirs, une compagnie soumise à l'article 78 de la présente loi conclut une convention avec une autre compagnie soumise à l'article 78, elle doit tenir des comptes des sommes et des gains réalisés par elle au cours de l'exercice de ses opérations d'assurance sur la vie et les rendre publics conformément à l'article 78 de la présente loi.

Section 78

Section 79

Section 80

Section 81

Section 82

un avis de son intention d'en interjeter appel, avec énonciation des motifs d'appel, et à moins que, dans les quinze jours qui suivent, elle ne dépose son appel entre les mains du registraire de ladite cour et ne le poursuive avec la diligence voulue. Dans ce cas, la mise à effet de cette décision est suspendue jusqu'à ce que la cour ait rendu jugement à cet égard. 5

PARTIE IV.

COMPAGNIES EXERÇANT L'ASSURANCE-VIE.

Compagnies
d'assurance-
vie.

79. La présente Partie s'applique aux compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, et aux compagnies 10 ainsi enregistrées pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, en ce qui concerne les affaires d'assurance-vie de ces compagnies.

Deux
catégories
d'adminis-
trateurs.

80. Les dispositions de l'article six de la présente loi, en tant qu'applicables à une compagnie autorisée à exercer 15 les opérations d'assurance-vie, s'appliquent à toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer ces opérations.

Maintien
de caisses
distinctes.

81. Lorsqu'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance 20 sur la vie combine, dans l'exercice de ses pouvoirs, ces opérations avec celles d'autres classes d'opérations d'assurance, elle doit tenir des comptes, des caisses et des garanties séparés et distincts à l'égard de ses opérations d'assurance- 25 vie, et ces caisses et garanties doivent servir uniquement à la protection des porteurs de ses police d'assurance-vie et ne garantir aucunement le paiement de réclamations provenant d'une autre classe ou d'autres classes d'opérations exercées par la compagnie. Toutefois, la tenue de comptes, 30 de caisses et de garanties séparés et distincts à l'égard des opérations d'assurance-vie de cette compagnie ne doit pas être exigée pour le seul motif que cette compagnie combine, avec ses opérations d'assurance-vie, l'une ou l'autre des classes suivantes d'assurance, savoir :

Clause
restrictive.

a) L'assurance contre l'invalidité causée par accident 35 ou par maladie, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si les bénéfices d'invalidité n'excèdent pas les termes suivants, savoir: le désistement des primes échéant durant la persistance de l'invalidité et une indemnité 40 d'invalidité payable durant une période ou des périodes de cent semaines au maximum à un taux hebdomadaire n'excédant pas un demi de un pour cent de la somme assurée qui, lors de la survenance de cette

Assurance-
invalidité.

invalable, étant payable en cas de décès et par la
 note non indiquée ne dépassant pas le total du total
 initial, cessant avec les termes d'assurance-vie
 par la police, et en attendant global d'indemnité en
 vertu de laquelle et le paiement de l'indemnité se
 fera dans le cas d'un décès avant l'expiration d'une
 année payée à quelques époques que ce soit aux termes
 de la police, ou de plus par lesdites sommes
 et dans le cas de certains de ces décès, une
 indemnité d'invalidité ne dépassant pas le total de
 toute somme en vertu.

b) L'assurance contre la mort causée par accident et
 cette assurance particulière est comprise dans une
 police d'assurance-vie et si le décès supplémentaire
 payé dans le cas de décès accidentel ne dépasse
 que la somme assurée par la date de la mort acci-
 dentelle, étant payable en cas de décès causé autrement
 que par accident;

c) Les sommes de toutes sortes;
 d) Les parties stipulées d'investissement, l'accumulation
 et le paiement de fonds d'amortissement de capital,
 d'accumulation, de renouvellement ou de fonds à
 capital différé.

(2) Au sens du présent article, les mots « somme assu-
 rée » signifient, partout où ils se rencontrent, le montant
 principal qui est payable en cas de décès et le produit
 de l'assurance-vie doit être payé en une somme unique
 ou la valeur commutative au terme ou des versements
 qu'il a été convenu de servir à la suite du décès si le produit
 de l'assurance-vie doit être payé autrement qu'en une
 somme unique, mais sans comprendre un montant supplé-
 mentaire qui sera payé en la police, serait payable en cas
 de décès causé par accident.

(3) La loi constitutive de toute police d'assurance-
 vie est en vigueur par le Parlement du Canada ou
 par la législature de la province d'Ontario et la com-
 pte par les présentes les effets de la loi à autoriser la com-
 pte à exercer, en cas des opérations d'assurance-vie,
 les classes d'assurance énumérées au présent article sans
 les restrictions qui y sont mentionnées.

(4) Toute somme ou déchet ou bénéfice d'assurance-
 vie qui est payable en vertu de la présente loi peut
 être versée, aux dispositions du présent article, aux
 termes d'une note certifiée, les classes d'assurance
 énumérées aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du paragraphe 1
 premier du présent article.

27. La police mentionnée dans l'art. 27 doit être
 présentée au registre le dépôt de chaque compagnie, doit
 comprendre une réserve pour couvrir tous les engage-
 ments non écartés, fixés par les termes de ses polices.

1. L'assurance
 2. L'assurance
 3. L'assurance
 4. L'assurance
 5. L'assurance
 6. L'assurance
 7. L'assurance
 8. L'assurance
 9. L'assurance
 10. L'assurance

11. L'assurance
 12. L'assurance
 13. L'assurance
 14. L'assurance
 15. L'assurance
 16. L'assurance
 17. L'assurance
 18. L'assurance
 19. L'assurance
 20. L'assurance

21. L'assurance
 22. L'assurance
 23. L'assurance
 24. L'assurance
 25. L'assurance
 26. L'assurance
 27. L'assurance
 28. L'assurance
 29. L'assurance
 30. L'assurance

invalidité, était payable en cas de décès, et par la suite une indemnité ne dépassant pas la moitié du taux susdit, cessant avec les risques d'assurance-vie assurés par la police, ou un montant global d'indemnité couvrant la totalité et la permanence de l'invalidité et qui, joint à toute autre indemnité d'invalidité d'autre façon payée à quelque époque que ce soit aux termes de la police, ne dépasse pas ladite somme assurée et, dans le cas de contrats de rentes différées, une indemnité d'invalidité ne dépassant pas le taux de rente prévu au contrat; 5

Assurance
contre mort
accidentelle.

b) L'assurance contre la mort causée par accident, si cette assurance particulière est comprise dans une police d'assurance-vie et si le bénéfice supplémentaire payable dans le cas de décès accidentel ne dépasse pas la somme assurée qui, à la date de la mort accidentelle, était payable en cas de décès causé autrement que par accident; 15

Rentes.

Fonds
d'amortisse-
ment et
autre assu-
rance.

c) Les annuités de toutes sortes; 20
d) Des polices stipulant l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, d'accumulation, de renouvellement ou de fonds à capital différé.

Définition de
«somme
assurée».

(2) Au cours du présent article, les mots «somme assurée» signifient, partout où ils se rencontrent, le montant principal qui est payable en cas de décès si le produit de l'assurance-vie doit être payé en une somme unique, ou la valeur commutative du revenu ou des versements qu'il a été convenu de servir à la suite du décès si le produit de l'assurance-vie doit être payé autrement qu'en une somme unique, mais sans comprendre un montant supplémentaire qui, aux termes de la police, serait payable en cas de décès causé par accident. 30

Charte tenue
pour amendée
quant aux
pouvoirs.

(3) La loi constitutive de toute pareille compagnie constituée en corporation par le Parlement du Canada ou par la législature de la ci-devant Province du Canada, est par les présentes modifiée de façon à autoriser la compagnie à exercer, en sus des opérations d'assurance-vie, les classes d'assurance énumérées au présent article avec les restrictions qui y sont prescrites. 40

Autorisation
d'entre-
prendre
classes
d'assurance
énumérées.

(4) Toute compagnie qui détient un certificat d'enregistrement pour exercer les opérations d'assurance-vie peut, subordonnément aux dispositions du présent article, exercer, aux termes dudit certificat, les classes d'assurance énumérées aux alinéas a), b), c) et d) du paragraphe premier du présent article. 45

L'état
annuel doit
indiquer la
réserve.

82. Le passif mentionné dans l'état annuel dont la présente loi requiert le dépôt, de chaque compagnie, doit comprendre une réserve pour couvrir tous les engagements non échus, garantis par les termes de ses polices 50

... la méthode d'adoption de la langue française...

(1) En ce qui concerne la langue française...

(2) La langue de l'individu dépend de son milieu...

(3) La méthode d'adoption de la langue française...

(4) Il est possible de parler deux langues...

(5) En ce qui concerne la langue française...

(6) Pour être bilingue, il faut apprendre...

1900

1900

1900

1900

1900

1900

sur la vie, l'invalidité, la maladie, les accidents, ou toute autre éventualité, ou qui couvrent une période fixe, et doit aussi inclure une réserve pour les profits déterminés et répartis en vue d'une future distribution.

Méthode
de calcul.

(2) En calculant la réserve nécessaire pour couvrir tous les engagements non échus, garantis par les termes des polices qui ont trait à la vie seulement, l'évaluation doit être établie conformément aux prescriptions suivantes, savoir:

a) Le taux de l'intérêt assumé ne doit pas excéder le taux prescrit en la Troisième Annexe de la présente loi;

b) Les tables de mortalité employées sont celles que prescrit ladite Annexe. Toutefois, s'il paraît à une compagnie que les réserves pour une catégorie particulière de polices ne peuvent pas être calculées convenablement au moyen d'une table de mortalité prescrite dans ladite Annexe pour le calcul, la compagnie doit alors demander au surintendant d'approuver la table que la compagnie juge la plus propre à ce calcul;

Clause
condition-
nelle.

c) La méthode d'évaluation doit être celle que spécifie ladite Annexe ou toute adaptation de cette méthode qu'approuve le surintendant, ou toute autre méthode que la compagnie juge convenable. Cependant, la méthode employée doit être telle que la réserve calculée selon cette méthode ne doit pas être moindre, pour une durée quelconque, que la réserve calculée d'après les dispositions concernant l'évaluation contenue dans ladite Annexe; en outre, la méthode employée doit faire provision adéquate pour les valeurs garanties pendant les durées subséquentes de la police, conformément au taux d'intérêt et à la table de mortalité servant à l'évaluation;

Clause
condition-
nelle.

d) Il n'est pas nécessaire que, dans aucun cas, la réserve, pendant la première année de la police, excède la réserve calculée d'après le taux d'intérêt et la table de mortalité servant à l'évaluation, et d'après la méthode d'évaluation décrite dans ladite Annexe.

Evaluation
par la
compagnie.

(3) En calculant la réserve nécessaire pour couvrir tous les engagements non échus, garantis par les termes des polices ou résultant des polices qui dépendent d'éventualités autres que celles ayant trait à la vie seulement, les bases et les méthodes d'évaluation employées par la compagnie doivent être telles qu'elles placent une valeur adéquate sur les engagements que comportent ces polices; et elles doivent être telles que la valeur des bénéficiaires prévus dans chaque police ne puisse en aucun cas être moindre que la valeur placée sur les primes futures.

Sommaire
à inclure
dans l'état
annuel.

(4) Doit être inclus dans l'état annuel, un certificat de l'actuaire de la compagnie, ou de l'actuaire responsable de l'évaluation si la compagnie n'a pas d'actuaire, attestant

que les réserves énoncées dans le sommaire d'évaluation ne sont pas inférieures aux réserves requises par les dispositions du présent article, et, de plus, qu'à son avis, les réserves constituent une provision bonne et suffisante pour couvrir tous les engagements non échus de la compagnie et garantis par les termes de ses polices. 5

Calcul par le surintendant.

(5) S'il paraît au surintendant que la réserve comprise dans le passif de l'état annuel d'une compagnie n'a pas été calculée conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, il doit faire savoir à la compagnie à quels égards, à son avis, l'évaluation n'est pas conforme auxdites dispositions, afin de faire opérer dans l'évaluation les changements qui peuvent être nécessaires pour qu'elle soit conforme à ces dispositions, et si la compagnie néglige d'opérer ces changements, elle doit fournir au surintendant, sur demande, les détails complets de ses polices, nécessaires au calcul de la réserve requise conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, et la réserve ainsi calculée par le surintendant doit être substituée dans le passif de l'état annuel à la réserve calculée par la compagnie. 10 15 20

Evaluation tous les cinq ans.

(6) Une fois tous les cinq ans ou plus souvent, à la discrétion du ministre, le surintendant doit lui-même évaluer ou faire évaluer sous sa surveillance toutes les polices de chaque compagnie, et cette évaluation doit être établie sur les bases et d'après les méthodes que la compagnie est censée employer dans le calcul de la réserve comprise dans le passif de son état annuel à la date de l'évaluation, ou, si l'évaluation est établie à une autre date qu'à celle de l'état annuel, alors dans l'état annuel de la compagnie dressé en dernier lieu avant la date de l'évaluation, subordonné aux changements qui peuvent être effectués dans la réserve en vertu des dispositions du paragraphe cinq du présent article. 25 30

Examen de l'évaluation.

(7) Au lieu de procéder à l'évaluation prescrite au paragraphe six du présent article, le surintendant peut se contenter d'examiner l'évaluation établie par la compagnie, soit que la compagnie maintienne la réserve qu'elle est censée maintenir, soit que la réserve maintenue satisfasse aux dispositions de la présente loi. 35 40

La compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant.

(8) Au lieu de calculer elle-même la réserve à inclure dans le passif de son état annuel, toute compagnie peut exiger que l'évaluation soit établie par le surintendant conformément aux dispositions du présent article, en lui payant un droit de trois cents pour chaque police ou augmentation de capital assuré ainsi évalué, et le surintendant doit remettre ce droit au ministre. Toutefois, en préparant les éléments de l'évaluation, la compagnie peut grouper n'importe quel nombre de polices d'une manière satisfaisante pour le surintendant afin qu'elles puissent être évaluées comme une seule police, et le droit pour l'évalua- 45 50

Clause conditionnelle.

les de chaque groupe et de trois ans. La durée des
droits doit être égale et tous les droits à l'égard des
sociétés doivent être le résultat de création de
droits de propriété sur des biens réels.

(2) Les droits de vote de la majorité des actions
doivent être exercés par les actionnaires ou par
leurs représentants. Il doit être possible de voter
par procuration. Les représentants des actionnaires
doivent être élus conformément aux lois de la société
et de la loi. Les droits de vote des actionnaires
doivent être exercés par les actionnaires ou par
leurs représentants. Les représentants des actionnaires
doivent être élus conformément aux lois de la société
et de la loi.

(3) Les droits de vote de la majorité des actions
doivent être exercés par les actionnaires ou par
leurs représentants. Il doit être possible de voter
par procuration. Les représentants des actionnaires
doivent être élus conformément aux lois de la société
et de la loi. Les droits de vote des actionnaires
doivent être exercés par les actionnaires ou par
leurs représentants. Les représentants des actionnaires
doivent être élus conformément aux lois de la société
et de la loi.

(4) Les représentants des actionnaires doivent être
élus conformément aux lois de la société et de la
loi. Les droits de vote des actionnaires doivent être
exercés par les actionnaires ou par leurs représentants.

(5) Les représentants des actionnaires doivent être
élus conformément aux lois de la société et de la
loi. Les droits de vote des actionnaires doivent être
exercés par les actionnaires ou par leurs représentants.

(6) Les représentants des actionnaires doivent être
élus conformément aux lois de la société et de la
loi. Les droits de vote des actionnaires doivent être
exercés par les actionnaires ou par leurs représentants.

Les droits de vote
doivent être exercés
par les actionnaires
ou par leurs représentants.

Les droits de vote
doivent être exercés
par les actionnaires
ou par leurs représentants.

Les droits de vote
doivent être exercés
par les actionnaires
ou par leurs représentants.

Les droits de vote
doivent être exercés
par les actionnaires
ou par leurs représentants.

tion de chaque groupe est de trois cents. Un droit semblable doit être exigé et remis au ministre à l'égard des évaluations établies par le surintendant en exécution des dispositions du paragraphe cinq du présent article.

Description, dans le rapport du surintendant, des tables de mortalité approuvées.

(9) Dans tous les cas où le surintendant approuve une table de mortalité conformément aux dispositions du présent article, il doit inclure dans son rapport annuel au ministre les renseignements que le surintendant juge nécessaires et utiles, concernant l'origine et les caractéristiques de la table, ainsi que les circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Le surintendant peut de la même manière retirer l'approbation qu'il a donnée de cette table.

Surplus assuré par polices à dividendes différés, et répartition quinquennale des profits.

(10) Dans le calcul de la réserve à inclure dans ledit état annuel et devant couvrir les profits établis et répartis en vue d'un futur partage à l'égard des polices comportant une répartition de surplus ou de profits à des intervalles de moins de cinq années, et connues sous le nom de polices à dividendes différés, les profits ou surplus auxquels chaque classe de ces assurés peut équitablement avoir droit doivent être déterminés et répartis au moins une fois tous les cinq ans, à compter de la date des polices; et la somme totale des parts ainsi établies et réparties doit constituer un passif de la compagnie et figurer dans sa comptabilité, tant que distribution et paiement n'en ont pas été réellement faits aux assurés qui y ont droit. Mais en ce qui concerne les polices à dividendes différés émises avant le premier jour de janvier 1911, le montant des profits ou surplus ainsi établi et réparti peut figurer dans la comptabilité comme répartition éventuelle, et non comme passif.

Comptes séparés pour les assurances à participation et sans participation.

83. Par dérogation aux dispositions contraires de quelque loi spéciale ou autre, toute compagnie doit tenir des comptes distincts et séparés des assurances à participation et des assurances sans participation.

Détermination des profits des polices à participation.

84. Les administrateurs des compagnies qui ont un capital social, peuvent, quand il y a lieu, distraire telle portion des bénéfices nets qu'ils jugent prudent et convenable de mettre de côté aux fins de distribution sous forme de dividendes ou de bénéfices additionnels aux actionnaires et aux porteurs de polices à participation, après avoir constaté quelle part de ces bénéfices provient des polices à participation et l'avoir séparée des bénéfices qui proviennent d'autres sources; et les porteurs de polices à participation ont droit de partager dans cette portion des bénéfices ainsi distraits qui a été séparée comme provenant des polices à participation (y compris une part des bénéfices provenant de la vente de valeurs, dans la proportion de la moyenne du fonds de participation par rapport à la moyenne de la totalité des fonds), jusqu'à concurrence

d'un mois quatre-vingt-dix pour cent de ses bénéfices, et
avant de distribuer ou de verser le montant des bénéfices
à répartir, l'actif net le montant du capital versé
total net, sans compter les primes ou bénéfices additionnels
résultant sur ce capital ou de son capital, qui ont été
dépensés pour l'établissement, le paiement ou le développement
de la compagnie ou qui ont été appliqués
à rembourser à tout achèvement du capital, et sur le
total ou toutes autres sommes portées de temps à autre
au crédit des actionnaires, tant que les dividendes ou bénéfices
suffisants au total moyen net de l'actif net, pendant
l'année précédente ou autre période dans le délai de six
mois des fonds placés de la compagnie, dépendant de
ce qui est porté au débit de ces actionnaires, sans autre
des pertes subies sur les placements ou des autres pertes
similaires, dans la proportion de la moyenne du total des
actionnaires par rapport à la moyenne de la totalité des
fonds.

(3) Les dispositions du premier paragraphe du présent
article ne doivent pas venir en conflit avec le droit des
porteurs de parts à participation de toute partielles sans
autre de participer aux bénéfices réalisés au chef de la
compagnie sans participation, dans les cas où
les porteurs de ces parts ont le droit en vertu de leur
titres à cette compagnie, en vertu de questions jointes
de fait, qui leur ont été

Titre des
porteurs de
parts et de
participation
aux bénéfices

24. Toute compagnie qui volontairement adhère au
Canada et sous son propre contrôle au sein d'une région
au moins égale au montant de ses engagements totaux
envisés au Canada, et sur son actif, au montant de
moins égal aux deux tiers de ses engagements totaux au
Canada doit se conformer à l'article 23. Et, toutefois, si elle
diffère de ce point en ce qui concerne le Canada, elle
doit être soumise aux dispositions de l'article 23.
Toutefois, si elle est soumise à d'autres lois, elle ne sera
pas tenue de se conformer à ces dispositions, pour la mesure
de son actif net, et de ses engagements, et de ses autres
actifs, en vue de leur destination, à une fin ou d'autres
fins distinctes de sa propre responsabilité, et de ses
autres opérations hors du Canada.

Titre des
porteurs de
parts et de
Canada

(4) Toute compagnie peut déposer un plan de
part de l'actif net, de son fonds de réserve, qui
peut être nécessaire ou désirable d'y placer pour assurer
le paiement correspondant aux parts émises par la com-
pagnie en tel pays, ou pour couvrir les dettes de la
part de ces parts, mais le montant ainsi déposé en tel
pays ne doit pas dépasser les pertes correspondantes aux
parts de la compagnie en tel pays ou le montant des
parts de ce pays exigent le dépôt, quel que soit le plan

Titre des
de l'actif net

d'au moins quatre-vingt-dix pour cent de ces bénéfiques; et avant de déterminer ou de constater le montant des bénéfiques à répartir, l'intérêt sur le montant du capital versé resté intact, non compris les primes ou bénéfiques additionnels reçus sur ce capital ou du chef de ce capital, qui ont été dépensés pour l'établissement, la poursuite ou le développement des affaires de la compagnie ou qui ont été appliqués à remédier à tout affaiblissement du capital, et sur toute autre ou toutes autres sommes portées de temps à autre au crédit des actionnaires, peut être attribué ou crédité à ces actionnaires au taux moyen net de l'intérêt acquis, pendant l'année précédente ou autre période dont il s'agit, sur la moyenne des fonds placés de la compagnie; cependant, il doit être porté au débit de ces actionnaires une juste part des pertes subies sur les placements ou des autres pertes similaires, dans la proportion de la moyenne du fonds des actionnaires par rapport à la moyenne de la totalité des fonds.

Droit des porteurs de polices avec participation aux bénéfiques.

(2) Les dispositions du premier paragraphe du présent article ne doivent pas venir en conflit avec le droit des porteurs de polices à participation de toute pareille compagnie de participer aux bénéfiques réalisés du chef de la catégorie des polices sans participation, dans les cas où les porteurs de ces polices ont ce droit en vertu de lois relatives à cette compagnie, en vigueur le quatrième jour de mai, mil neuf cent dix.

Valeurs à garder au Canada.

85. Toute compagnie doit constamment garder au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale au montant de ses engagements totaux envers ses assurés au Canada, et, sur cet actif, un montant au moins égal aux deux tiers de sesdits engagements totaux au Canada doit se composer de placements en valeurs canadiennes ou en prêts sur ces valeurs. Si, toutefois, il devient nécessaire pour cette compagnie de retirer du Canada quelque partie de ces valeurs détenues au Canada afin de les échanger contre d'autres valeurs reconnues par la présente loi, ou pour des fins similaires, ces valeurs pourront être confiées, en vue de leur destination, à une banque, corporation fiduciaire ou autre corporation responsable exerçant des opérations hors du Canada.

Dépôt hors du Canada.

(2) Toute compagnie peut déposer en quelque pays hors du Canada telle partie de ses fonds et valeurs qu'il peut être nécessaire ou désirable d'y placer pour garantir les réserves correspondant aux polices émises par la compagnie en tel pays, ou pour couvrir les réclamations découlant de ces polices; mais le montant ainsi déposé en tel pays ne doit pas dépasser les réserves correspondant aux polices de la compagnie en tel pays, ou la somme dont les lois de cet autre pays exigent le dépôt, quel que soit le plus

élevé de ces deux montants, avec une proportion combinée du capital versé, des réserves éventuelles et du surplus non affecté de la compagnie, égale à la proportion que les réserves en tel pays représentent par rapport aux réserves de la compagnie sur la totalité de ses polices.

Fonds en
pays
étranger.

(3) Les fonds et valeurs destinés à la garantie des polices émises dans un pays hors du Canada et payables en monnaie de cet autre pays, ou au paiement des réclamations découlant de ces polices, peuvent être déposés dans le pays en la monnaie duquel les polices sont payables, et les valeurs ainsi déposées ne doivent pas être tenues pour des fonds et valeurs déposés en tel pays au sens du paragraphe deux du présent article; et les fonds et valeurs détenus au Canada en fiducie pour le compte des assurés hors du Canada en exécution d'une convention de réassurance entre telle compagnie et toute autre compagnie, ne sont pas censés être des fonds et valeurs retenus au Canada.

Exception.

(4) Sauf les cas prévus au présent article, toutes les valeurs de chaque compagnie doivent être gardées au siège social de la compagnie ou ailleurs au Canada.

Dépôt des
taux et des
formules de
polices.

86. Aux fins de mettre le surintendant en mesure de déterminer les engagements des compagnies enregistrées sous le régime des dispositions de la présente loi, toute compagnie doit déposer, et tenir en dépôt chez le surintendant, une copie du tarif établi de ses primes pour tous les plans d'assurance, ainsi que les détails concernant les divers privilèges, s'il en est, que garantit chaque plan d'assurance en prévision du rachat de la police ou de la cessation de paiement des primes à quelque époque que ce soit, et à l'égard de plans spéciaux d'assurance la compagnie doit déposer semblables indications à la demande du surintendant; et elle doit aussi déposer des copies de toutes les formules de polices émises au Canada.

Traitement
des fonction-
naires et
agents.

87. Il ne doit être payé de traitement, de rémunération ni d'émoluments à aucun administrateur d'une compagnie pour ses services à titre d'administrateur, à moins que ce paiement ne soit autorisé par un vote des membres dans le cas d'une compagnie mutuelle, et par un vote des actionnaires et des autres membres, s'il en est, dans le cas d'une compagnie ayant un capital social.

Nécessité
d'approba-
tion par le
conseil
d'adminis-
tration.

(2) Il ne doit être payé de traitement, de rémunération ni d'émoluments à aucun fonctionnaire ou fiduciaire d'une compagnie, à moins d'autorisation par vote des administrateurs, et aucun traitement, rémunération ou émolument s'élevant en une année à plus de cinq mille dollars ne doit être payé à un agent ou employé, à moins que le contrat en vertu duquel ce montant devient payable, s'il est fait après le quatrième jour de mai, mil neuf cent dix, n'ait été approuvé par le conseil d'administration.

54. Les engagements à la poursuite, par règlement des lois, des pouvoirs, des pouvoirs à la création d'un fonds de pension et d'autres pour le personnel; mais ce règlement, ainsi qu'il est en vigueur, doit être soumis et après à une assemblée annuelle de la compagnie ou à une assemblée générale extraordinaire de ses membres après avis donné dans l'un et l'autre cas, de l'existence d'un débiteur.

55. Toute compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance a le pouvoir de conclure, avec la permission du ministre, un contrat aux fins de l'assurance des biens de son portefeuille avec ceux d'une autre semblable compagnie, qui a le pouvoir de conclure un pareil contrat, ou de céder tout ou partie de ses biens à une autre semblable compagnie, ou de les y réintégrer; ou de céder tout ou partie de ses biens et de son portefeuille à une autre semblable compagnie; ou de réintégrer tout ou partie des biens d'une autre semblable compagnie; ou d'acquiescer et de se joindre à une cession tout ou partie du portefeuille et des biens d'une autre semblable compagnie; et de conclure tous les contrats et traités nécessaires à cette fin, selon ou résout, et sous réserve de certaines aux conditions ci-après énoncées au présent article.

(1) Lorsqu'un contrat en vue de toute pareille fusion, cession ou réintégration a été conclu, les administrateurs des compagnies qui sont parties à ce contrat peuvent par voie de pétition, demander au Conseil du Trésor de sanctionner et ratifier, et le Conseil du Trésor, après avoir entendu les administrateurs et les autres personnes qui ont droit de se faire entendre sur la pétition, ou après leur avoir donné l'occasion de se faire entendre, peut ratifier le contrat.

(2) Avant que cette demande soit portée devant le Conseil du Trésor, un avis accompagné

(a) d'un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réintégration, selon le cas; et
 (b) d'un précis des raisons importantes connues dans le traité en question, lequel il est possible d'établir de la fusion, cession ou réintégration; et
 et de tous les rapports d'acteurs ou autres sur lesquels est basé le traité, y compris un rapport par un actuaire indépendant;

doit être signifié aux actionnaires et aux porteurs de parts des compagnies au Canada, autres que les petites compagnies, et aux autres personnes qui ont droit de se faire entendre sur la fusion, cession ou réintégration de la compagnie qui résulte de la fusion, cession ou réintégration, et aux porteurs de parts de la compagnie résultante non comprise dans la fusion, cession ou réintégration.

(3) Cet avis et ces documents doivent être signifiés par la poste, à l'adresse inscrite ou autre adresse connue de

1900
 1901
 1902
 1903
 1904
 1905
 1906
 1907
 1908
 1909
 1910
 1911
 1912
 1913
 1914
 1915
 1916
 1917
 1918
 1919
 1920
 1921
 1922
 1923
 1924
 1925
 1926
 1927
 1928
 1929
 1930
 1931
 1932
 1933
 1934
 1935
 1936
 1937
 1938
 1939
 1940
 1941
 1942
 1943
 1944
 1945
 1946
 1947
 1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000

Fonds de
pension et
d'assurance
du personnel.

88. La compagnie a le pouvoir, par règlement des administrateurs, de pourvoir à la création d'un fonds de pension et d'assurance pour le personnel; mais ce règlement, avant d'être mis en vigueur, doit être soumis et agréé à une assemblée annuelle de la compagnie ou à une assemblée générale 5
extraordinaire de ses membres, après avis dûment donné, dans l'un et l'autre cas, de l'intention d'en délibérer.

Fusion,
cession et
réassurance.

89. Toute compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie a le pouvoir de conclure, avec la permission du ministre, un contrat aux fins de fusionner 10
ses biens et son portefeuille avec ceux d'une autre semblable compagnie qui a le pouvoir de conclure un pareil contrat, ou de céder tout ou partie de ses polices à une autre semblable compagnie, ou de les y réassurer; ou de céder tout ou 15
partie de ses biens et de son portefeuille à une autre semblable compagnie; ou de réassurer tout ou partie des polices d'une autre semblable compagnie; ou d'acquérir et prendre en charge tout ou partie du portefeuille et des biens d'une autre semblable compagnie; et de conclure tous les contrats et traités nécessaires à cette fusion, cession ou réassurance, 20
après avoir satisfait aux conditions ci-après énoncées au présent article.

Sanction du
Conseil du
trésor.

(2) Lorsqu'un contrat en vue de toute pareille fusion, cession ou réassurance a été conclu, les administrateurs des compagnies qui sont parties à ce contrat peuvent, 25
par voie de pétition, demander au Conseil du trésor de le sanctionner et ratifier, et le Conseil du trésor, après avoir entendu les administrateurs et les autres personnes qu'il estime avoir droit de se faire entendre sur la pétition, ou après leur avoir donné l'occasion de se faire enten- 30
dre, peut ratifier le contrat.

Avis de la
pétition au
Conseil.

(3) Avant que cette demande soit portée devant le Conseil du trésor, un avis, accompagné

- a) d'un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance, selon le cas; et 35
- b) d'un précis des matières importantes contenues dans le traité en exécution duquel il est question d'effectuer la fusion, cession ou réassurance; et
- c) de copie des rapports d'actuaire ou autres sur lesquels est basé le traité, y compris un rapport par un actuaire 40
indépendant;

doit être signifié aux actionnaires et aux porteurs de toutes les polices au Canada autres que les polices populaires de chaque compagnie. Toutefois, le surintendant peut exempter la signification de ces documents aux porteurs de 45
polices de la compagnie qui réassure, et aux porteurs de polices de la compagnie réassurée non compris dans la réassurance.

Clause
condition-
nelle.

Signification
aux assurés.

(4) Cet avis et ces documents doivent être signifiés par la poste, à l'adresse inscrite ou autre adresse connue de 50

chaque actionnaire et assuré, et doivent être expédiés à temps pour être délivrés, dans le cours ordinaire du service postal, au moins trente jours avant le jour fixé pour l'audition de la demande.

Le traité est assujéti à l'examen.

(5) Le traité en exécution duquel il est proposé d'effectuer la fusion, cession ou réassurance, est assujéti à l'examen des assurés et des actionnaires, au bureau principal de la compagnie ou des compagnies, pendant une période de trente jours après l'envoi du précis prévu au présent article. 5

Publication de l'avis.

(6) Une copie de cet avis doit aussi être publiée dans la *Gazette du Canada* au moins trente jours avant la présentation de la demande; mais le présent paragraphe ne s'applique à aucune compagnie qui émet des polices populaires. 10

Opposition des assurés.

(7) Le Conseil du trésor ne peut sanctionner une fusion, cession ou réassurance en aucun cas où il lui paraît que des assurés représentant un cinquième ou plus du montant total assuré dans une compagnie qu'il est question de fusionner, ou dans une compagnie dont il est question de céder le portefeuille ou de réassurer les risques, sont opposés à cette fusion, cession ou réassurance. 15

Capital doit rester intact après fusion.

(8) Il n'est permis à aucune compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille ou d'y réassurer ses risques, si le capital réuni des compagnies, après la fusion, ou si le capital de la compagnie subsistante, après la cession ou la réassurance, doit être amoindri, le passif de la compagnie subsistante ou résultant de la fusion, du chef des polices et des rentes, étant calculé conformément aux dispositions de la présente loi. 20

Dépôt des pièces.

(9) Quand une fusion s'opère entre des compagnies, ou quand le portefeuille d'une compagnie est cédé à une autre compagnie ou que ses polices y sont réassurées, la compagnie résultant de la fusion, ou la compagnie subsistante, selon le cas, doit déposer entre les mains du surintendant, dans un délai de dix jours à compter de la conclusion de la fusion, cession ou réassurance, les documents suivants, savoir: 30

- a) Des copies certifiées conformes de l'état de l'actif et du passif des compagnies concernées dans cette fusion, cession ou réassurance; et
- b) Un exposé de la nature et des conditions de la fusion, cession ou réassurance; et 40
- c) Une copie certifiée conforme du traité en vertu duquel est effectuée cette fusion, cession ou réassurance; et
- d) Des copies certifiées conformes des rapports d'actuaires ou autres sur lesquels est basé le traité; et
- e) Une déclaration, sous les seings du président et du 45
gérant de chaque compagnie, qu'au mieux de leur connaissance et croyance tout paiement fait ou à faire à qui que ce soit en raison de ladite fusion, cession ou réassurance, y est pleinement énoncé, et que nul autre paiement que ceux indiqués n'a été effectué ni ne reste 50
à effectuer soit en espèces, soit en polices, en obligations,

en valeurs ou en autres biens par les parties à la fusion, cession ou réassurance, ou à leur connaissance.

- La sanction du Conseil du trésor est essentielle. (10) Il est interdit à toute compagnie de fusionner avec une autre compagnie, de lui céder son portefeuille ou d'y réassurer ses polices, à moins que cette fusion, cession, ou réassurance ne soit sanctionnée par le Conseil du trésor en conformité du présent article. Mais le présent article ne s'applique pas aux contrats de réassurance passés par des compagnies dans le cours ordinaire de leurs opérations. 5
- Clause conditionnelle. Exemption. (11) Les paragraphes trois à sept, les deux compris, du présent article, ne s'appliquent pas à la réassurance, par une compagnie, des affaires d'une compagnie qui n'est pas enregistrée et n'a jamais été enregistrée ou autorisée par permis à opérer au Canada. 10
- Exemption. (12) Les paragraphes deux à sept, les deux compris, et le paragraphe dix du présent article, ne s'appliquent pas à la réassurance, par une compagnie, de quelque une des polices autres que les polices au Canada d'une compagnie constituée en corporation hors du Canada. 15
- Extension de la définition de «compagnie.» (13) Le mot «compagnie», lorsque employé au présent article relativement à une autre partie avec laquelle une compagnie est autorisée à conclure un traité, vise et comprend toute corporation exerçant les opérations d'assurance-vie et constituée en vertu des lois d'un pays autre que le Canada ou en vertu des lois d'une province du Canada. 20 25

PARTIE V.

SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES.

- Sociétés fraternelles de bénéfices. 90. La présente Partie s'applique uniquement aux sociétés fraternelles de bénéfices enregistrées sous le régime de la présente loi.
- Exemptions. (2) Toute société enregistrée sous le régime des dispositions de la présente loi, doit, lorsque ainsi enregistrée, être exemptée des dispositions de la Partie II de la présente loi, à l'exception des articles vingt-six et quarante et un à quarante-quatre, les deux compris, ainsi que des dispositions des articles quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois et quatre-vingt-quatre. 30 35
- Cas où le certificat n'est pas accordé. 91. Aucune société fraternelle de bénéfices ne peut être enregistrée sous le régime de la présente loi, si cette société est effectivement la propriété de tous ses fonctionnaires ou percepteurs, ou si elle appartient à un propriétaire particulier, ou si elle est dirigée comme risque commercial ou mercantile, ou en vue d'un gain commercial. 40
- Octroi de bénéfices de maladie par succursale subordonnée. 92. L'octroi d'un certificat d'enregistrement à une société fraternelle de bénéfices, ou tout renouvellement du certificat, est sujet à la condition qu'aucun règlement de la

... les articles de loi...
 ... les dispositions...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...

Article 1er
 Article 2

... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...

Article 3
 Article 4

... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...

Article 5
 Article 6

... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...
 ... les principes...
 ... les bases...
 ... les fondements...

Article 7
 Article 8

société n'autorisera ni ne tendra à autoriser une succursale subordonnée de la société à accorder des bénéfices de maladie à aucun membre de la succursale, à moins que le règlement n'établisse une provision adéquate pour assurer sur une base actuarielle la suffisance de la caisse constituée par la succursale pour subvenir aux bénéfices de maladie. 5

Interdictions de la charte abrogées.

(2) Est par les présentes abrogée toute disposition de la charte, de la loi de constitution ou des statuts ou du mémorandum d'association de toute pareille société, qui interdit aux succursales de la société d'accorder ainsi des bénéfices de maladie. 10

Evaluation actuarielle avant octroi de certificat.

93. Toute société fraternelle de bénéfices doit, avant que lui soit accordé un certificat d'enregistrement sous le régime de la présente loi, déposer chez le surintendant, outre les autres déclarations et documents dont la présente loi requiert le dépôt, le rapport d'un actuaire, nommé par la société, renfermant, avec tous les détails que peut exiger le surintendant, les résultats de l'évaluation actuarielle établie par ledit actuaire au trente et unième jour de décembre précédent ou à la date ultérieure que peut spécifier le surintendant, de chacune des caisses de bénéfices tenues par la société, en tenant compte des engagements éventuels de chacune de ces caisses et des contributions qui lui sont éventuellement destinées. 15 20

Déclaration par actuaire.

(2) Ce rapport doit contenir une déclaration dudit actuaire à l'effet que, à son avis, l'actif que la société peut affecter à chaque caisse, évalué selon une estimation agréée du surintendant, est suffisant, en y ajoutant les primes, sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de ladite évaluation, pour garantir le paiement à échéance de tous les engagements de la caisse, sans déduction ni réduction. 25 30

Etat de la situation et des affaires.

(3) La société doit également déposer chez le surintendant un état de sa situation et de ses affaires, à la date de ladite évaluation, avec tous les détails que peut exiger le surintendant. 35

Formule des états annuels.

94. Les états annuels déposés au département sous le régime de la présente loi, par toute société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi, doivent être dans la forme que le surintendant peut, quand il y a lieu, juger nécessaire pour représenter la situation et les affaires de la société ainsi que l'état de ses diverses caisses. 40

Calcul de la réserve-caisse mortuaire.

(2) Doit être inclus dans ledit état annuel, un rapport d'un actuaire nommé par la société, renfermant, avec les détails que le surintendant peut exiger, quand il y a lieu, les résultats d'une évaluation actuarielle, à la date de l'état, de chacune des caisses de bénéfices maintenues par 45

la société, en tenant compte, pour chaque caisse, de ses engagements éventuels et des contributions qui lui sont éventuellement destinées; et l'actuaire doit, pour chaque caisse, certifier que, à son avis, la réserve qu'indique l'évaluation est suffisante, en y ajoutant les primes, sommes dues et autres contributions à recevoir ultérieurement des membres, selon les taux en vigueur à la date de l'évaluation, pour garantir le paiement à échéance de tous les engagements de la caisse, sans déduction ni réduction. 5

Autre fonds.

(3) La réserve qu'indique ladite évaluation, à l'égard de chaque caisse, ou au gré de la société toute réserve plus élevée, doit être portée au passif de la caisse, mais la réserve ainsi portée ne doit pas être moindre que la réserve, s'il en est, que la société est tenue de maintenir par sa loi de constitution ou par les lois générales auxquelles elle est assujétie. 10 15

Evaluation spéciale, en cas d'insuffisance d'actif.

95. S'il paraît au surintendant, d'après l'état annuel qui lui a été remis, ou d'après un examen ou une évaluation faite en conformité de la présente loi, que l'actif d'une société fraternelle de bénéfiques enregistrée sous le régime de la présente loi, ou de l'une de ses caisses de bénéfiques, ne suffit pas à assurer le paiement à échéance de ses polices, sans déduction ou réduction, ou sans une augmentation des primes ou sans surprimes, le surintendant doit adresser au ministre un rapport spécial sur la situation de la société et indiquer dans ce rapport le montant qui manque à l'actif de la société et que révèle l'état annuel ou un examen ou une évaluation opérée comme susdit. Le surintendant peut, toutefois, avant de faire ainsi rapport au ministre, procéder à une évaluation spéciale des engagements de la société aux termes desdites polices. 25 30

Le ministre doit demander que le déficit soit comblé.

(2) Si, après avoir pris ledit rapport en considération, le ministre partage l'opinion du surintendant, il doit exiger que, dans le délai qu'il peut prescrire, soit quatre années au maximum, la société comble le déficit. 35

Retrait du certificat, en cas d'inobservation.

(3) Si la société ne se conforme pas à la requête du ministre dans le délai ainsi prescrit, son certificat d'enregistrement peut être retiré. 35

Evaluation du bilan à transmettre aux assurés.

96. Toute société fraternelle de bénéfiques enregistrée sous le régime de la présente loi doit, au plus tard le premier jour de juin de chaque année, expédier par la poste à chaque assuré au Canada une copie du bilan évalué sur la base qui a servi à la préparation de l'état annuel mentionné au paragraphe deux de l'article quatre-vingt-quatorze de la présente loi, ainsi qu'une explication des faits relatifs à la situation de la société, telle que cette situation y est exposée, ou, au lieu de ce faire, elle doit publier dans son bulletin officiel ce bilan et cette explication, et expédier par la poste à chacun de ses assurés au Canada un exemplaire du bulletin contenant ces informations. 40 45 50

Caisses distinctes.

97. Toute société fraternelle de bénéfices qui, le trente et unième jour de décembre, mil neuf cent dix-neuf, détenait un permis du ministre, doit continuer à maintenir les caisses séparées que sa charte ou sa constitution et ses statuts l'obligeaient à maintenir à ladite date.

5

La société peut assurer.

98. Toute société fraternelle de bénéfices enregistrée sous le régime de la présente loi possède, si elle est régulièrement autorisée par règlement de la société adopté sur la recommandation de son actuaire, le pouvoir:

Enfants à charge.

a) D'assurer les enfants à la charge des membres de la 10 société;

Contrat à capital différé.

b) D'émettre à ses membres des contrats d'assurance à capital différé quand l'assuré atteint l'âge de soixante-cinq ans ou un âge plus avancé, ou à l'expiration d'une période d'au moins vingt ans; 15

Maximum de police \$10,000.

c) D'émettre, sur la tête d'un autre membre, des polices d'assurance-vie ou à capital différé pour tout montant ne dépassant pas dix mille dollars;

Polices acquittées et autres privilèges.

d) Consentir des prêts à ses membres sur la garantie de leurs polices, accorder des polices acquittées ou autres 20 privilèges en leur lieu et place à des membres qui désirent être exemptés, en tout ou partie, du paiement des primes futures, ou acquitter les valeurs de rachat au comptant sur les polices et acquérir les intérêts des membres dans lesdites polices; 25

Maintien de caisses séparées.

e) Maintenir les caisses distinctes pouvant à l'occasion être autorisées par règlement, valablement édicté par la société et approuvé par le surintendant;

Nouvelle caisse distincte.

(2) Tout règlement autorisant l'assurance d'enfants à charge doit pourvoir à l'établissement d'une caisse distincte 30 à laquelle doivent être versés et crédités les recettes et paiement effectués aux termes de tout contrat émis sous l'autorité du règlement.

Modification des pouvoirs corporatifs.

(3) Les pouvoirs énumérés au présent article peuvent être exercés par toute pareille société comme si ces pou- 35 voirs lui étaient conférés par sa loi constitutive, et ladite loi constitutive de toute pareille société est par les présentes modifiée en conséquence.

Définition de d'«actuaire».

99. En la présente Partie, l'expression «actuaire» signifie un membre, admis par examen, de l'Institut des 40 Actuaires de la Grande-Bretagne, de la Faculté des Actuaires d'Ecosse, de la Société actuarielle d'Amérique, ou de l'Institut américain des Actuaires. Cependant, quiconque est admis à titre de membre autrement que par examen et, antérieurement au quatorzième jour d'avril, 45 mil neuf cent vingt-sept, a fait un rapport actuariel en conformité des dispositions du paragraphe deux de l'article cent douze de la *Loi des assurance, 1917*, tel qu'édicté au

Clause conditionnelle.

chapitre cinquante-sept du Statut de 1919, est censé, pour l'application du présent article, être un membre admis par examen.

PARTIE VI.

COMPAGNIES, AUTRES QUE SOCIÉTÉS FRATERNELLES DE BÉNÉFICES, EXERCANT D'AUTRES ASSURANCES QUE L'ASSURANCE-VIE

Compagnies d'assurance-incendie.

100. La présente Partie s'applique à toutes les compagnies, autres que les sociétés fraternelles de bénéfices, enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance relativement à quelque classe de ces opérations autres que l'assurance-vie, l'assurance maritime ou l'assurance sur la navigation intérieure. 5

Assurance maritime et sur navigation intérieure exemptées.

(2) Nulle compagnie n'est tenue d'être enregistrée sous le régime de la présente loi à l'égard des opérations d'assurance maritime ou d'assurance sur la navigation intérieure. 10

Calcul des engagements de la réserve.

101. Pour les objets de l'état annuel dont les dispositions de la présente loi exigent le dépôt au département, les engagements de toute compagnie, à l'égard de toutes ses polices non échues et en cours, doivent, sauf dans les cas prévus ci-après au présent article, être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état. 15

Système de primes par billets.

(2) Lorsqu'une compagnie qui souscrit des assurances non hasardeuses et de trois années de durée d'après le système de primes par billets, ou partie d'après le système de comptant et partie d'après le système de primes par billets, les engagements de cette compagnie, pour les fins dudit état, relativement à ses opérations de primes par billets, doivent être de quatre-vingts pour cent de la partie non acquise des cotisations qui ont été levées à l'égard de tous les billets en cours qu'elle possède, calculée au prorata à la date de l'état, et la partie non-cotisée de ces primes par billets doit être traitée comme actif éventuel. 20 25 30

Assurance non-résoluble contre maladie et accidents.

(3) Toute compagnie qui exerce les opérations d'assurance non-résoluble contre la maladie et contre les accidents, doit calculer les engagements du chef de ses polices contre la maladie et contre les accidents, non-résolubles, non échues et en cours, suivant les bases et méthodes que le surintendant peut prescrire à l'égard de chaque pareille compagnie. 35

Assurance de titres.

(4) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'entreprise d'assurance des titres.

Minimum de l'actif.

102. Toute compagnie doit constamment maintenir son actif, allouable comme tel en vertu des dispositions de la présente loi ou autorisé par la loi lors de l'acquisition de cet actif, à une valeur d'au moins quinze pour cent en 40

- excédent du total des primes non acquises sur toutes ses polices non échues et en cours, calculée au prorata de la période restant à courir, en même temps que le montant des réclamations échues et de tous ses autres engagements, de quelque nature qu'ils soient; et dans le calcul de cet excédent, doit être déduit de l'actif de la compagnie le montant de tout placement en actions d'une autre compagnie exerçant les opérations d'assurance, effectué sous l'autorité de l'article soixante-quatre de la présente loi. Cependant, à l'égard des polices contre la maladie et les accidents, non-résolubles, non échues et en cours, la compagnie doit maintenir un montant d'actif au moins égal aux engagements de ce chef inclus dans l'état annuel de la compagnie conformément aux dispositions de l'article précédent.
- 5
- 10
- 15
- 20
- 25
- 30
- 35
- 40
- 45
- 50
- Clause restrictive.
- Caisse d'excédent, assurance contre la grêle.
- Les dividendes ne doivent pas entamer le capital.
- Dividendes de préférence.
- Contravention.
- (2) Toute compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance contre la grêle doit, chaque année, mettre de côté, comme caisse d'excédent d'assurance contre la grêle, au moins cinquante pour cent des profits réalisés sur ces affaires durant ladite année, jusqu'à ce que ou de sorte que ladite caisse d'excédent ne soit pas, en toute année, moindre que cinquante pour cent des primes nettes d'assurance contre la grêle reçues par elle durant l'année civile précédente.
- (3) Sous réserve des dispositions du paragraphe quatre du présent article, il est interdit à toute compagnie de servir un dividende lorsque son capital est amoindri ou lorsque son actif n'atteint pas le montant requis par les paragraphes un et deux du présent article, et elle ne doit pas payer de dividende qui réduise son actif au-dessous dudit montant ou qui amoindrisse son capital.
- (4) Lorsqu'une compagnie, antérieurement au quatrième jour de mai, mil neuf cent dix, en vertu de sa loi de constitution ou des modifications y apportées, a converti et émis une partie de son capital social en actions de priorité et en donnant à ces actions de priorité droit à un dividende de préférence fixe, le mot «capital», au paragraphe trois du présent article, doit se lire et interpréter, en ce qui regarde pareille compagnie, comme signifiant son capital en actions de priorité exclusivement en vue du paiement de ces dividendes de préférence.
- (5) Si le surintendant constate que l'actif d'une compagnie tombe au-dessous du montant prévu aux paragraphes un et deux du présent article, il doit en faire un rapport au Conseil du trésor et déclarer dans ce rapport si la compagnie lui paraît ou non avoir manqué de se conformer aux prescriptions du paragraphe trois, et si le Conseil du trésor l'ordonne, après avoir mûrement étudié la question et donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, le ministre doit:

- Peine. a) Immédiatement retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie; ou
b) aux termes et conditions que le Conseil juge convenables, fixer un délai dans lequel la compagnie est tenue de combler le déficit (le certificat d'enregistrement de la compagnie subsistant dans l'intervalle), et si, dans ce délai, la compagnie n'a pas comblé le déficit, son certificat d'enregistrement doit être retiré. 5
- Restriction. Cependant, si l'actif de la compagnie est moindre que le total des engagements, y compris les primes non acquises calculées comme il est prescrit au premier paragraphe du présent article, et les engagements du chef des polices non-résolubles de maladie et d'accidents, ou si la compagnie a violé les prescriptions du paragraphe trois du présent article, son certificat d'enregistrement doit être révoqué. 10 15
- Maintien d'actif au Canada. **103.** Toute compagnie doit constamment garder au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale à la totalité de ses engagements envers ses assurés au Canada, en comprenant dans ses engagements toutes les primes non acquises calculées au prorata des périodes restant à courir des polices, sauf à l'égard des polices contre la maladie et contre les accidents, non-résolubles, non échues et en cours, pour lesquelles polices les engagements calculés conformément à l'article cent un de la présente loi doivent être inclus dans lesdits engagements. Si, toutefois, il devient nécessaire pour cette compagnie de retirer du Canada quelque partie des valeurs détenues au Canada afin de les échanger contre d'autres valeurs reconnues par la présente loi, ou pour des fins similaires, ces valeurs pourront être confiées, en vue de leur destination, à une banque, corporation fiduciaire ou autre corporation responsable exerçant des opérations hors du Canada. 20 25 30
- Clause conditionnelle. (2) Toute pareille compagnie peut déposer hors du Canada la portion de ses fonds et valeurs nécessaire au maintien d'une succursale ou de succursales à l'étranger, mais toutes les autres valeurs de pareille compagnie doivent être gardées au siège social de la compagnie ou à un autre endroit au Canada. 35
- Dépôt hors du Canada. **104.** Toute compagnie doit déposer et tenir en dépôt chez le surintendant des copies de toutes les formules des polices émises par la compagnie. 40
- Formules de polices à déposer. **105.** Au présent article, le mot «excédent» signifie l'excédent de l'actif sur le capital versé de la compagnie et sur tous les engagements de cette dernière, y compris les engagements du chef des polices non échues et en cours que l'article cent un de la présente loi exige d'inclure dans l'état annuel. 45
- «Excédent» défini.

10. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

11. La présente loi s'applique à toutes les compagnies qui ont été constituées en vertu de la loi du 29 mai 1884, à la date de son entrée en vigueur.

12. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

13. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

14. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

15. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

16. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

17. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

18. Les dispositions de la présente loi relatives à la formation de la réserve de capital social de la compagnie ne s'appliquent pas aux compagnies qui ont été constituées avant le 1er janvier 1900.

Affectation
des bénéfices
à l'excédent.

(2) Subordonnement au paiement de dividendes de préférence en conformité du paragraphe quatre de l'article cent deux de la présente loi, jusqu'à ce que l'excédent de la compagnie égale ou excède lesdits engagements du chef de toutes les polices au Canada non échues, en cours et non réassurées, la compagnie doit, à la fin de chaque année, affecter à son excédent au moins vingt-cinq pour cent des profits qu'elle a réalisés l'année précédente. 5

Exemption.

(3) Le présent article ne doit s'appliquer à aucune compagnie ayant un capital versé d'au moins un million de dollars, un excédent d'au moins cinq cent mille dollars et un capital versé et un excédent combinés d'au moins le montant de la réserve des primes non acquises calculées de la manière prévue au paragraphe précédent. 10

Valeur au pair
des actions
réduite par
règlement.

106. Nonobstant toute disposition de sa loi de constitution ou de la présente loi, toute compagnie ayant un capital social peut, moyennant un règlement adopté par les administrateurs et approuvé par les votes des actionnaires représentant au moins les deux tiers en somme du capital souscrit de la compagnie, présents ou représentés à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée pour étudier ce règlement, réduire la valeur au pair des actions du capital social de la compagnie non encore émises à la date de l'adoption de ce règlement, au montant de cinq dollars par action ou de tout multiple de cinq dollars, et le nombre des actions non émises doit être augmenté de façon que la valeur au pair du capital total non émis après la date de l'adoption du règlement soit la même qu'avant ladite date. 20 25

Règlement
établissant
des actions
sans droit de
vote.

(2) Ledit règlement peut aussi prescrire que quelque partie dudit capital social non émis soit émise en actions ne comportant pas le droit de voter, ou assujétie aux restrictions ou limitations pouvant être jugées opportunes quant au droit de voter et quant à l'autorité de disposer des affaires de la compagnie. En pareil cas, le règlement doit stipuler que ces restrictions ou limitations soient exactement énoncées ou clairement indiquées dans les certificats de ces actions; et si ces restrictions ou limitations ne sont pas énoncées ou indiquées comme susdit, elles ne sont pas tenues pour conditionner les droits des porteurs de pareilles actions. 30 35 40

Droit de
vote
dérivant
d'actions
réduites.

(3) Subordonnement aux dispositions du paragraphe précédent, tout règlement adopté en vertu du présent article et qui diminue la valeur au pair des actions du capital non émis, doit prévoir que tout porteur des actions de valeur au pair diminuée aura, à titre d'actionnaire de la compagnie, un nombre de votes déterminé en divisant la valeur au pair totale de ses actions dans le capital social de la compagnie par la valeur au pair de chaque action antérieurement à la date de l'adoption dudit règlement. 45

100. Toute personne qui a été déclarée insolvable par le tribunal de commerce, et qui a été réhabilitée par le tribunal de commerce, est tenue de déclarer, dans son bilan, les motifs de sa réhabilitation et les conditions auxquelles elle a été obtenue.

101. Lorsque une compagnie a cessé d'exister, le bilan de la compagnie est soumis à la vérification des créanciers et des actionnaires de la compagnie.

102. Le bilan de la compagnie doit être soumis à la vérification des créanciers et des actionnaires de la compagnie, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

103. Le bilan de la compagnie doit être soumis à la vérification des créanciers et des actionnaires de la compagnie, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

104. Le bilan de la compagnie doit être soumis à la vérification des créanciers et des actionnaires de la compagnie, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

105. Le bilan de la compagnie doit être soumis à la vérification des créanciers et des actionnaires de la compagnie, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

100
101
102

103
104
105

106
107
108

109
110
111

112
113
114

Classes
de risques
couvertes
par le
certificat.

107. Toute compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie, a droit, subordonnément aux dispositions de sa loi constitutive et dès qu'elle a rempli les conditions prescrites en la présente loi, autres que celles qui se rapportent à l'augmentation du montant déposé chez le ministre, de recevoir un certificat d'enregistrement pour l'autoriser à exercer une ou plusieurs des classes suivantes d'assurance limitées à l'assurance des mêmes biens qui sont assurés par une police d'assurance-incendie de cette compagnie, savoir: chutes d'aéronef, tremblements de terre, tornades, grêle, bris de conduites d'eau, explosions restreintes ou internes et soulèvements de peuple.

Remise des
valeurs.

108. Lorsqu'une compagnie a cessé d'exercer ses opérations et a notifié la chose par écrit au ministre, les valeurs de cette compagnie entre les mains du ministre ne peuvent être remises à la compagnie avant que tous ses risques en cours aient été assurés ou avant que leur rachat ait été obtenu à la satisfaction du ministre.

Demande
de remise
des valeurs.

(2) En demandant la remise de ses valeurs, la compagnie doit déposer chez le ministre une liste complète de tous les assurés dont les risques n'ont pas été ainsi réassurés ou dont les polices n'ont pas été rachetées; et en même temps elle doit publier, durant trois mois civils, dans la *Gazette du Canada* et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où le siège social est établi, un avis à l'effet qu'elle demandera au ministre la libération de ses valeurs à une certaine date, qui doit être postérieure d'au moins trois mois à la date de l'avis, et invitant ses assurés qui seraient opposés à cette remise à faire parvenir au ministre avis de leur opposition, à ou avant la date indiquée.

Libération
partielle.

(3) Postérieurement à la date ainsi fixée dans l'avis, si le ministre, avec l'assentiment du Conseil du trésor, est convaincu que le dépôt qu'il détient pour le compte de la compagnie dépasse sensiblement le chiffre prescrit par la présente loi à l'égard du maintien des assurés, il peut, à discrétion, restituer à la compagnie la partie de l'excédent qu'il estime convenable dans les circonstances, et il doit continuer à détenir le reste du dépôt pour sauvegarder le maintien des assurés, selon les prescriptions de la présente loi.

Autres
remises.

(4) Subséquemment, au fur et à mesure que ces polices s'éteignent ou qu'il est établi qu'elles ont été réglées, de nouveaux montants peuvent être rendus en vertu de l'autorité susdite.

Remise au
liquidateur.

(5) Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article précédent, si la compagnie est en liquidation, les valeurs de la compagnie peuvent, sur l'ordonnance de tout tribunal ayant juridiction en vertu de la *Loi des liquidations*, être remises par le ministre au liquidateur.

PARTIE VII.

RETRAIT DES CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT—PEINES.

Retrait des certificats d'enregistrement.

Compagnies
d'assurance-
vie.

109. S'il ressort des états annuels ou d'un examen de la situation et des affaires d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, ou d'une société fraternelle de bénéfices enregistrée pour exercer une classe ou des classes d'assurance, que les engagements de cette compagnie ou de cette société envers ses assurés au Canada, à l'égard de la classe ou des classes d'opérations d'assurance pour lesquelles la compagnie ou la société est ainsi enregistrée, y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours au Canada que la présente loi prescrit d'inclure au passif de l'état annuel, déduction faite de toute réclamation de la compagnie contre ces polices, excèdent son actif au Canada, le ministre doit donner avis à la compagnie ou à la société et la requérir de combler le déficit; et si elle ne comble pas ce déficit dans un délai de soixante jours après en avoir été ainsi requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 5 10 15

Compagnies
autres que
celles
d'assurance-
vie.

110. S'il ressort des états annuels ou d'un examen de la situation et des affaires d'une compagnie, autre qu'une société fraternelle de bénéfices enregistrée pour exercer quelque classe d'opérations autre que celles d'assurance-vie, que ses engagements du chef de toutes ses polices en cours au Canada, émises dans l'entreprise d'une pareille classe d'opérations, calculés conformément aux dispositions de l'article cent un de la présente loi, avec les autres engagements au Canada, excèdent son actif au Canada, y compris le dépôt chez le ministre, ou si, dans le cas d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance contre la grêle, son fonds de surplus pour l'assurance contre la grêle, à l'égard de son entreprise d'assurance contre la grêle au Canada, tombe au-dessous du montant requis par le paragraphe deux de l'article cent deux de la présente loi, le ministre doit donner avis à la compagnie et la requérir de combler la différence; et si la compagnie ne comble pas cette différence dans un délai de soixante jours après en avoir été requise, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement. 20 25 30 35

Retrait du
certificat,
en cas de
non-paiement
des réclama-
tions.

111. Lorsqu'il est démontré au ministre, d'une manière suffisante à ses yeux, qu'une réclamation non contestée contre la compagnie, résultant d'une police d'assurance au Canada, est restée non acquittée pendant soixante jours après son échéance, ou qu'une réclamation contestée est restée impayée après jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières et après l'offre d'une caution légale 40

en vertu de la loi de la compagnie, le ministre peut...

112. Si, aux fins du présent article, les engagements d'une compagnie par rapport à ses actions sont tels qu'ils...

(2) Si le ministre, après examen du rapport de l'année, a des raisons de croire que la compagnie n'a pas...

(3) Nonobstant ce texte, le ministre peut accorder le certificat d'engagement modifié ou conditionnel...

113. Si le ministre est convaincu que les engagements d'une compagnie ont été violés, il peut...

(1) Le ministre peut, à son discrétion, suspendre...

(2) Si la compagnie ne paie pas le dividende...

(3) Pour l'exécution des dispositions du présent article, le Conseil du trésor peut...

Section 112

Section 113

Section 114

Section 115

Section 116

Section 117

et valable à la compagnie, le ministre peut retirer à cette compagnie son certificat d'enregistrement.

Rapport,
en cas
d'insuffisance
d'actif.

112. Si, aux yeux du surintendant, les engagements d'une compagnie par rapport à son actif sont tels qu'ils rendent la compagnie incapable de se conformer aux prescriptions de la présente loi, le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial sur les affaires de cette compagnie. 5

Retrait du
certificat.

(2) Si le ministre, après examen du rapport et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre devant lui, et après les autres recherches et enquêtes qu'il juge opportunes, fait rapport au gouverneur en conseil qu'il partage l'opinion ainsi exprimée par le surintendant dans son rapport, et si le gouverneur en conseil partage aussi cette opinion, le ministre peut retirer le certificat d'enregistrement de cette compagnie. 10 15

Certificat
modifié ou
conditionnel.

(3) Nonobstant ce retrait, le ministre peut accorder le certificat d'enregistrement modifié ou conditionnel qui peut être nécessaire à la protection des porteurs de polices de la compagnie, mais l'octroi de ce certificat modifié ou conditionnel, dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie, n'est pas censé être un renouvellement du certificat d'enregistrement de la compagnie, au sens de la Partie III de la *Loi des liquidations*, ou de l'article cent quinze de la présente loi. 20 25

Rapport au
Conseil du
trésor.

113. Si le surintendant constate que les engagements d'une compagnie enregistrée pour exercer les opérations d'assurance sur la vie, y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours calculée conformément aux dispositions de l'article quatre-vingt-deux de la présente loi, excèdent son actif, il doit rapporter le fait au Conseil du trésor; et si le Conseil du trésor l'ordonne, après mûr examen de la question et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre doit: 30

a) Retirer immédiatement le certificat d'enregistrement de la compagnie; ou 35

b) Aux termes et conditions qu'il juge convenables, fixer un délai d'au plus trois ans dans lequel cette compagnie devra combler le déficit, la compagnie conservant son certificat d'enregistrement dans l'intervalle. 40

Défaut
de se
conformer.
Clause con-
ditionnelle.

(2) Si la compagnie ne comble pas le déficit dans le délai ainsi fixé, son certificat d'enregistrement lui est retiré. Toutefois, si les engagements de la compagnie excèdent son actif de vingt pour cent ou plus, son certificat d'enregistrement lui est immédiatement retiré. 45

Des évalua-
teurs peuvent
être
nommés.

(3) Pour l'exécution des dispositions du présent article, le Conseil du trésor peut, sur la recommandation du ministre, nommer les actuaires, évaluateurs ou autres personnes que le Conseil juge convenables, pour évaluer et établir le passif et l'actif de la compagnie, et faire rapport sur sa 50

... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

11. Il est des obligations auxquelles sont le régime de la...
... les dispositions de la présente loi, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

12. Lorsque le certificat d'engagement est...
... par le titulaire, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

13. Lorsque le certificat d'engagement est...
... par le titulaire, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

14. Lorsque le certificat d'engagement est...
... par le titulaire, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

15. Lorsque le certificat d'engagement est...
... par le titulaire, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

16. Lorsque le certificat d'engagement est...
... par le titulaire, en matière de se conformer à des obligations...
... de se conformer à des obligations, le régime...
... et sur les autres points de la loi à ses engagements.

...

...

...

...

...

...

...

situation et sur sa capacité ou ses autres moyens de faire face à ses engagements.

Retrait du certificat en cas de violation de la loi.

114. Si une compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi viole quelque'une des dispositions de la présente loi, ou manque de se conformer à quelque'une des dispositions de sa charte ou de sa loi de constitution, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut alors, à sa discrétion, retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie. 5 10

Radiation du registre.

115. Lorsque le certificat d'enregistrement accordé à une compagnie lui a été retiré, ou lorsque ce certificat n'est pas renouvelé au moment de son expiration, la compagnie cesse d'être enregistrée et son nom doit être radié du registre.

Renouvellement du certificat d'enregistrement.

(2) Après que le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré par le ministre sous l'autorité de quelque disposition de la présente loi, ce certificat peut être renouvelé si, dans un délai de trente jours à compter du retrait, la compagnie se conforme aux prescriptions de la présente loi, à la satisfaction du ministre, et le nom de cette compagnie doit dès lors être rétabli dans le registre. 15 20

Compagnie censée insolvable, lorsque le certificat est retiré et non renouvelé.

(3) Lorsque le certificat d'enregistrement d'une compagnie manque d'être renouvelé à son expiration, sur rapport du surintendant au ministre représentant que, d'après l'état des affaires de la compagnie, la compagnie n'est pas dans une situation à faire face à ses engagements, ou lorsque le certificat d'enregistrement d'une compagnie a été retiré par l'opération de l'article cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze ou de l'article cent treize de la présente loi, et n'a pas été renouvelé dans un délai de trente jours à compter de l'expiration ou du retrait de ce certificat, la compagnie est tenue pour insolvable, et elle est sujette à liquidation selon les prescriptions de la *Loi des liquidations*. 25 30

PEINES.

Peine dans le cas d'opérations sans enregistrement.

116. Toute compagnie qui, sans être régulièrement enregistrée sous le régime de la présente loi, et toute personne qui, agissant au nom de cette compagnie, exerce les opérations d'assurance au Canada, est coupable d'infraction et passible, par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cent dollars au maximum; et, dans le cas d'un individu, 40 d'un emprisonnement pour un terme ne dépassant pas six mois. 35 40

Défaut de déposer état annuel ou autres états.

117. Toute compagnie qui manque de déposer au département l'état annuel ou les autres états dont la présente loi prescrit le dépôt, encourt une amende de dix dollars pour chaque jour que dure ce défaut. 45

Recouvrement des amendes.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada; et, une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département.

5

Retrait du certificat d'enregistrement, si l'amende n'est pas payée.

(3) Si ces amendes ne sont pas payées, le ministre, avec le consentement du Conseil du trésor, peut ordonner le retrait du certificat d'enregistrement de la compagnie, et tant que ces amendes n'ont pas été payées, le certificat d'enregistrement de la compagnie n'est pas renouvelé après 10 expiration.

Amendes pour contraventions non autrement prévues.

118. Toute compagnie ou personne qui fait, fait faire ou permet de faire quelque chose ou un acte contraire à quelque'une des dispositions de la présente loi, ou aux règlements du gouverneur en conseil, ou aux arrêtés ou instructions du ministre ou du surintendant, rendus ou données en vertu de la présente loi, ou qui omet de faire quelque chose ou un acte que cette compagnie ou personne est tenue de faire ou qui doit être fait de sa part sous le régime de la présente loi, est, si aucune autre peine n'est prévue en la présente loi pour cet acte ou cette omission, passible, pour chaque pareille contravention, d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinq mille dollars, à la discrétion du tribunal devant lequel cette amende est recouvrable.

Recouvrement et emploi.

(2) Les amendes sont imposables et recouvrables avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada, et une fois recouvrées, elles doivent être appliquées au paiement des dépenses du département

PARTIE VIII.

COMPAGNIES BRITANNIQUES.

Etat annuel.

119. En la présente Partie, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression 30

«Actif au Canada.»

a) «actif au Canada» signifie tous les dépôts qu'une compagnie a effectués chez le ministre et tous les capitaux qui ont été placés en fiducie pour le compte de la compagnie sous le régime et pour les fins de la présente loi; 35

«Agence principale.»

b) «agence principale» signifie le bureau principal ou le siège social de la compagnie au Canada;

«Agent principal» ou «mandataire principal».

c) «agent principal» ou «mandataire principal» signifie l'agent ou le mandataire principal de la compagnie au Canada, nommé en cette qualité dans la procuration mentionnée ci-après, quel que soit le nom sous lequel il puisse être désigné; 40

«Etat annuel.»

d) «état annuel» comprend à la fois l'état des opérations canadiennes et celui des affaires générales de la compagnie, exigés par la présente loi; 45

2. Les questions soulevées le 10 mars 1964 au sujet de la loi sur le régime des assurances d'assurance de la vie, en ce qui concerne le régime des assurances de la vie.

QUESTIONS D'ASSURANCE DE LA VIE

150. Pour établir et maintenir, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies britanniques enregistrées sous le régime de la présente Loi et auxquelles des certificats d'assurance ont été accordés.

150. Pour établir et maintenir, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies britanniques enregistrées sous le régime de la présente Loi et auxquelles des certificats d'assurance ont été accordés.

151. Toute compagnie britannique ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada, sauf dans les cas où le présent régime n'a été précédemment prévu et après, à moins qu'elle n'ait été soumise et se soumette à un certificat d'enregistrement du ministre.

151. Toute compagnie britannique ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada, sauf dans les cas où le présent régime n'a été précédemment prévu et après, à moins qu'elle n'ait été soumise et se soumette à un certificat d'enregistrement du ministre.

152. Comme condition préalable de son enregistrement, toute compagnie britannique doit :

152. Comme condition préalable de son enregistrement, toute compagnie britannique doit :

(a) déposer au département, dans le cas d'une compagnie britannique autre qu'une association, les divers documents que l'article cinquante de la présente loi oblige la compagnie à ainsi déposer, et dans le cas d'une association, le document ou les documents relatifs à sa constitution que le ministre peut requérir ;

(b) un engagement de sa part, dans la forme que le ministre peut prescrire de sa constitution, ses statuts, son règlement de la présente loi applicable à la compagnie, durant tout le temps qu'elle sera enregistrée sous le régime de la présente Loi ;

(a) déposer au département, dans le cas d'une compagnie britannique autre qu'une association, les divers documents que l'article cinquante de la présente loi oblige la compagnie à ainsi déposer, et dans le cas d'une association, le document ou les documents relatifs à sa constitution que le ministre peut requérir ;

(b) un engagement de sa part, dans la forme que le ministre peut prescrire de sa constitution, ses statuts, son règlement de la présente loi applicable à la compagnie, durant tout le temps qu'elle sera enregistrée sous le régime de la présente Loi ;

(c) une preuve, satisfaisante aux yeux du ministre, que la compagnie britannique est autorisée, en vertu des lois du pays où est situé son siège social, à exercer dans ledit pays la classe d'assurance pour laquelle la compagnie desire être enregistrée au Canada ; et

(c) une preuve, satisfaisante aux yeux du ministre, que la compagnie britannique est autorisée, en vertu des lois du pays où est situé son siège social, à exercer dans ledit pays la classe d'assurance pour laquelle la compagnie desire être enregistrée au Canada ; et

(d) effectuer, chez le ministre, un dépôt consistant en l'un ou l'autre des règlements spécifiés à l'article cinquante de la présente loi, et en la preuve satisfaisante que les règlements ainsi déposés ont été soumis à l'approbation du ministre.

(d) effectuer, chez le ministre, un dépôt consistant en l'un ou l'autre des règlements spécifiés à l'article cinquante de la présente loi, et en la preuve satisfaisante que les règlements ainsi déposés ont été soumis à l'approbation du ministre.

(e) pour exercer les opérations de toute autre classe d'assurance, le régime que peut déterminer le Conseil du régime.

(e) pour exercer les opérations de toute autre classe d'assurance, le régime que peut déterminer le Conseil du régime.

153. Si le nom d'une compagnie britannique qui demande d'être enregistrée est inscrit de quelques compagnies ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, ou si, de l'avis du ministre, ce nom est susceptible d'être confondu avec un autre nom ou est par ailleurs

153. Si le nom d'une compagnie britannique qui demande d'être enregistrée est inscrit de quelques compagnies ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, ou si, de l'avis du ministre, ce nom est susceptible d'être confondu avec un autre nom ou est par ailleurs

«Président.» e) «président» comprend le président du conseil d'administration, le gouverneur, le gérant ou autre principal fonctionnaire de la compagnie.

CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT ET DÉPÔTS.

Registre des compagnies britanniques. **120.** Sera établi et maintenu, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies britanniques enregistrées sous le régime de la présente Partie et auxquelles des certificats d'enregistrement sont accordés. 5

Certificat d'enregistrement requis. **121.** Nulle compagnie britannique ne peut exercer les opérations d'assurance au Canada, sauf dans les cas expressément prévus ci-après, à moins qu'elle n'ait été enregistrée et ne détienne un certificat d'enregistrement du ministre. 10

Conditions d'enregistrement. Documents. **122.** Comme condition préalable de son enregistrement, toute compagnie britannique doit: 15

a) (i) Déposer au département, dans le cas d'une compagnie britannique autre qu'une association, les divers documents que l'article cinquante de la présente loi oblige la compagnie à ainsi déposer, et dans le cas d'une association, le document ou les documents relatifs à sa constitution que le ministre peut requérir; 20

Engagement. (ii) un engagement de sa part, dans la forme que le ministre peut prescrire, de se conformer aux prescriptions de la présente loi applicables à la compagnie durant tout le temps qu'elle sera enregistrée sous le régime de la présente Partie; 25

Preuve d'autorisation dans le pays. (iii) une preuve, satisfaisante aux yeux du ministre, que la compagnie britannique est autorisée, en vertu des lois du pays où est situé son siège social, à exercer dans ledit pays la classe d'assurance pour laquelle la compagnie désire être enregistrée au Canada; et 30

Dépôt. b) Effectuer, chez le ministre, un dépôt consistant en l'une ou l'autre des valeurs spécifiées à l'article cinquante-huit de la présente loi, et représentant les sommes suivantes, savoir: 35

(i) pour exercer les opérations d'assurance-vie ou d'assurance-incendie, la somme de cent mille dollars; et

(ii) pour exercer les opérations de toute autre classe d'assurance, la somme que peut déterminer le Conseil du trésor. 40

Nom de compagnie. **123.** Si le nom d'une compagnie britannique qui demande d'être enregistrée est celui de quelque compagnie ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, ou si, de l'avis du surintendant, ce nom est susceptible confondu avec cet autre nom ou est par ailleurs 45

inacceptable pour raisons d'ordre public, le surintendant doit en faire rapport au ministre, qui peut refuser d'enregistrer la compagnie.

Appel de la décision du surintendant.

(2) Si ce rapport est basé sur l'objection que le nom de la compagnie qui demande d'être enregistrée est celui de quelque compagnie ou d'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, ou est un nom susceptible d'être confondu avec cet autre nom, le rapport est censé être une décision du surintendant, et appel de cette décision peut être interjeté en vertu et sous réserve des dispositions de l'article soixante-dix-huit de la présente loi. 5 10

Forme du certificat d'enregistrement.

124. Le certificat d'enregistrement doit être en la forme ou les formes que le ministre peut déterminer quand il y a lieu, et il doit spécifier le genre d'opérations que la compagnie britannique doit exercer. Toutefois, les affaires d'assurance-vie ne doivent pas être spécifiées dans le certificat d'enregistrement accordé à une association. 15

Restriction quant à l'assurance-vie.

(2) Le certificat d'enregistrement expire le trente et unième jour de mars, chaque année, mais il est renouvelable d'année en année, ou pour une période de moins d'une année. 20

Durée.

Restrictions.

(3) Tout certificat d'enregistrement, ou son renouvellement, peut contenir toutes les restrictions ou conditions que le ministre peut juger nécessaires afin de donner effet aux dispositions de la présente loi. 25

Actif à maintenir au Canada; compagnies d'assurance-vie.

125. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie, doit, à l'égard de ses opérations d'assurance-vie, constamment maintenir son actif au Canada à un montant au moins égal à ses engagement envers les assurés au Canada, y compris les réclamations échues et la réserve pour les polices en cours au Canada que la présente loi prescrit d'inclure dans l'état annuel, déduction faite de toute réclamation de la compagnie contre ces polices. 30

Actif à maintenir au Canada; autres compagnies.

126. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer quelque classe d'opérations d'assurance autre que l'assurance-vie, doit constamment maintenir son actif au Canada, à l'égard de toute classe d'opérations, à un montant au moins égal aux engagements de la compagnie au Canada, y compris les engagements de la compagnie du chef de toutes ces polices non échues et en cours au Canada, calculé en conformité des dispositions de l'article cent quarante de la présente loi. 35 40

Restriction. Situation spéciale de l'actif au Canada d'une compagnie mutuelle d'assurance-incendie.

Toutefois, l'actif au Canada d'une compagnie britannique purement mutuelle d'assurance-incendie, doit continuer à faire partie de l'actif général de la compagnie disponible *pari passu* pour tous ses assurés au Canada ou hors du Canada, de la même manière que ses autres fonds. 45

Le plus cette compagnie aura sans compter en cotisations
 approuvés en lignes verticales et à l'égard de tout ce qui
 pénétrant dans le Canada par elle dans le Canada
 un acte libéré comme suit : et cette compagnie, étant révo-
 lutionnairement maintenue, maintient conséquemment à la loi la
 totalité de son actif, en quelques lieux qu'il se trouve, au
 profit de tous ses assurés généralement sans distinction
 portion de son actif soit exclusivement garantie à l'intention
 d'une classe particulière; mais nulle partie de cette compagnie ne
 doit, sans l'assentiment du Conseil du trésor, et aux
 termes et conditions que le Conseil du trésor peut déter-
 miner, réduire le montant de son actif au Canada en des-
 sous du montant dont la présente loi prescrit par ailleurs
 le maintien au Canada.

(2) Les restrictions contenues au premier paragraphe du
 présent article ne s'appliquent à aucune partie de cette compagnie
 qui dépend chez le ministre, dans la forme par lui approuvée,
 une déclaration portant que l'actif au Canada de cette
 compagnie est destiné pour la protection exclusive des assurés
 au Canada de cette compagnie.

127. Toute compagnie britannique peut placer un
 montant d'actif au Canada en fiduciaire pour le compte
 de la compagnie, aux fins de la présente loi, dans une cor-
 poration de fiduciaire constituée par ou sous l'autorité d'une
 loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des
 provinces du Canada, cette corporation devant être désignée
 par la compagnie et approuvée par le ministre.

(3) L'actif qui peut être ainsi placé en fiduciaire pour les
 objets de la présente loi doit constituer en obligations
 débiteuses, actions et autres valeurs des classes autorisées
 à cet égard dans la Loi sur le placement de la présente loi, en
 tenant compte de la classe ou des classes des opérations
 d'assurance à l'égard de laquelle ou lesquelles l'actif est
 ainsi placé en fiduciaire.

(4) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé
 par le ministre par l'approbation du Conseil du trésor,
 doit déterminer, quand il y a lieu, la valeur à laquelle est
 l'actif doit être admis sous le régime de la présente loi; et les
 honoraires peuvent être fixés par le ministre, et les
 honoraires de la compagnie doivent être payés par le ministre
 dans les limites de la Loi sur le placement de la présente loi.

ÉTATS ET RAPPORTS

128. Toute compagnie britannique enregistrée sous la
 présente loi ou sous la réserve des dispositions de la présente loi
 doit dresser des états annuels de sa situation et de ses
 affaires à la date de l'établissement de bilan annuel de la

127. Toute compagnie britannique peut placer un

(2) Les restrictions contenues au premier paragraphe du

127. Toute compagnie britannique peut placer un

(3) L'actif qui peut être ainsi placé en fiduciaire pour les

(4) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé

l'actif doit être admis sous le régime de la présente loi; et les

128. Toute compagnie britannique enregistrée sous la

Restriction:
Notification
à imprimer
dans polices.

De plus, cette compagnie doit faire imprimer en caractères apparents, en lignes verticales et à l'encre rouge sur la première page de chaque police par elle émise au Canada, un avis libellé comme suit: « Cette compagnie, étant rigoureusement mutuelle, maintient conformément à la loi la totalité de son actif, en quelque lieu qu'il se trouve, au profit de tous ses assurés généralement, sans qu'aucune portion de son actif soit exclusivement gardée à l'intention d'une classe particulière »; mais nulle pareille compagnie ne doit, sauf avec l'assentiment du Conseil du trésor, et aux termes et conditions que le Conseil du trésor peut déterminer, réduire le montant de son actif au Canada au-dessous du montant dont la présente loi prescrit par ailleurs le maintien au Canada. 5 10

Manière
d'obtenir
exemption
des restric-
tions.

(2) Les restrictions contenues au premier paragraphe du présent article ne s'appliquent à aucune pareille compagnie qui dépose chez le ministre, dans la forme par lui approuvée, une déclaration portant que l'actif au Canada de cette compagnie est détenu pour la protection exclusive des assurés au Canada de cette compagnie. 15 20

Actif placé
en fiducie.

127. Toute compagnie britannique peut placer un montant d'actif au Canada en fiducie pour le compte de la compagnie, aux fins de la présente loi, dans une corporation de fiducie constituée par ou sous l'autorité d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'une des provinces du Canada, cette corporation devant être désignée par la compagnie et approuvée par le ministre. 25

Nature de
l'actif.

(2) L'actif qui peut être ainsi placé en fiducie pour les objets de la présente loi doit consister en obligations, débetures, actions et prêts garantis des classes autorisées à cet égard dans la Deuxième Annexe de la présente loi, en tenant compte de la classe ou des classes des opérations d'assurance à l'égard de laquelle ou desquelles l'actif est ainsi placé en fiducie. 30

Contrat
fiduciaire.

(3) Le contrat fiduciaire doit, au préalable, être approuvé par le ministre qui, avec l'approbation du Conseil du trésor, doit déterminer, quand il y a lieu, la valeur à laquelle cet actif doit être admis pour les fins de la présente loi; et les fiduciaires peuvent disposer de cet actif de toute manière stipulée dans le contrat fiduciaire qui les nomme, mais de façon que la valeur admise de l'actif qu'ils détiennent ne tombe pas au-dessous de la valeur prescrite en la présente loi. 35 40

ÉTATS ET RAPPORTS

Etats
annuels.

128. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime ou sous la réserve des dispositions de la présente loi, doit dresser des états annuels de sa situation et de ses affaires, à la date de l'établissement du bilan annuel de la 45

compagnie et la forme de ses statuts et le nombre de ses membres doivent relativement aux affaires canadiennes de cette compagnie être établies dans la mesure du possible à celles qui sont prescrites des compagnies étrangères et la forme de ses statuts doit être dans la mesure du possible la même que celle des compagnies britanniques et par la loi on ne doit pas être tenu de fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social.

(3) Lorsque cette compagnie britannique n'est pas tenue par la loi de fournir un état au gouvernement du pays où est situé son siège social l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit être dans la même forme que celle des compagnies étrangères et doit être soumis à ses membres ou actionnaires.

(4) Avant qu'un état relatif à un état soit soumis à ces membres ou actionnaires la compagnie doit être déposée au dit état, sous une forme simplifiée, l'année et le passé de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année terminant à la date de cet établissement de bilan.

(5) Les états annuels des affaires canadiennes prévues au présent article doivent être déposés au département le premier jour de janvier qui suit la date à laquelle sont ainsi établies la situation et les affaires de la compagnie ou dans les deux mois qui suivent.

(6) Lorsque une telle compagnie dresse son état annuel elle doit déposer un certain changement ou autres modifications à été effectués dans sa charte, en loi de commerce ou ses statuts et une licence relative à ces modifications.

(7) Les formes de ces états annuels doivent être établies par le gouvernement.

(8) L'état des affaires générales prévues à l'article précédent doit être déposé au département dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la compagnie dresse son état annuel pour les affaires canadiennes.

(9) Les formes de ces états annuels doivent être établies par le gouvernement.

(10) Les états doivent être attestés par le serment de l'agent

1870-1871

1872-1873

1874-1875

1876-1877

1878-1879

1880-1881

1882-1883

1884-1885

1886-1887

1888-1889

compagnie, et la forme de ces états et la manière de les dresser doivent, relativement aux affaires canadiennes de cette compagnie, être semblables, dans la mesure du possible, à celles qui sont requises des compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi; et relativement à ses affaires générales, ces états doivent être dans la même forme que celle que cette compagnie britannique est par la loi tenue d'adopter pour les états à fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social. 5

Forme des états.

(2) Lorsque cette compagnie britannique n'est pas tenue par la loi de fournir un état au gouvernement du pays où est situé son siège social, l'état relatif aux affaires générales de la compagnie doit alors être dans la même forme que celle dans laquelle la compagnie le soumet ordinairement à ses membres ou actionnaires. 10

Forme en certains cas.

(3) Advenant qu'aucun pareil état ne soit soumis à ces membres ou actionnaires, la compagnie doit alors déposer un état indiquant, sous une forme concise, l'actif et le passif de la compagnie à cette date d'établissement du bilan, ainsi que les recettes et les dépenses de la compagnie pour l'année finissant à la date de cet établissement du bilan. 15 20

Date du dépôt.

(4) Les états annuels des affaires canadiennes prévus au présent article, doivent être déposés au département le premier jour de janvier qui suit la date à laquelle sont ainsi établies la situation et les affaires de la compagnie, ou dans les deux mois qui suivent. 25

Déclaration dans l'état annuel.

(5) Lorsqu'une pareille compagnie dresse son état annuel, elle doit déclarer qu'aucun changement ou aucune modification n'a été effectuée dans sa charte, sa loi de constitution ou ses statuts, et que l'agence principale n'a pas été changée ou que l'agent principal n'a pas été remplacé, selon le cas, sans que le surintendant en ait régulièrement avisé. 30

Formules fournies.

(6) Les formules des états des affaires canadiennes doivent être fournies par le surintendant. 35

Délai pour dépôt de l'état général.

129. L'état des affaires générales prescrit à l'article précédent, doit être déposé au département dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la compagnie britannique est tenue par la loi de le fournir au gouvernement du pays où est situé son siège social, ou dans les trente jours qui suivent la date où il a été soumis à l'assemblée annuelle des actionnaires ou membres de la compagnie, quelle que soit la première de ces deux dates. Néanmoins, il n'est pas nécessaire de déposer un semblable état des affaires générales avant le premier jour de juin, et cet état ne doit pas non plus être déposé après le trentième jour de juin qui suit la date à laquelle la situation et les affaires de la compagnie y sont ainsi établies. 40 45

Clause conditionnelle.

Attestation sous serment des états.

(2) Pour ce qui a trait aux opérations canadiennes, les états doivent être attestés par le serment de l'agent 50

principal de la compagnie au Canada; et pour ce qui a trait aux affaires générales les lois doivent être appliquées par le conseil ou le président de la compagnie ou de l'association. Toutefois, dans le cas d'une association enregistrée sous le régime de la présente loi, les lois doivent être vérifiées de la manière que le ministre peut ordonner et prescrire.

130. Toute compagnie britannique enregistrée dans le régime de la présente Partie doit tenir à son siège principal au Canada, des registres et documents suffisants pour permettre à l'agent principal de dresser et fournir l'état puravant des opérations canadiennes, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après ses écritures. Toutefois, dans le cas d'une pareille compagnie qui n'est pas de police réglée ou contrôlée par un agent résident ou un fonctionnaire d'une autorité au Canada, ces registres et documents sont suffisants s'ils représentent à l'égard de ses opérations canadiennes: a) l'assurance soumise et les primes payées sur cette assurance; b) les dividendes ou les remboursements des dépôts de primes non absorbés par les créances aux porteurs de primes au Canada; c) les pertes subies et les primes payées aux assurés au Canada; et d) la totalité de l'actif au Canada.

(3) Lorsqu'une compagnie qui a au Canada, outre un agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant rapport au siège social, et non à l'agent principal, il suffit à la compagnie de garder au dépôt à l'agent principal et aux registres et documents nécessaires se rapportant aux opérations exécutées par cet agent principal ou par son entourage, des états auxquels des opérations de chaque agent général doivent être effectuées par le conseil de chaque agent général, ainsi que les registres et documents supplémentaires transmis par le siège social de la compagnie et qui, pris ensemble, font connaître toutes les opérations effectuées de la compagnie.

(2) Les états dans lesquels les registres et documents doivent être gardés au siège social de la compagnie, et les registres et documents nécessaires se rapportant aux opérations exécutées par cet agent principal ou par son entourage, doivent être déposés au ministre par le ministre.

(4) Le ministre peut examiner les livres, registres, livres justificatifs, quittances et autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier lesdits états de ses opérations et les annexes ou autres documents s'y rapportant ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans lesdits états toutes corrections nécessaires d'après les renseignements fournis par les livres, registres et documents.

Section 130
Toute compagnie britannique enregistrée dans le régime de la présente Partie doit tenir à son siège principal au Canada, des registres et documents suffisants pour permettre à l'agent principal de dresser et fournir l'état puravant des opérations canadiennes, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après ses écritures.

Section 130
Toutefois, dans le cas d'une pareille compagnie qui n'est pas de police réglée ou contrôlée par un agent résident ou un fonctionnaire d'une autorité au Canada, ces registres et documents sont suffisants s'ils représentent à l'égard de ses opérations canadiennes: a) l'assurance soumise et les primes payées sur cette assurance; b) les dividendes ou les remboursements des dépôts de primes non absorbés par les créances aux porteurs de primes au Canada; c) les pertes subies et les primes payées aux assurés au Canada; et d) la totalité de l'actif au Canada.

Section 130
Lorsqu'une compagnie qui a au Canada, outre un agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant rapport au siège social, et non à l'agent principal, il suffit à la compagnie de garder au dépôt à l'agent principal et aux registres et documents nécessaires se rapportant aux opérations exécutées par cet agent principal ou par son entourage, des états auxquels des opérations de chaque agent général doivent être effectuées par le conseil de chaque agent général, ainsi que les registres et documents supplémentaires transmis par le siège social de la compagnie et qui, pris ensemble, font connaître toutes les opérations effectuées de la compagnie.

Section 130
Les états dans lesquels les registres et documents doivent être gardés au siège social de la compagnie, et les registres et documents nécessaires se rapportant aux opérations exécutées par cet agent principal ou par son entourage, doivent être déposés au ministre par le ministre.

Section 130
Le ministre peut examiner les livres, registres, livres justificatifs, quittances et autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier lesdits états de ses opérations et les annexes ou autres documents s'y rapportant ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans lesdits états toutes corrections nécessaires d'après les renseignements fournis par les livres, registres et documents.

principal de la compagnie au Canada; et, pour ce qui a trait aux affaires générales, les états doivent être attestés par le serment du président, du vice-président ou de l'administrateur-gérant, et du secrétaire, du gérant ou de l'actuaire de la compagnie. Toutefois, dans le cas d'une association enregistrée sous le régime de la présente loi, lesdits états doivent être vérifiés de la manière que le surintendant peut ordonner et prescrire. 5

Registres que doit tenir le mandataire principal.

Clause conditionnelle.

130. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente Partie, doit tenir, à son agence principale au Canada, des registres et documents suffisants pour permettre à l'agent principal de dresser et fournir l'état prescrit des opérations canadiennes, et pour permettre la vérification facile de cet état d'après ces écritures. Toutefois, dans le cas d'une pareille compagnie qui n'émet pas de polices signées ou contresignées par un agent résident ou un fonctionnaire d'une succursale au Canada, ces registres et documents sont suffisants s'ils représentent, à l'égard de ses opérations canadiennes: *a*) l'assurance souscrite et en vigueur, y compris les annulations et les dépôts de primes brutes sur cette assurance; *b*) les dividendes ou les remboursements des dépôts de primes non absorbées payés ou crédités aux porteurs de polices au Canada; *c*) les pertes subies et les pertes payées aux assurés au Canada; et *d*) la totalité de l'actif au Canada. 15 20 25

Registres additionnels requis en certains cas

(2) Lorsqu'une compagnie qui a au Canada, outre un agent principal, un ou plusieurs agents généraux faisant rapport au siège social, et non à l'agent principal, il suffit à la compagnie de garder en dépôt à l'agence principale, en sus des registres et documents nécessaires se rattachant aux opérations exercées par cet agent principal ou par son entremise, des états annuels des opérations de chaque agent général dûment attestés par le serment de chaque agent général, ainsi que les registres et documents supplémentaires transmis par le siège social de la compagnie et qui, pris ensemble, font connaître toutes les opérations canadiennes de la compagnie. 30 35

Date des états.

(3) Lesdits états annuels des opérations de ces agents généraux, lorsque gardés en dépôt comme susdit, doivent être établis au trente et unième jour de décembre de chaque année; et les formules doivent, sur demande, être fournies par le surintendant. 40

Examen au siège social.

(4) Le surintendant peut examiner les livres, registres, pièces justificatives, quittances et autres documents de la compagnie concernant ses opérations au Canada, aux fins de contrôler et vérifier lesdits états de ces opérations et les annexes ou autres documents s'y rapportant ou en faisant partie, et il a le pouvoir d'opérer dans lesdits états toutes corrections nécessaires d'après les renseignements puisés auxdits livres, registres et documents. 45 50

121. La corporation britannique à qui un montant d'impôt est exigé en application de la présente loi pour le compte d'une compagnie étrangère sous le régime de la présente loi, aura le droit d'exercer les opérations d'investissement, de prêt ou de dépôt, établies aux derniers jours de juin et de décembre de chaque année, et ce rapport doit indiquer en détail :

- 1) Toutes les obligations, actions, débiteurs et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté les hypothèques et autres en cours de paiement présent en la date de l'établissement de l'état, avec mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, du taux d'intérêt et de leur valeur et du prix pour ces valeurs et dans le cas de prêts effectués autrement que sur notes-papiers de banque fournis en sur police d'assurance, du détail des garanties de ces prêts; et
- 2) Toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours de l'année, avec mention de leur montant, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, de leur valeur portée aux comptes de la compagnie, du taux d'intérêt et du prix ou de l'équivalent pour ces valeurs.

(3) Cet état, selon la forme à remplir par le correspondant, doit être déposée au département dans les quinze jours qui suivent chacune des dates ci-dessus, et être vérifiée par le correspondant et par le secrétaire ou autres fonctionnaires compétents de cette corporation.

(4) Les états ainsi déposés, doivent être tenus par le correspondant, sous le sceau de la corporation, et être accessibles à tout moment à la demande de tout intéressé.

122. Les états ainsi déposés, doivent être publiés par le correspondant, en tant que documents de référence, dans le régime de la présente loi.

(2) Dans certains rapports, le correspondant doit fournir les renseignements nécessaires des états annuels fournis par les compagnies, les opérations d'investissement effectuées par ces compagnies, les fonds versés en dépôt, les dividendes et les bénéfices réalisés au cours de l'année, les dividendes et les bénéfices réalisés au cours de l'année, et les fonds versés en dépôt, les dividendes et les bénéfices réalisés au cours de l'année, et les fonds versés en dépôt, les dividendes et les bénéfices réalisés au cours de l'année.

123. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le correspondant d'examiner la situation et les affaires générales de toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, au siège social de la compagnie.

121
122
123

121
122
123

121
122
123

121
122
123

121
122
123

121
122
123

121
122
123

121
122
123

Etats
semestriels
par fiduciaires
de compa-
gnies d'assu-
rance-vie.

131. La corporation fiduciaire à qui un montant d'actif est confié, en application de la présente loi, pour le compte d'une compagnie enregistrée sous le régime de la présente Partie aux fins d'exercer les opérations d'assurance-vie, doit dresser un état semestriel, établi aux derniers jours de juin et de décembre de chaque année, et ce rapport doit indiquer en détail: 5

a) Toutes les obligations, actions, débetures et autres valeurs achetées et tous les prêts effectués, excepté sur hypothèques et polices au cours du semestre prenant fin à la date de l'établissement de l'état, avec mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, du taux d'intérêt y afférent et du prix payé pour ces valeurs, et, dans le cas de prêts effectués autrement que sur morts-gages de biens fonciers ou sur polices d'assurance, du détail des garanties de ces prêts; et 10 15

b) Toutes les valeurs vendues ou aliénées au cours du semestre, avec pareille mention de leurs montants, des dates de leur émission et échéance et de leur valeur au pair, de leur valeur portée aux comptes de la compagnie, du taux d'intérêt y afférent et du prix ou de l'équivalent reçu pour ces valeurs. 20

Dépôt et
vérification
de l'état.

(2) Cet état, selon la formule à fournir par le surintendant, doit être déposé au département dans les quinze jours qui suivent chacune desdites dates, et être vérifié par le gérant et par le secrétaire ou autres fonctionnaires principaux de cette corporation fiduciaire. 25

Etats à
inclure dans
le rapport du
surintendant.

(3) Les états ainsi déposés doivent être inclus par le surintendant, sous forme d'appendice ou autrement, dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre. 30

Le rapport
annuel doit
inclure liste
de l'actif.

132. Dans le rapport annuel qu'il prépare pour le ministre, le surintendant doit inclure une liste de l'actif au Canada de chaque compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi. 35

Correction
des états
annuels.

(2) Dans son dit rapport, le surintendant doit opérer toutes les corrections nécessaires des états annuels fournis par les compagnies britanniques, comme le prescrit la présente loi, et il peut augmenter ou diminuer les engagements de ces compagnies à leurs chiffres véritables et exacts, tels que par lui constatés dans l'examen de leurs affaires à leurs agences principales au Canada, ou autrement. 40

Examen au
siège social
de la
compagnie
britannique.

133. Le ministre peut, quand il y a lieu, charger le surintendant d'examiner la situation et les affaires générales de toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, au siège social de la compagnie. 45

LIBÉRATION DE L'ACTIF AU CANADA.

Libération
de l'actif,
en cas de
cessation des
affaires.

134. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente Partie, qui désire obtenir la libération de son actif au Canada pour la raison que cette compagnie, ayant décidé de cesser ses opérations au Canada, peut demander par écrit au ministre la libération de son actif au Canada. 5

Condition
de
libération.

(2) Sauf dispositions contraires de la présente loi, l'actif au Canada d'une pareille compagnie ne peut être libéré, à moins

- a) Que la compagnie n'ait obtenu le rachat de ses polices en cours au Canada, ou qu'elle n'ait transféré ces polices à quelque compagnie ou quelques compagnies enregistrées sous le régime de la présente loi; et 10
- b) Que la compagnie ne dépose chez le ministre une liste de tous les assurés au Canada, s'il en est, dont les polices n'ont pas été ainsi rachetées ou transférées, de même qu'un état financier de la situation et des affaires de la compagnie, et, si la compagnie est enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, une liste de tous les assurés au Canada dont les polices ont été ainsi rachetées ou transférées; et 15 20
- c) Que la compagnie ne fournisse la preuve de la publication, durant trois mois civils dans la *Gazette du Canada*, et dans au moins un journal du comté, de la cité ou de la localité où l'agence principale est établie, d'un avis portant qu'elle adressera une requête au ministre pour faire libérer son actif au Canada à une certaine date, laquelle doit être au moins de trois mois postérieure à la date de l'avis, et invitant ses assurés au Canada qui objectent à cette libération à présenter leurs objections au ministre à ou avant la date ainsi fixée. 25 30

Le ministre
peut libérer
l'actif.

(3) Postérieurement à la date ainsi fixée dans l'avis, si le ministre, avec l'assentiment du Conseil du trésor, est convaincu que la compagnie n'est responsable du chef d'aucune police d'assurance, et qu'elle a satisfait à tous ses engagements au Canada, il doit restituer à la compagnie son actif au Canada. 35

Emploi de
l'actif au
rachat ou à la
libération.

(4) Le ministre peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, autoriser le fiduciaire à qui un montant d'actif est confié pour le compte d'une pareille compagnie, à employer une partie quelconque de cet actif aux fins d'effectuer le rachat ou le transfert des polices en cours au Canada comme il est dit ci-dessus, mais non de façon à réduire l'actif au Canada de la compagnie au-dessous du chiffre prescrit par la présente loi à l'égard du maintien des assurés. 40 45

(5) Si l'appel d'un pareille compagnie n'a pas obtenu le succès, ou le transfert comme il est dit ci-dessus de son point en cours au Canada, mais que le dépôt de la compagnie est le résultat d'un excès de paiement de cette compagnie par la présente loi à l'égard de la dette des actions de la compagnie, le ministre peut à discrétion, conformément à la date et le lieu dans l'avis susdit, restituer à la compagnie la partie de l'excédent de l'estime convenable dans les circonstances, et il doit continuer à détenir le reste du dépôt pour satisfaire les conditions des actions, selon les prescriptions de la présente loi.

L'original
de l'original

(6) Les dispositions aux dispositions du présent article, si la compagnie est en liquidation, les valeurs de la compagnie peuvent, sur l'ordonnance d'un tribunal de compétence reconnue par la loi des dispositions, être retenues par le ministre en liquidation.

L'original
de l'original

133. Lorsque une compagnie britannique a notifié par écrit au ministre, avant le trente et unième jour de mars mil huit cent soixante-dix-huit, son intention de se prévaloir de la restriction contenue en l'article sept de l'Acte d'octobre, 1877, le dépôt qui était entre les mains du ministre le vingt-huitième jour d'avril mil huit cent soixante-dix-huit, doit être traité, relativement aux parties qui sont antérieurement au trente et unième jour de mars mil huit cent soixante-dix-huit, conformément aux articles quatre et cinq du chapitre huit des Statuts de 1871, mutatis mutandis pour ce qui concerne les compagnies à actions, et chaque fois que la totalité des engagements de la compagnie est due de son paiement, toutes les sommes de la compagnie qui sont le résultat de dépositions ou de versements par elle, conformément au Conseil de la loi, ou de tout autre différend, ou telle portion de l'ensemble de ses actions, soit libérée et renvoyée à la compagnie, et ainsi de suite, à sa discrétion, jusqu'à ce que le dépôt soit entre les mains du ministre, soit réduit à la somme de cinquante mille dollars.

L'original
de l'original

134. Les dispositions des articles cinquante et soixante-dix-huit, cinquante-neuf, cinquante-dix et cinquante-onze des Statuts de 1871, mutatis mutandis, s'appliquent mutatis mutandis à un règlement à toute compagnie britannique existante, relativement à toute chose ou toutes choses d'évaluation pour action prévues en la présente loi, dans la mesure dans laquelle les dispositions sont applicables à un règlement à une compagnie existante, relativement à une chose ou toutes choses d'évaluation prévues en la présente loi.

L'original
de l'original

Libération
partielle.

(5) S'il appert qu'une pareille compagnie n'a pas obtenu le rachat, ou le transfert comme il est dit ci-dessus, de ses polices en cours au Canada, mais que le dépôt de la compagnie chez le ministre excède sensiblement le chiffre prescrit par la présente loi à l'égard du maintien des assurés, le ministre peut à discrétion, postérieurement à la date ainsi fixée dans l'avis susdit, restituer à la compagnie la partie de l'excédent qu'il estime convenable dans les circonstances, et il doit continuer à détenir le reste du dépôt pour sauvegarder le maintien des assurés, selon les prescriptions de la présente loi.

Remise au
liquidateur.

(6) Par dérogation aux dispositions du présent article, si la compagnie est en liquidation, les valeurs de la compagnie peuvent, sur l'ordonnance d'un tribunal de compétence reconnue par la *Loi des liquidations*, être remises par le ministre au liquidateur.

Compagnies
en retraite.

135. Lorsqu'une compagnie britannique a notifié par écrit au ministre, avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent-soixante-dix-huit, son intention de se prévaloir de la restriction contenue en l'article sept de l'*Acte d'assurance refondu, 1877*, le dépôt qui était entre les mains du ministre le vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent soixante-dix-sept, doit être traité, relativement aux polices émises antérieurement au trente et unième jour de mars, mil huit cent soixante-dix-huit, conformément aux articles quatre et cinq du chapitre neuf des Statuts de 1871, intitulé: *Acte pour amender l'acte relatif aux compagnies d'assurance*, et chaque fois que la totalité des engagements de la compagnie du chef de ces polices tombe au-dessous du montant dont le ministre est dépositaire, ce dernier peut, avec l'assentiment du Conseil du trésor, ordonner que toute différence, ou telle portion qu'il en juge convenable, soit libérée et remise à la compagnie, et ainsi de suite, à sa discrétion, jusqu'à ce que le dépôt total entre les mains du ministre soit réduit à la somme de cinquante mille dollars.

Application
des articles
de la loi.

136. Les dispositions des articles cinquante-et-un, cinquante-deux, cinquante-quatre, cinquante-six à soixante-deux inclusivement, soixante-et-onze à soixante-quatorze inclusivement, des paragraphes un et deux de l'article soixante-quinze, de l'article soixante-seize et de l'article soixante-dix-huit, s'appliquent *mutatis mutandis* à ou relativement à toute compagnie britannique enregistrée pour exercer toute classe ou toutes classes d'opérations d'assurance prévues en la présente Partie, dans la même mesure que lesdites dispositions sont applicables à ou relativement à une compagnie enregistrée pour exercer la même ou les mêmes classes d'opérations d'assurance prévues en la Partie III de la présente loi.

(2) Dans toute disposition ainsi rendue applicable à une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, les mots « régime social » partout où ils se rencontrent, doivent, quant à l'application de cette disposition à une compagnie britannique, se lire comme si les mots « régime social » étaient substitués

English
French

COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE

127. Les dispositions des paragraphes un, deux et quatre de l'article quatre-vingt-un des articles quatre-vingt-deux et quatre-vingt-six s'appliquent, modulo mutatis mutandis, à toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, ainsi qu'à toute compagnie britannique ainsi enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, à l'égard seulement des opérations d'assurance-vie de toute compagnie britannique. Toutefois, lesdits paragraphes de l'article quatre-vingt-un s'appliquent seulement aux opérations d'assurance-vie de toute compagnie au Canada, et ledit article quatre-vingt-deux s'applique à toute pareille compagnie seulement à l'égard de l'état annuel de ses opérations canadiennes dont l'article 30 cent vingt-huit de la présente loi exige le dépôt.

English
French

English
French

COMPAGNIES BRITANNIQUES EXERCANT D'AUTRES ASSURANCES QUE L'ASSURANCE-VIE

128. Les dispositions des articles cent-quatre et cent-cinquante ont été amendées par le règlement de la présente loi s'appliquant à toutes les compagnies britanniques enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance à l'égard de quelques-unes de ces opérations autre que celle d'assurance-vie.

English
French

129. Pour les articles cent-cinquante et cent-cinquante et demi de la présente loi, les mots « régime social » partout où ils se rencontrent, doivent, quant à l'application de cette disposition à une compagnie britannique, se lire comme si les mots « régime social » étaient substitués

English
French

English
French

Agence principale.

(2) Dans toute disposition ainsi rendue applicable à une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente Partie, les mots «siège social», partout où ils se rencontrent, doivent, quant à l'application de cette disposition à une compagnie britannique, se lire comme si les mots «agence principale» y étaient substitués. 5

COMPAGNIES D'ASSURANCE-VIE.

Application des articles de la présente loi.

137. Les dispositions des paragraphes un, deux et quatre de l'article quatre-vingt-un, des articles quatre-vingt-deux et quatre-vingt-six, s'appliquent, *mutatis mutandis* à toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente Partie pour exercer seulement les opérations d'assurance-vie, ainsi qu'à toute compagnie britannique ainsi enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie et autres, à l'égard seulement des opérations d'assurance-vie de toute compagnie britannique. Toutefois, lesdits paragraphes de l'article quatre-vingt-un s'appliquent seulement aux opérations d'assurance-vie de cette compagnie au Canada, et ledit article quatre-vingt-deux s'applique à toute pareille compagnie seulement à l'égard de l'état annuel de ses opérations canadiennes dont l'article cent vingt-huit de la présente loi exige le dépôt. 10 15 20

Clause conditionnelle.

COMPAGNIES BRITANNIQUES EXERÇANT D'AUTRES ASSURANCES QUE L'ASSURANCE-VIE.

Application spéciale des articles de la présente Partie.

138. Les dispositions des articles cent-quatre et cent-trente-neuf à cent-quarante-et-un inclusivement de la présente loi, s'appliquent à toutes les compagnies britanniques enregistrées sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance à l'égard de quelque classe de ces opérations autre que celle d'assurance-vie. 25

Engagements de la réserve pour état annuel.

139. Pour les objets de l'état annuel dont la présente loi prescrit le dépôt au département, les engagements de toute compagnie britannique du chef de ses polices au Canada, non échues et en cours, doivent, sauf dans les cas ci-après prévus au présent article, être de quatre-vingts pour cent des primes non acquises calculées au prorata à la date de l'état. Cependant, toute compagnie britannique qui exerce les opérations d'assurance non-résoluble de maladie et d'accidents au Canada doit inscrire au passif dudit état annuel, pour ses polices non-résolubles de maladie et d'accidents au Canada, non échues et en cours, une réserve calculée suivant les bases et les méthodes employées par la compagnie dans le calcul de la réserve pour ces polices de leurs différentes classes dans son état des affaires générales, 35 40

Clause conditionnelle. Assurance-maladie et assurance-accidents non-annuables.

ou telle réserve plus élevée que le surintendant peut juger nécessaire pour garantir adéquatement les engagements de la compagnie aux termes de ces polices.

Assurance
de primes
par billets.

(2) Lorsqu'une compagnie britannique souscrit des assurances non hasardeuses et de trois années de durée, d'après le système de billets par primes, ou partie d'après le système de comptant et partie d'après ledit système de primes par billets, les engagements de la compagnie, du chef de ses opérations de primes par billets, doivent être de quatre-vingts pour cent de la partie non acquise des cotisations qui ont été levées à l'égard de tous les billets en cours détenus par la compagnie, calculée au prorata à la date de l'état, et la partie non acquise de ses primes sur billets doit être traitée comme actif éventuel.

Engagements
de la réserve
pour détermi-
ner l'actif
au Canada.

140. Aux fins de déterminer le montant d'actif au Canada que toute compagnie britannique est tenue de maintenir conformément aux dispositions de l'article cent vingt-six de la présente loi, les engagements de chaque compagnie du chef de ses polices en cours au Canada doivent représenter:

a) la totalité des primes non acquises calculée au prorata pour les périodes restant à courir des polices; ou

b) le double du coût annuel net, pour les assurés, de l'assurance en vigueur au Canada à la date de l'état annuel, tel que déterminé en déduisant, des primes annuelles exigées de ces assurés, une allocation de crédit calculée au taux de la moyenne établie des dividendes ou des remboursements versés ou crédités par la compagnie britannique à ses assurés durant les cinq années précédentes;

Restriction:
assurance non-
résoluble
contre
maladie
et accidents.

quelque soit le moindre de ces montants. Toutefois, les engagements du chef des polices au Canada contre la maladie et contre les accidents, non-résolubles et en cours, doivent être calculés conformément aux dispositions de l'article précédent de la présente loi.

Addition à
réserve pour
assurance
contre la
grêle.

(2) Doit être ajouté auxdits engagements ainsi calculés à l'égard de chaque compagnie britannique qui exerce les opérations d'assurance contre la grêle au Canada, un montant au moins égal à cinquante pour cent du total des primes nettes reçues par la compagnie pour ses opérations d'assurance contre la grêle au Canada durant l'année civile précédente.

Classes de
risques
couverts par
certificat.

141. Toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance contre l'incendie a droit, dès qu'elle a rempli les conditions prescrites en la présente loi, autres que celles qui se rapportent à l'augmentation du montant déposé chez le ministre, de recevoir un certificat d'enregistrement pour l'autoriser à exercer une ou plusieurs des classes sui-

- Clause conditionnelle. 5
- Sauvegarde. 10
- Assurance de titres. 20
- vantes d'assurance limitées à l'assurance des mêmes biens qui sont assurés par une police d'assurance-incendie de cette compagnie, savoir: chutes d'aéronef, tremblements de terre, tornades, grêle, bris de conduites d'eau, explosions restreintes ou internes et soulèvements de peuple. Toutefois, dans le cas d'une compagnie britannique qui n'est pas une association, pareille classe ou pareilles classes d'assurance doivent être autorisées par sa loi constitutive ou par sa charte.
- (2) Toute pareille compagnie, si elle est purement mutuelle, a droit de bénéficier de la restriction ajoutée au paragraphe premier de l'article cent vingt-six de la présente loi à l'égard des opérations de ces classes additionnelles d'assurance, autant que de ses opérations d'assurance-incendie.
- 142.** Les dispositions des articles cent trente-neuf et cent quarante de la présente loi ne s'appliquent pas aux opérations d'assurance de titres exercées au Canada par toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi.

RETRAIT DES CERTIFICATS.

- Application spéciale des articles de la présente loi. 25
- Retrait de certificat, en cas de violation de la loi. 30
- Retrait, lorsque renseignements refusés. 40
- 143.** Les dispositions des articles cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze et cent quinze de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* à toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, dans la même mesure que ces dispositions s'appliquent à une compagnie enregistrée pour exercer la même classe ou les mêmes classes d'assurance sous le régime de la Partie III de la présente loi.
- 144.** Advenant la violation, par une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi, de quelque une des dispositions de la présente loi applicables à cette compagnie, le surintendant est tenu d'en faire rapport au ministre, et, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, le ministre peut, à sa discrétion, retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie.
- 145.** Lorsqu'une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente loi refuse de permettre l'examen qu'autorise l'article cent trente ou l'article cent trente-trois de la présente loi, ou qu'elle refuse de donner les renseignements demandés pour cet examen et qui sont en sa possession ou sous son contrôle, le ministre peut lui retirer son certificat d'enregistrement.

PEINES.

Peines dans le cas d'opérations sans enregistrement.

146. Toute compagnie britannique qui, sans être régulièrement enregistrée sous le régime de la présente loi, exerce les opérations d'assurance au Canada, ou fait ou accomplit au Canada l'un ou l'autre des actes qui constituent des opérations d'assurance (sauf dans les cas prévus à l'article cent quarante-huit de la présente loi), et toute personne qui, agissant de la part de cette compagnie, exerce de telles opérations, ou fait ou accomplit au Canada l'un de ces actes, est coupable d'infraction et passible, par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende, pour toute et chaque pareille infraction, de cinq mille dollars au maximum dans le cas d'une compagnie, et de mille dollars au maximum dans le cas d'une personne agissant de la part d'une pareille compagnie; et, en sus, dans le cas d'un individu, d'un emprisonnement dont le terme ne doit pas dépasser six mois.

Peines pour opérations d'une classe d'assurance à l'égard de laquelle la compagnie n'est pas enregistrée.

(2) Toute compagnie britannique qui, étant dûment enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer une ou plusieurs classes spécifiées d'assurance, et toute personne qui, agissant de la part d'une compagnie ainsi enregistrée, exerce au Canada les opérations de quelque classe d'assurance à l'égard de laquelle la compagnie n'est pas ainsi enregistrée, ou qui fait ou accomplit au Canada un acte ou des actes constituant des opérations d'assurance relativement à toute pareille classe d'assurance (sauf dans les cas prévus à l'article cent quarante-huit de la présente loi), est coupable d'infraction et passible, par voie de mise en accusation ou après déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende, pour toute et chaque pareille infraction, de cinq mille dollars au maximum dans le cas d'une compagnie, et de mille dollars au maximum dans le cas d'une personne agissant de la part d'une pareille compagnie; et, en sus, dans le cas d'un individu, d'un emprisonnement dont le terme ne doit pas dépasser six mois.

Application d'autres sanctions.

147. Les dispositions des articles cent dix-sept et cent dix-huit de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* à toute compagnie britannique enregistrée sous le régime de la présente Partie.

EXEMPTIONS.

Application de la loi.

Assurance maritime et sur navigation intérieure.
Assurance-incendie.

148. Les dispositions de la présente Partie ne s'appliquent

- a) A aucune compagnie britannique à l'égard de ses opérations, exercées au Canada, d'assurance maritime ou d'assurance sur la navigation intérieure; ni
- b) A aucune compagnie britannique à l'égard de l'assurance contre l'incendie de biens situés au Canada, si

cette assurance est effectuée pour le Canada et sans
 sollicitation personnelle, directe ou indirecte, de la
 part de la compagnie, et si, de plus, la compagnie se
 fait au Canada relativement à ses affaires, aucune
 publication dans un journal ou autre publication ou par
 circulation mises à la poste au Canada ou dans un autre
 pays, et n'y tient aucun bureau ou agence pour la
 réception des demandes ou pour l'exécution de choses
 se rapportant de près ou de loin à sesdites opérations;
 10) en conséquence aux dispositions ci-dessus par elle
 compagnie peut inspecter les livres assurés ou à assurer
 sous le régime du présent article, et elle peut établir les
 livres ainsi à l'égard de ces livres; et
 11) à aucune compagnie britannique qui, antérieurement
 au vingt-troisième jour d'avril, mill huit cent soixante-
 dix-sept, était autorisée à exercer les opérations d'as-
 surance-vie au Canada, et qui a cessé d'exercer ces
 opérations avant le trente et unième jour de mars, mill
 huit cent soixante-dix-huit, ayant avant cette date
 donné au ministre avis écrit à cet effet relatifs à la
 perception et réception des primes é dues ou à échoir
 sur les polices au Canada, émises avant la date précé-
 dée en dernier lieu, ou relativement au paiement des
 réserves en descendant ou à l'exercice d'opérations
 y afférentes; et
 12) dans les cas ci-après prévus, les dispositions de
 la présente loi ne s'appliquent davantage
 (1) à aucune compagnie britannique qui, depuis le
 vingt-deuxième jour de mai, mill huit cent soixante-
 huit, n'a pas obtenu au Canada l'autorisation à exercer
 des opérations au Canada, à l'égard de toute police
 d'assurance-vie en Canada, après avoir la dite date
 (a) à aucune compagnie britannique non enregistrée
 sous le régime de la présente loi, à l'égard de la percep-
 tion de réserves ou primes sur toute police d'assurance-
 vie, ou sur autres opérations relatives à toute police
 d'assurance-vie, émise à une personne ne résidant pas
 au Canada à l'époque de l'émission de cette police.
 (2) Lorsque aucune contre l'interdit ses biens ou tout
 autre bien appartenant à une personne résidant au Canada
 au Canada, dans une compagnie britannique non enregis-
 trée sous le régime de la présente loi, doit, le ou avant le
 premier jour de mars de chaque année, adresser au ministre
 un rapport indiquant le montant de tout ou partie
 des sommes de l'argent les biens assurés au cours de
 l'année civile précédente, et déclarant le montant de tout
 autre bien que le nom de la compagnie britannique de cette
 assurance a été prise.
 (3) Lorsque aucune de ses opérations aux dispositions
 du paragraphe précédent est possible d'une somme de dix
 dollars pour chaque jour que perdite est manquement et

Compagnie
 britannique
 enregistrée
 au Canada
 et qui a
 cessé d'exercer
 ses opérations
 au Canada
 avant le
 trente et unième
 jour de mars
 mill huit cent
 soixante-dix-
 huit, ayant
 avant cette date
 donné au ministre
 avis écrit à cet
 effet relatifs à la
 perception et
 réception des
 primes é dues
 ou à échoir sur
 les polices au
 Canada, émises
 avant la date
 précitée

Polices
 d'assurance-
 vie au Canada
 émises avant
 le vingt-deuxième
 jour de mai,
 mill huit cent
 soixante-huit,

Polices
 d'assurance-
 vie au Canada
 émises à une
 personne ne
 résidant pas
 au Canada à
 l'époque de
 l'émission de
 cette police

Polices
 d'assurance-
 vie au Canada
 émises à une
 personne ne
 résidant pas
 au Canada à
 l'époque de
 l'émission de
 cette police

Sommes
 de dix
 dollars

cette assurance est effectuée hors du Canada et sans sollicitation quelconque, directe ou indirecte, de la part de la compagnie, et si, de plus, la compagnie ne fait au Canada, relativement à ses affaires, aucune publicité dans un journal ou autre publication ou par 5
circulaires mises à la poste au Canada ou dans un autre pays, et n'y tient aucun bureau ou agence pour la réception des demandes ou pour l'exécution de choses se rapportant de près ou de loin à sesdites opérations; subordonnément aux dispositions ci-dessus, pareille 10
compagnie peut inspecter les biens assurés ou à assurer sous le régime du présent article, et elle peut établir les pertes subies à l'égard de ces biens; ni

Compagnies
britanniques
d'assurance-
vie en
retraite;
perception
des primes
et paiement
des récla-
mations.

c) A aucune compagnie britannique qui, antérieurement au vingt-huitième jour d'avril, mil huit cent soixante-dix-sept, était autorisée à exercer les opérations d'assurance-vie au Canada, et qui a cessé d'exercer ces opérations avant le trente et unième jour de mars, mil huit cent soixante dix-huit, ayant avant cette date donné au ministre avis écrit à cet effet relativement à la perception et réception des primes échues ou à échoir sur les polices au Canada, émises avant la date mentionnée en dernier lieu, ou relativement au paiement des réclamations en découlant ou à l'exercice d'opérations y afférentes; et, 25

d) Sauf dans les cas ci-après prévus, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent davantage

Polices
antérieures
au 22 mai
1868.

(i) à aucune compagnie britannique qui, depuis le vingt-deuxième jour de mai, mil huit cent soixante-huit, n'a pas obtenu un permis l'autorisant à exercer 30
des opérations au Canada, à l'égard de toute police d'assurance-vie au Canada émise avant ladite date;

Polices
émises par
compagnies
britanniques
non enregist-
rées, à des
non-
résidents
au Canada.

(ii) à aucune compagnie britannique non enregistrée sous le régime de la présente loi, à l'égard de la percep- 35
tion ou réception de primes sur toute police d'assurance-vie, ou sur autres opérations relatives à toute police d'assurance-vie, émise à une personne ne résidant pas au Canada à l'époque de l'émission de cette police.

Rapport
annuel des
assurances
dans compa-
gnies bri-
tanniques
non en-
gistrées.

(2) Quiconque assure contre l'incendie ses biens ou tous biens dans lesquels il possède un intérêt assurable et situés 40
au Canada, dans une compagnie britannique non enregistrée sous le régime de la présente loi, doit, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, adresser au ministre un rapport indiquant la situation et donnant une descrip- 45
tion sommaire de tous les biens ainsi assurés au cours de l'année civile précédente, et déclarant le montant d'assurance ainsi que le nom de la compagnie britannique où cette assurance a été prise.

Amende pour
défaut.

(3) Quiconque manque de se conformer aux dispositions du paragraphe précédent est passible d'une amende de dix 50
dollars pour chaque jour que persiste son manquement, et

elles amende est imposée et recouvrable, avec intérêt, à la discrétion de Sa Majesté, exercée par le gouverneur général du Canada.

(4) Le mandant doit faire tenir un registre statistique de toutes les assurances qui lui sont rapportées dans les sept jours suivants pourvu le présent article.

Section
140
141

PARTIE IX.

COMPAGNIES PROVINCIALES.

142. Tout décali de mandant au département des assurances au régime ou devant insérer les noms de toutes les compagnies provinciales enregistrées sous le régime de la présente loi et auxquelles des certificats d'assurance ont été délivrés.

Section
142
143

143. Comme condition de son enregistrement, toute compagnie provinciale doit déposer au département, avec sa demande d'enregistrement conformément aux dispositions de la présente loi, les documents que les dispositions de l'article cinquante de la présente loi obligent une compagnie à déposer, ainsi qu'un engagement, dans la forme que le ministre peut prescrire, à l'effet que, si l'enregistrement lui est accordé et tant qu'elle sera enregistrée, la compagnie se soumettra à se conformer à toutes les dispositions de la présente loi qui lui sont applicables à l'égard de la classe ou des classes d'assurances qu'elle est autorisée à assurer, et à satisfaire à toutes les autres dispositions de ce certificat.

Section
143
144

144. Si le nom d'une compagnie provinciale qui demande d'être enregistrée est celui d'une compagnie d'une autre que provinciale ou d'une compagnie provinciale existante sous le régime de la présente loi, au moment de son enregistrement, ce nom est susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, ou est par ailleurs susceptible de porter atteinte à l'intérêt public, le ministre peut, à son discrétion, refuser d'enregistrer la compagnie, ou, si elle est déjà enregistrée, suspendre son enregistrement, ou, si elle est déjà enregistrée et que le ministre est d'avis que le nom de la compagnie provinciale qui demande d'être enregistrée est susceptible de se confondre avec celui d'une autre compagnie d'une autre province ou d'une autre compagnie provinciale existante sous le régime de la présente loi, ou que son enregistrement d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, doit être tenu pour un danger de confusion, peut alors, à son discrétion, suspendre son enregistrement, ou, si elle est déjà enregistrée, suspendre son enregistrement, ou, si elle est déjà enregistrée et que le ministre est d'avis que le nom de la compagnie provinciale qui demande d'être enregistrée est susceptible de se confondre avec celui d'une autre compagnie d'une autre province ou d'une autre compagnie provinciale existante sous le régime de la présente loi, ou que son enregistrement d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, doit être tenu pour un danger de confusion, peut alors, à son discrétion, suspendre son enregistrement, ou, si elle est déjà enregistrée, suspendre son enregistrement.

Section
144
145

Section
145
146

cette amende est imposable et recouvrable, avec dépens, à la diligence de Sa Majesté, exercée par le procureur général du Canada.

Registre statistique de ces assurances.

(4) Le ministre doit faire tenir un registre statistique de toutes les assurances qui lui sont rapportées dans les rapports auxquels pourvoit le présent article. 5

PARTIE IX.

COMPAGNIES PROVINCIALES.

Registre des compagnies provinciales.

149. Sera établi et maintenu, au département des assurances, un registre où seront inscrits les noms de toutes les compagnies provinciales enregistrées sous le régime de la présente Partie et auxquelles des certificats d'enregistrement sont accordés. 10

Conditions d'enregistrement.

150. Comme condition de son enregistrement, toute compagnie provinciale doit déposer au département, avec sa demande d'enregistrement conformément aux dispositions de la présente Partie, les documents que les dispositions de l'article cinquante de la présente loi obligent une compagnie à déposer, ainsi qu'un engagement, dans la forme que le ministre peut prescrire, à l'effet que, si l'enregistrement lui est accordé et tant qu'elle sera enregistrée, la compagnie se soumettra et se conformera à toutes les dispositions de la présente loi qui lui sont applicables à l'égard de la classe ou des classes d'assurance spécifiées dans le certificat d'enregistrement à elle accordé, ainsi qu'aux termes de ce certificat. 15 20

Nom de compagnie provinciale.

151. Si le nom d'une compagnie provinciale qui demande d'être enregistrée est celui d'une compagnie, d'une compagnie britannique ou d'une compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente loi, ou si, de l'avis du surintendant, ce nom est susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, ou est par ailleurs inacceptable pour raisons d'ordre public, le surintendant doit en faire rapport au ministre, et ce dernier peut refuser d'enregistrer la compagnie provinciale. 25 30

Appel de la décision du surintendant.

(2) Ce rapport, s'il formule l'objection que le nom de la compagnie provinciale qui demande d'être enregistrée est celui d'une compagnie, d'une compagnie britannique ou d'une compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente loi, ou un nom susceptible d'être confondu avec celui de cette autre compagnie, doit être tenu pour une décision du surintendant, dont appel peut être interjeté en vertu et sous la réserve des dispositions de l'article soixante-dix-huit de la présente loi. 35 40

Enregis-
trement des
compagnies
provinciales.

152. Le ministre peut, sur demande d'une compagnie provinciale et dès que celle-ci a déposé au département les documents prescrits ci-dessus et a effectué le dépôt qui serait requis d'une compagnie demandant d'être enregistrée pour la même classe ou les mêmes classes d'assurance, enregistrer 5 cette compagnie provinciale sous le régime de la présente Partie et lui accorder un certificat d'enregistrement.

Retrait du
certificat
d'enregis-
trement.

153. Si une compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente Partie viole quelque'une des dispositions de la présente loi applicables à la compagnie, le surin- 10 tendant doit en faire rapport au ministre, et dès lors le ministre peut, à sa discrétion, après avoir donné à la compagnie un délai raisonnable pour se faire entendre, retirer le certificat d'enregistrement de la compagnie.

Application
des disposi-
tions de la
loi.

154. Les dispositions des articles cinquante à cinquante- 15 quatre inclusivement, des paragraphes un, trois et quatre de l'article cinquante-cinq, les dispositions des articles cinquante-six à soixante-quatre inclusivement, des articles soixante-neuf à soixante-dix-huit inclusivement, de l'article quatre-vingt-un, de l'article quatre-vingt-deux, de l'article 20 quatre-vingt-cinq, de l'article quatre-vingt-six, de l'article cent, de l'article cent un, des paragraphes un, deux et cinq de l'article cent deux, de l'article cent trois, de l'article cent quatre, des articles cent sept à cent treize inclusivement, et les dispositions de l'article cent quinze, s'appliquent 25 *mutatis mutandis* à toute compagnie provinciale enregistrée sous le régime de la présente Partie pour exercer toute classe ou toutes classes d'opérations d'assurance, dans la même mesure que lesdites dispositions sont applicables à ou relativement à une compagnie enregistrée pour exercer 30 la même ou les mêmes classes d'opérations d'assurance sous le régime de la Partie III de la présente loi. Toutefois, dans la mesure où quelque disposition desdits articles aurait pour effet d'élargir, à quelque égard que ce soit, les pou- 35 voirs ou droits corporatifs de toute compagnie provinciale en vertu de son acte probant, une pareille disposition ne s'appliquerait pas à une compagnie provinciale.

Restriction.

PARTIE X.

DISPOSITION DÉCLARATIVE.

Déclaration.
d'intention.

155. Il est expressément déclaré que la présente loi a été adoptée dans le dessein et aux fins de déterminer le statut et les pouvoirs des compagnies d'assurance consti- 40 tuées en corporations par le Parlement du Canada, ou par la législature de la ci-devant Province du Canada, leurs restrictions et les conditions auxquelles ces compagnies, ainsi que les compagnies et associations d'assurance bri-

tanniques, peuvent être enregistrées pour exercer les opérations d'assurance au Canada; de pourvoir à l'enregistrement facultatif des compagnies provinciales; de déterminer les conditions dans lesquelles toutes ces compagnies seront tenues pour insolvables, et d'empêcher celles de ces compagnies qui sont insolvables de commencer ou de poursuivre les opérations d'assurance au Canada; et, en tant qu'il pourra être dorénavant décidé qu'une disposition quelconque de la présente loi comporte une application ou un effet outrepassant la compétence législative du Parlement du Canada, en matière d'autorisation et de sanction, et qu'une pareille disposition est, à cet égard, nulle et inopérante, cette disposition doit, à pareil égard, être considérée comme pouvant être disjointe des autres dispositions de la présente loi, et ces autres dispositions continueront à avoir pleine vigueur et plein effet selon leur teneur. 5 10 15

Ordonnances
ou règles.

156. Le gouverneur en conseil a le pouvoir d'édicter les ordonnances ou règles qu'il estime nécessaires ou opportunes afin de modifier, suspendre, abroger ou augmenter toute disposition de la présente loi en vue d'effectuer un accord pouvant être conclu entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces, ou l'un de ces gouvernements, pour coopérer à l'établissement ou à la mise à exécution de la législation de l'assurance. 20

Durée.

(2) Toutes ordonnances et règles édictées par le gouverneur en conseil en vertu du présent article auront force de loi et demeureront en vigueur jusqu'à la prorogation de la session suivante du Parlement, mais non plus longtemps, à moins que le Parlement n'en décrète autrement. 25

Abrogation
du ch. 101,
S.R., 1927.

157. Est abrogée la *Loi des assurances*, chapitre cent un des *Statuts révisés*, 1927. 30

FRENCH ANNEAL

MODEL OF BILL

DE LEGISLATION DE COMMERCE D'ASSURANCE

Le Président de la République a l'honneur de vous adresser ci-joint le projet de loi relatif à la création d'une Compagnie d'Assurance.

CONSIDÉRANT que les personnes et les biens sont exposés à des risques de toutes sortes, et que, dans l'intérêt de la sécurité publique, il est nécessaire de créer une Compagnie d'Assurance pour garantir ces personnes et ces biens contre les dommages que peuvent occasionner ces risques;

1. L'État est autorisé à créer une Compagnie d'Assurance pour garantir les personnes et les biens contre les dommages que peuvent occasionner les risques de toutes sortes, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

2. Les personnes désignées à l'article premier de la présente loi sont autorisées à souscrire des actions de la Compagnie d'Assurance, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

3. La Compagnie d'Assurance est autorisée à recevoir des souscriptions de toutes personnes, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

4. La Compagnie d'Assurance est autorisée à recevoir des souscriptions de toutes personnes, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

5. La Compagnie d'Assurance est autorisée à recevoir des souscriptions de toutes personnes, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

6. La Compagnie d'Assurance est autorisée à recevoir des souscriptions de toutes personnes, et à en faire bénéficier les assurés par une prime réduite.

PREMIÈRE ANNEXE.

MODÈLE DE BILL.

DE CONSTITUTION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE.

Loi constituant en corporation la (*indiquer le nom de la Compagnie*).

CONSIDÉRANT que les personnes ci-après dénommées ont, par voie de pétition, demandé que soient établies les dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. (*Insérer les noms des personnes qui demandent la constitution*), ainsi que les autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie, sont constitués en une corporation portant nom (*nom corporatif de la compagnie*), ci-après dénommée «la Compagnie».

2. Les personnes dénommées à l'article premier de la présente loi (*ou selon le cas*) sont les administrateurs provisoires de la Compagnie. (*Indiquer les noms, adresse et qualité de chaque administrateur.*)

3. Le capital social de la Compagnie est de.....dollars, et il peut être porté à.....dollars.

4. Le montant à souscrire avant la convocation de l'assemblée générale pour l'élection des administrateurs est de.....dollars.

5. La Compagnie ne doit pas commencer ses opérations avant qu'il ait été souscrit.....dollars du capital social, et qu'il en ait été versé.....dollars.

6. Le siège social de la Compagnie est en..... de....., province d.....

7. La Compagnie peut conclure des contrats d'assurance (*indiquer en détail la nature des opérations que la Compagnie a l'intention d'exercer*).

8. La Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, s'applique à la Compagnie.

DEUXIEME ANNEXE.

Actif pouvant être placé en fiducie pour les objets de la présente loi.

Valeurs actives en lesquelles la compagnie a placé ses fonds. Titres d'Etat.

1. Valeurs actives des classes suivantes en lesquelles la compagnie a placé ses fonds:

a) Débentures, obligations, actions ou autres valeurs émises ou garanties par le gouvernement fédéral du Canada ou émises ou garanties par le gouvernement d'une province du Canada; ou émises ou garanties par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et du Nord de l'Irlande, ou de l'un de ses dominions, colonies ou dépendances; ou émises ou garanties par le gouvernement d'un pays étranger, ou d'un Etat formant partie de ce pays étranger; ou émises par une corporation municipale ou scolaire au Canada, ou dans un autre pays où la compagnie exerce des opérations; ou garanties par une corporation municipale au Canada; ou garanties par des impôts ou taxes levées sous l'autorité du gouvernement d'une province du Canada sur des biens situés dans cette province, et percevables par les municipalités où sont situés ces biens; ou

Obligations garanties par hypothèque.

b) (i) Obligations d'une corporation, si ces obligations sont intégralement garanties au fiduciaire par hypothèque ou mort-gage sur des biens-fonds ou sur l'outillage et le matériel de cette corporation employés dans l'exercice de ses opérations; ou sur obligations, débentures ou autres titres de créance ou actions que possède cette corporation d'une classe ou de classes que la présente Annexe spécifie comme actif qu'une compagnie peut placer en fiducie, et l'inclusion, comme garantie additionnelle, dans pareille hypothèque ou mort-gage, d'autres valeurs actives d'une classe qui n'est pas ainsi spécifiée, ne doit pas être considérée comme rendant ces obligations inacceptables à titre d'actif pouvant être ainsi placé en fiducie; ou

Débentures.

(ii) Débentures ou autres titres de créance d'une corporation qui a servi des dividendes réguliers sur ces actions privilégiées ou sur ces actions ordinaires pendant une période d'au moins cinq ans immédiatement avant leur placement en fiducie; ou

Actions privilégiées.

(iii) Actions privilégiées d'une corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ces actions ou sur ses actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé leur placement en fiducie, ou actions d'une corporation qui sont garanties par une corporation qui a régulièrement servi des dividendes sur ses actions privilégiées ou actions ordinaires durant au moins les cinq années qui ont précédé

Clause conditionnelle.

leur placement en fiducie. Cependant, le montant des actions ainsi garanties ne doit pas dépasser cinquante pour cent du montant des actions privilégiées ou ordinaires, selon le cas, de la corporation qui les garantit; ou

5

Actions ordinaires.

(iv) Actions ordinaires d'une corporation sur lesquelles il a été régulièrement servi des dividendes d'au moins quatre pour cent par année, ou, dans le cas d'actions sans valeur au pair, d'au moins quatre dollars par action annuellement durant les sept années qui ont immédiatement précédé leur placement en fiducie; mais nulle pareille compagnie ne peut ainsi placer en fiducie plus de trente pour cent des actions ordinaires, ni plus de trente pour cent de l'émission totale des actions d'une corporation, et nulle compagnie ne doit placer en fiducie ses propres actions, et nulle compagnie enregistrée sous le régime de la présente loi pour exercer les opérations d'assurance-vie ne doit placer en fiducie, à l'égard de ses fonds d'assurance-vie, des actions d'une autre compagnie qui exerce les opérations d'assurance-vie.

10

Clause restrictive.

15

Restriction.

De plus, si une pareille corporation, à la suite d'une réorganisation volontaire de son compte capital et sans affecter la cote ni diminuer la valeur de ses titres en circulation, y compris le capital social, a substitué des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur lesdites actions sans valeur au pair sont censés être des dividendes de quatre dollars au moins par action et par année, si la somme en est équivalente à quatre pour cent au moins desdites actions ordinaires ayant une valeur au pair et du produit d'une émission additionnelle d'actions ordinaires faite à l'époque de la substitution d'actions susdite ou postérieurement; et, dans ces circonstances, des dividendes de quatre pour cent au moins par année sur les actions ordinaires ayant une valeur au pair, immédiatement avant la substitution, sont censés être des dividendes sur les actions sans valeur au pair; ou

25

30

35

Hypothèques ou mortgages sur biens-fonds.

c) Rentes foncières, ou hypothèques ou mortgages sur biens-fonds au Canada, pourvu que ne puisse être placée aucune pareille hypothèque ou mort-gage en fiducie pour un montant dépassant de soixante pour cent la valeur de l'immeuble qui garantit cette hypothèque ou ce mort-gage.

45

2. Mortgages et autres titres pour le remboursement de prêts garantis par:

Hypothèques et autres titres.

a) des obligations, débetures, actions ou autres valeurs qui peuvent être placées en fiducie par la compagnie conformément aux dispositions de la première clause

50

de la présente. Aucune...
l'année...
1) des immeubles ou des parts pour un certain nombre
d'années, ou d'autres biens ou intérêts dans ces biens
ou Canada. Toutefois aucun paiement...
10...
15...
vente de cet immeuble

2. Obligations...
par les conditions de la présente clause de la présente

3) et elle sont...
4) et elle sont...
5) et elle sont...

6) et elle sont...
7) et elle sont...
8) et elle sont...

9) et elle sont...
10) et elle sont...
11) et elle sont...
12) et elle sont...
13) et elle sont...
14) et elle sont...
15) et elle sont...

Vertical text on the right margin, possibly bleed-through or a separate column of text.

Restriction. de la présente Annexe. Toutefois, le montant pour lequel peut être placé en fiducie un mort-gage ou autre titre ainsi garanti ne doit pas dépasser le montant pour lequel ces obligations, débetures, actions et autres valeurs pourraient être placées en fiducie conformément aux dispositions de ladite clause; ou 5

Restriction. b) des immeubles ou des baux pour un certain nombre d'années, ou d'autres biens ou intérêts dans ces biens au Canada. Toutefois, aucun pareil mort-gage ou autre titre ne doit être placé en fiducie pour un montant dépassant de soixante pour cent la valeur de l'immeuble, ou de l'intérêt dans cet immeuble, qui garantit ce mort-gage ou autre titre. Nonobstant les termes ci-dessus de la présente restriction, toute compagnie peut cependant placer en fiducie un mort-gage ou hypothèque, acceptée en paiement partiel d'un immeuble vendu par elle et gagée sur l'immeuble, pour un montant de plus de soixante pour cent du prix de vente de cet immeuble 10 15

Autres placements. **3.** Obligations, actions et débetures qui ne remplissent pas les conditions de la première clause de la présente Annexe, 20

a) si elles sont reçues en paiement total ou partiel des valeurs vendues par une pareille compagnie; ou

b) si elles sont obtenues en vertu d'un traité de bonne foi pour la réorganisation d'une corporation dont les valeurs étaient antérieurement possédées par la compagnie; ou pour la fusion, avec une autre corporation, de la corporation dont les valeurs étaient ainsi possédées; 25 30

Restriction. et si le Conseil du trésor approuve l'inclusion de pareilles obligations, actions et débetures dans l'actif placé en fiducie; mais pareilles obligations, actions et débetures ne doivent pas être comprises dans cet actif durant une période de plus de cinq années à compter de leur acquisition, ou durant telle période prolongée que le gouverneur en conseil peut déterminer sur rapport du ministre, à moins qu'il ne puisse être démontré à la satisfaction du ministre que les obligations, actions ou débetures ne sont pas inférieures en cote ou en valeur aux titres auxquels elles ont été substituées. 35 40

Comment les dividendes sont comptés, en cas de réorganisation du compte capital. **4.** Afin d'établir la faculté de placement, comme actif placé en fiducie pour les objets de la présente loi, des actions privilégiées ou ordinaires d'une corporation dont le compte capital a été volontairement réorganisé sans qu'il ait été porté atteinte à la cote ni à la valeur de ses titres en cours, y compris son capital social, les dividendes servis sur les actions privilégiées et ordinaires de la corporation avant cette réorganisation peuvent être comptés comme dividendes servis, respectivement, sur ces actions de la corporation. 45

Limitation
relative
aux actions
ordinaires.

5. La valeur comptable totale de l'actif placé en fiducie de toute compagnie en actions ordinaires, ne doit pas dépasser quinze pour cent de la valeur comptable de l'actif de la compagnie placé en fiducie; mais, par dérogation aux dispositions précédentes de la présente clause, toutes actions privilégiées ou ordinaires du capital, acquises par toute pareille compagnie après la mise en vigueur de la présente loi, comme bénéfices additionnels ou dividendes sur les actions privilégiées ou ordinaires, ou acquises dans l'exercice de droits ou privilèges dérivant des placements de cette compagnie en actions privilégiées ou ordinaires, peuvent être incluses dans l'actif de la compagnie placé en fiducie aux fins de la présente loi. 5 10

Actions
d'autres
compagnies
d'assurance.

6. Par dérogation aux dispositions de la présente Annexe, toute compagnie peut inclure dans son actif placé en fiducie, sauf à l'égard des fonds d'assurance-vie de la compagnie, si la compagnie est enregistrée pour exercer les opérations d'assurance-vie, les actions intégralement libérées de toute autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance et enregistrée sous le régime des lois du Dominion du Canada pour exercer pareilles opérations au Canada; mais la valeur de ces actions placées en fiducie ne doit pas dépasser quinze pour cent de la valeur de l'actif de la compagnie ainsi placé en fiducie; et, sauf dans le cas prévu en la présente clause, aucune compagnie ne doit placer en fiducie des actions de toute autre compagnie ou corporation exerçant les opérations d'assurance. 15 20 25

TROISIÈME ANNÉE

RECHERCHES MÉTHODIQUES À RÉSOLUTION DANS LE CALCUL DE LA
RÉSOLUTION MINIMUM QUI EST LE PLUS PROBABILE DANS LE
PASSÉ DE L'ÉTAT ANCIEN, EN DÉDUISANT DES MÉTHODES
GARANTIES SUR LA DOCUMENTATION DU TAUX DE
FINANCE DANS LE PAYS

(A) - Ce sont des données qui ont été obtenues par
enquête dans les divers pays de l'Europe et de l'Asie
(voir les pages suivantes), on les a déduites et les
données de la construction de toutes les séries.

1. Tables à primes annuelles ordinaires pour un montant
d'assurance investissement ordinaire.
Les bases d'évaluation pour ces catégories particulières
de vie groupés de primes doivent être au taux annuel d'in-
terêt nominal par an et dans tout cas par année
et l'une des tables de mortalité qu'on a choisies ou
toutes autres tables qui peuvent être employées.

Tables de mortalité

- a) Table canadienne pour les hommes, Cx (5)
- b) Table de vie des hommes britanniques, 1893, Cx (5)
- c) Table de vie des hommes britanniques, 1893, Cx
- d) Table de vie des hommes britanniques, 1893, Cx
- e) Table de mortalité de l'Union des Grands-Britagnes, H²
- f) Table américaine pour les hommes, AM (5)
- g) Table d'espérance de vie, etc.

La valeur de la prime à une date quelconque après son
émission doit être la même que la valeur actuelle à la
date de son émission en vertu de cette prime (y compris la
valeur actuelle des primes additionnelles ou autres
montants de capital assés au moment des primes à
venir, déduits après le date de l'émission de la prime et
ajoutés à la date de l'évaluation), et la valeur actuelle
de la prime d'évaluation (elle est déduite de la prime)
doit être à chaque annuité de la prime qui est
la date de l'évaluation au cours de la période pendant
laquelle les primes sont exigibles aux termes de la police
à évaluer.

Si la prime ordinaire nette pour les risques d'assurance-
vie est payée par le contractant lors de l'émission de la police,
il existe pas la prime ordinaire nette de vie entière pour
un montant complet d'assurance de vie entière, la prime
d'évaluation doit être la prime ordinaire nette pour une
police semblable à un âge d'un an plus avancé que l'âge à
l'émission, et elle est soustraite au commencement
de la dernière année et de chaque année subséquente de la
police pour faire des primes sont exigibles aux termes de
la police à évaluer.

TROISIÈME ANNEXE.

BASES ET MÉTHODES À EMPLOYER DANS LE CALCUL DE LA RÉSERVE MINIMUM QUI PEUT ÊTRE INCLUSE DANS LE PASSIF DE L'ÉTAT ANNUEL, EN DEHORS DES BÉNÉFICES GARANTIS SUR LA DISCONTINUATION DU PAIEMENT DES PRIMES SANS RACHAT.

(A)—Quant aux bénéfices qui dépendent uniquement des contingences de la vie dans les polices d'assurance-vie (autres que les polices populaires), ou qui en découlent, et à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

1. Polices à primes annuelles uniformes pour un montant d'assurance invariablement uniforme.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant.

Tables de mortalité.

- a) Table canadienne pour les hommes, Cm (5),
- b) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m (5),
- c) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^m,
- d) Tables de vie des bureaux britanniques, 1893, O^[m],
- e) Institut des Actuaire de Grande-Bretagne, H^m,
- f) Table américaine pour les hommes, AM (5),
- g) Table d'expérience américaine, Exp. Am.

La valeur de la police à une date quelconque après son émission doit être la différence entre la valeur existant alors de la somme assurée en vertu de cette police (y compris la valeur existant alors de tout bénéfice additionnel ou augmentation de capital assuré, ou réduction des primes à venir, établie après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation), et la valeur existant alors de la prime d'évaluation (telle que définie ci-après) censée exigible à chaque anniversaire de la police qui suit la date de l'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles, aux termes de la police à évaluer.

Si la prime ordinaire nette pour les risques d'assurance-vie, encourus par la compagnie lors de l'émission de la police, n'excède pas la prime ordinaire nette de vie entière, pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être la prime ordinaire nette pour une police semblable à un âge d'un an plus avancé que l'âge à l'inscription, et elle est censée exigible au commencement de la deuxième année et de chaque année subséquente de la police pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer.

Si la prime ordinaire nette pour les risques d'assurance-vie, encourus par la compagnie lors de l'émission de la police, excède la prime ordinaire nette payable pendant la vie entière pour un montant semblable d'assurance de vie entière, la prime d'évaluation doit être obtenue par l'addition à chaque prime ordinaire nette et annuelle, la première exceptée, d'un montant, censé exigible au commencement de la deuxième année de la police et de chaque année subséquente pour laquelle des primes sont exigibles aux termes de la police à évaluer, égal en valeur, à la date de l'émission de la police, à la différence qui existe entre les primes ordinaires nettes et payables pendant toute la vie pour une police de vie entière et la prime d'un an, dans chaque cas, pour une police d'un montant semblable et couvrant le même âge à l'inscription que la police à évaluer.

2. Les polices autres que les polices à primes annuelles uniformes pour un montant uniforme et invariable d'assurance doivent être évaluées en conformité des dispositions ci-dessus de la présente Annexe avec telles adaptations, dans les méthodes d'évaluation, que le surintendant juge appropriées dans les circonstances.

(B) Quant aux bénéfiques qui dépendent uniquement des contingences de la vie, dans les polices d'assurance-vie populaires, ou qui en découlent, à l'exclusion de la constitution de rentes viagères.

Les bases d'évaluation pour une catégorie particulière ou un groupe de polices doivent être un taux assumé d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par année et l'une des tables de mortalité spécifiées ci-dessous ou toute autre table que peut approuver le surintendant.

Tables de mortalité.

- a) Toute table désignée sous la lettre (A) (1) ci-dessus.
- b) La table type d'assurance populaire.

Nulla réserve ne doit être retenue dans une évaluation faite au cours de la première année qui suit l'émission d'une police. Dans les évaluations subséquentes, les risques d'assurance de la première année de la police doivent être ignorés, et, pour les fins de l'évaluation, la date de l'émission de la police est censée d'un an postérieure à la date réelle de l'émission; l'âge à l'émission est censé d'un an plus avancé que l'âge réel à l'émission, et la période de prime est censée commencer à la date présumée de l'émission et correspondre à la période de prime énoncée dans la police à évaluer.

La prime d'évaluation doit être la prime ordinaire correspondant à l'âge présumé à l'émission, payable pour la période présumée de prime, et, en valeur alors actuelle,

Les données relatives aux dépenses effectuées par la com-

mission pendant l'exercice 1900-1901 sont les suivantes :

1. Les dépenses effectuées pendant l'exercice 1900-1901

ont été de 100,000 francs, dont 50,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 50,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de personnel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de matériel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de matériel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de matériel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de matériel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

des dépenses de matériel. Les dépenses de matériel

ont été de 50,000 francs, dont 25,000 francs en faveur

des dépenses de personnel et 25,000 francs en faveur

doit être égale aux risques d'assurance encourus par la compagnie dès que l'âge présumé en question est révolu.

Dans les évaluations établies à quelque date après que l'âge présumé en question est révolu, la valeur de la police doit représenter la différence existant alors entre la valeur des sommes assurées (y compris la valeur existant alors de tout bénéfice additionnel ou augmentation de capital assuré, ou réduction dans les primes à venir, établie après la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'évaluation), et la valeur existant alors de la prime d'évaluation censée payable après la date d'évaluation au cours de la période pendant laquelle les primes sont exigibles aux termes de la police.

Si les termes d'une catégorie particulière ou d'un groupe de polices sont tels que la méthode d'évaluation ci-dessus paraisse inapplicable ou inappropriée, des adaptations à la méthode ci-dessus peuvent être faites subordonnement à l'approbation du surintendant.

(C)—Quant aux rentes viagères (immédiates ou différées), y compris les constitutions de rentes viagères (autres que les rentes d'invalidité), découlant de contrats d'assurance-vie.

Les bases d'évaluation doivent être les tables de mortalité approuvées par le surintendant, établies d'après les statistiques de la mortalité réelle durant la période 1900-1920, publiées de la part de l'Institut des Actuaire et de la Faculté des Actuaire d'Ecosse, pour hommes ou femmes, suivant le sexe du titulaire, avec un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an.

Dans l'évaluation des rentes différées, la méthode d'évaluation doit être la méthode de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime d'une police peut n'être pas uniforme durant toute la période de versement des primes.

(D)—Quant aux versements à venir qui dépendent uniquement d'une période fixe, y compris les annuités à périodes fixes découlant de contrats d'assurance-vie.

L'évaluation doit se faire à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, et la méthode d'évaluation doit être celle de la prime ordinaire nette, sujette aux adaptations que le surintendant peut juger appropriées dans tous les cas où la prime de la police peut n'être pas uniforme durant toute la période de versement des primes.

SÉNAT DU CANADA

BILL H¹.

Loi pour faire droit à Eva Corker Trill.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL H¹.

Loi pour faire droit à Eva Corker Trill.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Eva Corker Trill, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, rédactrice en publicité, épouse de Matthew Henry Trill, gérant de publicité, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le neuvième jour d'octobre 1917, en la cité de Toronto, province d'Ontario, et qu'elle était alors Eva Corker, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

10

15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Eva Corker et Matthew Henry Trill, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Eva Corker de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Matthew Henry Trill n'eût pas été célébrée.

20

SÉNAT DU CANADA

BILL H¹.

Loi pour faire droit à Eva Corker Trill.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL H¹.

Loi pour faire droit à Eva Corker Trill.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Eva Corker Trill, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, rédactrice en publicité, épouse de Matthew Henry Trill, gérant de publicité, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le neuvième jour d'octobre 1917, en la cité de Toronto, province d'Ontario, et qu'elle était alors Eva Corker, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

10

15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Eva Corker et Matthew Henry Trill, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Eva Corker de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Matthew Henry Trill n'eût pas été célébrée.

20

SÉNAT DU CANADA

BILL I¹.

Loi pour faire droit à George Senkler Morgan.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL I¹.

Loi pour faire droit à George Senkler Morgan.

Préambule.

CONSIDÉRANT que George Senkler Morgan, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, médecin, a, par voie de pétition, allégué que, le treizième jour d'août 1921, en la cité de Montréal, dite province, il a été marié à Doris Louise White, célibataire, alors de ladite cité de Montréal; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

10

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre George Senkler Morgan et Doris Louise White, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

15

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit George Senkler Morgan de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Doris Louise White n'eût pas été célébrée.

20

SÉNAT DU CANADA

BILL I¹.

Loi pour faire droit à George Senkler Morgan.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL I^a.

Loi pour faire droit à George Senkler Morgan.

Préambule.

CONSIDÉRANT que George Senkler Morgan, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, médecin, a, par voie de pétition, allégué que, le treizième jour d'août 1921, en la cité de Montréal, dite province, il a été marié à Doris Louise White, célibataire, alors de ladite cité de Montréal; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre George Senkler Morgan et Doris Louise White, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit George Senkler Morgan de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Doris Louise White n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL J¹.

Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL J¹.

Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Agnes May Jack Evans, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, épouse d'Arnold George Evans, vendeur, domicilié au Canada et ci-devant de ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le seizième jour d'octobre 1920, au village de Chateauguay-Bassin, district de Beauharnois, dite province, et qu'elle était alors Agnes May Jack, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous: considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Agnes May Jack et Arnold George Evans, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Agnes May Jack de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Arnold George Evans n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL J¹.

Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL J¹.

Loi pour faire droit à Agnes May Jack Evans.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Agnes May Jack Evans, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, épouse d'Arnold George Evans, vendeur, domicilié au Canada et ci-devant de ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le seizième jour d'octobre 1920, au village de Chateauguay-Bassin, district de Beauharnois, dite province, et qu'elle était alors Agnes May Jack, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous: considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Agnes May Jack et Arnold George Evans, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Agnes May Jack de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Arnold George Evans n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL K¹.

Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorcées.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL K¹.

Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Mabel Constance Small Cossar, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Robert George Cossar, contremaître, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-deuxième jour de juin 1921, en ladite cité, et qu'elle était alors Mabel Constance Small, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Mabel Constance Small et Robert George Cossar, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Mabel Constance Small de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Robert George Cossar n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL K¹.

Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

SÉNAT DU CANADA

BILL K¹.

Loi pour faire droit à Mabel Constance Small Cossar.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Mabel Constance Small Cossar, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Robert George Cossar, contremaître, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-deuxième jour de juin 1921, en ladite cité, et qu'elle était alors Mabel Constance Small, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Mabel Constance Small et Robert George Cossar, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Mabel Constance Small de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Robert George Cossar n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL L¹.

Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL L¹.

Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Olive Pearl Beattie Watkins, demeurant en la cité de Sherbrooke, province de Québec, ménagère, épouse de Hartwell Arthur Watkins, ouvrier agricole, domicilié au Canada et demeurant au village de Clapham, dite province, a, par voie de pétition, allégué 5
que lui et elle ont été mariés le vingt-troisième jour de juin 1920, au village de Kinnear's-Mills, dite province, et qu'elle était alors Olive Pearl Beattie, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère 10
depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des 15
communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Olive Pearl Beattie et Hartwell Arthur Watkins, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Olive Pearl Beattie de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, 20
avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Hartwell Arthur Watkins n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL L¹.

Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL L¹.

Loi pour faire droit à Olive Pearl Beattie Watkins.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Olive Pearl Beattie Watkins, demeurant en la cité de Sherbrooke, province de Québec, ménagère, épouse de Hartwell Arthur Watkins, ouvrier agricole, domicilié au Canada et demeurant au village de Clapham, dite province, a, par voie de pétition, allégué 5
que lui et elle ont été mariés le vingt-troisième jour de juin 1920, au village de Kinnear's-Mills, dite province, et qu'elle était alors Olive Pearl Beattie, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; 10
considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Olive Pearl Beattie et Hartwell Arthur Watkins, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Olive Pearl Beattie de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, 20
avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Hartwell Arthur Watkins n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL M¹.

Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement
connu sous le nom de Joseph Canille.

Lu pour la première fois, le vendredi, 15^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL M¹.

Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, industriel, a, par voie de pétition, allégué que, le huitième jour de septembre 1902, en la cité de Moncton, province du Nouveau-Brunswick, il a été marié à Mary Sayre, célibataire, alors de ladite cité de Moncton; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, et Mary Sayre, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Mary Sayre n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL M¹.

Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement
connu sous le nom de Joseph Canille.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 20 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL M¹.

Loi pour faire droit à Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, industriel, a, par voie de pétition, allégué que, le huitième jour de septembre 1902, en la cité de Moncton, province du Nouveau-Brunswick, il a été marié à Mary Sayre, célibataire, alors de ladite cité de Moncton; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, et Mary Sayre, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Assad Kalil Eddy, autrement connu sous le nom de Joseph Canille, de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Mary Sayre n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL N^o 1.

Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe
Howard.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL N¹.

Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe
Howard.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Georgina Linda McIndoe Howard, demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, aide-infirmière, épouse de Henry Chase Howard, commis, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Westmount, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingtième jour de septembre 1916, en la cité de Montréal, dite province, et qu'elle était alors Georgina Linda McIndoe, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Georgina Linda McIndoe et Henry Chase Howard, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Georgina Linda McIndoe de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Henry Chase Howard n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL N¹.

Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe
Howard.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL N^o 1.

Loi pour faire droit à Georgina Linda McIndoe
Howard.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Georgina Linda McIndoe Howard, demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, aide-infirmière, épouse de Henry Chase Howard, commis, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Westmount, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingtième jour de septembre 1916, en la cité de Montréal, dite province, et qu'elle était alors Georgina Linda McIndoe, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Georgina Linda McIndoe et Henry Chase Howard, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Georgina Linda McIndoe de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Henry Chase Howard n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL O¹.

Loi pour faire droit à Antonio Poliseno.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL O¹.

Loi pour faire droit à Antonio Polisenò.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Antonio Polisenò, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, agent d'immeubles, a, par voie de pétition, allégué que, le seizième jour de juin 1902, en ladite cité, il a été marié à Marie-Florida-Hélène Soubre dit St Jean, célibataire, alors de ladite cité; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Antonio Polisenò et Marie-Florida-Hélène Soubre dit St Jean, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Antonio Polisenò de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Marie-Florida-Hélène Soubre dit St-Jean n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL O¹.

Loi pour faire droit à Antonio Polisenò.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL O¹.

Loi pour faire droit à Antonio Polisenno.

réambule.

CONSIDÉRANT qu'Antonio Polisenno, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, agent d'immeubles, a, par voie de pétition, allégué que, le seizième jour de juin 1902, en ladite cité, il a été marié à Marie-Florida-Hélène Soubre dit St Jean, célibataire, alors de ladite cité; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Antonio Polisenno et Marie-Florida-Hélène Soubre dit St Jean, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Antonio Polisenno de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Marie-Florida-Hélène Soubre dit St-Jean n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL P¹.

Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock
Wilson.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL P¹.

Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock
Wilson.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Dorothy Gertrude Silcock Wilson, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Leslie David Wilson, vendeur, domicilié au Canada et ci-devant de ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-cinquième jour de septembre 1925, en ladite cité, et qu'elle était alors Dorothy Gertrude Silcock, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Dorothy Gertrude Silcock et Leslie David Wilson, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Dorothy Gertrude Silcock de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leslie David Wilson n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL P¹.

Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock
Wilson.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

SÉNAT DU CANADA

BILL P¹.

Loi pour faire droit à Dorothy Gertrude Silcock
Wilson.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Dorothy Gertrude Silcock Wilson, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Leslie David Wilson, vendeur, domicilié au Canada et ci-devant de ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-cinquième jour de septembre 1925, en ladite cité, et qu'elle était alors Dorothy Gertrude Silcock, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Dorothy Gertrude Silcock et Leslie David Wilson, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 15

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Dorothy Gertrude Silcock de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leslie David Wilson n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL Q¹.

Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL Q¹.

Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Beulah Isobel Phillips Eakin, demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, épouse d'Irwin Hamilton Eakin, agent de navigation, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Westmount, a, par voir de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le seizième jour de janvier 1930, en la cité de Montréal, dite province, et qu'elle était alors Beulah Isobel Phillips, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Beulah Isobel Phillips et Irwin Hamilton Eakin, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Beulah Isobel Phillips de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Irwin Hamilton Eakin n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL Q¹.

Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL Q¹.

Loi pour faire droit à Beulah Isobel Phillips Eakin.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Beulah Isobel Phillips Eakin, demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, épouse d'Irwin Hamilton Eakin, agent de navigation, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Westmount, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le seizième jour de janvier 1930, en la cité de Montréal, dite province, et qu'elle était alors Beulah Isobel Phillips, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Beulah Isobel Phillips et Irwin Hamilton Eakin, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Beulah Isobel Phillips de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Irwin Hamilton Eakin n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL R¹.

Loi pour faire droit à George Seymour Dixon.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL R¹.

Loi pour faire droit à George Seymour Dixon.

Préambule.

CONSIDÉRANT que George Seymour Dixon, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, fonctionnaire civil, a, par voie de pétition, allégué que, le vingt-quatrième jour de janvier 1925, en la cité de Londres, Angleterre, il a été marié à Isobel Gardiner Plant, célibataire, alors de ladite cité de Londres; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre George Seymour Dixon et Isobel Gardiner Plant, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit George Seymour Dixon de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Isobel Gardiner Plant n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL R¹.

Loi pour faire droit à George Seymour Dixon.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL R¹.

Loi pour faire droit à George Seymour Dixon.

Préambule.

CONSIDÉRANT que George Seymour Dixon, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, fonctionnaire civil, a, par voie de pétition, allégué que, le vingt-quatrième jour de janvier 1925, en la cité de Londres, Angleterre, il a été marié à Isobel Gardiner Plant, célibataire, alors de ladite cité de Londres; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre George Seymour Dixon et Isobel Gardiner Plant, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit George Seymour Dixon de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Isobel Gardiner Plant n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL S¹.

Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL S¹.

Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Audrey Meredith Mann Redpath, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de John Watson Redpath, vendeur d'obligations, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Victoria, Colombie britannique, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt et unième jour d'août 1926, en la ville de Beaconsfield, dite province de Québec, et qu'elle était alors Audrey Meredith Mann, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Audrey Meredith Mann et John Watson Redpath, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Audrey Meredith Mann de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit John Watson Redpath n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL S¹.

Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL S¹.

Loi pour faire droit à Audrey Meredith Mann Redpath.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Audrey Meredith Mann Redpath, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de John Watson Redpath, vendeur d'obligations, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Victoria, Colombie britannique, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt et unième jour d'août 1926, en la ville de Beaconsfield, dite province de Québec, et qu'elle était alors Audrey Meredith Mann, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

10

15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Audrey Meredith Mann et John Watson Redpath, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Audrey Meredith Mann de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit John Watson Redpath n'eût pas été célébrée.

20

SÉNAT DU CANADA

BILL T¹.

Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson.

Lu pour la première fois, le mercredi, 20^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL T¹.

Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ethel Seigler Nissenson, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse d'Abraham Nissenson, gérant, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le huitième jour d'avril 1930, en ladite cité de Toronto, et qu'elle était alors Ethel Seigler, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ethel Seigler et Abraham Nissenson, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ethel Seigler de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Abraham Nissenson n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL T¹.

Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 AVRIL 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL T¹.

Loi pour faire droit à Ethel Seigler Nissenson.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ethel Seigler Nissenson, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse d'Abraham Nissenson, gérant, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le huitième jour d'avril 1930, en ladite cité de Toronto, et qu'elle était alors Ethel Seigler, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ethel Seigler et Abraham Nissenson, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ethel Seigler de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Abraham Nissenson n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL U¹.

Loi constituant en corporation «The W. S. Newton
Company».

Lu pour la première fois, le jeudi, 20e jour d'avril 1932.

L'honorable sénateur McMEANS.

SÉNAT DU CANADA

BILL U¹.

Loi constituant en corporation «The W. S. Newton Company».

- Préambule.** CONSIDÉRANT que, par voie de pétition, il a été demandé que soient établies les dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5
- Constitution.** 1. Walter Selkirk Newton, Leslie Cooney, Raymond Harrison Funnell et Daniel King, comptables, et William Harry Sharman, administrateur de biens, tous de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, ainsi que les autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie, sont constitués en une corporation portant nom «The W. S. Newton Company», ci-après dénommée «la Compagnie». 10
- Nom corporatif.**
- Administrateurs provisoires.** 2. Les administrateurs provisoires sont lesdits Walter Selkirk Newton, Leslie Cooney et William Harry Sharman. 15
- Capital social.** 3. Le capital social est de cinquante mille dollars, divisé en mille actions de cinquante dollars chacune.
- Siège social.** 4. Le siège social de la Compagnie est en la cité de Winnipeg, province du Manitoba.
- Pouvoirs de la compagnie.** 5. La compagnie peut, dans tout le Canada: 20
- a) Acquérir et prendre en charge comme affaire courante l'entreprise de liquidateurs et de séquestres actuellement exercée en la cité de Winnipeg, province du Manitoba, sous la raison sociale W. S. Newton and Company, ainsi que, en tout ou partie, l'actif et le passif des propriétaires de cette entreprise; 25
 - b) Faire enquête et rapport sur la situation financière des personnes, marchands, firmes et corporation, et échan-

- ger entre les souscripteurs des renseignements sur le crédit et la situation des marchands et autres;
- c) Recouvrer les comptes actifs et les effets négociables et exercer une agence générale de recouvrements, et exercer dans toutes leurs branches les opérations d'une chambre de compensation de placement de crédits; 5
- d) Imprimer, publier et mettre en circulation toute brochure ou tout journal, revue ou bulletin d'ordre commercial ou autre, et y acheter ou vendre des cadres de publicité; 10
- e) Acquérir, détenir et aliéner les actions du capital social de toute autre compagnie, et employer ses fonds à l'achat de ces actions;
- f) Accepter et exécuter la charge de cessionnaires et de fiduciaires au bénéfice des créanciers, séquestres, liquidateurs, arbitres, et dans les cas où la personne pour qui, ou la société ou association pour laquelle, la Compagnie agit en qualité de séquestre, liquidateur, cessionnaire ou fiduciaire au bénéfice des créanciers, est la titulaire d'une charge d'exécuteur testamentaire ou administrateur, accepter et compléter l'exécution de cette charge, et recevoir, détenir, gérer, louer, vendre ou aliéner tout ou partie des biens pouvant lui échoir ou lui être dévolus en vertu de toute charge de fiducie ou pouvant être assujétis à cette fiducie; 25
- g) Agir généralement en qualité d'agent ou de procureur pour l'administration ou la liquidation de biens, sociétés, compagnies ou associations;
- h) Agir en qualité d'agent pour la vente et l'achat d'actions, obligations, débetures, biens meubles et immeubles, en qualité d'agent d'assurance et d'expert en dommages d'incendie; 30
- i) Recevoir et percevoir la rémunération pour ses services qui est convenue ou fixée ou allouée à l'occasion par la loi, ainsi que tous les frais et dépenses habituels; 35
- j) Accomplir toutes les choses se rattachant ou propres à la réalisation des objets ci-dessus ou pouvant tendre directement ou indirectement à augmenter la valeur ou à faciliter la réalisation des biens ou droits de la Compagnie et à les rendre profitables. 40

La Compagnie ne peut émettre de valeurs ni accepter de dépôts.

Pouvoirs d'emprunt.

6. Rien en la présente loi n'autorise la Compagnie à émettre des obligations, débetures et autres valeurs pour fonds empruntés, ni à accepter des dépôts.

7. (1) Si un règlement sanctionné par un vote d'au moins les deux tiers en somme des actions souscrites de la Compagnie représentées à une assemblée générale régulièrement convoquée pour en délibérer, les y autorise, les administrateurs peuvent, au besoin:

1. Les fondateurs de la Compagnie ont le droit de nommer et de révoquer les administrateurs et les directeurs de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil de surveillance de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

2. Les fondateurs de la Compagnie ont le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil de surveillance de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

3. Les fondateurs de la Compagnie ont le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil de surveillance de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

4. Les fondateurs de la Compagnie ont le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil de surveillance de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

5. Les fondateurs de la Compagnie ont le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil de surveillance de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Ils ont également le droit de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration de la Compagnie, et de leur donner tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

- a) Emprunter des fonds sur le crédit de la Compagnie;
- b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;
- c) Hypothéquer, mort-gager ou nantir les biens meubles ou immeubles de la Compagnie, ou les uns et les autres, pour garantir le paiement de tout emprunt effectué pour les fins de la Compagnie. 5

(2) Rien au présent article ne doit restreindre ni limiter le pouvoir de la Compagnie d'emprunter des fonds sur des lettres de change ou des billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou pour son compte. 10

La Loi des
compagnies
s'applique.

S. La Partie II de la *Loi des compagnies*, chapitre vingt-sept des *Statuts révisés, 1927*, et les modifications y apportées, doivent, en tant qu'applicables et non incompatibles avec la présente loi, s'appliquer à la Compagnie et à son entreprise, et la Compagnie possède et peut exercer tous les pouvoirs conférés par ladite loi, en tant qu'applicables à la Compagnie. 15

SÉNAT DU CANADA

BILL U¹.

Loi constituant en corporation «The W. S. Newton
Company».

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 13 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL U¹.

Loi constituant en corporation «The W. S. Newton Company».

- Préambule. **C**ONSIDÉRANT que, par voie de pétition, il a été demandé que soient établies les dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5
- Constitution. **1.** Walter Selkirk Newton, Leslie Cooney, Raymond Harrison Funnell et Daniel King, comptables, et William Harry Sharman, administrateur de biens, tous de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, ainsi que les autres personnes qui deviendront actionnaires de la compagnie, sont constitués en une corporation portant nom «The W. S. Newton Company», ci-après dénommée «la Compagnie». 10
- Nom corporatif.
- Administrateurs provisoires. **2.** Les administrateurs provisoires sont lesdits Walter Selkirk Newton, Leslie Cooney et William Harry Sharman. 15
- Capital social. **3.** Le capital social est de cinquante mille dollars, divisé en mille actions de cinquante dollars chacune.
- Siège social. **4.** Le siège social de la Compagnie est en la cité de Winnipeg, province du Manitoba.
- Pouvoirs de la compagnie. **5.** La compagnie peut, dans tout le Canada: 20
a) Acquérir et prendre en charge comme affaire courante l'entreprise de liquidateurs et de séquestres actuellement exercée en la cité de Winnipeg, province du Manitoba, sous la raison sociale W. S. Newton and Company, ainsi que, en tout ou partie, l'actif et le passif des propriétaires de cette entreprise; 25
b) Faire enquête et rapport sur la situation financière des personnes, marchands, firmes et corporations, et échan-

par entre les souscripteurs des versements sur le
ordre de la situation des versements de versements.

2) Prendre les comptes annuels et les états réguliers
des comptes des sociétés générales de versements
et autres dans leurs formes prescrites par les lois
et dans l'attente de l'approbation de placement de
l'actif.

3) Prendre, publier et mettre en circulation toutes les
copies au tant journal, revue ou bulletin d'ordre com-
mercial ou autre, et y acheter ou vendre des valeurs
de placement.

4) Acquiescer, détenir et offrir les actions du capital
social de tous autres compagnies, et employer ses
fonds à l'achat de ces actions.

5) Assumer et exécuter la charge de commissaires et de
liquidateurs au bénéfice des sociétés, sociétés,
liquidateurs ou autres.

6) Agir généralement en qualité d'agent ou de procureur
pour l'administration ou la liquidation de sociétés,
compagnies ou associations.

7) Agir en qualité d'agent pour la vente et l'achat d'ac-
tions, obligations, dérivés, biens meubles et im-
meubles, en qualité d'agent d'assurance et d'export
en différents pays.

8) Recueillir et percevoir le dividende pour ses services
qui est convenu ou fixé ou alloué à l'occasion par la
loi, ainsi que tous les autres dividendes habituels.

9) Agir en qualité de syndic aux liquidations de la loi de
faillite dans la liquidation des biens de personnes morales
autres délégués.

10) Assumer toutes les choses et tâches en rapport
à la réalisation des objets ci-dessus.

11) Être en la présente loi à moins la Compagnie à
l'égard des obligations, dérivés et autres valeurs pour
l'achat, l'exportation, et à acquiescer des fonds.

12) Si un règlement constitutionnel par un vote d'un
moins les deux tiers ou autres des actions consenties de la
Compagnie représentées à une assemblée générale régulière
sont convoqués pour en délibérer, les y assister, les admi-
nistrateurs peuvent, au besoin,

a) Remplacer des fonds sur le crédit de la Compagnie;

b) Lancer ou consentir le montant à emprunter;

c) Hypothéquer, mort-gager ou mettre les biens meubles
ou immeubles de la Compagnie, ou les uns et les autres,
pour garantir le paiement de tout emprunt effectué

pour les fins de la Compagnie.

13) Être en la présente loi de tout caractère et limiter
le pouvoir de la Compagnie d'emprunter des fonds sur des

Actes
de la
Compagnie
à l'égard
des
obligations,
dérivés
et autres
valeurs
pour
l'achat,
l'exportation,
et à acquiescer
des fonds.

- ger entre les souscripteurs des renseignements sur le crédit et la situation des marchands et autres;
- c) Recouvrer les comptes actifs et les effets négociables et exercer une agence générale de recouvrements, et exercer dans toutes leurs branches les opérations d'une chambre de compensation de placement de crédits; 5
- d) Imprimer, publier et mettre en circulation toute brochure ou tout journal, revue ou bulletin d'ordre commercial ou autre, et y acheter ou vendre des cadres de publicité; 10
- e) Acquérir, détenir et aliéner les actions du capital social de toute autre compagnie, et employer ses fonds à l'achat de ces actions;
- f) Accepter et exécuter la charge de cessionnaires et de fiduciaires au bénéfice des créanciers, séquestres, liquidateurs ou arbitres;
- g) Agir généralement en qualité d'agent ou de procureur pour l'administration ou la liquidation de sociétés, compagnies ou associations; 20
- h) Agir en qualité d'agent pour la vente et l'achat d'actions, obligations, débetures, biens meubles et immeubles, en qualité d'agent d'assurance et d'expert en dommages d'incendie;
- i) Recevoir et percevoir la rémunération pour ses services qui est convenue ou fixée ou allouée à l'occasion par la loi, ainsi que tous les frais et dépenses habituels; 25
- j) Agir en qualité de syndics sous le régime de la *Loi de faillite* dans la liquidation des biens de personnes insolubles décédées; 30
- k) Accomplir toutes les choses se rattachant ou propres à la réalisation des objets ci-dessus.

La Compagnie ne peut émettre de valeurs ni accepter de dépôts.

Pouvoirs d'emprunt.

6. Rien en la présente loi n'autorise la Compagnie à émettre des obligations, débetures et autres valeurs pour fonds empruntés, ni à accepter des dépôts. 35

7. (1) Si un règlement sanctionné par un vote d'au moins les deux tiers en somme des actions souscrites de la Compagnie représentées à une assemblée générale régulièrement convoquée pour en délibérer, les y autorise, les administrateurs peuvent, au besoin: 40

- a) Emprunter des fonds sur le crédit de la Compagnie;
- b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;
- c) Hypothéquer, mort-gager ou nantir les biens meubles ou immeubles de la Compagnie, ou les uns et les autres, pour garantir le paiement de tout emprunt effectué pour les fins de la Compagnie. 45

(2) Rien au présent article ne doit restreindre ni limiter le pouvoir de la Compagnie d'emprunter des fonds sur des

12 1/2
100
100

lettres de change ou des billets à ordre, lesdits billets
ou lettres de change de la Compagnie ou pour son compte
A la Partie II de la loi des compagnies, chapitre
vingt-sept des statuts, articles 107, et les modifications y
apportées, doivent, en tant qu'appliquées et non autrement,
s'appliquer avec la présente loi s'appliquant à la Compagnie et à
son entreprise, et la Compagnie pourra et peut exercer tous
les pouvoirs conférés par ladite loi, en tant qu'appliqués
à la Compagnie.

SÉNAT DU CANADA

BILL VI.

Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cameron.

En vertu de laquelle...

L'honorable président du conseil
des ministres

IMPRIMERIE PARLEMENTAIRE

lettres de change ou des billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou pour son compte.

La Loi des compagnies s'applique.

8. La Partie II de la *Loi des compagnies*, chapitre vingt-sept des *Statuts révisés, 1927*, et les modifications y apportées, doivent, en tant qu'applicables et non incompatibles avec la présente loi, s'appliquer à la Compagnie et à son entreprise, et la Compagnie possède et peut exercer tous les pouvoirs conférés par ladite loi, en tant qu'applicables à la Compagnie. 5

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL V¹.

Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL V¹.

Loi pour faire droit à Gordon Alexander Cowan.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Gordon Alexander Cowan, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, gérant de transport, a, par voie de pétition, allégué que, le trentième jour de juin 1927, en la ville de Montréal-Ouest, dite province, il a été marié à Marion Turnbull Binns, célibataire, alors de ladite ville; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Gordon Alexander Cowan et Marion Turnbull Binns, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 15

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Gordon Alexander Cowan de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Marion Turnbull Binns n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL W¹.

Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL W¹.

Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ida Tarantour Waxman, demeurant en la cité d'Outremont, province de Québec, vendeuse, épouse de Phillip Waxman, boucher, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le premier jour de janvier 1918, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Ida Tarantour, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ida Tarantour et Phillip Waxman, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ida Tarantour de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Phillip Waxman n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL W¹.

Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL W¹.

Loi pour faire droit à Ida Tarantour Waxman.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ida Tarantour Waxman, demeurant en la cité d'Outremont, province de Québec, vendeuse, épouse de Phillip Waxman, boucher, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le premier jour de janvier 1918, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Ida Tarantour, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ida Tarantour et Phillip Waxman, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ida Tarantour de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Phillip Waxman n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL X¹.

Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL X¹.

Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Frances Helen Dawes Porteous, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Bartholomew Hazen Porteous, agent de change, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-neuvième jour de septembre 1911, en la cité de Lachine, dite province, et qu'elle était alors Frances Helen Dawes, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Frances Helen Dawes et Bartholomew Hazen Porteous, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Frances Helen Dawes de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Bartholomew Hazen Porteous n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL X¹.

Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL X¹.

Loi pour faire droit à Frances Helen Dawes Porteous.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Frances Helen Dawes Porteous, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Bartholomew Hazen Porteous, agent de change, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-neuvième jour de septembre 1911, en la cité de Lachine, dite province, et qu'elle était alors Frances Helen Dawes, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Frances Helen Dawes et Bartholomew Hazen Porteous, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Frances Helen Dawes de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Bartholomew Hazen Porteous n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL Y¹.

Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL Y¹.

Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Minnie Jones Chandler, demeurant au village de Stanbridge-Est, district de Bedford, province de Québec, épouse de William Chandler, cultivateur, domicilié au Canada et demeurant dans le township de Stanbridge, dite province, a, par voie de pétition, allégué 5 que lui et elle ont été mariés le troisième jour de décembre 1907, en la ville de Franklin, comté de Franklin, Etat de Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et qu'elle était alors Minnie Jones, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors 10 commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des 15 communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Minnie Jones et William Chandler, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Minnie Jones de 20 contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit William Chandler n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL Y¹.

Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL Y¹.

Loi pour faire droit à Minnie Jones Chandler.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Minnie Jones Chandler, demeurant au village de Stanbridge-Est, district de Bedford, province de Québec, épouse de William Chandler, cultivateur, domicilié au Canada et demeurant dans le township de Stanbridge, dite province, a, par voie de pétition, allégué 5 que lui et elle ont été mariés le troisième jour de décembre 1907, en la ville de Franklin, comté de Franklin, Etat de Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et qu'elle était alors Minnie Jones, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors 10 commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des 15 communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Minnie Jones et William Chandler, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Minnie Jones de 20 contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit William Chandler n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL Z¹.

Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL Z¹.

Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Elizabeth Irene Woolnough, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, teneuse de livres, épouse d'Edward Harvey Woolnough, importateur de bijoux, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-deuxième jour de décembre 1915, en ladite cité de Toronto et, qu'elle était alors Elizabeth Irene Irwin, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Elizabeth Irene Irwin et Edward Harvey Woolnough, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Elizabeth Irene Irwin de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Edward Harvey Woolnough n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL Z¹.

Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL Z¹.

Loi pour faire droit à Elizabeth Irene Woolnough.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Elizabeth Irene Woolnough, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, teneuse de livres, épouse d'Edward Harvey Woolnough, importateur de bijoux, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-deuxième jour de décembre 1915, en ladite cité de Toronto, et qu'elle était alors Elizabeth Irene Irwin, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Elizabeth Irene Irwin et Edward Harvey Woolnough, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Elizabeth Irene Irwin de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Edward Harvey Woolnough n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL A².

Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL A².

Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ellery Sanford Johnston, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, a, par voie de pétition, allégué que, le quatrième jour de février 1920, en la ville de St. Stephen, province du Nouveau-Brunswick, il a été marié à Olive Faith Goodill, célibataire, alors de la paroisse de Rollindam, comté de Charlotte, dite province du Nouveau-Brunswick; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10 15

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ellery Sanford Johnston et Olive Faith Goodill, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Ellery Sanford Johnston de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Olive Faith Goodill n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL A².

Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL A².

Loi pour faire droit à Ellery Sanford Johnston.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ellery Sanford Johnston, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, a, par voie de pétition, allégué que, le quatrième jour de février 1920, en la ville de St. Stephen, province du Nouveau-Brunswick, il a été marié à Olive Faith Goodill, célibataire, alors de la paroisse de Rollingham, comté de Charlotte, dite province du Nouveau-Brunswick; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ellery Sanford Johnston et Olive Faith Goodill, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Ellery Sanford Johnston de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Olive Faith Goodill n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL B².

Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother.

Lu pour la première fois, le mercredi, 27^e jour d'avril 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL B².

Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Farla Goldman Rother, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse d'Abraham Rother, courtier en immeubles, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-septième jour d'octobre 1929, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Farla Goldman, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Farla Goldman et Abraham Rother, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Farla Goldman de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Abraham Rother n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL B².

Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 4 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL B².

Loi pour faire droit à Farla Goldman Rother.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Farla Goldman Rother, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse d'Abraham Rother, courtier en immeubles, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-septième jour d'octobre 1929, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Farla Goldman, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Farla Goldman et Abraham Rother, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Farla Goldman de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Abraham Rother n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL C².

Loi modifiant la Loi des liquidations.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 10 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL C².

Loi modifiant la Loi des liquidations.

SA Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R.C.,
1927, c. 213.

1. Est modifié l'article deux de la *Loi des liquidations*, chapitre deux cent treize des *Statuts Révisés du Canada, 1927*, par l'abrogation de l'alinéa c) dudit article, et la substitution de ce qui suit: 5

«Compagnie
d'assurance.»

«c) «compagnie d'assurance» signifie une compagnie exerçant les opérations d'assurance, et comprend tout échange qui exerce les opérations d'interassurance réciproque et qui n'est pas constitué en corporation, de même que toute association non constituée en corporation et exerçant des opérations d'assurance;» 10

Abrogation
de Partie III.

2. Ladite loi est de plus modifiée, par l'abrogation des articles cent soixante à cent soixante-quatorze, les deux compris, et par la substitution de ce qui suit: 15

«PARTIE III.

COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Application
de la Partie.

«**160.** La présente Partie s'applique uniquement aux compagnies d'assurance, et le mot «compagnie» signifie une compagnie d'assurance.

«Actif.»

(2) Si une compagnie, relativement aux opérations d'assurance-vie et de toute autre ou toutes autres classes d'assurance que la compagnie exerce en combinaison avec l'assurance-vie, garde des fonds et valeurs séparés et distincts des fonds et valeurs que la compagnie garde relativement à toute autre ou toutes autres classes d'opérations d'assurance par elle exercées, alors, pour les fins de la présente Partie, «actif» signifie, selon les circonstances, soit les fonds et valeurs gardés à l'égard des opérations d'assurance-vie de la compagnie et de toutes autres opérations exercées en combinaison avec l'assurance-vie, 20
25

soit les fonds et valeurs gérées à l'égard de l'autre ou des autres classes d'opérations d'assurance existant par la compagnie.

(3) Sans restreindre la portée générale de sa signification, le mot «police» en la présente Loi, comprend «police» tel que le terme est défini dans la Loi des compagnies d'assurance d'assurance et britanniques, 1932, et dans la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1933.

(4) «Régulateur» signifie le régulateur des assurances, au sens de la Loi du département des assurances.

101. Une compagnie est censée être insolvable si :

a) étant une compagnie de nature telle que ce soit à laquelle la présente Loi s'applique, elle a manqué de régler une réclamation non contestée dérivant d'une police de la compagnie, ou une réclamation contestée, après jugement définitif obtenu par les voies judiciaires régulières, durant quatre-vingt-dix jours après l'octroi d'une libération légale et valide et après qu'un avis de manquement de la régler a été donné au ministre; ou

b) étant une compagnie enregistrée sous le régime de la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ou sous le régime de la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1933, son capital d'assurance n'a pas été renouveau dans un délai de trente jours à compter de son extinction, à cause d'un rapport du régulateur au ministre que la compagnie, d'après un état de ses affaires, n'est pas en mesure de remplir ses obligations; ou

c) étant une compagnie à une entente, le capital d'assurance n'a pas été renouvelé et n'a pas été restitué et n'a pas été restitué dans un délai de trente jours à compter du retrait, et lorsque la loi sous le régime de laquelle la compagnie est enregistrée prévoit expressément que, en vertu de la présente Loi, la compagnie est tenue pour insolvable et est tenue à liquidation en vertu des dispositions de la présente Loi.

(5) Lorsqu'une compagnie est censée être insolvable, sans préjudice de la présente Loi, ou de toute autre loi du Canada, le ministre, le procureur général du Canada peut, à la demande du ministre, adresser à la cour pour qu'elle ordonne de mise en liquidation de la compagnie.

102. En outre, conformément aux dispositions de la présente Loi, les réclames doivent être acquittés dans la limite de priorité suivante :

- 1. Réclamations des créanciers privilégiés.
- 2. Réclamations des créanciers généraux de la présente loi.
- 3. Réclamations des porteurs de police de la compagnie prenant rang après eux.

Vertical text on the right margin, likely bleed-through from the reverse side of the page, containing various numbers and words.

soit les fonds et valeurs gardés à l'égard de l'autre ou des autres classes d'opérations d'assurance exercées par la compagnie.

«Police.»

(3) Sans restreindre la portée générale de sa signification, le mot «police», en la présente Partie, comprend «police» 5 tel que le terme est défini dans la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, et dans la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*.

«Surintendant.»

(4) «Surintendant» signifie le surintendant des assurances, au sens de la *Loi du département des assurances*. 10

Cas où la compagnie est censée insolvable. Défaut par la compagnie d'acquiescer à la réclamation.

161. Une compagnie est censée être insolvable, si

a) Etant une compagnie de quelque nature que ce soit, à laquelle la présente Partie s'applique, elle a manqué de régler une réclamation non contestée découlant d'une police de la compagnie, ou une réclamation 15 contestée, après jugement définitif obtenu par les voies juridiques régulières, durant quatre-vingt-dix jours après l'offre d'une libération légale et valable et après qu'avis du manquement de la régler a été donné au 20 ministre; ou

Non-renouvellement du certificat d'enregistrement expiré, si la compagnie ne peut remplir ses engagements.

b) Etant une compagnie enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, ou sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*, son certificat d'enregistrement n'a pas été renouvelé dans un délai de trente 25 jours à compter de son expiration, à cause d'un rapport du surintendant au ministre que la compagnie, d'après un état de ses affaires, n'est pas en mesure de remplir ses engagements; ou

Non-renouvellement du certificat d'enregistrement retiré.

c) Etant une compagnie ainsi enregistrée, le certificat 30 d'enregistrement a été retiré et n'a pas été renouvelé dans un délai de trente jours à compter du retrait, et lorsque la loi sous le régime de laquelle la compagnie est enregistrée prévoit expressément que, en pareil cas, la compagnie est tenue pour insolvable et sujette 35 à liquidation en vertu des dispositions de la présente loi.

Requête d'une ordonnance de liquidation.

(2) Lorsqu'une compagnie est censée être insolvable sous le régime de la présente loi, ou de toute autre loi du Parle- 40 ment du Canada, le procureur général du Canada peut, à la demande du ministre, s'adresser à la cour pour obtenir une ordonnance de mise en liquidation de la compagnie.

Ordre de priorité pour le paiement des réclamations.

162. Subordonnement aux dispositions de la présente loi, les réclamations doivent être acquittées dans l'ordre 45 de priorité suivant:

Premièrement.—Frais de liquidation.

Deuxièmement.—Réclamations des créanciers privilégiés, spécifiées à l'article soixante-douze de la présente loi.

Troisièmement.—Réclamations des porteurs de polices 50 de la compagnie prenant rang comme suit:

A. Si la réassurance n'est pas effectuée selon les prescriptions ci-dessous, les réclamations qui ont déboué des polices de la compagnie, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur au département des assurances, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices, et les réclamations des porteurs de polices jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée selon les prescriptions ci-dessous; ou

B. Si la réassurance est effectuée, en premier lieu, les réclamations qui ont déboué des polices de la compagnie, suivant les termes des polices, dont la compagnie a reçu avis avant la date de la réassurance est effectuée, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices; en deuxième lieu, le prix à payer pour la réassurance des polices qui n'ont fait l'objet d'aucune réclamation.

(2) Les créanciers de la compagnie, autres que les porteurs de polices, les réassureurs; s'il en est, et les autres créanciers privilégiés, n'ont le droit de toucher un dividende sur leurs réclamations que si l'actif est plus que suffisant pour couvrir les réclamations spécifiées au paragraphe précédent du présent article.

(3) Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'actif de la compagnie est une compagnie britannique incorporée sous le régime de la loi des compagnies d'assurance étrangères et britanniques, 1862, ou une compagnie étrangère enregistrée sous le régime de la loi des compagnies d'assurance étrangères, 1882, aucune réclamation, qu'elle soit de nature privilégiée spécifiée ci-dessus, des porteurs de polices d'une classe d'assurance pour laquelle la compagnie était sous garantie, et des réassureurs de ces polices, s'il en est, doivent pouvoir agir à l'égard de l'actif au Canada, et doivent pouvoir agir à l'égard de la compagnie sous le régime en vigueur dans les autres provinces, si cet actif est maintenant uniquement pour la protection des porteurs de polices au Canada; et si tel- quel, s'il en est, d'autre actif, subsistant après le paiement desdites réclamations, doit être affecté par le liquidateur au déditement de tous autres créanciers de la compagnie au Canada, mais sans inclure les porteurs de polices d'une telle compagnie à l'égard d'une classe d'assurance pour laquelle la compagnie n'était pas enregistrée sous le régime de la loi ou l'autre desdites lois.

(4) Le liquidateur peut, avec l'approbation de la cour et du Conseil du trésor, remettre à la compagnie tout l'actif au Canada subsistant après le paiement des réclamations dans l'ordre de priorité prescrit au paragraphe précédent.

Acte de
réassurance

Titre de
réassurance
des
polices
d'assurance
étrangères
et
britanniques

Titre de
la
loi
de
1862

A. Si la réassurance n'est pas effectuée selon les prescriptions ci-dessous, les réclamations qui ont découlé des polices de la compagnie, suivant les termes des polices, antérieurement à la date du dépôt de l'état du liquidateur au département des assurance, de la manière prévue ci-après, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices, et les réclamations des porteurs de polices jusqu'à concurrence de la valeur de leurs polices calculée selon les prescriptions ci-dessous; ou

B. Si la réassurance est effectuée, en premier lieu, les réclamations qui ont découlé des polices de la compagnie, suivant les termes des polices, dont la compagnie a reçu avis avant la date où la réassurance est effectuée, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices; en deuxième lieu, le prix à payer pour la réassurance des polices qui n'ont fait l'objet d'aucune réclamation.

Autres créanciers.

(2) Les créanciers de la compagnie, autres que les porteurs de polices, les réassureurs, s'il en est, et les susdits créanciers privilégiés, n'ont le droit de toucher un dividende sur leurs réclamations que si l'actif est plus que suffisant pour couvrir les réclamations spécifiées au paragraphe précédent du présent article.

Priorité des réclamations des assurés dans compagnies britanniques ou étrangères.

(3) Par dérogation aux dispositions de la présente Partie, si la compagnie est une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, ou une compagnie étrangère enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*, aucune réclamation, après le paiement des frais de liquidation, autre que les réclamations des créanciers privilégiés spécifiées ci-dessus, des porteurs de polices d'une classe d'assurance pour laquelle la compagnie était ainsi enregistrée, et des réassureurs de ces polices, s'il en est, doivent prendre rang à l'égard de l'actif au Canada maintenu par la compagnie sous le régime et pour les fins desdites lois, si cet actif est maintenu uniquement pour la protection des porteurs de polices au Canada; et le reliquat, s'il en est, dudit actif, subsistant après le paiement desdites réclamations, doit être affecté par le liquidateur au désintéressement de tous autres créanciers de la compagnie au Canada, mais sans inclure les porteurs de polices d'une pareille compagnie à l'égard d'une classe d'assurance pour laquelle la compagnie n'était pas enregistrée sous le régime de l'une ou l'autre desdites lois.

Remise du reliquat d'actif à la compagnie.

(4) Le liquidateur peut, avec l'approbation de la cour et du Conseil du trésor, remettre à la compagnie tout reliquat de l'actif au Canada subsistant après le paiement des réclamations, dans l'ordre de priorité prescrit au paragraphe précédent.

Réassurance
des contrats
par le liqui-
dateur.

163. Le liquidateur peut, sans l'assentiment des porteurs de polices, faire un arrangement pour la réassurance des polices de la compagnie, s'il s'agit d'une compagnie autre qu'une compagnie britannique ou étrangère, et de ses polices au Canada, s'il s'agit d'une compagnie britannique ou étrangère, dans une ou plusieurs compagnies enregistrées sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, ou de la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*, et en pareil cas la réassurance doit tenir lieu de la réclamation à concurrence de la valeur de ces polices calculée de la manière prescrite ci-dessous.

Réassurance
pour un
quantum du
plein
montant.

(2) Si l'actif de la compagnie ne suffit pas à couvrir les créances privilégiées spécifiées à l'article soixante-douze de la présente loi, de même que les réclamations découlant des polices de la compagnie et dont la compagnie a reçu avis avant la date de la réassurance, ainsi que la réassurance intégrale des polices de la compagnie, la réassurance peut être effectuée sur tel quantum du plein montant des polices que ledit actif garantira.

Approbation
des contrats
de réassu-
rance.

(3) Nul contrat de réassurance effectué en conformité du présent article, ne devient effectif avant d'avoir été approuvé par la cour et par le Conseil du trésor.

Les porteurs
des polices
non échues
peuvent
réclamer
valeur
commutative.

164. Si la réassurance n'est pas effectuée, les porteurs de polices de toutes classes d'assurance qui n'ont donné lieu à aucune réclamation conformément aux termes des polices avant la date de l'ordonnance de mise en liquidation, ont droit de réclamer à l'égard de l'actif de la compagnie la valeur de leurs polices respectives calculée à la date de l'ordonnance de mise en liquidation suivant les bases, méthodes et règles de calcul que le Conseil du trésor peut estimer justes et équitables, moins tout montant antérieurement avancé par la compagnie sur la garantie des polices.

Bases et
méthodes
de calcul.

(2) En prescrivant les bases, méthodes et règles de calcul, le Conseil du trésor doit tenir compte des indemnités, bénéfices et privilèges éventuels garantis par les termes des polices de leurs diverses classes (y compris toute gratification ou autre indemnité ou bénéfice additionnel accordé postérieurement à la date de l'émission de la police et subsistant à la date de l'ordonnance de mise en liquidation, ainsi que les profits répartis entre les polices mais non distribués), et tenir compte des paiements éventuels de primes, s'il en est, et des contingences dont peut dépendre le paiement des indemnités, bénéfices et primes, ainsi que du taux ou des taux d'intérêt qui peuvent être jugés appropriés; mais dans aucun cas la valeur qu'un porteur de police peut réclamer ne doit être moindre que la valeur qu'il pourrait réclamer d'après les termes de sa police, sur annulation de la police, à la date de l'ordonnance de mise en liquidation.

Modification.

(3) Les bases, méthodes et règles de calcul ainsi prescrites par le Conseil du trésor, doivent lier tous les inté-

ressés, sous la seule réserve de révocation ou modification par le Conseil du trésor.

Calcul par le
surintendant.

(4) Le liquidateur peut requérir le surintendant de calculer les valeurs des polices qui ont donné lieu à réclamation, et les frais de cette évaluation au taux de trois cents pour chaque police évaluée doivent être remis par le liquidateur au ministre et affectés au paiement des dépenses du département des assurances. 5

Transfert
des fonds et
valeurs au
liquidateur.

165. Doivent, sur ordonnance de la cour ayant juridiction, être transférés au liquidateur les fonds et valeurs de la compagnie au Canada dont peut être dépositaire tout gouvernement au Canada, ou pouvant être en dépôt chez des fiduciaires, ou d'autre manière détenus pour le compte de la compagnie ou pour protéger les porteurs de polices de la compagnie de la classe ou des classes qui sont atteintes par l'ordonnance de mise en liquidation. 10 15

Actif au
Canada.

Actif en
dépôt hors
du Canada.

(2) Si la compagnie est une compagnie canadienne qui a déposé au gouvernement d'un Etat ou d'un pays hors du Canada, ou entre les mains d'un fiduciaire ou d'une autre personne en cet Etat ou pays, toute partie de ses fonds ou valeurs pour protéger les porteurs de polices de la compagnie dans cet Etat ou pays, le liquidateur peut demander à ce gouvernement, à ce fiduciaire ou à cette autre personne de lui transférer lesdits fonds et valeurs, et une fois ce transfert effectué, lesdits fonds et valeurs doivent être employés au profit de tous les porteurs de polices de la compagnie, de la même manière que tout autre actif de la compagnie. 20 25

Conséquence
du non-
transfert
de l'actif.

(3) Si ce gouvernement, ce fiduciaire ou cette autre personne ne transfère pas lesdits fonds et valeurs dans le délai que la cour peut fixer et comptant de la date de la demande du liquidateur à cet effet, les porteurs de polices de la compagnie, pour la protection desquels le dépôt a été effectué, sont censés avoir refusé la réassurance, s'il en est, arrangée par le liquidateur; et, que la réassurance ait été arrangée ou non, ils sont censés avoir perdu tout droit et titre à quelque part que ce soit de l'actif de la compagnie autre que les fonds ou valeurs ainsi déposées pour leur protection hors du Canada. 30 35

Transfert
d'actif au
Canada à
liquidateur
britannique
ou étranger.

166. Si une compagnie britannique enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, ou si une compagnie étrangère enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*, est en liquidation dans le pays où est situé son siège social, le Conseil du trésor peut, s'il le juge utile dans l'intérêt des porteurs de polices au Canada, autoriser le liquidateur, sous réserve de l'approbation de la cour, à transférer l'actif au Canada de la compagnie au liquidateur en tel pays. 40 45

Le liquidateur doit dresser état des réclamants et créanciers.

167. Le liquidateur doit, sans que personne ne produise de réclamation, avis ou preuve, ni n'agisse de quelque autre manière que ce soit, dresser une liste de toutes les personnes qui, d'après les livres et registres de la compagnie, paraissent être des créanciers de la compagnie ou des réclamants en vertu de toute police, y compris toute police échue, évaluée ou annulée; et, à cet égard, le liquidateur doit prendre connaissance de toutes les réclamations qui ont découlé des termes des polices et dont il a reçu avis, et cette liste doit indiquer le montant, déterminé de la manière prévue ci-dessus à l'égard des porteurs de polices, pour lequel chacune de ces personnes doit prendre rang à titre de réclamant ou de créancier, et chaque pareille personne doit être colloquée et prendre rang comme réclamant ou créancier, et être admise à exercer ce droit, pour le montant ainsi déterminé par le liquidateur, sans avoir à produire de réclamation, avis ou preuve, ni sans avoir à agir d'autre manière. Cependant, tout intéressé peut contester cette collocation, et toute personne non colloquée, ou non satisfaite de sa collocation, peut produire sa propre réclamation. 5 10 15 20

Clause conditionnelle.

Modification de la liste.

(2) Le liquidateur ou la cour peut rectifier toute pareille liste, s'il y existe des omissions ou erreurs notifiées au liquidateur ou par lui découvertes en tout temps avant la clôture de la liquidation, et dans la distribution de l'actif il doit être tenu compte seulement des créances et réclamations qui figurent sur cette liste ou sur cette liste modifiée. 25

Non-privation du droit d'action, si l'actif est insuffisant pour couvrir les réclamations.

168. Si l'actif ne suffit pas à couvrir intégralement toutes les créances et réclamations inscrites sur la liste ou sur la liste modifiée, les porteurs de polices conservent tout recours qu'ils peuvent posséder, soit en droit soit en équité, contre la compagnie qui a émis la police ou contre tout actionnaire ou administrateur de la compagnie, sauf en ce qui concerne la part, s'il en est, reçue dans la distribution de l'actif susdit. 30

Dépôt de copie de liste au département des assurances.

169. Une copie de la liste susmentionnée, certifiée par le liquidateur, doit être déposée au département des assurances, après que le liquidateur, par un avis d'au moins trente jours, a manifesté son intention d'effectuer ce dépôt. Cet avis doit être publié dans la *Gazette du Canada* et dans la gazette officielle de chaque province, ainsi que dans deux journaux publiés à l'endroit ou le plus près de l'endroit où est situé le siège social de la compagnie ou l'agence principale de la compagnie au Canada, selon le cas. 35 40

Cas où le porteur de police prend rang comme créancier.

(2) Toute réclamation qui a découlé des termes d'une police et dont le liquidateur a reçu avis postérieurement à la date du dépôt de la liste, doit prendre rang à l'égard de l'actif seulement pour la valeur inscrite sur ladite liste, à moins que l'actif ne soit insuffisant pour désintéresser tous les réclamants, alors que le porteur de police doit 45

1701. Les comptes annuels pour le compte de la région
régionale.

1702. Les publications doivent être déposées dans le
dépôt légal, au plus tard, à chaque échéance
ou à l'expiration de la période de validité de son adresse la plus
récente, conformément aux règlements de la législation et l'avis
de la commission de la région pour l'avis de la région.
de la commission.

171. Si la commission a été constituée sous le régime de
la loi des compagnies à responsabilité limitée et d'associations
1935 ou sous le régime de la loi des compagnies d'associations
1935, le président doit, au plus tard, six
mois ou plus court, selon que le statut le prévoit
l'avis adressé au président au rapport exposant la
situation des affaires de la compagnie avec les détails
que le statut peut exiger.

172. La publication dans le Journal de l'Union, de deux
la Gazette officielle de chaque province, ainsi que dans deux
journaux publiés à l'étranger ou en plus d'un pays de l'étranger
ou en plus d'un pays social ou l'année principale de la
compagnie ou l'année, selon le cas de la loi des procédures
que la province ou province de donner aux événements
concernant un avis relatif aux affaires de la province à l'égard
de chaque année avec la référence à la loi.

173. Il est dans la province l'avis de la loi de la province
de la province à la province de toute province, province
ou dans la province les lois de la province.

174. Les publications doivent être déposées dans le
dépôt légal, au plus tard, à chaque échéance
ou à l'expiration de la période de validité de son adresse la plus
récente, conformément aux règlements de la législation et l'avis
de la commission de la région pour l'avis de la région.
de la commission.

prendre rang comme créancier pour le solde de sa réclamation.

Avis du dépôt adressé aux réclamants et créanciers.

170. Le liquidateur doit expédier sans retard par la poste, port payé, un avis de ce dépôt à chaque réclamant ou créancier inscrit sur ladite liste, à son adresse la plus récente consignée aux registres de la compagnie, et l'avis doit mentionner le montant pour lequel le créancier ou le réclamant est admis à prendre rang à l'égard de l'actif de la compagnie. 5

Rapport du liquidateur au surintendant des assurances.

171. Si la compagnie est enregistrée sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932*, ou sous le régime de la *Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932*, le liquidateur doit, une fois tous les six mois, ou plus souvent, selon que le surintendant peut l'exiger, adresser au surintendant un rapport exposant la situation des affaires de la compagnie, avec les détails que le surintendant peut requérir. 10 15

Publication de l'avis des procédures constitue avis aux porteurs de polices.

172. La publication dans la *Gazette du Canada*, et dans la gazette officielle de chaque province, ainsi que dans deux journaux publiés à l'endroit ou le plus près de l'endroit où est situé le siège social ou l'agence principale de la compagnie au Canada, selon le cas, de l'avis des procédures que la présente loi prescrit de donner aux créanciers, constitue un avis suffisant aux porteurs de polices à l'égard desquelles aucun avis de réclamation n'a été reçu. 20 25

Priorité de certaines réclamations non atteinte.

173. Rien dans la présente Partie ne doit porter préjudice ni atteinte à la priorité de toute hypothèque, privilège ou charge grevant les biens de la compagnie.»

SÉNAT DU CANADA

BILL D².

Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL D².

Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Roméo-Xavier Vandette, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, opérateur de cinéma, a, par voie de pétition, allégué que, le treizième jour d'avril 1910, en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, il a été marié à Rose-Anna Larocque, célibataire, alors de ladite cité d'Ottawa; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Roméo-Xavier Vandette et Rose-Anna Larocque, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Roméo-Xavier Vandette de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Rose-Anna Larocque n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL D².

Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

SÉNAT DU CANADA

BILL D².

Loi pour faire droit à Roméo-Xavier Vandette.

Préambule. **C**ONSIDÉRANT que Roméo-Xavier Vandette, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Westmount, province de Québec, opérateur de cinéma, a, par voie de pétition, allégué que, le treizième jour d'avril 1910, en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, il a été marié à Rose-Anna Larocque, célibataire, alors de ladite cité d'Ottawa; considérant que le pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son épouse, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder au pétitionnaire ce qu'il demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 5 10

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Roméo-Xavier Vandette et Rose-Anna Larocque, son épouse, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 15

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment audit Roméo-Xavier Vandette de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec toute femme qu'il pourrait légalement épouser si son union avec ladite Rose-Anna Larocque n'eût pas été célébrée. 20

SÉNAT DU CANADA

BILL E².

Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL E².

Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse de Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, vendeur, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-septième jour de mai 1922, en la cité de Kingston, province d'Ontario, et qu'elle était alors Adlena Emma Sills, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous: considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Adlena Emma Sills et Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Adlena Emma Sills de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL E².

Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

I. PRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL E².

Loi pour faire droit à Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Adlena Emma Sills Burrow, autrement connue sous le nom d'Adlena Emma Sills Burrows, demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse de Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, vendeur, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-septième jour de mai 1922, en la cité de Kingston, province d'Ontario, et qu'elle était alors Adlena Emma Sills, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous: considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Adlena Emma Sills et Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Adlena Emma Sills de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Harry Burrow, autrement connu sous le nom de Harris Charles Burrows, n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL F².

Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL F².

Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ida Judith Clark Freudberg, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Leo Freudberg, industriel, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le neuvième jour d'octobre 1926, en ladite cité, et qu'elle était alors Ida Judith Clark, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ida Judith Clark et Leo Freudberg, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 15

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ida Judith Clark de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leo Freudberg n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL F².

Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL F².

Loi pour faire droit à Ida Judith Clark Freudberg.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Ida Judith Clark Freudberg, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Leo Freudberg, industriel, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le neuvième jour d'octobre 1926, en ladite cité, et qu'elle était alors Ida Judith Clark, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Ida Judith Clark et Leo Freudberg, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 15

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Ida Judith Clark de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leo Freudberg n'eût pas été célébrée. 20

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL G².

Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL G².

Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Elizabeth Ann Routledge Gunther, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Roy Alfred Gunther, gérant, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le premier jour de mai 1920, en la cité de London, province d'Ontario, et qu'elle était alors Elizabeth Ann Routledge, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Elizabeth Ann Routledge et Roy Alfred Gunther, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Elizabeth Ann Routledge de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Roy Alfred Gunther n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL G².

Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

SÉNAT DU CANADA

BILL G².

Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Routledge Gunther.

Préambule.

CONSIDÉRANT qu'Elizabeth Ann Routledge Gunther, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, épouse de Roy Alfred Gunther, gérant, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le premier jour de mai 1920, en la cité de London, province d'Ontario, et qu'elle était alors Elizabeth Ann Routledge, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Elizabeth Ann Routledge et Roy Alfred Gunther, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Elizabeth Ann Routledge de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Roy Alfred Gunther n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL H².

Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL H².

Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Chesley Hastings Potter, demeurant en la ville de Methuen, comté d'Essex, Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Gerald Edward Potter, vendeur, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Valleyfield, province de Québec, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-septième jour d'octobre 1929, en ladite ville de Methuen, et qu'elle était alors Chesley Hastings, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

5

10

15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Chesley Hastings et Gerald Edward Potter, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Chesley Hastings de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Gerald Edward Potter n'eût pas été célébrée.

20

11

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL H².

Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL H².

Loi pour faire droit à Chesley Hastings Potter.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Chesley Hastings Potter, demeurant en la ville de Methuen, comté d'Essex, Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Gerald Edward Potter, vendeur, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Valleyfield, province de Québec, a, 5
par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le dix-septième jour d'octobre 1929, en ladite ville de Methuen, et qu'elle était alors Chesley Hastings, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage 10
soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète: 15

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Chesley Hastings et Gerald Edward Potter, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Chesley Hastings de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec 20
tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Gerald Edward Potter n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL I².

Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL I².

Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Theo Alice MacFarlane Lamb, demeurant en la ville de Valois, province de Québec, épouse de George Percival Lamb, commis, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le 5 vingt-neuvième jour de juin 1927, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Theo Alice MacFarlane, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère 10 ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Theo Alice MacFarlane 15 et George Percival Lamb, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Theo Alice MacFarlane de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son 20 union avec ledit George Percival Lamb n'eût pas été célébrée.

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL I².

Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL I².

Loi pour faire droit à Theo Alice MacFarlane Lamb.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Theo Alice MacFarlane Lamb, demeurant en la ville de Valois, province de Québec, épouse de George Percival Lamb, commis, domicilié au Canada et demeurant en la cité de Montréal, dite province, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-neuvième jour de juin 1927, en ladite cité de Montréal, et qu'elle était alors Theo Alice MacFarlane, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Theo Alice MacFarlane et George Percival Lamb, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Theo Alice MacFarlane de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit George Percival Lamb n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL J².

Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff.

Lu pour la première fois, le mardi, 10e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorces.

SÉNAT DU CANADA

BILL J².

Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff.

Préambule. **C**ONSIDÉRANT que Chia Hannah Shiff, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, employée de fabrique, épouse de Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, tailleur, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-huitième jour de mai 1920, en la cité de Slutsk, province de Minsk, Russie, et qu'elle était alors Chia Hannah Gutzeit, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Chia Hannah Gutzeit et Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Chia Hannah Gutzeit de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, n'eût pas été célébrée.

5

10

15

20

25

SÉNAT DU CANADA

BILL J².

Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA

F. A. ACLAND

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL J².

Loi pour faire droit à Chia Hannah Shiff.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Chia Hannah Shiff, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, employée de fabrique, épouse de Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, tailleur, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité de Montréal, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-huitième jour de mai 1920, en la cité de Slutsk, province de Minsk, Russie, et qu'elle était alors Chia Hannah Gutzeit, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution
du mariage.

1. Le mariage contracté entre Chia Hannah Gutzeit et Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet. 20

Droit de se
remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Chia Hannah Gutzeit de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Samuel Shiff, autrement connu sous le nom de Samuel Shiffman, n'eût pas été célébrée. 25

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL K².

Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald.

Lu pour la première fois, le mardi, 10^e jour de mai 1932.

L'honorable président du comité
des divorcés.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL K².

Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Margaret Spencer Heald, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, épouse de Leonard Heald, éleveur de chiens, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-neuvième jour de juin 1912, en la dite cité, et qu'elle était alors Margaret Spencer, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Margaret Spencer et Leonard Heald, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Margaret Spencer de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leonard Heald n'eût pas été célébrée.

SÉNAT DU CANADA

BILL N°

PROPOSE PAR LE GÉNÉRAL DE LA GENDARMERIE ROYALE

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1902

STATE OF OHIO

FILE NO.

IN SENATE, January 10, 1911.

REPORT OF THE COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE, IN ANSWER TO A RESOLUTION PASSED BY THE SENATE, MARCH 15, 1909, RELATIVE TO THE LANDS BELONGING TO THE STATE OF OHIO.

RECEIVED BY THE COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE, JANUARY 10, 1911.

PRINTED BY THE STATE PRINTING OFFICE, COLUMBUS, OHIO, 1911.

1911

11

Troisième Session, Dix-septième Parlement, 22-23 George V, 1932

SÉNAT DU CANADA

BILL K².

Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald.

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 11 MAI 1932.

OTTAWA
F. A. ACLAND
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

SÉNAT DU CANADA

BILL K².

Loi pour faire droit à Margaret Spencer Heald.

Préambule.

CONSIDÉRANT que Margaret Spencer Heald, demeurant en la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, épouse de Leonard Heald, éleveur de chiens, domicilié au Canada et demeurant en ladite cité, a, par voie de pétition, allégué que lui et elle ont été mariés le vingt-neuvième jour de juin 1912, en la dite cité, et qu'elle était alors Margaret Spencer, célibataire; considérant que la pétitionnaire a demandé que, pour cause d'adultère depuis lors commis par son époux, ledit mariage soit dissous; considérant que ce mariage et cet adultère ont été établis par la preuve fournie, et qu'il est à propos d'accorder à la pétitionnaire ce qu'elle demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Dissolution du mariage.

1. Le mariage contracté entre Margaret Spencer et Leonard Heald, son époux, est dissous par la présente loi et demeurera à tous égards nul et de nul effet.

Droit de se remarier.

2. Il est permis dès ce moment à ladite Margaret Spencer de contracter mariage, à quelque époque que ce soit, avec tout homme qu'elle pourrait légalement épouser si son union avec ledit Leonard Heald n'eût pas été célébrée.

ANNUAIRE DU CANADA

ANNÉE 1912

Publié par le Gouvernement du Canada

Le présent annuaire est publié par le Gouvernement du Canada, sous la direction de son Secrétaire d'Etat, et sous le patronage de son Honorable Ministre des Colonies. Il est distribué gratuitement aux bibliothèques publiques et aux bureaux de poste. Les exemplaires en excès sont mis en vente au prix de dix centimes par exemplaire. Les commandes doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale, Ottawa, Canada.

Le prix de l'annuaire est de dix centimes par exemplaire. Les commandes doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale, Ottawa, Canada.

Le présent annuaire est publié par le Gouvernement du Canada, sous la direction de son Secrétaire d'Etat, et sous le patronage de son Honorable Ministre des Colonies. Il est distribué gratuitement aux bibliothèques publiques et aux bureaux de poste. Les exemplaires en excès sont mis en vente au prix de dix centimes par exemplaire. Les commandes doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale, Ottawa, Canada.

1912

14. 11